



HAL
open science

Les intellectuels français face aux répressions soviétiques dans les démocraties populaires : du schisme titiste au procès Kostov (1948-1950) : perceptions et réactions d'une élite face au totalitarisme stalinien

Frédéric Sallée

► To cite this version:

Frédéric Sallée. Les intellectuels français face aux répressions soviétiques dans les démocraties populaires : du schisme titiste au procès Kostov (1948-1950) : perceptions et réactions d'une élite face au totalitarisme stalinien. Histoire. 2005. dumas-01144638

HAL Id: dumas-01144638

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01144638>

Submitted on 22 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Frédéric SALLEE

- UFR Sciences Humaines et Sociales – Université Pierre Mendès France –

- GRENOBLE II -

Les intellectuels français face aux répressions soviétiques
dans les démocraties populaires :
du schisme titiste au procès Kostov

(1948-1950)

Perceptions et réactions d'une élite face au totalitarisme stalinien



- sous la direction d'Olivier FORLIN -

- Mémoire de Master I en Sciences humaines et sociales -

- Mention : Histoire et histoire de l'art -

- Spécialité : Histoire des relations et des échanges culturels internationaux -

- Année 2004/2005 -

« Ce qui se cache derrière toutes ces répressions ne nous est pas dit, la réalité ne nous est pas montrée. »

Vercors, 20 octobre 1949.

Je tiens à remercier ici ceux qui m'ont ouvert les portes pour réaliser ce travail et m'ont permis de rentrer en contact avec la recherche historique, grâce à une mise à disposition rapide des archives et des sources nécessaires, à savoir l'ensemble du personnel de la Bibliothèque Universitaire Droit-Lettres, de la Bibliothèque Municipale Eugène Chavant et du Centre de Documentation Contemporaine de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, de la Bibliothèque Municipale Paul Eluard de Fontaine, de la Bibliothèque Municipale Part-Dieu de Lyon, de la Maison du livre, de l'image et du son de Villeurbanne ainsi que du Centre d'archives des périodiques de la Médiathèque Municipale de Privas.

La gentillesse du personnel du secrétariat du Haut-Commissariat aux Réfugiés de Genève mérite également d'être soulignée, sans qui certains renseignements sur les procédures administratives de la période étudiée n'auraient pu être obtenus.

Enfin, je tiens à remercier Monsieur Olivier Forlin, maître de conférences à l'université Pierre Mendès France de Grenoble II, pour ses précieux conseils donnés au fil des rendez-vous, tout au long de l'élaboration et de la rédaction de ce mémoire.

SOMMAIRE

Introduction	5
---------------------	----------

Première Partie

Réactions immédiates et mobilisation intellectuelle

Chapitre 1	La rupture yougoslave : moteur des sensibilités politiques	14
Chapitre 2	Religion et répressions : les prémices du réveil intellectuel	37
Chapitre 3	La valse des procès : entre révélations et désinformations	59

Deuxième Partie

Masques et visages du stalinisme

Chapitre 4	Le malaise de l'hétérogénéité intellectuelle	87
Chapitre 5	Vers une dénonciation du totalitarisme stalinien ?	109

Troisième Partie

Evolutions et mutations de la figure de l'intellectuel français

Chapitre 6	L'intellectuel, témoin ou acteur des répressions soviétiques ?	133
Chapitre 7	Plumes d'acier et canons de velours	155
Chapitre 8	Un nouvel ordre intellectuel ?	178

Conclusion	199
-------------------	------------

Annexes	202
----------------	------------

Sources	226
----------------	------------

Bibliographie	232
----------------------	------------

Index	235
--------------	------------

Table des abréviations	240
-------------------------------	------------

Table des figures	241
--------------------------	------------

Table des matières	242
---------------------------	------------

INTRODUCTION

Le carrefour. Tel pourrait être le premier lien entre l'Europe de l'Est et l'intelligentsia française. Carrefour géographique de l'Europe, les démocraties populaires, bien que théorisées par le soviétique Dimitrov, furent familières de la France pensante de l'après guerre. Carrefour des idées, de la réflexion et de la culture européenne, les intellectuels français ne délaissèrent pas l'est du rideau de fer malgré une politique intérieure mouvementée. Bien que le soleil semble se lever à l'Est en 1948¹, il n'en présage pas moins des temps sombres. A la croisée des chemins, l'ombre du stalinisme plane sur l'Europe orientale et embrasse avec elle les réflexions des intellectuels français.

Deux ans seulement après la fin du second conflit mondial, l'Europe se retrouve plongée dans un nouvel enjeu géopolitique majeur. L'année 1947 a lancé à la face du monde, par le biais de Jdanov et Truman, les données d'une logique des Blocs politiques. Le principe libéral se voit contesté par les aspirations staliniennes issues du bolchevisme de guerre. Si la Seconde Guerre Mondiale fut l'expression même d'une guerre totale, la Guerre Froide naissante s'en inspire grandement. Mobilisation des systèmes économiques, cristallisation des pensées politiques et développement des appareils judiciaires et militaires restent les traits les plus visibles de cette guerre aux allures psychologiques. Cela dit, l'émergence et l'importance grandissante des discussions autour des relations américano-soviétiques ont rapidement envahi les sphères culturelles européennes.

La fascination du modèle communiste inspiré par Moscou semble un aspect implacable de cette fin des années quarante, notamment en France. Le vainqueur de Stalingrad bénéficie de la sympathie d'une majeure partie du peuple français. Un sondage communiqué au lendemain de la guerre montre que 61 % des Français considèrent Staline et l'URSS comme principaux artisans de la victoire sur l'ennemi. (contre 29 % pour les Etats-Unis). Le communisme se trouve alors en position de domination sur la société française, par l'intermédiaire de Maurice Thorez et d'un parti politique assimilable à une énorme machine idéologique et culturelle. Malgré un coup d'arrêt politique, le 4 mai 1947, lorsque les ministres communistes sont renvoyés du gouvernement par Ramadier, la machine rouge semble en marche. Si une partie de l'opinion française est conquise², il en va de même pour

¹ Pour Jean-Yves Potel, professeur à l'Institut d'Etudes Européennes à l'université de Paris VIII, il s'y coucha également dès 1968. Cf. Jean-Yves Potel, *Quand le soleil se couche à l'Est*, Paris, Editions de l'Aube, coll. Monde en cours, 1995, 320 p.

² La majorité des historiens s'accordent sur un effectif avoisinant les 800 000 membres au sein du Parti Communiste Français en 1946. Le chiffre le plus précis semble celui avancé par Stéphane Courtois et Marc Lazar étant de 814 285 membres. Cf. Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, PUF, coll. Thémis Histoire, 1995, réed. 2000, p.423.

les milieux intellectuels français. Le communisme et le PCF, qui s'autoproclama « parti de l'intelligentsia française » peu après 1945, attira dans ses filets un nombre important d'intellectuels.

L'intellectuel, personnage atypique de la société française du fait de son aura et de son influence particulière sur l'évolution des mentalités, occupe une place particulière dans ces années 1947-1948. Tantôt instigateur, tantôt victime d'une épuration corporative intense dès 1944, il se retrouve rapidement au centre des luttes politiques de son époque. Comme le soulignait Jean-Paul Sartre, « il doit être en prise sur son temps.³ » Généralement considéré comme né dans le sillage de l'affaire Dreyfus, il symbolisa l'engagement, aussi bien universel que particulariste. Qu'en est-il après deux conflits mondiaux ? L'intellectuel a-t-il eu les ressources nécessaires pour ne pas modifier son engagement ? L'engagement intellectuel s'exprime généralement en réponse à l'injustice de la cause universelle. Dès 1948, les répressions pratiquées par Staline et son administration en URSS mais également dans les démocraties populaires émergentes ont illustré le principe même d'une nécessité d'analyse et d'expression de la part des représentants du savoir et de la culture en France.

En effet, dès 1948, diverses stratégies soviétiques laissent apparaître au monde occidental une politique menée de manière totalitaire et répressive. Le « coup de Prague », en germe depuis la seconde moitié de l'année 1947, retentit en février 1948. Staline s'imposa en Tchécoslovaquie par l'intermédiaire de Gottwald, chargé de mettre en place un gouvernement répondant aux souhaits de Moscou. Le régime démocratique et le parlementarisme tchécoslovaque mis à mal, l'URSS asseoit sa domination dans une Europe orientale affaiblie par la guerre. Le processus de mainmise sur les démocraties populaires est en marche. Cependant, y a-t-il une typologie et une uniformité de la répression soviétique ? L'aspect répressif du système stalinien n'est pas né dans ce contexte de Guerre froide et est antérieur à la Seconde Guerre mondiale. La dénonciation des procès de Moscou de 1936 au travers d'ouvrages comme *Le zéro et l'infini* d'Arthur Koestler est le parfait exemple d'une existence et d'une continuité du fait répressif en URSS. Cela dit la répression soviétique prend divers visages : répression interne à l'appareil dirigeant soviétique (mise en évidence de 1936 à 1938 lors de la Grande Terreur), répression populaire (exprimée par l'envoi des koulaks dans les camps de travail) et enfin répression externe à l'URSS visant les dirigeants communistes des démocraties populaires.

L'arrestation et l'emprisonnement de l'homme fort du parti communiste roumain Patrascanu⁴, qui passa inaperçue dans une France majoritairement tournée vers la naissance de sa IV^{ème} République, ouvrirent la voie d'une vague répressive qui s'étendra jusqu'à la mort de Staline en 1953. Si les relations entre la Roumanie et l'URSS ne suscitèrent pas l'intérêt des Français et de son intelligentsia, la décision prise par le Kominform le 28 juin 1948 d'exclure la Yougoslavie de Tito du bloc communiste fut davantage perçue. L'URSS, à compter de cette date, se sépara de la Yougoslavie, longtemps considérée par l'Europe occidentale comme l'une des plus fidèles positions communistes en Europe orientale, et la marginalisa. La

³ Jean-Paul Sartre, « Présentation », *Les Temps Modernes*, n° 1, octobre 1945, p.2.

⁴ Lucretiu Patrascanu fut arrêté en février 1948 à Bucarest. Ministre de la justice de 1944 à 1948, il fut retenu en prison durant six ans avant d'être exécuté le 16 avril 1954. Cette exécution postérieure à la mort de Staline reste toujours sujet à débat entre les historiens. La thèse développée par Karel Bartosek relative à la crainte d'une réhabilitation semble la plus convaincante. Cf. Karel Bartosek, « L'autre Europe victime du communisme : Europe centrale et du Sud-Est », *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, pp.429-496.

division se produisit autour de trois points essentiels. Le danger d'une fédération balkanique permettant une domination territoriale yougoslave sur la Bulgarie et l'Albanie suscita l'inquiétude de l'URSS. De plus, la mise en place par Tito d'un plan quinquennal favorisant la croissance du potentiel industriel et militaire ainsi que le refus yougoslave de se plier aux conditions économiques et financières des échanges commerciaux avec Moscou conduisirent au schisme. Plus que les causes réelles de la division russo-yougoslave, c'est la rupture en elle-même qui mobilisa les consciences collectives.

Cependant, le communisme de ces années-là ne se résume pas aux relations diplomatiques entre l'URSS et ses satellites. La sphère d'influence du communisme toucha les pays dits « occidentaux », notamment les deux nations disposant d'un parti parfaitement organisé et en corrélation avec la politique moscovite, l'Italie et la France. Dès 1947 se forgea une vision manichéenne relative à la sensibilité communiste. On est communiste ou on ne l'est pas. Pour les sympathisants communistes, ne pas l'être est synonyme d'anticommunisme. Cette suggestion reflète l'aveuglement général dans lequel baignent la France et une partie de ses intellectuels depuis la sortie de la guerre. Face à cet aveuglement se confrontèrent plusieurs opposants à la réalité du « parti des 75 000 fusillés ». David Rousset, ancien déporté du camp de Buchenwald, commence, dès 1947, à faire entendre sa voix sur l'existence de camps de travail en URSS⁵. Rapidement, la parution de l'ouvrage *J'ai choisi la liberté*⁶ de Victor Kravchenko ne fit qu'amplifier cette idée d'une éventuelle réalité biaisée par Moscou. Entre aveuglement et refus du communisme, l'intellectuel a du faire un choix, volontaire ou non.

Grâce aux tribunes offertes par les revues et les quotidiens, les milieux intellectuels réagissent et s'organisent. A l'extrême-gauche, se trouve la revue d'inspiration trotskiste *Socialisme ou Barbarie*, véritable enfant de la Guerre froide créé par Claude Lefort et Cornélius Castoriadis en mars 1949. Profondément anticapitaliste, elle n'en a pas moins décrié les dangers du stalinisme dès son premier numéro. Ayant pour fil conducteur le danger bureaucratique, qu'il soit issu de Washington comme de Moscou, la revue de Lefort et Castoriadis livra une vision originale du combat antistalinien, atypique dans le paysage intellectuel français.

L'intelligentsia communiste, elle, s'articule autour d'un noyau dur dirigé par Laurent Casanova. Disposant de nombreux instruments (*Les Lettres Françaises*, *La Nouvelle Critique* et *Europe* notamment), le PCF s'assure ainsi une large diffusion. Aux mains d'Aragon depuis sa création en 1942⁷, l'hebdomadaire *Les Lettres Françaises* s'attache à garder une démarche littéraire de l'analyse politique tandis que *La Nouvelle Critique*, née en décembre 1948, sous la plume de Jean Kanapa, aborde frontalement les problèmes de la Guerre froide. *Europe*,

⁵ Le prix Renaudot lui est attribué en 1946 pour son ouvrage *L'univers concentrationnaire* écrit en 1945 et publié l'année suivante aux Editions du Pavois. Cet ouvrage fut complété par un approfondissement de la question répressive en URSS en 1947 dans *Les jours de notre mort*.

⁶ La maison d'édition anglaise Scribner's publie *I choose freedom* dès février 1946. La première édition française de *J'ai choisi la liberté* date du 01/05/1947, avec pour sous titre *La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*. Il fut publié aux éditions Self, maison d'éditions de Charles Maurras. Preuve du succès de l'ouvrage et de l'attention du lectorat, il s'en est écoulé 503 000 exemplaires entre 1947 et 1955.

⁷ Il n'assura pleinement la direction qu'à partir de février 1953.

quant à elle, héritière du pacifisme de Romain Rolland, se veut être « la » revue littéraire du PCF.

Depuis 1932, Emmanuel Mounier monopolise une partie des attentions d'une gauche indépendante autour de la revue *Esprit*. Créée par le défenseur et promoteur du personalisme, la revue s'oriente dès le départ vers des combats nobles matérialisés dans le *Manifeste de Font-Romeu*, document fondateur de la revue. La lutte contre le désordre établi, contre toutes formes d'aliénation au monde moderne (matérialisme marxiste, capitalisme libéral, dictature ou centralisation), le refus de mêler religion et politique et la négation du soutien politique constituent les piliers de la revue de Mounier. Dans cette gauche indépendante d'après-guerre se dessinent plusieurs mouvances intellectuelles. La création en 1945 par Jean-Paul Sartre des *Temps Modernes* s'inscrit également dans cette optique qui aboutira dès 1947 en « neutralisme politique ».

A droite, des revues comme *La Revue des deux mondes* ou *La Revue de Paris* proposent aux intellectuels d'intervenir. Véritable institution de la presse française et internationale, *La Revue des deux mondes*, créée en août 1829 par Prosper Mauroy et Ségur-Dupeyron, permet de saisir les positions d'élites académiciennes et de garants de la grandeur de la France, s'orientant autour de la défense de l'ordre établi. Dirigée par Firmin Roz, elle fut le principal relais des affaires religieuses survenues à l'est du rideau de fer de 1948 à 1950. L'engagement de la droite intellectuelle dans le combat antistalinien ne passe pas uniquement par le milieu revuiste. La richesse des travaux de Raymond Aron, collaborateur au *Figaro*, éclaira également le lectorat sur la situation des démocraties populaires.

L'extrême-droite, quant à elle, se retranche autour des *Ecrits de Paris*, jeune revue créée en janvier 1947 par Paul Malliavin. Affaiblie par l'épuration intellectuelle instaurée à la fin de la Seconde guerre mondiale, l'intelligentsia d'extrême-droite se réorganise dès le commencement de la Guerre froide.⁸ L'Union des Intellectuels Indépendants (U.I.I.) est créée afin d'aider les intellectuels victimes de l'épuration de 1945. L'intelligentsia d'extrême-droite a donc survécu au conflit mondial et se doit d'être prise en compte dans l'étude du débat sur l'évolution des démocraties populaires de 1948 à 1950.

La prolifération des revues après la Seconde Guerre Mondiale permet aux intellectuels de faire entendre leurs voix. Ils en profitèrent ainsi pour se mobiliser à la vue d'un nouveau renversement de l'ordre mondial dès 1947-1948. En avril 1948, Jean-Marie Domenach, membre du noyau rédactionnel d'*Esprit*, s'exprime en ces termes :

« Je vois là un signe entre d'autres d'une situation pré-révolutionnaire : les intellectuels qui, après avoir généralement pris part à la Résistance, s'étaient retirés de l'action politique, rentrent maintenant en nombre dans l'arène ».⁹

Les intellectuels sont donc présents face aux enjeux de la Guerre Froide et, autour de ces questions de vérité voilée, de répressions soviétiques et d'aveuglement communiste

⁸ L'augmentation du tirage des *Ecrits de Paris* de 1947 à 1950 témoigne de cette réorganisation du milieu intellectuel d'extrême-droite.

⁹ Jean-Marie Domenach, « Les intellectuels à l'action », *Esprit*, n° 144, avril 1948.

s'opèrent un véritable brassage de générations d'intellectuels¹⁰. De Julien Benda, éveillé à la politique lors de l'Affaire Dreyfus, à des figures comme Louis Dalmas, nées à la fin des années vingt et confrontées à leurs premières interrogations en tant qu'intellectuels, tous se posent en lecteurs et interprètes attentifs des répressions soviétiques dans les démocraties populaires.

Durant deux ans, de l'été 1948 aux premiers mois de l'année 1950, la « tactique du salami » stalinienne a construit une administration politique idéale au regard des décisions moscovites. Blocus, isolements, procès, exécutions et censures résument les grandes lignes des réalités soviétiques dans sa sphère d'influence directe que sont les démocraties populaires. La construction d'un bloc soviétique idéal par Moscou se fit au détriment des libertés de l'Europe orientale. Cette défense des valeurs humaines, l'intellectuel s'en est fait le chantre depuis l'Affaire Dreyfus. Entre causes nobles et passions politiques, l'intellectuel français semble être le lecteur et l'interprète idéal de la situation dans les démocraties populaires au regard de la société française de ces années 1948-1950. Cependant, n'est-il qu'un simple interprète des répressions à l'Est ? N'y a-t-il pas là un rôle de médiation entre les deux côtés du rideau de fer ? Son rôle reste à définir. L'intellectuel est un être en mouvement, versatile, et ses prises de positions dans ses enjeux géopolitiques de début de Guerre Froide permettent de saisir un tableau d'ensemble de la figure de l'intelligentsia française à un moment donné.

Hormis les travaux de Jeannine Verdès-Leroux¹¹ dans les années 1980, l'historiographie française et anglo-saxonne a tendance à faire de l'engagement intellectuel un combat épisodique ne connaissant pas de réels bouleversements entre l'épuration de 1944 et la rupture hongroise de 1956¹². Cette douzaine d'années post-guerrière est, dans l'idéologie commune, uniforme, uniquement analysée comme un embrigadement de masse de l'opinion et de l'intelligentsia dans la spirale communiste. Le réveil intellectuel ne se serait produit que lors de l'intervention soviétique à Budapest en novembre 1956. Avons-nous affaire à un milieu intellectuel français en sommeil durant les répressions soviétiques infligées dès 1948 dans les démocraties populaires ? Au regard des interventions dans la presse nationale de la période 1948-1950 et des mémoires publiés par d'anciens communistes et intellectuels après le rapport Khrouchtchev et son processus de déstalinisation, les intellectuels s'expriment, s'interrogent, se divisent mais s'engagent avant tout. Très tôt, les revues intellectuelles présentent des aspirations politiques tranchées et parfois éloignées de leur vocation d'origine. *Esprit* se rapproche du parti communiste et adopte une attitude qualifiable de « philocommuniste ». ¹³ *Les Temps Modernes* de Sartre s'émancipent et nouent des réseaux et des liens avec divers milieux trotskistes, notamment autour de la revue *Socialisme ou Barbarie*, née en 1949.

¹⁰ Ce terme de « générations intellectuelles » fut développé par Jean-François Sirinelli. Ses recherches sur les intellectuels durant les années vingt sont révélatrices de son importance. Cf. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle : Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux guerres*, Paris, Fayard, 1988, 721 p.

¹¹ Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard, coll. Minuit, 1983, 585 p.

¹² Depuis 1972, sur 26 thèses soutenues sur les intellectuels français, 35 % concernent la période de l'entre-deux guerres, 31 % sont consacrées aux clercs de 1968 à nos jours tandis que seulement 19 % traitent des années 1945-1968 (seule la période consacrée à la naissance de l'intellectuel de 1880 à 1918 est moins étudiée).

¹³ Michel Winock, *Esprit : des intellectuels dans la cité (1930-1950)*, Paris, Le Seuil, coll. Points Histoire, 1996, pp 287-334.

Comment les méthodes staliniennes dans les démocraties populaires ont-elles influencés les mentalités des clercs français dès 1948 ? Y a-t-il eu une recomposition des milieux intellectuels français à la suite des répressions à l'Est ? Quelles sont les raisons de cet aveuglement quasi-général de l'intelligentsia communiste ? La figure de l'intellectuel s'en trouve-t-elle modifiée au début des années 50 ? Autant d'enjeux ne peuvent cohabiter autour d'un schéma de pensée unique. Entre une Quatrième République naissante et les premiers balbutiements de la Guerre Froide, l'intellectuel français se confronte à une donne essentielle de son engagement dans le siècle : le totalitarisme.¹⁴ Les répressions soviétiques dans les démocraties populaires comme symbole du mouvement totalitaire stalinien, voilà le cœur du débat intellectuel, le fond du problème entre une intelligentsia française se voulant éclairée (bien qu'aveuglée) et une réalité obscure à l'ombre du rideau de fer.

Par le biais d'un panorama global des revues intellectuelles, allant des aspirations trotskistes aux écrits d'extrême-droite, mais aussi à l'aide d'essais et grâce, également, aux mémoires d'« ex », anciens communistes ayant opéré une analyse rétrospective de leurs activités militantes, l'étude des réactions des clercs français face à ces répressions semble possible. Instaurée par Edgar Morin en 1959, dont l'*Autocritique* résume à elle seule les sensations et perceptions d'un intellectuel communiste sous le joug de Casanova, l'écriture de mémoires, ayant pour trame principale la place du militantisme au sein du Parti, devint nécessaire pour les intellectuels communistes. Pratique répandue dans les années soixante-dix, marque-t-elle la consécration du deuil d'un passé ou prend-elle l'aspect d'un bilan marqué de l'empreinte rouge du stalinisme ? Toujours est-il que la prolifération d'écrits laissés par les intellectuels présente d'indéniables avantages. La possibilité de confrontation des sources, du suivi du cheminement de la pensée à intervalles réguliers et la mise à disposition d'une perpétuelle réflexion sur les actions passées (au travers des mémoires notamment) sont quelques-uns des aspects les plus évidents de la richesse proposée par les écrits. Malgré tout, un inconvénient majeur survint à l'analyse : le problème de la réécriture rétrospective. Ne s'inscrivant pas dans un rapport d'immédiateté avec les faits concernés, les mémoires d'« ex », bien que précieuses, se doivent d'être toujours saisies sous cet angle.

Sans prétendre dresser un tableau exact des attitudes confrontées au stalinisme, cette présente étude s'orientera autour des différentes facettes présentées par les milieux intellectuels durant les années 1948-1950. Durant cette période, le totalitarisme stalinien s'exprima sous divers aspects : l'atteinte politique et diplomatique lors de la crise titiste, le conflit religieux en Tchécoslovaquie et en Hongrie et la mise en place d'un important appareil judiciaire lors des différents procès de dirigeants communistes. Derrière une impressionnante mobilisation des intellectuels français, la plupart du temps immédiate, se dessine une réalité plus complexe, basée sur la création de réseaux idéologiques et de constructions internes aux milieux intellectuels. Les acquis du passé sont remis en cause et l'incertitude plane au sein des élites. Incertitude sur son passé, réflexion sur l'avenir, l'intellectuel se trouve à une époque-

¹⁴ La conceptualisation du terme est postérieure à l'engagement intellectuel de la fin des années quarante et date des travaux d'Hannah Arendt (1951). Cela dit, la compréhension du phénomène est antérieure à la Guerre Froide et celui-ci est parfaitement perçu dès les années vingt. Ainsi, il convient de parler de totalitarisme non pas comme phénomène conceptualisé mais comme un ensemble admis et assimilé par les représentations collectives des années 1948-1950.

charnière en ce début de Guerre froide. La chute du national-socialisme allemand laisse place à l'expression du totalitarisme stalinien. Prisonnier d'une époque où les deux totalitarismes s'enchaînent, l'intellectuel est confronté à des choix majeurs, étant donné la lourdeur du sujet. L'atteinte aux droits de l'individu, l'oppression des libertés et l'uniformisation de la pensée se cachent derrière l'expansion du communisme soviétique.

1960. Marguerite Duras, ancienne membre du Parti, écrit le scénario, les dialogues et les commentaires du film d'Alain Resnais, « Hiroshima mon amour ». Les premières paroles poussent à la réflexion :

- « - Lui : Tu n'as rien vu à Hiroshima. Rien.
- Elle : J'ai tout vu. Tout... Ainsi, l'hôpital je l'ai vu. J'en suis sûre. L'hôpital existe à Hiroshima. Comment aurai-je pu éviter de le voir ?
- Lui : Tu n'as pas vu d'hôpital à Hiroshima. Tu n'as rien vu à Hiroshima...
- Elle : Je n'ai rien inventé.
- Lui : Tu as tout inventé.
- Elle : Rien. »¹⁵

Imaginons Hiroshima en Budapest et l'hôpital en gigantesque mascarade. Tel pourrait se résumer le dialogue intellectuel français entre intellectuels rouges et clercs non communistes. Se positionner intellectuellement face aux répressions à l'Est, c'est engager sa moralité, ses convictions et ses intentions. Enjeu colossal dans la place attribuée à chaque intellectuel au sein de la société française, la répression parmi les satellites soviétiques devient alors le moyen de confrontation de l'intelligentsia, la faisant évoluer, la transformant, la dynamisant parfois, la réorganisant toujours.

¹⁵ Marguerite Duras, *Hiroshima mon amour*, Paris, Gallimard, 1960, rééd. 1997, pp.22-23.

*« Il vaut mieux un œil douloureux
que les deux aveugles. »*

Proverbe anglais

Première partie :

Réactions immédiates et mobilisation intellectuelle

Communément admis à l'année 1947, le commencement de la Guerre froide vit apparaître un bloc soviétique résolument tourné vers la mainmise européenne à l'Ouest dès février 1948. Le « coup de Prague », gigantesque appropriation stalinienne de la Tchécoslovaquie, se fit sous une relative bienveillance de l'intelligentsia française. Peu concernés par les premiers « enjeux chauds » d'une Guerre froide naissante, les clercs français, endormis par un effet Stalingrad s'éternisant, furent convaincus de détenir une vérité immuable, que la logique des Blocs ne pourrait changer : l'URSS est l'expression même de la Paix. Cette image d'une URSS, et à travers elle d'un Parti communiste, pacifiste et pacifique, jeta le trouble dans la perception et l'interprétation immédiates des événements survenus dans les démocraties populaires.

Malgré tout, la rupture entre Tito et Staline survenue en juin 1948 jeta les bases d'une campagne communiste articulée autour d'un antititisme radical. Ce radicalisme exacerbé ne fut-il pas le point de départ d'une prise de conscience de l'opposition intellectuelle ? Premier acte d'une pièce en trois parties, le schisme titiste eut pour conséquences des événements externes aux relations russo-yougoslaves. S'attaquant à divers domaines, le PCUS de Staline visa, tout d'abord, la force religieuse en la présence du cardinal de Budapest, Jozsef Mindszenty, puis s'attaqua aux procès politiques par le biais des condamnations spectaculaires de Lazlo Rajk en Hongrie et Traïcho Kostov en Bulgarie notamment. Face à cet enchaînement rapide du phénomène répressif à l'Est, quelles furent les réactions de l'intelligentsia française ? Est-elle restée dans une léthargie similaire à celle constatée lors du « coup de Prague » ou a-t-elle répondu présent dès les premiers soubresauts des événements yougoslaves ? Une analyse à une première échelle s'avère nécessaire pour comprendre et saisir la puissance de l'engagement immédiat des intellectuels français dans le débat stalinien des années 1948-1950.

CHAPITRE 1 : La rupture yougoslave : moteur des sensibilités politiques

Le 28 juin 1948 marque un tournant dans la Guerre Froide. Tito et la Yougoslavie sont exclus du Kominform. Le texte de la résolution est sans équivoque et annonce : « le Kominformburo déclare que le Parti communiste yougoslave et son Comité central s'excluent eux-mêmes de la famille des partis frères, du front communiste uni et des rangs du Kominformburo ». La zone d'influence du PCUS est alors redéfinie en Europe de l'Est. Dès cette annonce, l'URSS de Staline établit un véritable blocus économique autour de la péninsule balkanique et marginalise totalement celui qui fut durant la Seconde Guerre mondiale un des symboles de la Résistance communiste. La condamnation de la Yougoslavie par l'ensemble de l'Europe de l'Est, bien que soudaine, ne semble pas au cœur des préoccupations politiques françaises. Les hasards du calendrier politique ont voulu que le même jour, l'accord de ratification du Plan Marshall soit approuvé par le Conseil des Ministres. La querelle entre Tito et Staline semble bien loin vue de la France et le général de Gaulle, qui avait soutenu Mihailovic¹, principal chef communiste de la résistance yougoslave et opposant au régime titiste, ne faisait que rendre les relations franco-yougoslaves plus qu'abstraites, voire inexistantes.

Les intellectuels français se retrouvent là confrontés à l'un des premiers soubresauts de la Guerre Froide. La raideur politique de la France à l'égard de la Yougoslavie se retrouve-t-elle dans les pensées et les écrits intellectuels ? Le schisme titiste n'est-il qu'une querelle interne au monde communiste, inintéressant pour le débat intellectuel ?

La place majeure du communisme dans les données politiques de la fin des années quarante fait du schisme titiste un événement à part entière bien que peu relayé durant l'été 1948.

1. Tito, nouveau combat des intellectuels français

1.1. L'acharnement général

La réception du schisme titiste chez les intellectuels français est remarquable dans le sens où, dans un pays où le clivage politique est très marqué avec une logique dualiste gauche/droite, l'ensemble des clercs s'est prononcé à l'unisson sur la question de la rupture. Un point préalable est, cela dit, important à souligner afin de ne pas sombrer dans une analyse galvaudée de la situation. Depuis la fin de la guerre en 1945, et ce malgré le prestige apparent accordé à la résistance yougoslave, le maréchal Tito n'a pas la sympathie d'une majorité de l'opinion française. Les communistes se rallient à la ligne de conduite de Moscou et voient davantage en Tito un danger potentiel pour l'URSS. La gauche non communiste et la droite française, quant à elles, dénoncent les crimes et procès établis en Yougoslavie dès l'automne 1945 qui servirent à asseoir le pouvoir titiste dans les Balkans. Ainsi, une fois ce postulat de départ établi, la compréhension des réactions intellectuelles est envisageable. Il y a donc eu

¹ Le général Draza Mihailovic (1893-1946) fut arrêté par l'armée de Tito le 13 mars 1946. Il fut emprisonné avant d'être fusillé la même année. Le général de Gaulle ne pardonna jamais cette exécution à Tito. Cf. Jean-Christophe Buisson, *Héros trahi par les alliés, le général Mihailovic*, Paris, Perrin, 1999, 307 p.

une prédisposition des esprits avant 1948 à l'égard de la question yougoslave. Une fois la rupture consommée, à la fin juin 1948, l'intelligentsia française fit de Tito le principal obstacle à la paix entre les affrontements russo-américains.

1.1.1. *Esprit*, à l'apogée de la dérive philocommuniste

La revue *Esprit* fut la première à souligner l'importance du schisme dans le contexte politique mondial. Dès août 1948, les articles se succèdent au sein de la revue. La rupture titiste fut le moyen d'expression le plus révélateur du philocommunisme d'*Esprit* au cours de cette année 1948. C'est François Goguel qui fut chargé d'éclairer le lecteur sur les événements yougoslaves. D'entrée, *Esprit* se pose en simple interprète de la situation en avertissant de ses intentions :

« La présente note n'a pas pour objet d'apporter à ce sujet des révélations sensationnelles, ni de proposer une interprétation nouvelle de l'anathème fulminé contre Tito. Son but, plus modeste, est de rappeler les faits, et de faire le point quant aux commentaires qu'ils ont provoqués. »²

Bien que livrant une analyse détaillée de la situation mettant en exergue les conséquences potentielles d'une telle cassure dans le monde communiste, comme l'avait fait *Esprit* quelques mois auparavant dans son analyse sur les événements malgaches, il livre un véritable réquisitoire contre Tito. Par le biais du schisme titiste, *Esprit* passe d'un communisme souterrain, jamais réellement assumé et avoué, à un compagnonnage pratiquement déclaré. Malgré une volonté de neutralisme politique chère à Emmanuel Mounier, la revue prend position pour l'URSS et fait de Tito un danger, non seulement pour la paix, mais pour le socialisme lui-même :

« Les dirigeants yougoslaves ont eu le tort de céder à une déviation boukharinienne, en ignorant la différenciation des classes à la campagne, en s'imaginant que la lutte des classes s'atténue en période de transition du capitalisme au socialisme (...). Ainsi s'est maintenue une classe de koulaks, concentrant dans leurs mains de grandes propriétés terriennes et employant le travail salarié. En présence d'une telle situation de fait, éduquer le P.C., comme l'ont fait les dirigeants yougoslaves, dans l'esprit de l'effacement des contradictions de classe, c'est le désarmer devant les difficultés de la construction du socialisme. »³

De telles condamnations se retrouvent en 1949 dans les articles de *La Nouvelle Critique*⁴. *Esprit* fait ainsi le jeu du PCF et de ses intellectuels en ne dénonçant pas les enjeux de cette rupture dont Staline tire profit. L'acharnement d'*Esprit* autour de Tito semble total.

² François Goguel, « Tito, ou les surprises de l'Histoire », *Esprit*, n° 147, août 1948, p.241.

³ Ibid., p.244.

⁴ Laurent Casanova parle en ces termes : « Par le moyen d'initiatives injurieuses pour ses voisins, Tito s'efforce d'entretenir le trouble dans les Balkans » dans Laurent Casanova, « La contribution des communistes à la campagne de Paix », *La Nouvelle Critique*, n° 9, octobre 1949, p.9.

Même si ces critiques anti-titistes s'inscrivent dans la ligne éditoriale d'*Esprit* depuis 1947⁵, l'analyse du schisme faite par Goguel et Marker se fait en contradiction avec l'éthique de la revue entérinée par le Manifeste de Font-Romeu en 1932. Depuis sa création, *Esprit* représente l'incarnation de l'intransigeance dans la démarche analytique, de la véracité des propos et de la rigueur dans les opinions tenues. L'affaire titiste a démontré une rigueur contestable, et contestée, par l'influence du PCF. Cette bienveillance communiste au sein de la revue n'était jusqu'au schisme titiste qu'abordée dans des débats non-relatifs au communisme. Les événements de juin 1948 plongent pour la première fois *Esprit* dans un débat touchant de l'intérieur la sphère communiste. Un débat interne au parti se confond avec une revue externe à ce dernier. En dénonçant Tito, la revue se place ainsi du côté de Moscou.

Refuser le titisme n'est-il pas accepter le stalinisme ? Dans les réactions immédiates à la cassure russo-yougoslave, l'alternative d'une troisième solution, qualifiable plus tard de « troisième voie » par Claude Bourdet et les siens, ne semble pas envisageable. Le caractère brutal et inattendu⁶ de la rupture entre Staline et Tito est à prendre en considération dans les motivations de Mounier et de son équipe. La mobilisation rapide d'*Esprit* dans cette affaire ne lui a-t-elle pas au final porté préjudice ? Les articles de Goguel et Marker parus dans le numéro de septembre disposaient-ils de toute la lumière sur le schisme pour permettre un positionnement politique ? Malgré elle, la dénonciation virulente opérée par ses collaborateurs a fait d'*Esprit* une tribune du stalinisme durant la deuxième moitié de l'année 1948.

Dans une période où la logique des Blocs domine la politique internationale, *Esprit* surenchérit cette impression d'acceptation de la logique stalinienne, par le biais du rejet du socialisme yougoslave, en rappelant fréquemment ses positions anticapitalistes, par là même anti-américaines. La lecture des Etats-Unis opérée par Chris Marker relativise le régime soviétique. Caricaturant les relations internationales et l'imbroglio quant à la position de la Yougoslavie au cœur des deux blocs, il dépeint une Amérique peu rusée et avide d'intérêts commerciaux :

« Les milieux dirigeants des Etats-Unis étaient encore dans une ignorance telle, que les premiers attachés commerciaux yougoslaves qui se présentèrent chez le président Truman furent fort mal reçus. Ces attachés, rompus à la dialectique, s'étaient tenus le raisonnement suivant : "Puisque nous voici objectivement du côté des Anglo-Saxons, autant nous subjectiver un tantinet, vu que la subjectivité américaine se traduit en termes de lait en poudres et de vitamines D." Mais lorsqu'ils s'annoncèrent au nom du maréchal Tito, Mr. Truman entra dans une violente colère. "Tito ? Ce traîneur de sabre, ce hibou à guêtres, ce..." Il s'arrêta car son premier chambellan, Humphrey Bogart, lui bourrait les côtes de coup de poing américains en lui susurrant : "Tu gaffes, tu gaffes." »⁷

⁵ L'acceptation du communisme dans la logique éditoriale d'*Esprit* semble dater de décembre 1947 lorsqu'Emmanuel Mounier déclare : « Le communisme, en France, depuis la Libération, a été mû par une idée juste : être un parti d'ordre véritable, assumer en pleine indépendance la responsabilité des intérêts français (...). La condition de toute lutte efficace contre le fascisme, c'est un certain accord avec les communistes. Nous refusons de nous couper du marxisme. »

⁶ Des entrevues entre les principaux dirigeants du Kominform se sont tenues durant les mois précédant la rupture de juin 1948 mais ne furent pas relayées par la presse. La connaissance d'une exclusion de la Yougoslavie du bloc soviétique ne fut connue avant l'heure qu'au sein du cercle communiste. Une entrevue entre Jacques Duclos et Andrei Jdanov eut lieu à Szklarska-Poreba en Pologne le 21 septembre 1947, en marge de la réunion instituant le Kominform, et semble être l'un des points de départ des discussions tendant à isoler Tito.

⁷ Chris Marker, « Le Tito entre les dents », *Esprit*, n°147, août 1948, p.211.

L'accumulation des arguments de l'été 1948 à mars 1949 positionne la revue dans une situation délicate. Anti-américanisme, rejet titiste et complaisance vis-à-vis de l'intelligentsia communiste sont la ligne de conduite du comité rédactionnel. Les intellectuels d'*Esprit* se placent sur la même ligne de pensée que certains philosophes communistes. Il serait hasardeux de faire d'*Esprit* l'exemple même d'une revue issue du compagnonnage et il convient de nuancer le propos à la vue des interventions fréquentes de Mounier en 1948 qui évoquent un attachement à la logique marxiste, et non pas stalinienne, de la revue. Cependant, *Esprit* se place en périphérie de ce compagnonnage, flirtant parfois avec, dans un cercle autonome et indépendant qualifiable de cercle d'accommodation au communisme. Divers collaborateurs semblent alors se présenter comme les fervents défenseurs d'un socialisme mis en danger par Tito : Emmanuel Mounier, François Goguel, politologue et professeur de sciences politiques, François Korusa, philosophe, et, dans une moindre mesure, Chris Marker, philosophe et écrivain. Les collaborateurs d'*Esprit* issus du milieu journalistique sont tenus à l'écart sur cette affaire yougoslave. Le cercle des philosophes de la rédaction s'empare ainsi du sujet, apportant des réflexions similaires au cercle philosophique du PCF.

1.1.2. L'absence de soutiens

Esprit s'étant alignée très tôt sur une position proche de l'intelligentsia communiste, qu'en est-il des autres milieux intellectuels, dont les réactions semblent tardives vis-à-vis des problèmes balkaniques ?

Hormis la revue d'Emmanuel Mounier, le schisme titiste ne fut que peu relayé en France durant l'été 1948. Les milieux intellectuels de droite réagirent en 1948, sans réellement saisir la portée du schisme. Pour eux, la rupture yougoslave fut l'aboutissement d'un processus prévisible issu de la politique stalinienne. Ce qui devait arriver arriva. René Pinon, dans *La Revue des deux mondes*, s'en prend à Staline et à sa politique d'oppression yougoslave mais n'en déculpabilise pas pour autant Tito⁸. Bonnet blanc ou blanc bonnet, Tito et Staline, malgré la division apparue en juin 1948, restent néanmoins unis sous une appellation commune : le communisme. Principal champ de bataille d'une intelligentsia R.P.F. timide en 1948, l'anticommunisme devint rapidement la ligne directrice des intellectuels de droite. Bien que n'étant pas la tribune d'expression de l'intelligentsia R.P.F., *La Revue des deux mondes* partage les positions de cette dernière vis-à-vis du communisme.

La Yougoslavie de Tito apparaît alors comme propice à la déchéance politique, héritière de traditions peu conciliables avec une voie démocratique :

« La question Tito continue d'agiter les Balkans. Les journaux russes annoncent qu'un parti communiste fidèle à Moscou se constitue clandestinement en Yougoslavie. La chose n'a rien d'in vraisemblable dans un pays où la passion politique et l'activité des conspirateurs constituent une tradition nationale. »⁹

De ce fait, le ton de la pensée des clercs libéraux se durcit au fur et à mesure de la rupture titiste. Une évolution nette des mentalités à l'égard de Tito s'est produite dans les

⁸ René Pinon, « Le drame yougoslave », *La Revue des deux mondes*, 01/10/1948, pp.588-607.

⁹ Rédaction, « Tito et Moscou », *La Revue des deux mondes*, 15/09/1949, p.378.

milieus intellectuels de droite. De la fin de l'année 1948 au début de l'année 1950, les attaques se portèrent sur Tito et non plus sur Staline. La rédaction de la revue s'exprime de manière virulente et met en garde face aux intérêts suscités par une Yougoslavie esseulée :

« Où va la Yougoslavie ? Pour répondre à cette question, M. Albert Palle s'est entretenu avec Mosha Pijade, qui passe pour être l'éminence grise du Maréchal Tito (...).

Cette consultation recueillie auprès d'un doctrinaire est intéressante. Elle montre le "titisme" sous son véritable aspect : celui du communisme intégral. Les communistes yougoslaves ne pardonnent pas à Staline d'avoir composé avec les démocraties. Ils restent, eux, dans le droit fil du marxisme ; avis à ceux qui croiraient voir en de tels partisans des alliés futurs de l'Occident contre Moscou. »¹⁰

La rupture yougoslave révèle une facette de la pensée intellectuelle de droite de cette fin des années quarante. Le schisme titiste fut en premier lieu considéré en tant que querelle interne au monde communiste, bien loin des préoccupations occidentales¹¹. L'intérêt suscité par une Yougoslavie devenant un point d'appui potentiel à l'Est pour le Bloc capitaliste a renversé le schéma de pensée des clercs français et a occidentalisé la vision de la région balkanique.¹² L'intelligentsia de droite s'intéresse alors au cas titiste en 1949 et 1950 car il répond aux intérêts américains et, à travers eux, aux attentes d'une partie des intellectuels libéraux. Cela dit, ce n'est pas parce qu'il y a intérêt pour le titisme, qu'il y a pour autant acceptation du modèle.

Le cas français apparaît comme atypique au travers de ses intellectuels sur l'échiquier des clercs européens. Pour beaucoup d'intellectuels anticommunistes, la reconversion au titisme était une solution de barrage à l'avancée de l'expansion du schéma stalinien. Le cas de la revue *La Nation roumaine*, tribune des intellectuels anti-communistes roumains exilés à Londres, montre la volonté de se raccrocher à la personne du maréchal Tito. Il y a un souhait d'aide à la Yougoslavie espéré par *La Nation roumaine*. Ce souhait ne reçut aucun écho au sein des milieux intellectuels français. La droite intellectuelle française révèle alors la puissance de ses positions anti-communistes, anti-communisme partagé dans les modes de pensées intellectuelles des droites européennes de 1948 à 1950.

Ce refus du soutien intellectuel à la Yougoslavie ne fut pas l'apanage de la droite traditionnelle. Hormis l'extrême-droite, davantage préoccupée par les tractations politico-judiciaires autour d'une réhabilitation du maréchal Pétain, les intellectuels de gauche réunis

¹⁰ Rédaction, « Du côté de chez Tito », *La Revue des deux mondes*, 15/02/1950, p.761.

¹¹ L'article de René Pinon, cité ci-dessus, est publié trois mois seulement après le schisme et décrit une Yougoslavie lointaine, en proie depuis de nombreux siècles à l'influence russe.

¹² Ce renversement ne s'opéra pas chez l'ensemble des intellectuels libéraux. Au regard des articles publiés dans *Le Figaro* de 1948 à 1950, Raymond Aron ne modifia pas sa vision du titisme durant ces années. Il déclara en octobre 1949, soit plus d'un an après le schisme, que « l'hérésie titiste se nourrit de sentiments répandus dans tous les partis communistes d'Europe » dans Raymond Aron, « Tito et l'Occident », *Le Figaro*, 28/10/1949. Cette réaction s'explique en partie par le désaccord entretenu entre Aron et une politique américaine visant à soutenir la Yougoslavie durant l'automne 1949. Le 8 septembre 1949, la banque américaine *Export-Import Bank* accorda un crédit financier à la Yougoslavie. Le 20 octobre, celle-ci fut élue membre du Conseil de sécurité de l'O.N.U. grâce aux pressions exercées par les Etats-Unis sur la scène diplomatique internationale. Ce soutien américain est à prendre en compte dans la lecture des écrits d'Aron, farouchement opposé à une aide de cette envergure envers Tito.

notamment autour de Jean-Paul Sartre au sein de la revue *Les Temps Modernes* ne firent pas de la question titiste un événement majeur.

La jeune revue s'oriente vers la mise en place du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire depuis la fin de l'année 1947. L'année 1948 s'annonce alors comme l'année du RDR. Le mois de juin 1948 est bien perçu comme un mois de rupture par les intellectuels des *Temps Modernes*, mais pas celle de Staline envers Tito. La rupture entre Jean-Paul Sartre et Raymond Aron monopolise le débat et les attentions. D'un côté, Sartre et Rousset, les deux fondateurs du RDR se voient soutenus par Maurice Merleau-Ponty et de l'autre, Aron, se réfugie dans une critique du fondement même du nouvel organe : l'antagonisme entre la démocratie et la révolution. La réception et l'interprétation du schisme titiste sont alors reléguées au second plan. En cette année 1948, la revue de Sartre s'est regardée vivre.¹³ Quelques figures se révèlent particulièrement atypiques au sein du groupe rédactionnel. Claude Lefort, Roger Stéphane et Louis Dalmas s'opposent par moment aux lignes de conduite édictées par Sartre. Lefort, entré aux *Temps Modernes* par l'intermédiaire de Merleau-Ponty en 1945, se heurte dès février 1948 à Sartre lors d'une critique virulente au sujet du procès Kravchenko.¹⁴ Premiers heurts, premières déchirures au sein de la revue existentialiste qui conduisirent Lefort à préférer la parution de son point de vue dans sa revue *Socialisme ou Barbarie* plutôt que dans *Les Temps Modernes* :

« Quelle est en effet la signification véritable du conflit Staline-Tito ? (...) Sans anticiper sur l'étude que nous consacrerons prochainement au Titisme et à la Yougoslavie, nous pouvons dire que cette dernière a une structure extrêmement proche de celle de l'URSS, et que les différences entre les deux régimes ne relèvent que d'une inégalité de développement.(...) »

Pour comprendre l'antagonisme Tito-Staline il faut d'abord comprendre que les deux pays appartiennent à un même type de système d'exploitation et qu'il s'agit d'un conflit typiquement interbureaucratique. »¹⁵

Claude Lefort, membre de la rédaction des *Temps Modernes* s'émancipe lors de la création de la revue *Socialisme ou Barbarie* durant l'hiver 1948 et fait part d'une position très critique du système titiste. Titisme et stalinisme ne présentent pour l'auteur que peu de différences et faire le jeu de la Yougoslavie pourrait s'avérer dangereux pour l'éthique morale individuelle et collective du groupe rédactionnel de *Socialisme ou Barbarie*. Cependant, faire de cette analyse dans la revue trotskiste l'archétype du schéma de pensée de la revue sartrienne du fait de la double collaboration de Lefort serait fausser l'étude de la réaction des *Temps Modernes* face au schisme.

Lefort, né en 1924, Stéphane, né en 1919 et Dalmas, né en 1928, benjamins de la rédaction des *Temps Modernes*, semblent être les intellectuels les plus concernés par les

¹³ Sur l'impact du RDR dans le débat intellectuel, voir Chapitre 8, p.182.

¹⁴ Claude Lefort, « Kravchenko et le problème de l'URSS », *Les Temps Modernes*, n° 29, février 1948, pp.1490-1516. De manière à discréditer l'article de Claude Lefort, Jean-Paul Sartre chargea Jean Pouillon de rédiger un nouvel article sur le procès près d'un an après, davantage conciliant à l'égard du communisme et répondant mieux aux convictions de Sartre. (Cf. Jean Pouillon, « Le procès Kravchenko », *Les Temps Modernes*, n° 43, mai 1949, pp.954-956.)

¹⁵ Claude Lefort (Claude Montal), « Le Trotskisme au service du Titisme », *Socialisme ou Barbarie*, n° 4, octobre-novembre 1949, p.88. Voir texte intégral en Annexe I- C, pp.215-217.

répressions à l'Est et par le schisme titiste. Issus de la même génération, ils livrent une vision et une interprétation similaires de la politique soviétique¹⁶. Cela dit, aucune intervention n'eut lieu dans la revue en 1948. Il faudra attendre février 1950 et l'article « Réflexions sur le communisme yougoslave » de Louis Dalmas pour voir la revue prendre position sur les relations russo-yougoslaves.

1.1.3. Marxisme et intelligentsia :

En ces années tourmentées pour le marxisme, l'intelligentsia française en étant inspirée a violemment réagi à l'égard des événements yougoslaves. Le cas de la revue *Socialisme ou Barbarie* est significatif. Créée en mars 1949, cette revue au sous-titre explicite (*Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire*) s'engage violemment dans le combat titiste. Les intellectuels apparentés aux milieux trotskistes, qui composent la majorité de la rédaction, posent le problème yougoslave d'une autre manière que l'ensemble des intellectuels français. Ils redéfinissent leur place par rapport à la situation présente. En quoi la rupture titiste a-t-elle bouleversé l'attitude des intellectuels non communistes attachés au marxisme ?

A la première lecture des articles parus dans *Socialisme ou Barbarie*, il est aisé d'apercevoir une réaction sensiblement similaire à une intelligentsia de droite faisant de Tito le pendant yougoslave de Staline :

« Tito n'est rien de plus qu'un dirigeant stalinien. (...) Nous sommes en présence d'un marxisme à la sauce titiste. (...) Le titisme n'est qu'une forme particulière du bureaucratisme stalinien. »¹⁷

Etre marxiste sans être titiste ou stalinien a-t-il encore un sens pour les intellectuels français de la fin des années quarante ? Les clercs trotskistes, Lefort et Castoriadis (fondateurs de la revue) en tête, prouvent l'existence d'un modèle marxiste ne dépendant pas de Moscou. Il y a un attachement de la revue à faire du trotskisme l'issue de secours du marxisme, d'autant plus après les secousses de la rupture de juin 1948. Cependant, le trotskisme français n'est pas un modèle même de marxisme pour les intellectuels de *Socialisme ou Barbarie*. En effet, le schisme yougoslave a généré un rapprochement entre le Parti Communiste Internationaliste et la IV^{ème} Internationale. En juillet 1948, quelques jours après la résolution du Kominform, le V^{ème} congrès du PCI eut lieu. Pour des personnalités comme Lefort et Castoriadis, ce congrès signe la rupture entre le PCI et l'idéologie trotskiste. Les intellectuels de *Socialisme ou Barbarie* s'écartent du PCI, devenu à leurs yeux un simple « instrument de

¹⁶ Anna Boschetti a analysé ce phénomène générationnel au sein de la revue : « Stéphane et Dalmas appartiennent à une génération plus jeune de dix ans, parvenue à la maturité à l'époque du désenchantement révolutionnaire, de la Guerre Froide et des révélations sur les méfaits du stalinisme. » Cf. Anna Boschetti, *Sartre et les Temps Modernes : une entreprise intellectuelle*, Paris, Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 1985, p.186.

¹⁷ Cornélius Castoriadis (Pierre Chaulieu), Georges Dupont, « La bureaucratie yougoslave », *Socialisme ou Barbarie*, n°5-6, mars-avril, 1950, p.51.

mystification des masses. »¹⁸ Cette nouvelle fonction prise par le PCI est apparue lors de l'affaire Tito :

« L'affaire Tito a prouvé, pour nous, la dégénérescence irrémédiable du trotskisme actuel et le rôle positivement nocif qu'il joue dans la lutte pour la démystification du prolétariat. »¹⁹

La dérive du trotskisme est, au yeux des intellectuels, imputable à la rupture de 1948, ce qui ne fait que renforcer l'animosité envers Tito. Après Staline, les intellectuels trotskistes trouvent en Tito un nouvel obstacle au bon développement de la doctrine marxiste. Les intellectuels attachés au marxisme se retrouvent là dans une situation délicate en ces années 1948-1949. Aucun salut n'est envisageable, ni à Moscou, ni à Belgrade. L'affaire Tito a eu un impact différent sur les milieux intellectuels trotskistes : elle les a redéfinis. L'intellectuel trotskiste ne s'engage pas pour ou contre Tito, il se pose la question de savoir où est l'intérêt du marxisme dans une telle rupture.

1.2. Tito, Hitler, Trotski et les autres

Une condamnation générale du régime titiste, un rejet de la politique yougoslave, telles sont les caractéristiques des réactions de l'intelligentsia française face à cette rupture. Tito ne dispose que de peu, voire pas, de soutiens intellectuels en France lors de l'année 1948. La situation se complique lorsque l'on analyse plus en détails les prises de paroles et les opinions des clercs français au sujet de la personne de Tito. Sommes-nous en présence d'un rejet d'un système politique (le titisme) ou d'une personnalité charismatique (Tito) ? Derrière la rupture entre l'URSS et la Yougoslavie se profile une mécanique implacable élaborée par le PCUS, habilement relayée par le PCF et réutilisée par quelques milieux intellectuels, visant à faire de Tito le modèle même de la trahison et de l'autorité.

1.2.1. La figure du traître

La rupture titiste s'est produite dans ce contexte de Guerre Froide. Comme dans toute guerre, le modèle de la trahison est la coopération avec l'ennemi. En l'occurrence, l'ennemi soviétique s'incarne dans le camp américain. Faire de Tito un traître serait faire de lui un agent proaméricain, favorisant l'impérialisme tant de fois dénoncé par le bloc soviétique.

Cette image d'un Tito trahissant l'esprit marxiste fut abondamment répandue en URSS mais fut également largement reçue en France, notamment chez les milieux intellectuels. L'URSS a cultivé le mythe du traître, du conspirateur perpétuel destiné à briser l'engrenage socialiste. Depuis 1927 et le procès de Chakty²⁰, chaque avancée majeure de la politique

¹⁸ Rédaction, « Lettre ouverte aux militants du PCI et de la IV^{ème} Internationale », *Socialisme ou Barbarie*, n° 1, mars-avril 1949, p.97.

¹⁹ *Ibid.*, p.98.

²⁰ Des ingénieurs et des techniciens du bassin du Donetz sont accusés de trahison et de sabotage envers l'URSS. La manœuvre consista à frapper la bourgeoisie soviétique au cours de tels procès. Lire à ce sujet le premier chapitre intitulé « Le recrutement des accusés » dans Annie Kriegel, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Paris, 1972, Gallimard, coll. Idées, pp.39-50.

stalinienne fut réalisée en présence de traîtres supposés. La rupture yougoslave ne dérogea pas à la règle. Tito fut la cible idéale d'un traître parfait pour l'URSS.

Les comparaisons les plus flagrantes avec l'image du traître furent bien entendu perçues dans les milieux intellectuels communistes. La perception d'une « Yougoslavie espionne du Monde » n'est pas issue de la Guerre Froide mais bien de la Seconde Guerre Mondiale :

« Les Yougoslaves se montraient très actifs en France, nouaient beaucoup de contacts, multipliaient les opérations de renseignement, sûrement pour le compte des Soviétiques qui ne pouvaient, à cause de l'union des Alliés, se permettre déjà d'agir à visage découvert. »²¹

La rupture entre Tito et Staline ne fut que très peu explicitée en France par les milieux intellectuels français. Ainsi, il est d'autant plus facile pour ceux-là de masquer les fondements de la rupture en faisant passer Tito pour ce qu'il n'est pas : un agent américain. L'opinion française, peu sensibilisée par les questions politiques à l'Est, est ainsi en proie à une vérité biaisée. *La Nouvelle Critique*, diffuse alors largement cette idée :

« Le risque d'une guerre est d'autant plus grand que sur le chemin se promènent des aventuriers sans principe d'aucune sorte. En tête s'avance le traître Tito, flanqué de son Tsaldaris d'assassin.

Depuis son indigne désertion, Tito est apparu pour ce qu'il est réellement : l'agent public de MM. Churchill et Truman, un provocateur chargé de faire diversion sur ordre. »²²

Tito devient le nouveau cheval de bataille communiste. Il y eut Boukharine, Zinoviev, Trotski, et maintenant Tito. Il fallut justifier cette rupture yougoslave aux yeux de l'Occident et le PCF s'en chargea tout au long des années 1948 et 1949 en replaçant une rupture issue d'un cadre interne au parti au sein d'une logique externe, sensibilisant l'ensemble des opinions européennes, à savoir la logique des Blocs. Le combat traditionnel issu de 1947 opposant Truman à Staline se confond à présent dans une opposition Tito-Staline. Le régime yougoslave et la figure de Tito sont critiqués. Mais les accusations se portent également sur un nouveau terrain qui est celui de l'intégrité elle-même de la personne. Les intellectuels communistes s'attaquent tantôt à Tito, tantôt à Josip Broz. Dans son ouvrage *Les Staliniens*, Dominique Desanti, fidèle intellectuelle du clan communiste²³, évoque ce mélange des opinions, cette confusion des interprétations :

« Je venais, moi, de lire dans le P.P.D. de la semaine, que Tito était exclu du Kominform. (...) Je croyais, cette semaine-là, qu'il s'agissait seulement de la personne de Josef Broz. (...) Lui ne coïncidait pas avec mon

²¹ Pierre Daix, *J'ai cru au matin*, Paris, Robert Laffont, coll. Vécu, 1976, p.187.

²² Laurent Casanova, « La contribution des communistes... », art. cité.

²³ Dominique Desanti adhéra au PCF en 1943 à Clermont-Ferrand. Elle appartient à ce groupe d'intellectuels communistes entrés au Parti par rejet du fascisme comme Pierre Hervé, Jean Pronteau, Claude Alphanéry ou Jean Duvignaud.

modèle de révolutionnaire, calqué sur la sobriété de mise, de parole, de façons de Lénine ne m'attirait pas. Or, déjà j'étais atteinte de cette confusion entre sentiment et raison qui font de l'engagement politique une passion. »²⁴

1948 voit donc franchir une nouvelle étape dans la dénonciation du traître par les intellectuels français. On ne se réfère plus seulement aux actions établies par l'accusé mais on associe la trahison à une composante indissociable à la personne elle-même. L'accusé porte en germe la trahison depuis toujours.

Changement de nature de la figure du traître communiste au sein de l'intelligentsia française ou conséquence naturelle de l'image issue des procès de Moscou ? Le cas Tito semble marquer de manière importante l'interprétation du dissident communiste aux yeux des milieux intellectuels français. Même si *L'Humanité* titrait à sa Une du 30 octobre 1938 : « Les traîtres trotskistes du POUM sont condamnés », les intellectuels français n'ont pas fait des grandes figures du trotskisme l'incarnation universelle du traître. Il est indéniable que Trotski fut considéré comme un traître par les intellectuels communistes. Léon Bronstein l'était-il pour autant à leurs yeux ? L'assimilation de Tito à l'agent américain renforce l'idée du mal absolu, mal se confondant non pas seulement à la politique du maréchal, mais à son intégrité morale elle-même. Là où lors de la *Iejovschina*²⁵ seul les intellectuels communistes véhiculaient cette image du traître, l'ensemble des intellectuels français semble en 1948 s'accorder sur cette définition. *Esprit* regrette que Tito s'en prenne au Comité Central. « Ce n'est pas un langage à quoi on s'attendait, dans un pays où, depuis des années, la lumière venait de l'Est »²⁶ déclara Chris Marker. *Les Temps Modernes* se plongent dans leur silence sur l'affaire Tito. Acquiescement silencieux ou désintérêt de la question yougoslave pour Sartre et les siens ? Toujours est-il que les timides réactions de la revue ne servent pas les intérêts yougoslaves. A droite, comme à l'extrême-droite, les intellectuels poursuivent leur logique anticommuniste : si Tito est un traître, il l'est tout autant que Staline.

L'ensemble de la communauté intellectuelle française franchit un pas supplémentaire dans la réception de la rupture yougoslave. Au désintérêt et au rejet de Tito au profit de Staline s'ajoute progressivement le discrédit.

1.2.2. L'utilisation du nazisme : le titisme, « national-socialisme nouvelle manière »²⁷

Juin 1948. Trois ans après la fin de l'expérience nationale-socialiste allemande, les intellectuels français ressortirent les fantômes des années noires. Les surnoms attribués au maréchal Tito par l'intelligentsia française ne manquèrent pas et les appellations de « traître » ou « l'homme qui a pris la relève de Trotski » foisonnent dans la presse des années 1948-

²⁴ Dominique Desanti, *Les Staliniens. Une expérience politique : 1944-1956*, Paris, Marabout, coll. Grand Document, 1975, p.163.

²⁵ *Iejovschina* est le terme russe employé pour qualifier la Grande Terreur de 1936-1938 (littéralement « le temps de Iejov », du nom de Nicolăi Iejov, dirigeant du NKVD de septembre 1936 à novembre 1938). Ce terme est contemporain de la période des Grands Procès et semble plus approprié. Le terme de Great Terror fut développé par Robert Conquest dans son ouvrage de 1968 du même nom paru aux Editions Mc Millan à Londres.

²⁶ Chris Marker, « L'affaire Tito vue de Yougoslavie », *Esprit*, n° 147, août 1948, p.208.

²⁷ Jean Kanapa, « Un nouveau "communisme"...sans les communistes », *La Nouvelle Critique*, n° 18, juillet-août 1950, p.8.

1949. Cependant, ce sont les intellectuels communistes qui allèrent le plus loin dans la critique du titisme. Le nom de Tito fut progressivement transformé en « Titler »²⁸ dans les articles consacrés à la Yougoslavie. L'utilisation du nazisme est employée pour établir la comparaison avec le régime titiste. Bien qu'éloignée, la figure d'Adolf Hitler est utilisée pour décrire Tito. L'intelligentsia communiste fait de la Yougoslavie un III^{ème} Reich dont Tito serait le chef. Jean Cassou, lors de son départ fracassant du PCF en 1949, décrit cette comparaison déplacée dans un numéro d'*Esprit* :

« En vain, le Kominform s'efforce-t-il de présenter la Yougoslavie comme un Etat fasciste, identique à celui de Franco ou Tsaldaris et qui provoque à la guerre. »²⁹

Les intellectuels communistes veulent frapper les esprits en employant une image forte et récente qu'est le nazisme. En 1948-1949, les horreurs du nazisme sont connues de tous et l'unicité de ce totalitarisme et de ses conséquences (la Shoah) est en passe d'être admise. Les intellectuels communistes troublent le jeu en insistant sur l'assimilation au régime hitlérien. Pour les intellectuels du PCF, Tito poursuit le même chemin qu'Hitler³⁰. Conscients du trouble établi par l'épisode hitlérien dans les consciences collectives de l'opinion française, les mois qui suivirent la rupture de juin 1948 virent une succession de réutilisation de la figure nazie dans la presse communiste. La comparaison est employée de manière fréquente et rarement explicitée de manière historique. Pour décrire l'administration yougoslave, Jean Kanapa se contente d'évoquer les « Goebbels de Belgrade ».³¹

Ainsi, si l'année 1949 est centrée sur le discrédit de Tito par les intellectuels communistes, 1950 voit un regain d'intérêt pour la mise en place d'un calque parfait entre Allemagne hitlérienne et Yougoslavie titiste. L'administration allemande de 1940 est recomposée dans la Yougoslavie de 1948 et un point intéressant vient parachever ce triste tableau. *La Nouvelle Critique* consacre plusieurs articles à la situation yougoslave en 1950. La majeure partie d'entre eux évoque l'existence de « camps de concentration »³² destinés à accueillir les fidèles au régime stalinien. Le terme choisi n'est évidemment pas innocent. Les intellectuels communistes font allusion aux camps de Goli Otok et de Grgur, camps d'internements yougoslaves. Les clercs du PCF profitent de la similitude des pratiques infligées dans les camps yougoslaves et nazis pour révéler l'existence de ces camps, bien que construits avant la rupture de 1948. Le concassage de la pierre, pratique répandue à Goli Otok

²⁸ C'est Victor Leduc, membre du comité rédactionnel de *La Nouvelle Critique* qui le premier a utilisé ce surnom lorsqu'il aborda la question titiste. Cf. Victor Leduc, « Les sophismes de la liberté bourgeoise », *La Nouvelle Critique*, n° 8, juillet-août 1949, p.28.

²⁹ Jean Cassou, « La révolution et la vérité », *Esprit*, n° 161, décembre 1949, p.944.

³⁰ Cette assimilation est relevable jusque dans la dernière prise de parole de Lazlo Rajk devant le tribunal de Budapest en septembre 1949 : « Il est indiscutable que, dans une certaine mesure, je suis aussi devenu l'instrument de Tito ou plutôt de la politique de Tito qui a suivi les traces de Hitler, qui a continué dans les Balkans et l'Europe orientale, la politique de Hitler, et derrière laquelle se dissimulent, comme chefs et comme maîtres, les impérialistes américains. » Ces aveux sont extraits du *Livre Bleu*, compte rendu du procès. Cf. *Le Livre Bleu*, p.295.

³¹ J. Kanapa, « Un nouveau "communisme"... », art. cité, p. 5. Dans cet article, Jean Kanapa vise ouvertement Tito, Moshia Pijade, Edouard Kardelj et Milovan Djilas, les quatre principaux dirigeants de l'Etat yougoslave.

³² Le terme est employé pour la première fois par Victor Leduc dans son article « Claude Bourdet chez Tito », *La Nouvelle Critique*, n° 11, décembre 1949, p.76.

est le parfait exemple de cette assimilation entre nazisme et titisme. Cela dit, deux camps principaux sont exploités en Yougoslavie. A l'époque de la rédaction de ces articles dénonciateurs en 1950, on peut compter quatre-vingt-un camps d'internement et de concentration sur le sol russe. En utilisant l'image du camp, les intellectuels communistes sont allés au bout d'une comparaison risquée et surexploitée.

Assimilée à Tito et la Yougoslavie, la comparaison s'étendit alors à tous ceux qui voulurent défendre la liberté à l'Est et s'opposer au régime soviétique. Sans citer leurs noms, Paul Noirot, dans *La Nouvelle Critique*, fustige l'ensemble des intellectuels ayant tenté de prouver la vague répressive en Europe orientale par le biais de différents articles :

« Enfin le mécanisme de la vaste opération de perversion de l'opinion à laquelle s'emploie la presse bourgeoise doit être sans cesse dénoncée. (...) Les nazis disaient déjà : "L'objectivité d'une presse ne se mesure qu'à la valeur du but qui l'inspire". »³³

L'utilisation de la comparaison est totale et touche à présent une bonne partie des milieux intellectuels français. Le nazisme étant l'incarnation du mal absolu, les intellectuels communistes s'enferment au fil de l'année 1950 dans une vision manichéenne du monde, faisant du combat fasciste un combat perpétuel et toujours invaincu. La recherche de nouvelles cibles semble être la principale motivation. La « banalité du mal » d'Hannah Arendt est-elle banale au point de toucher l'ensemble de milieux intellectuels ayant pris le temps d'une analyse réfléchie du modèle nazi ? Les intellectuels communistes se sont laissés emporter par une image comparative alléchante dans une perspective d'humiliation de l'ennemi, déroutante dans une utilisation maladroite.

2. L'effet Stalingrad sur les clercs français

2.1. L'attitude soviétique, pardonnable grâce à Stalingrad ?

La réception du schisme titiste dans les milieux intellectuels français s'est faite de manière bienveillante à l'égard de Staline. Comment expliquer cet acquiescement général de l'intelligentsia française vis-à-vis de la résolution du Kominform du 28 juin 1948 ? A-t-on affaire à une élite aveuglée en 1948 ou doit-on considérer les intellectuels français comme des penseurs meurtris par les effets de l'avant Stalingrad ? L'effet Stalingrad a certes été visible au sein de l'opinion française dès 1945. Son importance au sein de la société française se doit d'être prise en compte et ne doit nullement être atténuée dans l'affaire soviéto-yougoslave par le fait que le schisme se situe trois ans après la capitulation allemande. Qu'en est-il de ce bouleversement mental que fut Stalingrad dans la réception des répressions soviétiques chez les intellectuels français et quelle en est son importance ?

³³ Paul Noirot, « Sur une certaine conception de la "liberté d'information" : à propos de l'affaire Mindszenty », *La Nouvelle Critique*, n° 6, mai 1949, p.57.

2.1.1. La Résistance : l'héritage d'un combat intellectuel commun

De nombreux intellectuels, Emmanuel Mounier³⁴, Jean-Marie Domenach³⁵ et Roger Stéphane³⁶ en tête, (et Jean-Paul Sartre³⁷ dans une moindre mesure) eurent des activités résistantes durant la Seconde Guerre Mondiale. Dénigrer l'URSS en 1948 reviendrait à avouer s'être trompé de combat. Et si la « bête immonde » décrite par Berthold Brecht en 1945 n'était pas celle que l'on croyait et n'était toujours pas vaincue ? Le schisme titiste s'est produit de manière bien trop rapide et brutale pour permettre aux intellectuels français issus des milieux résistants de nier le prestige dont fut auréolée l'URSS au lendemain de la guerre. Le combat au sein de la Résistance entre communistes et intellectuels de gauche indépendante contre un ennemi commun jeta un voile sur les réalités de la politique stalinienne envers Tito. En 1948, les allusions à une URSS comme unique triomphatrice du nazisme est encore visible au sein de la revue *Esprit*. En décembre 1947, six mois seulement avant la rupture titiste, Emmanuel Mounier déclare dans son éditorial que « Le danger présent en France, ce n'est pas le communisme, mais, comme en 1940, le fascisme. »³⁸

Les intellectuels d'*Esprit* sont, en 1948, prêt à recevoir la rupture yougoslave. Cette admiration du modèle soviétique issu de Stalingrad explique cette relative bienveillance à l'égard de Staline dans cette affaire. La bienveillance règne au sein de la gauche indépendante depuis 1945 jusqu'au début de l'année 1949. La revue *Esprit* n'est pas la seule à faire preuve de cette réalité. *Les Temps Modernes* de Sartre, malgré les silences sur la rupture titiste, ne faillissent pas à l'effet Stalingrad, y compris jusqu'en 1948. L'affaire Kravchenko, antérieure de quelques mois à l'affaire Tito, fut l'occasion de saisir la pensée de la ligne rédactionnelle à l'égard de l'URSS. Jean-Paul Sartre reprocha à Lefort sa sévérité envers l'URSS et le PCF dans son article sur l'affaire Kravchenko.

Le passé commun de la Résistance a favorisé un embellissement de la vision de l'URSS par les intellectuels français. L'importance de l'activité résistante est majeure dans la création d'un climat de confiance politique au sein des intellectuels³⁹. Les intellectuels communistes eux-mêmes reconnaissent cette unité apparue au cours du combat et qui a

³⁴ L'entrée en Résistance d'Emmanuel Mounier est visible à partir de la fin 1942. Sa contribution au basculement des idéologies de l'Ecole des cadres d'Uriage et ses réflexions issues de son isolement à Dieulefit en sont révélatrices. Ses divers contacts avec *Combat* et Henri Frenay sont le point culminant de son engagement résistant.

³⁵ Jean-Marie Domenach entra en Résistance en 1941, à l'âge de 19 ans, et combattit dans les maquis du Vercors. Lire à ce sujet l'article de Frédéric Aimard, « Entretien avec Jean-Marie Domenach », *France Catholique*, n° 2597, 16/05/1997.

³⁶ Roger Stéphane entra dans la Résistance au cours de l'été 1941. Il fut fait prisonnier deux fois avant de participer à la libération de l'hôtel de ville de Paris le 19 août 1944.

³⁷ Jean-Paul Sartre fut fait prisonnier en 1940 puis relâché en 1941. Dès lors, il fonde le réseau Socialisme et Liberté, organe issu de la Résistance.

³⁸ Emmanuel Mounier, « Editorial », *Esprit*, n° 140, décembre 1947, p.871.

³⁹ Ce climat de confiance fut ressenti dans les milieux intellectuels durant l'ensemble du schisme titiste et était encore présent lors du procès Rajk à l'automne 1949. L'opposition qui allait naître entre l'équipe d'*Esprit* le communiste Pierre Courtade est ainsi décrite par François Fejtö : « Les communistes, mis au courant de la prochaine publication de mon article, dépêchèrent Pierre Courtade auprès de Mounier. (...) Mounier m'appela pour m'informer de cette démarche qui le troublait. Courtade était un de ces communistes issus de la Résistance dans lesquels il avait confiance. » dans François Fejtö, *Mémoires : De Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p.214.

subsisté dans l'immédiat après-guerre. En 1945, on ne se définit plus en tant qu'intellectuels de gauche ou de droite, on se situe autour d'une appellation commune : la Résistance :

« Les non-communistes partageaient notre croyance en une « responsabilité collective du peuple allemand ». (...) Cette responsabilité collective du peuple allemand, dont tous les Résistants de France, mais aussi tous les Anglais, Scandinaves, et tous les peuples occupés étaient convaincus, les Allemands la refusaient du plus profonds d'eux-mêmes. »⁴⁰

A cette unité des Résistants de France en 1945 décrite par Dominique Desanti, les intellectuels n'échappèrent pas. Cependant, a-t-elle pu perdurer durant trois ans ? En juin 1948, l'effet Stalingrad n'a-t-il pas perdu de son ampleur au sein de l'intelligentsia française ? Il semblerait que ça n'en soit pas le cas. L'affaire Kravchenko, le procès David Rousset, le coup de Prague et à présent le schisme titiste, autant d'indices qui auraient pu éveiller les soupçons et les questionnements acerbes des intellectuels français.

2.1.2. L'URSS, excusable jusqu'à quel point ?

La part prise par l'URSS dans la victoire contre le national-socialisme allemand amplifiée de 1945 à 1948. Les intellectuels communistes vantent les mérites de l'URSS en insistant sur l'importance de la rupture que fut Stalingrad au détriment des autres formes de résistances non-soviétiques. Ainsi, peu après le schisme titiste, l'argument de l'URSS comme unique salvatrice et libératrice de l'Europe fut employé. Lorsque Claude Bourdet évoque la faible participation de l'armée rouge dans la libération de la Yougoslavie et parle de « contribution en grande partie indirecte »⁴¹, Victor Leduc lui répond en ces termes :

« Que pensez-vous de cette contribution « indirecte », « bien que majeure », de cette contribution qui s'est bornée à écraser l'ensemble des forces militaires hitlériennes, et, finalement, à les chasser de Yougoslavie elle-même ? (...) »

Claude Bourdet a besoin de ces faux pour diminuer le rôle de l'armée soviétique dans la libération de la Yougoslavie. Il serait tout de même par trop invraisemblable de le nier complètement. »⁴²

La Yougoslavie fut libérée par une union commune de l'armée de Tito et de l'armée rouge. Aucune des deux armées n'a pris le pas sur l'autre dans la libération du pays. Belgrade fut libérée en octobre 1944 par des troupes yougoslaves et soviétiques. La part de responsabilité de l'armée rouge dans la libération de la Yougoslavie n'est donc pas supérieure au rôle de l'armée titiste et inversement. Claude Bourdet, tendant à dévaluer le rôle soviétique, ainsi que Victor Leduc vantant les mérites de l'armée rouge, s'égarèrent. Dans cette confusion des rôles durant la libération de l'Europe, une question subsiste dans la compréhension de l'impact du schisme titiste : jusqu'à quel point l'URSS peut-elle se cacher derrière son passé pour pratiquer la répression ? Un passé temporairement glorieux peut-il se

⁴⁰ D. Desanti, *Les Staliniens...*, op. cit., pp.44-45.

⁴¹ Claude Bourdet, « Voyage à la deuxième URSS », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, p.755.

⁴² V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité, pp.78-79.

substituer à un présent décadent ? Au sein de l'intelligentsia communiste, l'importance de l'effet Stalingrad est parfaitement perçue. En 1948, les intellectuels du PCF sont conscients du laisser-faire collectif de l'intelligentsia française à l'égard de l'isolement de la Yougoslavie. Une telle bienveillance aurait-elle été possible sans l'effet Stalingrad ? Cette prédisposition des mentalités a donc cet effet magique de gommer les erreurs et horreurs du passé lointain afin d'embellir les actions récentes. Dans ses mémoires, Edgar Morin, membre du PCF depuis 1942, décrit ce climat régnant autour de la vision de l'URSS dans l'appréhension de la fin des années quarante :

« Du reste, le passé importait-il tellement ? Même si les procès de Moscou étaient inadmissibles en tout état de cause, devaient-ils peser à jamais sur nos déterminations ? Ne voyait-on pas que ce stade barbare était dépassé ? Que l'URSS évoluait nécessairement, comme toute société ? C'est le présent et l'avenir qui comptaient. Le présent : seul le communisme stalinien s'était montré de taille à résister au nazisme. (...) »

Ainsi, le stalinisme se trouvait fondamentalement justifié : son passé se trouvait justifié par son présent et son présent par son avenir selon un procédé eschatologique récurrent. »⁴³

Le schisme entre Tito et Staline semble cependant être le point limite de l'acceptation de la politique soviétique par les intellectuels français de gauche non communiste. Les limites de l'effet Stalingrad apparaissent durant ce conflit. Paradoxalement, dans ce contexte d'aveuglement général de l'intelligentsia de gauche, c'est au sein des élites du PCF que les premières fissures apparurent. La principale conséquence immédiate au conflit opposant Tito à Staline fut le départ de Clara Malraux en septembre 1948. Les intellectuels communistes sont en cette année 1948 les mieux à même de saisir la réalité communiste, à condition que leur aveuglement ne soit pas total. Les partis communistes occidentaux subissent là leur première crise intérieure. Dès janvier 1948, Elio Vittorini, proche de Marguerite Duras, s'oppose au Parti Communiste Italien⁴⁴. Les intellectuels communistes ont un libre arbitre malgré le contrôle de la cellule interne du parti. Le cas de Clara Malraux est intéressant à plus d'un titre. Le schisme titiste n'est pas, malgré les efforts déployés par le PCF pour le faire croire, accepté par tous les intellectuels français. Clara Malraux ne fut pas, comme *L'Humanité* l'a prétendu durant les premiers temps, exclue du parti. Il s'agit d'une démission. Le fait qu'une intellectuelle se soit éloignée d'elle-même du noyau communiste montre les limites de l'acceptation du schisme yougoslave en France et par là même l'essoufflement du mythe Stalingrad, qui plus est sur l'intelligentsia communiste. Le départ de Clara Malraux n'est pas un cas unique de réaction immédiate négative à la suite du schisme. Elle fut suivie quelques jours plus tard par Edith Thomas. Le schisme titiste a vu la démission de deux intellectuelles communistes françaises au cours des trois mois suivant l'affaire tandis que durant la même période, seul *Esprit* prenait position sur les événements.

⁴³ Edgar Morin, *Autocritique*, Paris, Le Seuil, Points, coll. Essais, n° 283, 1959, rééd. 1991, p.59.

⁴⁴ Né en 1907, il s'était fait connaître en France par des traductions de Faulkner et Caldwell. Il déclara en 1948: « Il y a sursaturation de politique dans la culture communiste ». Cité dans E. Morin, *Autocritique*, op.cit., p.149.

2.2. De Stalingrad à Belgrade : un chemin aux allures désertiques

Cinq années séparent la fin de la bataille de Stalingrad de l'exclusion de la Yougoslavie par le Kominform. Durant cette période, le milieu intellectuel communiste a été divisé entre plusieurs réalités, oscillant entre séduction du « parti des 75 000 fusillés » et répulsion d'un noyau et d'une mécanique intellectuels trop rigide. Qu'en est-il durant l'été 1948 ? Les intellectuels communistes engagés dans le combat anti-titiste sont-ils issus d'une génération Stalingrad ?

2.2.1. Les forces intellectuelles communistes en présence face au schisme

Même si, nous l'avons vu, les intellectuels communistes bénéficient d'un climat général favorable à la réception du schisme titiste en France par le biais de l'effet Stalingrad, ils n'en sont pas moins confrontés à un phénomène d'isolement générationnel. A la vue des différents articles publiés dans *L'Humanité*, *Les Lettres Françaises* et *Europe* en 1948 mais également dans les premiers numéros de *La Nouvelle Critique* en 1949, force est de constater que les prises de positions sur les réactions soviétiques et les tentatives de justification de celles-ci sont constamment établies par l'ancienne génération d'intellectuels communistes. Hormis le parcours de Pierre Daix, le schisme titiste fut interprété et analysé uniquement par le premier cercle d'intellectuels – également noyau dirigeant – composé de Laurent Casanova, Jean Kanapa et Victor Leduc.

Le communisme présent chez les intellectuels en 1948 n'est-il pas un communisme de continuité ? En observant le parcours des intellectuels engagés dans l'affaire titiste, il est frappant de retrouver un chemin similaire. Chaque intellectuel, que ce soit Victor Leduc, André Wurmser ou même Maurice Kriegel-Valrimont, qui se fit plus discret sur l'affaire mais approuva toutefois les écrits de ses camarades, a adhéré au parti avant 1939. Ce noyau majeur d'intellectuels communistes, détenteurs d'un véritable pouvoir de communication sur la société française, représente l'ancienne garde éclairée du parti. Jean-François Sirinelli évoque cette difficulté de faire du communisme de 1948 un communisme attrayant aux yeux de l'opinion : « L'affaire Tito tendit les rapports entre communistes et non communistes et l'attrait du parti hors de la cellule s'en trouva diminué. »⁴⁵

De 1945 à juin 1948, aucune nouvelle adhésion majeure et médiatique n'a été enregistrée chez les intellectuels communistes. L'intelligentsia communiste de 1948 n'est pas une élite issue de l'après-guerre. Le schisme titiste est abordé comme une continuité des événements de 1939-1945. Le noyau dirigeant n'a pas le monopole de l'interprétation de la politique soviétique comme peut l'avoir Casanova ou Kanapa au sein du PCF. L'affaire Tito prend alors des allures de chasse gardée des hommes forts de l'élite intellectuelle communiste. Les générations éveillées à la politique durant la seconde guerre mondiale sont mises à l'écart.

⁴⁵ Jean-François Sirinelli, « Les Normaliens de la rue d'Ulm après 1945 : une génération communiste ? », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 4, octobre-décembre 1986, p.574.

2.2.2. Le schisme titiste, ou la naissance de Pierre Daix

En cette année 1948, le PCF se retrouve être le parti autoproclamé de l'intelligentsia certes, mais d'une intelligentsia en perte de dynamisme lors de l'arrivée du schisme titiste. Conflit de générations et zones d'influences sont les maîtres mots régnant dans les rangs communistes autour du conflit balkanique. Cependant, la nouvelle génération intellectuelle communiste fut incarnée par l'arrivée d'un homme dont le schisme titiste caractérisa l'accélération de son ascension au sein des élites communistes. Pierre Daix représente l'intellectuel-type tel qu'il fut modelé par Casanova. La position adoptée par Pierre Daix dans l'affaire yougoslave répond aux attentes de l'ancienne génération d'intellectuels communistes, renforçant de ce fait l'unité de l'élite dans la rupture titiste⁴⁶. Il reprend ainsi l'ensemble des éléments constitutifs de la politique anti-titiste dans sa description de son passé communiste en 1948 :

« Décidemment le combat contre le vieux monde était sans pitié, pire encore que celui contre Hitler. Tito, qui savait cela mieux que personne, était donc objectivement un traître. (...) Nous avons tous souscrit, et c'est ce qu'on attendait de nous. (...) J'ai donc marché contre Tito. Couru. »⁴⁷

La souscription de la jeune génération aux attentes des intellectuels plus anciens du PCF permet à celle-ci de prendre un essor conséquent au sein des organes culturels du parti. Ainsi, Pierre Daix, dès la fin de l'année 1947, âgé de 25 ans, se voit être nommé rédacteur en chef des *Lettres Françaises*. Consécration suprême pour ce jeune intellectuel entrant dans ses « années de certitude »⁴⁸. Son parcours en ces années 1947-1948 pose un nouveau postulat relatif à l'appréhension des répressions soviétiques par les milieux intellectuels. N'y a-t-il pas une course à l'ambition personnelle au sein des milieux intellectuels et à plus juste titre au sein du PCF ? La nomination de Pierre Daix au poste de rédacteur en chef des *Lettres Françaises* alors que l'affaire Tito était en germe est révélatrice. Il trouve en l'affaire Tito le moyen idéal d'arriver à ses fins, devenir le chef de file de la nouvelle vague intellectuelle communiste composée entre autres de Claude Roy, Marguerite Duras, Robert Antelme, Dionys Mascolo ou Jacques-Francis Rolland, tous issus d'un engagement communiste résultant d'un refus du fascisme⁴⁹. Casanova paraît alors utiliser Pierre Daix comme lien médiateur entre deux générations d'intellectuels communistes. Bien qu'issu de la même

⁴⁶ Pierre Daix, né en 1922, reste un cas atypique dans le paysage intellectuel communiste. Bien que n'appartenant pas à la même génération que Casanova (né en 1909), il a également adhéré au parti bien avant 1945. Son entrée au PCF date de 1939. Son engagement communiste est antérieur à la période 1945-1948 et est représentatif de la plupart des intellectuels du parti de l'époque. Il l'explique ainsi en 1976 : « J'ai été très précoce en politique, trop peut-être. » dans P. Daix, *J'ai cru...*, *op. cit.*, p.9.

⁴⁷ *Ibid.*, p.213.

⁴⁸ Pierre Daix nomme ainsi les années 1947-1950. Elles représentent pour lui le sommet de son engagement intellectuel au sein du PCF.

⁴⁹ La plupart entrèrent au PCF durant leurs activités résistances avant 1942. Marguerite Duras adhéra en 1944. Cependant, Pierre Daix ne deviendra jamais ce chef de file de la génération Duras.

génération que Duras ou Mascolo, la précocité de son engagement communiste lui vaut une certaine considération au sein du cercle dirigeant des intellectuels du parti.⁵⁰

3. L'étouffement communiste de l'affaire yougoslave

3.1. L'attentisme communiste

Le schisme titiste est une rupture atypique dans les relations politiques internationales. Là où certains intellectuels la considèrent comme interne au monde communiste⁵¹, d'autres y voient là un bouleversement des données diplomatiques mondiales⁵². *Esprit* et *Les Temps Modernes* réagissent de manière différente mais quelle stratégie a adopté la presse et l'intelligentsia communiste ? S'est-elle retranchée derrière un silence synonyme d'embarras ou a-t-elle laissé éclater son soutien inconditionnel envers Staline ?

3.1.1. L'absence d'interventions des intellectuels communistes en 1948

Le premier milieu intellectuel touché par la résolution du Kominform du 28 juin 1948 fut bien entendu le milieu communiste. Là où les milieux intellectuels non communistes ont le droit légitime de ne pas se sentir concernés en renvoyant l'événement à une affaire interne au parti, l'intelligentsia communiste ne peut s'exprimer sur le sujet. La nouvelle ne fut pas annoncée le premier jour par la presse communiste. Le 29 juin, la nouvelle s'était uniquement répandue dans les milieux intellectuels par le biais de *Pour une Paix durable, pour une Démocratie populaire*, organe de presse officiel du Kominform, diffusé seulement au sein des partis communistes européens. Le schisme fut développé par la presse communiste seulement dans l'édition du 30 juin 1948 de *L'Humanité* en quelques lignes. La rédaction se contenta de commenter la réaction du P.C. yougoslave à la résolution du Kominform : « On n'y trouve pas la moindre autocritique, pas le moindre souci d'objectivité, mais des affirmations grossières qui ne peuvent résister à l'analyse. »⁵³

Les explications relatives à la résolution du Kominform sont floues et les causes de la rupture entre Tito et Staline ne sont que peu explicitées. Ce silence vis-à-vis du schisme fut relayé dans l'ensemble de la presse communiste, y compris au sein des *Lettres Françaises*.

⁵⁰ Il ne faut pas oublier de prendre en compte dans cette analyse la part d'engagement et d'investissement de chaque intellectuel, comme le souligne justement Marc Devriese : « Dans une "génération" ou au sein des "génération" existantes, les membres vivent chacun un changement social qui est fonction de leur exposition et de leur degré d'investissement. » dans Marc Devriese, « Approche sociologique de la génération », *XX^{ème} siècle*, n° 22, avril-juin 1989, p.13.

⁵¹ Le silence de Jean-Paul Sartre peut être interprété de cette manière. Son attrait (relatif) pour l'URSS en 1948 lui aurait valu de prendre position dès cette période si la querelle entre Tito et Staline avait été ressentie comme externe au monde communiste.

⁵² François Goguel, collaborateur d'*Esprit*, évoque l'importance du bouleversement diplomatique dès le 5 juillet 1948. Après avoir commenté le schisme titiste, il conclut : « Telles sont, moins d'une semaine après la publication de la Résolution du Bureau d'Information, les premiers commentaires qu'elle paraît comporter : mais on peut être assuré que le développement des événements en appellera beaucoup d'autres, et qu'on n'a pas fini de parler de "la Bombe du 22 juin 1948" » dans F. Goguel, « Tito ou les surprises... », art. cité, p.249. (il semblerait que la date retenue par Goguel corresponde à la rédaction de la résolution et non pas à sa diffusion médiatique qui, elle, date du 28 juin 1948).

⁵³ Rédaction, « Communiqué du P.C. yougoslave », *L'Humanité*, 30 juin 1948, p.1.

Durant la seconde moitié de l'année 1948, aucun article mentionnant le nom de Tito n'est publié⁵⁴ dans ce qui est pourtant l'hebdomadaire attiré de la virulence des propos dénonciateurs. Alors que les autres démocraties populaires voient leur nation exaltée dans les divers titres du journal, la Yougoslavie est passée sous silence. La Tchécoslovaquie, théâtre du « coup de Prague » quelques mois plus tôt et premier symbole d'une mise en marche de la répression soviétique dans les démocraties populaires, est alors considérée comme sauvée de la déchéance par les intellectuels communistes français. Son cinéma, sa richesse théâtrale et la restructuration de son système éducatif établis par l'administration stalinienne sont présentés comme exemplaires⁵⁵. Michel Pavazan, journaliste aux *Lettres Françaises*, évoque la singularité de la production culturelle slovaque au cours de cette année 1948.⁵⁶ Moyen de légitimer la répression de février en montrant ses bienfaits, les intellectuels ne s'aventurent cependant pas sur le terrain yougoslave. La puissance de Tito en Yougoslavie est bien réelle et les intellectuels communistes français en sont conscients. La ligne de conduite suivie par l'intelligentsia communiste est donc d'étouffer l'affaire durant la fin de l'année 1948 jusqu'aux premiers mois de 1949 et l'arrivée d'une nouvelle arme intellectuelle davantage capable de cerner le schisme yougoslave, à savoir la revue *La Nouvelle Critique*, coïncida avec une redistribution des rôles au sein de l'appareil communiste. L'arrivée de *La Nouvelle Critique* est commentée en ces termes dans *Les Lettres françaises* : « Le champ d'action de *La Nouvelle Critique* est largement étalé : il s'agit de démasquer l'adversaire partout où il agit. »⁵⁷

En cette fin d'année 1948, cet « adversaire » est démasqué et il « agit » en Yougoslavie. *Les Lettres Françaises* substituent leur pouvoir d'attaque à *La Nouvelle Critique* et se contentent de décrire la vie des communistes en prenant soin de ne pas déborder du cadre prosoviétique. Les sujets anodins remplacent les réalités politiques de 1948 et font de l'hebdomadaire une tribune de plus en plus critiquée par le lectorat français⁵⁸.

3.1.2. L'évocation du schisme, rempart contre les agressions externes

Si *Les Lettres Françaises* n'évoquèrent en aucun cas l'affaire Tito, *La Nouvelle Critique*, née durant l'hiver 1948, en fit l'un de ses fils directeurs dès la parution de ses premiers numéros lors de l'année 1949. Cependant, l'évocation du cas yougoslave ne répond pas d'un choix préalable des intellectuels communistes. Lorsque les premières contestations montèrent chez les intellectuels de gauche indépendante, l'intelligentsia communiste rétorqua aux attaques extérieures. Il faut qu'il y ait provocation de l'extérieur pour qu'il y ait une

⁵⁴ Il a fallu attendre le 22 septembre 1949 et l'ouverture du procès Rajk pour que le nom de Tito soit cité dans *Les Lettres Françaises*. Cf. André Wurmser, « Compte rendu sténographique du procès Rajk », *Les Lettres Françaises*, n° 278, 22/09/1949, p.4.

⁵⁵ Michel Pavazan, « Voyage en Slovaquie », *Les Lettres Françaises*, n° 223, 02/09/1948, p.8.

⁵⁶ La prétendue liberté culturelle tchécoslovaque défendue par les intellectuels communistes fut démentie en novembre 1949 par la rédaction d'*Esprit* dans un compte rendu du festival du cinéma de Marienské-Lazné en Bohême. Cf. André Bazin, « Une demi-douzaine de festivals », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.807-810.

⁵⁷ Rédaction, « Parution de *La Nouvelle Critique* », *Les Lettres Françaises*, n° 240, 30/12/1948, p.2.

⁵⁸ Une brève chronique est consacrée à l'oubli du passeport de Pablo Picasso lors de son départ pour Wrocław tandis que dans le même temps, aucune évocation du blocus de Berlin ou de la situation en Yougoslavie n'est présentée. Cf. Rédaction, « Picasso avait oublié son passeport », *Les Lettres Françaises*, n° 222, 26/08/1948, p.2. Le tirage de la revue fut en baisse depuis la nomination de Pierre Daix au poste de rédacteur en chef.

réaction intérieure. Ce schéma classique de la stratégie communiste fut employé durant toute la campagne anti-titiste, de l'été 1948 au printemps 1950. Rarement la presse intellectuelle communiste ne s'engagea d'elle-même dans la bataille contre Tito dans une démarche explicative vis-à-vis de l'opinion française.

On retrouve certains cas de prises de positions volontaires de la part d'intellectuels du PCF mais celles-ci se basent toujours sur un schéma dénonciateur et non pas basé sur les faits. La démarche minutieuse d'analyse ne se retrouve que lorsque l'intelligentsia non communiste s'engage contre Tito. Ainsi, lorsqu' *Esprit* change de position vis-à-vis de la Yougoslavie au cours de l'année 1949, notamment grâce à l'article majeur de Claude Bourdet, « Voyage à la deuxième URSS »⁵⁹, un déferlement éditorial d'articles d'intellectuels communistes, vit le jour. Victor Leduc se fait ouvertement l'adversaire de Bourdet au sein de *La Nouvelle Critique* en reprenant un à un les thèmes abordés par le collaborateur de Mounier dans son article « Claude Bourdet chez Tito »⁶⁰, paru dans le numéro suivant de la revue communiste. Même dans ces situations où l'intellectuel communiste sort de son silence sur l'affaire pour tenter d'éclairer le lectorat, la ligne de conduite est précise : aucun écart n'est présent et les propos se contentent de réfuter les thèses adverses. Les articles communistes sont basés sur le même modèle que les articles adverses et aucun éclairage supplémentaire, ajout inutile dans l'argumentation visant à briser les explications opposées, n'est effectué. Prenons le cas du conflit Bourdet / Leduc durant l'automne 1949 : Claude Bourdet parle en ces termes au sujet du regard communiste sur Tito : « Pour un communiste orthodoxe, la réponse est facile : Tito est un traître. »⁶¹

Cette phrase trouva son interprétation quelques jours plus tard dans les lignes de l'article de Leduc :

« Non point une réponse facile, Claude Bourdet. Mais une réponse solidement étayée, la seule réponse qui tienne compte de tous les faits connus et qui les éclaire d'une lumière impitoyable. Non point seulement pour ceux que Claude Bourdet appelle "les communistes orthodoxes", mais de plus en plus pour les partisans de la paix, pour tous ceux qui prennent la lutte pour la paix au sérieux et qui cherchent à voir clair dans le jeu de ses ennemis.

Les faits connus ? Il y en a, depuis la Résolution du Bureau d'information, tout un faisceau. Ceux qui étaient signalés il y a quinze mois : la trahison de la doctrine marxiste-léniniste, le mépris des principes de l'internationalisme prolétarien, l'hostilité à l'égard de l'Union soviétique, le chauvinisme et le nationalisme petit-bourgeois, la suppression de toute démocratie intérieure dans le Parti et le système de la cooptation des chefs, les méthodes militaires et policières de direction, l'abandon de la lutte des classes à la campagne, tout ce que Claude Bourdet confirme dans son reportage, sans y prendre garde. »⁶²

Les intellectuels communistes n'explicitent la rupture entre Tito et Staline que par rapport aux proclamations du Bureau d'Information. La résolution du Kominform fait office

⁵⁹ Claude Bourdet, « Voyage à la deuxième URSS », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.752-765.

⁶⁰ V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité.

⁶¹ C. Bourdet, « Voyage à... », art. cité, p.754.

⁶² V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité, p.80.

de vérité universelle à laquelle viennent se greffer les pensées intellectuelles des PC occidentaux. Même à la fin 1949 et au début 1950, soit plus d'un an et demi après les faits, l'intelligentsia communiste n'a perçu le schisme titiste au-delà des révélations du Kominform parues le 28 juin 1948.

3.2. La mise en valeur de nouveaux centres d'intérêts

Face à une actualité politique riche grâce à la rupture Tito / Staline, les intellectuels communistes et les organes de presse du parti furent en proie à une situation inédite en 1948. Les silences se succèdent dans un premier temps sur le cas yougoslave. L'entame de la Guerre Froide fut l'occasion pour les milieux intellectuels communistes de cerner et de montrer au peuple français les véritables adversaires de la paix et de situer leur parti face à cette dernière. Si Tito est un adversaire indiscutable aux yeux des intellectuels du PCF, il doit être contrôlé à distance et la campagne visant à le discréditer doit davantage s'effectuer dans la forme que dans le fond. Affrontement des blocs et mouvements pacifistes furent les champs d'actions rêvés pour étouffer un peu plus une affaire Tito devenant envahissante.

3.2.1. L'été 1948 : sommet du rejet de l'impérialisme américain

L'opposition de la démarche jdanovienne à la doctrine Truman de 1947 resurgit sensiblement durant le mois de juillet 1948 dans la presse communiste. Ennemi absolu de l'URSS et symbole de la décadence, les Etats-Unis sont largement fustigés durant l'été 1948, que ce soit dans *Europe* ou *Les Lettres Françaises*.

Tandis que la France découvre la rupture entre Tito et Staline à la fin du mois de juin 1948, *Les Lettres Françaises* centrent leur une et leur dossier de la semaine sur la condition des prisonniers politiques aux Etats-Unis et sur la sévérité de la politique de Truman à leur égard⁶³. Hasard de l'édition ou stratégie intellectuelle ? Le premier numéro du mois de juillet 1948 est une critique ouverte de la politique américaine dans son ensemble. En ce début juillet, le traître Truman est mis au pilori. Laissant le rôle d'information de la résolution du Kominform aux divers quotidiens nationaux (*L'Humanité* et *Le Monde* notamment), les intellectuels communistes en profitent pour rappeler aux bons souvenirs de son lectorat l'impérialisme américain et ses dangers pour la paix mondiale. La comparaison implicite entre Tito d'un côté, dénoncé par le Kominform le 28 juin et Truman de l'autre, critiqué dans *Les Lettres Françaises* du 1^{er} juillet est évidente. Pour les intellectuels communistes, dès le 28 juin 1948, la Yougoslavie de Tito a rejoint le camp ennemi du bloc de l'ouest.

Jusqu'au 22 juillet 1948, l'hebdomadaire *Les Lettres Françaises* consacra un intérêt majeur à la question de la sécurité du monde menacée par les Etats-Unis. A compter de cette date, les articles sur la préparation du congrès de Wroclaw se multiplient et les Etats-Unis, même s'ils ne sont plus (ou moins) montrés du doigt par l'intelligentsia communiste, restent les adversaires de la paix, incarnée par l'URSS.

Peut-on cerner la figure de Tito à l'été 1948 même lorsqu'il n'est pas explicitement mis en cause ? Lorsque l'on sait l'importance du déploiement éditorial de la presse

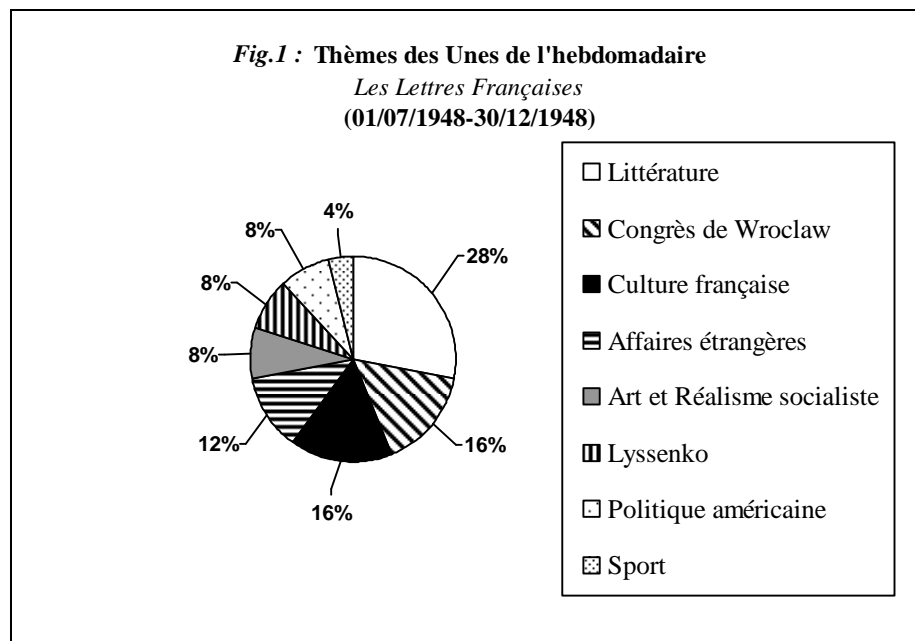
⁶³ Rédaction, « L'Amérique sous le talon de fer », *Les Lettres Françaises*, n° 215, 01/07/1948, pp.1-8.

communiste en cette fin d'années quarante, il est aisé de comprendre le jeu stratégique des intellectuels du PCF. Ils multiplient les champs d'action en assimilant tantôt la figure du traître à Truman, tantôt à Tito. Cependant, si *Les Lettres Françaises* misent sur une dénonciation des Etats-Unis durant l'été 1948, il en est de l'absence d'une revue capable de concentrer la dénonciation yougoslave de manière plus poussée que l'hebdomadaire d'Aragon et de Daix. *La Nouvelle Critique* ne paraissant qu'à la fin 1948, *Les Lettres Françaises* préférèrent avancer en terrain connu avec les Etats-Unis.

Durant l'été 1948, les intellectuels communistes ont bien un ennemi essentiel : Truman. Bien que passé sous silence durant les mois de juillet et d'août, Tito n'en est pas moins avantagé au sein de l'opinion française. La campagne anti-titiste se confondit rapidement en une campagne anti-impérialiste et le matraquage anti-américain de l'été 1948 fut certainement responsable de cette confusion volontaire qui perdura chez les intellectuels communistes jusqu'à la mort de Staline.

3.2.2. Les succès communistes, refuge de l'intelligentsia

Toujours dans cette optique de minimiser l'impact du schisme titiste sur les mentalités françaises, les intellectuels communistes vantèrent les gloires du communisme. Cette attitude récurrente depuis la création des différents organes de presse prend un nouvel aspect durant l'été 1948. On ne se contente plus de glorifier le communisme soviétique, on développe à présent son intérêt et sa place indispensable dans la marche à la paix. *Les Lettres Françaises* révèlent cette façade et cette couverture du communisme durant la deuxième moitié de l'année 1948 :



Une part prépondérante est consacrée au congrès de Wroclaw (16%) et peut être qualifiable de centre d'intérêt majeur lorsque l'on sait que *Les Lettres Françaises* sont avant tout une revue à vocation littéraire. La littérature fait donc partie de l'essence même de la

revue et ne peut être qualifiable de domaine particulièrement développé de juin à décembre 1948 malgré une forte proportion de sujets lui étant consacrée (28%).

Les articles sur l'évidente adéquation entre communisme et paix se multiplient. La préparation du congrès de Wroclaw occupa les colonnes des *Lettres Françaises* depuis la mi-juillet 1948. Conscients des revers éventuels du schisme titiste, les intellectuels dirigeants mettent en évidence les efforts déployés par les communistes pour la sauvegarde de l'équilibre diplomatique mondial. Cette attitude, née avec le schisme titiste, se répéta et s'amplifia au fil des répressions soviétiques dans les démocraties populaires. Dès les moindres soupçons éveillés par des intellectuels non communistes sur la nature de la politique stalinienne et de son influence sur le PCF, Casanova s'empare de lui-même du sujet en redéfinissant la place de l'intellectuel communiste dans la donne pacifique de la fin des années quarante. Là où Pierre Daix préféra accorder une place majeure au congrès de Wroclaw dans la période de la rupture yougoslave⁶⁴, Laurent Casanova fit de même en vantant les mérites du communisme français lors de l'affaire Rajk⁶⁵. Ainsi, l'année 1948 dans la presse communiste se résume à un étalage des succès communistes, avec une part prépondérante des déploiements pacifiques du PCUS et du PCF.⁶⁶

Prisonnière d'une bienveillance pratiquement unanime à l'égard du communisme, l'intelligentsia française n'eut pas le recul nécessaire, comme ce fut le cas lors du procès Rajk, pour cerner les véritables enjeux du schisme titiste et dérouter dès le départ une élite culturelle du PCF peu à l'aise avec les événements issus des démocraties populaires. Du philocommunisme de Mounier aux silences de Sartre, les intellectuels communistes eurent le champ libre pour jeter les bases d'une campagne antititiste virulente ayant pour objectif d'apporter un crédit maximal à l'élimination progressive des dirigeants des Etats d'Europe orientale, perpétrée par le PCUS. L'isolement de la pensée de Raymond Aron, bien que visionnaire, n'eut pas d'écho suffisant pour mobiliser une intelligentsia française consciente de ne pas disposer de l'ensemble des cartes pour comprendre la réalité du schisme.

⁶⁴ Trois semaines après le schisme titiste, Pierre Daix publie un article dans les *Lettres Françaises* dans lequel il se réjouit de l'unité établie autour des partis communistes européens en marge du congrès de Wroclaw. Aucune allusion à Tito n'est présente dans cet article. L'accent est mis sur l'effort de paix inspiré par les communistes. Cf. Pierre Daix, « La paix des peuples victorieux », *Les Lettres Françaises*, n° 218, 22/07/1948, p.1.

⁶⁵ Cf. L. Casanova, « La contribution des communistes... », art. cité, pp.1-9.

⁶⁶ Yves Farge et l'abbé Jean Boulier en furent les principaux promoteurs. Une brochure récapitulant les aspirations du PCF en matière de stratégie pacifiste fut diffusée en France en 1948. Cf. Yves Farge, Jean Boulier, *Assises nationales du peuple français pour la liberté et la paix*, Paris, Editions du CNCLP, 1948, 40 p. Si les intellectuels participent à l'entretien de l'image positive du PCF, l'élite politique du Parti joue un rôle tout aussi important. La plupart des discours de Thorez et Duclos furent imprimés par les maisons d'éditions communistes. (Ainsi, le discours prononcé par Jacques Duclos lors du XII^{ème} Congrès du PCF à Gennevilliers en avril 1950 connu une diffusion importante. Cf. Jacques Duclos, *La lutte contre le fascisme et la défense de la paix*, Paris, Editions France-Nouvelle, 1950, 31 p.)

CHAPITRE 2 : Religion et répressions : les prémices du réveil intellectuel

Symbole du totalitarisme, la répression touche la globalité des idées et idéologies véhiculées par les peuples concernés. Le domaine religieux fut pour Staline un terrain privilégié pour l'exercice répressif de sa vision politique en Europe de l'Est. L'appareil stalinien, après avoir engendré deux crises diplomatiques profondes durant l'année 1948 (le schisme titiste et, dans une moindre mesure à l'échelle internationale, le « coup de Prague »), étend son champ d'action à un domaine touchant la majeure partie de la population d'Europe orientale. Le cycle répressif soviétique vis-à-vis du personnel religieux et des fidèles n'est en aucun cas une création de l'après-guerre mais bel et bien issu d'un héritage léniniste¹, legs dont Staline a su tirer profit durant les années 1929-1930. La politique répressive stalinienne aboutit à une véritable réorganisation du tissu religieux en Union soviétique, relativisant le rôle et la puissance du milieu clérical et mettant en place un véritable système de contrôle du monde de la croyance en URSS.²

Face à cet héritage d'une répression cyclique de la religion en URSS, la période 1948-1950 s'ouvrit sur de nouveaux horizons. La donne fut différente étant donné la possession d'une sphère d'influence directe par l'URSS au travers des démocraties populaires. Staline dut composer avec un maillage religieux conséquent sur l'ensemble du territoire de l'Europe de l'Est. Les répressions religieuses de 1948-1950, à la différence des répressions antérieures, ne touchèrent plus seulement le peuple russe et une certaine catégorie religieuse (la minorité catholique notamment) mais s'attaquèrent à l'ensemble des peuples d'Europe de l'Est. Une typologie répressive se dessine alors : la Roumanie et la Pologne, nations à majorité catholique se retrouvent visées, la Yougoslavie, terre d'une pluralité confessionnelle, est également touchée, mais les principaux pays concernés restent ceux composés de communautés dissidentes : la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne³.

Frein à l'exercice du plein pouvoir stalinien, la pratique religieuse est montrée du doigt dans l'ensemble des démocraties populaires durant les années 1948-1950.⁴ L'intelligentsia française, qu'elle soit croyante ou non, s'empara de la bataille religieuse avec une vivacité davantage spontanée que celle exprimée aux lendemains de l'affaire Tito. Les événements liés au primat de Hongrie, le cardinal Mindszenty, durant l'hiver 1948-1949, précipitèrent le débat intellectuel en France sur la nature répressive du régime stalinien. Quelles furent les incidences des répressions religieuses à l'Est sur l'intelligentsia française ? S'engage-t-on de

¹ Un premier cycle de répression religieuse est visible durant les années 1918-1922 en URSS. 15 000 églises furent fermées et interdites au culte durant ces années et une forte législation antireligieuse fut mise en place par Lénine.

² Malgré tout, communisme et catholicisme ont su montrer la possibilité d'une entente au sein d'une lutte commune durant la Seconde guerre mondiale par le biais de la Résistance.

³ Cette typologie est celle publiée par la rédaction de *La Revue des deux mondes* en juillet 1949. Cf. Rédaction, « Le Kominform contre le Vatican », *La Revue des deux mondes*, 15/07/1949, p.373.

⁴ La première action soviétique dans ce nouveau cycle répressif religieux se situe en fait dès 1946 avec l'arrestation de Mgr Stepinac à Belgrade (il fut béatifié par Jean-Paul II le 3 octobre 1998. A titre anecdotique, la répression dont fut victime Stepinac retenue par le pape dans son allocution fut celle exercée par Tito sur l'Eglise et non pas la répression stalinienne). Cependant, les années 1948-1950 caractérisent dans leur ensemble la globalité du phénomène. Seule l'Albanie apparaît comme un isolat dans l'amorce de cette vague répressive.

la même manière chez les intellectuels croyants que chez les agnostiques ou les athées ? La virulence des débats intellectuels en France sur le sujet religieux témoigna d'un réel intérêt des penseurs français pour l'évolution de la société à l'est du rideau de fer, évolution aux traits inquiétants dans les premiers temps de la réception des événements.

1. La concentration des attentions autour du procès Mindszenty

1.1. Une mobilisation unanime des élites françaises

Fait majeur de la répression religieuse exercée par l'administration stalinienne, l'arrestation du primat de Hongrie, Jozsef Mindszenty, le 26 décembre 1948 à Budapest, eut un retentissement d'ordre international, notamment en France. La Hongrie, déjà touchée par une saignée économique importante à la suite du procès établi par l'URSS à l'encontre de la Maort, filiale de la Standart Oil, implantée à Budapest, est le théâtre du point essentiel de l'exercice de l'autorité soviétique sur les milieux religieux d'Europe orientale. Accusé d'espionnage et de complicité avec la Yougoslavie titiste, Mindszenty est condamné à la prison à perpétuité le 9 février 1949. Le gouvernement hongrois publia durant le mois de février le *Livre Jaune*⁵, publication recensant l'ensemble des aveux du cardinal lors du procès. La mise en place d'un complot légitimiste avec Otto de Habsbourg visant à rétablir le royaume de Hongrie et l'espionnage établi par Mindszenty pour le compte des Américains sont les deux points essentiels de ce recueil. La diffusion de ce livre ne s'étant pas bornée aux frontières hongroises, quelle en fut sa réception au sein des intellectuels français ? La mobilisation médiatique autour de ce procès s'explique-t-elle par une place centrale du débat religieux dans le champ intellectuel français dans les années 1948-1950 ?

1.1.1. Le procès Mindszenty : affirmation ou rupture des croyances intellectuelles françaises ?

Le procès de Mgr Mindszenty fut, à l'inverse de la rupture entre Staline et Tito, un événement pour lequel l'ensemble des milieux intellectuels se mobilisa. Là où Sartre laissait apparaître une position ambiguë à l'égard de Tito durant l'année 1948, sa revue réagit au procès religieux par l'intermédiaire de Roger Stéphane. De droite comme de gauche, la majorité des intellectuels affirmèrent des opinions très tranchées durant le déroulement du procès et les réactions à la condamnation de Mindszenty apparaissent alors comme la forme d'engagement la plus totale de la part des intellectuels français lors de ces répressions soviétiques des années 1948-1950.

⁵ Certaines sources parlent également du *Livre Blanc*. Il s'agit cependant du même ouvrage à ne pas confondre avec le *Livre Blanc* diffusé en Yougoslavie par les partisans de Tito relatant leur version du schisme de juin 1948 et paru en 1951. Un autre *Livre Blanc* fut publié par les Editions Thomas à Zurich dans le but de disculper Mindszenty dans le courant de l'année 1949. Les *Temps Modernes* utilisent ce terme de *Livre Blanc*, tandis qu'*Esprit*, *Socialisme ou Barbarie* et *La Revue des deux mondes* préférèrent évoquer le *Livre Jaune*. Il ne semble pas qu'à la date de rédaction de l'article des *Temps Modernes*, Roger Stéphane ait eu connaissance de cette parution helvétique. Le titre exact de l'ouvrage diffusé par le gouvernement hongrois paru en janvier 1949 est *Le Livre Jaune : Documents sur l'affaire Mindszenty*. Il fut suivi par un recueil complémentaire à diffusion minime intitulé *Le Livre Noir : Jozsef Mindszenty devant le tribunal du peuple*.

Une typologie évidente se met en place en ce début d'année 1949. D'un côté les intellectuels communistes pour qui les aveux révélés par Mindszenty lors de son procès renforcent la légitimité du combat stalinien contre toute forme de résistance et de l'autre, les intellectuels non communistes, pour qui le procès de Budapest fut le premier signe d'une rupture à l'égard de l'attitude complaisante vis-à-vis du communisme exprimée jusque là (cas du cercle intellectuel d'*Esprit*) ou qui renforça les idées exprimées lors de l'année 1948 (cas des intellectuels de droite).

L'engagement le plus significatif d'intellectuels dans le combat religieux en Hongrie se produisit autour du noyau rédactionnel de *La Revue des deux mondes*. Durant quatre numéros, du 15 janvier au 1^{er} mars 1949, elle relata la détention puis le déroulement du procès au sein de sa revue de presse. Bien qu'il ne s'agisse pas d'articles de fond tels que celui qu'avait pu rédiger René Pinon⁶ lors de l'affaire yougoslave, il n'est pas négligeable de noter que la parution de tels articles sur la situation en Europe de l'Est est unique depuis le début de la Guerre Froide. Depuis 1948, la revue de presse de *La Revue des deux mondes* est en majeure partie centrée sur la politique intérieure française et belge et peu concernée par la politique soviétique. Les intellectuels de droite furent les premiers mobilisés face à la répression religieuse dans les démocraties populaires. Seuls clercs à prendre la parole durant l'hiver 1948-1949, ils livrent une analyse extrêmement critique et sévère du système communiste et évoquent le danger de propagation de la répression en Hongrie à l'ensemble du bloc soviétique :

« Abordant le problème catholique, le ministre⁷ ajoute : "Tout acte antinational mène à un monastère, à une église ou à un prêtre." (...)

Au même moment, la radio tchécoslovaque s'en prenait à l'archevêque de Prague, Mgr Josef Beran⁸. On se demande si ce prélat n'est pas exposé au même sort que le cardinal Mindszenty. Tels sont les progrès de la tolérance et de la liberté dans les pays satellites de Moscou. »⁹

La Revue des deux mondes profita de la médiatisation de l'affaire hongroise pour dévoiler l'étendue de la répression religieuse exercée par l'URSS dans les démocraties populaires.

Toujours dans cette logique de surenchère anticommuniste et dans le même temps que *La Revue des deux mondes*, l'intelligentsia d'extrême-droite s'exprima sur le déroulement du

⁶ R. Pinon, « Le drame... », art. cité.

⁷ Il s'agit ici de Zdenek Nejedly, ministre tchécoslovaque de l'Education et membre du parti communiste. Il attaqua l'Eglise à la suite de l'affaire Mindszenty dans le magazine tchécoslovaque *Van*, dont il était propriétaire. Il exprima son hostilité à la religion, quelle qu'elle soit, en écrivant dans sa revue : « Il n'y a pas seulement une question catholique. L'Eglise évangélique pose également des problèmes. »

⁸ Les pressions exercées par les communistes tchécoslovaques à l'encontre de Mgr Beran datent de mai 1948 et non pas de janvier 1949. Une circulaire adressée aux ecclésiastiques par cet archevêque indiquait que « toute collaboration avec ceux qui restreignent les droits et les libertés de l'Eglise entraîne l'excommunication. » (cité par François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires : Tome 1 : L'ère de Staline*, Paris, Le Seuil, coll. Points Politique, n° 49, 1969, rééd. 1972, p.336.)

Il est curieux de noter que les intellectuels de *La Revue des deux mondes* aient attendu la condamnation de Mindszenty pour révéler l'existence d'une pression religieuse (le terme convient mieux que répression étant donné que Beran ne fut pas condamné durant l'année 1948 mais surveillé par les communistes) en Tchécoslovaquie alors que la répression en Hongrie fut révélée seulement 21 jours plus tard.

⁹ Rédaction, « L'Eglise et le gouvernement hongrois », *La Revue des deux mondes*, 15/01/1949, p.372.

procès Mindszenty dès janvier 1949. Pour eux, le conflit entre l'Église et la politique du gouvernement Rakosi était inévitable. La mobilisation intellectuelle entre la droite et l'extrême-droite est sensiblement différente. Les intellectuels de *La Revue des deux mondes* s'attachaient à relater et décrire le procès Mindszenty tandis que *Les Ecrits de Paris* mettent l'accent sur la lâcheté et l'autoritarisme du régime soviétique dans cette affaire. La revue insiste sur l'attaque perpétrée par les communistes à l'égard des écoles religieuses, défendues par Mindszenty. Le sort du cardinal est relégué au second plan dans l'analyse intellectuelle d'extrême-droite et la violence soviétique est révélée. Les intellectuels d'extrême-droite trouvent en l'affaire Mindszenty un nouveau moyen d'expression et d'évocation d'un certain manichéisme. *Les Ecrits de Paris* parlent d'une affaire Mindszenty « devenue le symbole de l'opposition qui dresse la civilisation latine contre la barbarie slave. »¹⁰

Face à une droite intellectuelle mobilisée dès le mois de janvier 1949, quelle fut la réaction des clercs de gauche ? *Les Temps Modernes* réagirent, mais une fois de plus, timidement. Roger Stéphane, chargé de la revue de presse, dresse un tableau contrasté de la situation religieuse en Hongrie. Deux visions de la répression religieuse hongroise sont discernables dans *Les Temps Modernes*. Tout d'abord, Stéphane reconnaît l'absurdité des aveux présentés par Mindszenty, se ralliant ainsi à la majorité intellectuelle. Cependant, lorsque *Le Figaro* du 4 février 1949 écrit que « deux heures de question ont eu raison de la résistance de Mindszenty, bien qu'il ait nié d'abord sa culpabilité », Stéphane rétorque :

« Si l'on présente deux heures d'interrogatoire public comme une torture, alors les tribunaux français torturent chaque jour. *Le Monde*, daté du 5 février, est plus honnête dans l'expression de son embarras : "L'attitude du cardinal Mindszenty¹¹ apparaît cependant étrange. Elle correspond fort mal à l'image que l'on a pu se faire jusqu'ici du prélat hongrois." »¹²

La revue sartrienne reconnaît la fausseté des aveux du cardinal mais ne condamne pas pour autant les méthodes communistes. Tandis que des quotidiens comme *L'Aurore*¹³ ou des revues telles qu'*Esprit* débattent autour des drogues éventuelles administrées à Mindszenty dans le but d'obtenir des aveux et de la torture infligée à ce dernier, *Les Temps Modernes* se montrent plus souples à l'égard du tribunal de Budapest.

Les intellectuels communistes conservent la même ligne directrice que lors du schisme titiste dans cette affaire hongroise. Les explications ne viennent que lorsque la version moscovite du déroulement des événements est contredite. La première analyse réelle de la

¹⁰ Stefan Szasvarozsy, « La "Trahison" d'un cardinal », *Les Ecrits de Paris*, n° 51, janvier 1949, p.38.

L'auteur reprend ici la thématique classique de dénonciation héritée du combat intellectuel de la Première guerre mondiale faisant de l'adversaire le symbole de la barbarie, par opposition à soi-même, véritable incarnation de la civilisation.

¹¹ Orthographe adoptée par Roger Stéphane.

¹² Roger Stéphane, « Revue de presse », *Les Temps Modernes*, n°41, mars 1949, p.575.

¹³ La Une de *L'Aurore* du 3 février 1949 titra : « Un monument de fourberie : le procès Mindszenty ». Henri Bénazet, auteur de l'article, dénonça les aveux extorqués par les services de police hongrois lors de l'interrogatoire du primat de Hongrie durant le mois de janvier. Cf. Henri Bénazet, « Un monument de fourberie : le procès Mindszenty », *L'Aurore*, 03/02/1949, p.1. cité par R. Stéphane, « Revue de... », art. cité, p.574.

situation de l'affaire Mindszenty par un intellectuel du Parti date de mai 1949.¹⁴ La réception du procès dans les milieux intellectuels communistes français fut compromise et rendue confuse par l'affaire Martin-Chauffier et Gau. En janvier 1949, le gouvernement hongrois avait invité les deux intellectuels à se rendre en Hongrie pour enquêter sur la situation de l'Eglise dans les démocraties populaires, puis le voyage fut finalement annulé. Bien qu'*Esprit* rejeta la responsabilité de l'échec de ce voyage sur la médiation ratée de l'ambassadeur de Hongrie¹⁵, Karolyi, la réalité fut différente. C'est Claude Morgan, alors directeur de l'hebdomadaire *Les Lettres Françaises*, qui s'opposa à ce voyage. Il convint Louis Martin-Chauffier et l'abbé Gau de ne pas se rendre à Budapest. Conscientes de l'approximation de la gestion de l'affaire par le gouvernement communiste hongrois, les élites de l'intelligentsia du PCF préférèrent observer le procès de France. D'une manière générale, les intellectuels communistes furent moins à l'aise avec la gestion du procès Mindszenty même si celui-ci n'ébranla par leurs rangs de la même manière que l'affaire titiste. La gêne vient des atteintes extérieures lancées par l'intelligentsia française, majoritairement unie sur la suspicion planant au-dessus des aveux du prélat hongrois.

1.1.2. Le cas d'*Esprit* : une revue d'intellectuels catholiques face à un procès d'Eglise

Jusqu'à là unis sans concession autour des volontés communistes, les collaborateurs de la revue *Esprit* s'engagèrent dans le procès Mindszenty d'une manière inattendue. Passée sous silence dans les numéros 152 (janvier 1949) et 153 (février 1949) de la revue, la condamnation du primat de Hongrie à la prison à perpétuité en février fut le point de départ de l'engagement du noyau dur de la revue : Emmanuel Mounier, fondateur et directeur, et Jean-Marie Domenach, nouveau rédacteur en chef depuis le 1^{er} janvier. La parution de leur article intitulé « Le procès du cardinal Mindszenty »¹⁶, outre le fait de livrer une analyse minutieuse des circonstances dans lesquelles le cardinal a livré ses aveux, est un véritable appel à la réflexion autour d'un philocommunisme prôné jusque-là dans les articles de la revue. Sans parler réellement de rupture en mars 1949, il convient de révéler la présence de fissures dans la croyance d'un communisme salvateur dès cette période, fissures qui s'ébrécheront totalement lors du procès Rajk.

Bien qu'Emmanuel Mounier ait été attaché au fait qu'*Esprit* ne soit pas une revue catholique¹⁷ et en ait fait un des piliers du Manifeste de Font-Romeu, texte fondateur de la

¹⁴ Paul Noirot rédigea un article sur le déroulement du procès et son interprétation par les milieux intellectuels français dans la *Nouvelle Critique*. Cf. P. Noirot, « Sur une certaine conception... », art. cité.

¹⁵ Emmanuel Mounier et Jean-Marie Domenach annoncèrent l'avortement du voyage de Martin-Chauffier et Gau en introduction de l'article sur le procès Mindszenty : « Dans le cas Mindszenty, comme dans le cas des accusés malgaches, les conditions mêmes de l'information sont défectueuses. On sait que le voyage de l'abbé Gau et de L. Martin-Chauffier fut annulé parce que le gouvernement hongrois ne tint pas la promesse faite en son nom par son ambassadeur, le comte Karolyi, que les voyageurs pourraient s'entretenir avec le cardinal. » Cf. Jean-Marie Domenach, Emmanuel Mounier, « Le procès du cardinal Mindszenty », *Esprit*, n° 154, mars-avril 1949, p.559.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 559-566.

¹⁷ La responsabilité de ne pas faire d'*Esprit* une revue catholique au même titre que *La Croix* ou *Témoignage Chrétien* revint à Emmanuel Mounier qui dès les premiers entretiens entre Georges Izard, André Déleage et Louis-Emile Galey en décembre 1930 exposa sa volonté d'indépendance. Olivier Mongin, actuel rédacteur en chef d'*Esprit* rappelle cette indépendance et l'explique : « Alors qu'on parle toujours d'*Esprit* comme d'une revue catholique ou chrétienne, on oublie que dès l'origine, Mounier refuse la proposition de Jacques Maritain qui désirait faire d'*Esprit* une revue confessionnelle, la revue catholique par excellence. La dimension

revue en 1932, il est incontestable que la nature religieuse de la répression en Hongrie joua dans l'intérêt porté aux événements. Toujours est-il que le procès Mindszenty redonna à *Esprit* l'occasion de redorer son image de revue intègre et neutre dans la dialectique, image entachée par une analyse sévère et critique à l'égard du régime titiste faite par François Goguel en août 1948. Mounier et Domenach tiennent ces propos lors de la réception du *Livre Jaune* :

« Que prouvent ces documents ? Notons d'abord qu'ils ont été enchâssés dans des extraits de la déposition manuscrite du cardinal ; la lecture à la file du Livre jaune donne une impression accablante pour l'accusé. Si l'on isole les documents et si l'on fait une lecture séparée, l'impression est toute différente. Les aveux vont toujours de quelques degrés plus loin que les faits ; ils les systématisent et les grossissent. »¹⁸

Ne réfutant pas l'idée d'une quelconque culpabilité du cardinal, comme bon nombre d'intellectuels de l'époque, Mounier et Domenach mettent davantage l'accent sur les circonstances dans lesquelles fut entendu Mindszenty. Pour *Esprit*, le cardinal est un obstacle au bon développement du catholicisme en Hongrie et, en cela, le lien entre la revue et les intellectuels communistes ne paraît pas rompu. Cependant, de tels aveux d'un responsable religieux amènent Mounier à livrer des phrases assassines à l'égard du personnel communiste :

« Seule une pression morale de cet ordre¹⁹ nous paraît capable d'avoir entraîné un pareil changement d'attitude. Il se peut d'ailleurs qu'elle ait été combinée avec une pression physique massive. (...) »

Des procès de Moscou au procès de Budapest, en passant par les Balkans, toujours, du même côté, ce même châtrage de l'accusé, ces mêmes confessions obséquieuses. L'âme russe, ça a une fin vers l'Ouest. »²⁰

Pour la première fois depuis 1947, *Esprit* se détache du communisme, détachement d'autant plus important qu'il se fait par la voix des deux intellectuels phares de la revue, Mounier et Domenach. La période philocommuniste d'*Esprit* ne peut donc se concevoir en tant que continuité immuable de décembre 1947 à novembre 1949, date classique de rupture ayant pour emblème l'arrivée de François Fejtő au sein de la revue, mais doit être perçue comme un temps de certitudes rompues dès mars 1949. S'il est vrai que le parti communiste

oecuménique de la revue est d'ailleurs la traduction de cette volonté de ne pas céder à la pression catholique sans pour autant se cacher derrière des déclarations de neutralité laïque. » Cf. Olivier Mongin, « Emmanuel Mounier et l'aventure d'*Esprit* », *Ethische perspectieven*, n° 10, avril 2000, p.233.

¹⁸ J.-M. Domenach, E. Mounier, « Le procès... », art. cité, p.560.

¹⁹ Les pressions morales exercées sur le cardinal Mindszenty évoquées par Mounier sont les pressions issues de la chancellerie hongroise et du Vatican, ne souhaitant pas brouiller les relations entre l'Eglise hongroise et l'Etat. Il convient de relativiser la réception de la répression en Hongrie chez les intellectuels d'*Esprit*. Pour Mounier et Domenach, le climat répressif régnant en Hongrie est la somme de deux facteurs, les pressions vaticanes d'une part et les pressions communistes d'autre part.

La réflexion sur les pressions exercées est le fil directeur de l'article. Les auteurs déclarent : « La logique d'auto-accusation communiste, chère à Merleau-Ponty, ne peut ici jouer. Il y a autre chose, pression physique ou pression morale, les deux peut-être, nous n'en savons rien, mais nous sommes sûrs qu'il y a autre chose. » dans *Ibid.*, p.564.

²⁰ *Ibid.*, p.563.

est « un univers hiérarchique et sacré aussi extraordinaire que celui de l’Eglise catholique »²¹, *Esprit* et ses intellectuels ont choisi le leur. L’attachement catholique des intellectuels d’*Esprit* eut raison de la religion communiste lors du procès Mindszenty.²²

1.2. Le procès religieux, détonateur d’une prise de conscience intellectuelle ?

D’*Esprit* aux *Ecrits de Paris*, les milieux intellectuels français s’engagent dans la compréhension du phénomène répressif religieux en Hongrie. La rupture titiste n’ayant pas connu un tel engouement immédiat de la part des clercs français, le caractère religieux du procès de Budapest n’est-il pas le principal facteur d’une telle mobilisation ? Dans une Europe orientale aux multiples confessions religieuses, la condamnation d’un haut personnage ecclésiastique tel que Mindszenty est ressentie comme un pas supplémentaire dans la marche totalitaire stalinienne. Cette impression n’est, durant le printemps 1949, en aucun cas freinée par le rideau de fer et est largement acceptée par l’intelligentsia française.

1.2.1. La médiatisation judiciaire du cas hongrois, face visible de la répression religieuse

Si le procès de Budapest a suscité l’intérêt chez les intellectuels français sur la situation qui se jouait à l’Est, il en va en grande partie de la popularité et de l’importance hiérarchique du cardinal Mindszenty dans l’échiquier religieux de l’Eglise d’Europe orientale. Farouche opposant au régime communiste durant l’année 1948, la naïveté de ses aveux lors du procès trancha avec l’image véhiculée par le prélat depuis la fin du conflit mondial, image de résistance et de combat anti-communiste. En prenant l’affaire hongroise comme point de départ, les intellectuels de gauche et de droite ont fait apparaître l’étendue des répressions religieuses dans les démocraties populaires. Ce qui, aux yeux des intellectuels, était du domaine du local devint, de février à septembre 1949, le terrain de l’international.

L’affaire Mindszenty, il est vrai, concerne la majorité des articles et des débats intellectuels traitant des répressions religieuses. Cependant, une fois le procès passé (à savoir dès la mi-février 1949), le sort des autres démocraties est réévalué. Pour parer à ce déchaînement intellectuel sur la question religieuse, les intellectuels communistes utilisent l’affaire Mindszenty dans un but de glorification du stalinisme. Ainsi, la revue *Europe* dresse un tableau saisissant de la situation du système scolaire en Hongrie en avril 1949 :

« Lamentable était le niveau culturel des couches paysannes et ouvrières, et infime la proportion des écoles d’origine prolétarienne. (...) Il est urgent d’établir le système du rendement dans les collèges populaires. »²³

²¹ E. Morin, *Autocritique*, op. cit., pp.9-10.

²² Le numéro d’*Esprit* d’août 1949 tire les conclusions de l’affaire Mindszenty à la lumière de l’arrestation de Mgr Beran à Prague. Daniel Pézeril, chargé d’analyser la répression religieuse en Tchécoslovaquie, déclara au sujet de la mainmise soviétique sur les Eglises hongroises et tchécoslovaques : « L’évidence est que nous assistons à la constitution d’une Eglise d’Etat. Couper de Rome la hiérarchie de chaque pays, et, lorsque cette hiérarchie reste fidèle, en détacher, si possible, une partie du clergé et des laïcs, tel est le plan communiste. » dans Daniel Pézeril, « Le carrefour de Prague », *Esprit*, n° 158, août 1949, p.290.

²³ Yves Allain, « Le mouvement des collèges populaires en Hongrie », *Europe*, n° 40, avril 1949, p.143.

A première vue sans lien direct avec la récente affaire Mindszenty, la diffusion d'articles sur la situation scolaire prend tout son sens lorsqu'on se livre à une analyse comparatiste entre le système scolaire prôné par Mindszenty en 1947-1948 et celui du monde communiste. Le cardinal était à la tête d'un important réseau de prêtres et de religieux enseignant dans les écoles hongroises. La nationalisation des écoles par le gouvernement communiste de Hongrie le 16 juin 1948 fut le point de départ des querelles entre l'Eglise hongroise et le gouvernement²⁴. L'article d'Yves Allain, en mettant le doigt sur la précarité de l'enseignement en Hongrie en 1949, discrédite sans le nommer l'enseignement et la pensée de Mindszenty. Pour les intellectuels communistes, le message est clair. Le retard culturel de la Hongrie s'explique par la mainmise de l'Eglise sur le système scolaire²⁵, monopole incarné par Jozsef Mindszenty.

Peu à peu, les regards des intellectuels s'éloignèrent de la Hongrie de Mindszenty pour se tourner vers les problèmes tchécoslovaques et polonais. *La Revue des deux mondes* fut la première à dénoncer l'ampleur de la répression religieuse dans les démocraties populaires. Le cas polonais est l'occasion de noter un renversement dans le schéma de pensée des intellectuels français. Dans le cas hongrois comme dans le cas tchécoslovaque, les interventions intellectuelles se sont produites après la révélation de l'acte répressif. *Esprit*, *La Revue des deux mondes* ou (dans une moindre mesure) *Les Temps Modernes* ont condamné l'URSS après l'arrestation de Mindszenty en Hongrie et l'internement de Beran en Tchécoslovaquie. En ce qui concerne la situation polonaise, *Esprit* et *La Revue des deux mondes*²⁶ s'insurgent contre l'URSS avant la production du phénomène répressif. Une mise en garde est lancée par les intellectuels de droite au travers de la voix de Jacques Fontaine²⁷ face à la propagation du danger répressif soviétique. Au sein d'*Esprit*, c'est la publication d'une lettre d'une personnalité catholique polonaise anonyme qui est préférée. Après un préambule de Mounier explicitant ses motivations vis-à-vis de cette publication, la lettre est délivrée en intégralité :

²⁴ La répression religieuse en Hongrie s'exerça sous différentes formes avant cette date du 16 juin 1948. L'interdiction des syndicats chrétiens, la dissolution des organisations de jeunesse catholique et la censure de la presse (passage de dix-huit quotidiens religieux à deux hebdomadaires) constituent les aspects majeurs de la répression de janvier à juin 1948. Cette date du 16 juin 1948 est retenue ici car, pour reprendre les termes de *La Revue des deux mondes*, elle semble constituer le « coup le plus douloureux porté à l'Eglise catholique hongroise ». Cf. Rédaction, « L'affaire du cardinal Mindszenty », *La Revue des deux mondes*, 01/03/1949, p.183.

²⁵ Dans son article, Yves Allain décrit toute « l'absurdité de la Hongrie de Mindszenty » qui privilégiait l'apprentissage des langues slaves et roumaines. Depuis la condamnation du cardinal, la nouvelle pédagogie communiste privilégie l'apprentissage du russe. Il base la réussite du système scolaire communiste sur trois points indispensables : la réussite du travail collectif, la réforme de la pédagogie et le coût de l'enseignement peu élevé.

²⁶ *La Revue des deux mondes* se tourne vers la Pologne dès la fin de l'affaire Mindszenty. Le numéro du 01/04/1949 ne mentionne pas le sort du cardinal Mindszenty mais le portrait d'un important personnage religieux polonais est dressé en article principal. Cf. Rédaction, « La vie du cardinal Hland », *La Revue des deux mondes*, 01/04/1949, pp.433-448.

²⁷ Jacques Fontaine, « La situation de l'Eglise polonaise », *La Revue des deux mondes*, 01/09/1949, pp.29-48.

A la vue de cet article, la droite intellectuelle semble s'approprier de manière trop systématique le débat religieux à l'Est en 1949. La situation polonaise n'est en aucun cas comparable à la Hongrie ou la Tchécoslovaquie comme le prétend pourtant Jacques Fontaine. En 1948, l'Eglise catholique est encore une institution indépendante. D'août 1949 à avril 1950, l'Eglise et le gouvernement polonais mirent en place des accords communs gravitant autour de la libre éducation religieuse et du respect de l'Etat, accords impensables dans le même temps en Hongrie ou en Tchécoslovaquie.

« S'il est indiscutable que le communisme est de fait en conflit profond avec la religion, il est aussi certain qu'il y a des deux côtés une tendance à démêler les problèmes en litige : que le communisme cesse d'être une quasi-religion, que le catholicisme se déleste de certains préjugés sociaux ou politiques qui permettent de lui prêter par moment des ambitions trop terrestres, et le débat actuel serait largement transformé. »²⁸

Esprit, par la voix d'un témoin direct de la situation en Pologne (ne faut-il pas y voir là le signe d'une anticipation de l'article du hongrois F. Fejtő deux mois plus tard ?), se montre moins incisif que *La Revue des deux mondes* à l'égard de la situation polonaise et livre une analyse davantage en connivence avec la réalité de l'Eglise polonaise.

1.2.2. L'éveil avant le procès Rajk

Dès mars 1949, les intellectuels d'*Esprit* sont concernés et mobilisés face au sort du cardinal Mindszenty. Premières brèches dans un philocommunisme règnant depuis 1945, ces prises de position face aux répressions religieuses semblent déterminantes dans la réception des procès politiques de l'automne 1949. Par la mobilisation suscitée à la suite de l'affaire Mindszenty, la rédaction d'*Esprit* apparaît comme en éveil à l'égard des réalités soviétiques du printemps à novembre 1949. Le champ d'étude de la revue se diversifie progressivement au cours de l'année 1949 et aborde des sujets en marge de l'actualité politique mais contemporains de la question de la répression soviétique. Ainsi, la répression culturelle²⁹ dans les démocraties populaires est perçue dès mai 1949, comme le souligne Jean Marabini :

« Le mois de la culture soviétique à Budapest pose un problème qui intéresse les Hongrois en même temps qu'il répond à quelques-unes de ces questions que nous ne cessons pas de nous poser au sujet de l'évolution de la vie artistique en URSS. (...) Ce festival marque les intentions de Moscou de précipiter la culture mais aussi la révolution hongroise, de la mener, le plus rapidement possible, sur la ligne qui est la sienne. (...) »

Ainsi, l'art, considéré jadis comme une expression de la lutte des classes, devient en Hongrie comme partout, le motif des divergences intérieures au sein du PC. Dès lors qu'il est posé, le problème indique la recherche de solutions qui, à leur tour, laissent entrevoir l'ouverture d'une crise. »³⁰

Dans le même temps, la revue *Socialisme ou Barbarie*, silencieuse sur l'affaire Mindszenty³¹, préférant une orientation économique et sociale à un discours sur le religieux, exploite le thème des répressions à l'Est. Veine peu exploitée durant les deux numéros

²⁸ Rédaction, « Le communisme et l'Eglise vus d'Europe orientale », *Esprit*, n° 159, septembre 1949, p.402.

²⁹ En Hongrie, l'épuration culturelle concerna, dès février 1949, 30 % des bureaucrates ne diffusant pas une image en accord avec les canons du réalisme socialiste.

³⁰ Jean Marabini, « Budapest : le mois de culture soviétique », *Esprit*, n° 155, mai 1949, pp.725-726.

³¹ *Socialisme ou Barbarie* se montre en accord avec la mise à l'écart de Mindszenty. L'accomplissement du marxisme ne pouvait se faire que par ce biais. Henri Simon, sous le pseudonyme de Roger Berthier écrivait en mai 1949 : « La mise au pas définitive de l'Eglise catholique en Hongrie par le biais de l'Affaire Mindszenty était une condition indispensable à la collectivisation de l'agriculture. » dans Henri Simon (Roger Berthier), « La situation internationale », *Socialisme ou Barbarie*, n°2, mai-juin 1949, p.110.

antérieurs au procès Mindszenty, la répression soviétique dans les démocraties populaires prend durant l'été 1949 un nouvel aspect. La dénonciation du stakhanovisme dans la sphère d'influence de l'URSS est l'objet d'un nouveau combat pour les intellectuels trotskistes. L'exemple de la gestion des usines tchécoslovaques est utilisé dès juillet 1949 et permet aux intellectuels d'avancer leur vision d'un stakhanovisme ne servant pas la cause du prolétariat.³²

Eveil des mentalités et décrispation intellectuelle à l'égard de l'aveuglement inspiré par l'URSS semblent être le tableau d'une intelligentsia en mouvement de mars à novembre 1949. Sans avoir été délaissée pour autant depuis le schisme titiste, la répression soviétique à l'Est est redécouverte dans sa pluralité depuis le procès Mindszenty et est exposée aussi bien dans le domaine culturel qu'économique.

2. L'asphyxie tchécoslovaque

2.1. La Tchécoslovaquie : sujet de discorde entre les intellectuels catholiques

Fruit d'une imbrication politico-religieuse mouvementée depuis le XIX^{ème} siècle³³, la Tchécoslovaquie des années 1948-1950 fut l'une des démocraties populaires les plus exposées à la vague de répressions religieuses soviétiques. Chasse gardée du Vatican avant 1939, l'Eglise tchécoslovaque fut relativement épargnée par l'occupation allemande durant la Seconde Guerre mondiale. L'internement de Mgr Beran en octobre 1949 à la prison de Pancrace précipita le débat et fit de la Tchécoslovaquie le terrain privilégié des intellectuels catholiques durant le dernier trimestre 1949.

2.1.1. L'abbé Boulier face à Jean Cep

L'accession à la présidence de la république tchécoslovaque de Gottwald en juin 1948 fit s'élever un intellectuel catholique, proche d'Emmanuel Mounier et ancré politiquement à gauche, Jean Cep³⁴. Pour lui, la mise en avant de Gottwald par Staline s'est produite dans l'unique but de soumettre l'Eglise à l'Etat. La parution d'un dossier sur les démocraties populaires par *Esprit* en novembre 1949 permit à Cep de faire entendre sa voix. Cela dit, Mounier ne soutint pas ouvertement son ami Jean Cep car il préféra accorder un droit de parole à un intellectuel catholique proche du PCF, l'abbé Boulier. Sans être membre du Parti, l'abbé Boulier ne cache pas son compagnonnage de route avec le PCF³⁵. Ainsi, la situation

³² Rédaction, « Stakhanovisme et marchandage dans les usines tchécoslovaques », *Socialisme ou Barbarie*, n° 3, juillet-août 1949, pp.82-87.

³³ Dès le XIX^{ème} siècle, Joseph II tenta d'affaiblir et d'asservir l'Eglise aux fins de l'Etat en Autriche-Hongrie. La création de la république tchécoslovaque en 1918 présenta une population à 75% catholique. Le poids du catholicisme en Tchécoslovaquie, ancré dans le peuple, représente un véritable danger pour les forces communistes dès 1946 et s'inscrit dans le programme répressif mis en place par Staline.

³⁴ Ecrivain français exilé à Prague jusqu'au printemps 1949, il fut l'auteur de nombreux romans et nouvelles. Il fut également le traducteur de Georges Bernanos et de Charles-Ferdinand Ramuz.

³⁵ Formé à l'école des jésuites, Jean Boulier fut longtemps accusé par ses supérieurs hiérarchiques d'infiltrer le marxisme dans l'Eglise française. En 1949, il est professeur de droit international à l'université catholique de Paris.

religieuse tchécoslovaque monopolise deux articles sur les quatre consacrées aux démocraties populaires.

Jean Cep met en avant la difficulté d'exercice de la religion en Tchécoslovaquie depuis l'accession au pouvoir d'un gouvernement communiste. En fervent catholique, il tente de démontrer l'inefficacité d'une telle lutte entre l'Eglise et le gouvernement :

« L'archevêque de Prague répondit au nom des évêques qu'il désirait lui-même, comme tous les catholiques tchèques et slovaques, une entente sincère et libre, mais qu'il ne pouvait pas se soumettre à un diktat qui serait en contradiction avec les droits fondamentaux de l'Eglise, avec sa nature même et sa mission. »³⁶

Oppression de l'Eglise et déviance totalitaire, telles sont les critiques avancées par Jean Cep en ce mois de novembre 1949. A l'inverse, l'abbé Boulier, propose une vision différente de la situation en Pologne et fait appel au passé pour justifier son incompréhension face à une Eglise française mobilisée :

« Le régime nazi a soulevé plus d'oppositions mais l'Eglise officielle s'est tenue sur la réserve. Dès lors, on ne voit pas pourquoi, soudain, serait jugé intolérable dans une République populaire ce que l'Eglise a toléré si longtemps dans les régimes antérieurs. »³⁷

L'affermissement des propos de Boulier au fil du mois de novembre fit plonger le débat arbitré par Mounier dans une véritable guerre ouverte des intellectuels catholiques français. A la suite de la parution de l'article de Cep dans *Esprit*, l'abbé Boulier exige un droit de réponse dans le numéro de décembre de la revue, droit de réponse refusé par Mounier. La décision de Mounier fait définitivement basculer *Esprit* dans l'acquiescement de la pensée de Cep. Boulier se tourna alors vers la revue communiste *Europe* pour exposer son point de vue, dans un article à l'intitulé percutant : « La lutte religieuse en Tchécoslovaquie »³⁸. Copie conforme du titre de l'article de Cep³⁹ paru un mois auparavant dans la revue de Mounier, l'article de Boulier lui répond directement. Regrettant l'emploi du terme de « schisme » par Cep pour qualifier la situation de l'Eglise et du gouvernement tchécoslovaque, Boulier rejette la faute de la discorde religieuse sur l'un des personnages politiques soutenus par *Esprit*, à savoir Rajk :

« Même embarras d'un gouvernement qui veut l'entente et qui, par suite de ses maladresses auxquelles on le pousse habilement, fait de plus en plus figure de précurseur. Et qui sait si quelque Rajk ne l'y provoque pas ? »⁴⁰

Sombrant dans la confusion des genres, la querelle entre Cep et Boulier se transforme au cours de décembre 1949 en règlement de comptes interne et s'éloigne du débat intellectuel.

³⁶ Jean Cep, « La lutte religieuse en Tchécoslovaquie », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, p.667.

³⁷ Jean Boulier, « Il faut traiter », *Esprit*, novembre 1949, p.686.

³⁸ Jean Boulier, « La lutte religieuse en Tchécoslovaquie », *Europe*, n° 48, décembre 1949, pp.60-82.

³⁹ J. Cep, « La lutte religieuse... », art. cité.

⁴⁰ J. Boulier, « La lutte religieuse... », art. cité, p.66.

L'argumentation de Boulier s'essouffle et révèle davantage une volonté de stigmatiser *Esprit* comme une revue malveillante et désinformatrice. En décembre 1949, la rupture entre Mounier et Cep d'un côté et Boulier de l'autre, semble définitivement consommée.⁴¹

2.1.2. La montée au créneau des autorités de l'Eglise française

Le procès Mindszenty a révélé aux intellectuels d'Europe occidentale la puissance de la répression soviétique en matière de religion et les événements tchécoslovaques ont confirmé les impressions hongroises. Face à cette oppression religieuse à l'Est, les élites de l'Eglise catholique française prirent les devants et protestèrent. Dès février 1949, le cardinal Saliège⁴², archevêque de Toulouse, fit diffuser une lettre dans l'ensemble de son diocèse dénonçant les répressions soviétiques. Bien que mobilisé par le procès Mindszenty, il ne critique pas uniquement le cas hongrois mais étend ses positions à l'ensemble des démocraties populaires, y compris la Tchécoslovaquie :

« En Lituanie, en Lettonie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie, en Chine et, pour en revenir à l'Europe, en Hongrie, partout où les Soviets s'installent, c'est la guerre contre la religion catholique. (...)

Je vous demande de prier pour ces confesseurs de la foi chrétienne qui sont sur le chemin du martyr. »⁴³

Le cardinal Saliège devient alors la voix de l'Eglise sur la situation religieuse à l'Est. L'abbé Boulier, véhiculant les idées communistes, entre alors en conflit avec l'autorité ecclésiastique. Le conflit opposant l'Eglise française à Boulier semble faire le jeu du PCF. L'accueil de l'abbé Boulier dans les rangs de la revue *Europe* permet d'assurer une certaine légitimité religieuse au groupe intellectuel. Composée jusque-là d'écrivains, de poètes et de journalistes, *Europe* dispose à présent d'un intervenant religieux capable de rivaliser en cas d'analyses théologiques de revues à vocation chrétienne comme *Esprit*, principal adversaire de l'intelligentsia communiste en cette fin d'année 1949.

2.2. Les enjeux religieux et culturels de la répression tchécoslovaque

Derrière la mobilisation des autorités catholiques sur l'affaire tchécoslovaque se cachent des enjeux dépassant le simple cadre d'une intelligentsia chrétienne. Même si depuis le début des persécutions autour de Mgr Beran à Prague seuls trois hommes se sont élevés (J. Cep, J. Boulier et J.-G. Saliège), les milieux intellectuels restent cependant concernés par le déroulement de l'affaire. Ne peut-on pas discerner derrière la répression tchécoslovaque des

⁴¹ Jean Boulier fit paraître un essai sur ses engagements politiques à la fin de l'année 1949. Cet ouvrage marque le point de départ de son entrée dans le communisme. Cf. Jean Boulier, *Un prêtre prend position*, Paris, Editions de Minuit, 1949, 80 p.

⁴² Né en 1870, il occupe le poste d'archevêque de Toulouse depuis 1929 avant d'être nommé cardinal en 1946. Durant la Seconde Guerre mondiale, il dénonça la politique raciale du gouvernement de Vichy.

⁴³ Jules-Géraud Saliège, *Lettre aux églises du diocèse de Toulouse*, février 1949, cité dans Rédaction, « L'Eglise et... », art. cité, p.566.

enjeux dépassant le domaine religieux ? Derrière la dénonciation de l'attitude du gouvernement Gottwald en matière religieuse, n'y a-t-il pas une critique générale du système politique faite par les intellectuels français ?

2.2.1. La religion, ciment universel des intellectuels ?

Rarement depuis la sortie de la guerre un tel événement de politique extérieure n'a concentré autant d'attention intellectuelle que la répression religieuse en Hongrie et en Tchécoslovaquie. L'intérêt des intellectuels fut-il suscité par le renvoi immédiat à l'intégrité humaine qu'implique le sentiment religieux ? Faire de la religion le moteur de l'intérêt suscité chez les intellectuels parce qu'elle implique un rapport à l'intime et à l'individu serait masquer les réalités de la mobilisation intellectuelle. Même si le procès Mindszenty fut relayé par l'ensemble des milieux intellectuels, les événements tchécoslovaques furent passés sous silence par *Les Temps Modernes* ou encore l'intelligentsia d'extrême-droite.

Pour beaucoup, la répression religieuse tchécoslovaque fut l'occasion de montrer les travers du stalinisme et l'étendue de l'oppression. Bien qu'étant avant tout engagé dans un combat religieux, Jean Cep profite de la parution de son article dans *Esprit* pour s'engager sur un nouveau terrain, jusque là non abordé par les intellectuels depuis le début des répressions. Il déclare :

« En outre, une tendance s'est manifestée clairement au ministère de l'Information tchécoslovaque et dans le Syndicat unique des écrivains : éliminer de la vie publique le plus grand nombre possible d'intellectuels catholiques, sous des prétextes divers. »⁴⁴

Jean Cep note l'urgence de l'intervention et de la mobilisation des intellectuels à l'égard des intellectuels tchécoslovaques. Le catholicisme des intellectuels opprimés en Tchécoslovaquie fait-il de la religion le ciment universel des intellectuels ? Toujours est-il que ce type de mobilisation d'intellectuels français envers des intellectuels étrangers est unique depuis l'arrivée de la vague répressive dans les démocraties populaires. La montée en puissance de la répression religieuse communiste a cependant contribué à interpellier les intellectuels français. La censure de la culture et de la diffusion religieuse en Tchécoslovaquie, notamment en Bohême, ne date pas de 1949 mais du début 1946⁴⁵. Plus de trois ans se sont écoulés entre le début de la censure intellectuelle et l'engagement des clercs français ce qui indique que ni le « coup de Prague », ni la rupture titiste n'ont permis de révéler la réalité culturelle en Tchécoslovaquie. Seul le conflit entre l'Eglise et l'Etat a permis aux intellectuels français de s'inquiéter du sort de leurs homologues orientaux.

Enfin, la réception des persécutions hongroises et tchécoslovaques trouva un écho dans la France intellectuelle grâce aux similitudes religieuses présentes dans ces divers pays.

⁴⁴ J. Cep, « La lutte religieuse... », art. cité, p.666.

⁴⁵ La répression à l'égard des intellectuels slovaques résidant en Bohême fut importante en 1946. Cette répression s'explique par la multiplication des manifestations anti-tchèques et anti-communistes visibles à Bratislava, Trnava et Banská Bystrica depuis l'exécution de l'ancien chef de l'Etat slovaque, Mgr Tiso. Deux anciens membres du gouvernement de Mgr Tiso, Ferdinand Dulcanski et Carol Sidor, prirent la tête d'un groupe d'intellectuels s'organisant en véritable résistance intérieure à la mise en place d'un gouvernement de Moscou.

Là où le « coup de Prague » et la rupture titiste n'étaient que des événements propres aux Etats concernés, la phase religieuse du schéma répressif stalinien suscita l'inquiétude des clercs français dans le sens où l'apparition de tels phénomènes pouvaient se matérialiser par le biais du PCF. La crainte d'une propagation de la répression religieuse à l'Europe occidentale est alors pensée et évoquée de manière pessimiste par Mounier dans *Esprit* :

« Si quelque œuvre satanique travaille en ce moment l'Europe, ne jouerait-elle pas deux cartes d'un coup, d'un côté la persécution, de l'autre, face à cette persécution, le durcissement sur la chrétienté occidentale d'une telle assurance collective que frappée d'aveuglement sur les conditions qui peuvent attirer sur elle la même foudre, elle ne prenne plus même soin de les réviser ?

Quand le conflit est déchaîné sans avoir été prévu, le drame est sans doute qu'il ne puisse se dérouler autrement. Prenons garde que demain, en Espagne, au Portugal... Chez nous aujourd'hui, nous pouvons du moins travailler à repérer ce nœud mortel et le dénouer à temps. »⁴⁶

Au fil des procès d'ecclésiastiques dans les démocraties populaires, la religion fut successivement perçue comme un enjeu majeur des relations internationales que les intellectuels se devaient de protéger (*Esprit* véhicule cette idée dès mars 1949) puis comme un moyen révélateur de la puissance répressive soviétique à l'Est. Si c'est par « l'entremise de la théologie que l'Histoire occupe une certaine place dans la vie intellectuelle du catholicisme »⁴⁷, il en est de même quant à l'importance religieuse dans l'Histoire de la vie intellectuelle française de cette année 1949.

2.2.2. Une Tchécoslovaquie idéalisée par l'intelligentsia communiste

Même si les répressions tchécoslovaques n'ont pas eu le même écho en France que les événements hongrois, elles furent toutefois autant délicates à gérer par l'intelligentsia du PCF. En effet, la volonté stalinienne de faire de la Tchécoslovaquie un modèle du communisme aux portes de l'Europe occidentale ne se fit pas sans difficultés. Passée sous influence soviétique par le biais du « coup de Prague », la Tchécoslovaquie reste aux yeux des intellectuels communistes une zone sensible et apparentée à une véritable poudrière, siège d'un danger potentiel :

« Seule exception : la Tchécoslovaquie. Seule de ces pays où les mots-clés : démocratie, parlement, syndicat, opinion publique avaient le même sens qu'en Occident. Nous aurions voulu qu'elle devienne une préfiguration de ce que seraient nos pays une fois débarrassés de leurs bourgeoisies : un modèle de démocratie avancée et de justice sociale, mais semblable à ce que nous rêvions. »⁴⁸

⁴⁶ J.-M. Domenach, E. Mounier, « Le procès... », art. cité, pp.565-566.

⁴⁷ Guy Bedouelle, *L'Histoire de l'Eglise : Science humaine ou théologie ?*, Paris, Mentha, 1992, p.2.

⁴⁸ D. Desanti, *Les Staliniens...*, op. cit., p.149.

La dénonciation de la répression religieuse par *Esprit* et *La Revue des deux mondes* ne fut pas reçue de la même manière que l'expérience hongroise. Consciente des erreurs religieuses de Mindszenty en Hongrie et de la gestion hasardeuse du catholicisme par les autorités ecclésiastiques de Budapest, les intellectuels communistes n'hésitèrent pas à entrer sur le terrain religieux dans le débat intellectuel, comme a pu le montrer l'intervention d'Yves Allain⁴⁹. Le cas tchécoslovaque ne permet pas une telle analyse. La répression religieuse à Prague est l'expression même d'une politique totalitaire de Staline. Là où les intellectuels communistes peuvent reprocher à Mindszenty sa volonté personnelle de puissance sur la Hongrie (reproche partagé par *Esprit*⁵⁰), leur argumentation se retrouve amputée à la vue de l'autoritarisme planant sur la condamnation de Mgr Beran.

La stratégie intellectuelle communiste fut d'esquiver le débat religieux au sujet des répressions de Prague pour préférer une vision idéalisée de la Tchécoslovaquie. Dès juin 1948, Suzanne Roubakine dresse un premier tableau de la nouvelle Tchécoslovaquie communiste dans *Europe* :

« A l'école, comme à l'usine ou à l'administration, les brigades de travail volontaire existent. (...) »

La jeunesse est intégrée dans la vie scolaire et dans l'ensemble de la vie politique. L'abaissement de l'âge électoral à dix-huit ans constitue une avancée considérable. »⁵¹

La Tchécoslovaquie fut successivement analysée par *Europe* et *Les Lettres Françaises* de juin 1948 à juin 1949. En analysant les champs d'entrée exploités dans l'analyse des différents articles, on se rend compte de la diversité des sujets traités : l'enseignement, le théâtre, le cinéma, la musique et l'art. Malgré cette variété, aucune mention du domaine religieux. Qu'en est-il de la situation religieuse en Tchécoslovaquie dans ces années 1948-1950 ? Tandis que dans le même temps, les intellectuels communistes français justifient l'effort entrepris par Moscou pour reconstruire une Hongrie où religion et Etat semblent cohabiter, aucune explication ne vient éclaircir le cas tchécoslovaque. Les clercs communistes ont saisi l'importance d'une dérive du débat intellectuel vers la question religieuse tchécoslovaque, question insoluble dans une quelconque tentative de légitimation de la répression stalinienne. Bien que moins médiatique, la répression religieuse en Tchécoslovaquie a su placer les élites communistes françaises dans une situation peu confortable. La querelle entre Jean Cep et l'abbé Boulier témoigne de la délicate gestion de l'affaire par le PCF. Disposant d'une crédibilité certaine avant l'affaire tchécoslovaque, la collaboration prononcée avec *Europe* et le Parti a valu à l'abbé Boulier de n'être qu'un instrument supplémentaire de la machine communiste⁵².

⁴⁹ Y. Allain, « Le mouvement des collèges... », art. cité.

⁵⁰ E. Mounier et J.-M. Domenach déclarent à ce sujet : « Le cardinal Mindszenty était plus que légitimiste. Le chef des catholiques était aussi ce seigneur féodal, grand propriétaire foncier, jadis plus réactionnaire que les Habsbourg eux-mêmes. » dans J.-M. Domenach, E. Mounier, « Le procès... », art. cité, p.565.

⁵¹ Suzanne Roubakine, « Tchécoslovaquie d'aujourd'hui », *Europe*, n° 30, juin 1948, p.137.

⁵² La parution de ses mémoires en 1977 traduit cette imbrication entre sa charge ecclésiastique et son attrait pour le communisme. Cf. Jean Boulier, *J'étais un prêtre rouge. Souvenirs et Témoignages*, Paris, Editions de l'Athanor, 1977.

3. L'influence du catholicisme sur l'intelligentsia française

3.1. L'élite intellectuelle française en 1949 : élite catholique ?

Témoignage Chrétien, La Croix, Clergé-Informations, Recherches et Débats, La Pensée Catholique, les revues et hebdomadaires catholiques foisonnent en cette année 1949 et jouissent d'un tirage conséquent à l'échelle de la presse française. A l'inverse, des revues comme *Socialisme ou Barbarie* voient le jour la même année. L'optique trotskiste et révolutionnaire de la revue exclut toute connotation religieuse et tranche avec la presse traditionnelle chrétienne. Entre revue catholique et revue révolutionnaire, quelle place a tenu le catholicisme dans le débat intellectuel des années 1948-1950 ? A-t-il influencé la perception des répressions à l'Est ? Sommes-nous en présence d'une intelligentsia sous influence dans la compréhension géopolitique du totalitarisme stalinien ?

3.1.1. Mounier et les répressions soviétiques à l'Est : une vision catholique de la situation

L'engagement d'*Esprit* face à l'implantation du stalinisme en Europe orientale est perceptible dès mars 1949. Dans son engagement en faveur de Mindszenty, la figure de Mounier se transforme. Au fil de l'analyse, ce n'est plus l'intellectuel mais le catholique qui s'exprime :

« Oh ! Rassurez-vous, âmes sensibles de la jeunesse chrétienne ! Il ne s'agit pas de gémir sur les fautes de l'Eglise. Il s'agit seulement de regarder l'histoire, et de la comprendre à temps pour en prendre les tournants sans catastrophes. Nous ne reprocherons pas à l'Eglise d'être liée par mille fibres aux réalités du temps : le christianisme est une religion incarnée, il a fait l'Europe, il a bien fait. Nous ne dirons pas : "Arrière les pouvoirs ! Arrière les civilisations !" (...)

Il fallait, pour être pleinement l'Eglise des hommes, que l'Eglise fût par quelque côté d'abord féodale, puis bourgeoise, comme il faudra qu'elle soit demain ce qui n'a pas encore de nom ni de visage, et passera à son tour. »⁵³

Une telle problématique en Hongrie implique-t-elle nécessairement une analyse religieuse ? Indiscutablement, mais la vision catholique du directeur d'*Esprit* ne se limite pas qu'au caractère religieux du phénomène répressif. En effet, le ton employé par Mounier dans l'éditorial⁵⁴ du numéro spécial de la revue consacré aux démocraties populaires (novembre 1949) est significatif. De nombreux collaborateurs d'*Esprit* se détachèrent d'une logique philocommuniste bien avant Mounier. Domenach⁵⁵ et Marabini⁵⁶ attaquèrent le PCF et le

⁵³ E. Mounier, J.-M. Domenach, « Le procès... », art. cité, p.565.

⁵⁴ Emmanuel Mounier, « De l'esprit de vérité », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.657-660. Voir texte intégral en Annexe I- A, pp.203-205.

⁵⁵ Jean-Marie Domenach, «Le Parti Communiste français et les intellectuels », *Esprit*, n° 155, mai 1949, pp.729-739.

⁵⁶ J. Marabini, « Budapest... », art. cité.

PCUS dans les colonnes de la revue dès mai 1949. Les articles de Mounier à l'égard du communisme restent hésitants, généralement compris entre une dénonciation de la répression et un attachement au marxisme ayant valeur de soupe de sécurité à l'égard du PCF. L'éditorial de novembre 1949 rompt avec les analyses précédentes. L'arrivée de F. Fejtö est-elle le seul motif d'un tel changement stylistique ? La condamnation violente du communisme relevable à l'automne 1949 peut également se lire sous l'angle religieux.

Le 13 juillet 1949, Pie XII, lors de son discours de canonisation d'Innocent XI, excommunia les communistes dans un but de « défense de la chrétienté ». La mise au ban des communistes par le Saint-Office permet à Mounier une libre parole dès l'été 1949.⁵⁷ Les contacts entre le Vatican et le monde communiste étant flous jusque-là, ne faut-il pas y voir les raisons de la retenue de Mounier ? La concordance entre les écrits de Mounier à la fin 1949 et les décisions vaticanes est flagrante. Face à la perception du danger communiste, Mounier reste-t-il un intellectuel catholique ou n'est-il pas davantage un catholique chargé d'une mission intellectuelle ? Quoiqu'il en soit, les positions intellectuelles de Mounier sur la question répressive à l'Est ne furent jamais en opposition avec le discours officiel de l'Église catholique durant l'année 1949. Ainsi, le durcissement du ton après l'été 1949 apparaît comme étant issu de la rencontre entre deux composantes essentielles : l'arrivée de François Fejtö et la condamnation vaticane.

3.1.2. Le rôle du Centre Catholique des Intellectuels Français (C.C.I.F.)

Les intellectuels profondément ancrés dans le catholicisme tels que François Mauriac ou Michel de Certeau s'organisèrent après guerre autour d'une structure baptisée Centre Catholique des Intellectuels Français.⁵⁸ La prise en compte de cette institution dans la compréhension des positions intellectuelles de l'époque est fondamentale. Dès 1946, la philosophie prit un essor considérable au sein du CCIF, ce qui amènera des personnalités comme Maurice Merleau-Ponty à intervenir⁵⁹. Ses interventions au CCIF se font quelques mois seulement avant la première réelle mobilisation de la rédaction des *Temps Modernes* sur la situation politique à l'Est. L'article majeur intitulé « Les jours de notre vie »⁶⁰, co-signé Sartre et Merleau-Ponty, fut-il influencé par une vision anti-communiste véhiculée au sein du CCIF dont Merleau-Ponty se serait imprégné ? L'analogie entre le CCIF et *Les Temps Modernes* n'est pas évidente, à l'inverse de l'engagement d'*Esprit* dans le combat catholique.

1949 semble être l'année de l'engagement religieux pour la revue de Mounier. Jamais depuis la création de la revue, l'intérêt pour la religion ne fut autant développé que durant ces années 1948-1950. La participation de Mounier aux débats internes à la structure se

⁵⁷ Mounier consacra une chronique à la décision du Vatican et prit ses distances avec le PCF, notamment vis-à-vis de Roger Garaudy. Ce dernier publia *L'Église, le communisme et les chrétiens*, livre totalement désapprouvé par Mounier. Une fois le décret de Pie XII établi, l'équipe rédactionnelle d'*Esprit* prit quelques libertés à l'égard du communisme. (Cf. Emmanuel Mounier, « Le décret du Saint-Office », *Esprit*, n° 158, août 1949, pp.305-314).

⁵⁸ Lire à ce sujet l'ouvrage de Claire Toupin-Guyot, préfacé par René Rémond, relatant l'Histoire du CCIF de sa création à son apogée. Cf. Claire Toupin-Guyot, *Les intellectuels catholiques dans la société française*, Rennes, PUR, coll. Histoire, 2002, 369 p.

⁵⁹ Maurice Merleau-Ponty, non-croyant, intervint deux fois au sein des séances du CCIF de l'année 1949.

⁶⁰ Maurice Merleau-Ponty, Jean-Paul Sartre, « Les jours de notre vie », *Les Temps Modernes*, n° 51, janvier 1950, pp.1153-1168. Voir texte intégral en Annexe I- B, pp.206-214.

multiplie⁶¹ au point que les collaborateurs d'*Esprit* se retrouvent intégrés au CCIF sous la forme de deux noyaux principaux. Un premier noyau constitué de Mounier, d'Etienne Borne, d'Albert Béguin et de Jacques Madaule voit le jour. Un second groupe dirigé par Jean-Marie Domenach et l'abbé Colin suivit.⁶² La condamnation du communisme par le CCIF date de 1948, date de la première visite de Mounier au CCIF. Flirtant encore avec le communisme jusqu'en mars 1949, la revue *Esprit* s'est-elle transformée par le biais du CCIF ? L'article « Le procès du cardinal Mindszenty »⁶³, premier éveil aux dangers du communisme à l'Est, outre le fait d'être rédigé par les deux principaux intellectuels de la revue, est aussi co-signé par ceux dont les visites au CCIF sont les plus fréquentes. De plus, le CCIF ne touche pas que les intellectuels catholiques. François Goguel, collaborateur d'*Esprit* et intellectuel protestant, fut amené à commenter durant l'année 1949 les résultats électoraux au sein de la structure. Même si aucune référence au CCIF n'est relevable dans les articles relatifs au stalinisme dans la revue *Esprit*, il est nécessaire de prendre en compte le nouvel intérêt suscité par la structure lors de l'année 1949, date fondamentale pour la revue dans son appréhension du phénomène répressif soviétique.

Sans prétendre discerner d'interactions directes entre le CCIF et la réception des répressions dans les démocraties populaires, sa puissance et son influence sur les intellectuels concernés par ces questions sont palpables. L'essentiel des intellectuels concernés par le phénomène répressif fut acteur du débat intellectuel au sein du CCIF en 1949.

3.2. Intelligentsia de droite et catholicisme

Notamment réunis autour de *La Revue de Paris* et de *La Revue des deux mondes*, l'intelligentsia de droite apparut comme le milieu intellectuel le plus concerné par les répressions religieuses soviétiques. Jusque là peu concernée par les événements diplomatiques de 1948 en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, l'élite de droite fit de l'oppression religieuse une de ses préoccupations de l'année 1949. Faut-il y voir une imbrication étroite entre la droite intellectuelle française et l'Eglise ? Sans toutefois dresser l'archétype d'une droite française ancrée dans le catholicisme⁶⁴, il convient d'analyser l'étroitesse des liens entre les deux parties. L'enracinement catholique de ces milieux intellectuels a-t-il été le moteur des choix thématiques des années 1948-1950 ?

⁶¹ Mounier participa à deux débats majeurs entre 1948 et 1950 et y fit à chaque fois une intervention. Une première prise de parole intitulée « La transcendance et la théologie négative » eut lieu le 22/11/1948 et une seconde intervention le 13/02/1950 l'amena à exposer son travail nommé « Nature et personne ». En 1949, il participa également à la Semaine des Intellectuels Catholiques (S.I.C.), rendez-vous annuel majeur de l'intelligentsia catholique.

⁶² Cette typologie est empruntée à Claire Toupin-Guyot dans Claire Toupin-Guyot, *Les intellectuels catholiques...*, *op. cit.*, p.82.

⁶³ E. Mounier, J.-M. Domenach, « Le procès... », art. cité.

⁶⁴ René Rémond insiste sur cette tentation fréquente d'assimiler les courants politiques de droite au catholicisme: « Faut-il donc conclure que religion et politique se confondent, et que catholicisme et droite, c'est tout un ? La connaissance du passé, la consultation de l'expérience et la considération de l'actualité viennent nuancer le caractère trop catégorique des conclusions que le raisonnement seul serait tenté de tirer de ces prémisses. » dans René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier, coll. Historique, 1982, p.409.

3.2.1. *La Revue des deux mondes* : caisse de résonance de l'anticommunisme de l'Eglise ?

Principal organe de presse de la droite intellectuelle, la revue s'engagea dans les répressions religieuses à l'Est de manière systématique dès janvier 1949. Le suivi de l'affaire Mindszenty de janvier à mars 1949 dans la revue de presse est unique dans le paysage intellectuel de l'époque. Durant quatre numéros successifs⁶⁵, *La Revue des deux mondes* présenta l'évolution du procès tout en prenant soin de diffuser la parole vaticane sur le sujet :

« Le soir de la condamnation du Cardinal Primat de Hongrie, l'*Osservatore Romano*⁶⁶ s'exprimait en ces termes :

Nous protestons de tout notre cœur d'hommes libres et de catholiques contre la condamnation du cardinal Mindszenty. Rien n'a été prouvé. Rien n'a été établi en ce qui concerne le prétendu complot de trahison et de menace contre la sécurité de l'Etat. (...)

Le cardinal Mindszenty est une des victimes de la lutte pour les libertés humaines et la plus essentielle de celle-ci : la liberté de l'esprit. Car si elle fait défaut, l'homme devient un esclave. »⁶⁷

Simple tour d'horizon de la presse internationale ou véritable relais du Vatican ? *La Revue des deux mondes* devient rapidement le lieu d'expression de l'Eglise. En publiant l'appel du cardinal Saliège, elle offre une tribune au monde catholique. De plus, il semblerait que la revue devienne progressivement le point de rencontre de l'Eglise catholique européenne. A l'inverse d'*Esprit* qui privilégie l'analyse du procès, *La Revue des deux mondes* dresse davantage un état des lieux de l'organisation et de la mobilisation des réseaux catholiques à travers l'Europe qu'elle ne dément l'accusation communiste. La première intervention de la revue à l'égard de l'arrestation de Mindszenty en est révélatrice :

« L'arrestation de Son Eminence le cardinal Mindszenty, primat de Hongrie, a soulevé l'indignation générale. Les cardinaux de Belgique, de Hollande, d'Angleterre, du Canada, du Portugal, d'Espagne, d'Italie ont protesté. »⁶⁸

Bien que précocement engagée dans la lutte contre le totalitarisme stalinien en matière religieuse, *La Revue des deux mondes* ne se pose cependant pas en modèle d'objectivité dans le traitement de l'affaire Mindszenty. La droite intellectuelle française se confond totalement avec le discours de Rome. Traité par le biais d'une revue de presse, le procès de Budapest n'est éclairé qu'à l'aide de références journalistiques issues du monde catholique. Très peu de titres d'hebdomadaires ou de revues autonomes en matière religieuse ne viennent éclairer la

⁶⁵ Du 15 janvier au 1^{er} mars 1949, la revue de presse est monopolisée par l'affaire hongroise. Hormis les débats relatifs au retour de Léopold III au trône de Belgique, aucun autre événement n'occupa une telle place dans la rubrique en 1949.

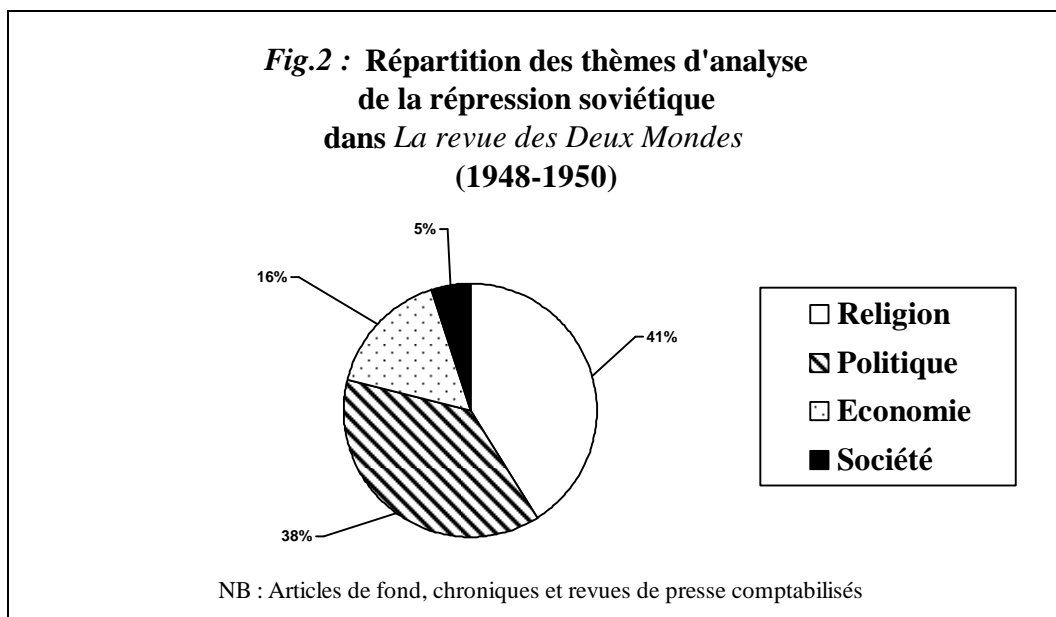
⁶⁶ Quotidien diffusé par le Saint-Siège. Il fut créé par Nicola Zanchini et Giuseppe Bastia. Sa première parution remonte au 1^{er} juillet 1861.

⁶⁷ Rédaction, « L'affaire... », art. cité, p.183.

⁶⁸ Rédaction, « L'Eglise... », art. cité, p.371.

situation présentée par la rédaction.⁶⁹ Face à *La Revue des deux mondes*, le milieu intellectuel d'*Esprit*, également mobilisé sur la question religieuse, semble bénéficier d'un avantage dans la démarche analytique des événements et dans sa compréhension. La recherche d'objectivité chez *Esprit* sur ces questions religieuses ne se retrouve pas dans les milieux intellectuels de droite, davantage tournée vers Rome que vers Prague ou Budapest.

En privilégiant l'interprétation des événements hongrois au schisme titiste, *La Revue des deux mondes* a révélé une profonde conscience religieuse dans son milieu intellectuel. D'une manière globale, l'analyse des thèmes d'entrée choisis par la revue pour traiter du phénomène répressif soviétique dans les démocraties populaires au cours des années 1948-1950 laisse entrevoir cette prédisposition idéologique au sein du comité rédactionnel.



3.2.2. La répression religieuse : un enjeu dépassant les frontières des démocraties populaires

Alliés indiscutables des déclarations vaticanes, les milieux intellectuels de droite firent des répressions religieuses à l'Est le sommet de l'expression stalinienne en 1949. Dépassant le cadre strictement oriental, ils s'attachèrent à mettre en corrélation la déchéance de l'Eglise hongroise à la déchéance de l'Eglise catholique universelle. Dès le départ, le procès Mindszenty prend des allures de procès de l'Eglise dans *La Revue des deux mondes* :

« Les circonstances de l'arrestation du cardinal sont regardées par les évêques, non pas comme étant du domaine des délits de droit commun, où les intérêts de l'Eglise ne sauraient se confondre avec ceux de leur chef, mais comme un aspect d'une persécution en face de laquelle la cause de leur chef ne

⁶⁹ L'affaire Mindszenty est successivement évoquée au travers d'analyses issus de *l'Osservatore Romano*, de *Clergé-Informations*, de *Wiener Tageszeitung* (journal du parti populaire catholique hongrois), de *Wiener Kurier* (organe de presse de l'Eglise hongroise) et de Radio-Vatican. *L'Aurore*, quotidien de droite profondément anti-communiste, est également cité. Seul *Combat* et *L'Epoque* sont présentés pour faire contrepoids aux journaux et revues issus du catholicisme ou de la droite traditionnelle.

fait qu'un avec celle de l'Eglise. On a beau brouiller les cartes, le jeu s'éclaircit. »⁷⁰

La condamnation du cardinal Mindszenty fut-elle orchestrée dans un but unique d'affaiblir l'Eglise catholique ? Même s'il est vrai qu'à travers Mindszenty, l'Eglise dans son intégralité est visée par la répression stalinienne, il semblerait que son arrestation soit avant tout celle d'un homme trop influent pour la mise en place du totalitarisme stalinien en Hongrie. Avant de viser l'institution cléricale, la police hongroise a voulu écarter du pouvoir la personne. *Esprit* met en évidence ce danger d'une éventuelle confusion :

« Nous le disons d'autant plus douloureusement que si l'Eglise a pu être humiliée dans cet homme, sa situation et sa conduite donnaient matière à la confusion et toute facilité à ses exploiters. »⁷¹

La Revue des deux mondes passe sous silence les dérives du cardinal Mindszenty (trafic de fausses devises notamment) afin d'en faire le martyr de l'Eglise catholique opprimée par le régime stalinien. Martyr de l'Eglise hongroise ou prélat usurpateur de la confiance d'un peuple ? Les positions adoptées par l'intelligentsia de droite dans cette vague répressive religieuse dépend en grande partie de la situation du cardinal de Budapest. Bien que coupable d'un certain abus de pouvoir au sein du système politico-religieux hongrois, son arrestation et sa condamnation relèvent cependant d'une logique totalitaire et répressive. Si les intellectuels de droite ont su fausser le débat en l'orientant vers une perspective visant à systématiser l'analogie entre répression d'un homme religieux et répression d'une institution, on ne saurait réduire la force avec laquelle la dénonciation fut menée.

Cependant, faut-il accorder à l'engagement de la droite intellectuelle le même statut que l'engagement des clercs d'*Esprit* dans cette bataille religieuse en Europe orientale ? Si la mobilisation d'une intelligentsia de droite est peu discutable⁷², elle n'est cependant pas comparable à l'analyse de Mounier et Domenach. Certes plus rapide et spontanée, la dénonciation de *La Revue des deux mondes* n'est en aucun cas le fruit d'une dialectique propre et interne aux milieux de droite. La répression n'est considérée qu'au travers d'une revue de presse tandis qu'*Esprit* fait du procès Mindszenty l'article majeur de sa rubrique intitulée « Journal à plusieurs voix », rubrique régulière consacrée aux principaux événements contemporains de la rédaction. Différences de tons et différences de style font de *La Revue des deux mondes* et d'*Esprit* deux modèles de dénonciation de la répression religieuse dans le paysage intellectuel français, certes, mais deux modèles n'évoluant pas sur le même plan et les mêmes choix rédactionnels.

Point essentiel de l'engagement des clercs dans la lutte antistalinienne des années 1948-1950, le procès Mindszenty a permis de réveiller des consciences peu concernées par

⁷⁰ Rédaction, « Les prétendus aveux du primat de Hongrie », *La Revue des deux mondes*, 01/02/1949, p.565.

⁷¹ J.-M. Domenach, E. Mounier, « Le procès... », art. cité, pp.564-565.

⁷² Certains intellectuels de droite occultèrent cependant l'analyse religieuse de la Hongrie dans leur réflexion sur la stalinisation de l'Europe de l'Est, à l'image de Raymond Aron qui n'évoqua l'affaire Mindszenty qu'en décembre 1952 dans Raymond Aron, « L'orthodoxie à laquelle on ne croit pas », *Le Figaro*, 10/12/1952.

les événements yougoslaves de juin 1948. Bien plus que Tito, le sort du cardinal Mindszenty a soulevé les premières questions des méthodes staliniennes en dehors du territoire soviétique. L'ensemble de la classe intellectuelle mobilisée, l'embracement du débat entre un Mounier rompant peu à peu avec la bienveillance communiste exprimée jusque-là et une intelligentsia communiste durcissant un discours au monolithisme ravageur, autant d'éléments pour saisir à quel point le procès de l'ecclésiastique hongrois eut un rôle majeur dans la perception du stalinisme en France, rôle trop souvent délaissé dans l'historiographie sur la période.

CHAPITRE 3 : La valse des procès : entre révélations et désinformations

De l'affaire titiste aux condamnations des principales figures de l'autorité religieuse en Europe orientale, Staline a démontré l'étendue de l'influence de sa politique à l'est du rideau de fer. Cependant, que ce soit le cas particulier de l'incident diplomatique avec Tito ou qu'il s'agisse de la réduction du rôle de l'Eglise, aucun incident ne toucha les démocraties populaires avec la force répressive mise en place dans le cadre des procès politiques. La « tactique du salami » prônée par Moscou toucha l'ensemble des démocraties populaires, sans exception¹.

Le procès politique exercé par le régime stalinien relève de deux particularismes fondamentaux. Il convient de distinguer dans l'immédiat après-guerre les procès relevant des accusations à l'encontre des alliés non communistes et les procès répondant à la liquidation des dirigeants communistes nationaux. Ce sont ces derniers que nous devons intégrer à l'analyse d'une réception intellectuelle française des répressions soviétiques. Dès juin 1948, la peur d'une contagion du titisme à l'ensemble des démocraties populaires conduisit l'administration stalinienne à pratiquer une véritable épuration des différents partis communistes nationaux.

Héritière des procès de Moscou, la mise en place de procès spectaculaires, de 1948 en Roumanie jusqu'à la fin décembre 1949 en Bulgarie, fut l'occasion pour l'intelligentsia de s'affirmer définitivement sur la question soviétique. La médiatisation des procès Rajk à Budapest et Kostov à Sofia enflamma le débat intellectuel engagé depuis la rupture yougoslave et sortit du silence quelques clercs plongés dans un mutisme profond sur les dérives staliniennes à l'Est. Y a-t-il une linéarité du discours des élites françaises depuis la rupture titiste jusqu'au procès Kostov ? Comment la multiplication des procès fut-elle appréhendée ? La mobilisation face aux procès politiques n'est-elle pas le point final de l'engagement ? Les procès politiques à l'Est n'ont-ils pas définitivement tracé le contour du paysage intellectuel français dans sa perception du communisme stalinien ?

L'accélération des procès politiques de 1948 à 1950 fut l'occasion de saisir un tableau atypique des milieux intellectuels français, partagés entre engagement total et lutte particulariste. Tous concernés par les répressions politiques à l'Est, les intellectuels firent des procès à l'Est tantôt le lieu d'un combat répondant à l'engagement intellectuel par excellence, à savoir l'engagement au nom de la cause universelle qu'est la liberté, tantôt le théâtre d'une mise en avant personnelle. Fer de lance de la défense de l'intégrité humaine ou instrument de maîtrise du débat pour le pouvoir intellectuel, le procès politique secoua les clercs français sans toutefois remettre en question leur volonté d'engagement.

¹ Le cas polonais reste cependant particulier. Le remplacement de Wladislaw Gomulka par Boleslaw Bierut en 1948 n'aboutit pas à un procès comme dans les autres démocraties populaires. Il n'y eut pas de procès politiques polonais à grande échelle. La thèse retenue par Andrzej Paczkowski, vice-directeur à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences, évoque l'éventualité d'une mésentente entre Bierut et Staline sur le sort de Gomulka. Cf. Andrzej Paczkowski, « L'autre Europe victime du communisme : Pologne, la "nation-ennemi" », *Le livre noir...*, *op. cit.*, p.417.

1. Le procès Rajk, ou l'affirmation définitive des passions intellectuelles

1.1. François Fejtő, pont intellectuel entre Budapest et la rive gauche parisienne

Lazlo Rajk, ministre hongrois des affaires étrangères et homme fort du Parti communiste magyar, fut arrêté le 18 juin 1949. Ancien des Brigades internationales en Espagne, Rajk est accusé de trahison envers l'Etat hongrois, trahison établie au profit du titisme. Bien que n'étant pas le premier dirigeant communiste à être arrêté par les services staliniens dans les démocraties populaires², son procès constitua un événement majeur, symbole par excellence de l'exercice répressif soviétique en Europe orientale. L'arrivée d'un homme, François Fejtő, au sein de la rédaction d'*Esprit* changea la donne et la perception de la situation à l'Est, non seulement dans la revue de Mounier mais également dans l'ensemble des milieux intellectuels français. Né en 1909 à Budapest, ce journaliste social-démocrate hongrois, ami intime de Rajk et conseiller culturel de l'ambassade hongroise à Paris en 1949, jeta le trouble dans l'intelligentsia française, en publiant un article dénonciateur intitulé « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » dans les colonnes d'*Esprit*³. Entrelacement de réseaux intellectuels et exacerbation des passions se confondent à l'ouverture du procès Rajk à l'automne 1949, qui annonce une ère nouvelle dans l'appréhension du stalinisme.

1.1.1. L'impact de « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » sur l'intelligentsia française

La parution d'un tel article, véritable réquisitoire contre le communisme stalinien, suscita de vives réactions dans les milieux intellectuels français. Tout au long de son analyse, F. Fejtő reprend point par point chaque détail de l'arrestation et de la condamnation de Lazlo Rajk en tentant d'apporter au lecteur un éclairage sur le caractère arbitraire de la condamnation. Pour l'auteur, la condamnation précède le procès, comme dans tout procès politique stalinien. De ce « héros » condamné au nom du stalinisme, F. Fejtő fait le moteur d'une nécessaire prise de conscience des intellectuels français. La montée en puissance du ton antistalinien dans son article le conduisit à faire du procès Rajk un événement décisif dans la conception et la compréhension du Monde quelques semaines après sa parution :

« En parlant du procès Rajk, j'ai dit que si seulement un des accusés de Budapest, en comprenant le vrai sens du procès, avait déjoué la ruse de ses persécuteurs en criant la vérité à la figure des juges, la face du monde, tout l'aspect de l'histoire contemporaine aurait changé. »⁴

² De nombreux cas sont antérieurs à l'arrestation de Rajk. Les emprisonnements de Lucretiu Patrascanu à Bucarest en février 1948 et de Koci Dzodze à Tirana en mars 1949 sont parmi les plus marquants.

³ François Fejtő, « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.690-751.

Cet article, plus longue analyse de l'année 1949 parue dans *Esprit* (61 pages), est en fait la compilation des premiers chapitres d'un livre que F. Fejtő souhaitait consacrer au procès Rajk intitulé *Le Procès Rajk, ou le Mal du Communisme*, mais qui ne vit jamais le jour.

⁴ *Idem*, « De l'affaire Rajk à l'affaire Kostov », *Esprit*, n° 163, janvier 1950, p.147.

Propos dans la lignée de « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », le renchérissement de l'accusation antistalinienne lors du procès Kostov⁵ fit de F. Fejtö le nouvel intellectuel de référence de la répression soviétique dans les démocraties populaires. La mise en avant soudaine de ce journaliste hongrois (l'article d'*Esprit* est sa première publication importante dans le monde intellectuel français⁶) n'a-t-elle pas précipité le débat intellectuel ? Comment les élites françaises se sont-elles positionnées face à cet hymne antistalinien ?

Trois milieux intellectuels réagissent simultanément à la condamnation de Rajk dans leur numéro respectif du mois de novembre 1949 : la gauche indépendante par le biais d'*Esprit* et, dans une moindre mesure des *Temps Modernes*, les intellectuels communistes et enfin l'extrême-droite. L'intervention de Pierre Daix dans *La Nouvelle Critique* fait écho à l'article de F. Fejtö dans *Esprit*. Bien que parus au même moment, les deux articles ne doivent pas être perçus comme deux analyses indépendantes mais comme un véritable duel d'opinions. En effet, le PCF fut informé de la parution d'un article relatif au procès Rajk dès le début d'octobre 1949. Pierre Courtade eut une entrevue avec Mounier durant laquelle il lui révéla que « Fejtö était un ancien fasciste, agent de la police hongroise et collabo ». ⁷ La parution de l'article de Pierre Daix se fait donc en connaissance de cause. L'éventualité d'un silence de F. Fejtö sur l'affaire Rajk n'aurait certainement pas débouché sur la rédaction aussi rapide d'un article de la part des intellectuels communistes. ⁸ Il n'y a donc pas d'engagement spontané dans l'affaire Rajk de la part des intellectuels communistes comme peut le laisser sous entendre l'article de Daix. La position communiste se tourne une fois de plus du côté de l'effort de paix entrepris par le communisme soviétique et les intellectuels français exhibé au travers de l'affaire Rajk :

« Tito est maintenant dans l'autre camp. Définitivement. Le procès Rajk est une mise au jour plus complète de sa trahison, des raisons aussi qui font qu'il ne peut plus sortir de sa trahison. (...) »

Et en ce sens, la vigilance de la démocratie hongroise est un grand service rendu à la cause de la paix. Elle a permis de voir le véritable visage de l'agresseur et d'être mieux armé pour le combattre.

Il y a là, enfin, une nouvelle preuve des immenses services rendus aux peuples du monde par le parti communiste bolchevik de l'U.R.S.S., par Lénine et par Staline qui l'ont édifié, conduit à travers les plus dures épreuves à la victoire et en ont fait cet instrument incomparable de développement et d'épanouissement de l'humanité. » ⁹

⁵ Traïcho Kostov occupait le poste de secrétaire du Comité central bulgare.

⁶ Cependant, *Esprit* avait déjà évoqué son nom et vanté ses mérites d'écrivain dès septembre 1949. Sa collaboration et sa rédaction de l'introduction de l'ouvrage collectif célébrant le centième anniversaire de 1848 intitulé *1848 dans le Monde : Le printemps des peuples* et paru aux Editions de Minuit fut remarqué par le cercle éditorial de la revue. (Cf. Jacques Madaule, « Le centenaire de 1848 », *Esprit*, n° 159, septembre 1949, pp.472-480).

⁷ *Idem*, *Mémoires...*, *op. cit.*, p.214.

⁸ Le silence des intellectuels communistes sur les procès non dénoncés par les clercs non communistes est le parfait exemple d'une élite n'agissant qu'en terme de contre-attaque.

⁹ Pierre Daix, « Le procès Rajk, les partis communistes et la paix », *La Nouvelle Critique*, n° 10, novembre 1949, p.37.

Face à cette acceptation des décisions de Moscou de la part des intellectuels communistes et la consommation d'une rupture avec le Parti chez les clercs d'*Esprit*, Jean-Paul Sartre et *Les Temps Modernes* s'engagent de manière feutrée et implicite durant ces mois d'octobre et novembre, par le biais de Merleau-Ponty. Contrairement à l'engagement classique diffusé dans des analyses politiques de la situation, il dénonce la dérive russe au travers d'un article littéraire consacré ce mois-là à Machiavel. A travers un retour sur l'œuvre de l'auteur italien, il revient sur l'histoire décadente du communisme depuis l'éveil des théories marxistes, avec comme points noirs de ce siècle la révolte de Cronstadt et la prise en main du parti par Staline.¹⁰ Hasard éditorial ou résultat d'un choix réfléchi ? Dénonciation d'un procès machiavélique ou simple mise en relation du modèle gouvernemental proposé par l'auteur italien et la gestion du pouvoir soviétique ? Quoi qu'il en soit, si dénonciation il y a au sein des *Temps Modernes*, elle se fit davantage par le biais de Roger Stéphane. Auteur de la revue de presse, il fait de l'affaire Rajk le point central de sa chronique et dénonce, au-delà de la mise en évidence de l'absurdité du procès, une incohérence du système soviétique dans son ensemble :

« Plusieurs mois avant son arrestation on lui¹¹ avait retiré le ministère de l'Intérieur pour lui confier le ministère des Affaires étrangères. Voilà qui donne à réfléchir sur l'importance réelle des ministères des Affaires étrangères des démocraties populaires : n'importe qui, même un suspect, peut donc accéder à la direction de la diplomatie. Doit-on conclure que ces fonctions sont fictives ? »¹²

Un pas de plus est franchi dans l'engagement chez R. Stéphane. Sa revue de presse est exclusivement basée sur la contestation des articles parus dans *L'Humanité* et *Les Lettres Françaises*, à l'inverse de celle consacrée à l'affaire Mindszenty où *L'Aurore* et *Le Figaro* sont critiqués. Un rejet virulent du communisme stalinien s'exprime au sein des *Temps Modernes* grâce à R. Stéphane.

Dans le même temps, les intellectuels d'extrême-droite livrent une analyse beaucoup plus critique du procès Rajk. Le temps ne semble plus être à l'apitoiement sur le sort des accusés, comme il a pu être reproché à F. Fejtö, mais bel et bien au sens pris par de telles condamnations. Pour l'intelligentsia d'extrême-droite, l'union et la cohésion de l'Europe sont menacées par les procès dans les démocraties populaires. *Les Ecrits de Paris* décrivent un danger dépassant le cadre européen, un danger planant sur un monde étant en passe d'être contrôlé par Moscou. L'analyse de la situation s'avère être systématique et sans nuances, allant jusqu'à l'extrême : le terme d'« épuration »¹³ est employé de manière récurrente au sujet de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, de l'Albanie et de la Pologne. Il s'agirait là d'un véritable complot communiste à l'échelle internationale. Seule revue à aller aussi loin dans la prise de position à l'égard des procès des démocraties populaires, *Les Ecrits de Paris* profitent de l'engouement intellectuel autour du procès Rajk pour livrer une vision

¹⁰ Maurice Merleau-Ponty, « Note sur Machiavel », *Les Temps Modernes*, n° 48, octobre 1949, pp.577-593.

¹¹ Il s'agit ici de Lazlo Rajk.

¹² Roger Stéphane, « Le cours des choses », *Les Temps Modernes*, n° 49, novembre 1949, pp.957-958.

¹³ Jacques Chastenet, « ...Et vous délibérez ! », *Les Ecrits de Paris*, n° 61, novembre 1949, p. 60.

apocalyptique de la situation générée par l'URSS, vision qui avait pu être constatée par les milieux intellectuels résistants au regard des dérives pétainistes de 1940-1941.

L'article de François Fejtö a contribué à exacerber les passions intellectuelles autour des questions de la répression à l'Est en obligeant implicitement chaque milieu à se repositionner dans le débat. Dès novembre 1949, on constate un engagement intellectuel ne gravitant plus autour de la demi-mesure et du positionnement approximatif mais s'affirmant dans ses choix, ses pensées et ses motivations. Seul le silence de Sartre visible depuis la crise yougoslave et perdurant pendant les procès reste atypique. Sartre se détache d'un modèle intellectuel qui a pu se dessiner de juin 1948 jusqu'à l'article de F. Fejtö qui consiste à s'engager en fonction des prises de positions des milieux intellectuels opposés et à se redéfinir constamment sur l'échiquier de la pensée. Sartre se détache du débat intellectuel sur ce sujet et apparaît être comme le seul clerc autonome, à l'image d'un Raymond Aron, sur ces questions.¹⁴

1.1.2. Fejtö, médiateur idéal entre les intellectuels communistes et le reste des élites françaises ?

Installé en France depuis 1938, François Fejtö semble être le médiateur idéal capable d'éclairer de manière neutre les querelles suscitées par le phénomène répressif. Bien qu'ami de Lazlo Rajk, il n'a jamais adhéré au parti communiste hongrois et paraît détaché de la doctrine marxiste¹⁵. Comment expliquer une telle défense à l'égard d'un adversaire politique chez un homme où la politique répond à une véritable vocation et pouvons-nous mesurer l'impact de l'article paru dans *Esprit* chez les intellectuels communistes ? La scission de Cassou et Vercors en décembre 1949 ne peut résulter uniquement de la dénonciation de Fejtö. Cependant Edgar Morin reconnaît que l'article eut son importance dans la prise de conscience :

« Si je reste à jamais marqué par le procès Rajk, ce n'est pas seulement parce qu'il fut le premier de la nouvelle série et qu'il fut éclairé par le témoignage de Fejtö, mais parce que je découvris quelque chose de monstrueusement obtus et rusé au noyau même de ce qui était pour moi la vérité du parti. »¹⁶

¹⁴ La parution de son ouvrage *Les guerres en chaîne* en 1951 laisse penser que Raymond Aron fut un spectateur attentif des répressions soviétiques en Europe orientale durant les années 1949-1950. L'expansion du stalinisme à l'Est est perçue comme un véritable danger : « La soviétisation de l'Europe centrale et orientale, l'organisation des guerres civiles aux quatre coins de la planète, les campagnes contre la Grèce, la Yougoslavie et la Corée d'une part, le rapide désarmement américain en 1945-1946, le plan Marshall de l'autre, me paraissent, entre d'autres, des preuves suffisantes du contraste entre un empire conquérant et une démocratie pacifique amenée malgré elle à prendre en charge la moitié du monde. » dans Raymond Aron, « Lettre en réponse aux "Guerres sans chaîne" », *Le Monde*, 22 octobre 1951, cité dans Nicolas Baverez, *Raymond Aron*, Paris, Flammarion, 1993, p.257.

De plus, le thème des répressions soviétiques fut le quatrième champ d'étude le plus exploité par Aron (9 % des articles y sont consacrés) après l'étude de la politique américaine (33 %), des prémices de la construction européenne (21 %) et du devenir de l'Allemagne (10 %).

¹⁵ Ses critiques à l'égard de la doctrine marxiste-léniniste lui valurent un an d'emprisonnement à Budapest durant ses années universitaires.

¹⁶ E. Morin, *Autocritique*, op. cit., p.124.

N'étant pas l'unique explication d'un réveil intellectuel de la part de quelques intellectuels communistes, l'article de Fejtő y contribua cependant. Comment expliquer l'impact d'une telle dénonciation ? Pourquoi la remise en cause du procès Mindszenty par Mounier quelques mois plus tôt n'eut pas un tel retentissement ?

Deux composantes semblent expliquer une telle ferveur autour de l'article. La première s'explique par la nature même du procès. Là où la défense de Mindszenty pouvait s'expliquer par une défense des libertés cléricales et une volonté de libre expression de la religion en Hongrie, la défense de Rajk se pose en terme politique et idéologique. Mindszenty apparut aux yeux de l'intelligentsia française comme une victime du communisme, Rajk, lui, fut un martyr du stalinisme. En prenant la défense d'un communiste, Fejtő ne pose pas le problème de la répression soviétique en tant que dérive communiste sur la sphère des démocraties populaires mais en tant que machination stalinienne. Pour la première fois de manière explicite, communisme et stalinisme apparaissent comme antagonistes, l'un loué, l'autre voué aux gémonies.

La seconde donne essentielle repose sur la personne même de Fejtő. Bien que résidant en France depuis 1938, il n'a toujours pas bénéficié de la naturalisation française en 1949.¹⁷ Le témoignage d'un intellectuel hongrois sur un procès se déroulant en Hongrie peut difficilement s'avérer contestable. La nationalité du témoin donne du poids à la validité de l'article, de plus que Fejtő fut un des rares intellectuels non communistes à avoir assisté au procès. Le procès Rajk voit donc un intellectuel non communiste évoluer sur le même terrain que les intellectuels du parti, qui plus est bénéficiaire de l'avantage linguistique¹⁸. Les intellectuels communistes n'ont plus le monopole de l'information sur la situation à l'Est. Depuis le procès Kravchenko, *Les Lettres Françaises* se bâtissent un prestige reposant sur la reproduction complète des sténogrammes des différents procès. Le procès Rajk¹⁹ eut le sien, entrecoupé de titres évocateurs entre les diverses parties du jugement. Cela dit, Fejtő, lors de ses références au procès dans *Esprit*, renvoie au sténogramme, mais ne porte en aucun cas crédit aux *Lettres Françaises*. Il évoque systématiquement le sténogramme publié par le journal socialiste hongrois *Népszava* dont il fut le collaborateur. Il y a donc une volonté de la part de Fejtő de porter un éclairage non communiste sur la réalité du procès Rajk, en mettant en exergue la validité de son témoignage par le biais de sa connaissance incontestable du terrain politique hongrois. La persistance d'une identité nationale dans le crédit porté au témoignage intellectuel est une facette importante des méthodes mises en œuvre par les élites françaises dans la perception du phénomène répressif. Dès les premières secousses de la répression religieuse à l'Est, *La Revue des deux mondes* s'engagea au travers d'un témoignage de Mgr Joseph Horvath, président du Mouvement populaire hongrois de Défense de la Civilisation chrétienne.²⁰ La recherche du témoin parfait constitua pour les milieux

¹⁷ Demandé en juillet 1949, son processus de naturalisation auprès des autorités françaises n'aboutit qu'en 1955. La lenteur de cette naturalisation n'est pas exceptionnelle pour l'époque. A titre comparatif, la demande de naturalisation du caricaturiste polonais Tim, demandée en 1937, n'aboutit qu'en 1947.

¹⁸ La suppression de la traduction au moment des aveux de Rajk et Kostov fut employée par les tribunaux de Budapest et de Sofia. Dominique Desanti, ne parlant pas la langue, suivit l'intégralité du procès Kostov en transposant ses connaissances en russe sur le bulgare parlé par l'accusé.

¹⁹ A. Wurmser, « Compte rendu... », art. cité, p.1.

²⁰ Rédaction, « L'affaire... », art. cité, p.183.

intellectuels un enjeu primordial dans l'appréhension de ces réflexions et *Esprit* semble l'avoir trouvé en la personne de F. Fejtö.

1.2. Au-delà du procès Rajk : la mise en place d'une guerre intellectuelle

La bombe lâchée par François Fejtö en novembre 1949 bouleversa les schémas de pensée d'une majeure partie des intellectuels français en précipitant inévitablement leur engagement. Au-delà de « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » et du procès Rajk, l'automne 1949 mit en évidence des structures intellectuelles jusque-là non révélées dans la perception des répressions soviétiques. En effet, le procès Rajk fut le lieu d'expression privilégié des réseaux intellectuels et des tractations stratégiques. Comment expliquer, par le biais d'un article et d'un procès, ce déploiement de l'ensemble des moyens dont disposent les intellectuels français ? Le procès Rajk serait-il le point d'amorce d'une guerre intellectuelle en germe depuis la crise yougoslave ?

1.2.1. Le temps de l'engagement : temps du réseau intellectuel

L'arrivée de François Fejtö dans le cercle éditorial d'*Esprit* en 1949 fut remarquée tant elle véhicula un nouveau cheminement de la pensée intellectuelle. F. Fejtö est-il simplement l'intellectuel hongrois exilé ayant trouvé refuge chez Mounier ou est-il le porte-parole d'un groupe d'intellectuels silencieux mais déjà organisés avant novembre 1949 ? A en croire les différents témoignages, l'article paru dans *Esprit* ne fut pas héritier d'une virulence spontanée issue du verdict du tribunal de Budapest le 24 septembre 1949 mais fut la conclusion d'une réflexion entreprise dès l'arrestation de Rajk :

« Mon ami Fejtö travaillait au Bureau d'information de l'ambassade hongroise. (...)

Un jour de juillet, Fejtö m'appela de toute urgence par téléphone. (...) Fejtö, seul dans un bureau, le visage décomposé, commença un discours pour moi incohérent où je compris seulement : "C'est épouvantable". (...) Plusieurs membres de son ambassade avaient reçu un télégramme de rappel et avaient été arrêtés à l'aérodrome de Budapest. Lui-même venait de recevoir un télégramme le rappelant dans les vingt-quatre heures. »²¹

Les rapports d'amitié entre un intellectuel communiste (ici Morin) et un intellectuel non communiste (Fejtö) forment un premier lien caractéristique de la diversité du paysage intellectuel français. Au-delà de cette première approche plaçant l'amitié au centre des rapports entre intellectuels d'horizons différents apparaît la notion de « réseau intellectuel », parfaitement visible durant le cheminement de F. Fejtö. Malgré l'engagement personnel relevable tout au long de « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale »²², il ne suffit

²¹ E. Morin, *Autocritique*, op. cit., p.122.

²² L'emploi abusif du pronom personnel « je », la récurrence d'un champ lexical faisant appel au sentimentalisme individuel et l'implication de l'auteur en tant qu'individu et non pas en tant que journaliste sont les points marquants de l'article dans le cadre d'une analyse purement stylistique.

pas à camoufler le réseau intellectuel réuni derrière lui. La parution de l'article ne résulte pas d'un rapport d'intellectuel à intellectuel entre Fejtö et Mounier mais est le fruit de nombreux collaborateurs. En effet, Fejtö reçut différentes aides de la part d'intellectuels français pour mener à bien la parution de ce qui, pour eux, était dès le départ du projet, le détonateur essentiel capable d'enrayer l'aveuglement d'une partie de l'intelligentsia. Deux identités intellectuelles se détachent de ce qui convient d'appeler le « réseau Fejtö » : les soutiens moraux et les collaborations d'ordre pratique. Dans un premier temps, deux intellectuels s'avèrent décisifs dans l'entreprise de Fejtö. Gilles Martinet²³ et Roger Stéphane, collaborateur aux *Temps Modernes*, sont les premiers soutiens du nouveau journaliste d'*Esprit*. Points d'appuis moraux, ils constituent à eux trois la base du réseau. Par le jeu des connaissances, Fejtö, Martinet et Stéphane mobilisèrent alors les moyens nécessaires à la diffusion de leur révélation sur la situation en Hongrie. Quelques semaines avant la parution de l'article dans *Esprit*, F. Fejtö fit une intervention résumant les grandes lignes de sa pensée sur le procès Rajk à l'Agence France-Presse (AFP)²⁴ grâce au soutien de son secrétaire général, Claude Roussel²⁵. La diffusion de la pensée de Fejtö ne se limite pas à cette intervention. C'est à la suite de cette intervention à l'AFP que la notion de « réseau Fejtö » prend tout son sens. Le partage d'opinion et de pensée entre Martinet, Stéphane et Bourdet²⁶ conduisit ce dernier à publier l'intervention de Fejtö dans *Combat*, quotidien issu de la Résistance, sous sa direction. Se posent alors les questions des relations entre Sartre et Stéphane sur la perception de la situation à l'Est. F. Fejtö n'est-il pas le prétexte idéal pour Stéphane de faire entendre sa voix sur la situation derrière le rideau de fer ? Stéphane n'a-t-il pas été victime de l'emprise sartrienne sur la rédaction des *Temps Modernes* ? A côté de cela, les interventions de Fejtö sont massivement relayées en marge du procès de Budapest :

« Je continuai, jour après jour, à commenter le déroulement du procès, relevant les contradictions des "aveux spontanés", leurs absurdités, notamment dans le *Franc-Tireur* de Georges Altmann et Charles Ronsac, *Le Populaire* de Robert Verdier, le *Combat* de Bourdet. Un jeune étudiant boursier du gouvernement hongrois, Gabriel Farkas, communiste ébranlé par l'affaire Rajk, m'aida efficacement. »²⁷

Ainsi se dessine une imbrication complexe d'un réseau naviguant entre la Hongrie et la France, bénéficiant de solides appuis à Budapest, par le biais de Farkas²⁸, comme à Paris, grâce à quelques figures intellectuelles.²⁹

²³ Né en 1916, Gilles Martinet entra au Parti Communiste en 1933 avant de le quitter à la suite des Procès de Moscou en 1938. Il devint le premier rédacteur en chef de l'AFP le 20 août 1944 en reprenant l'Office Français d'Information (O.F.I.) instituée par Pierre Lazareff, directeur de la rédaction de *France-Soir*. Il quitta l'agence en 1948. Issu du milieu trotskiste, il participa à la *Revue Internationale* de 1945 à 1950 aux côtés de Pierre Naville.

²⁴ François Fejtö rédigea ses premiers articles français à l'AFP. Ses relations et sa collaboration au sein de la structure ont favorisé la diffusion de son intervention, notamment par le biais de Gilles Martinet.

²⁵ Les liens noués avec Claude Roussel datent de la Libération. Fejtö participa à la collaboration de la revue *Cahiers Internationaux*, dirigée par Roussel.

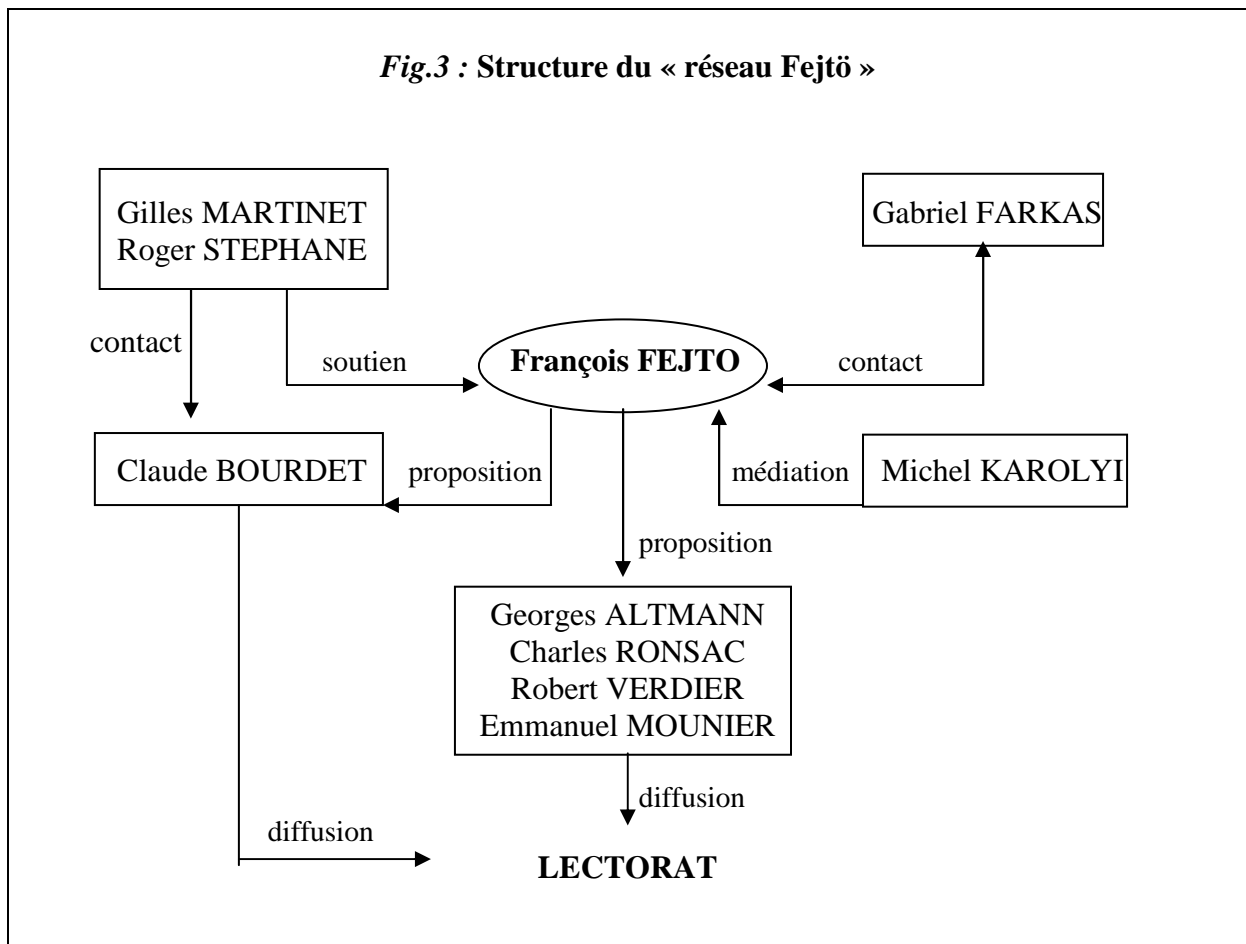
²⁶ Cette concordance d'opinion amena les trois intellectuels à fonder la revue *L'Observateur* en 1950.

²⁷ F. Fejtö, *Mémoires...*, op. cit., p.211.

²⁸ Il conviendrait de rajouter le nom de Michel Karoly, ambassadeur de Hongrie en France, au nom des soutiens issus des milieux hongrois. Il eut une influence majeure dans la perception de l'affaire Mindszenty, et implicitement dans l'engagement de Fejtö dans l'affaire Rajk : « J'étais convaincu que le procès serait le prélude

L'article de Fejtö dans *Esprit* n'est pas une entreprise solitaire. Il ne faut pas voir en F. Fejtö le libérateur des consciences, le sauveur de l'intelligentsia française dans la compréhension de la politique stalinienne. La parution de son article est le fruit d'une mobilisation collective d'intellectuels dans un souci d'éclaircissement politique. Le réseau intellectuel exprime au regard du succès de l'article de Fejtö toute son importance dans le jeu diplomatique international. Fejtö lui-même s'étonna que des personnalités engagées avant lui dans le combat antistalinien, comme Arthur Koestler, Victor Serge ou Manès Sperber, n'aient pas profondément changé l'opinion des intellectuels français. L'absence d'un réseau intellectuel aussi développé que celui dont disposa Fejtö peut en partie éclairer son questionnement.

Fig.3 : Structure du « réseau Fejtö »



d'une bolchevisation complète de la Hongrie. N'était-il pas trop tôt pour quitter le navire ? Karoly me demanda de patienter, d'attendre un autre prétexte que l'affaire Mindszenty, le cardinal n'étant pas un personnage avec lequel on devait se solidariser. » dans *Ibid.*, p.201.

Ses liens avec les milieux intellectuels hongrois ne furent pas rompus à la suite de son arrivée en France. En tant que fondateur et codirecteur (avec Attila Jozsef) de la revue antifasciste *Szép Szô* (revue hongroise à faible tirage : 750 abonnés, 1200 à 1500 exemplaires vendus), il continua à correspondre avec le noyau éditorial.

²⁹ Fejtö a également bénéficié d'un appui yougoslave en la présence de Marko Ristič, ambassadeur de la Yougoslavie en France. De Budapest à Belgrade en passant par Paris, Fejtö coordonna l'ensemble de la résistance intellectuelle face aux procureurs des tribunaux hongrois et bulgares.

Le réseau Fejtö peut alors prendre des allures de précurseurs dans le domaine des réseaux intellectuels d'Europe de l'Est, à la vue du développement de ce type de structures dans les années soixante et soixante-dix.³⁰

1.2.2. Hésitations et crispations de la gauche intellectuelle

La mise en place d'un réseau intellectuel n'est pas seulement synonyme d'adéquation entre ses diverses composantes. Si la réussite de l'article de Fejtö dans *Esprit* est indiscutable aux yeux du lecteur disposant de l'ensemble des données pour appréhender le phénomène répressif, le succès de sa mise en place et de sa publication paraît davantage contestable. *A posteriori*, Fejtö relate la discussion entre Mounier et lui-même au sujet de la publication comme une simple formalité :

« Je demandais à Emmanuel Mounier que j'avais trouvé très perturbé par le procès et ses effets sur les relations de la gauche avec le parti communiste, s'il était intéressé par une analyse détaillée de l'affaire Rajk que je pourrais faire pour *Esprit*. Il était "preneur", d'autant qu'il préparait un numéro spécial consacré à la crise des démocraties populaires. »³¹

Toutefois, l'éditorial rédigé par Mounier dans ce même numéro laisse entrevoir une certaine méfiance de la part du directeur de la revue. En effet, il hésita longuement avant la parution d'un tel article. Malgré la publication de l'article en novembre 1949, on ne peut parler d'un partage mutuel des opinions entre Fejtö et Mounier :

« Nous avons l'occasion de donner la parole à un témoin direct, qui a connu les accusés. Il y a cinq mois encore, il dirigeait à Paris le Bureau de Presse de l'Ambassade de Hongrie. Sa philosophie et sa politique ne sont sans doute point toujours les nôtres. Nous n'avons pas les moyens de vérifier toutes ses affirmations et toutes ses hypothèses et nous publierons volontiers toute contestation probante. Mais c'est une conscience bouleversée qui parle. Il mérite d'être écouté avec respect, et de provoquer la réflexion. »³²

De plus, les pressions établies par les milieux communistes autour d'*Esprit* pour empêcher la parution de l'article furent nombreuses.³³ Il convient donc de ne pas faire de l'article de Fejtö le symbole de la réussite éditoriale mais de mesurer la somme des enjeux contractés par une telle parution. « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » a

³⁰ Le politologue Pierre Grémion évoque l'organisation de ces réseaux d'intellectuels entre la Hongrie et la France après l'insurrection de Budapest en novembre 1956 dans son ouvrage *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture. 1950-1975*, Paris, Fayard, coll. Pour une histoire du XX^{ème} siècle, 1995, 645 p.

³¹ F. Fejtö, *Mémoires...*, *op.cit.*, p.214.

³² E. Mounier, « De l'esprit... », art. cité, pp.658-659. Voir texte intégral en Annexe I- A, pp.203-205.

³³ Pierre Courtade fut envoyé à la rédaction d'*Esprit* pour tenter de dissuader Emmanuel Mounier de faire paraître un tel article. De plus, le frère de Maurice Merleau-Ponty, sympathisant communiste et chroniqueur à l'AFP, anima depuis l'exécution de Rajk un bulletin hebdomadaire d'information sur l'état de la situation dans les démocraties populaires. Il fut le porte-parole de la voix communiste et le contrepoids de Fejtö à l'AFP.

révélé l'existence de différents réseaux, celui d'*Esprit* et du milieu communiste, en précipitant leur organisation. La mobilisation du « ban et de l'arrière-ban communiste »³⁴ eut très probablement un rôle déterminant dans l'importance accordée à l'article par Mounier. Ainsi, même si l'affaire Mindszenty a ébranlé le milieu intellectuel d'*Esprit*, la position de Mounier à l'égard de Fejtö souligne qu'elle n'a pas totalement consommé la rupture de la revue avec les milieux communistes. Les précautions prises par Mounier dans son éditorial en sont révélatrices. Conscient de l'effet d'un tel article, il ne remet pas en cause sa responsabilité de directeur mais pose le sujet davantage en terme d'enjeu de débat intellectuel que de dénonciation virulente, à l'inverse de Fejtö. Deux conceptions différentes sont donc visibles au sein d'un même milieu intellectuel et dans le même instant. Expression de la médiation intellectuelle, d'un contrepois nécessaire à la libre expression, Mounier et Fejtö revêtent deux rôles différents, éloignés dans la forme, rapprochés par le fond.

2. L'utilisation stratégique du procès politique par l'intelligentsia française

2.1. Les silences sur le procès albanais et la stalinisation de la Roumanie

Mars 1949. Koci Dzodze, ministre de l'Intérieur albanais, et quatre autres dirigeants communistes albanais furent arrêtés à Tirana par l'administration stalinienne³⁵. Dans le même temps, la Roumanie, malgré l'anti-soviétisme de la population, apparaît comme la démocratie populaire la plus imprégnée du stalinisme. Sur ces deux points, l'intelligentsia française plongea dans un mutisme en opposition totale avec la vigueur de l'engagement suscité par les affaires Mindszenty, Rajk et Kostov. L'Albanie paie-t-elle le prix du rapprochement yougoslavo-albanais entre Tito et Dzodze de 1948 ? La Roumanie n'a-t-elle pas été considérée dès le départ comme l'élargissement territorial naturel à l'Ouest de l'URSS ? Vision préconçue d'une nation ou choix délibéré des intellectuels français, la perception de la répression soviétique dans ces deux démocraties populaires fut sensiblement différente des autres.

2.1.1. Les évocations albanaises et roumaines : entre retard d'analyse et appropriation intellectuelle

Même si l'intérêt des intellectuels est essentiellement tourné vers les procès politiques de Hongrie et de Bulgarie, quelques évocations sont cependant relatives aux cas albanais et roumain. La vision la plus exacte embrassant la globalité du phénomène répressif est sans conteste l'analyse de Louis Dalmas publiée tardivement dans *Les Temps Modernes* (février 1950). Dalmas est le seul à évoquer l'implantation du stalinisme dans l'ensemble des démocraties populaires en rappelant que le cas Rajk n'est pas isolé. Il nomme successivement la Roumanie avec l'arrestation de Lucretiu Patrascanu, l'Albanie, la Pologne de Gomulka, la

³⁴ Jacqueline Cherruault-Serper, *Où va le temps qui passe ? Entretiens avec François Fejtö*, Paris, Balland, 1991, p.149.

³⁵ Les dirigeants communistes albanais qui comparurent au procès de Tirana en juin 1949 furent Koci Dzodze, Pandi Kristo, Vasco Koleci, Nuri Huta et Vango Mitrojorgji. Seul Koci Dzodze fut exécuté, le 11 juin 1949.

Grèce de Markos et étend son discours à la Norvège suite à la répression dont fut victime Furubotten³⁶. Il semblerait que ce retard de prise en compte de la situation albanaise et roumaine s'explique par la reconsidération de l'importance de la répression soviétique opérée chez les intellectuels après le procès Rajk :

« Dans un récent numéro de la revue *Esprit*, François Fejtö intitulait un article sur le procès de Budapest : "L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale". En réalité, par sa valeur symbolique et la violence des passions qu'elle suscite, c'est l'affaire Tito dans son ensemble qui est la véritable version nouvelle, et internationale, de l'affaire Dreyfus ».³⁷

Le procès Rajk et l'article de Fejtö ont marqué les intellectuels et leur a permis d'affiner leur vision de la situation à l'est du rideau de fer. Peut-il en être autrement à la vue de l'article de Dalmas ? La somme de son voyage à Belgrade à l'automne 1949 et de l'impact du procès Rajk en France lui a permis de dresser un bilan des années de répressions soviétiques depuis le schisme titiste. L'engagement dans la cause albanaise et roumaine est donc la conséquence d'une réflexion issue de la réception du procès Rajk en France. En aucun cas il n'y a eu un engagement spontané et une réaction immédiate des élites françaises à l'égard de ces deux pays.

En 1950, la cause roumaine est défendue par les intellectuels d'extrême-droite. Seule démocratie populaire à bénéficier d'un article lui étant entièrement consacré dans les colonnes des *Ecrits de Paris*, la Roumanie est présentée comme la nation la plus en danger face au stalinisme. Contre-pied total à une presse de gauche indépendante ciblant son intérêt sur la Hongrie et la Bulgarie, les intellectuels d'extrême-droite dénoncent l'occupation soviétique de la Roumanie en mettant en exergue les aspects totalitaires du régime stalinien. Jusque-là désintéressé du cas roumain, *Les Ecrits de Paris* s'approprient le sujet, dans un souci de comparaison politique :

« Les Allemands ont peut-être eu l'arrière-pensée d'effacer la Roumanie de la carte, mais il ne l'ont pas fait. Cela ne semble pas être le cas des Russes. »³⁸

Pourquoi privilégier la mainmise soviétique en Roumanie à l'immense médiatisation des procès Rajk et Kostov ? Les intellectuels d'extrême-droite avaient-ils d'autres choix que celui de se focaliser sur le cas roumain dans l'étude des répressions soviétiques ? N'ayant pas condamné la politique nationale-socialiste allemande depuis 1945³⁹ et encore moins le régime

³⁶ Le 20 octobre 1949, Furubotten fut ouvertement accusé de titisme. Il n'y eut pas de procès politique mais il fut contraint de démissionner du Parti Communiste Norvégien (PCN) le 25 octobre.

³⁷ Louis Dalmas, « Réflexions sur le communisme yougoslave (1) », *Les Temps Modernes*, n° 52, février 1950, p.1589.

³⁸ Silvio Marino, « L'expropriation de la nation roumaine », *Les Ecrits de Paris*, n° 70, août 1950, p.49.

³⁹ L'idéologie d'extrême-droite fut notamment véhiculée dans le bulletin *Questions actuelles* de 1945 à 1946, prédécesseur des *Ecrits de Paris* fondés en 1947.

pétainiste, l'intelligentsia emmenée par René Malliavin⁴⁰ dut composer dans un rapport étroit entre stalinisme et nazisme depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Le choix de la Roumanie s'explique par sa place auprès de l'Allemagne durant le conflit mondial. Alliée indiscutable d'Hitler au sein de l'Axe depuis novembre 1940, la Roumanie du maréchal Ion Antonescu fut l'une des nations les plus fidèles à la politique nazie. La cristallisation de la haine envers le communisme soviétique dans la masse populaire roumaine constitua un point d'ancrage idéal pour l'appropriation de la situation par les intellectuels d'extrême-droite.

2.1.2. De la non information à la désinformation : la mise en place d'une stratégie intellectuelle

Etudier la prise en considération des cas albanais et roumain revient à évaluer le schéma de l'information dans le déroulement des procès politiques à l'Est. Quel est le facteur déterminant dans le choix médiatique d'un procès sur un autre ? Comment les intellectuels français ont-ils composé avec les informations dont ils disposaient ?

Un point préalable est à mettre en évidence. Depuis 1947, la Roumanie et l'Albanie souffrent d'un véritable isolement géographique au regard des intellectuels français. Durant l'extension des répressions, seule Dominique Desanti se rendit en Roumanie pour assister au procès Maniu⁴¹ en 1947. Dès lors, le manque d'informateurs fit cruellement défaut aux intellectuels pour avoir une vision globale de l'extension stalinienne. Ne bénéficiant pas de l'appui des réseaux intellectuels universitaires comme ce fut le cas en Hongrie, l'Albanie et la Roumanie se trouvèrent isolées dès la seconde moitié de l'année 1947.

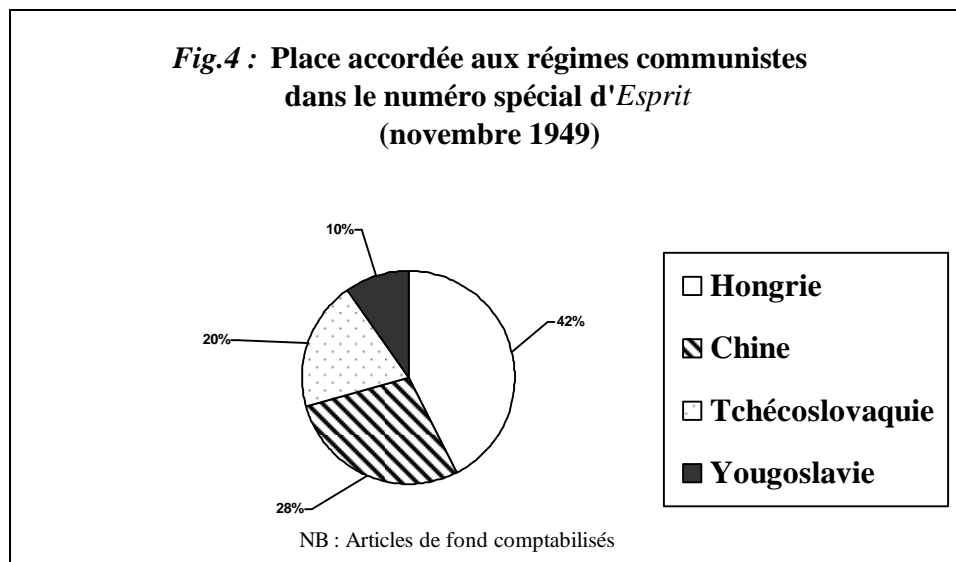
Devant une telle absence d'informations, l'élite française résonna de manière différente. La gauche intellectuelle non communiste se replia sous l'aile de la non information en ne publiant pas d'articles sur ces deux pays mais en reconnaissant toutefois son impuissance. Mounier déclara : « Nous avons renoncé, faute de possibilités. »⁴² Ainsi, le numéro de novembre 1949 d'*Esprit* consacré aux démocraties populaires, malgré un souci de véracité historique prônée par Mounier dans son éditorial, n'offre pas une vision d'ensemble des Etats satellites de l'URSS. Trois démocraties populaires y sont seulement traitées : la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Comment expliquer un tel choix dans le traitement de l'information ?

⁴⁰ Né en 1896, il s'impose dès 1945 comme le chef de file des différents courants perceptibles au sein de l'extrême-droite (courant maurassien, maréchaliste, ligueur ou de droite conservatrice). Il est directeur des *Ecrits de Paris* depuis sa création.

⁴¹ Principal opposant à Antonescu de 1943 à 1945 et chef du parti agrarien roumain, il fut accusé de complot avec la Grande-Bretagne et condamné par le tribunal de Bucarest. Dès 1945, Maniu avait demandé au ministre anglais Holman d'intervenir rapidement dans la libération de la Roumanie, opprimée par la terreur communiste. La Grande-Bretagne lui répondit que la Roumanie n'était pas une priorité et serait étudiée après le sort du bassin méditerranéen, de la Grèce, de la Turquie, de l'Allemagne et de l'Autriche.

⁴² E. Mounier, « De l'esprit... », art. cité, p.657. Voir texte intégral en Annexe I- A, pp.203-205.

Fig.4 : Place accordée aux régimes communistes dans le numéro spécial d'*Esprit* (novembre 1949)



L'absence d'informateurs en Albanie et en Roumanie contraint l'équipe d'*Esprit* à se focaliser sur les principaux événements : procès Rajk, crise religieuse tchécoslovaque et naissance de la Chine de Mao Zedong. La Pologne fut traitée par *Esprit* en 1947 et la Bulgarie, non concernée par le procès Kostov à cette date là, n'a pas lieu d'être traitée. Malgré le professionnalisme de Mounier et sa volonté d'informer le lecteur, ce numéro révèle inmanquablement les lacunes de la vision des pays de l'Est en France.

A l'inverse, les milieux intellectuels communistes et d'extrême-droite pratiquent la désinformation. L'intelligentsia communiste passe de critiques⁴³ en détournements d'informations de la fin de l'année 1949 au début de l'année 1950. Les mérites de la littérature roumaine sont régulièrement vantés dans *Les Lettres Françaises*, camouflant du même coup le malaise politique propre à la région. Cependant, cette tactique fut moins utilisée avec la Roumanie et l'Albanie qu'elle a pu l'être avec la Hongrie ou la Tchécoslovaquie. Peu, voire pas relayée par les intellectuels non communistes, la situation roumaine et albanaise est l'occasion idéale d'entretenir le flou autour de ces deux démocraties populaires. Véritable stratégie communiste, la désinformation fut également l'apanage de l'extrême-droite. La prise en compte du cas roumain par Silvio Marino⁴⁴ n'apporta aucun éclairage sur la situation à l'Est. Il s'agit davantage d'un questionnement historique sur l'héritage séculaire du peuple roumain qu'une démonstration visant, malgré une accroche profondément antisoviétique, à mettre en évidence l'incohérence de la politique russe en Roumanie.

Quelques intellectuels tentent ainsi de faire illusion en galvaudant la réalité, dans l'unique but de déstabiliser l'adversaire, quand celui-ci n'est pas déjà tombé de son piédestal par un manque crucial d'informations. A travers les cas roumain et albanais, c'est l'ensemble

⁴³ La parution d'un livre d'Emmanuel Mounier aux Editions du Seuil intitulé *La petite peur du XX^{ème} siècle*, compilation de textes issus des *Cahiers du Rhône*, dans ce contexte de procès politiques à l'Est, lui valut une violente critique au sein des milieux communistes : « On y retrouve une dangereuse imprécision sur les problèmes politiques essentiels. » dans Rédaction, « Le tour du monde en cinq doigts », *Les Lettres Françaises*, n° 252, 24/03/1950, p.2.

⁴⁴ S. Marino, « L'expropriation... », art. cité, pp.47-50.

du milieu intellectuel qui est déstabilisé. Entre ignorance volontaire du sujet et contraintes journalistiques, l'intelligentsia française a montré son impuissance, voire quelques fois sa maladresse dans le traitement de l'information.⁴⁵

2.2. La médiatisation des procès Rajk et Kostov

Révélee au grand jour par F. Fejtö, le procès Rajk fut, avec la naissance de la République démocratique et populaire de Chine, l'événement marquant du monde communiste en 1949. La condamnation et l'exécution de Kostov en Bulgarie quelques semaines plus tard marquent l'apogée répressive du stalinisme, mais également le sommet du traitement de l'information par les intellectuels français. Tirillée entre l'aveuglement communiste et les dénonciations anticommunistes, l'intelligentsia rédigea une quantité éditoriale considérable sur les procès de l'automne et de l'hiver 1949. Surmédiatisation de Rajk et Kostov ou engagement nécessaire devant l'ampleur du phénomène ? Pourquoi Rajk et Kostov ont-ils focalisé l'attention des intellectuels français de leur arrestation à leur exécution ?

2.2.1. Des intellectuels dans le procès

L'engagement des intellectuels dans les procès Rajk et Kostov fut total, à l'image de l'affaire Mindszenty. Bénéficiant d'appuis en Europe orientale, les intellectuels communistes furent parmi les plus mobilisés. Ils furent les témoins privilégiés des procès, à l'image de l'administration stalinienne présente. C'est ainsi que Pierre Courtade et Jean Baby furent invités par le gouvernement hongrois à assister au procès Rajk. Ainsi, le compte rendu sténographique du procès Rajk publié sous la signature d'André Wurmser⁴⁶ est probablement en grande partie issu des impressions de Pierre Courtade⁴⁷, sur place à Budapest. Seule la gauche indépendante, grâce à Fejtö, put alors rivaliser avec le milieu communiste, bénéficiaire d'appuis à l'Est. Il en fut de même avec le procès Kostov. L'audience du procès s'ouvrit en la présence de trois intellectuels communistes : Dominique Desanti, Pierre Hervé et Renaud de Jouvenel. Face à cette supériorité communiste dans le traitement de l'information, les moyens de l'élite non communiste furent maigres. Les réponses immédiates aux attaques communistes

⁴⁵ Hormis Mounier dans *Esprit* et Dalmas dans les *Temps Modernes*, aucun intellectuel n'a souligné son impuissance face à l'impossibilité de produire une vision globale du phénomène répressif dans les démocraties populaires. Le ton employé dans la plupart des articles relatifs aux procès Rajk et Kostov laisse envisager une analyse réfléchie basée sur un mode comparatiste des démocraties populaires. La réalité en est tout autre. Les comparaisons possibles en 1949 gravitent seulement autour d'un pôle de cinq Etats : la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Yougoslavie.

Toutefois, dès mars 1949, la revue *Socialisme ou Barbarie* revenait sur la difficulté d'analyse du schisme titiste étant donné le peu d'informations parvenues en France : « Bien que les informations précises manquent totalement pour reconstituer les différents chaînons du conflit, il est clair qu'il se réduit à une lutte pour partager le produit de l'exploitation intensive des travailleurs yougoslaves. » Cf. Jean Laplanche (Marc Chaulieu), « 1948 », *Socialisme ou Barbarie*, n°1, p.59.

⁴⁶ A. Wurmser, « Compte rendu... », art. cité.

⁴⁷ Pierre Courtade fut chargé d'un compte rendu du procès, dépassant le cadre purement sténographique, dans *L'Humanité*, dès son retour de Budapest.

sur le dossier Rajk et Kostov passent toutes par un seul homme : François Fejtö⁴⁸. La présence d'intellectuels communistes à l'Est constitue un point décisif de la prise de pouvoir intellectuel sur la restitution des événements en France.

De plus, les procès Rajk et Kostov modifièrent la perception de l'accusé dans le monde communiste. Le traitement du procès dans la presse communiste franchit un nouveau cap. A la condamnation politique s'ajoute la condamnation morale. Le processus de déshumanisation de l'accusé prend le pas sur les enjeux politiques :

« Kostov est mort. Vendredi, ce vieux renard du trotskysme, ce spécialiste de la délation, dont le rêve était de devenir le président de la Septième République yougoslave, lorsque la clique de Tito aurait réussi à annexer la Bulgarie, a payé. »⁴⁹

Edgar Morin, témoin privilégié du monde communiste en 1949, livre une vision décadente de l'appréhension de l'accusé et un acharnement de la part d'intellectuels du parti:

« Les articles de Courtade avaient brusquement changé de style ou plutôt perdu tout style : "Il est avéré désormais que Tito est un espion et un assassin", etc. Courtade inventa même une raison nouvelle, la plus grossièrement raffinée qui puisse se trouver, pour haïr Rajk depuis vingt ans : il prenait plaisir à jouer double jeu.

Rentré de Budapest, Courtade ne cessait d'expliquer qu'il avait les preuves matérielles de la culpabilité de Rajk. »⁵⁰

La virulence des propos communistes et la haine véhiculée à l'encontre de Rajk et Kostov furent certainement un facteur déterminant dans la prise de position de l'intelligentsia non communiste. Faut-il faire de l'article de Fejtö le seul détonateur de la prise de conscience intellectuelle ? Lazlo Rajk bénéficia depuis l'entre-deux guerres d'une sympathie importante dans les milieux intellectuels français, de gauche indépendante notamment. Son séjour au camp du Vernet en France en 1933⁵¹ lui valut de nouer quelques contacts, avec Mounier notamment, dans les milieux intellectuels français. Ancien des Brigades internationales durant la Guerre d'Espagne, il répond aux attentes et aspirations de la ligne de pensée d'*Esprit*,

⁴⁸ Les deux articles majeurs sur le procès Rajk et Kostov furent rédigés par Fejtö. Sa connaissance des mondes hongrois et bulgare et ses contacts avec les réseaux intellectuels locaux résistant au stalinisme lui permirent de broser un tableau en opposition légitime avec la version communiste. Cf. F. Fejtö, « L'affaire Rajk est... », art. cité ; François Fejtö, « De l'affaire Rajk à l'affaire Kostov », *Esprit*, n° 163, janvier 1950, pp.143-150

⁴⁹ Renaud de Jouvenel, « Les maîtres de Kostov ont perdu leur temps », *Les Lettres Françaises*, n° 291, 22/12/1949, p.2.

⁵⁰ E. Morin, *Autocritique*, op. cit., p.126.

⁵¹ Rajk fut successivement interné au camp de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales), de Gurs, puis du Vernet, à la suite de la défaite des Républicains durant la Guerre d'Espagne. Il était commissaire politique au sein du camp et avait pour charge d'enseigner l'histoire du PCUS aux Hongrois et Yougoslaves qui en composaient la population.

Kostov avait également effectué plusieurs séjours en France. Il a travaillé à Paris et a noué plusieurs réseaux de connaissances notamment avec Claude Bourdet.

même lorsque celle-ci s’opposa au régime titiste en 1948.⁵² Pour les milieux intellectuels d’*Esprit*, s’attaquer à Rajk reviendrait à s’attaquer à l’un d’entre eux. S’inscrivant dans le modèle intellectuel véhiculé par *Esprit* depuis 1947, sa défense apparaît alors légitime. La combinaison des révélations de Fejtő à la défense propre et chère à Mounier s’opposant à la haine communiste à l’égard de Rajk permet d’éclaircir les raisons d’une telle mobilisation en novembre 1949.

2.2.2. La dénonciation titiste au travers de Rajk et Kostov

Les éliminations de Rajk et Kostov ont permis à Staline de porter atteinte au pouvoir yougoslave en place, même si l’imbrication des liens entre ces dirigeants et Tito reste discutable. La figure de Tito pendu à travers Rajk et Kostov abondamment véhiculée par l’historiographie internationale⁵³ fut-elle perçue dès l’ouverture des procès de l’automne 1949 ?⁵⁴ Au-delà de la description événementielle, il convient de s’attacher aux réactions immédiates des intellectuels dans leur analyse comparatiste entre le schisme yougoslave et les procès politiques. La corrélation des deux événements est-elle visible dès le départ chez les intellectuels français ? Ont-ils les moyens de justifier leur discours dès novembre 1949 ou sombrent-ils dans une dénonciation gratuite due à la vague ambiante d’un rejet titiste issu de juin 1948 ?

La majorité des intellectuels ont assimilé la dénonciation titiste faite au travers des procès tant celle-ci fut effectuée de façon explicite par les tribunaux populaires. Cependant, avouer une telle méthode pour des revues jusque là bienveillantes ou neutres à l’égard du communisme revient à prendre position contre celui-ci. *Les Temps Modernes*, jusque là silencieux malgré une timide réaction face au procès Mindszenty, font du parallèle Tito/Rajk la ligne de structure de leur article sur le sujet :

« Le 16 septembre s’est ouvert à Budapest le procès Tito. A travers les accusés⁵⁵, c’est en réalité Tito qui fut continuellement visé : le procès visait à

⁵² Un incident diplomatique entre Tito et Rajk en 1947 concernant la protection du maréchal lors de ses déplacements à Budapest gela les relations entre les deux hommes. Il fut avéré que Rajk n’eut aucune sympathie particulière à l’égard de Tito.

⁵³ Le témoignage de Vladimir Dedijer a contribué à répandre l’idée d’un procès Rajk essentiellement tourné vers la Yougoslavie. Cf. Vladimir Dedijer, *Le défi de Tito : Staline et la Yougoslavie*, Paris, Gallimard, coll. Témoins, 1970, 340 p.

Malgré tout, le sténogramme complet du procès consacre une place importante aux actions de Rajk durant la guerre d’Espagne, excluant toute comparaison possible avec Tito. Il serait réducteur de faire du procès Rajk le procès Tito, même s’il est évident qu’une dénonciation du titisme est relevable.

⁵⁴ François Fejtő revient, *a posteriori*, sur la présence d’un Yougoslave parmi les accusés du procès Rajk. Or, cette remarque ne fut relevée par l’auteur qu’en 1990 et non pas dans son article initial « L’affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » paru en 1949 : « Pour atteindre le but visé, c’est-à-dire la mise en accusation de Tito, il manquait encore un chaînon : un Yougoslave. On en avait heureusement un sous la main : l’ancien chargé d’affaires yougoslave en Hongrie, Branko Lazar, un stalinien, pro-soviétique sans réserve, qui – en désaccord avec son gouvernement sur une rupture définitive avec Staline – entra en dissidence et demanda l’asile en Hongrie. » dans François Fejtő, « L’affaire Rajk quarante ans plus tard », *XX^{ème} siècle*, n° 25, janvier-mars 1990, p.80.

⁵⁵ Lázlo Rajk ne fut pas le seul inculpé au procès de Budapest. Sept personnes proches de Rajk ayant établi des séjours plus ou moins prolongés en Europe occidentale ont été accusées. Parmi elles se trouvent représentées les principales autorités hongroises : le général Pálffy-Oesterreicher, inspecteur général des armées, Tibor Szonyi,

démontrer que Rajk ne fut qu'un instrument de Tito, lui-même, c'est bien connu, agent de l'impérialisme américain. »⁵⁶

La mécanique du procès soviétique est bien huilée et Roger Stéphane en a perçu les effets dès l'automne 1949. En dénonçant la tactique soviétique, *Les Temps Modernes* (du moins Roger Stéphane) s'éloignent un peu plus des aspirations communistes. Cependant, on ne trouve au sein de la revue sartrienne aucune complaisance ou bienveillance à l'égard du titisme à la fin 1949. Dans ces relations Est-Ouest de la fin 1949, *Les Temps Modernes* incarnent la revue neutraliste par excellence.

Dans son étude sur le système communiste, Annie Kriegel a dénombré quatre chefs d'accusation systématique et récurrents dans les procès politiques : espionnage, sabotage, complot et conspiration.⁵⁷ Le choix de ces termes révèle parfaitement le champ lexical utilisé par les organes de presse communistes, aussi bien pour le schisme titiste que pour les procès Rajk et Kostov. Dès juin 1948, l'intelligentsia communiste employa ces quatre termes pour qualifier l'action de Tito envers l'URSS. A l'automne 1949, Rajk et Kostov sont également qualifiés de « traîtres » et de « saboteurs »⁵⁸. A aucun moment les réactions de l'intelligentsia du PCF ne qualifient les accusés de la même manière que l'élite soviétique.⁵⁹ Il y a donc une hiérarchie dans l'argumentation communiste concernant la dénomination des accusés, hiérarchie révélatrice du degré du rejet politique. Au sommet se trouve Tito, chef de file régnant sur une base composée de personnages tels que Rajk et Kostov. Ainsi, au-delà du procès lui-même et de son sténogramme, c'est l'interprétation elle-même qui révèle l'imbrication entre Tito et les dirigeants communistes des démocraties populaires. Même sans connaître l'intégralité du procès, à la vue de l'interprétation communiste, les intellectuels non communistes reçoivent une vision monolithique des enjeux de la condamnation de Rajk et Kostov. Des milieux intellectuels n'ayant pas suivi de près les procès politiques se prononcent tout de même sur la question, tels que les milieux intellectuels de droite :

« Tito et "sa clique" - comme tout communiste de stricte observance moscoute ne manque pas de dire – ébranlent par leur seule existence l'édifice de la puissance russe qui ne fait qu'un avec l'église communiste, et révèlent sa faiblesse intrinsèque. C'est le défaut de la cuirasse. Et plus Moscou multiplie les efforts pour venir à bout de ce réfractaire qui n'est pas un hérétique, plus se multiplient les abominables procès où des innocents sont pendus sous prétexte de "déviation titiste", plus sa position devient forte et sa cause intéressante. On a même l'impression que depuis quelque temps la Russie a provisoirement renoncé à venir à bout de Tito. »⁶⁰

chef des cadres du P.C., Andras Szalai, leader des jeunes communistes, Paul Justus, député et leader social-démocrate et Branko Lazar, diplomate yougoslave dissident.

⁵⁶ R. Stéphane, « Le cours... », art. cité, p.957.

⁵⁷ A. Kriegel, *Les grands procès...*, op. cit., p.52.

⁵⁸ Renaud de Jouvenel, « Avec Kostov, c'est la trahison et c'est la guerre que rejette le peuple bulgare », *Les Lettres Françaises*, n° 290, 15/12/1949, p.1

⁵⁹ Dominique Desanti déclare : « Orgueilleux, froid, souriant, Rajk donnait l'impression d' « un type fort » mais jamais personne en parlant de lui n'utilisait les mots "révolutionnaire" ou "bolchevik" » dans Dominique Desanti, *Masques et visages de Tito et les siens*, Paris, Le Pavillon, 1949, p.48.

⁶⁰ René Pinon, « La volonté de puissance russe en Europe et en Asie », *La Revue des deux mondes*, 15/06/1950, pp.584-585.

En percevant l'amalgame fait au cours du procès entre Tito et Rajk, les intellectuels anti-communistes, mais également peu conciliants à l'égard du titisme, prennent parti en faveur de la puissance yougoslave. Bien loin de conquérir les élites françaises, en faisant des procès politiques de la fin 1949 le procès du titisme, le PCUS a touché un point crucial chez les intellectuels français relatif à la défense des libertés. La condamnation d'innocents au nom de la cause titiste a fait des procès politiques de l'automne 1949 une rupture insurmontable à l'orée de la nouvelle décennie.

3. La résurgence des Procès de Moscou

3.1. Comparaisons et utilisations des Grands Procès à la fin des années quarante

La systématisation des procès politiques dans les démocraties populaires en 1949 renvoie inévitablement aux Grands Procès de Moscou des années 1936-1938. Les Procès de Moscou ne se résumant pas aux procès publics de Boukharine, Kamenev ou Zinoviev, mais touchant l'ensemble des couches sociales, ils ne peuvent être mis sur le même plan que les procès de 1949.⁶¹ Cependant, les intellectuels français firent de la période 1936-1938 un point d'ancrage nécessaire à leur interprétation des procès politiques de Rajk et Kostov. Sont-ils la continuité des Grands Procès ou l'image de la comparaison est-elle infondée pour l'intelligentsia française ? Sommes-nous en présence d'une surexploitation du fait historique par les intellectuels français ou devons-nous percevoir une crainte d'un retour des méthodes staliniennes d'avant-guerre chez les clercs ?

3.1.1. Budapest, la nouvelle Moscou pour l'intelligentsia de gauche non communiste

L'ouverture du procès Rajk le 16 septembre 1949 inaugure la reprise des grands procès publics basés sur le modèle de la période 1936-1938. Les procès de Moscou n'ont pas présenté de réel engagement immédiat antistalinien, à l'exception des réflexions de Simone Weil et Raymond Aron établissant une possibilité de comparaison entre nazisme et stalinisme.⁶² *Esprit* fut relativement silencieuse sur les Procès de Moscou en comparaison avec la dénonciation de 1949.⁶³ Là où le procès Kravchenko passe communément comme étant le procès manqué du stalinisme dans l'historiographie française, le procès Rajk incarne, quant à lui, la toute-puissance stalinienne à l'Est. Stalingrad a su justifier les procès de

⁶¹ Durant les années 1948-1950, il n'y eut pas, comme en 1936-1938 en URSS, de procès politiques à l'échelle locale, touchant la société dans son ensemble. A l'inverse, on peut noter en 1937 en URSS des procès politiques allant jusqu'à l'échelle du district.

⁶² L'historien Jean-Yves Guérin décrit l'année 1937 en ces termes : « A l'époque, seuls de rares auteurs comme Simone Weil ou Raymond Aron s'efforcent de penser ensemble Hitler et Staline. » dans Jean-Yves Guérin, « Rédacteur en chef, Jean Cassou », *Actes du colloque. Europe, une revue de culture internationale*, 1998. Cependant, l'antistalinisme fut dénoncé durant cette période par d'autres intellectuels, n'établissant pas forcément une analyse comparatiste du régime national-socialiste et stalinien, comme André Gide et la parution de son *Retour d'URSS* en 1936 et de *Retouches à mon retour d'URSS* en 1939 ou encore André Breton.

⁶³ Mounier était cependant informé de la situation en 1936 à Moscou par l'intermédiaire de Henri Poulaille, collaborateur à la revue depuis 1935 et membre du Comité pour l'enquête sur « le procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion durant la Révolution ». Le premier article dénonciateur d'*Esprit* date de mai 1937, soit près d'un an après le début des procès. Cf. Georges Fedotov, « La stalinocratie », *Esprit*, n°52, mai 1937.

Moscou et le pacte germano-soviétique mais l'effet est-il encore perceptible en septembre 1949 ? Les Procès de Moscou sont redécouverts dans la mise en place de la machine judiciaire soviétique en Hongrie, ce qui pousse *Esprit* à aborder le parallèle Moscou-Budapest de manière récurrente durant l'automne 1949. Fejtö décrit le procès Rajk de la même manière que les descriptions faites par les observateurs des procès de Moscou. Fejtö se fait le double de Merleau-Ponty en reprenant abondamment *Humanisme et terreur*, paru en 1947 :

« Comme au cours des derniers procès de Moscou, "le procureur se donne très précisément pour tâche de démontrer que les accusés sont des criminels de droit commun. Mais sur ce plan, il n'y a pas même une ébauche de démonstration. (...) Considéré sous l'angle du droit commun, le procès de Boukharine est à peine ébauché." Le procès de Rajk n'est pas plus précis sous cet angle. »⁶⁴

Etant l'unique interprète de la situation pour la revue et étant farouchement convaincu de l'assimilation Procès de Moscou-Procès de Budapest, il fait d'*Esprit* une revue condamnant d'une part le procès Rajk, d'autre part, à travers celui-ci, les Procès de Moscou. Il déclara dans ses mémoires :

« Le procès Rajk, où accusateurs, témoins, accusés, parlaient le même jargon policier pour mettre en cause Tito et ses complices m'apparaît comme l'œuvre peut-être la plus réussie, le chef-d'œuvre total (GesamtKunstwerk) du réalisme socialiste, techniquement plus perfectionné que les spectaculaires procès moscovites des années 30. »⁶⁵

Un degré supplémentaire franchi dans la réalisation du procès lui-même, tel semble être la vision de Fejtö et d'*Esprit*. La structure de l'article « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » révèle l'importance accordée à la stratégie du procès. L'article est découpé en trois grandes parties : les aveux de Rajk, le mécanisme du procès et le camouflage de la vérité. La partie consacrée au mécanisme du procès est une des plus imposantes⁶⁶, ce qui prouve l'attachement de Fejtö à dénoncer ces « procès-spectacles ». Il apporte cependant les preuves d'une comparaison fondée entre Moscou et Budapest. Il met en parallèle les discours du procureur Vychinski, procureur des Procès de Moscou, et du tribunal de Budapest, discours se superposant mots pour mots.

Que ce soit *Esprit* ou *Les Temps Modernes*⁶⁷, 1949 est également l'année de la redécouverte de l'œuvre d'Arthur Koestler. *Les Temps Modernes* consacrent un article à

⁶⁴ F. Fejtö, « L'affaire Rajk... », art. cité, p.738. La citation de Fejtö est empruntée à Merleau-Ponty dans Maurice Merleau-Ponty, *Humanisme et terreur*, Paris, Gallimard, 1947, p.31.

⁶⁵ F. Fejtö, *Mémoires...*, *op.cit.*, p.218.

⁶⁶ *Idem*, « L'affaire Rajk... », art. cité, pp.727-749.

⁶⁷ *Esprit* n'eut pas le monopole de la comparaison avec les Procès de Moscou. *Les Temps Modernes* établirent également cette comparaison en publiant : « la justification repose sur deux affirmations : avez-vous déjà vu des innocents avouer à la face du monde qu'ils étaient coupables ? D'abord on l'a déjà vu, et dans une certaine perspective, à l'occasion des procès de Moscou ; mais il est assez frappant, par exemple, que Rajk ait "avoué" avoir rencontré dans les camps de concentration français des personnalités yougoslaves qui ne s'y trouvaient pas. » dans R. Stéphane, « Le cours... », art. cit., p.958.

Claude Roy intitulé « De Claude Roy, du Tao et de Jean Grenier »⁶⁸ où les allusions avec *Le Yoghi et le commissaire*, ouvrage de Koestler dénonçant les crimes du communisme, abondent. Dans *Esprit*, Fejtö salue « le courage d'Arthur Koestler d'avoir dénoncé les crimes des procès de Moscou ». ⁶⁹ Fejtö emboîte le pas à Koestler en novembre 1949 et s'autoproclame comme son digne successeur dans la dénonciation des procès des démocraties populaires. Profitant des bases jetées par Koestler quelques années auparavant, Fejtö fait des intellectuels hongrois le cœur des penseurs capables d'insuffler la lumière nécessaire à la compréhension du stalinisme en Europe occidentale. L'éclaircissement à l'Ouest ne peut se faire que grâce à un éclairage issu de l'Est.

3.1.2. Sofia, la rupture de « l'esthétique du procès »⁷⁰

Le procès Kostov, bien que connaissant la même issue pour les accusés que le procès Rajk, fut un échec pour le PCUS. Lors de la dernière séance du procès, le 14 décembre 1949, Kostov se rétracta et proclama son innocence. Cette dernière prise de parole constitue la fin d'un mécanisme non rompu depuis les procès de 1936. Dominique Desanti, présente lors du procès, bien que fervente communiste, se rendit compte spontanément du changement qui venait de s'opérer :

« Ce moment de l'Histoire, ce moment où un petit homme gris, déjà mort en principe et le sachant, un homme "plus seul que les morts", a cassé la mécanique des procès staliniens, n'a pas, avec tout ce qui l'a précédé et l'a suivi, duré plus d'un quart d'heure... »⁷¹

Médiatisé à grande échelle tout comme le procès Rajk, le procès Kostov n'eut cependant pas le même traitement dans la presse communiste. Le procès Rajk ne fut abordé que dans le cadre d'une opposition et d'une anticipation aux attaques d'*Esprit*. Pierre Daix se centra davantage sur les conséquences de l'élimination de Rajk dans la mise en place de la sauvegarde de la paix internationale par le pôle communiste, sans réellement s'attarder sur le procès en lui-même. Le sténogramme publié dans *Les Lettres Françaises* servit de point de légitimité en cas d'agressions extérieures. A l'inverse, le procès Kostov, ne bénéficiant pas d'une mécanique irréprochable comme il y avait pu avoir à Budapest, fut abondamment commenté durant le mois de décembre 1949. Consciente des dangers d'une mauvaise gestion de l'appareil judiciaire et des révélations de Kostov, l'intelligentsia communiste n'attendit pas une contestation de l'opposition intellectuelle pour justifier le déroulement du procès aux yeux de l'opinion publique. Cependant, il ne faut pas percevoir cette justification comme un mea-culpa communiste sur les procès des démocraties populaires, loin de là. Véritable voile de fumée, la vision communiste du procès Kostov se nourrit de haine et de dépréciation. Le fait que Kostov ait clamé son innocence a fait de lui une personne bien plus dangereuse que

⁶⁸ René Etiemble, « De Claude Roy, du Tao et de Jean Grenier », *Les Temps Modernes*, n° 41, mars 1949, pp.525-537.

⁶⁹ F. Fejtö, « L'affaire Rajk... », art. cité, p.728.

⁷⁰ *Idem, Mémoires...*, op. cit., p.218.

⁷¹ D. Desanti, *Les Staliniens*, op. cit., p.234.

Rajk. L'analyse majeure du procès pour le milieu communiste revint à Renaud de Jouvenel, envoyé du PCF à Sofia. Au lendemain des aveux de Kostov, de Jouvenel n'oublia pas de rappeler la personnalité menteuse de l'accusé :

« Quel plus beau défi le peuple bulgare peut-il jeter à Traïcho Kostov, traître et espion ! A ce Kostov qui a bâti sa vie sur la délation et ambitionné de vendre sa patrie ; à ce Kostov qui symbolisa si parfaitement le trotskisme dont il ne cesse pas d'être un adepte. »⁷²

Le procès Kostov marque une nouvelle phase dans la montée du discrédit dont l'intelligentsia du PCF se voit auréolée. Le monopole du traitement de l'affaire par de Jouvenel et D. Desanti⁷³ représente une erreur stratégique de premier ordre pour Laurent Casanova. Fidèles staliniens, ils représentent tous deux l'archétype de l'intellectuel communiste au discours unique et monolithique. N'ayant pas la plume d'une Duras ou d'un Antelme, de Jouvenel et D. Desanti se perdent dans un style journalistique à la dénonciation virulente mais non fondée. Là où Pierre Daix a tout de même su contrôler l'embrasement intellectuel suscité par l'affaire Rajk⁷⁴, ils n'ont fait que révéler la capacité de déconsidération offerte par l'intelligentsia communiste.

3.2. Automne 1949 : l'intelligentsia communiste face aux Procès de Moscou

Si les allusions aux Grands Procès de 1936-1938 fusent durant l'automne 1949 dans les écrits des intellectuels non communistes, la citadelle rouge des clercs du PCF ne s'en retrouve pas pour autant ébranlée. Ayant tenté par tous les moyens de camoufler le schisme titiste en 1948 et ayant pour habitude de ne pas s'étendre sur les thématiques délicates depuis la sortie de la guerre⁷⁵, les intellectuels communistes adoptèrent une réaction pour le moins atypique dans la gestion de la résurgence des Procès de Moscou. Etouffer la diplomatie hasardeuse du PCUS en 1948 pour préserver les derniers souffles de l'effet Stalingrad en France fut une réalité incontestable. L'accommodation des comparaisons récurrentes entre les Grands Procès et les procès de 1949 n'est-elle pas le signe d'une nouvelle ère dans l'appréhension du stalinisme par les intellectuels communistes eux-mêmes ?

⁷² Renaud de Jouvenel, « Avec Kostov, c'est la trahison et c'est la guerre que rejette le peuple bulgare », *Les Lettres Françaises*, n° 290, 15/12/1949, p.1.

⁷³ Renaud de Jouvenel fut chargé de commenter le procès pour les *Lettres Françaises* et Dominique Desanti pour *Démocratie Nouvelle*. Ils furent tous deux accompagnés de Pierre Hervé à Sofia.

⁷⁴ P. Daix, « Le procès Rajk... », art. cité. Malgré tout, P. Daix a su se détourner du procès Rajk avec habileté sans attaques frontales en prônant l'effort de paix du PCUS. A l'inverse, de Jouvenel et Desanti n'ont à aucun moment, dans leurs articles, vanté les mérites de l'URSS mais se sont acharnés sur leur adversaire.

⁷⁵ Le blocus de Berlin et le « coup » de Prague ne furent pas exceptionnellement relayés en France par les intellectuels communistes. La prudence des intellectuels du PCF fut justifiée par la crainte d'une nouvelle guerre depuis la fin de l'année 1947.

3.2.1. Le mythe du complot ou la légitimation de la Grande Terreur

L'expérience politique du PCUS des années 1936-1938 fut, en France, habilement maîtrisée par la presse communiste.⁷⁶ Il n'en fut pas de même pour les procès politiques de l'automne 1949. Face aux attaques de l'opposition intellectuelle sur les Procès de Moscou, les clercs du PCF ne détournent pas le débat et reviennent sur la période d'avant-guerre en profitant des procès dans les démocraties populaires pour légitimer le passé :

« C'est l'existence des partis communistes qui explique à la fois que le procès Rajk ait été conduit à son terme et que l'activité de Rajk et de ses co-accusés ait été dévoilée. (...) »

Et c'est là la caractéristique fondamentale de ce procès comme des procès de Moscou avant la guerre : c'est une conséquence de la vie normale et du fonctionnement régulier des partis communistes que de tels complots soient décelés et brisés avant qu'ils n'aient réalisé leur objectif dernier. »⁷⁷

Retranché derrière le mythe du complot politique, l'intelligentsia communiste ne condamne en rien les Procès de Moscou.⁷⁸ Malgré le recul et la parution d'ouvrages dénonciateurs comme *Le Yoghi et le commissaire* de Koestler⁷⁹, les intellectuels du PCF font de la Grande Terreur un des succès du stalinisme. Comment expliquer une telle réaction ? Pourquoi, dans ce cas précis, les clercs communistes n'ont-ils pas tenté de dissimuler un sujet aussi délicat que celui de la période 1936-1938 derrière des événements tels que le Congrès de Wrocław, succès de l'année 1948 ? La justification et la légitimation des Procès de Moscou ne résultent pas uniquement de l'aveuglement général qui sévit dans la sphère communiste. Justifier la période 1936-1938 ne découle pas d'une volonté personnelle mais bel et bien d'une tactique politique. Admettre les dérives du PCUS durant les procès d'avant-guerre serait avouer les défaillances des procès politiques des démocraties populaires. Etant basés sur la même mécanique que les Grands Procès, les procès Rajk et Kostov n'auraient pu bénéficier du soutien communiste en France si l'intelligentsia n'avait pas admis son acceptation des Procès de Moscou.

L'intelligentsia communiste se doit de faire des Procès de Moscou comme des procès de l'automne 1949 un succès dans l'optique d'une sauvegarde de la paix :

« La phase de la conspiration terroriste qui dura dix années en URSS est maintenant dévoilée et démasquée comme elle le fut là-bas. Mais le processus s'est accéléré. Désormais, existe seul, comme après 1938, le recours

⁷⁶ Sophie Coeuré déclare à ce sujet : « Du côté français, une information de moins bonne qualité accompagne ainsi la fermeture politique et le repli méfiant des médiateurs potentiels. (...) La couverture impressionnante par la presse française des procès de Moscou ne doit pas faire illusion, car elle s'appuie le plus souvent sur les dépêches d'Havas et de TASS, ainsi que sur les comptes rendus que le commissariat du peuple à la Justice fournit après chaque audience en français et en anglais. » dans Sophie Coeuré, *La grande lueur à l'Est : les Français et l'Union Soviétique. 1917-1939*, Paris, Le Seuil, coll. Archives du communisme, 1999, p.272.

⁷⁷ P. Daix, « Le procès Rajk... », art. cité, pp.29-30.

⁷⁸ Jean Kanapa demanda à Annie Kriegel (à cette époque Annie Besse) de rédiger un article pour la *Nouvelle Critique* établissant un parallèle entre les procès des années trente et ceux de l'année 1949. Après avoir commencé la rédaction, elle renonça cependant à produire l'article.

⁷⁹ A ce sujet, P. Daix décrit le parcours littéraire de Koestler comme « une déchéance ignoble » dans *Ibid.*, p.36.

direct à la guerre. (...) Le régime de Tito, national-communisme succédant dans la mystification au national-socialisme, c'est une nouvelle forme de la machine de guerre dont l'impérialisme a besoin pour mener le combat contre les peuples qui se sont libérés de son emprise. »⁸⁰

Le mythe de la conspiration, de l'impérialisme liberticide contre la Russie, tels sont les points mis en exergue par Daix et l'intelligentsia communiste pour légitimer les Procès de Moscou dans le but de ne pas endiguer le succès des procès Rajk et Kostov. Le PCF aborde la thématique du terrorisme cyclique auquel la Russie doit faire face de manière séculaire. Les figures de Boukharine, Zinoviev, Hitler, Tito, Rajk et Kostov sont alors confondues dans une vision manichéenne du combat politique. Pour glorifier son allié, le PCF discrédite l'adversaire, manière décalée de vanter les gloires de l'URSS. Les Procès de Moscou et des démocraties populaires ne se présentent donc pas comme une fin en soi mais comme un moyen de libération de la Russie du complot politique. L'intelligentsia se retranche alors derrière la mythologie politique, dernier rempart assurant une protection efficace face aux attaques d'*Esprit* et aux déclarations de Roger Stéphane dans *Les Temps Modernes*.

3.2.2. La rupture de Jean Cassou et de Vercors

Bien que majoritairement rangés derrière la pensée de Pierre Daix (et par là même de Laurent Casanova), les intellectuels communistes ne furent cependant pas tous insensibles à la délicate comparaison entre Moscou et Budapest. Les procès politiques de l'automne 1949 marquèrent une véritable rupture chez quelques intellectuels ou compagnons de route du PCF. L'éloignement de Jean Cassou et de Vercors après le verdict du procès Rajk en est l'exemple le plus significatif.

Cassou et Vercors, penseurs fidèles au communisme soviétique⁸¹, rompent avec celui-ci, non pas par conscience de l'injustice de la condamnation de Rajk mais par rejet du mécanisme judiciaire stalinien. Cassou, dans les colonnes d'*Esprit*, déclara :

« Les moyens employés pour obtenir les aveux de Rajk, le rôle réel de celui-ci, les traits de sa psychologie, tout cela peut demeurer chose inconnue, voire inconnaisable : il n'en reste pas moins que les incohérences, les inexactitudes et les fantasmagories des seuls aveux obligent à l'étonnement. »⁸²

Le sort de l'accusé importe moins que la dérive à laquelle fait face le communisme. Vercors, dans un texte daté du 20 octobre mais publié seulement dans le numéro de décembre d'*Esprit*, renforce les propos de Cassou :

⁸⁰ *Ibid.*, p.37.

⁸¹ Jean Cassou adhéra au PCF en 1929. Il fait partie de la génération Casanova, ancienne génération intellectuelle du parti, et fut de 1936 à 1949 rédacteur en chef de la revue littéraire *Europe*. Il prit la succession de Jean Guéhenno avant de laisser la place à Pierre Abraham. Vercors, figure de la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale, fut séduit par le PCF au lendemain de la guerre.

⁸² J. Cassou, « La révolution... », art. cité, p.944.

« Ce n'est donc pas Rajk coupable ou innocent qui m'intéresse. Ce qui m'oblige à élever la voix, c'est que tout ce procès est un mensonge. (...) J'aurais plutôt le sentiment (s'il me fallait absolument me prononcer) que Rajk et ses coaccusés sont coupables, coupables de quelques tentatives dont l'objet toutefois se dissimule derrière des aveux déguisés. Ce ne sont donc pas des innocents dont je refuse le jugement inique. C'est tout autre chose que je refuse : je refuse qu'on trompe le peuple. »⁸³

La machination stalinienne mise en place lors du procès Rajk ne fut pas le succès total auquel l'intelligentsia communiste a voulu faire croire. En s'exprimant dans *Esprit*, Jean Cassou et Vercors, rompent définitivement avec le communisme.⁸⁴ Il ne faut pas perdre de vue qu'*Esprit* reste la revue par laquelle le scandale de l'affaire Rajk a éclaté un mois plus tôt. Les tiraillements et les hésitations de deux intellectuels communistes aussi prestigieux que Cassou et Vercors, bien que visibles dans les milieux de gauche indépendante, ne sont en aucun cas retranscrits dans les organes de presse communiste. La perte de Vercors, principal artisan du succès de la délégation française de Wroclaw en août 1948 avec Frédéric Joliot-Curie, et de Jean Cassou, fidèle au PCF depuis vingt ans, des rangs du parti constituerait un cuisant échec pour Laurent Casanova. Ainsi, de décembre 1949 à février 1950, aucune allusion à l'éloignement des deux hommes ne fut visible dans les colonnes de *La Nouvelle Critique* ou des *Lettres Françaises*. L'élite intellectuelle communiste a trop conscience de leur préciosité au sein du PCF. Ce n'est que lorsqu'il y eut une réelle prise de conscience de la rupture définitive que le parti commença son processus d'acharnement sur Cassou et Vercors. Une fois le parti quitté, la machine de presse communiste peut commencer à salir l'image des anciens compagnons de route, pas avant. C'est ainsi qu'en mars 1950, Cassou et Vercors sont fustigés et catalogués aux mêmes rangs que les Mounier et Bourdet, nouveaux bourreaux du communisme pour les intellectuels staliniens du PCF :

« Cassou commettant ce numéro triste où l'on goûte à nouveau au vieux, à l'éternel, à l'insipide brouet de l'anticommunisme. Il faut bien l'avouer à *Esprit* : L'émoi n'a été que de son côté. Ont-ils cru que le prolétariat allait enfin épouser les courbes de leur devenir intérieur ? que Cassou, que Vercors et qu'Edith Thomas apportaient enfin avec eux la grande troisième force socialiste et démocratique sur fond de conscience humaine et aux armes du respect de l'adversaire ? Hélas, la marchandise déballée, il n'y avait rien de neuf. Seuls étaient nouveaux en cette fin d'année 1949 les noms de Cassou, de Vercors et d'Edith Thomas pour étiqueter la marchandise. »⁸⁵

⁸³ Vercors, « Réponses », *Esprit*, n°162, décembre 1949, p.950.

⁸⁴ Bien que la rupture soit consommée, Cassou et Vercors ne remettent pas en cause leur attachement au marxisme et à l'idéologie communiste. Il y a un rejet du stalinisme mais en aucun cas un rejet du communisme. Vercors déclara : « J'aime l'humanité par-dessus tout, la France parce qu'elle en incarne depuis 150 ans la destinée, le Parti Communiste parce qu'il est le seul, à mes yeux, à vouloir et pouvoir, dans les présentes conjonctures du monde, réaliser cette destinée – à promettre à l'homme sa libération. Tant qu'il n'abandonnera pas ces fins admirables, on ne me verra jamais parmi ses ennemis, ses adversaires, ni même parmi ceux qui par une action parallèle risquent de le diviser donc de l'affaiblir. » dans *Ibid.*, p.952.

⁸⁵ Maurice Mouillaud, « Ceux que l'Histoire veut perdre ou de Bourdet à Mounier, en passant par Cassou », *La Nouvelle Critique*, n° 14, mars 1950, p.53.

Bien qu'attachés au communisme, Vercors et Cassou n'appartiennent plus à la famille du PCF, résolument tournée vers Moscou.⁸⁶ Cependant, il serait réducteur de faire des procès politiques de l'automne 1949 l'unique détonateur de la prise de distance de personnalités aussi charismatiques du monde communiste. En effet, en observant le parcours de Jean Cassou à la tête de la revue *Europe*, on peut observer la naissance de querelles internes au monde littéraire communiste, préexistantes au procès Rajk. Lorsque, le 5 mai 1949, il abandonne la direction de la revue, ses sensibilités communistes se sont dispersées. En effet, l'impossible autonomie de la revue en 1949 constitue un obstacle à son épanouissement au sein du parti. Cassou n'est pas un cas unique car si l'on observe le comité de rédaction à l'été 1949, on note la présence de Vercors. A compter de cette date, les deux hommes suivirent le même parcours⁸⁷ en s'éloignant progressivement de la ligne de conduite édictée par Casanova, jusqu'à s'écarter définitivement des milieux intellectuels du PCF aux lendemains du procès Rajk. Ainsi, le procès Rajk n'est pas ce coup de tonnerre politico-intellectuel auquel on pourrait penser en observant la littérature de l'automne 1949. Il s'apparente davantage à un tournant survenu à un moment où le positionnement idéologique de chaque intellectuel était nécessaire. A l'inverse du schisme titiste où certains intellectuels (Edith Thomas et Clara Malraux) ont claqué la porte du parti en réaction à une décision immédiate souffrant d'un manque de recul face à l'événement, le procès Rajk fut pour beaucoup l'aboutissement d'un processus de stalinisation déjà révélé au début de l'année 1949 lors de l'affaire Mindszenty.

Le procès Rajk a scellé un processus instauré par le schisme titiste. La mobilisation des consciences collectives lors des audiences du tribunal de Budapest a permis aux intellectuels d'appréhender le procès Kostov de manière éclairée, non plus en tant que simples lecteurs de l'événement mais en tant qu'interprètes entre Sofia et Paris. Cependant, ne nous y trompons pas. L'émoi suscité par les tumultes des procès Rajk et Kostov retomba aussi vite qu'il fut soulevé. De 1950 à 1956, trente et un autres procès préfabriqués eurent lieu en Hongrie, se soldant par quatre-vingt-treize condamnations dont vingt-six peines capitales. Si l'aura des condamnés n'eut pas l'impact d'un Lazlo Rajk en France, il faut tout de même noter la présence d'Endre Havas, poète communiste hongrois, battu à mort avant son procès. De ces affaires judiciaires, la presse intellectuelle française n'en fit pas l'écho. Il convient alors de réinscrire l'engagement total des clercs français dans le procès Rajk dans un cadre historique plus large, le ramenant à un engagement partiel dans le combat pour le salut d'une Hongrie détachée du stalinisme.

⁸⁶ Cassou et Vercors durent justifier leurs choix auprès d'une commission nommée par la Commission permanente des Combattants de la Paix (à laquelle Cassou était membre). Ils furent accusés avec Agnès Humbert, Claude Aveline et Jean-Marie Domenach de titisme. Jean-Marie Domenach revient sur cette affaire dans Jean-Marie Domenach, « Notre affaire Tillon ou la vitrine et l'appareil », *Esprit*, juin 1971.

⁸⁷ Lors de la séance du comité rédactionnel d'*Europe* le 7 juillet 1949, Georges Friedmann déclare « tant en son nom, qu'au nom de MM. Jean Cassou, André Chamson, Martin-Chauffier, Vercors, et René Arcos, qu'ils ne collaboreront qu'autant que la teneur de la revue leur permettra de collaborer. » cité dans Marie-Cécile Bouju, « *Europe* et ses éditeurs : 1923-1949 », *Actes du colloque...*, *op.cit.*

*« L'agonie des illusions est un
processus long et pénible ».*

D. Chostakovitch

Seconde partie :

Masques et visages du stalinisme

En signant son *Masques et visages de Tito et les siens* en décembre 1949, Dominique Desanti ne se doutait certainement pas qu'un tel pamphlet aurait pu se retourner contre elle et ses camarades communistes. En analysant le stalinisme au regard des écrits d'intellectuels de la période 1948-1950, celui-ci apparaît tantôt sous un masque de la paix, véhiculé par le PCF, tantôt sous son vrai visage, celui du totalitarisme. L'appropriation stalinienne de l'Europe orientale jusqu'en 1950 fut l'occasion de découvrir une France pensante plus fragile qu'elle n'y paraissait de prime abord, une France des élites malaisée face à une dénonciation ténue et délicate du phénomène répressif à l'Est. A travers elle, n'est-ce pas l'ensemble du totalitarisme stalinien qui s'avéra être pointé du doigt ?

Le débat sur le sort des démocraties populaires devient alors un microcosme des réalités et des enjeux intellectuels de l'époque. Révéléateur de la complexité de l'aveuglement communiste et témoignage des divergences au sein des milieux revuistes, il devient un syndrome autour duquel l'ensemble de l'intelligentsia gravite et s'engage. Ainsi, au-delà d'un engagement immédiat s'inscrivant dans le salut des démocraties populaires pour une intelligentsia non communiste, dans la promotion du communisme soviétique pour les autres, c'est à une véritable réflexion sur les régimes politiques en eux-mêmes auxquels sont amenés les clercs français. Le titisme et le stalinisme sont analysés, parfois maladroitement, souvent avec habileté. Cette réflexion fut le fruit d'une véritable nécessité pour comprendre les enjeux des relations internationales à l'est du rideau de fer. Comprendre la situation yougoslave à l'issue de juin 1948 sans avoir pleinement cerné les fondements du titisme et du stalinisme aurait été une aberration et c'est à cette subite réalité que furent confrontés penseurs, écrivains, philosophes et journalistes de l'hexagone. Que ce soit sous un masque ou sous son vrai visage, le stalinisme fut le réel objet de réflexion des intellectuels français de 1948 à 1950, au-delà des enjeux politiques propres à chaque démocratie populaire.

CHAPITRE 4 : Le malaise de l'hétérogénéité intellectuelle

Le plein exercice du stalinisme en ces années 1948-1950 fit converger de nombreuses attentions intellectuelles dans une France littéraire et scientifique en pleine ébullition. La création et la multiplication de revues diverses, témoignages du dynamisme éditorial français, n'ont fait qu'accentuer l'impression d'une classe intellectuelle hétérogène, éclatée en divers centres. Si les enjeux diplomatiques à l'Est à la fin des années quarante ont permis de saisir les sensibilités de chaque cercle intellectuel en révélant une « France pensante » en mouvement, ils ont, au demeurant, stigmatisé les passions au sein d'un même milieu. L'utilisation d'une analyse multi scalaire s'avère indispensable dans l'appréhension du stalinisme par les intellectuels français. Saisir la perception du stalinisme par un milieu social est une chose, en mesurer son impact au sein d'une même entité en est une autre.

Malgré de nombreuses zones d'ombre dans le traitement de l'information relative aux événements en Europe orientale, la presse française, par un foisonnement conséquent d'articles sur le sujet¹, fut le lieu d'expression d'un véritable malaise du monde intellectuel. Bien que largement représentée sur la scène internationale², l'intelligentsia française jeta un véritable écran de fumée sur ses rapports avec le stalinisme. Naviguant dans le domaine du paraître, flirtant avec les limites de la désinformation, elle sut composer avec la question répressive soviétique uniquement lorsqu'une voix forte s'éleva pour chaque milieu, que ce soit Fejtő pour *Esprit* ou Sartre et Merleau-Ponty pour *Les Temps Modernes*. L'analyse au cas par cas, milieu par milieu, laisse apparaître un monde intellectuel malade, souffrant de ne pas avoir su s'adapter aux querelles internes et aux divergences d'opinion vis-à-vis du stalinisme.

Après une première réflexion renvoyant à l'immédiateté et à la spontanéité de la pensée intellectuelle, les clercs français doivent à présent faire face à une deuxième phase faisant du stalinisme un moyen de positionnement au sein de leur propre milieu. Là où l'intelligentsia communiste se terre dans un aveuglement renforcé par un discours officiel aux allures monolithiques, la gauche indépendante tente de s'organiser autour des figures de Mounier et Sartre. Comment le stalinisme, au travers de sa phase répressive à l'Est, a-t-il permis de saisir le malaise et les carences des milieux intellectuels français ? N'a-t-il pas accéléré le processus de recomposition de chaque noyau intellectuel ? Avons-nous affaire à une unanimité du discours sur le stalinisme au sein d'un même groupe intellectuel ou sommes-nous en présence d'un imbroglio idéologique masqué par la toute puissance des noyaux rédactionnels ? Que ce soit chez les intellectuels du PCF ou les clercs non communistes, un préalable ne doit pas être perdu de vue : les rapports de forces s'inscrivent toujours dans l'optique d'un combat commun. Promouvoir le stalinisme d'un côté, le combattre de l'autre.

¹ De juin 1948 à juillet 1950, plus de deux cents articles traitent de la répression soviétique dans les démocraties populaires (sont comptabilisés ici aussi bien les articles de fonds, les chroniques, les revues de presse que les encarts et comptes-rendus d'audiences). Seuls cent six furent retenus dans cette présente étude.

² La composition de la délégation française à Wrocław en 1948 témoigne de l'intérêt porté aux réflexions des intellectuels français sur la scène internationale. Il s'agit de la délégation la plus importante en effectifs (douze membres) après la délégation soviétique.

1. Aveuglé ou clairvoyant : l'heure du choix intellectuel

1.1. L'isolement de la citadelle rouge : les intellectuels du PCF face au reste du monde ?

Force est de constater que les vagues répressives staliniennes dans les démocraties populaires ont accentué le fossé entre l'intelligentsia communiste et le reste des milieux intellectuels français. Sans prétendre qu'elles ont pour autant affaibli sa structure, elles ont isolé l'élite du PCF, retranchée derrière Casanova. Cet isolement ne doit pas être perçu comme le fruit spécifique de la période 1948-1950 mais doit être pensé comme le résultat d'un cycle inauguré dès 1935 lors de l'affaire Victor Serge³. En 1950, l'intellectuel, qu'il soit communiste ou non, dispose de toutes les données pour condamner ou soutenir le régime stalinien et ses répressions.

De quelle manière les actions staliniennes en Hongrie et en Bulgarie ont-elles instauré un processus qui allait casser un cycle en marche depuis les années trente ? Peut-on parler d'un aveuglement communiste ou de multiples types de cécité au regard des réactions suscitées par les procès de 1949 ?

1.1.1. Visages du fanatisme stalinien : de l'aveuglement subi à l'aveuglement réfléchi

L'intellectuel communiste, dans sa réflexion comme dans son adhésion politique, reste une personne sous influence. Cependant, faire de lui un individu dénué de toute conscience dans son détachement idéologique serait galvauder l'impact du stalinisme de l'année 1949 sur l'intelligentsia du PCF. Certes, il reste sous le patronage de Laurent Casanova, figure immuable de l'élite intellectuelle, mais il détient les moyens de retrouver la vue et de sortir de ces années d'aveuglement. Une rupture au sein même de l'élite communiste fut notable lors des procès politiques à l'Est. En effet, une typologie de l'aveuglement intellectuel fut alors perceptible. A la différence des affaires propres au PCF, sur les questions de politique intérieure notamment, où l'aveuglement est subi, la question stalinienne à l'Est, où les enjeux impliquent de nombreuses vies humaines, pose les bases d'un aveuglement réfléchi.

Lors du schisme titiste, les réactions communistes furent d'une manière générale (hormis Edith Thomas et Clara Malraux) unanimes à l'égard de Staline. La condamnation de Tito ne résulta pas d'une démarche rigoureuse d'analyse mais fut le fruit d'un aveuglement véhiculé par les autorités du PCF. De plus, aucune remise en question de la défense communiste ne fut signalée par les intellectuels du parti lors du procès Kravchenko, bien que les intérêts communistes soient malmenés et contestés. A l'inverse, les procès politiques furent le symbole d'un renversement de l'aveuglement, institué par la naissance d'un

³ L'affaire Victor Serge, du nom du révolutionnaire d'origine belge victime des purges staliniennes et déporté en Sibérie, amena une partie de la gauche intellectuelle non communiste à s'écarter du stalinisme. *Esprit* prit la défense de Serge en 1935. Dès cette période, il fallut se définir politiquement en fonction du stalinisme. Michel Winock saisit les diverses nuances d'une revue comme *Esprit* : « *Esprit* avait exprimé, dès ses premiers numéros, un antimarxisme et un antistalinisme nuancés : philosophiquement, le marxisme était discutable ; moralement, le totalitarisme stalinien était odieux. » dans M. Winock, *Esprit...*, *op. cit.*, p.118.

ébranlement des convictions, y compris chez les intellectuels endurcis du PCF. A ce sujet, Dominique Desanti avoue sa détresse lors du verdict du procès Petkov⁴ en 1947 :

« Personnellement, étant depuis l'enfance contre la peine de mort, l'exécution de Petkov en Bulgarie m'avait choquée. Laurent Casanova, le geste et l'élocution épiscopale, me dit : "Tu as raison d'être contre la peine de mort, sauf en matière politique pendant les périodes aiguës de la lutte de classe : enfin, pendant la guerre civile tu admets bien que l'on tue l'adversaire pour ne pas être tué ? Ici, au contraire, on a donné sa chance à l'adversaire, mais il a trahi ; alors ?" (...) »

Ces propriétaires devaient donc disparaître pour libérer la masse des paysans sans terre. »⁵

Bien qu'ébranlée par le procès Kostov, elle reste fidèle au discours communiste. Cependant, il y a eu une réflexion préalable qui lui a permis d'envisager une possibilité d'un autre chemin que celui du communisme. Qu'est-ce qui fait que des gens comme Desanti ou Courtade, deux figures majeures de l'adhésion sans failles au communisme, ont douté lors des procès de 1949 ? Pourquoi des gens comme Daix, Wurmser ou Garaudy n'ont, quant à eux, montré aucun signe de remise en question ? Faut-il y voir le point de contact entre une génération issue d'un communisme antifasciste (Desanti, Courtade) et une génération répondant d'un engagement issu des années vingt et d'un communisme sectaire (Wurmser notamment) ? La réponse semble être apportée par Pierre Daix lui-même, en 1976, lorsqu'il décrit son engagement dans l'année 1948 :

« J'avais, à mon insu, décollé du réel pour entrer dans le monde de la science stalinienne où toutes choses devenaient d'autant plus prévisibles qu'elles étaient déduites de la plus simple des hypothèses. Le camp socialiste était la paix, le bonheur, la justice. (...) Nous étions des fanatiques⁶. »⁷

La majeure partie de l'élite communiste a été isolée de la réalité, tandis que certains intellectuels ont été en contact avec les enjeux internationaux se déroulant à l'Est du rideau de fer. Le système de vase clos de la sphère communiste empêcha les intellectuels traitant l'information de France de remettre en question le discours de Casanova. La démarche empirique établie par Desanti depuis son voyage en Roumanie en 1947 l'amena à se remettre en question à l'issue du procès de Sofia. Faire son expérience du communisme par soi-même,

⁴ Chef du parti agrarien bulgare, il fut exécuté en septembre 1947 par les membres du PCR au terme d'un procès expéditif.

⁵ D. Desanti, *Les Staliniens...*, op. cit., pp.148-149.

⁶ Le fanatisme évoqué par Pierre Daix ne naquit pas ni ne s'éteignit avec l'emprise stalinienne sur les démocraties populaires. En 1955, on retrouve dans certains écrits d'intellectuels cette crainte du fanatisme communiste. Raymond Aron termine son ouvrage majeur en souhaitant « la venue des sceptiques s'ils doivent éteindre le fanatisme » dans Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, coll. Liberté de l'Esprit, 1955, p.334. Si ce fanatisme subsiste après la mort de Staline, il s'exprima essentiellement durant la période 1948-1951. Aron, dans *Le Figaro*, signa un article intitulé « Puissance du fanatisme » le 28/07/1951. Daix, quant à lui, qualifia cette période de « temps du fanatisme », titre donné au vingt-sixième chapitre de ses mémoires. Cf. P. Daix, *J'ai cru...*, op. cit., pp.226-235.

⁷ *Ibid.*, p.229.

telle semble être la première phase d'un possible éveil politique face au stalinisme. Même si elle n'a pas permis à Desanti ou Courtade de s'affranchir du communisme, elle a malgré tout redéfini le type d'aveuglement auquel ils furent confrontés. Véritables témoins de la réalité, ils furent en proie à un aveuglement volontaire et réfléchi, à l'inverse des Daix, Wurmser, Garaudy et autres Kriegel-Valrimont subissant l'aveuglement souhaité par la direction du parti. L'intelligentsia communiste n'est donc pas ce milieu opaque et monolithique dénué d'un quelconque cheminement personnel comme pourrait le laisser prétendre la lecture d'articles de la période 1948-1950 sur le sort des démocraties populaires.⁸

1.1.2. Derrière le masque : conscience de l'aveuglement et fierté communiste

L'intellectuel communiste se situe sans cesse entre deux pôles : la fierté et le rejet. Deux sentiments antithétiques par excellence, ils illustrent à eux seuls le malaise dans lequel ces années 1948-1950 ont plongé l'élite culturelle du PCF. En effet, il semblerait que l'adhésion au communisme fasse appel, au-delà de la vocation politique, à un véritable salut de l'âme. L'engagement intellectuel au cours des années 1948-1950 en fut révélateur. Même dans le cadre d'une rupture avec le parti, des traces de cette imbrication entre rejet du stalinisme d'une part et fierté communiste d'autre part sont perceptibles dans les écrits. Marguerite Duras, bien qu'exclue en mai 1949, continua son combat communiste et s'expliqua en ces termes dans une lettre datée du 18 janvier 1950⁹ :

« Les raisons que j'ai de quitter le Parti, je les aurais volontiers exprimées si je n'avais pas certains camarades décidés à déformer la vérité la plus élémentaire par tous les moyens. Soyez tranquilles, ces raisons, faute de pouvoir les dire devant vous, je ne les dirai devant personne d'autre au monde. Ma confiance dans le Parti reste entière... »¹⁰

Autour de ces questions de la prise en main par Staline des démocraties d'Europe de l'Est, le cas Duras nous révèle un point essentiel de l'appréhension du communisme à la fin des années quarante : rejeter le stalinisme n'implique pas un rejet du communisme¹¹ mais oblige à rompre avec le Parti. La stalinisation totale du PCF en 1948-1950 oblige l'intellectuel conscient, le penseur clairvoyant, à s'éloigner de la structure politique pour mener à bien son parcours communiste.

Dans le cas d'une soumission totale au parti, faut-il encore parler d'intellectuel communiste ou le terme de stalinien est-il mieux approprié ? Il semblerait que malgré de profondes convictions communistes, l'intellectuel-type du PCF ne parvint pas à se démarquer

⁸ Cf. J. Verdès-Leroux, *Au service du Parti...*, *op. cit.* Tout au long de son étude, l'historienne évoque cette dualité entre un discours unique et une multitude d'opinions au sein des divers organes du Parti.

⁹ Sur le départ de Marguerite Duras et du groupe de la rue St-Benoît, voir Chapitre 8, p.190.

¹⁰ Marguerite Duras, *Lettre au Parti*, 18/01/1950, citée dans Frédérique Lebelley, *Duras ou le poids de la plume*, Paris, Grasset, 1994, p.323.

¹¹ Les réactions du milieu intellectuel d'*Esprit* en ont été révélatrices. Si Mounier rompt avec le stalinisme lors du procès Mindszenty, son éloignement du communisme reste beaucoup plus contestable. Jusqu'à sa mort, il resta fidèle à une logique voulant que « l'anticommunisme soit mortel ». Même après les révélations de Fejtö en novembre 1949, Mounier s'engagea « pour *Esprit* à éviter l'impasse de l'anticommunisme systématique », pour reprendre les termes de Michel Winock dans M. Winock, *Esprit...*, *op. cit.*, p.332.

du stalinisme dans un rapport à l'*égo* décuplé depuis l'adhésion au parti. Reconnaître l'échec du parti renvoie à reconnaître son propre échec. Dans ce sens, la fierté l'emporte sur la conscience et, du même coup, sur le rejet. Au sujet d'Aragon, Pierre Daix déclare :

« Aragon a été membre du comité central du PCF, autant dire qu'il n'est pas innocent. Il a dû accepter des compromis, assumer des actes moralement inacceptables. Il y a très peu de différence entre avoir appartenu au parti nazi et au parti communiste. Mais je lui ai toujours gardé mon affection même dans les pires circonstances. J'avais vingt-cinq ans de moins que lui. Quand je suis entré au PCF, je n'avais pas ses illusions. Il appartenait à cette génération qui ne supportait pas l'idée de se trouver en conflit ouvert avec le parti. »¹²

Peur du conflit interne, fierté de l'appartenance politique et rapports d'influence, tel pourrait être le cheminement classique amenant le glissement intellectuel du communisme vers le stalinisme. Si Aragon est évoqué par Daix, il n'est pas le seul à avoir adhéré à cette logique. Wurmser, Garaudy, Le Roy-Ladurie, Kriegel-Valrimont, Leduc mais également Daix lui-même en sont les parfaits exemples.¹³ Ces logiques de fierté et de survalorisation de l'*égo* font de l'intelligentsia communiste un milieu à part dans le paysage intellectuel de l'après-guerre.

1.2. La répression à l'Est : point de rupture éventuelle de la logique communiste ?

Même si le PCF et son intelligentsia ont su gérer et minimiser les répressions soviétiques exercées sur les démocraties populaires, ils ne sont pas ce roc inentamable qu'ils voulurent laisser paraître. De convictions ébranlées en doutes refoulés, le schisme titiste a inéluctablement ouvert une brèche que les procès politiques n'ont fait qu'élargir. Héritière d'un aveuglement construit depuis les Procès de Moscou, l'élite du PCF semble être en 1949 sur une position particulière. L'heure n'est plus à l'aveuglement, mais à consolider celui-ci pour ne pas qu'il disparaisse. L'année 1948, même si l'impact du schisme titiste fut maîtrisé en France, fut une année sombre pour le renouvellement et la stabilité de l'élite communiste.¹⁴ Qu'est-ce qui a permis aux affaires Rajk et Kostov de ne pas devenir une Budapest sept ans avant l'heure ? Quel a été le garde-fou d'une intelligentsia communiste somme toute en péril face aux répressions soviétiques à l'Est ?

¹² Catherine Argand, « Faut-il sortir Aragon du purgatoire ? Entretien avec Pierre Daix », *Lire*, Mai 1997.

¹³ Il n'y a donc pas là un phénomène unique qui n'aurait touché qu'une génération d'intellectuels. L'adhésion et les convictions de Roger Garaudy, né en 1913, et celle d'Emmanuel Le Roy-Ladurie, né en 1929, ne sont, en 1949, pas réellement éloignées. Le conflit générationnel s'opéra davantage dans la perception des événements des années 1948-1950 que dans le positionnement de chacun vis-à-vis du parti. L'étude des relations internationales a exposé au grand jour un fossé générationnel pas toujours apparent au regard des décisions de politique intérieure.

¹⁴ L'aspect le plus révélateur de cette perte de vitesse de l'intelligentsia communiste reste la réduction considérable de tirages du quotidien *L'Humanité* au cours de l'année 1948 et 1949. Voir Annexe IV-B, p.224.

1.2.1. La toute-puissance de Casanova

Le conflit titiste a permis à chaque intellectuel de se positionner idéologiquement au sein du parti. Il a également démontré la puissance et l'influence exercées par Laurent Casanova sur les membres du PCF. Il semblerait que ce soit lui, en fonction des prises de position de chacun sur les questions traitant de la politique stalinienne qui ait précipité les carrières intellectuelles. Ainsi, au regard des interventions de Casanova durant les années 1948-1950, il n'y a plus de demi-mesure dans la gestion de la crise des démocraties populaires. Si, jusque-là, les intellectuels disposaient d'une certaine marge de manœuvre avec le PCF, il n'en est rien depuis le schisme titiste. La stalinisation de l'Europe de l'Est passa par une véritable stalinisation des cercles intellectuels du Parti. Grâce aux discussions et aux tensions suscitées par la mainmise stalinienne à l'Est, Casanova put se façonner une garde intellectuelle proche, comme le souligna Pierre Daix en analysant la situation à l'automne 1948 :

« J'avais déjà en tête la liste des intellectuels que le Parti allait rejeter. Edgar Morin ou Pierre Kast. Jusque-là, j'avais toujours choisi les miens, même contre l'avis du Parti. Maintenant, le Parti décidait à ma place.

Laurent s'est-il douté de mes pensées ? A la fin d'une réunion, il me retint : "C'est bien, Pierre. J'ai observé que tu deviens plus responsable. Ça coûte cher, beaucoup d'amis. Il faut savoir serrer les dents..." »¹⁵

Ce Parti qui décide à sa place a un nom et un visage, celui de Laurent Casanova.¹⁶ Conscient de son emprise sur l'intelligentsia communiste, il s'expliqua dans les colonnes de *La Nouvelle Critique*, évitant du même coup un réveil trop brutal des intellectuels du PCF et une crise interne qui aurait pu le faire implorer :

« Dans la dernière période en effet les conséquences de l'aggravation de la lutte des classes ont commencé d'apparaître de façon plus nette sur le plan qui nous occupe. L'examen critique de notre travail, en relation avec la discussion ouverte sur la situation dans le Parti communiste yougoslave, a permis de déceler l'existence de courants politiques dangereux qui tendaient à s'affirmer ouvertement. »¹⁷

¹⁵ P. Daix, *J'ai cru...*, op. cit., p.216.

¹⁶ Les intellectuels de gauche non communistes ont également relevé cette appropriation de la pensée par Laurent Casanova. Jean-Marie Domenach, dans *Esprit*, y consacra notamment un article en déclarant : « Depuis quelque temps, le parti Communiste français s'occupe sérieusement de ses intellectuels. Un certain nombre d'articles de Laurent Casanova, qui apparaît comme le censeur et le guide de ces intellectuels, viennent d'être publiés en volume, et l'on publie aussi le récent rapport aux Intellectuels communistes présenté par Casanova le 28 février 1949 » dans Jean-Marie Domenach, « Le Parti Communiste Français... », art. cité, p.729. (Le volume évoqué par Domenach est un livre intitulé *Le Parti Communiste, les Intellectuels et la Nation* paru aux Editions Sociales en mars 1949 mais dont certaines parties ont été publiées dès décembre 1948 sous forme d'articles dans le journal interne du Kominform intitulé *Pour une paix durable et pour une démocratie populaire.*)

¹⁷ Laurent Casanova, « Sur l'effort d'éclaircissement idéologique du parti communiste auprès des intellectuels », *La Nouvelle Critique*, n° 2, janvier 1949, p.29.

La toute-puissance de Casanova étant justifiée, elle se présente désormais sous un aspect salubre pour le Parti. Peu à peu, du schisme titiste au procès Kostov, un véritable formatage des intellectuels sous son influence fut mis en place. Si, pour beaucoup, l'engagement dans le schisme titiste répondait à un véritable engagement contre « l'hérésie titiste »¹⁸, la prise de position lors de l'affaire Kostov s'inscrivait davantage dans un suivi de la ligne officielle du parti que dans le cadre de convictions profondes. Qu'est-ce qui fait de l'intellectuel communiste des lendemains du procès de Sofia un intellectuel différent de celui de juin 1948 ? Il s'est stalinisé. En 1950, à l'inverse de 1948, il y a davantage une fascination du modèle soviétique qu'une réelle conscience de la lutte politique. Ce constat est d'autant plus vrai avec l'arrivée d'une nouvelle génération d'intellectuels au cœur du parti comme Emmanuel Le Roy-Ladurie ou Jacques Le Goff et leurs camarades communistes de la rue d'Ulm, qui décriront leurs années 1949-1950 ainsi :

« Notre pain quotidien, c'était la complicité totale avec l'URSS et nos amours pour Staline ; le marxisme-léninisme y figurait comme condiment, mais de deuxième ordre. »¹⁹

1.2.2. La génération 1949 : génération sacrifiée ou nouveau intellectuel ?

L'année 1948 ne vit pas d'adhésions importantes d'intellectuels charismatiques au PCF. Pour pallier ce non renouvellement d'une génération communiste pour la plupart issue de l'avant-guerre, les intellectuels utilisèrent le combat antititiste comme moyen de propagande au sein des jeunes sympathisants communistes. La rue d'Ulm, siège des étudiants Normaliens, fut avant 1945 un lieu important d'adhésion communiste. Même si de la Libération au début des années cinquante, le groupe communiste est le plus nombreux et le plus homogène au cœur de l'école, force est de constater que les inscriptions au Parti ont chuté de plus de 25% entre 1945 et 1947. Tirillée entre un attrait de plus en plus développé pour Mounier et *Esprit*²⁰ et une crainte du combat titiste²¹, la génération 1949 ne s'engagea pas aussi facilement que les générations communistes des années trente, guidées par une Vulgate marxiste inébranlable. L'adhésion à la cause antititiste se fit alors par un véritable apprentissage du stalinisme, une véritable formation opérée par de grands noms de l'intelligentsia communiste.²² La génération 1949 est prise en charge par ce qu'il conviendrait

¹⁸ Terme employé pour la première fois par Raymond Aron dans *Le Figaro* deux semaines seulement après la rupture titiste (Cf. R. Aron, « L'hérésie nationale », *Le Figaro*, 10/17/1948), cette notion d'hérésie yougoslave fut abondamment reprise par la littérature communiste à partir de l'automne 1949.

¹⁹ Emmanuel Le Roy-Ladurie, *Paris-Montpellier : PC-PSU. 1945-1963*, Paris, Gallimard, coll. Témoins, 1982, p.57.

²⁰ Les positions philocommunistes d'*Esprit* en 1947-1948 apparaissent aux yeux de nombreux Normaliens comme un compromis acceptable entre une gauche intellectuelle neutraliste et un communisme en voie de stalinisation. Des collaborateurs d'*Esprit*, comme François Goguel, sensibilisèrent l'éveil à la politique de nombreux étudiants de la rue d'Ulm, par le biais de diverses interventions.

²¹ Jean-François Sirinelli déclara à ce sujet que « l'affaire Tito tendit les rapports entre communistes et non communistes et l'attrait du Parti hors de la cellule s'en trouva diminué » dans J.-F. Sirinelli, « Les Normaliens de la rue d'Ulm... », art. cité, p.578.

²² En 1949, Pierre Courtade et Marcel Willard firent deux interventions rue d'Ulm au sujet de l'affaire Rajk. En 1950, c'est Dominique Desanti qui, au cercle Politzer, expliqua le déroulement des procès Rajk et Kostov, aux étudiants.

d'appeler la génération d'avant-guerre. Il est donc essentiel de souligner ici l'importance du phénomène générationnel au sein du PCF. Cela dit, ceux qui, aux yeux des Casanova et Daix, représentaient un renouvellement intellectuel du Parti ne se révélèrent pas être ce nouveau souffle tant attendu. En cette année 1949, une typologie évidente de l'intellectuel communiste se fait jour à la lumière des répressions à l'Est. D'un côté se trouve des génération éveillées à la politique avant 1939, présentant un engagement total dans le soutien à l'URSS, de l'autre émerge une génération s'éveillant au fil de la stalinisation de l'Europe orientale et répondant à un engagement peu fondé.

Cette génération des Le Roy-Ladurie, Foucault²³ et autres Normaliens ne s'est-elle pas jetée dans les procès Rajk et Kostov par dépit ? S'il est vrai que l'on pourrait attribuer au PCF le mérite d'avoir su mobiliser l'ensemble de ses générations intellectuelles lors des affaires Tito, Rajk et Kostov, on ne saurait également mettre les engagements et les convictions de chacun sur le même plan. Emmanuel Le Roy-Ladurie analyse le parcours de sa génération communiste ainsi :

« Ma génération communiste, 1949-1956, a été la plus sacrifiée de toutes. Nous n'eûmes à nous mettre sous la dent ni les conquêtes sociales de juin 1936, ni la Résistance, ni les luttes à tout prendre positives contre la guerre d'Algérie, ni les grands remuements de mœurs et d'idées de Mai 1968. »²⁴

Cette nécessité d'un événement fondateur de l'éveil politique apparaît comme étant le point fondamental de l'identité intellectuelle.²⁵ Le procès Rajk fut pour cette génération de l'année 1949 cet événement, mais un événement provoqué par une conscience de la nécessité, non pas par une adhésion aux valeurs défendues par le communisme. Héritière du procès Rajk, cette génération ne pu ni ne su renouveler l'intelligentsia du PCF. Là où des personnalités comme Daix, Courtade ou Desanti vinrent à l'adhésion au Parti par le biais de la Guerre d'Espagne ou de la Résistance, événements offrant au communisme son meilleur visage, la génération 1949 y entra par le schisme titiste et le procès Rajk, symboles du stalinisme et d'un communisme malmené. Dès le départ, cette nouvelle génération dispose d'un engagement peu légitime pour intervenir dans le débat intellectuel. Les années 1948-1950 restent donc une période où l'ancienne génération détient le monopole du traitement de l'information sur la situation à l'Est mais subit incontestablement les méfaits de son isolement et de son élitisme quand, dans les milieux de gauche indépendante, surgissent des personnalités comme Roger Stéphane et Louis Dalmas, apportant une vision neuve de la situation.²⁶

²³ Né en 1927, Michel Foucault fut séduit par le communisme dès 1949. Cependant, il ne prit sa carte qu'au début de l'année 1950, jusqu'en 1952.

²⁴ E. Le Roy-Ladurie, *Paris-Montpellier...*, *op. cit.*, p.57.

²⁵ Claude Nicolet, dans une étude consacrée à Pierre Mendès France avait déjà souligné ce point : « Il importe beaucoup de savoir sous l'effet de quels événements une génération prend un premier contact avec la politique : elle en restera sans doute marquée dans tout son comportement ultérieur. » dans Claude Nicolet, *Pierre Mendès France ou le métier de Cassandre*, Paris, Julliard, 1959, p.35 cité dans Jean-Pierre Azéma, « La clef générationnelle », *XX^{ème} siècle*, n° 22, *op. cit.*, p.3.

²⁶ Roger Stéphane et Louis Dalmas apparaissent comme étant les plus jeunes intellectuels engagés dans la lutte contre les répressions soviétiques dans les démocraties populaires.

2. Le principe de condamnation

2.1. De la conviction personnelle à l'acquiescement du cercle intellectuel

La condamnation des répressions soviétiques se développa à partir du printemps 1949 et de l'affaire Mindszenty et s'amplifia au cours de l'année 1950. Si certains collaborateurs de revues comme *Esprit* ou *Les Temps Modernes* s'élevèrent dès 1948 contre la politique stalinienne, faut-il pour autant faire de ces revues des organes anti-communistes ? La structure même du milieu intellectuel se doit d'être étudiée pour en comprendre les mécanismes et les phénomènes d'isolements et de dominations régnant sur ces milieux. Au nom d'*Esprit* se confond celui de Mounier et celui des *Temps Modernes* renvoie inévitablement à Sartre. Le poids d'un nom sur la revue n'a-t-il pas freiné la dénonciation de la situation en Europe de l'Est ? Qu'en est-il des revues où l'opinion du fondateur n'a pas ce poids et n'est pas vecteur d'influence comme peuvent l'être les déclarations de Mounier ou de Sartre ?

2.1.1. D'*Esprit* aux *Temps Modernes* : le poids du noyau fondateur

Que ce soit *Esprit* avec Emmanuel Mounier et Jean-Marie Domenach ou *Les Temps Modernes* avec Jean-Paul Sartre, Maurice Merleau-Ponty et Simone de Beauvoir, ces revues disposent toutes deux d'un noyau directionnel fort, en marge des autres collaborateurs. A l'inverse d'hebdomadaires comme *Les Lettres Françaises* avec Jacques Decour²⁷ ou de revues comme *La Revue des deux Mondes*, ces deux revues de gauche disposent encore de leur fondateur au sein de leur rédaction, c'est-à-dire de l'âme de la revue, de l'essence même des objectifs instaurés. Ce qui peut, de prime abord, apparaître comme un avantage dans l'évolution de la revue se présenta rapidement comme un obstacle à l'élaboration d'une condamnation de l'URSS dans les actes perpétrés à l'Est du rideau de fer.

En effet, l'entrave la plus évidente est relevable au sein des *Temps Modernes*. La dénonciation ouverte de la stalinisation de l'Europe de l'Est par Sartre ne se fit qu'en janvier 1950 dans un article majeur cosigné avec Merleau-Ponty intitulé « Les jours de notre vie »²⁸ où la dénonciation virulente ne laisse plus aucun doute sur les pensées de Sartre jusque-là ténues et confuses sur le sujet :

« Il est en outre établi que le pouvoir répressif tend à constituer, en URSS, un pouvoir distinct. (...) »

A moins d'être illuminé, on admettra que ces faits remettent entièrement en question la signification du système russe. Nous n'appliquons pas ici à l'URSS le principe de Péguy, qui disait que toute cité qui recèle une seule misère individuelle est une cité maudite : à ce compte, elles le sont toutes et il n'y aurait pas de différences à faire entre elles. Ce que nous disons, c'est qu'il n'y a pas de socialisme quand un citoyen sur vingt est au camp. »²⁹

²⁷ Fondateur de l'hebdomadaire, de son vrai nom Daniel Decourdemanche, il fut fusillé par les Allemands le 30 mai 1942 au Mont Valérien à Suresnes, comme le rappelle l'entête des *Lettres Françaises*.

²⁸ M. Merleau-Ponty, J.-P. Sartre, « Les jours... », art. cité. Voir texte intégral en Annexe I- B, pp.206-214.

²⁹ *Ibid.*, pp.1153-1155.

Or, depuis 1948, des voies s'élèvent au sein de la revue pour protester contre la politique stalinienne. Le conflit entre Claude Lefort et Sartre au sujet du procès Kravchenko ne fut pas unique. En effet, Roger Stéphane n'obtint à aucun moment l'autorisation de publier un article de fond sur la situation dans les démocraties populaires. Sartre préféra laisser cette tâche à Louis Dalmas, chargé de réaliser une synthèse de la situation en Yougoslavie, synthèse publiée à partir de février 1949. Si Dalmas et Stéphane avaient compris les dangers d'une stalinisation des pays de l'Est avant Sartre, le noyau dur de la revue n'en montra à aucun moment l'éventualité. Sartre accepta ainsi la publication d'un article relatif à la stalinisation rédigé par Stéphane³⁰ mais uniquement lors du numéro de janvier 1950 s'ouvrant sur « Les jours de notre vie ». D'un point de vue chronologique, le premier article traitant essentiellement de la question des répressions soviétiques dans les démocraties populaires reste celui de Sartre et Merleau-Ponty. Mais la primauté du noyau fondateur ne doit pas faire illusion. *Les Temps Modernes* ont permis de révéler trois futures figures de l'intelligentsia française, bien que délaissées par Sartre, à savoir Lefort, Stéphane et Dalmas.

Dans une moindre mesure, *Esprit* se trouva dans la même situation par l'intermédiaire de Chris Marker, loin d'être parmi les décideurs éditoriaux de la revue commandée par Mounier et Domenach. Même s'il fut l'un des principaux artisans de la condamnation titiste avec Goguel durant l'été 1948, il n'élimina pas cependant l'hypothèse d'un PCF contrôlant et verrouillant la situation de manière à ne permettre aucune tentative d'analyse en restant en France :

« Le 30 juin, *L'Humanité* avait consacré en tout et pour tout 18 lignes au communiqué du P.C. yougoslave, sans en citer une phrase, ni un mot. (...) Alors, pourquoi ne pas permettre l'analyse ? Pourquoi pas la lumière devant le peuple ? »³¹

Son questionnement et son interrogation furent relégués dans les chroniques régulières réunies sous le titre « Journal à plusieurs voix » tandis que l'article virulent de Goguel bénéficiait d'une place à part dans le même numéro de la revue.³²

Ainsi, que ce soit au sein de la rédaction d'*Esprit* ou celle des *Temps Modernes*, ces réalités posent le problème de la place de l'individu dans le cercle intellectuel. Les premiers conscients de la réalité à l'Est ne furent pas, dans la majorité des cas, les plus influents au sein de leur propre famille intellectuelle. Préservation d'un élitisme rédactionnel ou simple absence d'intérêt ? Toujours est-il que la condamnation du stalinisme au travers des affaires d'Europe orientale exista dès le départ, mais, toujours exprimée de manière feutrée, elle ne reçut pas l'écho nécessaire pour retentir au sein des divers milieux intellectuels.

³⁰ Roger Stéphane, « La question du travail forcé à l'ONU : discours des délégués britannique, soviétique, polonais et français », *Les Temps Modernes*, n° 51, janvier 1950.

³¹ Chris Marker, « Lumière pour tous », *Esprit*, n° 147, août 1948, p.209.

³² La place particulière attribuée à l'article de François Goguel s'explique par les convictions philocommunistes de Mounier à cette période. A aucun moment dans son article il n'entra en conflit ou ne contesta la ligne officielle du PCF, à l'inverse d'un Chris Marker beaucoup plus nuancé. La parution de l'article « Lumière pour tous » malgré la non-conformité de l'auteur avec la pensée de Mounier démontre la tentative de vérocité historique chère à *Esprit*, acceptant en son sein la parution d'articles parfois contradictoires mais nécessaires à la création d'une opinion personnelle de son lectorat. Il en fut de même avec le duel opposant l'abbé Boulier à Jean Cep en novembre 1949 au sujet de la lutte religieuse en Tchécoslovaquie.

2.1.2. L'effacement du noyau rédactionnel : le cas *Socialisme ou Barbarie*

Lorsque la revue d'inspiration trotskiste *Socialisme ou Barbarie* voit le jour en mars 1949, elle ne semble pas présenter la même ossature rédactionnelle qu'*Esprit* ou *Les Temps Modernes*. Bien que placée sous le patronage de Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, elle dispose d'un noyau rédactionnel élargi où chacun semble avoir une place déterminante. Cet effacement des deux fondateurs sur les choix de la revue a-t-elle précipité la dénonciation stalinienne ou n'a-t-elle eu aucun impact ?

Une approche prosopographique des membres de la revue permet de comprendre comment les rôles furent répartis dans l'analyse du stalinisme à partir de 1949. En effet, *Socialisme ou Barbarie* ne dispose pas de ce fossé générationnel existant entre Mounier et ses collaborateurs d'une part et Sartre et son équipe d'autre part.³³ L'ensemble de la rédaction de la revue trotskiste appartient à la même génération, ce qui prédispose une entente résultant d'un même éveil politique.³⁴ Lefort et Castoriadis, davantage tournés vers l'explication de la dissidence de la revue durant les années 1949 et 1950, permettent ainsi à de jeunes étudiants de traiter les questions relatives à la stalinisation des pays de l'Est. Ainsi, dès le premier numéro de la revue, c'est un étudiant, Jean Laplanche³⁵, issu des mouvements universitaires trotskistes qui fut chargé de livrer une analyse de la situation en Yougoslavie. Très vite, le ton est donné. La répression soviétique n'est pas analysée en tant que telle mais est un moyen à l'exercice de ce qui devint le but de la revue : la condamnation de la bourgeoisie et de la bureaucratie :

« Il y a aussi peu de sens à parler de "droite" ou de "gauche" à propos du conflit russo-yougoslave qu'à propos d'une lutte entre différentes bourgeoisies nationales. (...) La bureaucratie yougoslave a proliféré pendant la guerre contre l'Allemagne, se créant une solide base sociale dans l'armée des partisans ; après la guerre son objectif était de s'implanter également dans l'économie en passant à fond vers la "collectivisation" à la campagne et vers l'industrialisation. »³⁶

Cependant, même si l'analyse des répressions soviétiques est faussée par la volonté d'affirmation des principes antibourgeois, *Socialisme ou Barbarie* apporte son soutien aux intellectuels opprimés à l'Est, à l'image d'*Esprit* avec François Fejtő, en accueillant en 1950 un sociologue roumain en exil, Benno Sternberg.³⁷ Il devint rapidement avec Raymond Aron

³³ Tous deux nés en 1905, ils furent les aînés de leur rédaction respective, ayant parfois près d'une génération d'écart avec des intellectuels comme Dalmas né en 1928.

³⁴ Les deux fondateurs, Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, sont respectivement nés en 1922 et 1924. Les liens entretenus par Lefort au sein des *Temps Modernes* peuvent expliquer la rapide prise de conscience opérée par Roger Stéphane dès l'affaire Mindszenty.

³⁵ Né en 1924, ce fils de viticulteur fut admis à l'ENS en 1944 où il y rencontra notamment Maurice Merleau-Ponty avant de passer l'année 1947 à l'université de Harvard qui l'orientera plus tard vers la psychanalyse. En 1949, il se trouva en période de préparation de l'agrégation de philosophie (obtenue en 1950).

³⁶ J. Laplanche, « 1948 », art. cité, p.59.

³⁷ Né en 1906, il finit sa carrière intellectuelle en écrivant en 1970, quelques mois avant sa mort, un article dans le n° 274 des *Temps Modernes*.

un des meilleurs spécialistes de la stalinisation de l'Allemagne de l'Est, notamment grâce à deux articles parus dans deux numéros successifs de la revue.³⁸

Ainsi, à l'inverse d'un Jean-Paul Sartre s'étant approprié le monopole de la pensée des *Temps Modernes*, la revue trotskiste a su déléguer l'appréhension de chaque sujet en fonction des compétences de chaque collaborateur. Lefort ne prit la plume qu'à l'automne 1949 pour aborder le titisme³⁹ tandis que Castoriadis ne se plongea dans le sujet qu'au printemps 1950.⁴⁰ Malgré l'absence d'interventions du noyau fondateur de la revue, la condamnation titiste et stalinienne était présente dès le premier numéro. Faut-il y voir un rapprochement entre liberté éditoriale et rapidité d'analyse ? Sans sombrer dans la facilité et ignorer le pouvoir décisionnel au sein du comité de rédaction de Lefort et Castoriadis, il est incontestable que l'effacement des deux hommes a permis à de nombreux auteurs de s'exprimer sur le sujet de mars 1949 à janvier 1951.⁴¹

2.2. *Systèmes de valeurs et représentations culturelles*

Dans l'analyse des relations internationales, un préalable fondamental se présente aux intellectuels : sortir des idées préconçues et contourner une vision faussée par des années d'information sur le sujet. Quand la perception prend le pas sur la réalité, c'est l'ensemble des systèmes de représentations qui se retrouve faussé. La confusion des interprétations et la naissance d'amalgames deviennent alors inévitables et peuvent s'avérer dangereuses lorsqu'elles sont véhiculées par des hommes à forte influence sur l'opinion publique, à savoir les intellectuels. Les « forces profondes » de Pierre Renouvin ont-elles pesé chez les intellectuels français dans leur vision de l'Europe de l'Est ? Où s'arrête le développement des idées préconçues ? Où commence la sincérité de la représentation ?

2.2.1. Une vision préconçue des terres yougoslaves

Cerner l'identité d'un pays, qui plus est en mouvement comme ont pu l'être les démocraties populaires sous l'emprise stalinienne, impose un détachement des idées préconçues. Les intellectuels français ont-ils réussi à y parvenir ? Si leurs nombreux voyages à l'Est assurent une certaine légitimité à leur discours, il n'en efface pas moins la représentation de départ présente en chacun. Une fois le recul nécessaire pris sur la compréhension du schisme titiste, Raymond Bourd déclara en 1951 que « la recherche de la vérité sur la Yougoslavie fut déformée dès le début par ceux même qui prétendaient la chercher. »⁴²

³⁸ Benno Sternberg (Hugo Bell), « Le stalinisme en Europe orientale (1) », *Socialisme ou Barbarie*, n° 7, août-septembre 1950, pp.1-45 ; *Idem*, « Le stalinisme en Europe orientale (2) », *Socialisme ou Barbarie*, n° 8, janvier-février 1951, pp.31-49.

³⁹ C. Lefort (C. Montal), « Le Trotskisme... », art. cité. Voir texte intégral en Annexe I- C, pp.215-217.

⁴⁰ C. Castoriadis (P. Chaulieu), G. Dupont, « La bureaucratie... », art. cité.

⁴¹ Durant les huit premiers numéros de *Socialisme ou Barbarie* (mars 1949-janvier 1951), on dénombre onze articles traitant de près ou de loin des répressions soviétiques dans les démocraties populaires (centrés autour du schisme titiste), soit 1,375 article par numéro. A titre comparatif, sur la même période, on peut relever douze articles en vingt-cinq numéros pour les *Temps Modernes* (février 1948-avril 1950), soit 0,48 article par numéro.

⁴² Raymond Bourd, « Voyage en Yougoslavie », *Socialisme ou Barbarie*, n° 8, janvier-février 1951, p.3.

En effet, la Yougoslavie semble être le pays ayant le plus subi cette représentation galvaudée par les intellectuels français. Les intellectuels communistes utilisèrent cet argument dès 1949 afin de dénoncer le mauvais traitement de l'information de l'adversaire :

« Il vient d'arriver au directeur de *Combat* une merveilleuse aventure : il est allé passer dix jours en Yougoslavie. Dix jours qui n'ébranlèrent pas Claude Bourdet, mais qui le fortifièrent, le confirmèrent dans son interprétation du monde et des hommes. (...) »

Plutôt qu'un voyage en Yougoslavie, le directeur de *Combat* a fait un voyage autour de son propre système. »⁴³

Faire le tour de son propre système. Tel est le danger pour chaque intellectuel. Ce qui pourrait apparaître comme un argument stratégique propre à la défensive communiste est cependant bien une réalité dans le cas de Claude Bourdet. Leduc ne se trompa guère sur le bilan du voyage de Bourdet en Yougoslavie. En effet, il semblerait que celui-ci ne vit que ce qu'il voulait réellement voir. La complaisance à l'égard de Tito relevable avant son départ en Yougoslavie aurait conditionné son voyage et faussé l'interprétation. De plus, son séjour fut organisé avec l'aide des autorités yougoslaves ayant pour l'occasion verrouillé l'accès à certains sites. Au sujet des camps d'internement présents en Yougoslavie, Bourdet n'omet pas d'en parler mais minimise leur importance :

« Je ne connais pas leur régime mais on s'accorde à dire qu'il y a peu de peines durables ; divers "kominformistes" qui y furent internés ont été remis en liberté peu après. »⁴⁴

Relativiser les méfaits du régime yougoslave pour stigmatiser les travers de l'URSS, tel semble être la méthode de Bourdet, méthode relevable avant son départ et la parution de son article dans *Esprit*.⁴⁵ Ainsi, si le directeur de *Combat* s'est accordé certaines libertés avec l'Histoire, c'est dans le seul but de confirmer ses impressions antérieures au voyage. Son discours n'a pas changé avec l'expérience du voyage, il s'est juste durci sans présenter de nouveaux arguments convenables. Si l'on reconstitue le parcours de Claude Bourdet durant son séjour en terre yougoslave, on se rend aisément compte que le circuit établi ne fut qu'un parcours répondant aux attentes de l'intellectuel : tournées des postes de police de Belgrade, traversées de campagnes et visites des complexes architecturaux. Aucun détour par les camps

⁴³ V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité, pp.72-80.

⁴⁴ C. Bourdet, « Voyage... », art. cité, p.757. Même si les conditions de détention des personnes internées ne sont en aucun point comparables aux camps d'internement de Sibérie par exemple, la plupart des peines infligées aux prisonniers furent, à l'inverse des déclarations de Bourdet, des peines durables et touchant une grande partie de la population. Selon l'historien Karel Bartosek, 32 000 Yougoslaves seraient passés par le seul camp de Goli Otok entre 1948 et 1949 (chiffre important si on le rapporte à la population yougoslave avoisinant les 15 772 000 habitants en 1948).

⁴⁵ Dès l'été 1949, Claude Bourdet afficha son soutien à l'égard de Tito dans les colonnes de son journal dont il fut directeur et rédacteur en chef, *Combat*. Maurice Mouillaud évoqua ce soutien appuyé au titisme en ces termes : « Voilà que ce rédacteur en chef si inquiet de faire le jeu des communistes, parle, parle encore, couvre *Combat* d'une longue dissertation sur la Yougoslavie dont la conclusion paraît du titisme en version originale avec sous-titres français. » dans M. Mouillaud, « Ceux que l'Histoire... », art. cité, p.46.

et les usines. L'honnêteté de Bourdet l'amena à informer son lectorat de la situation en déclarant :

« Je ne peux prétendre donner une image complète d'un pays auquel il faut des années pour connaître. (...) J'ai trouvé en Yougoslavie de nombreuses confirmations. »⁴⁶

Bourdet lui-même souleva ce problème. Les confirmations trouvées en Yougoslavie démontrent qu'il y a eu une représentation préalable de la situation à l'Est par l'intellectuel. Le but du voyage peut alors être remis en cause. Mounier envoya Bourdet à Belgrade pensant qu'il était le mieux placé pour éclairer la situation yougoslave. Même si ce fut certainement le cas⁴⁷, ce fut également celui qui eut le plus d'idées préconçues sur la question. L'envoi de collaborateurs neutres aurait apporté une vision neuve à *Esprit* et n'aurait pas permis à l'intelligentsia communiste de soulever ce problème de la représentation. Malgré la qualité d'analyse de la situation en Yougoslavie en 1949 établie par Bourdet, il convient de nuancer l'objectivité inévitablement biaisée par un engagement personnel trop important.

2.2.2. L'amalgame entre communisme et stalinisme

La représentation culturelle galvaudée par des idées préconçues trop marquées ont conduit à créer un amalgame entre deux notions tendant à se confondre entre 1948 et 1950 : le communisme et le stalinisme. Si un glissement a eu lieu du communisme vers le stalinisme dans l'ensemble des partis communistes européens, il convient de différencier les deux. Au regard des interventions de divers intellectuels en 1949, les contours de ces deux notions semblent flous. Claude Bourdet, dans le préambule de son article publié dans *Esprit* décrit la Yougoslavie comme « un état socialiste et non pas comme une République populaire. »⁴⁸

La nouveauté des démocraties populaires soulève le malaise intellectuel généré par ces problèmes de définitions. Au sens littéral, la démocratie populaire est un Etat ayant accepté l'entrée dans le bloc communiste et épousant la politique stalinienne. Or, la Yougoslavie de Tito fut le premier Etat à adhérer au bloc communiste, suivie de près par l'Albanie de Dzodze en 1946.⁴⁹ Bien qu'écartée du bloc communiste depuis 1948, elle a gardé une logique marxiste malgré une autogestion en germe dès la deuxième moitié de l'année 1949.

Sur ces questions de définitions de démocratie populaire, d'état communiste et d'état stalinien, les jugements les plus exacts apparaissent du côté des intellectuels libéraux. Le

⁴⁶ C. Bourdet, « Voyage... », art. cité, p.752.

⁴⁷ Dès la fin 1948, Bourdet fut un lecteur attentif de la situation en Yougoslavie, s'engageant de plus en plus dans la cause titiste au cours de l'année 1949. Il participa à diverses conférences et réunions sur le sujet. Il revint sur cette période dans ses mémoires : « Je me souviens en 1949, d'une réunion organisée à la salle des Sociétés Savantes pour les Brigades de jeunes rentrant de Yougoslavie, où les militants communistes nous attaquèrent comme des forcenés, faisant voler à travers la salle les éclats des grands miroirs qu'ils avaient brisé à l'entrée. Il y eut pas mal de blessés. » dans *Idem, L'aventure incertaine*, Paris, Stock, 1975, p.438.

⁴⁸ *Idem*, « Voyage... », art. cité, p.752.

⁴⁹ En suivant le modèle de la démocratie populaire selon Serge Berstein, on peut englober huit Etats dans cette définition : la Yougoslavie (1945), l'Albanie (1946), la Bulgarie (1946), la Roumanie (1947), la Pologne (1947), la Tchécoslovaquie (1948), la Hongrie (1949) et la R.D.A. (1949). Cf. Serge Berstein, *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XX^{ème} siècle*, Paris, Hachette, coll. Carré Histoire, 1992, rééd. 1999, p.171.

détachement personnel et affectif vis-à-vis des affaires répressives soviétiques en Europe orientale leur ont permis de proposer avant tout autre intellectuel, qu'il soit de gauche indépendante, d'extrême-droite ou communiste, une vision éclairée de la situation et une réorganisation stable de la diplomatie internationale en attribuant à chaque pays leur véritable identité. Au final, la Yougoslavie de Tito, opprimée par Staline dès 1948, est-t-elle restée dans l'imaginaire collectif comme un régime communiste ou un régime stalinien ? Raymond Aron se pencha sur ce problème de la définition du régime yougoslave et en conclut ceci :

« L'expérience de Tito semble suggérer une première séparation : celle du stalinisme et de Staline. Un parti communiste national établirait à son profit le même monopole de la politique, de la propagande et de la police que le parti bolchevik en Russie et il édifierait, lui aussi, le socialisme : industrialisation accélérée, épargne forcée, collectivisation agraire, etc. Dans quelle mesure le stalinisme sans Staline serait-il plus humain que le stalinisme en Russie ? Il se peut que les différences de degré et de style, entre le communisme russe et le communisme yougoslave, soient sensibles et le deviennent de plus en plus. »⁵⁰

La Yougoslavie de Tito, de 1948 à 1950, a été successivement utilisée comme moyen de promotion d'une ligne de pensée par les intellectuels français. Mais comme le souligna judicieusement Victor Leduc, « Tito est ce qu'il est, et non ce qu'ils voudraient qu'il soit ». ⁵¹ Alors que la Hongrie et la Bulgarie occupent le devant de la scène diplomatique en 1949, la Yougoslavie est réintroduite dans le débat, non seulement pour permettre aux détracteurs de Tito de faire le rapprochement entre Rajk et Kostov d'une part et Tito d'autre part mais également dans le but de promouvoir un idéal politique qu'il soit ou non basé sur ce modèle balkanique. Stalinienne pour les intellectuels de la droite conservatrice, fasciste pour l'intelligentsia communiste, socialiste pour les défenseurs d'une Troisième Voie, la Yougoslavie n'a été perçue correctement qu'après l'examen de ses structures internes.⁵² La répression soviétique ayant faussé la donne, ce n'est qu'aux lendemains du procès Kostov que la Yougoslavie fut comprise et acceptée comme un régime autoritaire communiste à part entière.

3. L'apogée de la méfiance au sein d'un même milieu

3.1. Le milieu revuiste : entre mise en garde et pôle d'influence

Si le milieu des revues intellectuelles représente, en cette moitié de siècle, le lieu de sociabilité par excellence, il n'en est pas moins en proie à un malaise profond. S'il offre aux intellectuels une tribune idéale d'expression, il reste un monde clos où conflits internes se conjuguent avec méfiance permanente. Les débats suscités par la diffusion de la pensée

⁵⁰ R. Aron, *Les guerres...*, op. cit., p.236.

⁵¹ V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité, p.82.

⁵² Raymond Aron fut un des premiers à analyser de manière précise la Yougoslavie dans une optique de définition politique dans son ouvrage *Les guerres en chaîne* en 1951 : « Parti unique, police, industrialisation, collectivisation agraire, ils ne refusaient aucune des institutions caractéristiques de l'Union Soviétique. » dans R. Aron, *Les guerres...*, op. cit., p.233.

intellectuelle française vers le lectorat ne sont pas l'unique visage du milieu revuiste. De la mise en garde générée par les désaccords entre la ligne éditoriale et les divers collaborateurs aux naissances de pôles d'influence au sein d'un même organe de presse, comment la perception des intellectuels français de la situation en Europe orientale a-t-elle bouleversé le milieu revuiste de la fin des années quarante ? A-t-elle été un enjeu suffisamment important pour le remodeler ?

3.1.1. Contrôle et méfiance face à un homme dangereux : l'intellectuel

Pour le PCF, l'intellectuel a toujours été perçu comme un homme dangereux. Homme éclairé et influent, il peut aussi bien être le parfait diffuseur des théories communistes que le dénonciateur du stalinisme. De 1948 à 1950, cette impression d'une maîtrise nécessaire de l'intellectuel s'accroît, à la lumière des répressions soviétiques en Yougoslavie, Hongrie et Bulgarie.

Ainsi, la mise en garde entre intellectuels fut répandue et s'opéra de deux façons : la mise en garde interne, ne surgissant pas sur la scène publique, et la méfiance externe, exprimée par le biais de la revue. Les altercations internes entre intellectuels d'un même milieu ne furent pas la création du stalinisme d'après-guerre.⁵³ Ce qui fait l'originalité du milieu revuiste des années 1948-1950, c'est qu'il devient le lieu de passage incontournable dans la mise au grand jour des dérives intellectuelles, y compris au sein d'un propre milieu. Ce fut le cas pour Vercors. Bien que ne s'étant éloigné du PCF qu'en décembre 1949, il fut mis en garde dès décembre 1948, soit un an plus tôt. Par le biais des *Lettres Françaises*, André Wurmser consacre un article à la pensée de Vercors⁵⁴, soulevant quelques suspicions au sujet de sa foi communiste. Il met en évidence le fait que Vercors doute en l'Homme, et en particulier l'Homme communiste, alors que quatre mois plus tôt, il était un acteur majeur du congrès de Wrocław aux côtés de Joliot-Curie.

La revue est donc le moyen de communiquer avec son propre milieu, mais aussi avec ses alliés, voire ses adversaires. Un mois seulement avant la rupture totale d'*Esprit* d'avec le communisme, *La Nouvelle Critique* mettait en garde Mounier sur son éloignement vis-à-vis du communisme. Les rapports entre Mounier et le communisme étant modifiés depuis l'affaire Mindszenty, l'intelligentsia du Parti lui reprocha son « cache-cache avec le communisme ». Pour eux, Mounier reste « quelqu'un d'hésitant sur ses choix ».⁵⁵

Un mois plus tard, la rupture éclata à la suite de l'article de F. Fejtö. Jusque-là, Mounier et *Esprit* ne furent pas malmenés par les intellectuels communistes. Le milieu intellectuel d'*Esprit* restait comme un milieu potentiellement récupérable dans la sphère communiste malgré l'éloignement suscité par l'affaire Mindszenty. Le ton employé par J. Desanti relève davantage de la mise en garde, de la méfiance et de la médiation que de l'acharnement. Après novembre 1949, la violence des propos prit le pas sur la méfiance. D'un

⁵³ En 1936, les altercations entre André Gide et Paul Nizan au sujet de la parution de son *Retour d'URSS* furent nombreuses. Le PCF prôna la mise en garde à l'égard d'intellectuels comme Pierre Herbart, Louis Guilloux ou Eugène Dabit, ayant tous trois fait le voyage de Moscou avec Gide.

⁵⁴ André Wurmser, « Vercors ou "c'est plus fort que moi" », *Les Lettres Françaises*, n° 238, 16/12/1948, p.3.

⁵⁵ Jean Desanti, « Scrupules et ruses d'Emmanuel Mounier », *La Nouvelle Critique*, n° 9, octobre 1949, p.58.

homme « hésitant sur ses choix », l'intelligentsia communiste transforme la figure de Mounier de cette manière, en faisant écho quelques mois plus tard à l'article de J. Desanti :

« La ruse maladroite l'a donc cette fois définitivement emporté sur les scrupules d'Emmanuel Mounier. Et Mounier ajoute aux sophismes petits-bourgeois une teinte sulpicienne, une hypocrisie sentimentale, qui lui est propre. (...) »

Dirait-on pas que le prolétariat est un chien écrasé ? Qu'il est un animal insolite vivant sur une autre planète, que quelques privilégiés ont eu le privilège d'apercevoir dans leur longue vue ? Mounier vit-il donc lui-même sur une autre planète ? N'est-il pas en vérité tout entier marqué, à l'intérieur de lui-même, quoi qu'il dise, par la situation historique du prolétariat ? ET TRES DELIBEREMENT PAR SON HOSTILITE A CE PROLETARIAT⁵⁶ ? »⁵⁷

En cinq mois, Mounier passe d'un homme hésitant sur ses positions et ses convictions communistes à un individu rongé par un anticommunisme faisant partie intégrante de sa personne.

Si la revue est un moyen de mise en garde et de contrôle à distance des intellectuels, elle apparaît également comme le lieu par excellence des exacerbations des passions intellectuelles françaises.

3.1.2. La naissance de nouveaux pôles d'influence : un monde intellectuel possible sans Casanova ?

Dans ces années 1948-1950, le stalinisme et la Guerre froide ne furent pas les seuls enjeux politiques autour desquels les intellectuels français gravitèrent. La naissance de la construction européenne, les prémices de la décolonisation et l'entrée de la société française dans ce qui deviendra les Trente Glorieuses sont autant de thèmes d'étude. Cela dit, l'étude du stalinisme ne fut-elle pas au tournant des années cinquante le sujet le plus influent dans le positionnement personnel de chaque intellectuel ? Derrière les départs fracassants du Parti ne se cache-t-il pas des disciples de ces nouveaux intellectuels affranchis du communisme ?

En effet, si les départs de Jean Cassou et de Vercors du PCF furent les aspects les plus visibles de la crise suscitée par les procès Rajk et Kostov, l'automne 1949 ne se résuma pas à ces deux faits. A la suite de l'article de Cassou paru dans *Esprit*⁵⁸, quelques intellectuels du PCF furent sensibles aux révélations relatives à l'aveuglement souhaité par les autorités du parti et à l'absurdité du procès Rajk. Ainsi, Jean Duvignaud⁵⁹ fut séduit par l'argumentation de Cassou et quitta également le parti. Si la façon de quitter le monde communiste fut

⁵⁶ En lettres capitales dans le texte.

⁵⁷ M. Mouillaud, « Ceux que l'Histoire... », art. cité, p.56.

⁵⁸ J. Cassou, « La révolution... », art. cité.

⁵⁹ Né en 1921, ce sociologue adhéra au PCF avant la Seconde Guerre mondiale. Si l'Histoire a retenu le nom de Jean Duvignaud, il ne faut pas oublier qu'il ne prit ce nom qu'en 1977 et qu'il convient de parler pour la période étudiée de Jean Auger.

différente⁶⁰, les motivations furent sensiblement les mêmes. Daix revint sur ce moment délicat pour l'élite communiste :

« La situation appelait des clarifications. Par exemple, Jean Cassou venait de choisir Tito et Jean Duvignaud aussi. Il ne s'agissait donc pas de garder à toute force de tels éléments dans le Parti, mais de veiller à ce que ne puisse pas être remis en cause le droit à l'expression des membres du Parti dans les organismes appropriés. »⁶¹

De nouveaux modèles et de nouvelles influences apparaissent, dans un respect hiérarchique hérité du milieu revuiste.⁶² Casanova n'est plus à la fin de l'année 1949 un modèle incontesté et incontestable pour l'intelligentsia communiste. Jean Cassou devient un nouveau guide pour Jean Duvignaud⁶³ et bénéficie d'une légitimité issue d'une argumentation efficace détaillée dans *Esprit* et d'une place majeure dans l'organigramme du milieu intellectuel communiste avant son départ.

La revue offre donc un nouveau dynamisme au monde intellectuel, communiste en l'occurrence. Dans ces questions relatives aux répressions soviétiques dans les démocraties populaires, c'est le milieu revuiste qui permet aux intellectuels de se positionner et de redéfinir sans cesse leurs convictions.

3.2. La censure, lecture implicite du malaise intellectuel

L'aboutissement du malaise intellectuel trouve son écho dans l'expression de la censure, phénomène n'étant pas l'apanage des stratégies intellectuelles de l'URSS mais existant bel et bien dans la France des années 1948-1950. Méthode applicable à une lecture dénonciatrice du stalinisme pour le PCF, elle ne fut cependant pas inhérente aux élites communistes mais fut également perceptible dans les milieux de la gauche indépendante. Allant d'une simple troncature de certains passages d'écrits d'intellectuels à l'interdiction ou la non publication d'articles, elle livra le sentiment d'une gauche désorganisée et non homogène. Comment se traduit cette censure dans la presse intellectuelle française ? Fut-elle judicieuse dans la pertinence des rapports entre clercs et compréhension de la réalité à l'est du rideau de fer ?

⁶⁰ Le départ de Jean Duvignaud ne suscita pas autant de déchaînements communistes à son égard. En effet, son départ à la fin du mois de décembre 1949 résulte d'un non renouvellement de carte pour l'année 1950. De plus, la place lui étant accordée au sein du Parti reste sans communes mesures avec celle de Cassou ou Vercors, auréolés d'un certain prestige. Le fait que le PCF perdent des compagnons de route (Cassou et Vercors) eut également son importance. N'ayant jamais adhéré au parti communiste, l'impact de leur départ dans les milieux intellectuels s'explique par le prestige qu'ils apportaient au PCF par le biais des valeurs morales héritées de la Résistance pour l'un (Vercors) et de l'érudition scientifique pour l'autre (Cassou). Fière de bénéficier de ce compagnonnage de route propre au Parti communiste, le départ de Duvignaud ne fut pas ressenti comme la perte d'un intellectuel fondamental mais comme la démission d'un adhérent.

⁶¹ P. Daix, *J'ai cru...*, op. cit., pp.214-215.

⁶² Jean Duvignaud fut un collaborateur de la revue *Europe* à l'époque où la revue était dirigée par Jean Cassou (1929-1949). Il fit partie du comité de rédaction et noua de solides liens d'amitié avec Cassou.

⁶³ Jean Duvignaud ne fut pas le seul à avoir été séduit par Jean Cassou. Maurice Nadeau et Laurent Schwarz, jusque-là silencieux sur le sujet, s'écartèrent également du Parti en décembre 1949.

3.2.1. D'Aragn à *Europe* à Dalmas aux *Temps Modernes* : une utilisation stratégique de la censure

A la lecture de revues comme *La Nouvelle Critique* ou *Europe* ou d'hebdomadaires comme *Les Lettres Françaises*, on se rend rapidement compte qu'un homme fort du PCF ne livre pas sa vision de la situation sur les répressions stalinienne à l'Est. Cet homme, c'est Louis Aragn, membre du comité central du PCF et figure majeure et influente de l'intelligentsia communiste. Comment expliquer cette absence sur une thématique aussi importante pour le devenir du Parti ?

La première intervention d'Aragn sur la question date de janvier 1950.⁶⁴ Cette intervention marque le retour de ses engagements politiques au sein de la revue (il y développait jusque-là une simple analyse littéraire). Ce musellement d'Aragn par le Parti s'explique par la stratégie intellectuelle du PCF développée depuis 1946. Détenteur de la maison d'édition La Bibliothèque Française, Aragn s'est vu mis à l'écart du milieu éditorial communiste par Casanova, préférant la maison d'édition Hier et Aujourd'hui. Lorsqu'en mars 1949, la maison d'édition d'Aragn disparaît, celui-ci prit la tête des Editeurs Français Réunis, gigantesque appareil de l'édition communiste.⁶⁵ Jusque-là tenu à l'écart par Jean Cassou d'une quelconque intervention sur les événements dans les démocraties populaires, Aragn sut trouver en son successeur, Pierre Abraham, un interlocuteur idéal. Sur les trois premiers articles d'Aragn publiés sous « l'ère Abraham », deux traitèrent en totalité des répressions soviétiques. S'il ne s'expliqua pas publiquement sur cette censure établie par le rédacteur en chef des années 1948-1949 (hormis deux titres d'articles évocateurs), il utilisa cette expérience pour relever les failles d'un nouvel adversaire à combattre depuis l'automne 1949, *Esprit* :

« Si je comprends bien, l'article de l'abbé Boulier comportait des vérités que la direction d'*Esprit* le pria de reprendre longuement, et d'autre part une partie qu'elle considérait comme « peu apte à entraîner la persuasion », et qu'elle n'entendait pas imprimer.

C'est-à-dire qu'*Esprit* était prêt à publier cet article avec des corrections importantes, que l'abbé Boulier considère (c'est son droit) comme défigurantes. »⁶⁶

L'entrée d'Aragn dans le débat intellectuel sur le stalinisme ne se limite cependant pas à l'année 1950 car, conscient que la rupture titiste et les procès Rajk et Kostov furent des enjeux majeurs de l'après-guerre, il revient sur ces événements dans une démarche rétrospective.⁶⁷ Aragn prouve en janvier 1950 la puissance de sa pensée en livrant une analyse détaillée de la situation qui laisse supposer un intérêt majeur pour le sujet malgré une

⁶⁴ Louis Aragn, « ...Et moi aussi, je suis libre d'écrire ce que je veux », *Europe*, n° 49, janvier 1950, pp.140-144.

⁶⁵ Les Editeurs Français Réunis (E.F.R.) regroupent les trois anciennes maisons d'édition communiste, à savoir La Bibliothèque Française, Hier et Aujourd'hui et France d'abord. Elle publie également la revue *Europe*.

⁶⁶ *Ibid.*, p.140.

⁶⁷ Ainsi, dans son premier article de janvier 1950, Aragn ne revient pas seulement sur l'actualité politique et culturelle du moment relative au départ de Cassou et de Vercors de la sphère communiste mais aborde successivement la lutte religieuse en Tchécoslovaquie, le schisme titiste et le procès Rajk.

mise à distance prônée par le milieu revuiste. La virulence des propos d'Aragon en 1950 permet de repenser l'importance du rôle de Jean Cassou à la tête de la rédaction de la revue *Europe*. Plus qu'un simple rédacteur en chef, en s'opposant à la ligne de pensée d'Aragon dans ces années de mainmise stalinienne à l'Est, il constitua l'un des derniers remparts face à une stalinisation grandissante du PCF.

Ces problèmes relatifs à la censure ne furent pas l'apanage de l'intelligentsia communiste. En effet, dans le milieu de la gauche intellectuelle des *Temps Modernes*, l'étude de Louis Dalmas sur la Yougoslavie titiste⁶⁸ ne fut pas retranscrite dans son intégralité. En effet, son étude se présente en deux parties : une entrée en matière décrivant le régime yougoslave et une proposition de solutions politiques face au stalinisme. La description du régime titiste, présente dans les numéros de février et mars 1950, est entièrement retranscrite. La dernière partie, révélatrice des orientations politiques de Dalmas, est, quant à elle, tronquée. Si Sartre a dénoncé le régime stalinien dès janvier 1950 aux côtés de Merleau-Ponty⁶⁹, il n'en a pas pour autant rompu avec le neutralisme de la revue. Aller dans le sens des thèses de Dalmas ne serait-il pas faire de l'URSS et de son action en Yougoslavie l'incarnation du mal face aux Etats-Unis qui, eux, bénéficieraient d'un certain crédit ?

Le contexte international de Guerre froide a considérablement joué sur la ligne éditoriale des revues de la fin des années quarante et du début des années cinquante, conditionnant parfois la retranscription analytique et la parution d'articles essentiels, comme ont pu l'être ceux de Dalmas.

3.2.2. Les revers de la censure : Pierre Daix face à Vercors

Dans bien des cas, cette censure n'eut pas d'impact majeur dans la perception de la stalinisation de l'Europe de l'Est en France. Si Aragon fut tenu à l'écart de 1948 à 1949, il n'en mit pas pour autant sa foi communiste en doute. Il n'en fut pas de même lorsque le texte proposé fut un réel danger pour le milieu visé. Ce fut le cas des articles politiques de Vercors, durant l'automne 1949, qui se heurtèrent à la censure établie par Pierre Daix :

«Il⁷⁰ m'avait adressé pour *Les Lettres Françaises* un article à propos du procès Rajk où, mettant en évidence des contradictions dans les aveux, il en déduisait que le parti communiste hongrois, se fondant sur eux sans critique, mentait. Ce texte se présentait comme un bloc inentamable. Je pouvais tout juste plaider le doute. Je partis donc bravement chez Vercors pour lui justifier ma censure. (...) Aux *Lettres*, nous sommes solidaires du parti communiste hongrois; solidaires de son honneur. Nous sommes la toute petite minorité en France qui se soucie de cet honneur. La place de cet article ne peut donc être chez nous. »⁷¹

⁶⁸ L'étude de Louis Dalmas fut scindée en quatre parties dans quatre numéros successifs : Louis Dalmas, « Réflexions sur le communisme yougoslave (1) », *Les Temps Modernes*, n°52, février 1950, pp.1589-1634 ; *Idem*, « Réflexions sur le communisme yougoslave (2) », *Les Temps Modernes*, n° 53, mars 1950, pp.1820-1858 ; *Idem*, « Réflexions sur le communisme yougoslave (3) », *Les Temps Modernes*, n° 54, avril 1950, pp.1956-1978, *Idem*, « Bilan provisoire », *Les Temps Modernes*, n° 55, mai 1950, pp.2229-2238.

⁶⁹ M. Merleau-Ponty; J.-P. Sartre « Les jours... », art. cité. Voir texte intégral en Annexe I- B, pp.206-214.

⁷⁰ Ici Vercors.

⁷¹ P. Daix, *J'ai cru...*, *op.cit.*, p.231.

Le conflit intellectuel visible entre Daix et Vercors amena ce dernier à se réfugier au sein du milieu d'*Esprit* et à dénoncer le stalinisme⁷². Ainsi, il convient de repenser la décision prise par Vercors de s'éloigner définitivement du PCF. Aurait-il rompu les liens de cette manière si la censure de Daix n'avait pas été totale ? La rupture établie entre Vercors et le milieu communiste résulte-t-elle uniquement d'une prise de conscience politique de la réalité soviétique en Europe orientale ? Il semblerait que la réalité soit plus complexe. Revers de la censure, le départ de Vercors des *Lettres Françaises* pour *Esprit*, adversaire majeur du communisme à partir de novembre 1949, est révélateur d'un certain malaise. Plus qu'une prise de conscience politique ayant influé ses décisions, Vercors fut sujet à une prise de conscience intellectuelle. En effet, si, dans l'immédiat après-guerre, les autorités politiques du PCF (Thorez et Duclos en tête) continuèrent une stalinisation héritée des années trente, la progression du modèle moscovite au cœur de l'intelligentsia fut plus progressive. Cette approbation du stalinisme démontrée par les intellectuels du Parti fut à son apogée au moment des procès Rajk et Kostov, la censure en témoignant. C'est cette adéquation entre réalité politique et réalité intellectuelle qui peut expliquer les décisions de Vercors quant à son devenir politique. L'incapacité à bénéficier d'une tribune communiste pour exprimer ses pensées conduit Vercors à repenser le communisme dans son ensemble et à saisir les dangers qu'il représenta en 1949 :

« Je refuse qu'on trompe le peuple, même pour son bien. Car celui qui me trompe une fois, comment saurai-je depuis quand il me trompe et jusqu'où il me trompera ? Comment saurai-je si ce qu'il aime, c'est le peuple ou si c'est le pouvoir ? Et si je vois qu'un communiste trompe les siens et si je ne dis rien, comment saurai-je – sinon trop tard – que je ne suis pas complice de Doriot⁷³ ?

Je sais que mon ami Wurmser, que mon ami Courtade ont répondu : "Il n'y a pas l'ombre d'un mensonge dans ce procès. Il est clair comme le jour." J'espère qu'ils le croient eux-mêmes, mais ils ne m'ont pas convaincu. »⁷⁴

L'interdiction de douter, la peur du mensonge et l'utilisation du peuple, autant de thématiques qui se font jour à la lumière des propos de Vercors. Si la censure a été efficace dans le cheminement éditorial d'*Europe* et des *Temps Modernes*, le crédit relatif aux *Lettres Françaises* après le procès Rajk s'avère davantage discutable. La perte de Vercors du groupe communiste porta un coup majeur à l'élite du Parti. A trop museler leurs têtes pensantes, les autorités du Parti se sont brûlées les ailes dans la gestion des répressions soviétiques dans les démocraties populaires.

L'article de Vercors sur le procès Rajk évoqué par P. Daix ne fut jamais publié, ni aux *Lettres Françaises*, ni ailleurs. C'est Daix lui-même qui rédigea l'article communiste majeur sur le procès Rajk dans *La Nouvelle Critique*. (Cf. P. Daix, « Le procès Rajk, les partis communistes... », art. cité). D'octobre à décembre 1949, bien qu'étant toujours compagnon de route du PCF, aucune intervention de Vercors n'est relevable dans la presse communiste, alors qu'il fut l'un des membres importants du comité de rédaction d'après-guerre des *Lettres Françaises*.

⁷² Vercors, « Réponses », art. cité.

⁷³ Né en 1898, il dirigea le PCF avant d'en être exclu en 1934 et de fonder, en 1936, le Parti Populaire Français (P.P.F.) qui collabora avec l'Allemagne à partir de 1940.

⁷⁴ *Ibid.*, p.950.

Comme tout sujet sensible, la stalinisation des démocraties populaires a démontré la complexité du milieu revuiste et les tensions lui étant propres. L'importance du concept de « génération intellectuelle » a été soulevée non seulement au sein des milieux de gauche indépendante mais également au sein d'une intelligentsia ne laissant apparaître aucun dysfonctionnement majeur, l'élite culturelle du Parti. La présence de censures, de mises en garde et autres musellements éditoriaux trahit l'intérêt apporté par les intellectuels à ce type de débat. Aussi tumultueux soit-il, le débat stalinien de ce milieu de siècle a bel et bien créé un véritable malaise au sein des milieux intellectuels français et en a, à première vue, davantage montré les faiblesses que les forces. Malgré tout, la souplesse de noyaux éditoriaux comme celui de la revue de Lefort ou Castoriadis ou bien celle de Mounier a permis aux clercs de s'exprimer pleinement sur le sujet en tentant de privilégier la véracité de l'analyse aux luttes d'influences internes aux milieux intellectuels.

CHAPITRE 5 : Vers une dénonciation du totalitarisme stalinien ?

Les événements dans les démocraties populaires survenus depuis le schisme titiste ont permis aux intellectuels français de livrer un nouveau regard sur l'URSS et son régime politique. Le stalinisme est alors réellement perçu comme un système original dans la diplomatie internationale.

Si le « coup de Prague » n'a pas réveillé les représentations collectives sur la nature du régime soviétique¹, le schisme titiste et, à plus grande échelle, les procès politiques, ont induit un durcissement du discours intellectuel à une époque où le concept de totalitarisme prend tout son sens.² Bien que pour des revues comme *Esprit* il s'avère peu concevable qu'il existe un autre totalitarisme parallèle au national-socialisme allemand, l'engouement intellectuel autour des questions répressives à l'est du rideau de fer démontre une évolution de la définition du régime stalinien. Au fur et à mesure que les milieux intellectuels français s'organisent, la définition politique de l'URSS se précise. Des plus conservateurs sur le sujet comme le PCF aux plus visionnaires comme Aron, les clercs français se passionnent pour cette bataille idéologico-politique. Définir l'URSS s'avère indispensable pour comprendre les enjeux de la Guerre froide. Sous fond de répressions staliniennes dans les démocraties populaires naissantes, peut-on dès 1948 affirmer que les intellectuels français dénoncent une forme quelconque de totalitarisme ? Y a-t-il eu une évolution du discours de 1948 à 1950 ?

La rupture de l'automne 1949 entre le communisme et l'intelligentsia de gauche indépendante a changé les perceptions relatives à l'URSS. Les années 1948-1950 représentent un véritable laboratoire politique et idéologique en matière de philocommunisme et d'anticommunisme. On ne succombe plus au pouvoir de séduction d'un communisme prônant la Paix mais on développe de nouvelles possibilités, de nouvelles issues annexes au discours du PCF. Retranchés derrière Raymond Aron et François Fejtö, comment les intellectuels appréhendèrent-ils l'arrivée d'une nouvelle vague anticommuniste, née avec les répressions exercées en Hongrie ? Comment le PCF réagit-il au durcissement du ton de l'intelligentsia non communiste vis-à-vis de Moscou à la fin 1949 ? Dénoncer le stalinisme en 1949, est-ce pour autant dénoncer le totalitarisme stalinien ?

Cette marche vers la terreur, chère à Hannah Arendt, semblerait trouver un terrain d'expression idéale dans l'après-guerre : les démocraties populaires. De positionnements

¹ Peu d'intellectuels ont fait de l'action soviétique en Tchécoslovaquie en février 1948 une expression irrationnelle du système politique russe. Seul Raymond Aron livra un bilan terrifiant du « coup de Prague » : « Les événements de Prague n'apprennent rien que l'on ne sache déjà. Ils rappellent seulement un principe de l'action communiste que les intellectuels de gauche, qui se refusent à rompre avec le stalinisme, s'obstinent à oublier ou à méconnaître : qui n'est pas cent pour cent aux ordres de Staline, sera finalement réputé contre lui. L'instauration d'une démocratie populaire ou d'un régime soviétique se définit essentiellement par l'instauration d'une "élite" toute entière unifiée, soumise *perinde ac cadaver* aux ordres de Moscou. » dans Raymond Aron, « Technique du coup d'Etat », *Le Figaro*, 07/03/1948 (Cet article reprend le titre d'un livre de l'écrivain italien Curzio Malaparte, paru en 1931, décrivant la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917. Cf. Curzio Malaparte, *Technique du coup d'Etat*, 1931).

² Le concept de totalitarisme exista avant 1948. Des écrivains comme Jacques Maritain, Karl Kautsky ou Frank Borkenau, avec la parution de son ouvrage *L'ennemi totalitaire* en 1940, sont la preuve d'une réflexion engagée en ce sens. Si la première édition des travaux d'Arendt sur le totalitarisme parut en 1951, son manuscrit intitulé *Aux origines du totalitarisme* fut terminé à l'automne 1949.

politiques en productions stylistiques, les intellectuels français ne se limitèrent pas à s'engager ou non face au combat stalinien. Au-delà de la virulence du propos et de l'engouement oratoire, ils livrèrent une vision aiguisée du régime politique soviétique au travers des événements des années 1948-1950.

1. La répression à l'Est, miroir de la répression soviétique

1.1. Tito face à Staline, ou quand le régime autoritaire prend vie dans les Balkans

Le schisme permit à la France de découvrir les réalités politiques d'un Etat jusque-là délaissé et familier des intellectuels par le prestige de sa résistance intérieure face à l'Allemagne durant la guerre, à savoir la Yougoslavie. Prestige de la Résistance yougoslave contre prestige d'une Armée Rouge salvatrice de l'Europe opprimée, le conflit entre Tito et Staline conduisit à la déchéance d'une des deux forces. Toutes deux admirées par la France intellectuelle, la Yougoslavie et l'URSS montrèrent en 1948 un nouveau visage. Bénéficiant de peu d'appuis, la Yougoslavie de Tito fut rapidement condamnée. Au-delà de l'engagement intellectuel, comment le régime titiste fut-il perçu en France ? La condamnation a-t-elle entraîné une dévaluation injustifiée du modèle politique ou reflète-t-elle la réalité ? L'analyse du régime titiste par les intellectuels français a-t-elle permis à l'URSS de se renforcer ?

1.1.1. Les intellectuels français face au titisme : réflexions sur un nouveau régime

Les bénéfices de l'effet Stalingrad ont permis à l'URSS de jouir d'une position confortable dans le déroulement de la crise titiste. Au-delà des premières réactions d'intellectuels apportant ou non leur soutien à Tito, une nécessité de définir le régime titiste prit forme durant l'année 1948. Pour une gauche intellectuelle majoritairement bienveillante à l'égard du communisme, il ne peut y avoir deux courants de pensée marxiste, deux voies d'accès au socialisme. La perception du schisme titiste par cette même gauche fut alors inspirée par une évidence conditionnant la future analyse du régime titiste : la rupture entre Tito et Staline ne fut pas ressentie comme l'exercice de la répression stalinienne sur la Yougoslavie mais comme le fruit d'une attaque titiste à l'égard de Moscou. L'autoritarisme fut yougoslave et non pas soviétique. Dès le départ, les perceptions et les représentations furent biaisées et faussées. Le prestige de l'URSS s'en trouva alors renforcé et comme le souligna D. Desanti, « l'Affaire Tito permit de redistribuer les cartes du pouvoir ».³

A cette mauvaise interprétation de la réalité diplomatique s'ajoute chez les intellectuels français la peur que représente l'originalité du régime yougoslave. La nouveauté et la puissance politique de la Yougoslavie laissent envisager le pire. La rivalité entre Tito et Staline pousse les plus pessimistes à envisager l'accélération du processus amorçant un troisième conflit mondial :

³ D. Desanti, *Les Staliniens...*, op. cit., p.206.

Cette thèse est aussi celle de François Fejtö. Pour lui, les tentatives vaines de Tito souhaitant prouver son innocence au monde occidental « firent le jeu de l'URSS ». Cf. F. Fejtö, *Histoire des démocraties...*, op. cit., p.259.

« Avec son appréciation du Titisme, la IV^{ème} n'opère pas réellement un tournant, mais elle révèle, pour la première fois d'une manière aussi brutale, les incidences pratiques les plus profondes de ses analyses théoriques. Nous ne pensions pas que cette révélation se ferait avant la prochaine guerre mondiale qui mettrait nécessairement les trotskistes dans les rangs staliniens. »⁵

La crainte d'une dictature aux portes de l'Europe occidentale cristallise également les pensées intellectuelles.⁶ Ainsi, si répression soviétique il y a en Yougoslavie (ce dont peu d'intellectuels s'accordent à penser), elle devient tout à fait justifiable. La répression soviétique se fait alors garante du combat universel face à l'autoritarisme politique. Ainsi, l'analyse du régime yougoslave est sans issue en 1948 étant donné qu'elle est sans cesse reportée au régime soviétique. Il n'y eut pas d'étude autonome et indépendante de la Yougoslavie avant 1950 et les travaux de Louis Dalmas dans *Les Temps Modernes*⁷. Pour les intellectuels français, il y eut toujours un lien entre la Yougoslavie et l'URSS de 1948 à 1949, lien empêchant l'analyse indépendante. Cette analyse du régime politique yougoslave était-elle elle-même nécessaire aux yeux des intellectuels ? Certainement pas. Pour beaucoup, tout était dit depuis le 28 juin 1948. Ce n'est qu'après l'exécution de Kostov que la Yougoslavie fut repensée. Les procès Rajk et Kostov étant orchestrés par l'URSS de manière à discréditer Tito, la mort des principaux protagonistes ouvre une nouvelle approche de la question.

1.1.2. Limites et dangers de la prédominance des répressions soviétiques dans le débat intellectuel

En dénonçant les travers du système yougoslave, les intellectuels français ont stoppé leur analyse du régime politique soviétique. Même si, pour Raymond Aron, il est « aussi difficile de discuter de la paix avec un communiste que du sexe des anges »⁸, toujours est-il que le communisme reste, en 1948, le parti de la Paix, et l'excommunication titiste résulte de cette logique stalinienne d'isoler Tito, danger supposé au bon développement de cette paix en Europe.

Cependant, même si le schisme titiste fut peu relayé en France, il fut une des rares occasions de percevoir l'URSS hors du cadre interne communiste et de ses manifestations pour la Paix, telle que Wrocław. C'est précisément sur ce point que l'intelligentsia commit certains manquements dans l'analyse de la situation. En effet, si la Yougoslavie de Tito fut uniquement analysée dans le cadre du conflit avec Staline en 1948, il en fut de même pour

⁴ Ici, la IV^{ème} Internationale.

⁵ C. Lefort, « Le trotskisme... », art. cité, p.89. Voir texte intégral en Annexe I- C, pp.215-217.

La revue *Socialisme ou Barbarie* ne fut pas la seule à évoquer une troisième guerre mondiale à la suite du schisme titiste. La revue *Esprit*, par l'intermédiaire de François Goguel, souleva la potentialité de ce risque. Cela dit, si pour *Socialisme ou Barbarie* la guerre est inévitable à court ou à long terme, la vision de Goguel relève plus de l'hypothèse.

⁶ La vision d'un roi régnant sur ses sujets fut abondamment répandue en France à partir de juin 1948, notamment par le biais de Raymond Aron qui écrit en juillet 1948 : « De tous les roitelets rouges des Balkans, Tito était le plus glorieux. De tous les partis communistes du glacie, celui de Yougoslavie était le plus authentique. » dans R. Aron, « L'hérésie... », art. cité.

⁷ L. Dalmas, « Réflexions... », art. cité.

⁸ Raymond Aron, « Les communistes et la paix », *Le Figaro*, 18/03/1950.

l'URSS. Quel visage présente le régime stalinien en 1948 ? La répression yougoslave établie par Staline reflète-t-elle la réalité de l'URSS ? Le bilan de la politique stalinienne dans les années 1948-1950 se retrouve résumé en quelques lignes évocatrices par les intellectuels de droite en juin 1950 :

« Depuis deux ans le développement révolutionnaire dans les pays du "glacis" s'opère dans le même sens : renforcement du conformisme à l'égard de Moscou, épuration des chefs communistes qui avaient, à l'origine, cru pouvoir associer un patriotisme national, qui avait résisté au nazisme allemand, avec un communisme orthodoxe, Kostov en Bulgarie, Gomulka en Pologne, Rajk en Hongrie, Gottwald et tout récemment Clémentis en Tchéquie. »⁹

Sur ces deux années de politique stalinienne répressive, que reste-t-il ? Quelques noms emblématiques : Tito, Rajk et Kostov. Est-ce représentatif de la réalité stalinienne ? L'abondance d'articles et d'écrits sur les répressions soviétiques à l'Est montre l'intérêt des intellectuels français pour le sujet mais ne sont-ils pas passés à côté d'un aspect majeur qui leur aurait permis de précipiter leur condamnation du totalitarisme stalinien ? En effet, l'URSS des années 1948-1950 est uniquement référencée dans la presse française dans une optique de politique extérieure. L'intérêt pour la nouveauté du combat et l'inscription de l'engagement dans un contexte global de Guerre froide et d'enjeux Est/Ouest semblent avoir eu raison d'une tentative de synthèse globale sur le régime soviétique de ces années. Or les années 1948-1950 ont vu une terrible montée de la terreur en URSS.¹⁰ Aucune allusion n'est relevable de cette poussée totalitaire dans le débat intellectuel.¹¹ Les intellectuels avaient-ils connaissance de cette réalité ? Si la répression soviétique fut un préalable à la constitution progressive d'une dénonciation totalitaire du pouvoir stalinien, il convient de la penser en tant que composante de ce totalitarisme et non pas en tant qu'essence.

Evoquer ce que l'on sait, se taire devant ce que l'on ne connaît pas. Tel semble être le mot d'ordre de l'intelligentsia française face au stalinisme. Ces questions de relations internationales en Europe orientale pousse l'historien à se pencher sur un enjeu essentiel de sa discipline : la réalité n'est pas ce qu'elle paraît être. La recherche de ce qui n'est pas dit est aussi importante que ce qui a été sélectionné par l'Histoire ou l'historien.

⁹ René Pinon, « La volonté de puissance russe en Europe et en Asie », *La Revue des deux mondes*, 15/06/1950, p.583.

¹⁰ La précarité des populations ukrainiennes suite à la famine de 1946-1947 fut à son apogée. Durant l'hiver 1948-1949, Staline durcit sa politique à l'égard des koulaks originaires des républiques baltes en les déportant hors du territoire. La législation sur le sort des opposants au régime fut également renforcée dès février 1948. Staline promulgua un décret selon lequel « tous les espions, trotskistes, diversionnistes, droitiers, mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes, nationalistes, Blancs et autres éléments antisoviétiques devaient être, à l'issue de leur peine de camp, exilés dans les régions de la Kolyma, de la province de Novossibirsk et de Krasnoïarsk. » Le système concentrationnaire se vit alors être considérablement renforcé.

¹¹ Les références à l'URSS dans les revues intellectuelles s'inscrivent impérativement dans une approche internationale, que ce soit sur ces questions de répressions envers les pays du glacis communiste ou bien dans une optique d'opposition des Blocs Est/Ouest. La présence d'articles relatifs à un éclairage particulier sur la situation en URSS est uniquement présente dans la presse communiste, notamment grâce à la revue *Europe*.

1.2. 1949, la redéfinition du modèle soviétique

Peu après le schisme titiste, l'intellectuel français s'est généralement tourné vers l'oppressé, et non pas l'opresseur. Les thèmes d'entrée d'analyse furent la situation en Yougoslavie, en Hongrie ou en Bulgarie, rarement la situation en URSS. L'année 1949 voit l'apparition dans le débat intellectuel de la question des camps d'internement en URSS, par le biais des écrits de David Rousset. Si les répressions soviétiques dans les démocraties populaires étaient loin d'exprimer le caractère démocratique de l'Union soviétique en 1948, elles permirent cependant aux intellectuels de se détourner de la situation intérieure en URSS.

La parution d'articles traitant à la fois des répressions à l'Est et de la situation soviétique¹² n'a-t-elle pas permis de redéfinir un modèle politique inchangé depuis 1944 aux yeux de l'intelligentsia française ?

1.2.1. Deux thèmes pour un même combat : quand le glacis réprimé s'élargit des Balkans à la Sibérie

La répression soviétique hors du territoire russe semble avoir trouvé son plein exercice lors du procès Rajk. Dès lors, le point d'intérêt des intellectuels français se déplaça vers l'Est et le développement des camps sur le sol soviétique. Cela dit, ils ne délaissèrent pas pour autant la thématique des démocraties populaires mais en firent un préalable à l'analyse du système stalinien.

Ainsi, on voit se développer divers articles traitant à la fois de la situation en Hongrie et en URSS. Ce phénomène n'est visible qu'à partir de l'automne 1949 et fut possible grâce au choc du procès Rajk et aux révélations de Fejtő. La désacralisation du communisme à partir de la deuxième moitié de l'année 1949 a permis aux intellectuels de se tourner vers Moscou sans tentations d'entrer dans la machine rouge. L'analyse de la répression dans les démocraties populaires fut attirante car nouvelle pour l'intelligentsia française. Elle a offert une porte d'entrée vers l'Est. Une progression évidente dans le débat intellectuel se fait alors jour : du schisme titiste à l'affaire Mindszenty, seules les démocraties populaires sont étudiées.¹³ De mars 1949 aux procès Rajk et Kostov, l'analyse du système politique de l'URSS est prise en compte dans la perception des événements dans les démocraties populaires. Il n'y a rien d'étonnant à ce que le PCF utilise cette mise en évidence du système russe afin de montrer les failles de l'adversaire mais il est plus surprenant de voir d'anciens communistes ou des opposants au communisme mettre sur le même plan répression soviétique en Europe orientale et répression soviétique en URSS. Jean Cassou, par exemple,

¹² La parution des articles de Stéphane dans les *Temps Modernes* ou l'édition du livre de David Rousset ont vu une déferlante d'articles contradictoires de la part des communistes français, dans les *Lettres Françaises* notamment. Ainsi, Pierre Daix écrivit à ce sujet : « Je voudrais dire bien tranquillement qu'il existe, en effet, en URSS, des camps de rééducation. Que l'URSS ne les a jamais cachés. Qu'elle considère à juste raison qu'ils constituent, par leur réussite dans le relèvement des criminels, un des plus beaux titres de gloire du régime soviétique » dans Pierre Daix, « Le père Riquet, ancien déporté à Mathausen, a-t-il choisi la paix des cimetières ? », *Les Lettres Françaises*, n° 256, 28/04/1949, p.8.

¹³ Les articles d'*Esprit* sur le sujet en sont révélateurs. L'approche du schisme titiste par François Goguel s'effectue uniquement par une étude du système yougoslave, et non pas soviétique. Cf. F. Goguel, « Tito... », art. cité.

évoqua le procès Rajk, sans oublier dans le même article, de souligner les aberrations du système culturel soviétique :

« Cette mécanisation¹⁴ apparaît particulièrement saugrenue quand elle s'applique à lui faire adopter des mots d'ordre et des attitudes sur des événements qui, comme l'affaire yougoslave et le procès Rajk, soulèvent des interrogations. (...) »

On a pu lire dans le n° 6 (1948) de la revue *La Littérature Soviétique*, publiée à Moscou, l'amende honorable du musicien Serge Prokofiev et c'est une lecture qui ne peut que faire monter au front de tout honnête homme le rouge de la honte. (...) Le musicien Serge Prokofiev a bu la coupe jusqu'à la lie. Il est allé jusqu'au bout de l'abjection. C'est bon, nul ne se permettra plus désormais de composer de musique à douze tons. C'est de la musique capitaliste. On fera de la musique à sept tons, la seule musique prolétarienne, marxiste et vertueuse. »¹⁵

Les temps changent. Si la droite intellectuelle, par le biais d'Aron notamment, se permettait de soulever les aberrations du système russe, la dénonciation de la gauche intellectuelle, jusque-là limitée à une condamnation externe à l'URSS par le biais des démocraties populaires, devient peu à peu interne. Politique hongroise et musique soviétique s'entrecroisent au sein de l'article de Cassou, comme se mêlèrent dans le même temps procès politiques et littérature chez Merleau-Ponty.¹⁶ Un combat unique se dessine derrière l'analyse des répressions, qu'elles soient en Europe orientale ou en URSS : combattre le totalitarisme stalinien.

Aux lendemains du procès Kostov, le modèle soviétique est alors totalement remis en question et analysé en tant que tel. Les numéros de janvier et février 1950 des *Temps Modernes* sont le symbole de cette prise de conscience du phénomène totalitaire à l'Est. Largement consacré aux camps de travail en URSS, le numéro de janvier¹⁷ dresse un véritable réquisitoire contre Staline et son régime :

« Comment Octobre 17 a-t-il pu aboutir à la société cruellement hiérarchisée dont les traits peu à peu se précisent sous nos yeux ? Dans Lénine, dans Trotski et à plus forte raison dans Marx, pas un mot qui ne soit sain, qui ne parle aujourd'hui encore aux hommes de tous les pays, qui ne nous serve à comprendre ce qui se passe chez nous. Et, après tant de lucidité, de sacrifice,

¹⁴ La mécanisation évoquée par J. Cassou est la « mécanisation du peuple ». Selon l'auteur, le peuple ne suit plus un comportement naturel à partir du moment où il est sous le joug de la bureaucratie.

¹⁵ J. Cassou, « La révolution... », art. cité, pp.947-948.

¹⁶ M. Merleau-Ponty, « Note... », art. cité.

¹⁷ La virulence des propos de Sartre et Merleau-Ponty dans ce numéro de janvier n'est pas le fruit du hasard éditorial. En effet, la question des camps soviétiques fut débattue à l'O.N.U. durant l'automne 1949. Le *Code de travail correctif*, code soviétique sur le déroulement répressif du goulag, fut présenté par le délégué britannique et souleva de nombreuses questions au sein de l'assemblée. David Rousset le publia quelques jours plus tard dans les pages du *Figaro Littéraire*, le 12 novembre 1949. L'ensemble de ces séances aux Nations Unies fut rapporté par Roger Stéphane dans ce même numéro de janvier des *Temps Modernes* dans R. Stéphane, « La question du travail forcé... », art. cité.

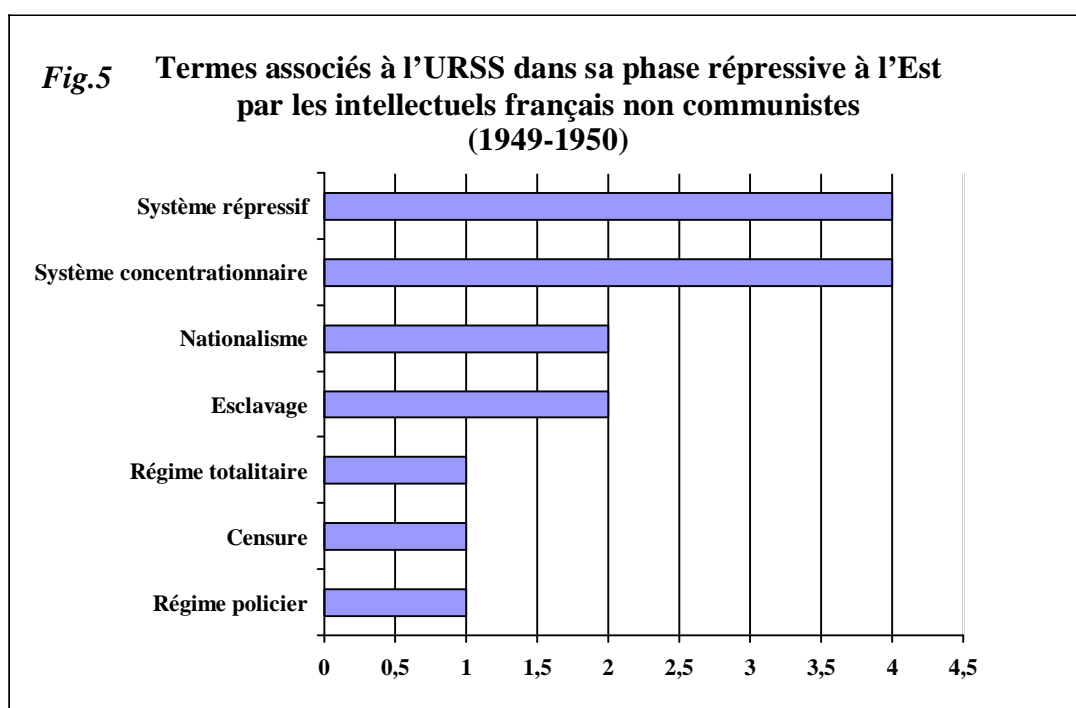
d'intelligence, les dix millions de déportés soviétiques, la bêtise de censure, la panique des justifications... »¹⁸

Peu d'allusions aux répressions perpétrées dans les démocraties populaires sont relevables.¹⁹ Le centre d'intérêt des intellectuels s'est donc déplacé des Balkans vers l'URSS.

1.2.2. La chute du masque : visage du stalinisme en URSS

L'essoufflement de l'effet Stalingrad en France et la mutation de l'approche intellectuelle à l'égard du stalinisme à partir du procès Mindszenty ont permis de découvrir au sein de la littérature des années 1949-1950 une nouvelle vision de l'URSS. Longtemps perçue comme une terre salvatrice, l'URSS n'a cependant pas su camoufler ses méthodes derrière son action dans les démocraties populaires aux yeux des intellectuels français.

De nouveaux termes apparaissent pour qualifier l'Union soviétique, termes dépréciateurs dans la majeure partie des écrits des intellectuels non communistes. L'année 1949 a changé la donne et l'URSS prend les traits d'un régime dépassant l'autoritarisme politique aux yeux des intellectuels²⁰ :



¹⁸ M. Merleau-Ponty, J.-P. Sartre, « Les jours... », art. cité, pp.1156-1157. Voir texte intégral en Annexe I- B, pp.206-214.

¹⁹ Merleau-Ponty et Sartre évoquèrent seulement ce point : « La seule critique saine est donc celle qui vise, dans l'URSS et hors de l'URSS, l'exploitation et l'oppression. » dans *Ibid.*, p.1163. N'étant pas des Républiques Socialistes Soviétiques, les démocraties populaires peuvent faire partie de ce « hors de l'URSS ».

²⁰ Trois articles aux horizons politiques différents furent retenus dans l'élaboration de ce graphique : un article de *Socialisme ou Barbarie* (C. Lefort, « Le Trotskisme... », art. cité, voir texte intégral en Annexe I- C, pp.215-217), un article des *Temps Modernes* (M. Merleau-Ponty, J.-P. Sartre, « Les jours... », art. cité, voir texte intégral en Annexe I- B, pp.206-214) ainsi qu'un article du *Figaro* (R. Aron, « Tito... », art. cité).

Socialisme ou Barbarie condamne la « bureaucratie stalinienne »²¹ tandis que les intellectuels d'extrême-droite font de l'URSS « un régime policier »²², affublé « d'un immense appareil technocratique »²³. Au-delà de ces premières tentatives de définition du modèle soviétique, une image reste présente chez de nombreux intellectuels ayant quitté l'univers communiste, celle de l'Eglise. L'URSS serait une Eglise ayant mis la main sur ses fidèles, les démocraties populaires. Figure récurrente de la représentation de l'autre chez les intellectuels français vis-à-vis de Moscou, l'Eglise est en 1949 le meilleur moyen de comparaison pour les clercs souhaitant dénoncer et condamner le totalitarisme stalinien. Le dogme religieux et la puissance morale déployée par l'Eglise sur ses fidèles sont alors repris et étendus à l'ensemble des champs d'action du système politique soviétique. Là où l'Eglise est autoritaire dans son organisation hiérarchisée et incontestable par ses fidèles, le régime stalinien apparaît totalitaire dans la multitude de domaines maîtrisés par l'administration. Si l'Eglise est toute puissante sur son terrain privilégié qu'est le christianisme, l'URSS exerce son pouvoir au-delà de son propre territoire, à savoir au sein des démocraties populaires.

C'est sur ce point que Jean Cassou ou Edgar Morin²⁴ firent de l'URSS un Etat totalitaire :

« Une Eglise impose des dogmes, et lorsqu'elle proclame un fait, ce fait prend l'allure d'un dogme et ne saurait être soumis à l'étude critique. (...) Une Eglise prohibe le libre examen, et, pour plus de sûreté, étend son autorité à tous les domaines, y compris la biologie, la peinture et sans doute le cirque ou le jardinage. Dans son anxieux souci de puissance, elle se fait totalitaire. »²⁵

Comment expliquer ce renversement de l'image de l'URSS en France au travers des articles traitant des démocraties populaires ? Est-il relatif à la condamnation du communisme par le Vatican en juillet 1949 ou conséquence de la virulence des propos de Rousset sur les camps soviétiques ? Les explications semblent plus complexes et semblent davantage se situer du côté du changement de perception de l'opprimé effectué par les intellectuels. A la lumière des Conventions de Genève signées en 1949²⁶, les intellectuels semblent davantage se soucier du sort réservé à l'homme dans la répression soviétique. Si lors du schisme titiste, l'isolement

²¹ C. Castoriadis, G. Dupont, « La bureaucratie... », art. cité, pp.1-76.

²² S. Szasvarosy, « La "Trahison" ... », art. cité, p.38.

²³ Albert George, « Réflexions sur l'univers concentrationnaire soviétique », *Les Ecrits de Paris*, n° 57, juillet 1949, p.113.

²⁴ Edgar Morin revint sur ce sentiment mêlant Eglise et Parti, religiosité et stalinisme et déclara : « Le stalinisme de la seconde glaciation se posait, à la façon du catholicisme pour Pascal, comme un *credo quia absurdum*. Les grands courants de la religiosité moderne drainaient vers le parti jeunes néophytes et vieux libertins. Les uns étaient portés par la foi ignorante, les autres, repentis ou brisés, entraient ou rentraient dans le parti comme on entre en religion. » dans E. Morin, *Autocritique*, op. cit., p.105.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Les Conventions de Genève signées le 12 août 1949 regroupent quatre conventions visant à limiter les souffrances durant les conflits et préserver la dignité humaine. L'article premier de ces conventions témoigne de l'intérêt porté en 1949 au sort de l'individu : « Sont au demeurant prohibées, en tout temps et en tout lieu, les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ; les prises d'otages ; les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ; les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable. » Les procès de Rajk et Kostov, qui eurent lieu respectivement un mois et quatre mois après la ratification de ces conventions, furent en partie analysés par les intellectuels français à la lumière de ces questions de dignité humaine.

de Tito n'a ému personne tant à travers lui était davantage perçu un système politique qu'un individu, il en fut sensiblement différent avec Rajk et Kostov. Pour beaucoup, Mounier en tête, Rajk aurait pu être un fidèle collaborateur. Il en alla de même pour Kostov.

A travers les procès politiques, c'est l'exercice du pouvoir politique sur l'individu qui est condamné et est mis en exergue comme base dénonciatrice du totalitarisme.

2. Des dénonciations du Parti à l'alternative anticommuniste

2.1. *Le combat du PCF : le totalitarisme, gangrène des Etats grec et yougoslave*

Tito a beau être en 1948 la figure du mal absolu pour l'ensemble du milieu communiste européen, il ne fut pas le seul à être fustigé. C'est dans un combat commun autour de la Grèce et de la Yougoslavie que se jetèrent les intellectuels du PCF de 1948 à 1949 afin de devancer toute attaque possible de l'adversaire sur la question des camps soviétiques en URSS. Avant même le déferlement intellectuel suscité par les procès Mindszenty, Rajk ou Kostov, le PCF dénonça l'autoritarisme des Etats grec et yougoslave.

Comment l'élite du Parti a-t-elle volontairement grossi les traits d'une Grèce en proie à une guerre civile ? Comment la Grèce est-elle devenue un formidable moyen de comparaison avec la Yougoslavie titiste ?

2.1.1. La Grèce de Tsaldaris, championne de l'oppression ?

Peu intéressés jusque-là au sort de la Grèce plongée dans la guerre civile, les intellectuels du PCF ont, à la fin de l'année 1948 et au début de l'année 1949, largement répandu l'idée d'une Grèce héritière du national-socialisme allemand. Gouvernée par Tsaldaris de novembre 1946 à septembre 1947, la Grèce fut sous l'emprise américaine dès la fin 1947 avec la mise en place du gouvernement Sofoulis qui dura jusqu'en 1950. Ce dernier déclara le parti communiste « hors-la-loi ». A partir de là, l'intelligentsia communiste française se déchaîna et fit de la Grèce un combat nécessaire dans la promotion du stalinisme.

Ainsi, Claude Morgan publia une lettre reçue de deux communistes grecs écrite et envoyée à l'hebdomadaire communiste quelques jours avant leur exécution et déclara dans *Les Lettres Françaises* :

« S'il se trouve des Français assez insensés pour se détourner de ce qui se passe actuellement en Grèce, je les mets au défi, après avoir lu cette lettre et les deux textes qui suivent, de garder bonne conscience. (...)

Ils²⁷ ont été jugés par une cour martiale extraordinaire formée par cinq membres tirés parmi les officiers aveuglément attachés à la cause fasciste. Tout au long du procès il n'y eut pas un témoignage qui eut quelque valeur pour un juge honnête. Les juges étaient à ce point animés par la haine contre l'esprit

²⁷ Il s'agit ici de Dimitri Largos et Christos Carambélas.

que le président lui-même s'écria : "Il faut abattre les intellectuels, ce sont eux qui menacent l'ordre établi." »²⁸

Procès fantasque, juges corrompus et témoignages galvaudés, le tableau brossé par Morgan semble être l'exacte anticipation des futurs procès Rajk et Kostov. Morgan reproche au pouvoir grec ce que lui-même soutiendra quelques mois plus tard. A travers la publication de cette missive dans *Les Lettres Françaises*, Morgan en appelle à l'ensemble des Français, y compris des intellectuels. Pour le PCF, le vrai danger vient d'Athènes, pas de Moscou. Il ne doit donc pas y avoir une concentration des intérêts autour de l'URSS et des démocraties populaires, intérêts pouvant soulever quelques suspensions et aboutir à une dénonciation ou à une condamnation du régime.

Un pas supplémentaire fut franchi en février 1949 par les intellectuels communistes. Toujours dans cette logique de discréditer l'adversaire pour promouvoir son camp et fière de l'idéal de Paix dont fut auréolée l'URSS, ils associèrent la Grèce au régime hitlérien, comme ils le firent pour la Yougoslavie titiste :

« Aujourd'hui, le gouvernement d'Athènes a teint en noir et a à tout jamais dépoétisé quatre îles transformées en cachots : Makronissos, un Buchenwald insulaire dont le martyrologe un jour sera long à écrire, Icaria toujours, Lemnos et Chio, réservée aux femmes. »²⁹

Les camps d'internement des Cyclades furent-ils réellement le pendant grec des camps nazis ?³⁰ La réponse semble avoir été apportée par Louis de Villefosse³¹. Dans le numéro de janvier 1950 des *Temps Modernes*, il dresse un portrait de l'île de Makronissos.³² A aucun moment la comparaison avec les méthodes nationales-socialistes allemandes n'est évoquée même s'il concède à une dénonciation virulente du régime grec. De Villefosse fait de Makronissos un camp d'internement aux conditions certes difficiles mais peu comparables, en terme qualitatif et quantitatif, aux camps allemands.

L'élite du PCF aurait ainsi instrumentalisé³³ les camps d'internement grecs afin de minimiser les écrits de Rousset sur la réalité concentrationnaire en Union soviétique et afin de

²⁸ Claude Morgan, « C'est la Raison qu'on fusille au pays de Platon ! », *Les Lettres Françaises*, n° 225, 16/09/1948, p.1.

²⁹ Rédaction, « Ecrivains grecs victimes de la répression », *Les Lettres Françaises*, n° 248, 24/02/1949, p.2.

³⁰ Cette comparaison des camps grecs et nazis ne fut pas l'apanage des intellectuels français. Les intellectuels grecs de gauche parlèrent de Makronissos comme d'un « Dachau américain ».

³¹ Louis de Villefosse dispose d'une certaine légitimité dans le monde intellectuel. Il fut, avec sa femme Janine Bouissounouse, un des principaux intermédiaires entre Sartre et les écrivains italiens. Sans ses contacts en terre italienne, le numéro spécial des *Temps Modernes* (août-septembre 1947) sur l'Italie n'aurait certainement pas pu voir le jour.

³² Louis de Villefosse, « Makronissos, laboratoire politique », *Les Temps Modernes*, n° 51, janvier 1950, pp.1287-1299.

³³ Cette instrumentalisation de l'affaire grecque est évoquée dès août 1949 dans la revue *Esprit*. A propos d'une réunion ayant eu lieu le 24 juin 1949 à la salle Wagram en présence d'intellectuels communistes de retour de Grèce (Yves Farge, Paul Eluard et Jean-Marie Hermann), *Esprit* déclara : « Silence sur Markos, sur le problème macédonien : pas une fois le nom de l'URSS prononcé. Tant pis ! Il y a convention tacite entre la salle et l'estrade : celle-là n'attend de celle-ci que ce que celle-ci lui donne. » dans Bertrand d'Astorg, « Retour de Grèce », *Esprit*, n° 158, Août 1949, p.293.

détourner les regards sur des démocraties populaires pouvant devenir une véritable poudrière pour la perception du totalitarisme stalinien.

2.1.2. Les relations gréco-yougoslaves : sommet de la déchéance titiste pour l'élite du PCF ?

Les intellectuels communistes ont eu deux réactions à l'égard de la situation grecque : dénoncer les aberrations du régime d'orientation capitaliste et prendre partie pour le peuple opprimé. Etant géographiquement proche de la péninsule hellène, la Yougoslavie titiste fut analysée par le PCF comme une interlocutrice privilégiée de la Grèce de Tsaldaris et Sofoulis.

Or, à la mi-juillet 1949, Tito annonça à Skopje la fermeture de la frontière gréco-yougoslave et la cessation de toute assistance aux partisans grecs. Gage politique donné à l'Occident ou simple décision de sécurité nationale ? Toujours est-il que l'élite communiste française vit là l'aboutissement de l'autoritarisme de Tito et l'expression même de son anticommunisme en ne venant pas en aide au peuple grec. Annie Kriegel livre une synthèse résumant l'état d'esprit communiste durant l'automne 1949, sommet du combat antititiste :

« L'"antisoviétisme exaspéré" de Tito, sa "complicité" désormais ouverte avec Tsaldaris et son "attitude criminelle" à l'égard des "patriotes grecs", sa tentative de rupture du "front commun pour la paix" que révélait l'affaire Rajk, l'intégration de la Yougoslavie dans le camp impérialiste, autant de "faits" -têtus comme on se plaisait à les qualifier-, sans doute enrobés dans une langue de bois qui en masquait les contours précis, mais qui, malgré tout, engageaient à conclure que "la lutte contre la clique de Tito" était une tâche politique et militante du "camp démocratique dans son ensemble sous la direction communiste". »³⁴

La question grecque devient alors un point d'appui supplémentaire dans l'argumentaire des intellectuels du PCF.³⁵ Laurent Casanova lui-même évoqua cette déchéance titiste alimentée par la situation en Grèce :

« Tito essaie de masquer l'agressivité réelle de l'impérialisme anglo-saxon sonnante le ralliement partout dans le monde des forces réactionnaires et fascistes, poursuivant sa guerre criminelle contre le peuple grec, opprimant les peuples coloniaux, cherchant à intimider les peuples libres. »³⁶

³⁴ Annie Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, coll. Notre Epoque, 1991, p.489.

Dans cet extrait, Annie Kriegel commente l'intervention du Comité Central du PCF au sujet de la lutte antititiste paru dans le bulletin mensuel du Comité (bulletin n° 21) intitulé *Notes pour la lutte idéologique*. Ce bulletin est daté du 15 octobre 1949 et semble être issu de la main de Pierre Courtade.

³⁵ Jean Kanapa mit trois régimes sur le même plan : le régime titiste, grec et franquiste. Il déclara : « Le régime économique, politique et social de la Yougoslavie de Tito est EXACTEMENT le même que celui de la Grèce de Tsaldaris et l'Espagne de Franco : un capitalisme d'Etat de forme fasciste soumis à l'impérialisme étranger. » dans J. Kanapa, « Un nouveau "communisme"... », art. cité, p.8.

³⁶ L. Casanova, « La contribution des communistes... », art. cité, p.9.

Le procès Rajk permit aux intellectuels communistes de livrer un bilan de l'étude du régime titiste établie depuis juin 1948. De l'expulsion du Kominform au conflit grec, la Yougoslavie de Tito n'a-t-elle représenté qu'un Etat autoritaire aux yeux du PCF ?

Depuis la rupture entre Tito et Staline, les intellectuels communistes se sont, la plupart du temps, attachés à camoufler le schisme afin de ne pas entamer l'image pacifique véhiculée par le PCUS. Cela dit, les allusions relatives à la Yougoslavie et à Tito concernent successivement les camps de travail³⁷, la non nationalisation des terres³⁸, la place de Tito dans le pouvoir yougoslave et le danger pour la paix mondiale que représente Tito. Ce portrait établi est-il celui d'un régime autoritaire ? Sans être évoquée, la dénonciation du totalitarisme semble souhaitée par l'intelligentsia communiste française. Derrière les thèmes étudiés se cachent certains traits constitutifs du modèle totalitaire : hiérarchie administrative³⁹, culte du chef, planification économique, et promotion de l'homme nouveau, l'homme américain, l'incarnation du Bloc occidental. Bien loin des réalités de la Yougoslavie des années 1948-1949, telle semble être la vision des Balkans de la part de l'élite communiste. Un seul mot d'ordre pour l'intelligentsia communiste : si totalitarisme il y a en 1949, il n'est en aucun cas soviétique. Il est avant tout yougoslave, et pire encore, américain.

2.2. Le procès Rajk : source de l'organisation de l'anticommunisme français

Tandis que le PCF et ses intellectuels tentent de détourner les regards de l'URSS en stigmatisant les défaillances politiques de pays comme la Yougoslavie ou la Grèce, dans le même temps, à la suite du procès Rajk, se constitua un véritable front anticommuniste. Délaissant toute bienveillance à l'égard du Parti, la lutte contre le communisme devint pour certains intellectuels un réel combat. L'on est anticommuniste comme l'on est communiste.

Comment se traduit ce nouveau mouvement intellectuel ? Dans quelle mesure les événements propres aux démocraties populaires ont-ils contribué au développement de ce phénomène ?

2.2.1. La constitution d'un bloc intellectuel antistalinien autour de Fejtö

Derrière la facette médiatique de l'engagement immédiat de Fejtö visible dans son article « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », le combat antistalinien s'est-il organisé ? L'article n'a-t-il pas plus surpris qu'il n'a convaincu ? Faut-il y voir un préalable indispensable à l'organisation de la dénonciation totalitaire soviétique ?

François Fejtö a indéniablement contribué à l'émancipation de la condamnation stalinienne. Autour de sa figure se développa le Comité de défense de la mémoire de Rajk⁴⁰,

³⁷ Cf. J. Kanapa, « Un nouveau "communisme"... », art. cité, pp.3-13.

³⁸ Cf. V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité, pp.24-31.

³⁹ La garde rapprochée de Tito comprenant Kardelj et Pijade notamment fut longuement critiquée par les communistes qui voyaient en eux les fondateurs d'une « dictature yougoslave », au même titre que Tito lui-même. F. Fejtö lui-même décrit Boris Kidritsch, conseiller de Tito, comme le « dictateur économique » de la Yougoslavie dans F. Fejtö, *Histoire des démocraties...*, op. cit., p.314.

⁴⁰ La première mention de ce comité est présente dans *Les Lettres Françaises* du 22/09/1949. A l'époque intitulé Comité de défense pour Lazlo Rajk, il s'attacha à préserver sa mémoire après sa mort (Rajk fut réhabilité à la suite du Rapport Khrouchtchev en 1956. Ses obsèques eurent lieu le 6 octobre 1956 et engendrèrent une

comité composé de socialistes français dont Maître Izard, avocat de Kravchenko. Ce qui constituait un premier bloc intellectuel antistalinien autour des milieux socialistes et sociaux-démocrates regroupés autour de la revue *Esprit* ne put cependant survivre à la création du Congrès pour la liberté de la culture (C.L.C.) à Berlin en 1950. Retranché derrière la ligne neutraliste de la revue de Mounier, Fejtö et les siens se heurtèrent à la pensée de Raymond Aron, chef de file du mouvement antistalinien du CLC. Le point de divergence fut le neutralisme. Raymond Aron signa un article dans *Le Figaro* dans lequel il déclara :

« Les événements des dernières années ne nous inclinent pas à la confiance. Les démocraties n'agissent pas au rythme de l'histoire du XX^{ème} siècle. Mais une déclaration de neutralité ne ferait qu'aggraver les conséquences de cette passivité fatale. »⁴¹

Le conflit entre Fejtö et Aron sur la question de la neutralité amena à une remise en question de l'une des deux structures antistaliniennes.⁴² Le Congrès pour la liberté de la culture, enraciné dans des relations germano-américaines solides par l'intermédiaire de Melvin Lasky et Sidney Hook, bénéficia d'une légitimité certaine grâce au relais de Raymond Aron en France, tandis que le Comité de soutien pour Lazlo Rajk s'essoufla.

L'anticommunisme et l'antistalinisme sont donc incarnés en France par une structure fondée sur quatre thèmes majeurs : la place du neutralisme, les initiatives américaines en Europe, le rôle des partis socialistes, la construction européenne.⁴³ Aron et Fejtö jouent sur deux terrains et deux échelles différentes. Aron s'inscrit dans une logique n'incluant pas le sort des démocraties populaires comme thème d'étude de l'anticommunisme, inévitablement tourné vers une promotion du modèle américain, tandis que Fejtö, par le biais de ses interventions dans *Esprit*, place la Hongrie et la Bulgarie au cœur du débat anticommuniste.

Il convient alors de nuancer l'impact du CLC en France. Largement financé par des investissements américains, le Congrès s'articula en 1950 autour de trois nations fortes : les Etats-Unis, la République Fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni. Ainsi, ce qui constitue l'essence même du mouvement antistalinien en 1949-1950 semble bel et bien être le mouvement instauré par Fejtö et incarné par la revue *Esprit*.⁴⁴ L'antistalinisme intellectuel français fait donc de la répression soviétique en Hongrie le point de départ de l'engagement anticommuniste, tandis que le CLC délaisse dans un premier temps les démocraties

manifestation à Budapest. Certains historiens comme Marc Lazar et Stéphane Courtois y voient là les prémices de l'insurrection de novembre. Cf. Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Le communisme*, Paris, M.A. Editions, coll. Les grandes encyclopédies du monde, 1987, p.52). André Wurmser y fit référence afin de dénoncer les pratiques diffamatoires de Georges Izard. Cf. A. Wurmser, « Compte rendu sténographique... », art. cité, p.4.

⁴¹ Raymond Aron, « L'illusion de la neutralité », *Le Figaro*, 17/02/1950.

⁴² Les relations entre les deux hommes se détériorèrent dès novembre 1949 lorsque Raymond Aron refusa de publier un essai issu de « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » dans la collection Liberté de l'Esprit. Fejtö déclara en 1986 : « Ma déception devant l'accueil qu'il me réserva, en ce jour froid de novembre 1949, fut à la mesure de mon admiration. Je le quittai en colère. Mais, après réflexion, je compris qu'il avait raison. » dans F. Fejtö, *Mémoires...*, op. cit., p.226. Il entretint également des relations tendues avec François Bondy à la fin 1949. Bondy proposa à Fejtö de participer à la création de la revue *Preuves*. Celui-ci refusa, voyant en *Preuves* une attaque trop frontale envers des revues comme *Esprit* ou *Les Temps Modernes*.

⁴³ Cette typologie est celle instaurée par Pierre Grémion dans son ouvrage *Intelligence...*, op. cit.

⁴⁴ Pierre Grémion n'évoque en aucun cas cette mobilisation intellectuelle qui eut lieu en novembre 1949 autour des intellectuels sociaux-démocrates français. Il ne fait intervenir François Fejtö qu'à partir de novembre 1956 sur la scène de l'anticommunisme.

populaires⁴⁵ afin de livrer une vision globale du communisme en URSS et de l'intégrer dans les relations Est-Ouest.

Fejtö revint quelques temps plus tard sur son engagement et démontre que les motivations antistaliniennes furent inspirées par un réel sens de la justice :

« Mon sens de la justice était provoqué. J'ai outrepassé ma propre règle. Celle pour un journaliste et un historien, de s'en tenir aux faits, d'être impartial et quasi personnel. J'ai pris parti, et cela avec passion. Cependant, j'ai eu le souci de m'appuyer sur des documents, sur des preuves. »⁴⁶

Faire de la démocratie populaire le lieu d'expression de la terreur stalinienne quand cela répond de la passion et de l'engagement intellectuel et non plus d'un héritage personnel. Tel semble avoir été le succès du combat de François Fejtö, combat relayé mais non préservé par le Congrès pour la liberté de la culture à partir de 1950.

2.2.2. *Esprit*, les démocraties populaires et la dénonciation totalitaire

La revue de Mounier a connu, du schisme titiste au procès Kostov, trois phases contradictoires dans son appréhension du communisme mais trois phases symboles d'une évolution allant vers la condamnation stalinienne. Condamner le stalinisme, est-ce dénoncer un quelconque totalitarisme ? Non, loin de là. *Esprit* s'inscrit dans une ligne idéologique suivie par *Les Temps Modernes* sur le thème du totalitarisme. Pour Mounier comme pour Sartre, il n'y a et il n'y aura qu'un totalitarisme : le national-socialisme allemand. De plus, la vocation neutraliste d'*Esprit* ne permet pas, à l'inverse d'Aron, de critiquer lourdement le régime stalinien afin de ne pas sombrer dans le camp américain.⁴⁷

Malgré sa volonté de faire du nazisme l'unique totalitarisme, l'engagement d'*Esprit* face aux répressions soviétiques dans les démocraties populaires amena la revue à l'apogée de la condamnation stalinienne. Par le biais de la lecture des événements dans le glacis opprimé, *Esprit* se radicalise. Le contrôle total de la culture par Staline en Europe de l'Est pose les premières pierres d'une compréhension du phénomène totalitaire par *Esprit*.⁴⁸ La revue fut également un lieu d'accueil pour deux types d'intellectuels qui participèrent à cette radicalisation. *Esprit* accueillit les intellectuels en exil comme Fejtö, mais également les

⁴⁵ Le sort des démocraties populaires fut largement pris en compte par le Congrès pour la liberté de la culture lors de l'insurrection hongroise de novembre 1956. Le soutien d'intellectuels hongrois exilés, le financement éditorial d'écrivains bannis ainsi que l'attribution de bourses pour les étudiants de Budapest furent quelques unes des démarches du Congrès.

⁴⁶ J. Cherruault-Serper, *Où va le temps qui passe ?...*, op. cit., pp.148-149.

⁴⁷ La vocation neutraliste d'*Esprit* dans la Guerre froide fut redéfinie dans un manifeste rédigé par Mounier et publié dans le n° 139 de la revue datant de novembre 1947. Opposé à une logique des Blocs, *Esprit* vit cependant dans le bloc occidental un réel danger du fait de la possession de l'arme atomique par les Etats-Unis.

⁴⁸ Dès septembre 1949, *Esprit* s'émeut du sort réservé à la culture à l'est du rideau de fer : « Une nouvelle bataille vient de s'engager en URSS sur le terrain de la culture. Sont pourchassés, dénoncés, rétractés, les poètes, romanciers, cinéastes, savants, etc., en qui réside un esprit de cosmopolitisme. (...) Les pays de démocratie populaire ont suivi avec toute l'ardeur de nations jeunes qui ont à puiser dans une très ancienne tradition. » dans Jean-Marie Domenach, « Les cosmopolites », *Esprit*, n° 159, septembre 1949, pp.448-449.

anciens communistes ou compagnons de route déçus. C'est ainsi que Claude Bourdet parla de « dictature »⁴⁹ en URSS tandis que Jean Cassou évoqua le terme de « danger totalitaire »⁵⁰.

Quelques mois seulement après s'être démarqué de toute bienveillance à l'égard des agissements du Parti, on peut lire dans *Esprit*, par la voix même de son fondateur :

« Quand nous demandons s'il règne en URSS un univers de la brutalité et du mépris, et que M. Pierre Daix nous répond : Indochine, Madagascar, tandis que nous, nous disons : d'accord pour poser le problème partout et sous toutes ses formes, depuis les plus larvées, précisément parce que la fatalité concentrationnaire, une fois amorcée, ne s'arrête pas en chemin, et que quiconque y met le doigt, y mettra un jour le corps entier. »⁵¹

La radicalisation d'*Esprit* à l'égard de l'URSS, si elle n'a pas permis clairement d'en faire le terrain central du totalitarisme en 1949, a tout de même amorcé, grâce aux éclairages de Fejtö sur la Hongrie, de Bourdet sur la Yougoslavie et de Cassou et Vercors sur les réalités intellectuelles du PCF, une nouvelle approche de l'Union soviétique. Les répressions soviétiques perpétrées dans les démocraties populaires ont jeté à la face des intellectuels la réalité stalinienne. A travers chaque démocratie populaire, le totalitarisme stalinien a livré un de ses visages et la majorité de l'intelligentsia française, *Esprit* en tête, ne réalisa cette évidence qu'une fois Rajk exécuté.

3. S'affranchir du stalinisme : condition d'un nouvel équilibre intellectuel

3.1. L'ombre de Staline sur l'Europe de l'Est : une remise en question possible ?

Bien qu'une réflexion soit amorcée par les intellectuels dès 1946 sur le vrai visage du régime soviétique, Staline reste, dans les représentations collectives, un artisan de la paix. La grandeur de l'URSS aux yeux du monde permit à Staline de mettre la main sur les démocraties populaires. Remettre en question le pouvoir stalinien semble toutefois peu évident tant que Staline est en vie. Si certains intellectuels commencent à évoquer le danger d'une dérive totalitaire à l'Est, les années 1948-1950 sont également le temps de la prise de conscience du totalitarisme hitlérien, prise de conscience qui n'échappa pas au cadre des démocraties populaires. Comment le totalitarisme stalinien et hitlérien ont-ils été perçus durant ces années ? Y a-t-il eu comparaison des deux modèles politiques dans la réflexion des intellectuels français sur les événements d'Europe orientale ? La « mise en perspective commune des singularités »⁵² des deux modèles totalitaires est-elle envisageable à travers l'exemple des démocraties populaires ?

⁴⁹ Bourdet se sert de la dictature soviétique comme point d'appui à sa démonstration de l'originalité du régime yougoslave et déclare : « Il est aisé de dire que partout à l'est du rideau de fer (sauf en Finlande) règne la dictature communiste. C'est sans doute vrai, mais les formes que ce pouvoir est obligé de prendre sont révélatrices de la situation du pays, de son degré et de ses possibilités d'évolution vers un régime du type soviétique. » dans C. Bourdet, « Voyage... », art. cité, p.754.

⁵⁰ J. Cassou, « La révolution... », art. cité, p.947.

⁵¹ Emmanuel Mounier, « On demande un psychiatre », *Esprit*, n° 163, janvier 1950, p.127.

⁵² Bernard Bruneteau, *Les Totalitarismes*, Paris, Armand Colin, coll. U, 1999, p.8.

3.1.1. Autour de la droite conservatrice : nazisme et stalinisme à la lumière de la campagne antititiste

Pour beaucoup, la comparaison entre nazisme et stalinisme n'était en 1949 qu'une idée en l'air. Les révélations du procès de Nuremberg et la dénazification entreprise en Europe avaient permis de saisir le national-socialisme comme un totalitarisme à part entière. Dans ce débat intellectuel relatif à la répression soviétique en Europe de l'Est, la comparaison entre nazisme et stalinisme fut un champ d'étude amplement utilisé, notamment au sein de la droite conservatrice.

Il convient de s'interroger sur le sens même de cette utilisation comparatiste entre deux régimes. Le simple fait d'évoquer la comparaison, même s'il y a désaccord sur quelques thématiques que ce soit, implique l'éventualité d'une similitude entre les deux régimes. Si les observateurs raisonnent davantage en terme d'échelles avant 1940⁵³, la campagne antititiste en Europe de l'Est permit de situer le stalinisme en terme d'identité. La comparaison entre nazisme et stalinisme fut introduite en France par le biais du cardinal Saliège, archevêque de Toulouse. *La Revue des deux mondes* relaie ses propos :

« Les journaux vous ont appris l'arrestation du cardinal de Hongrie et vous avez pu remarquer qu'on porte contre lui les mêmes accusations que Hitler portait contre les prêtres et les religieux catholiques allemands. La haine prend les mêmes procédés partout. Son arme est partout le mensonge. Déjà la Gestapo allemande de Hitler avait porté la main sur le futur cardinal de Hongrie. Les tyrannies se succèdent et se ressemblent.

On connaît le régime des prisons dans les Etats totalitaires : tortures progressives, épuisement, piqûres savantes pour supprimer des résistants à l'imposture et faire dire à l'innocent qu'il est coupable. »⁵⁴

La similitude des faits entre Allemagne nazie et Russie stalinienne permet de faire de l'URSS une nation tout autant condamnable que l'Etat hitlérien. Cette comparaison politique n'est pas née en France et n'atteint pas la violence condamnatrice qu'elle a pu avoir en Tchécoslovaquie. En effet, le cardinal Saliège n'a été que le relais français d'un Hongrois, Mgr Joseph Horvath. Le réseau européen d'intellectuels catholiques a permis aux intellectuels de l'Est opprimés, par le biais de la tribune offerte par *La Revue des deux mondes*, de condamner le totalitarisme stalinien. Malgré cela, ni Jules-Géraud Saliège, ni René Pinon, spécialiste des questions soviétiques de la revue, ne se sont rendus à l'est du rideau de fer. La dénonciation totalitaire reposa donc sur les réseaux noués à l'Est et non pas sur la réflexion personnelle issu d'un quelconque empirisme. Cela dit, la publication d'une brochure signée de la main de Horvath dans *La Revue des deux mondes* démontra les limites de la comparaison entre nazisme et stalinisme. On peut y lire que « ni les supplices des arènes de Néron, ni les

⁵³ L'impact d'une répression se perçoit de manière quantitative avant 1940. Ainsi, les répressions des années trente font de l'URSS un Etat condamnable par ses millions de morts alors que l'Allemagne nazie, avec un bilan répressif atteignant les 50 000 victimes, ne semble pas représenter le danger qui sévit en Union soviétique.

⁵⁴ J.-G. Saliège, *Lettre aux...*, *op. cit.*

fours crématoires de Hitler ne sont comparables aux raffinements de cruauté des mercenaires de Staline. »⁵⁵

La revue n'est-elle pas allée trop loin dans sa dénonciation ? Dispose-t-elle de tous les éléments nécessaires pour faire du régime stalinien le point d'aboutissement du système totalitaire ? Cependant, les interventions de Saliège et Horvath dans *La Revue des deux mondes* ont permis d'instaurer une véritable échelle de la terreur sur laquelle peut être intégrée une analyse du phénomène totalitaire. On ne raisonne plus en termes de victimes, mais en terme de méthodes employées et d'identités politiques. Là où le génocide juif incarne à lui seul l'expression du totalitarisme nazi, les intellectuels français démontrent dès 1949 que les répressions soviétiques en Europe de l'Est portent en elles les germes du totalitarisme stalinien. La droite conservatrice démontre que l'univers concentrationnaire soviétique n'est pas le seul visage du totalitarisme stalinien mais que derrière le masque de la diffusion de la pensée communiste et marxiste dans les démocraties populaires se cache une véritable expression de la terreur.⁵⁶

3.1.2. Parades et ripostes communistes

Aux accusations antistaliniennes de Rousset et Kravchenko s'ajoutent désormais les discours d'intellectuels éprouvés par les procès Mindszenty, Rajk et Kostov. La comparaison entre le nazisme et le stalinisme durant l'année 1949 atteint son apogée et l'intelligentsia communiste ne put constamment éluder la question ou se retrancher derrière des thématiques plus glorieuses. Ainsi, Jean Kanapa, rédacteur en chef de *La Nouvelle Critique*, adopta une nouvelle stratégie en décembre 1949. Prétendant une réponse aux accusations de David Rousset, Kanapa profite de l'occasion pour s'en prendre à l'ensemble d'une intelligentsia française se faisant de plus en plus critique à l'égard de l'URSS :

« Non, il n'existe pas de camps de concentration en URSS. (...) Oui il existe des camps de travail rééducatif. Ils groupent des prisonniers de droit commun et des prisonniers politiques. (...)

En URSS, on leur donne un métier, on leur donne aussi et en même temps l'occasion de se rendre utiles à la collectivité, de redevenir des hommes. »⁵⁷

Une différence fondamentale est notable dans l'interprétation de la comparaison entre le régime hitlérien et stalinien de la part de l'élite culturelle du PCF. Ce qui suscite le débat à la fin 1949 reste pour l'intelligentsia communiste la question des camps. Aucune évocation des parallèles établis entre Hitler et Staline lors des procès Mindszenty et Rajk n'est relevable dans la presse communiste. Le PCF ne voulut pas salir l'image somme toute réussie des

⁵⁵ Joseph Horvath, cité dans Rédaction, « L'affaire... », art. cité, p.185.

⁵⁶ Le terme d' « Etat totalitaire » est employé par *La Revue des deux mondes* dans le traitement de l'affaire Mindszenty (Cf. Rédaction, « Les prétendus aveux... », art. cité, p.565) tandis qu'il n'est pas évoqué dans la description des camps de travail en URSS (Cf. Rédaction, « La condition des travailleurs en URSS », *La Revue des deux mondes*, 15/01/1950, p.389).

⁵⁷ Jean Kanapa, « Editorial », *La Nouvelle Critique*, n° 11, décembre 1949, p.5.

procès politiques. Bien que malmené, le Parti sortit malgré tout vainqueur des procès de l'automne 1949. Raviver le débat en se justifiant sur les accusations totalitaires des détracteurs n'aurait-il pas mis le PCF en danger ? La parade communiste consista à se justifier sur les camps, présentés comme un moyen d'accomplissement du régime, laissant sous entendre que les camps de concentration nazis ne furent qu'une fin en soi.

Que ce soit Daix⁵⁸, Benda⁵⁹ ou Kanapa, l'intelligentsia communiste s'exprime aisément sur les questions concentrationnaires de l'Union soviétique tandis que les comparaisons entre les méthodes employées par le régime nazi et l'administration stalinienne dans les procès à l'Est ne sont jamais soulevées. L'élite culturelle du Parti présente un discours davantage maîtrisé lorsqu'il s'agit d'attaques propres à l'URSS. A l'inverse, une connaissance hasardeuse de la situation dans des Etats comme la Hongrie ou la Tchécoslovaquie semble décelable derrière ces absences de justification. Le danger d'une découverte du vrai visage de l'URSS dans ces années 1948-1950 n'était pas représenté par l'action de Staline sur le territoire russe mais bel et bien dans sa gestion des démocraties populaires.

3.2. L'utilisation stratégique de la stalinisation des démocraties populaires

La dérive stalinienne des démocraties populaires, bien que dénoncée par l'ensemble des milieux intellectuels non communistes, fut également l'occasion d'une instrumentalisation politique survenue dans un moment propice : l'immédiat après-guerre. L'utilisation de la stalinisation de l'Europe orientale au profit d'un milieu intellectuel s'opéra sans camouflets et détours au sein de deux sphères politiques particulières : l'extrême-gauche révolutionnaire, incarnée par la revue *Socialisme ou Barbarie*, et l'extrême-droite, bénéficiant de la tribune offerte par *Les Ecrits de Paris*. Même si cette instrumentalisation n'est pas propre aux extrêmes politiques (les communistes l'utilisèrent également), l'utilisation à ses propres fins d'un événement politique ne démontre-t-il pas un désintérêt implicite pour l'événement en lui-même ? Comment conserver une crédibilité intellectuelle après avoir détourné le débat initial ?

3.2.1. En marge du trotskisme et du stalinisme : les socio-barbares⁶⁰

Pour comprendre comment la revue *Socialisme ou Barbarie* s'est servie du totalitarisme soviétique comme rampe de décollage en vue de son émancipation du trotskisme et du stalinisme, il convient de resituer les aspirations politiques du groupe qui l'anime. La

⁵⁸ Dès la publication du livre *Les jours de notre mort*, Pierre Daix s'opposa fermement à son auteur, David Rousset. Tous deux déportés à Buchenwald, ils se livrèrent un combat verbal par le biais des revues de 1947 à 1950. Daix rédigea un compte rendu critique du livre de Rousset dans *La Pensée*. En 1949, il rédigea un article pour *Les Lettres Françaises* réfutant les thèses de Rousset. Le succès de cet article auprès de Casanova et d'Aragon lui valut d'être édité en une brochure diffusée à 200 000 exemplaires et de paraître également dans le quotidien *Ce Soir*. Cf. Pierre Daix, *Pourquoi David Rousset a-t-il inventé les camps soviétiques ?*, 1949.

⁵⁹ Julien Benda profita du procès Rajk pour tenter d'éclaircir la situation en URSS. Cf. Julien Benda, « Mise au point sur l'affaire Rajk », *Les Lettres Françaises*, n° 286, 17/11/1949, p.1.

⁶⁰ Terme employé par Philippe Gottraux en référence au groupe de *Socialisme ou Barbarie*, dans Philippe Gottraux, *Socialisme ou Barbarie, un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Editions Payot, 1997, p.8.

création de la revue n'est pas le point de départ d'une réflexion intellectuelle mais est l'aboutissement d'un groupe préexistant et incarnant une des tendances du Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.).⁶¹ Ainsi, la réflexion des socio-barbares sur le stalinisme ne date pas de la création de la revue (mars 1949) mais débute au sein des activités du PCI. De ce fait, le schisme yougoslave constitua une étape déterminante dans l'orientation politique de la revue. Lors du congrès mondial de la IV^{ème} Internationale tenu en décembre 1948, les milieux trotskistes se prononcèrent en faveur du soutien à la Yougoslavie titiste, par souci d'opposition systématique au stalinisme. Or, pour Lefort et Castoriadis, le trotskisme suit une logique révolutionnaire et ne doit pas se placer à tout prix du côté de l'opposant à Staline. Le choix de la « bureaucratie yougoslave »⁶² au détriment de la « bureaucratie soviétique » n'est pas acceptable. La bureaucratie stalinienne aurait dépassé le cadre de la Russie et infecté les démocraties populaires. C'est pour parer à ce danger de se jeter à corps perdu dans le soutien des pays de l'Est qu'un groupe d'opposants, qui constituera le futur groupe des socio-barbares, critiqua le fait que le PCI et la IV^{ème} Internationale soient devenus des « instruments supplémentaires de la mystification des masses »⁶³. Etre exploité, même de manière socialiste est le fruit d'une exploitation issue du totalitarisme. Ainsi, le schisme titiste est l'occasion pour le groupe de *Socialisme ou Barbarie* de renouveler son opposition à Staline tout en s'émancipant du trotskisme⁶⁴ :

« La vérité est que le Trotskisme s'est débarrassé de la théorie révolutionnaire. La IV^{ème} Internationale n'a plus de repères marxistes ; elle se jette dans les bras du Titisme pour cette seule raison qu'il est opposé au parti russe. Comme c'est l'habitude, on voit l'opportunisme coïncider avec une véritable débâcle idéologique. (...) La IV^{ème} Internationale en prenant parti comme elle le fait pour le Titisme met en cause le principe même de son existence. (...) Nous prenons acte de sa démission irrémédiable. »⁶⁵

Par le biais de l'expérience titiste, le groupe intellectuel mené par Lefort et Castoriadis bénéficie d'une certaine autonomie qui se verra confirmée par la création de la revue *Socialisme ou Barbarie* en mars 1949. L'opposition au sein du PCI étant présente depuis août 1946, la rupture ne fut consommée qu'après le débat relatif à l'interprétation du titisme. Dire que le schisme titiste fut le détonateur de la création de la revue serait réducteur mais il a, sans conteste, accéléré le processus et l'organisation du groupe.⁶⁶ 1949 ne doit pas être seulement

⁶¹ Le PCI représente la section française de la IV^{ème} Internationale. Créée en septembre 1938 par Trotski, la IV^{ème} Internationale s'est rapidement définie comme le parti mondial de la révolution socialiste. Le PCI est, quant à lui, né en février 1944 (par l'intermédiaire d'Yvan Craipeau et de Pierre Frank) et regroupe les trois fractions politiques du trotskisme français : le Parti ouvrier internationaliste (P.O.I.), le Comité communiste internationaliste (C.C.I.) et le Groupe Octobre.

⁶² C. Castoriadis, G. Dupont, « La bureaucratie... », art. cité.

⁶³ Rédaction, « Lettre ouverte aux militants... », art. cité, p.50.

⁶⁴ Lefort avait déjà jeté les bases d'une émancipation de la doctrine trotskiste dans *Les Temps Modernes* en janvier 1949. Cf. Claude Lefort, « La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire », *Les Temps Modernes*, décembre 1948-janvier 1949, n° 39, pp.46-69.

⁶⁵ C. Lefort, « Le Trotskisme... », art. cité, p.92. Voir texte intégral en Annexe I - C, pp.215-217.

⁶⁶ Le discours établissant le soutien entre la IV^{ème} Internationale et la Yougoslavie date de la mi-décembre 1948 (Cf. Rodolphe Prager (dir.), *Les congrès de la IV^{ème} Internationale (Tome III) : bouleversements et crises de l'après-guerre (1946-1950)*, Paris, La Brèche, 1988). Or, Philippe Gottraux fait remonter le projet de création de *Socialisme ou Barbarie* au mois de janvier 1949, soit quelques jours après la décision de la IV^{ème} Internationale :

perçue comme l'année de la dénonciation du totalitarisme stalinien (souvent dénoncé comme un régime réformiste autoritaire et contre-révolutionnaire dans les premiers numéros, le discours sur l'URSS se durcit au fur et à mesure des années 1949-1950) mais doit également représenter l'amorce de la dérive du trotskisme. La survie du socialisme qu'incarne le groupe des socio-barbares semble passer par une rupture sans appel avec l'URSS, mais également avec les régimes s'inspirant du modèle moscovite, y compris la Yougoslavie. Délaissant totalement l'autogestion naissante en Yougoslavie, *Socialisme ou Barbarie* tient un discours radical en assimilant régime titiste et régime stalinien afin de promouvoir son idéal politique. En mettant Tito et Staline sur le même plan, la revue a, malgré elle, contribué à ralentir la dénonciation totalitaire en ne mettant pas en exergue l'unicité du régime soviétique comme ont pu le faire *Esprit* ou *Les Temps Modernes* à partir de l'automne 1949, par le biais des procès et des camps notamment.

La revue révolutionnaire s'est contentée de dénoncer des événements relatifs à son propre milieu. Ainsi, aucune mention des procès Rajk et Kostov ne hante les colonnes de *Socialisme ou Barbarie*. Si procès politiques il y eut, Rajk et Kostov n'en furent pas les principales victimes. Jusqu'en août 1950, la lecture des articles de Castoriadis et de ses collaborateurs ne permet pas de percevoir la répression politique soviétique infligée aux dirigeants du glaci communiste. C'est le procès Kalandra⁶⁷ en Tchécoslovaquie qui retint les attentions de *Socialisme ou Barbarie*. Pour elle, cette « intervention flagrante du parti communiste russe laisse prévoir que le procès de Prague serait une réédition tchèque des Procès de Moscou ».⁶⁸ Si le procès Kalandra fut relayé par la revue de Lefort et Castoriadis c'est que les faits qui lui étaient reprochés furent son passé trotskiste. Ainsi, elle fit de ce qu'il convient d'appeler le Procès des Treize⁶⁹ le Procès Kalandra. Il y a donc bel et bien appropriation de l'événement à des fins personnelles de la part de *Socialisme ou Barbarie*. Est-ce l'apanage du milieu intellectuel issu de la gauche révolutionnaire ? L'étude de l'intelligentsia française présente davantage ce phénomène comme représentatif de l'identité des extrêmes politiques et intellectuels.

3.2.2. L'extrême-droite : le stalinisme comme justification du passé

S'attacher à dénoncer le totalitarisme stalinien revient en 1949 à mettre en avant les méthodes employées par les soviétiques dans la mise en place et la diffusion de leur système politique à l'ensemble de l'Europe de l'Est. D'*Esprit* aux *Temps Modernes*, en passant par *La Revue des deux mondes*, la majorité des milieux intellectuels s'y emploie et l'intelligentsia d'extrême-droite n'échappa à la règle. Cela dit, la démarche employée par Paul Malliavin et les siens au sein des *Ecrits de Paris* s'inscrit dans un cadre différent : la dénonciation stalinienne fut un prétexte à la réhabilitation du passé. Durant l'ensemble de la période 1948-

« C'est donc finalement à la session de janvier 1949 du Comité central du PCI que la tendance annonce son intention de mener dorénavant un travail politique autonome et de publier une revue intitulée *Socialisme ou Barbarie*. » dans P. Gottraux, *Socialisme ou Barbarie...*, op. cit., p.22.

⁶⁷ Exclu du PCT en 1936 pour avoir rédigé une brochure dénonçant les Procès de Moscou, Zavis Kalandra fut arrêté, avec douze anciens membres du Parti tchécoslovaque, en novembre 1949. Il fut condamné à mort le 8 juin 1950 et exécuté le 27 juin avec trois autres des treize accusés.

⁶⁸ Jean Léger, « Le procès Kalandra », *Socialisme ou Barbarie*, n° 7, août-septembre 1950, p.110.

⁶⁹ L'ensemble de la presse française relata le procès sous l'appellation « Procès des Treize ».

1950, jusqu'à la mort de Pétain, la revue fit de constantes comparaisons entre l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne en en tirant une conclusion récurrente : la suprématie de Staline dans l'exercice de la terreur. Ainsi, dès le début de l'affaire Mindszenty *Les Ecrits de Paris* s'expriment en ces termes :

« Jamais les Allemands qui, pendant leur occupation de la Hongrie, l'emprisonnèrent pendant cinq mois pour la résistance courageuse qu'il opposait à leurs entreprises, n'osèrent essayer ainsi de le diffamer. Les communistes ne doivent pas avoir les mêmes scrupules. Cela n'étonnera pas ceux qui ont suivi depuis 1917 les méthodes de la police de l'URSS. »⁷⁰

Les intellectuels d'extrême-droite ne s'avèrent donc pas tournés vers l'Est mais vers le passé. Il y a une recherche permanente, dans le moindre événement, de la réhabilitation du passé plutôt qu'une tentative d'analyse du présent et de l'avenir. L'intérêt d'un événement dans les démocraties populaires ne réside que dans l'apport qu'il fournit au discrédit accordé à l'URSS, appuyant un certain révisionnisme de l'Histoire.

Lorsqu'il s'agit d'évoquer les camps en URSS, la réflexion d'Albert George est saisissante.⁷¹ Le procès Kravchenko revêt alors la fonction d'une absolue nécessité dans la compréhension des camps soviétiques. Kravchenko se ferait l'allié de l'extrême-droite aux yeux des *Ecrits de Paris*. L'argumentaire d' A. George fait remonter l'existence des camps à 1939. Pour l'extrême-droite, à l'inverse d'intellectuels comme Rousset, Sartre ou Mounier, ce qui importe, ce n'est pas qu'il y ait encore des camps, mais qu'il y ait eu des camps avant et pendant la guerre. Pourquoi la focalisation s'est-elle articulée autour des camps de concentration hitlériens ? *Les Ecrits de Paris* dressent un bilan de l'expérience concentrationnaire soviétique durant la guerre et estime le nombre de détenus à dix millions répartis dans cent camps différents, chiffre qui se voudrait supérieur au bilan nazi. A en croire la rédaction, « le spectacle de l'univers concentrationnaire soviétique devrait donc émouvoir tous les cœurs honnêtes ».⁷²

En l'espace de six mois (de janvier à juillet 1949), la presse d'extrême-droite a utilisé l'actualité politique se déroulant à l'est du rideau de fer tout en étant consciente des enjeux intellectuels concentrant les attentions en France (notamment l'intérêt autour des dénonciations de David Rousset). En jouant à la fois sur le tableau de la dénonciation totalitaire basée sur la stigmatisation des méthodes employées (lors du procès Mindszenty) et en s'immiscant dans les réflexions sur les camps de travail en URSS, l'intelligentsia d'extrême-droite a utilisé la répression stalinienne pour tenter de redorer son blason.

Pour l'extrême-droite française, si totalitarisme il y a dans ce siècle, il ne peut être que stalinien. La justification des choix de l'extrême-droite en 1940 est alors amplement assurée.

Tantôt instrument nécessaire à la crédibilité d'un milieu intellectuel, tantôt faire-valoir indispensable à l'accomplissement du Parti, la stalinisation des démocraties

⁷⁰ S. Szasvarosy, « La "Trahison"... », art. cité, p.38.

⁷¹ A. George, « Réflexions sur... », art. cité, pp.108-113.

⁷² *Ibid.*, p.113.

populaires s'est insérée dans le débat totalitaire de manière fulgurante. D'instrumentalisations en comparaisons successives, l'action répressive stalinienne sur le glacis d'Europe orientale semble avoir été perçue par l'intelligentsia non communiste comme l'expression d'un totalitarisme, avant même la parution des travaux d'Arendt qui jetèrent les bases d'une approche conceptuelle du terme. Bien que non inscrit dans les bases de la réunion fondatrice du Congrès pour la Liberté de la Culture à Berlin en 1950, le salut des démocraties populaires eut cependant un impact non négligeable dans l'organisation du front anticomuniste, puis antitotalitaire. Le prestige accordé par ses membres à Fejtö - ce malgré les querelles passées avec Aron - à la suite de l'insurrection hongroise de novembre 1956 est le parfait exemple d'une année 1949 revêtant le rôle d'année-charnière dans l'organisation du combat antistalinien.

*« L'évolution n'est pas une simple
éclosion sans peine et sans lutte,
comme celle de la vie organique,
mais le travail dur et forcé sur soi-
même. »*

F. Hegel

Troisième partie :

Evolutions et mutations de la figure de l'intellectuel français

Au-delà de démontrer l'engagement dans le débat à l'Est, les écrits intellectuels des années 1948-1950 ont également révélé de profondes transformations et mutations chez les clercs français. Transformations propres au débat ou mutations logiques d'une intelligentsia en mouvement depuis l'après-guerre, elles ont elles-mêmes influé sur leurs discours et leurs analyses. Là où le voyage en URSS au tournant des années vingt et trente devenait une évidence pour les intellectuels, le déplacement dans les démocraties populaires en devint une en cette fin d'années quarante. Est-ce pour les mêmes raisons ? Le prestige et le mythe soviétiques des années vingt a-t-il fait son effet en Hongrie ou en Yougoslavie ? Intellectuel-voyageur, intellectuel-polémiste, tel pourrait être un premier bilan d'une mutation en marche. Les moyens d'action ont également changé. La plume s'est durcie, laissant peu de place au sentimentalisme et grossissant les traits d'une époque tourmentée par la contamination stalinienne en Europe orientale.

Les années 1948-1950 sont également le temps d'un nouvel ordre intellectuel en marche, au seuil des Trente Glorieuses. L'émergence de nouveaux courants, l'évolution de l'élite culturelle du PCF et l'agitation autour de la production sartrienne sont autant d'éléments interférants dans le débat sur la stalinisation des démocraties populaires. Aborder un sujet sans l'inclure dans l'évolution culturelle d'une époque ne serait que livrer une vision erronée des réalités et des aspirations de chacun. Qu'il soit de gauche, de droite, ou d'une quelconque extrémité politique, tout intellectuel a évolué durant cette période. Si l'analyse des démocraties populaires n'a pas modifié intellectuellement des personnages au discours endurci comme Kanapa et les siens, elle a su, chez des penseurs comme Mounier ou Lefort, précipiter leur pensée, au point d'en saisir l'évolution régulière durant ces trois années.

CHAPITRE 6 : L'intellectuel, témoin ou acteur des répressions soviétiques ?

L'intellectuel des années 1948-1950 est un intellectuel engagé. Cela ne fait aucun doute. Que ce soit engagé dans le combat antititiste ou dans le soutien aux démocraties populaires opprimées, l'intelligentsia française a démontré la puissance de ses prises de position. Témoin éclairé des enjeux internationaux, l'intellectuel n'est-il que le simple lecteur de la situation politique à l'Est ? Lorsque l'embrasement du débat intellectuel dépasse le simple cadre national, toute la réflexion autour de la sphère intellectuelle mérite d'être repensée. Où s'arrête le témoignage ? Où commence l'action ? Si, pour certains, la seconde moitié du XX^{ème} siècle correspond à « l'ère des témoins »¹ et que le témoin est porteur de vérité, il convient également de faire sien le questionnement de Xénophon : « Les actes ne sont-ils pas des témoignages plus dignes de foi que les paroles ? »². Naviguant dans ces flots mêlant témoignage et action, l'intellectuel présente de multiples facettes et n'est pas simplement cet homme capable d'illuminer les débats traitant de la Guerre froide.

Bien que l'Europe fut coupée en deux par un rideau de fer délimitant la partie occidentale de la partie orientale, l'intellectuel français ne fut pas concerné par cette scission territoriale, idéologique et politique. Bénéficiant de réseaux à l'Est, il a su être un témoin attentif lorsque la situation le demandait³ mais également un acteur de premier ordre dans la compréhension des rapports entretenus entre l'URSS et les démocraties populaires. L'élite culturelle a initié la France aux enjeux de la Guerre froide tandis que l'élite politique mettait en avant les problèmes ou les avancées d'ordre de politique intérieure (affaire malgache, grèves et valse gouvernementales).

Qu'il soit témoin ou acteur, l'intellectuel français a laissé derrière lui une trace originale de son engagement dans la lutte contre le stalinisme, trace disséminée entre Paris, Moscou et l'ensemble des capitales d'Europe de l'Est. Alimenté de Paris ou de Budapest, le débat intellectuel sur le sort des démocraties populaires a bénéficié d'un nombre conséquent de témoignages et a rapidement été perçu comme un des premiers enjeux majeurs de la Guerre froide. Quels ont été les moyens d'action des intellectuels leur permettant d'influencer ou de précipiter le débat ? A-t-on affaire à un discours différent entre un clerc analysant la situation à la lumière de son bureau parisien et un intellectuel jonglant avec les visas hongrois et yougoslaves ? Lorsque témoignage et action se confondent, le monde intellectuel s'en retrouve incontestablement modifié. L'appréhension de la question stalinienne a sans conteste apporté cette évidence à son apogée.

¹ Danièle Voldman, *Le témoignage et l'écriture de l'Histoire*, Paris, Editions du CNRS, 2001.

² Xénophon, *Les Mémoires de Socrate*.

³ On retrouve dans *Esprit* ou dans *La Revue des deux mondes* des récits d'intellectuels de l'Est. Dans ce cas précis, la revue n'a été qu'une tribune pour l'intellectuel opprimé. L'intellectuel français entre dans un rôle de passivité et ne livre pas une analyse de la situation mais il diffuse l'information. (Cf. Rédaction, « Le communisme et l'Eglise... », art. cité, pp.400-414 ; Rédaction, « Les prétendus aveux... », art. cité, pp.564-566).

1. Le voyage à l'Est des intellectuels français

1.1. La nécessité de la vérification : du besoin personnel à l'acquiescement collectif

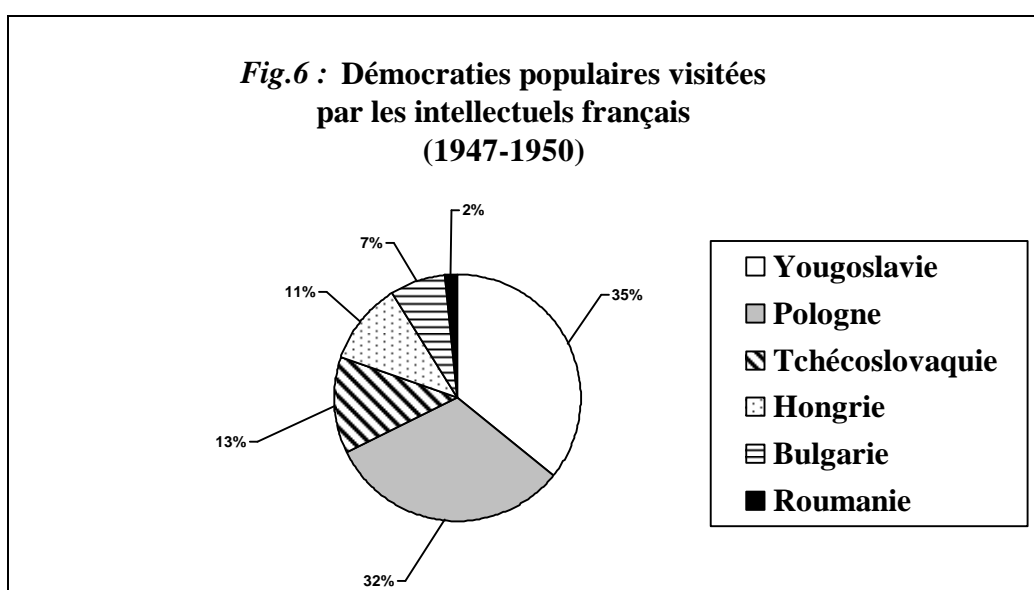
Si, pour quelques intellectuels, l'étude de la stalinisation de l'Europe orientale peut s'effectuer de France par l'intermédiaire des témoignages issus du glaciisme communiste, l'organisation d'un voyage sur place est, pour une large partie d'entre eux, devenue nécessaire. De 1948 à 1950, la plupart des rédactions des principaux organes de presse française mandate un ou plusieurs de ses collaborateurs afin de se rendre sur les lieux des événements. Pour d'autres, le voyage est l'occasion d'une expérience individuelle riche en informations dans la poursuite d'un cheminement intellectuel personnel.

Qu'il soit issu de la spontanéité personnelle ou de l'organisation collective, comment le voyage en terre stalinienne (ou en voie de stalinisation) a-t-il été vécu ? L'ensemble des milieux intellectuels a-t-il été touché par ce phénomène ?

1.1.1. Le voyage, apanage des intellectuels français ?

Dès 1948, le voyage des intellectuels à l'est du rideau de fer se justifie par la nécessité de la vérification personnelle. Connaître par soi-même ce qui est enseigné par les autres. Tel semble être le maître mot des intellectuels une fois l'éventualité d'une mauvaise interprétation du stalinisme soulevée. En effet, la majorité des voyages d'intellectuels non communistes s'effectue à partir de 1949. Le schisme yougoslave n'ayant pas été immédiatement interprété comme une répression soviétique, la vérification sur place ne revêt pas une importance majeure en 1948.⁴ L'essoufflement de l'effet Stalingrad permit d'offrir aux intellectuels un privilège jusque là réservé à l'élite culturelle du Parti.

Cependant, les destinations choisies par l'intelligentsia française traduisent l'importance attribuée à chaque événement.



⁴ 80 % des voyages d'intellectuels non communistes vers la Yougoslavie eurent lieu entre 1949 et 1950.

	<i>Yougoslavie</i>	<i>Hongrie</i>	<i>Tchécoslovaquie</i>	<i>Bulgarie</i>	<i>Pologne</i>	<i>Roumanie</i>	<i>Albanie</i>
Robert Antelme			1948				
Louis Aragon	1948						
Claude Aveline	1948						
Jean Babouïène	1949						
Jean Baby		1949					
Julien Benda		1949					
Jean Boulier ⁵			1949		1948		
Claude Bourdet	1949						
Raymond Bourd	1950						
Jean Bruhat ⁵					1948		
Jean Cassou	1948,1949						
Jean Cep			1949				
Aimé Césaire ⁵					1948		
Pierre Courtade		1949	1948				
Pierre Daix ⁵			1950		1948		
Louis Dalmas	1949						
Dominique Desanti	1947,1949			1947,1949	1948,1949	1947	
Jean-Marie Domenach	1949						
Jean Duvignaud	1948						
Paul Eluard ⁵					1948		
Yves Farge ⁵					1948		
François Fejtö	1950	1948,1949					
Serge de Gunsbourg	1948						
Pierre Hervé				1949			
Agnès Humbert	1948						
Frédéric Joliot-Curie ⁵					1948,1950		
Renaud de Jouvenel				1949			
Jean Kanapa ⁵					1948		
Serge Karsky		1949					
Jacques Le Goff	1948						
Clara Malraux	1948						
André Mandouze ⁵					1948		
Claire Nicolas ⁵					1948		
Pablo Picasso ⁵					1948		
Marcel Prenant ⁵					1948		
Henri Queffelec	1949						
Suzanne Roubakine			1948				
J.-J.Servan-Schreiber ⁶	1949						
André Simon	1947						
Charles Tillon			1947				
Elsa Triolet	1947						
Roger Vailland			1948				
Vercors ⁵					1948		
Henri Wallon ⁵					1948		
Marcel Willard ⁵					1948		
André Wurmser ⁵					1948		

Fig.7 : Voyages des intellectuels français dans les démocraties populaires (1947-1950)

Les voyages en terre yougoslave représentent la majeure partie des lieux visités étant donné que la Pologne ne bénéficie que d'une pseudo-ouverture aux intellectuels étrangers. En effet, bien qu'étant la deuxième démocratie populaire visitée par l'intelligentsia française, elle reçut essentiellement des clercs communistes. Il convient également de noter l'absence de voyages de la part d'intellectuels non communistes dans des pays comme la Roumanie et l'Albanie.

Cela dit, le voyage à l'Est est-il un phénomène typiquement français ? Les intellectuels français ne furent pas les seuls à se rendre à l'Est dans ces années 1948-1950. Les élites étrangères éprouvèrent également ce besoin. Ainsi, on peut citer le cas d'Hannah Arendt qui se rendit en R.D.A. en 1949 après l'avoir quittée en 1933.⁷ Mais sommes-nous en présence d'une même réalité ? La démarche des intellectuels français en Europe de l'Est est sensiblement différente. Chez des personnalités comme Arendt, le voyage répond au besoin de la compréhension, tandis que chez les intellectuels français, le temps est à la vérification. Le contrôle total de l'information provenant d'URSS et des démocraties populaires par les intellectuels communistes jusqu'à la fin 1948 amena les clercs non communistes, non seulement à saisir l'événement présent sur le moment (procès Rajk et Kostov), mais également à établir une démarche rétrospective sur les enjeux passés, tel que le schisme titiste. Bien que s'étant produit en juin 1948, l'analyse complète se fait à la suite des voyages de Bourdet et Dalmas en 1949. Jusque-là, l'analyse se faisait à la lumière des témoignages extérieurs au monde intellectuel :

« Les descriptions que m'ont faites les voyageurs revenant de celui de ces pays qui possède encore le plus de vie personnelle, la Pologne, coïncident dans les grandes lignes avec ce que j'ai pu observer en Yougoslavie. »⁸

L'analyse se trouve donc être ralentie par cette phase préliminaire qu'est la vérification à laquelle chaque intellectuel dut se confronter. L'intellectuel-voyageur devient donc un homme de terrain, un homme apportant de nouveaux éléments à l'analyse. Cependant, qu'est-ce qui assure la fiabilité du discours intellectuel issu de l'Est ? Doit-on faire de l'intellectuel un vecteur de vérité à partir du moment où il se rend sur place ?⁹

⁵ Membres de la délégation française pour le Congrès de la Paix de Wrocław. Leur voyage en Pologne ne s'inscrit pas dans la volonté de dévoiler à l'opinion française la réalité de la vie derrière le rideau de fer. A l'inverse, certains voyages d'intellectuels communistes comme ceux de Renaud de Jouvenel ou Dominique Desanti étaient dans une optique d'information (relative) de la situation politique dans les démocraties populaires. Voir Annexe IV- A, p.222.

⁶ Lors de son voyage en Yougoslavie en avril 1949, Jean-Jacques Servan-Schreiber ne travaille pas pour la presse française. Il est l'envoyé spécial à Belgrade du quotidien helvétique *La Gazette de Lausanne*. Ses interventions fréquentes dans le débat intellectuel français des années 1948-1950 méritent cependant d'être retenues dans cette étude.

⁷ Hannah Arendt relate son retour en RDA dans Hannah Arendt, « Retour en Allemagne après le nazisme », *Esprit*, novembre 1988.

⁸ C. Bourdet, « Voyage... », art. cité, p.753.

⁹ Sur ces questions, l'analyse la plus complète du rôle du voyage des intellectuels à l'Est reste les travaux de François Hourmant dans François Hourmant, *Voyage au pays de l'avenir radieux*, Paris, Aubier, 2000.

De 1917 à 1939, on compte près de 125 « retours d'URSS ». ¹⁰ De septembre 1947 à août 1950, en l'espace de trois ans, 56 « retours de démocraties populaires » peuvent être relevés, nombre important à la vue des bornes chronologiques retenues. Il convient de marquer une rupture essentielle dans le but et la démarche du voyage après 1945. Si le voyage en URSS paraissait systématique pour les intellectuels de la fin des années vingt du fait de la mythologie entretenue par le pouvoir stalinien, le voyage d'intellectuels d'après-guerre est davantage l'occasion de fouler un nouveau terrain d'investigation.

1.1.2. Voyager durant la Guerre froide : difficultés et contraintes

Malgré la démocratisation progressive des moyens de transports à la sortie de la guerre, se rendre à l'Est dans les années 1948-1950 ne fut pas sans difficultés et sans dangers. Deux types d'intellectuels-voyageurs se dessinent alors : les intellectuels communistes et les autres. Pour les intellectuels communistes, le voyage en terre yougoslave reste une action délicate. Répandu en 1947-1948, le schisme du 28 juin changea la donne. Jean Cassou, lors de son éloignement du PCF mit cette évidence en exergue :

« On sait qu'il est interdit, sous peine d'excommunication majeure, de se rendre en Yougoslavie voir ce qui s'y passe et si ce qu'on nous en rapporte est vrai : c'est aller chez le Diable. » ¹¹

L'élite politique et culturelle du Parti supervisa les déplacements de chaque intellectuel, au point d'interdire certaines destinations comme la Yougoslavie. Une telle décision révèle l'impact du schisme titiste sur le PCF. Dès le départ, la Yougoslavie de Tito a représenté un danger pour le Parti. Si pour Moscou l'isolement de la Yougoslavie fut relativement simple à mettre en place par le biais d'un véritable blocus économique, l'attraction yougoslave due au prestige résistant du maréchal croate fut davantage délicate à freiner. Le durcissement de la politique communiste à l'égard de Belgrade ne trouva pas son pendant en Yougoslavie. Le fait de se prononcer en faveur du stalinisme au détriment du titisme ne ferma pas pour autant les frontières du pays aux intellectuels communistes. La connaissance de l'évolution du territoire ne se fit alors après juin 1948 que par récits interposés mais jamais de manière directe avec la Yougoslavie. On assiste donc à un véritable renversement de la situation après la rupture entre Tito et Staline. La Yougoslavie s'ouvre aux intellectuels non staliniens ¹² tandis que les intellectuels communistes la rejettent, par peur d'y trouver une réalité différente de la réalité moscovite. C'est ce qui arriva à Dominique Desanti, unique intellectuelle communiste à s'y être rendue en 1949 :

¹⁰ Ce nombre est celui retenu par Fred Kupferman dans Fred Kupferman, *Au pays des Soviets. Le voyage français en URSS (1917-1939)*, Paris, Gallimard, coll. Archives, 1979. Dès les années vingt, le voyage en URSS s'élargit et dépassa le cadre habituel des collaborateurs d'*Europe* (Romain Rolland, Georges Friedmann, Jean-Richard Bloch). Une nouvelle vague d'intellectuels se rendit en URSS comme André Malraux, Pierre Drieu la Rochelle ou encore Roland Dorgelès.

¹¹ J. Cassou, « La révolution... », art. cité, p.947.

¹² Le déroulement du voyage de Claude Bourdet en Yougoslavie a été organisé par la garde rapprochée de Tito. A plusieurs reprises, il parle de ses contacts avec « d'anciens membres de l'Etat-major de Tito » (Cf. C. Bourdet, « Voyage... », art. cité, p.757).

« La météo, tyrannique en ces temps sans radar, nous joua un tour qui tourna à la démonstration : l'avion fut obligé de se poser à Belgrade. (...) Avec nous voyageait Carmine de Lipsis, correspondant de *L'Unità* à Prague, qui avait mené une campagne antititiste. Nous nous voyions déjà dans les geôles yougoslaves comme "agents à la solde du Kominform". Le commandant de bord bulgare rit à mon récit : "Mais ils ne sont pas comme ça, ici, camarade !" Il avait raison, rien n'arriva. (...) C'était troublant...J'ignorais ce qui nous attendait. »¹³

Le voyage involontaire de Desanti eut l'impact imaginé par l'élite du PCF : confronter un discours sur la Yougoslavie relevant de la mythologie et une réalité inconnue des intellectuels. A travers l'exemple du voyage en Yougoslavie, on peut aisément se rendre compte de l'exacte application de la politique du PCUS sur le PCF. Le blocus économique soviétique se traduit par un blocus informatif en France. La volonté yougoslave de s'ouvrir au monde extérieur et d'accueillir le maximum de médiateurs étrangers a permis à Tito de bénéficier d'un suivi intellectuel et journalistique dans les pays occidentaux. Faire connaître son pays afin de le différencier du stalinisme, tel semble avoir été le dessein de Tito et du PCY duquel bon nombre d'intellectuels, Bourdet en tête, se sont fait les chantres.¹⁴

Les intellectuels non communistes, quant à eux, n'eurent pas à subir ce verrouillage de la part de leur élite mais durent se plier aux formalités administratives relatives à l'Europe de l'Est. Chaque voyage devait faire l'objet d'une justification auprès des services administratifs français.¹⁵ Le but devait être connu de tous, ce qui obligeait les rédactions d'*Esprit*, des *Temps Modernes*, de *Socialisme ou Barbarie* et de *La Revue des deux mondes* à faire connaître leurs décisions. En aucun cas, le voyage de collaborateurs rédactionnels ne répondit à une quelconque autonomie de la revue. Le fait que la plupart des intellectuels s'étant rendus sur place ait une formation journalistique (Bourdet pour *Esprit*, Dalmas pour *Les Temps Modernes* ou Karsky pour *Le Monde*), ne relève pas du hasard. En étant titulaires d'une carte de presse, les intellectuels journalistes pouvaient obtenir un ordre de mission pour l'Europe de l'Est par le biais du ministère de l'Information. Enfin, une dernière contrainte se posa pour se rendre à l'Est. La majorité des voyages vers la Pologne passant par Berlin et les trajets pour Budapest passant par Vienne¹⁶, les intellectuels durent obtenir une autorisation des Alliés afin de franchir les zones d'occupation des deux villes.

¹³ D. Desanti, *Les Staliniens...*, op. cit., p.226.

¹⁴ A partir du début de l'année 1949, aucun article relatif à la Yougoslavie paru dans la presse de gauche indépendante n'a de valeur dépréciative. Seuls les extrêmes politiques, incarnés par *Socialisme ou Barbarie* et *Les Ecrits de Paris*, rejettent le modèle yougoslave.

¹⁵ François Fejtö s'étendit sur ce sujet : « A la fin de 1946, je décidai d'aller voir sur place le fonctionnement du nouveau régime en Hongrie. Mais un voyage à l'Est n'était pas chose facile, même si l'on possédait une carte de journaliste. En tant qu'étranger résidant en France, je devais demander à la Préfecture un visa de sortie et un visa de retour. (...) En possession de tous ces documents, je me rendis à la Préfecture. Un fonctionnaire me reçut aimablement, parcourut mes papiers, trouva tout en ordre quand soudain son visage s'assombrit : "Où est le certificat justifiant l'objet du voyage ? (...) Je regrette, mais il vous faut un papier attestant que vous effectuez ce voyage dans un but sérieux..." » dans F. Fejtö, *Mémoires...*, op. cit., p.194.

¹⁶ L'Autriche ne bénéficia d'une totale indépendance qu'à partir de 1955. Jusqu'à cette date, la totalité des transits par Vienne fut soumis à contrôle.

Du musellement communiste aux formalités administratives, l'intelligentsia française, par le nombre important de ces voyages de 1948 à 1950 a démontré sa motivation dans la compréhension des rapports Est-Ouest et dans l'étude du totalitarisme stalinien.

1.2. Le voyage, point d'appui à la légitimité du discours intellectuel

Le voyage n'a pas comme simple fonction de permettre la vérification des acquis passés. Dans un débat intellectuel où l'abondance des prises de paroles et des écrits est palpable, le voyage permet d'assurer une certaine légitimité au discours et à la pensée de celui qui l'a effectué. « Le sage a beau voyager, il ne change pas de demeure » déclare un proverbe chinois. Il en fut de même pour les intellectuels communistes. Les clercs du PCF eurent beau voyager, ils n'en changèrent pas de discours. D'une manière générale, rares sont les intellectuels qui ont totalement bouleversé leur discours après un voyage à l'Est (hormis Cassou). Malgré tout, le discours revêt une nouvelle force, que ce soit du côté communiste ou non, grâce à la légitimité. Comment le voyage fut-il utilisé et instrumentalisé dans le débat ? La stalinisation des démocraties populaires a-t-elle été totalement comprise grâce aux visites rendues en Europe orientale ?

1.2.1. Les vertus intellectuelles du voyage en Europe de l'Est

Le voyage permet aux intellectuels de fournir une preuve tangible à leur discours sur la stalinisation des démocraties populaires. L'enchaînement des événements à l'automne 1949 fut pour certains cercles intellectuels le seul moyen d'assurer un discours fondé. Ainsi, *Esprit* en fit le cœur de son analyse de la situation à l'Est :

« Nous avons donné une information valable pour la Pologne, quand l'un de nous¹⁷ put s'y rendre et s'y instruire librement. Depuis, nous avons renoncé, faute de possibilités. (...)

Claude Bourdet a bien voulu nous donner ses réflexions sur un récent voyage en Yougoslavie. »¹⁸

Seul le voyage et la vision sur place permettraient une authenticité du discours. Les anciennes analyses deviennent obsolètes et ne peuvent être retenues, faute d'objectivité. A travers le voyage des intellectuels, c'est une véritable définition de la connaissance qui se met en marche. La somme du voyage et de la réflexion préalable constituerait la légitimité intellectuelle. *Esprit* n'est pas la seule revue à pratiquer cette logique. *Les Temps Modernes* ont également ce raisonnement. Une différence de taille réside cependant entre les deux revues dans l'instrumentalisation du voyage lors du retour. L'exemple yougoslave est significatif. *Esprit* dépêcha quatre collaborateurs sur place entre 1949 (Bourdet) et 1950 (Domenach, Queffelec et Baboulène) tandis que seul Louis Dalmas fit un séjour à Belgrade en septembre 1949. Or, *Esprit* a privilégié une analyse rapide et immédiate de la situation en

¹⁷ Il semblerait que Mounier fasse ici allusion à son propre voyage en Pologne à l'automne 1946.

¹⁸ E. Mounier, « De l'esprit... », art. cité, pp.657-659. Voir texte intégral en Annexe I- A, pp.203-205.

livrant des articles peu de temps après le voyage (un mois pour Bourdet¹⁹, deux mois pour Domenach²⁰) tandis que *Les Temps Modernes* ont tardé à publier Dalmas mais ont fourni une analyse bien plus complète que celle proposée par la revue de Mounier. *Esprit* a succombé à une rentabilité immédiate du voyage en terre yougoslave par le biais d'un foisonnement d'articles permettant d'alimenter un débat déjà engagé dans les colonnes de la revue alors que la revue de Sartre, peu loquace sur la question titiste, ne fut pas confrontée à cette nécessité du compte rendu.

Par le biais du voyage, Jean Cassou a également pris conscience de la réalité. Outre la vérification, le voyage permet de se faire sa propre opinion. Par le biais d'une opinion personnelle, le discours n'en est que plus légitime, surtout lorsqu'il se situe à contre-courant de la ligne directrice de son propre milieu. A partir de là peut se construire une réflexion non pas issue des directives de l'élite culturelle mais découlant de l'expérience. Le voyage représente la finalité totale de l'engagement intellectuel, car la confrontation au réel implique le passage d'un engagement collectif à un engagement strictement personnel. L'engagement collectif peut exister au travers du voyage mais ne résulte en aucun cas d'un schéma de pensée instauré par un homme et qui serait admis par tous (Casanova au PCF ou, dans une moindre mesure, Sartre aux *Temps Modernes*). Il existe au travers du recoupement des témoignages nourris par une expérience partagée : la vision sur place. L'éloignement de Cassou du PCF traduit parfaitement ce sentiment particulier que laisse le voyage chez l'intellectuel :

« Mon voyage en Yougoslavie m'a mis en présence d'une réalité sur laquelle les investigations critiques et les sereines observations d'autres témoins, depuis, ont projeté la lumière. Cette réalité diffère de celle que la propagande du Kominform, depuis un an et demi, impose à l'opinion communiste de tous les pays et qui apparaît plutôt comme une postulation tactique que comme une constatation objective. »²¹

1.2.2. Voyage et réalité communiste : deux termes antithétiques ?

Bien que la Yougoslavie constitue une terre interdite après juin 1948 pour l'élite culturelle du PCF, les intellectuels communistes continuèrent de voyager en Europe de l'Est, notamment afin de couvrir les procès Rajk et Kostov. Le voyage contribua à notamment l'ascension de Dominique Desanti au sein du Parti. Sa connaissance des pays de l'Est lui valut de couvrir l'ensemble des procès staliniens dès 1946.²² Peut-on parler de légitimité dans le cadre des voyages d'intellectuels communistes étant donné qu'ils se déroulent en terrain conquis ? Tenir un discours stalinien en terre stalinienne relève-t-il d'une quelconque

¹⁹ C. Bourdet, « Voyage... », art. cité.

²⁰ Jean-Marie Domenach, « Une révolution rencontre le mensonge », *Esprit*, n° 164, février 1950, pp.194-207.

²¹ J. Cassou, « La révolution... », art. cité, p.943.

²² Après avoir couvert pour *Action* le procès de Bergen-Belsen qui se tenait à Lüneburg en 1945, l'élite politique du PCF chargea D. Desanti de dresser un bilan de la situation en Allemagne (elle en tira un manuscrit intitulé *Allemagne, an zéro*, qui ne parut jamais mais dont le titre fut repris par Edgar Morin et Roberto Rossellini quelques temps plus tard). L'aisance de D. Desanti en Allemagne lui valut d'être mandatée par Jacques Duclos pour couvrir les événements en Pologne à partir de 1946. A partir de là, la couverture de l'ensemble des événements à l'Est fut de son ressort.

légitimité intellectuelle ? La notion de légitimité dans le cadre du voyage communiste se situe ailleurs. Elle ne se repose pas sur la vision par soi-même des réalités staliniennes mais sur le fait d'être en terre communiste. La situation l'emporte sur l'interprétation. Peu importe ce que l'on voit, c'est ce que l'on est qui prime. Peu importe la vision qu'offre le stalinisme aux intellectuels communistes, ceux-là sont déjà conquis. Le fait d'être en phase avec les réalisations staliniennes au cœur des démocraties populaires suffit à apporter à l'élite culturelle du PCF la légitimité nécessaire et suffisante pour parer aux attaques d'une intelligentsia adverse forte de son expérience à l'Est.

Progressivement, les démocraties populaires stalinisées ont été glorifiées. Un transfert s'opéra de l'URSS vers les pays d'Europe orientale. De la même manière que les intellectuels communistes des années trente vantaient l'URSS, les clercs du Parti chantent les louanges de la Hongrie, de la Bulgarie ou de la Pologne stalinisées, même de manière rétrospective :

« Livrée au stalinisme avec Rokossovski, maréchal soviétique, à sa tête, souffrant des retombées de l'Affaire, avec Gomulka accusé de titisme qu'on allait bientôt arrêter, la Pologne, malgré la dureté de la vie et les menaces, gardait la vitalité de son humour. »²³

Quoi qu'il en soit, le voyage de l'intellectuel communiste à l'Est dépeint toujours une démocratie populaire correspondant au discours monolithique du PCUS et du PCF et le compte rendu du voyage n'est jamais réellement le reflet de la réalité.²⁴ Chaque voyage à l'Est est l'occasion de rendre hommage à l'URSS et à Staline. L'extension du glacis communiste déverse sur les pays stalinisés la mythologie relative à l'URSS et jette à la face du monde un discours ne pouvant être contredit que par le voyage d'intellectuels non communistes.

2. Informer et éduquer : l'intellectuel, médiateur entre l'Est et l'Ouest

2.1. L'intellectuel, seul éclairer possible de l'opinion française ?

Bien que teinté d'une orientation politique indiscutable, l'intellectuel français quel qu'il soit, à la différence d'hommes politiques ou de diplomates, possède une arme incontournable : une analyse se voulant absolue dans sa véracité. Leurs voyages à l'Est ont

²³ D. Desanti, *Les Staliniens...*, *op. cit.*, p.237.

D. Desanti, en 1975, continue de faire de la Pologne de 1949 un pays dynamique. Or, elle fut l'une des démocraties populaires les plus en retard économiquement. Le revenu moyen annuel par habitant constituait en 1939 le revenu le plus faible d'Europe orientale, avoisinant les 95 \$, tandis que des pays comme la Tchécoslovaquie bénéficiait d'une moyenne de 134 \$ (Cf. *Per capita national income*, A report to the Senate Committee on Finance, by the National Advisory Council on International Monetary and Financial Problems, 18/12/1947, cité dans F. Fejtö, *Histoire...*, *op. cit.*, p.368). Les désastres de la Seconde guerre mondiale accentuèrent ce retard économique, retard qui ne fut pas comblé par la stalinisation, préférant le développement économique de la Tchécoslovaquie. Voir Annexe IV- B, p.223.

²⁴ C'est cette malhonnêteté intellectuelle (régnant autant du côté soviétique qu'américain) que Mounier dénonça dans son éditorial du numéro spécial d'*Esprit* sur les démocraties populaires. Il écrivit : « Les pages d'*Esprit* ne sont faites ni pour ceux qui attendent de l'agence TASS le Verbe infallible de l'Histoire, ni pour ceux qui le reçoivent de l'Associated Press. » dans E. Mounier, « De l'esprit... », art. cité, p.657. Voir texte intégral en Annexe I- A, pp.203-205.

permis à la France de bénéficier d'un nouveau regard sur le versant oriental du rideau de fer, se démarquant du discours préétabli ou de la rumeur. L'intellectuel est-il pour autant le seul médiateur possible entre l'Est et l'Ouest ? Est-il conscient de ce rôle au moment des faits ? En joue-t-il ? Composée d'écrivains, de philosophes et de journalistes, l'intelligentsia française fit de ces questions d'information et d'éducation un enjeu parallèle au devenir des démocraties populaires.

2.1.1. Eduquer le peuple : fonction première de l'intellectuel ?

Elever le peuple tout en l'orientant dans ses convictions politiques. Tel pourrait être un nouvel enjeu de la lecture française de l'émergence des démocraties populaires. La vision communiste de l'intellectuel évolue de 1948 à 1950 et présente une contradiction évidente. Après les remous provoqués par l'affaire Rajk dans l'intelligentsia française, communistes et non communistes cherchent à redéfinir le rôle de l'intellectuel. Ne serait-il qu'un relais entre l'événement et le peuple ou aurait-il d'autres fonctions ? C'est dans cette quête identitaire intellectuelle que l'élite culturelle du Parti entra en contradiction involontaire avec son élite politique. En novembre 1949, André Wurmser, collaborateur à *La Nouvelle Critique*, déclare que « tout homme peut choisir son camp mais il est nécessaire d'expliquer. Il est même urgent d'expliquer. »²⁵ L'intellectuel communiste deviendrait donc ce communicant nécessaire à la prise de décision de l'individu, sans toutefois exercer une quelconque influence. Sa parfaite connaissance du système soviétique et le déroulement du procès Rajk lui auraient ainsi conféré une certaine légitimité dans l'explication et l'information.

Or, au regard des discours de la ligne politique du Parti, le pouvoir du PCF dépasse le simple cadre de l'éclaircissement. Lors d'une conférence donnée à Paris en décembre 1949²⁶, Jacques Duclos dépeint le portrait du stalinien idéal, homme et intellectuel accompli, tel que tout individu devrait être. De l'explication, le Parti passe à l'éducation. L'élite politique disposant d'un contrôle total des intellectuels du Parti, ceux-ci se rangèrent au discours de Duclos. Si certains comme Garaudy ou Kanapa avaient depuis longtemps perçu cette logique d'une éducation populaire passant par la lumière des élites françaises au détriment d'une analyse réfléchie, d'autres, comme Benda et Wurmser lui-même, s'attachaient à ne pas avancer d'arguments sans fondements dans le débat sur la stalinisation de l'Europe de l'Est. Le durcissement du discours politique du PCF à l'égard de ses intellectuels, les dérapages du procès Kostov et le départ de Cassou et Vercors contribuèrent à radicaliser les méthodes d'engagement des clercs communistes. En ce début d'année 1950, chaque intervention d'intellectuels communistes dans la presse a une vocation éducative. Le ton employé par Wurmser en novembre 1949 est sans commune mesure avec la virulence de ses propos écrits quelques mois plus tard en mars 1950.²⁷ Il en va de même pour Julien Benda. Le durcissement du ton communiste survenu à l'automne 1949 coïncide avec l'engagement total de l'auteur de *La Trahison des clercs* dans le débat sur l'Europe de l'Est. L'écrivain reproduit ce qu'il

²⁵ André Wurmser, « La liberté du choix », *La Nouvelle Critique*, n° 10, novembre 1949, p.39.

²⁶ Jacques Duclos, *Etre stalinien*, Paris, Editions France-Nouvelle, 1949, 16 p.

²⁷ André Wurmser, « Réponse à Jean Cassou », *La Nouvelle Critique*, n° 14, mars 1950, pp.29-31.

dénonça vingt-deux ans plus tôt.²⁸ Lui qui, en 1927, mettait en exergue la démission des intellectuels face à leur devoir de vérité, préférant l'engagement politique à l'engagement de la réflexion, succomba à la tentation stalinienne.

François Fejtö, revenant sur l'affaire Rajk dans son ouvrage sur l'insurrection de Budapest en novembre 1956, regretta l'adhésion de Benda au discours monolithique du Parti :

« L'énormité des accusations provoquait une réflexion salutaire. Il n'en fut pas de même pour tous. Wurmser, Courtade, Desanti et même le pauvre Julien Benda, dont l'âge seul excusa l'aberration, se livrèrent à quelques attaques qu'ils voulurent ensuite faire oublier, mais qu'ils ne purent jamais se faire pardonner. »²⁹

Désormais, il semble loin le temps où plusieurs types d'intellectuels communistes formaient l'élite culturelle du Parti. La diversité de l'engagement amena à un discours unique, celui de l'intellectuel stalinisé et stalinien. Si, en 1948, les propos de Roger Garaudy et de Julien Benda se superposaient difficilement, restituer à chaque intellectuel ses dires en 1950 n'est point chose évidente tant le discours sur les démocraties populaires a subi un contrôle de la part de l'élite politique du Parti.

2.1.2. L'information, frontière entre l'intellectuel du Parti et le clerc non communiste

Sans revenir sur les questions de désinformation ou de non information relatives au manque de contacts dans des pays tels que la Roumanie ou l'Albanie par exemple, il convient de s'attacher à poser l'information comme une pratique nécessaire et indissociable de l'intellectuel de la fin des années quarante. C'est par l'information qu'il devient un médiateur et permet d'établir une liaison entre l'Est et l'Ouest. Si les intellectuels communistes ont privilégié l'éducation populaire à l'information, la majorité des intellectuels de gauche indépendante s'attache à en faire l'une des principales nécessités.

La majorité des intellectuels s'étant engagée dans le débat a une carrière journalistique. De Bourdet à Fejtö en passant par Dalmas, le journaliste devient un intellectuel. C'est à cette réalité que se heurta l'intelligentsia communiste, reprochant à ses adversaires de perdre toute crédibilité intellectuelle en préférant un travail issu du journalisme et inscrit dans le temps court plutôt qu'une analyse réfléchie et mûrie :

« Pour élargir la campagne menée à l'occasion du procès du cardinal³⁰, la presse bourgeoise a multiplié les "informations" de toute espèce sur la Hongrie, le plus souvent sans en indiquer la source, en tout cas presque toujours sans publier le démenti formel qui venait presque aussitôt. (...) »

²⁸ Lorsque Jules Sylvain, du quotidien *L'Epoque*, l'accuse d'être en contradiction avec son ouvrage *La Trahison des clercs*, Benda profite de l'affaire Rajk pour remettre à niveau sa définition de l'intellectuel. Cf. Julien Benda, « Mise au point sur l'affaire Rajk », *Les Lettres Françaises*, n° 286, 17/11/1949, p.1.

²⁹ François Fejtö, *La tragédie hongroise*, Paris, Horay, 1986, p.41.

³⁰ Ici Jozsef Mindszenty.

La rapidité avec laquelle l'ensemble de la presse bourgeoise a pris part pour Mindszenty, avant que d'être informée, et sans chercher à s'informer, est une typique réaction de classe. »³¹

L'intelligentsia communiste reproche l'engouement intellectuel avant la recherche d'une précision de l'information. La précision serait donc d'ordre communiste. S'il est vrai que de nombreux articles sur Tito, Mindszenty ou Rajk ne sont en fait qu'une compilation d'anciens articles parus dans des quotidiens comme *L'Epoque*, *Le Monde* ou *Le Figaro* et figurent au rang des revues de presse³², la presse communiste n'échappe pas à cette règle. Ainsi, les réflexions de Paul Noirot sur le procès Mindszenty ne sont en fait qu'un étalage d'articles parus dans la presse adverse.³³ Percer le mensonge de son adversaire ne permet-il pas de masquer le sien ? En mettant en évidence les failles de l'information de la presse non communiste, Noirot a fait de ce qui devait être l'article majeur de la presse communiste sur le procès Mindszenty un plaidoyer en faveur de la liberté d'information, et non pas une analyse détaillée de la situation en Hongrie. *A posteriori*, on se rend compte qu'aucune analyse communiste du procès Mindszenty n'a été produite en 1949. Que ce soit Noirot dans *La Nouvelle Critique* ou l'abbé Boulier dans *Esprit*³⁴, tous deux ont éludé le sujet Mindszenty au nom d'une information plus claire.

La vision communiste de l'intellectuel en 1948-1950 n'est en aucun cas la même que celle des autres milieux. Pour le PCF, l'intellectuel n'a pas rempli son rôle dans la nécessité d'informer le peuple sur la situation à l'Est, tandis que pour Mounier ou Sartre, l'intellectuel semble toujours « en prise sur son temps »³⁵ et tente de répondre au mieux aux attentes françaises sur la stalinisation de l'Europe de l'Est.

2.2. L'impact du débat intellectuel sur la société française

La prolifération des écrits d'intellectuels sur la poussée répressive en Europe de l'Est a démontré l'intérêt de l'élite culturelle pour ce sujet. Dans une construction européenne en germe, la société française regarde-t-elle dès 1948 vers des pays comme la Hongrie, la

³¹ P. Noirot, « Sur une certaine conception... », art. cité, pp.48-57.

³² La majorité des articles de *La Revue des deux mondes* sur l'affaire Mindszenty est une interprétation d'articles extérieurs à la revue. En l'espace de quatre articles majeurs, dix titres de presse sont cités par la rédaction (*L'Aurore*, *Clergé-Informations*, *Combat*, *L'Epoque*, *Le Figaro*, *La Libre Belgique*, *Osservatore Romano*, *Van*, *Wiener Kurier*, *Wiener Tageszeitung*). Pour *La Nouvelle Critique*, l'interprétation de tels événements par le biais d'une revue n'est pas recevable et démontre la fragilité de l'information des revues non communistes.

³³ En onze pages, Paul Noirot reprend des affirmations de sept agences de presse (A.D.I.-agence de presse catholique italienne-, A.F.P., Agence Quotidienne d'Information, Associated Press, I.N.S., Reuter, United Press), de trente et un titres de presse (*L'Aube*, *La Bataille*, *Carrefour*, *Church Times*, *The Daily Express*, *The Daily Herald*, *The Daily Mail*, *The Daily Telegraph*, *The Economist*, *Les Ecrivains de Paris*, *L'Epoque*, *Le Figaro*, *Franc-Tireur*, *France-Hebdo*, *France-Soir*, *La Gazette de Lausanne*, *Ici-Paris*, *La Libre Belgique*, *Le Monde*, *Nord-Eclair*, *Paris-Presses*, *Le Populaire*, *La Presse*, *Il Quotidiano*, *La Revue des deux mondes*, *Témoignage Chrétien*, *The Times*, *Truff*, *Weltpresse*, *Wiener Kurier*, *The Washington Post*), d'une radio (Radio-Vatican) et d'une chaîne de télévision (B.B.C.).

³⁴ Dans J. Boulier, « Il faut... », art. cité, l'abbé Boulier dresse un bilan de l'action religieuse en Tchécoslovaquie sans évoquer l'échec de la situation hongroise. L'information tchécoslovaque a primé sur les débats passés sur la Hongrie.

³⁵ J.-P. Sartre, « Présentation », art. cité.

Yougoslavie ou la Pologne ? Ce débat est-il révélateur d'un fossé entre l'élite (les intellectuels) et la base (le peuple) de la France ?

Mesurer l'impact d'un débat ayant attiré à des événements de politique extérieure sur une société paraît peu évident. Cela dit, dans une lutte intellectuelle prenant la plupart du temps des aspects de lutte politique, le peuple fut généralement pris à témoin. Au-delà d'une quelconque tentative de résolution de la progression stalinienne en Europe, les intellectuels n'ont-ils pas fait du débat un objet de ralliement politique populaire à leurs profits ?

2.2.1. Du peuple à l'intellectuel : la demande d'information

Le débat sur la stalinisation à l'Est a certes été lancé par les intellectuels par le biais de Kravchenko, Rousset puis Fejtö, mais le peuple français n'est pas resté neutre dans ces discussions. En effet, si les articles prolifèrent sur le sujet, notamment lors du procès Rajk, c'est qu'il y eut une réelle demande de la part du lectorat. La première phrase de l'éditorial d'*Esprit* en novembre 1949 reflète cette réalité : « Il y a longtemps que nos lecteurs nous demandent, et que nous désirons leur donner une information valable sur les pays dits de démocratie populaire. »³⁶ Si le lectorat d'*Esprit* est certainement loin d'être représentatif de la société française³⁷, force est de constater qu'il y eut un intérêt de la part des lecteurs informés de la situation depuis le schisme titiste. Les démocraties populaires ne fascineraient donc pas que l'élite communiste. Dès novembre 1949, la satisfaction du lectorat d'*Esprit* semble être une priorité de Mounier. Cependant, ne nous y trompons pas, si le débat sur l'Europe de l'Est est pour *Esprit* l'occasion de répondre aux attentes de son lectorat, il est aussi l'occasion de le satisfaire. Cette satisfaction est alors bienvenue étant donné que la revue de Mounier a connu une période creuse en matière d'abonnement en 1947-1948.³⁸

Dès lors, le peuple, nécessaire à la survie de la revue, joua un rôle primordial. Lors de la parution des lettres de Cassou et Vercors en décembre 1949, la rédaction d'*Esprit* rajoute en en-tête le titre « Il ne faut pas tromper le peuple » en guise de présentation, titre absent des écrits de Cassou et Vercors. Même si Mounier se défend de ne livrer aucune interprétation des deux textes, il oriente malgré lui le sens du débat, en prenant parti pour les anciens compagnons de route de PCF. Aux yeux des événements de l'automne 1949 en Hongrie, la relation d'*Esprit* avec la société française apparaît ambiguë. Cette ambiguïté est propre à chaque revue tant la volonté de ne pas froisser un lectorat nécessaire à l'existence même de l'organe de presse est palpable.

³⁶ E. Mounier, « De l'esprit... », art. cité, p.657. Voir texte intégral en Annexe I- A, pp.203-205.

³⁷ Comme le souligne Michel Winock, les deux attentats au plastic perpétrés par l'O.A.S. contre les locaux d'*Esprit* de la rue Jacob à Paris en 1961 et 1962 ont rendu impossible l'étude du lectorat de la revue du temps de Mounier, la destruction d'archives étant trop importante. (Cf. Michel Winock, *Esprit...*, op. cit., p.430.)

³⁸ Comme évoqué précédemment, la perte des archives ne nous permet pas de reconstituer un tableau exact de la situation financière de la revue à la fin des années quarante. Cependant, Emmanuel Mounier rédige une note à l'attention de ses lecteurs en dernière page du numéro d'*Esprit* d'octobre 1949 et déclare ceci : « En décembre dernier, nous demandions 1000 abonnés nouveaux d'ici le 31 décembre 49 pour régler nos soucis. Fin juillet, nous étions exactement à la moitié de ce chiffre. Cette importante montée nous a permis, avec notre souscription, de réduire à la même date de 80 % l'arriéré creusé par la période d'inflation 1947-48. Que dès la rentrée, tous nos lecteurs nous aident, chacun autour de soi, à ce deuxième bond de 500 abonnés. (...) Ne vous désabonnez pas au moindre désaccord, à la première gêne d'argent : si quelque numéro ne vous satisfait pas, écrivez-nous plutôt, tâchez d'influer sur notre tâche commune plutôt que de l'abandonner. » dans Rédaction, « A nos lecteurs, à nos abonnés », *Esprit*, n° 160, octobre 1949, p.656.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que depuis février 1949 et l'affaire Mindszenty, *Esprit* et Mounier ont retrouvé la rigueur morale théorisée à Font-Romeu. S'il est vrai que l'information peut parfois sembler orientée de manière à flatter et répondre aux attentes de son lectorat, il serait incorrect de faire d'*Esprit* une revue instrumentalisant le peuple et la société française. La revue donne à partir de novembre 1949 toutes les clés possibles au lecteur pour permettre de comprendre la situation à l'est du rideau de fer. Cette attitude ne se borne pas aux collaborateurs de longue date de la revue mais s'applique également à François Fejtö. Son article sur l'affaire Rajk devant faire l'objet d'un livre, il dut se soumettre aux obligations rédactionnelles imposées par Mounier et éclairer au maximum le lecteur :

« A la lumière de ce qui précède, le lecteur, comprendra le plan suivant dans lequel nous allons analyser le procès Rajk. L'interprétation officielle du procès nous a servi de point de départ. Nous en faisons grâce aux lecteurs d'*Esprit*, qui – en attendant la sortie de mon ouvrage – pourront se rendre compte de cette interprétation par l'examen direct du *Livre Bleu*. Nous nous bornons ici à confronter les données officielles aux faits, tels que nous les connaissons, pour tenter, en conclusion, un essai d'explication relatif aux événements atroces dont nous venons d'être les témoins. »³⁹

L'information est alors une donnée fondamentale dans la compréhension des relations Est-Ouest et tend à se préciser de 1948 à 1950. Si *Esprit*, *Les Temps Modernes* et *La Revue des deux mondes* paraissent fournir des preuves peu réfutables dans leurs argumentations respectives, l'intelligentsia communiste adopte également cette logique. Lors de l'affaire Mindszenty, Paul Noirot ne fait qu'évoquer le *Livre Jaune* contenant les aveux de Mindszenty et réfute les interprétations des intellectuels adversaires sans mettre ces désaccords en parallèle avec le discours réel du prélat hongrois.⁴⁰ Or, lors de l'affaire Rajk, Pierre Daix évoque également le *Livre Bleu* répertoriant les aveux de l'accusé mais cite certains passages afin de crédibiliser son article.⁴¹ S'il y a peu de chances pour que la précision de l'information communiste soit issue d'une demande des abonnés de *La Nouvelle Critique*, force est de constater que la puissance du lectorat de gauche indépendante a joué un rôle non négligeable dans le développement de la véracité des faits.

2.2.2. Les démocraties populaires : une vision commune au peuple et aux intellectuels français ?

L'engagement intellectuel envers les questions relatives à l'Europe de l'Est n'a cessé de grandir depuis le schisme entre Tito et Staline. Cependant, la France des années 1948-1950

³⁹ F. Fejtö, « L'affaire Rajk... », art. cité, p.693.

⁴⁰ P. Noirot, « Sur une certaine conception... », art. cité, p.51.

⁴¹ Il déclare : « Le gouvernement hongrois vient d'éditer un livre bleu contenant le compte-rendu sténographique intégral du Procès Rajk. La traduction française vient de paraître. *Les Lettres Françaises* avaient déjà publié la déposition de Rajk. (...) A la libération, les services américains le prennent en main, puis le passent au réseau yougoslave en 1947. Je cite Rajk : "Le réseau yougoslave, me dit Rankovitch (ministre de l'Intérieur de Yougoslavie) c'est Tito et moi-même." » dans P. Daix, « Le procès Rajk... », art. cité, p.26.

n'est pas préoccupée par le sort des démocraties populaires, loin de là. A la fin de l'année 1947, l'économie française commence à retrouver son niveau de 1938 dans le domaine industriel. Malgré tout, la production agricole ne décolle pas. Si la crise économique et sociale de l'après-guerre s'arrête avec la fin du marché noir au début de l'année 1949, la France n'en reste pas moins tournée vers la stabilisation intérieure du pays avant d'être confrontée aux réalités extérieures. Les intellectuels ne sont-ils pas les seuls à se préoccuper de la situation à l'est du rideau de fer ? Mesurer l'impact de l'engagement intellectuel sur la société est alors envisageable. François Fejtö et Jean Duvignaud semblent convaincus de l'apport intellectuel sur les événements à l'Est sur la société française :

« Jean Duvignaud ne s'était peut-être pas trompé en écrivant que mes commentaires du procès Rajk, publiés dans les journaux, "allaient avoir dans l'opinion française des conséquences importantes". Certains intellectuels, comme Louis Dalmas, Jean Cassou, Claude Bourdet, Edith Thomas, Paul Rivet, qui s'étaient opposés, dès 1948, à la campagne anti-yougoslave lancée par le Kominform et menée avec ardeur par le parti communiste français, me comprirent immédiatement. D'autres m'éconduisirent. »⁴²

Ces « conséquences importantes sur l'opinion française » peuvent être assimilées au recul du PCF en France à partir de 1949⁴³, coïncidant avec l'article de Fejtö « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale ». Cependant, le débat sur la stalinisation des démocraties populaires est avant tout une guerre intestine propre aux milieux intellectuels et n'engageant pas de manière évidente et systématique la société française. A l'inverse, il convient de signaler l'interaction entre intellectuels et société dans un pays concerné par la répression, à savoir la Hongrie. En effet, c'est en avril 1956 que parvint en Hongrie l'article de Fejtö paru dans *Esprit* en novembre 1949. Julia Rajk, veuve de Lazlo Rajk, le traduisit et le distribua à la population.⁴⁴ La réhabilitation de Lazlo Rajk en octobre 1956 étant le fruit d'une demande populaire, la contribution de Fejtö à la prise de conscience du peuple hongrois y fut certainement pour beaucoup.

En France, l'agitation sociale et les grèves de l'automne 1947 ont permis à l'URSS de détourner les attentions du peuple et d'étendre en paix son développement territorial en Europe de l'Est. Le déroulement de la politique intérieure n'a pas permis aux intellectuels de mobiliser de manière importante les consciences collectives de la société française sur l'émancipation de la stalinisation, à l'inverse d'un pays directement touché comme la Hongrie.

⁴² F. Fejtö, *Mémoires...*, *op. cit.*, p.213.

⁴³ Lors des élections législatives du 17 juin 1951, le PCF perdit près de 400 000 voix et 79 sièges à l'Assemblée nationale (passage de 180 à 101 sièges) par rapport aux résultats du 10 novembre 1946.

⁴⁴ La parution de l'article en Hongrie ne date que de 1956 car Julia Rajk fut arrêtée avec son fils en même temps que son mari en 1949 et détenue sans procès jusqu'au début de l'année 1954. De 1954 à octobre 1956, elle fut obligée, par le PCUS, de changer de nom afin d'effacer des mémoires collectives le nom de Rajk. Une biographie non traduite en français fut parue en Hongrie en 2000. Cf. Andrea Peto, *Julia Rajk*, Budapest, Balassi, 2000.

3. Les moyens d'action de l'intellectuel

3.1. Les carences d'une mécanique rodée

En temps de crise intellectuelle, telle que peut l'être la situation française face au développement stalinien à l'Est, une mobilisation accrue des principaux protagonistes du débat prend forme. Or, si depuis l'Affaire Dreyfus chaque événement a été le théâtre d'une déferlante de manifestes et de pétitions, le salut de l'Europe de l'Est n'a pas été sujet à tant de mobilisation. Symbole d'une époque révolue ou manque crucial d'organisation de la part des clercs ? L'absence de tels moyens d'action est-il révélateur d'un désaccord total des intellectuels entre eux ? Y a-t-il eu des tentatives d'actions collectives concrètes de soutien envers les démocraties populaires opprimées ?

3.1.1. L'absence de manifestes et de pétitions : reflet d'une inactivité intellectuelle ?

Du schisme titiste au procès Kostov, aucun manifeste ni aucune pétition ne sont rédigés de la part des intellectuels français. De ce constat saisissant découlent deux réalités.

Tout d'abord, cette pratique du manifeste et de la pétition répandue avant-guerre a connu un tassement de 1940 à 1956. En effet, des pétitions rédigées autour de Paul Nizan aux grands manifestes pour la Hongrie de novembre 1956, peu de grands combats intellectuels ont été relayés avec force par une mobilisation collective efficace.⁴⁵ Ceci dit, même si la plupart des historiens font de la période 1940-1956 une période creuse de l'engagement intellectuel, elle ne peut en aucun cas être synonyme d'inactivité intellectuelle. En effet, malgré l'absence de telles procédures en faveur des démocraties populaires, les écrits d'intellectuels laissent apparaître des mouvements collectifs dépassant le cadre des collaborateurs au sein d'une même revue. Ainsi, une pétition en faveur de la paix au VietNam fut publiée dans *Les Temps Modernes* en janvier 1949 et soutenue par cinquante-trois signataires, dont la plupart furent également très engagés dans le combat des répressions soviétiques.⁴⁶ On retrouve des noms comme Mounier, Domenach, Baboulène, Sartre, Vercors ou Rousset. Les milieux intellectuels se confondent (compagnons de route du PCF, gauche indépendante avec *Esprit* et *Les Temps Modernes* et milieu trotskiste) pour une même cause, phénomène impossible dans la dénonciation stalinienne en 1949. *Esprit* publia également une pétition signée par 450 noms en faveur de la paix, à l'initiative d'Emmanuel Mounier, Vercors, David Rousset, André Gide, Ernest Labrousse et François Mauriac en janvier 1949.⁴⁷

C'est sur ce second point qu'il convient de s'attarder. L'absence de pétitions et de manifestes peut s'expliquer aisément par cette difficulté d'entente entre les différents milieux

⁴⁵ Ce constat fut remarqué par Jean-François Sirinelli dans son ouvrage consacré à ces moyens d'actions de l'intellectuel français : Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^{ème} siècle*, Paris, Fayard, 1990, 365 p. Pour lui, le contexte de sortie d'épuration intellectuelle et des listes noires liées à la Seconde guerre mondiale y est pour beaucoup dans l'évolution culturelle de l'engagement. La « peur de la liste » serait plus forte que l'engagement à partir de 1945.

⁴⁶ Rédaction, « Pour la paix au VietNam », *Les Temps Modernes*, n° 39, décembre 1948-janvier 1949, pp.122-125.

⁴⁷ Rédaction, « Les intellectuels français s'adressent à l'O.N.U. », *Esprit*, n° 152, janvier 1949, pp.141-146.

intellectuels. L'unanimité du discours sur la situation en Europe de l'Est n'étant déjà point évidente au sein d'un même groupe d'intellectuels, il fut délicat d'organiser une action commune ayant pour base une communauté élargie de clercs. Si en 1950 les positions d'*Esprit* et des *Temps Modernes* se juxtaposaient et pouvaient aboutir à une action commune en faveur des démocraties populaires, leur évolution au cours des années 1948-1949 les avait cependant trop différenciées. Le philocomunisme d'*Esprit* jusqu'en février 1949 et le détachement de la revue sartrienne depuis le schisme titiste avaient creusé des écarts de pensée trop importants. Une action commune de la gauche indépendante contre le PCF aurait inexorablement plongé Sartre et Mounier dans le camp impérialiste auprès des Etats-Unis. La neutralité prônée par Mounier en 1932 et Sartre en 1945 aurait alors été largement remise en question. Fejtö semble regretter que cet engagement des intellectuels pour le salut des démocraties populaires se soit inscrit dans une dynamique Est-Ouest des rapports internationaux :

« A ce moment⁴⁸, les intellectuels de gauche étaient à tel point intoxiqués que, même en pleine bataille contre le parti communiste, ils ne voulaient surtout pas paraître anticommunistes. Moi-même, je menais ma campagne au nom des principes socialistes, au nom du marxisme, soulignant dans la conclusion de mon analyse "que j'avais un moyen de rester fidèle aux principes du marxisme et de travailler honnêtement et efficacement à l'avènement du socialisme." »⁴⁹

Fejtö a beau crier haut et fort que « l'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », on est cependant loin de l'organisation matérielle développée à la fin du XIX^{ème} siècle.

3.1.2. Le rôle du « télégramme des Quatorze » et des lettres ecclésiastiques

Malgré l'absence de manifestes et de pétitions, moyens d'actions privilégiés par les intellectuels, les répressions soviétiques en Europe de l'Est ont su être appréhendées par d'autres manières. Il n'y a pas eu cet endormissement intellectuel auquel on pourrait croire à la vue du manque crucial de moyens d'actions. Aucune mobilisation collective n'est visible pour Tito et la Yougoslavie. Les premières manifestations anticommunistes se montrèrent lors de l'affaire Mindszenty par le biais des autorités religieuses européennes. N'ayant pas les mêmes réticences que les intellectuels de gauche indépendante à prendre parti face au communisme, à plus forte raison depuis la condamnation établie par Pie XII, les autorités religieuses françaises se montrèrent particulièrement unies dans ce combat anticommuniste. Si les cardinaux de Belgique, d'Angleterre et d'Italie ont protesté contre l'arrestation du prélat hongrois, les cardinaux français, eux, ont rédigé une lettre commune à l'attention de Michel Karolyi. *Clergé-Informations* met en valeur cette démarche commune propre à l'intelligentsia française :

⁴⁸ Fejtö situe cet état d'esprit de la gauche intellectuelle au moment de la parution de son article « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » dans *Esprit* en novembre 1949.

⁴⁹ F. Fejtö, *Mémoires...*, op. cit., p.217.

« Les cardinaux français LL. EE. NN. SS. Suhard⁵⁰, Liénard⁵¹, Gerlier⁵², Salièges⁵³ et Roques⁵⁴ ont adressé au comte Karolyi, ministre de Hongrie à Paris, une lettre dans laquelle ils soulignent la profonde émotion ressentie par tous les catholiques français. (...) »

Ils soulignent que si le cardinal a été arrêté, c'est parce qu'il s'opposait aux attaques préméditées de la plus haute gravité contre la fidélité du peuple hongrois à sa religion. »⁵⁵

La mobilisation des autorités religieuses peut donc être retenue comme le premier acte de mobilisation collective française face à la dérive stalinienne d'après-guerre. Cependant, en analysant le parcours des différents signataires on peut se rendre compte qu'hormis le cardinal Saliège, évêque de Toulouse, l'ensemble des cardinaux ont eu un passé de collaborateurs ou de collaborationnistes durant la Seconde guerre mondiale. Ainsi, cette mobilisation ecclésiastique ne peut être conservée comme l'expression d'un modèle de crédibilité dans l'engagement anticommuniste. Il résulte davantage d'une opposition systématique au modèle du PCF et du PCUS héritée du début des années quarante.

A l'inverse, de timides réactions mais bien plus sincères dans l'engagement se retrouvent dans la rédaction d'un télégramme envoyé aux juges du tribunal de Budapest en décembre 1949, à savoir le « télégramme des Quatorze ». Ce télégramme, signé par quatorze intellectuels dont des militants syndicalistes libres, des membres du parti trotskiste, Edith Thomas, Jean Duvignaud, Jean Cassou, André Breton, Laurent Schwarz et Maurice Nadeau, fit suite à un précédent télégramme propre au réseau intellectuel hongrois de Fejtő et Karolyi et datant du début octobre 1949 :

« Lorsque le procès approcha de son issue prévisible, Karolyi que je voyais tous les jours, adressa au Président de la République hongroise, Istvan Dobi, falot transfuge du parti agrarien, un télégramme demandant la suspension

⁵⁰ Emmanuel Suhard (1874-1949) fut nommé archevêque de Paris le 8 mai 1940. Malgré de nombreuses apparitions publiques aux côtés de Pétain, il condamna la déportation des juifs. Cependant, à la Libération, le général de Gaulle refusa de rentrer à Notre-Dame tant que Suhard n'avait pas quitté ses fonctions.

⁵¹ Achille Liénard (1894-1973) fut nommé évêque de Lille en 1928. Il soutint le régime de Vichy et fut hostile à la Résistance derrière laquelle il décelait les dangers du communisme. Il déclara officiellement que l' « on ne pouvait se dérober sans péchés au STO » (cité dans Jean-Marie Duhamel, « Le cardinal Liénard : l'aristocrate de l'Eglise », *La voix du Nord*, 15/02/2003) et ne dénonça pas le massacre d'Ascq, perpétré par les Allemands dans la commune de son diocèse, le 1^{er} avril 1944.

⁵² Pierre-Marie Gerlier (1880-1965) fut nommé cardinal et archevêque de Lyon en 1937. Il fut l'un des principaux artisans du silence de l'Eglise française face aux crimes nazis. Il déclara : « Travail, famille, patrie, ces trois mots sont les nôtres. Des dispositions graves seront sans doute décidées prochainement contre les juifs. L'existence d'une communauté juive internationale peut obliger un Etat à prendre des mesures de protection au nom même du bien commun. (...) Il peut paraître légitime de la part d'un Etat d'envisager un statut légal particulier contre les Juifs (comme l'avait fait la Papauté à Rome). Mais ce statut doit s'inspirer des règles de la justice et de la charité. » (Cf. Pierre-Marie Gerlier, *Compte rendu de l'assemblée des cardinaux et des évêques de France*, 31/08/1940, cité dans Henri Fabre, *L'Eglise catholique face au fascisme et au nazisme. Les outrages à la vérité*, Bruxelles, Editions EPO, 1994).

⁵³ Orthographe utilisée par *La Revue des deux mondes*.

⁵⁴ Clément Roques (1880-1964) fut nommé archevêque de Rennes en 1940 et cardinal en 1946. Il fut un des interlocuteurs privilégiés du cardinal Gerlier et de Pie XII durant la Seconde guerre mondiale.

⁵⁵ *Clergé-Information* cité par Rédaction, « L'Eglise... », art. cité, p.371.

du jugement pour lui permettre de venir témoigner contre certaines accusations dont il connaissait l'inexactitude. »⁵⁶

L'initiative privée hongroise se transforme en intervention collective en France. Les moyens d'action ont donc changé dans la perception et la réaction des intellectuels sur la situation en Europe de l'Est. Là où le manifeste et la pétition faisaient appel à la sphère du public, jetant dans l'agora l'engagement des plumes intellectuelles aux yeux de tous, le télégramme reste propre aux cercles fermés de l'intelligentsia. Cependant, prendre part à sa signature ou refuser ce type d'engagement peut avoir un impact important sur les consciences collectives. Ainsi, la présence du nom de Jean Cassou et l'absence de celui de Vercors au bas du « télégramme des Quatorze » suscitèrent l'intérêt, étant donné la similitude apparente de leur discours en décembre 1949. Cette similitude n'est en effet qu'apparente car au travers de ce télégramme se dégagent deux types d'engagement, tous deux représentés par un homme. Cassou, par la mention de son nom au bas du feuillet, démontre son soutien à Rajk en tant qu'homme à part entière, tandis que Vercors, en refusant de signer, ne s'attache pas au salut de l'individu mais au triomphe d'une certaine éthique incarnée par la vérité.⁵⁷

3.2. La diffusion de pamphlets, brochures et numéros spéciaux

Les timides réactions collectives ont laissé place à une organisation ne dépassant pas le cercle intellectuel d'une même famille politique. Les initiatives existent mais uniquement au sein d'un même milieu. Des communistes aux intellectuels d'*Esprit*, des tentatives eurent lieu pour faire entendre sa voix. A l'inverse des manifestes ou des pétitions, la diffusion de pamphlets ou de brochures fait appel à une rédaction personnelle, distribuée alors dans le but de toucher le plus grand nombre. Comment se déroula cette diffusion ? A-t-elle été linéaire et continue du schisme titiste au procès Kostov ou y a-t-il eu une précipitation des parutions à un moment précis ?

3.2.1. Décembre 1949 : l'offensive communiste

Du schisme titiste au procès Rajk, l'intelligentsia communiste traita des affaires relatives aux démocraties populaires uniquement au travers des revues et quotidiens, laissant aux partis communistes des pays d'Europe de l'Est le soin de diffuser leurs propres ouvrages.⁵⁸ A partir du procès Rajk, les moyens d'actions des intellectuels communistes se diversifièrent. On assiste au mois de décembre 1949 à une déferlante de pamphlets et brochures distribués non seulement au sein du Parti mais également publiés afin d'agrandir le rayon d'action potentiel. Ainsi, Dominique Desanti fait paraître son cinglant *Masques et*

⁵⁶ F. Fejtő, *Mémoires...*, op. cit., p.212.

⁵⁷ Vercors s'expliqua sur cette décision dans sa lettre publiée dans *Esprit* : « On me demande : pourquoi ne vous êtes-vous pas joint aux diverses protestations envoyées d'un peu partout, pourquoi par exemple n'avez-vous pas signé le télégramme aux juges de Budapest, après le verdict qui condamnait Rajk à mort ? Je réponds : Je ne l'ai pas signé parce que je ne m'intéresse ni à la personnalité de Rajk, ni au verdict lui-même. » dans Vercors, « Réponses », art. cité, p.949.

⁵⁸ La Hongrie fit traduire *Le Livre Jaune* de l'affaire Mindszenty et *Le Livre Bleu* de l'affaire Rajk en français à un mois d'intervalle avec la version parue à Budapest.

*Visages de Tito et les siens*⁵⁹ et Renaud de Jouvenel signe son *Tito, maréchal des traîtres*⁶⁰ dans le même temps. Pamphlets tous deux similaires, de Jouvenel met davantage l'accent sur le danger que représente Tito pour le monde en en faisant un « Titler », tandis que Desanti met l'accent sur le salut soviétique dans l'arrestation de la garde rapprochée de Tito incarnée par Rajk, Kostov et Stephanov (ministre des Finances bulgare), en réécrivant l'Histoire par le biais de suppositions :

« Il faut toujours faire crédit à l'homme. Admettons qu'après la Libération, Rajk se soit donné à sa volonté de puissance sans restriction mentale. Devenu chef de la police, il se sera cru délivré pour toujours des autres polices. Toutes les voies lui étaient ouvertes, plus personne n'avait prise sur lui. »⁶¹

La parution de ces deux ouvrages a cependant reflété une crise de concurrence interne au PCF. En effet, le livre de Desanti ne fut pas édité au sein des EFR, maison d'édition dirigée par Aragon, mais aux Editions du Pavillon, à l'inverse de l'ouvrage de de Jouvenel. La rivalité entre les deux maisons d'éditions se reporta sur les deux auteurs. La concurrence avec de Jouvenel fut plus grande que toute tentative de moralité sur le sujet (qui aurait entraîné la non parution de l'ouvrage⁶²) bien que la rétractation de Kostov ait sérieusement perturbé Desanti. Malgré une approche différente de la campagne antititiste, seul l'ouvrage de Desanti connut un important retentissement. Si *Masques et visages de Tito et les siens* fut amplement relayé dans la presse communiste, c'est qu'il fut le fruit d'une commande du Parti et ne résulta pas d'une initiative personnelle de Desanti. C'est François Billoux, chargé de la section idéologique du PCF, qui lui commanda l'ouvrage en septembre 1949. Une fois la rédaction terminée et le livre paru, la presse communiste, aussi bien *Europe*, *La Nouvelle Critique* ou *Les Lettres Françaises*, s'attacha à glorifier ce qui allait constituer un nouveau fondement culturel pour légitimer l'action stalinienne dans le glacis soviétique :

« André Wurmser, préfaçant l'excellent petit livre de Dominique Desanti, *Masques et visages de Tito et les siens* (qu'il faut lire pour cette raison le plus largement possible – d'ailleurs il est passionnant), a tellement raison d'écrire : "Ce petit livre concourt à une grande œuvre : celle d'éclairer les Français, communistes ou non". »⁶³

Pour le PCF, le livre de Desanti a réussi, « sans s'appesantir sur des détails, à donner une vision d'ensemble sur un problème crucial qui fait tant couler d'encre »⁶⁴.

⁵⁹ D. Desanti, *Masques et visages...*, *op. cit.*

⁶⁰ Renaud de Jouvenel, *Tito, maréchal des traîtres*, Paris, La Bibliothèque française (E.F.R.), 1949, 120 p.

⁶¹ D. Desanti, *Masques et visages...*, *op. cit.*, p.63.

⁶² Le livre *Masques et visages de Tito et les siens* ne fut mis sous presse qu'après le verdict du procès Kostov. D. Desanti avait le temps d'arrêter l'édition. Une initiative personnelle l'amena à revenir sur le procès Kostov afin de ne pas laisser la vision du procès parue dans *Masques et visages de Tito et les siens*. Elle rédigea une brochure intitulée *Le procès de Traïcho Kostov et de son groupe*, avec la mention « Sofia, 1949 » alors qu'elle fut rédigée à son retour à Paris. La brochure fut diffusée le 10 janvier 1950 et présenta un discours moins virulent à l'égard de Kostov que ce que l'on pouvait lire dans *Masques et visages de Tito et les siens*.

⁶³ J. Kanapa, « Editorial », art. cité, p.4.

⁶⁴ Jean Baumier, « Critique : *Masques et visages de Tito et les siens* », *Europe*, n°50, février 1950, p.120.

Cette « vision d'ensemble » fut également alimentée par d'autres moyens que les pamphlets de Desanti et de de Jouvenel. Ainsi, dès décembre 1949, la plupart des discours de dirigeants politiques, mais également de personnalités intellectuelles membres du PCF, fut éditée par les Editions France-Nouvelle et transformée en brochures. Un discours prononcé par Georges Cogniot, secrétaire de rédaction à *La Pensée*, à la session du Comité central à Saint-Denis en décembre 1949 s'est alors rapidement vu être édité et diffusé au sein du Parti.⁶⁵

Grâce à l'imposante machine éditoriale rouge, le PCF s'est, en l'espace de trois mois (de décembre 1949 à février 1950), démarqué des terrains classiques d'expression intellectuelle que sont la revue et le quotidien en monopolisant une partie de la sphère littéraire.

3.2.2. La revue : de la dénonciation classique au numéro spécial

Qu'est-ce qui provoque la décision d'éditer un numéro spécial ? A quel moment la revue délaisse ses chroniques habituelles afin de se livrer à une analyse pointue du sujet concerné ? Si Mounier fait valoir la demande du lectorat comme principale motivation à la création d'un numéro spécial⁶⁶, sa mise en place résulte avant tout d'une décision de l'équipe rédactionnelle et constitue le sommet de l'engagement pour une revue.

Deux types de méthodes ont été visibles parmi les revues intellectuelles de 1948 à 1950. La parution de dossiers et la mise en avant de numéros spéciaux. Le développement des dossiers sur la Yougoslavie ou la RDA a été choisi par les équipes de *Socialisme ou Barbarie* ou des *Temps Modernes*. La revue sartrienne, ayant déjà sorti deux numéros spéciaux depuis sa création en 1945 sur les Etats-Unis et l'Italie n'a pas trouvé nécessaire d'en consacrer un aux démocraties populaires. La solution retenue fut l'échelonnage d'articles sur le communisme yougoslave traité par Louis Dalmas en 1950. C'est également ce système qu'adopta *Socialisme ou Barbarie* en consacrant une étude à la stalinisation de la RDA sur deux numéros.⁶⁷

Esprit consacra également un dossier spécial à la Yougoslavie en février 1950.⁶⁸ Malgré cela, la revue consacra un numéro spécial aux démocraties populaires en novembre 1949 et fut le seul organe de presse à opérer une telle initiative. Si le numéro de novembre 1949 n'est pas le plus imposant de l'année pour *Esprit*, c'est qu'il dut faire face à une actualité ayant donné lieu à un numéro double en mars-avril 1949 consacré à la situation de l'enseignement en France et un autre numéro spécial consacré à l'Union Française en juillet.⁶⁹

⁶⁵ Georges Cogniot, *La lutte contre les assassins et les espions de la clique de Tito*, Paris, Editions France-Nouvelle, 1949, 16 p.

⁶⁶ E. Mounier, « De l'esprit... », art. cité, p.657. Voir texte intégral en Annexe I- A, pp.203-205.

⁶⁷ Benno Sternberg (Hugo Bell), « Le stalinisme en Allemagne orientale (1) », *Socialisme ou Barbarie*, n° 7, août-septembre 1950, pp.1-45 ; *Idem*, « Le stalinisme en Allemagne orientale (2) », *Socialisme ou Barbarie*, n° 8, janvier-février 1951, pp.31-49.

⁶⁸ J.-M. Domenach, « Une révolution... », art. cité.

⁶⁹ Malgré d'autres numéros plus consistants, le numéro spécial d'*Esprit* consacré aux démocraties populaires reste supérieur en nombre de pages (198 p.) à la moyenne accordée mensuellement à la revue (153 p. pour l'année 1949).

Le numéro de novembre 1949 représente une arme stratégique de taille pour *Esprit* car il se situe à mi-chemin entre le procès Rajk, terminé, et le procès Kostov, en préparation. Plus que de présenter un schéma de la situation à l'Est, *Esprit* prépare son lectorat au déroulement du procès Kostov, procès pouvant être analysé à la lumière des thèmes traités en novembre (lutte religieuse en Tchécoslovaquie, procès Rajk, communisme yougoslave).

Contrairement au précédent numéro spécial consacré à l'Union française, le numéro spécial des démocraties populaires ne fut pas annoncé dans le numéro précédent.⁷⁰ Volonté de protéger la rédaction des assauts communistes ou reflet de l'urgence de la situation ? Probablement les deux. Bien que Mounier fasse miroiter un numéro réfléchi de longue date, la principale question était de savoir quand serait le moment opportun pour réaliser un tel travail. Si le débat entre Jean Cep et l'abbé Boulier sur la lutte religieuse en Tchécoslovaquie fut antérieur à novembre 1949, les articles constituant le numéro sont très certainement issus d'une démarche rapide. Il est probable que l'article de Fejtö⁷¹ ait précipité la rédaction du compte rendu du voyage de Claude Bourdet en Yougoslavie⁷² afin de constituer un numéro intégral sur les démocraties populaires dès novembre.

Par le biais de ce numéro spécial, *Esprit* s'est présenté à l'automne 1949 comme le seul cercle intellectuel organisé et capable de faire face à l'assaut éditorial communiste. Jusque-là seul maître de la situation grâce à une campagne antititiste menée tambour battant dès le procès Mindszenty, les intellectuels du PCF se retrouvent confrontés à une gauche indépendante puissante et détentrice de moyens d'actions capables d'influencer l'opinion française.

En voyageant, l'intellectuel a pris conscience des réalités voilées par un rideau de fer se faisant de plus en plus opaque lorsqu'il s'agit d'aborder la situation des démocraties populaires. L'intellectuel français, en plus d'être un témoin privilégié par le biais de ses déplacements à l'Est, devient un acteur de la compréhension du phénomène répressif. La mobilisation, par le biais des revues ou des pamphlets, accrue à l'automne 1949 a démontré que si l'intellectuel français n'avait pas la possibilité de changer le cours des événements, immuables et internes à la sphère stalinienne durant la période 1948-1950, il avait, en revanche, la faculté de faire progresser l'objectivité et la véracité de l'information en en faisant une quête interne personnelle.

⁷⁰ La rédaction d'*Esprit* termina son numéro du mois de juin 1949 par un encart mentionnant : « Retenez notre numéro spécial du 1^{er} juillet : Comment faire l'Union française ? ».

⁷¹ F. Fejtö, « L'affaire Rajk... », art. cité.

⁷² C. Bourdet, « Voyage... », art. cité.

CHAPITRE 7 : Plumes d'acier et canons de velours

Les répressions soviétiques dans les démocraties populaires ne sont pas seulement l'occasion de voir une intelligentsia française engagée mais est bel et bien le théâtre d'un affrontement idéologique majeur. La plume de l'intellectuel s'affûte et devient non seulement une arme pour le débat sur l'avancée du stalinisme en Europe mais surtout un objet destructeur dans une guerre intestine au sein de l'intelligentsia. Le conflit des élites culturelles n'est pas à l'Est où la mainmise stalinienne se fait sans chars ni canons, il est à Paris.

Quand la joute oratoire passe par la plume, le débat intellectuel s'embrase. Spécificité française ou symbole d'un engagement passionné, la virulence des propos échangés lors des années 1948-1950 sur la stalinisation de l'Europe de l'est laissa parfois place à des règlements de compte impropres au sujet initial. Au final, la violence intellectuelle de cette fin des années quarante n'a-t-elle pas desservi l'avancée du débat ? La stalinisation des démocraties populaires n'a-t-elle pas été l'instrument idéal aux yeux de certains intellectuels pour frapper au bon endroit, au bon moment ? Des extrêmes politiques aux milieux modérés, aucune figure de l'intelligentsia française ne sombra totalement dans cette facilité décimant la crédibilité d'analyse des élites nationales. Sans plonger dans un combat manichéen et viscéral scindant la France en deux en laissant apparaître d'un côté les communistes et de l'autre les non communistes, il convient de se demander quelles ont été les dynamiques de forces et d'échanges dans un tel débat. Y a-t-il eu, dès le départ, préservation d'un clivage politique gauche-droite dans les échanges intellectuels ou est-ce par les réactions à la stalinisation des démocraties populaires que les rapports de force se sont exposés ?

« La langue du socialisme est le russe, comme l'anglais est la langue du capitalisme et du colonialisme » mentionnait la *Pravda* de Bratislava du 21 octobre 1951.¹ Qu'est la langue française en cette fin d'année quarante ? Un moyen d'affrontement redoutable pour les intellectuels, telle pourrait être une première conclusion hâtive de la situation. Derrière ces joutes verbales se cachent des réseaux d'influence, motivés par cette recherche commune de la vérité, qui amena à une véritable réinterprétation de l'Histoire. Paradoxalement, la presse intellectuelle des années 1948-1950 livre tantôt le visage d'une presse attachée aux valeurs littéraires et stylistiques, tantôt le reflet d'une écriture uniquement utilisée pour déprécier ou nuire à l'adversaire. Que ce soit *Esprit*² ou *Les Lettres Françaises*³, telle est la réalité des forces intellectuelles en présence. Comment le débat a-t-il ravivé les vieilles luttes intellectuelles et en a-t-il créé de nouvelles ? Comment, aux travers des enjeux de la répression stalinienne, passe-t-on de la dénonciation à la réinterprétation ?

¹ Cité dans F. Fejtö, *Histoire...*, *op. cit.*, p.339.

² *Esprit* consacre un numéro complet à l'œuvre de Balzac comprenant notamment une analyse du style de l'auteur. Cf. Alain, « Etude d'ensemble du style de Balzac », *Esprit*, n° 162, décembre 1949, pp.874-890.

³ De 1948 à 1950, *Les Lettres Françaises* consacraient de nombreux numéros à des auteurs français (Henri Barbusse, Anatole France ou encore Colette) et internationaux (Goethe ainsi que la littérature portugaise).

1. De l'attaque frontale à l'assaut camouflé : les stratégies intellectuelles

1.1. De La Nouvelle Critique aux Ecrits de Paris : l'attaque aux personnes

La presse communiste, comme la presse d'extrême-droite, développa un discours dénonciateur non pas basé sur la mise en avant des incohérences du discours intellectuel adverse mais concentré sur l'attaque individuelle. L'intellectuel n'est plus attaqué en tant que personne pensante mais en tant qu'individu. Ce constat, non propre au débat sur la stalinisation de l'Europe de l'est, s'est cependant révélé majeur durant la période 1948-1950.

Ces attaques personnelles sont-elles fondées ou résultent-elles d'une pratique totalement gratuite ? Y a-t-il eu une organisation éditoriale de ce type de discours ? L'ensemble de la classe intellectuelle a-t-elle été visée par ces luttes stylistiques ? L'engagement intellectuel dans le débat à l'Est a, sans conteste, permis un développement aisé de ce type de pratiques étant donné qu'il passe, en 1949, par une réorganisation des forces par rapport au communisme.

1.1.1. Vers une surenchère de l'injure

Une fois le PCF totalement isolé dans le débat intellectuel, à savoir dès le printemps 1949, il se livra à une déferlante d'attaques personnelles dépassant le cadre classique d'échanges d'opinions. « L'arène » décrite par Jean-Marie Domenach⁴ prend alors tout son sens. Les intellectuels français font de l'arène idéologique une véritable arène de combat. Au fur et à mesure du combat, des lignes de force se mettent en place et une véritable organisation de l'attaque frontale se fait jour au sein du PCF.

Ainsi, nous n'avons pas affaire à des attaques désordonnées et envoyées à tort et à travers mais à une logique héritée des débats antérieurs à celui sur le stalinisme. Le principal opposant à Emmanuel Mounier au sein de l'élite culturelle du Parti fut Roger Garaudy⁵. Pour l'intellectuel communiste, les enjeux à l'Est ont permis de voir le véritable visage d'*Esprit*. Bien qu'*Esprit* n'avait pas soutenu le régime titiste dans ses premiers temps, de juin 1948 à février 1949, *La Nouvelle Critique* fait de la revue personnaliste un moyen de propagande titiste :

« La nourriture dont *Esprit* a besoin : l'anticommunisme sous sa forme titiste. Car la "grande presse d'information", tout comme *Esprit*, ne veut aucun mal au communisme, mais seulement à l'Union Soviétique ; elle "sert le marxisme", mais le "marxisme pur", celui de Tito, qui a pour chevaliers servants Paul Reynaud, Truman et quelques autres !

⁴ J.-M. Domenach, « Les intellectuels... », art. cité.

⁵ Né en 1913, Roger Garaudy fut spécialiste des questions religieuses pour le PCF. Refusant d'adopter le modèle du réalisme socialiste, il resta relativement influent parmi l'intelligentsia communiste.

Mais à propos de Tito, quel silence dans *Esprit*. Quelle discrétion, quelle "modestie" ! On ne semble plus très pressé d'engager le débat sur le fond. »⁶

Deux ans après les faits, la presse communiste réinterprète les engagements intellectuels de l'époque en réécrivant le déroulement des événements. Si Garaudy stigmatise *Esprit*, c'est Mounier en personne qui est visé à travers la dénonciation de sa revue. « Les lâchetés maréchaliques d'*Esprit* 40 et 41 »⁷ sont évoquées par l'auteur. Il fait resurgir les spectres de la période vichyssoise de Mounier⁸ afin de masquer les réalités du stalinisme. Un premier constat peut être établi au travers de l'opposition Garaudy-Mounier : l'intelligentsia communiste ne s'attaque pas aux actions et aux discours de l'adversaire au moment concerné mais établit systématiquement un retour en arrière. Par ce biais, l'adversaire est décrit comme une personne portant en elle le danger idéologique depuis toujours. De ce fait, tout le discours établi par la gauche indépendante est décrédibilisé par les actions passées de leur porte-parole. La preuve en est les publicités d'ouvrages communistes présentées au sein des revues :

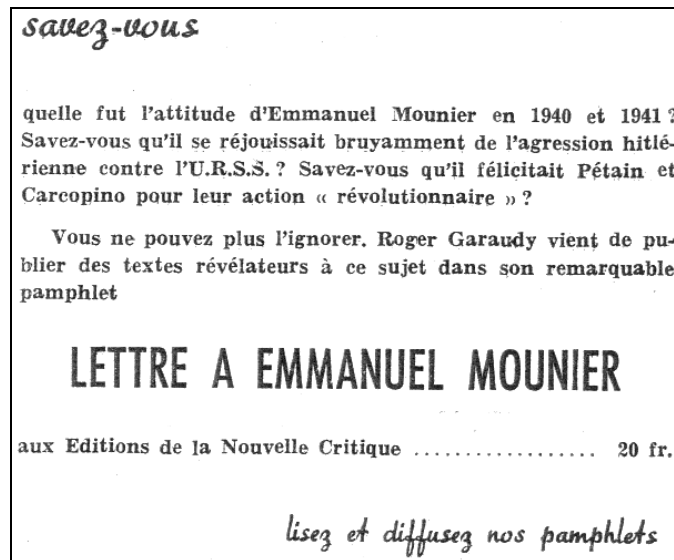


Fig.8 : Encart publicitaire de *La Nouvelle Critique* (mars 1950)⁹

Cette opposition systématique de Garaudy à Mounier est-elle le fruit du combat pro ou antistalinien ? Il semblerait que les rivalités entre les deux hommes soient antérieures à 1950.

⁶ Roger Garaudy, « *Esprit* jette le masque », *La Nouvelle Critique*, n° 15, avril 1950, p.21. La date de publication de l'article (avril 1950) renforce la thèse, déjà soulignée par Michel Winock, d'une élite culturelle du PCF n'ayant pas respecté le temps du deuil à la suite de la disparition de Mounier (22 mars).

Garaudy déplore le silence fait par *Esprit* sur l'affaire Tito. Or, par le biais de François Goguel, Chris Marker et François Koruza, la revue fut la première à évoquer le schisme dès août et septembre 1948.

⁷ *Ibid.*, p.22.

⁸ Bien qu'*Esprit* reparut sous Vichy, l'argument de Garaudy paraît peu recevable. En effet, Mounier semble avoir cru au double jeu de Pétain. La parution d'*Esprit* en 1940-1941 ne peut donc être perçue comme un acte de pro-vichysme mais comme l'exercice d'un devoir de responsabilité et d'information de Mounier envers ses lecteurs.

⁹ Cet encart fut placé à la suite d'un article de Maurice Mouillaud passant en revue l'équipe d'*Esprit* et dénonçant sa position face à la situation à l'Est. Cf. M. Mouillaud, « Ceux que l'Histoire... », art. cité, p.58.

En effet, au regard des discours de Mounier sur le personnage Garaudy, l'animosité entre les deux intellectuels ne peut être envisagée à sens unique.¹⁰ Si la rupture philocommuniste d'*Esprit* a été préparée dès le procès Mindszenty, elle a été favorisée par une élite culturelle ne correspondant pas aux aspirations de la revue. Les critiques de Mounier envers Garaudy font écho en février 1949 au discours de Jean-Marie Domenach sur Jean Kanapa.¹¹ Les oppositions personnelles entre intellectuels ne sont donc pas nées de l'engagement d'*Esprit* dans la bataille anticommuniste mais ont été entretenues et alimentées de 1948 à 1950.

Face à ces anciennes rivalités surgissent également de nouvelles véhémences. Victor Leduc, collaborateur d'*Action* puis de *La Nouvelle Critique*, s'en prit à Claude Bourdet. Si une partie de ses attaques concernent le déroulement de son voyage en Yougoslavie, une part tout aussi importante est consacrée aux attaques personnelles :

« Il y avait avant cette guerre un nom pour désigner ceux qui allaient proclamant la faiblesse et l'inévitable défaite des démocraties en cas d'agression hitlérienne. On les appelait les munichois. Telle est bien, *mutatis mutandis*, la position de Claude Bourdet. »¹²

Claude Bourdet en « munichois », voilà un pan de l'intelligentsia française revisité au travers de l'attaque communiste. Bourdet fut une des figures de la Résistance française en fondant aux côtés d'Henri Frénay et de Maurice Chevance en 1940 le Mouvement de la Libération Nationale (M.L.N.) qui deviendra le futur mouvement Combat. Il fut également à l'origine du Comité d'Action contre la Déportation (C.A.D.). En en faisant un acteur de la lâcheté munichoise, Leduc fausse la réalité historique.

Ainsi, l'intelligentsia communiste est organisée. Le combat individuel est un combat particulariste où chaque membre du Parti se confronte à une cible précise : Mounier pour Garaudy, Domenach pour Kanapa, Bourdet pour Leduc puis, plus tard, Benda en fera de même avec Jules Sylvain du quotidien *L'Époque*. L'attaque fut également poussée jusqu'à la

¹⁰ Depuis 1948, les comptes rendus d'ouvrages écrits par Garaudy ne bénéficient pas d'une critique favorable dans *Esprit* tandis que d'autres auteurs communistes, y compris en octobre 1949, jouissent d'une bonne publicité. Yves Farge est décrit comme « un type assez rare aujourd'hui : homme politique, mais nourri de bonne culture et réellement humaniste, résistant et militant, mais pénétré du sentiment d'une responsabilité historique » dans Jean-Marie Domenach, « Critique littéraire : Yves Farge. *Gagner la Paix* », *Esprit*, n° 160, octobre 1949, p.650. L'ouvrage *Nous avons choisi la paix* de Dominique Desanti, pourtant stalinienne, bénéficie également d'une bonne critique : « Les portraits aimables et fort joliment troussés de quelques seigneurs de la paix : Vercors, Eluard, abbé Boulier, Joliot-Curie, doyen de Canterbury, Fadéev, etc...et le récit de certaines conversations qu'ils eurent à Vroclaw. » dans *Idem*, « Critique littéraire : Dominique Desanti. *Nous avons choisi la paix* », *Esprit*, n° 160, octobre 1949, p.650.

¹¹ La naissance de *La Nouvelle Critique* est accueillie avec méfiance par Domenach. Il salue la parution d'un nouvel organe de réflexion marxiste mais en dénonce les dirigeants : « Une nouvelle revue communiste vient de paraître : *La Nouvelle Critique*. Dans une présentation anonyme, mais où l'on décèle la plume abusive et l'encre aigrette de son rédacteur en chef, Kanapa, il est dit que la revue dénoncera implicitement théoriciens et idéologues bourgeois plus ou moins camouflés derrière une phraséologie de gauche. (...) Dans le même numéro, l'article de J. Desanti nous confirme qu'il y a une place certainement pour une revue militante de jeunes marxistes. Seulement on lui aurait souhaité un autre père. » dans *Idem*, « *La Nouvelle Critique* », *Esprit*, n° 153, février 1949, pp.292-293. Domenach regrette depuis toujours que la « génération Kanapa » ait prit la succession de Paul Vaillant-Couturier au sein de *L'Humanité*, dont il fut rédacteur en chef de 1926 à 1937.

En contrepartie, Kanapa n'oublie pas de s'en prendre à Domenach lors de ses interventions : « Ni Domenach, ni Mounier, ni Baboullène, ni Queffelec n'"éclairèrent les Français" sur la véritable nature du régime de Tito. » dans J. Kanapa, « Editorial », art. cité, p.4.

¹² V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité, p.74.

discrimination des origines familiales de l'intellectuel visé. Ainsi, à la suite de son étude sur la Yougoslavie titiste parue dans *Les Temps Modernes*, Louis Dalmas fut ironiquement appelé Louis Dalmas de Polignac, de son vrai nom, par *La Nouvelle Critique*.¹³ Jusque-là non utilisée, la dénonciation aristocratique, leitmotiv inscrit dans la doctrine marxiste et repris par le PCF fut abondamment répandue.

De ce tempérament manichéen¹⁴ faisant de toute personne non communiste une *persona non grata* aux yeux du PCF naquit un fossé dans l'analyse de la situation à l'Est entre l'élite culturelle du Parti et les élites de gauche indépendante ou de droite conservatrice, privilégiant l'interprétation à l'attaque personnelle.

1.1.2. Les portraits d'intellectuels à la lumière des répressions soviétiques

La stalinisation des démocraties populaires ayant entériné les positions de chacun sur la scène diplomatique internationale, de nouveaux portraits d'intellectuels se sont dessinés au fur et à mesure de l'évolution de la situation à l'Est.

Dès la fin du Congrès de Wrocław, François Mauriac dénonça les dangers d'une étendue du réalisme socialiste à l'ensemble du glacis soviétique. Cette peur d'une uniformisation de la culture en Europe de l'Est fut alors partagée par une majeure partie de la droite française.¹⁵ La réaction communiste fut sans appel et alla au-delà des attaques personnelles observées envers les rédactions d'*Esprit* et des *Temps Modernes*. Le combat idéologique du PCF à l'encontre des intellectuels de la droite française, bien que plus ténu étant donné que la droite s'est moins impliquée dans le débat que la gauche indépendante, n'a pas été absent des querelles élitistes. Dès son deuxième numéro, *La Nouvelle Critique* lança une nouvelle rubrique intitulée « Portrait », nouvelle rubrique s'attachant à décrire le parcours d'une personnalité française ayant une influence sur l'actualité. Figure parfaite à décrédibiliser étant donné ses critiques à l'égard de la politique culturelle soviétique à l'Est, François Mauriac inaugura ce nouvel espace au sein de la revue communiste. Dépassant le cadre du portrait, Pierre Daix, chargé de l'article, grossit les traits de Mauriac, au point d'en faire un personnage n'ayant plus sa place au sein de l'intelligentsia française :

« Ce vieux monsieur vêtu de vert porte en lui des cadavres d'enfants-prodiges. (...) Adolescent éternel, Mauriac polit la révolte pour la révolte comme d'autres l'art pour l'art, sans résultat. L'Eglise ne s'y est pas trompée d'ailleurs ; elle n'eut jamais peur de ce croquemitaine et a souri d'une si bénigne hérésie. »¹⁶

¹³ J. Kanapa, « Un nouveau communisme... », art. cité, p.3.

¹⁴ Dominique Desanti évoque ce manichéisme non pas inné mais acquis au sein du Parti : « Ni Desanti (*Note de l'auteur* : Ici Jean, son mari) ni moi-même n'étions de tempérament manichéen. Mais, à l'époque, on avait très peur de n'être pas dans la ligne, comme on disait alors. Parce qu'on était des petits bourgeois intellectuels, on nous répétait à satiété que les petits bourgeois intellectuels devaient faire un effort pour avoir l'esprit de parti. Nous faisons donc d'énormes efforts qui nous ont conduits à d'énormes erreurs. On disait ce que la ligne nous ordonnait de dire, ce qui était tout à fait manichéen. » dans Olivier Doubre, « Quels droits donnés à quels hommes ? Entretien avec Dominique Desanti », *Politis*, n° 818, septembre 2004.

¹⁵ Cf. René Pinon, « La volonté de puissance russe... », art. cité.

¹⁶ Pierre Daix, « Portrait d'un prisonnier : François Mauriac », *La Nouvelle Critique*, n° 2, janvier 1949, p.33.

La méthode employée est similaire à la méthode de la presse d'extrême-droite à la même époque. Dans le même temps, *Les Ecrits de Paris* rédige un article similaire dressant des portraits d'intellectuels (Julien Benda, Colette, André Gide et François Mauriac) sur un ton injurieux. L'ensemble de l'intelligentsia non communiste a regretté la dérive de Benda lors de son rapprochement avec le PCF et son engagement total après le procès Rajk. Or, si des clercs comme Fejtö ou Mounier ont intégré la démarche de Benda à un manque de lucidité dû à son âge avancé (82 ans au moment de l'affaire Rajk), les intellectuels d'extrême-droite saisissent l'occasion pour démolir la pensée et l'intégrité de l'auteur de *La Trahison des clercs*, ne soulevant à aucun moment la richesse de sa réflexion à la sortie de l'Affaire Dreyfus¹⁷ :

« Benda est le gnome de l'intellectualisme. (...) Engagé dans l'aventure spirituelle à la façon d'un ver de noisette, dont il a le physique, Benda, hérissé de sophismes et confit dans l'aigreur, s'introduit partout, pille tout le monde et vomit l'anathème sur le seuil avant de prendre congé. »¹⁸

Que ce soit le PCF ou l'extrême-droite, tous deux regrettent la déchéance de l'intellectualisme français. Au regard de telles attaques, si déchéance il y a, elle est en partie inspirée de ces deux courants de pensée de 1948 à 1950. Du schisme titiste au procès Kostov, les enjeux de la stalinisation se sont révélés et rendus de plus en plus perceptibles pour l'intelligentsia française. Le déclic du procès Mindszenty pour *Esprit* et la droite conservatrice coïncide avec le durcissement du discours communiste et l'arrivée des attaques personnelles dans le débat. A court d'arguments, l'élite culturelle du Parti se radicalise, adoptant une attitude commune aux méthodes de son adversaire majeur de l'« avant 48 », l'extrême-droite. Partageant les mêmes méthodes mais pas les mêmes idées, PCF et extrême-droite se confondent sur cette thématique et permettent d'entrevoir un nouvel angle d'approche dans le débat sur l'impact des répressions soviétiques : l'extrême-droite constitue-t-elle toujours l'adversaire numéro un des Casanova, Kanapa et Daix ? Fortement affaiblie et désorganisée après la Libération, peu concernée et investie dans le débat à l'Est, elle semble avoir laissé sa place aux partisans du personnalisme et aux adeptes du Café de Flore à partir de 1948. Le danger ne vient de plus de Malliavin et des siens mais bel et bien de l'aura intellectuelle dont disposent Sartre et Mounier.

1.2. Le développement littéraire de 1948 à 1950 : reflet implicite d'un combat antistalinien

Même si Mounier et ses collaborateurs sont entrés dans le jeu communiste à un moment donné et se sont également livrés à quelques attaques personnelles écartées du débat initial, la tendance fut davantage à la stratégie réfléchie qu'à l'attaque frontale envers le PCF. Philosophie partagée par *Les Temps Modernes*, l'attrait littéraire de la fin des années quarante

¹⁷ Lors de l'Affaire Dreyfus, Benda fit partie des pro-dreyfusards aux côtés de Charles Péguy notamment. Etant détenteur de sa propre maison d'édition depuis 1900, Péguy dirigea *Les Cahiers de la quinzaine* auxquels collabora Benda aux côtés d'Anatole France, Georges Sorel, Octave Mirbeau et André Suarès. C'est au sein de cette revue que Benda écrivit ses articles majeurs sur l'Affaire Dreyfus.

¹⁸ Marcel Wiriath, « Silhouettes », *Les Ecrits de Paris*, n° 53, mars 1949, p.24.

constitue un formidable champ de recherche dans la compréhension des engouements intellectuels de l'époque.

La mise en avant et la promotion d'un auteur au détriment d'un autre ne sont-elles que le résultat d'un choix personnel ou le fruit d'une stratégie éditoriale collective ? A travers quels auteurs les partisans de l'antistalinisme se retrouvent-ils ?

1.2.1. Dis-moi qui tu lis, je te dirai qui tu es...

Au sein des rédactions d'*Esprit* comme des *Temps Modernes*, la publication littéraire constitue un des fondements majeurs de la revue. Bien que représentatives d'un certain neutralisme politique dans une logique des Blocs, les revues de Mounier et de Sartre ne publièrent pas des analyses littéraires anodines de 1948 à 1950.

Habitée jusque-là à voir fleurir dans ses pages les poèmes de Pierre Emmanuel¹⁹ ou de Chris Marker²⁰, *Esprit* offrit en août 1949, pour la première fois depuis le schisme titiste de juin 1948, le privilège à un auteur étranger de publier un extrait d'ouvrage dans ses colonnes. Cet écrivain, c'est Jaroslaw Iwaszkiewicz, directeur du théâtre de Varsovie et lauréat du Grand Prix de littérature polonaise en 1946. Son essai, *Le moulin sur la Lutynia*, fut intégralement publié dans *Esprit*²¹, et se veut résolument être un pied de nez au réalisme socialiste prôné par Moscou, pendant que *Les Lettres Françaises* glorifient la littérature de Stil et Aragon. Alors que le PCUS mettait de plus en plus en avant des poètes issus des démocraties populaires et opposés à la doctrine personnaliste, chère à Mounier, comme le polonais Adam Wazyk²², *Esprit* offrit une tribune à un poète russe, Adrian Miatlev²³. Collaborateur de la revue à la fin des années trente, il ne s'était cependant jamais exprimé depuis l'après-guerre. Ce fut chose faite lorsque *Esprit* publia une de ses oeuvres en septembre 1949.²⁴

A partir de l'été 1949, la revue de Mounier présente donc un regain d'intérêt pour la littérature d'Europe orientale, essentiellement tournée vers une nouvelle génération d'écrivains. Bien avant la rupture créée par le procès Rajk, *Esprit* s'inscrit dans une logique ne diffusant pas la littérature soviétique prostalinienne (Fadéev ou Polevoï) abondant dans les revues et hebdomadaires communistes²⁵.

¹⁹ Pierre Emmanuel, « *Les Solitudes* », *Esprit*, n° 152, janvier 1949, pp.91-95.

²⁰ Chris Marker, « *Les Séparés* », *Esprit*, n° 162, décembre 1949, pp.921-923. (Poème daté du 23 juin 1949).

²¹ Jaroslaw Iwaszkiewicz, « *Le moulin sur la Lutynia* », *Esprit*, n° 158, août 1949, pp.243-288.

Traduit du polonais par Georges Lisowski, *Le moulin sur la Lutynia* relate l'histoire d'une famille polonaise plongée dans la Seconde Guerre mondiale et analyse les mécanismes de subsistance d'une identité polonaise malgré les tentatives d'appropriation allemande. Dans une perspective replaçant l'ouvrage de Iwaszkiewicz dans le débat sur la stalinisation de la Pologne, cette identité polonaise apparaît comme unique en Europe, ne pouvant se substituer à l'identité soviétique qui tente de la contrôler et de la maîtriser depuis février 1948.

²² Né en 1905, ce fervent défenseur du stalinisme, engagé dans les troupes soviétiques durant la Seconde guerre mondiale, déclara que « le personnalisme n'est qu'une couverture quelque peu transparente des tendances produites par la bourgeoisie sur le plan de la culture » dans Adam Wazyk, *Le cœur de la grenade*, 1943.

²³ Né en 1910 à Moscou, il s'éloigna de Mounier en 1947 pour rejoindre la revue *La Tour de feu*, fondée par Pierre Boujut. Poète anticonformiste, il dénonça le conformisme et la dégénérescence du système russe à travers ses poèmes.

²⁴ Adrian Miatlev, « *Tryptique pour Antonin Artaud* », *Esprit*, n° 159, septembre 1949, pp.418-424. (Ce poème, malgré sa parution en septembre 1949 dans la revue *Esprit*, date de septembre 1948).

²⁵ En plein procès Kravchenko, *Les Lettres Françaises* consacèrent un numéro entier à la littérature russe. Cf. *Les Lettres Françaises*, n° 244, 27/01/1949.

Esprit n'est pas un cas isolé. La revue sartrienne pratiqua également cette négation du soutien littéraire russe. *Les Temps Modernes* ne publient pas de textes d'écrivains d'Europe de l'est opposés au stalinisme mais profitent de l'événement pour renvoyer la répression soviétique à l'analyse littéraire. L'auteur mis en lumière par Merleau-Ponty est Machiavel pour son œuvre *Le Prince*. Cet ouvrage plaçant la restauration et le maintien de l'ordre au centre de la condition d'accès au bonheur constitue un tremplin formidable à la dénonciation antimarxiste et anticomuniste :

« Le problème d'un humanisme réel, posé par Machiavel, a été repris par Marx il y a cent ans. Marx s'est précisément proposé, pour faire une humanité de trouver un autre appui que celui, toujours équivoque, des principes. Il a cherché dans la situation et dans le mouvement vital des hommes les plus exploités, les plus opprimés, les plus dépourvus de pouvoir, le fondement d'un pouvoir révolutionnaire, c'est-à-dire capable de supprimer l'exploitation et l'oppression. Mais il est apparu que tout le problème était de constituer un pouvoir des sans-pouvoir. »²⁶

A travers l'engouement littéraire d'*Esprit* et des *Temps Modernes* se reflètent deux approches différentes de la répression stalinienne. Pour *Esprit*, le danger vient du stalinisme et non pas forcément de la doctrine communiste en elle-même. A l'inverse, pour Merleau-Ponty et ses disciples, cette doctrine, constituée d'une idéologie plus ancienne, héritée de la prise de pouvoir de pouvoir par les bolcheviks en octobre 1917. Le léninisme devient alors une source de danger.

1.2.2. *Esprit* et les critiques littéraires : reflet des intérêts de la revue ?

La revue de Mounier accorde chaque mois une place importante aux critiques littéraires. Anodines au premier abord, elles constituent le reflet parfait des aspirations et de l'évolution de la revue. Véritable microcosme des pensées exprimées au fil des articles de fond, les critiques littéraires se doivent d'être perçues comme un objet d'étude à part entière.

Les critiques littéraires d'*Esprit* condensées dans la rubrique « Livres » offrent au lecteur aussi bien un tour d'horizon de la littérature française que de la littérature russe. Avant novembre 1949 et le procès Rajk, la revue se voulait clémente à l'égard des ouvrages publiés par les éditions communistes et analysait les essais au cas par cas. Ainsi, des comptes rendus d'ouvrages communistes jalonnent fréquemment les colonnes d'*Esprit* de juin 1948 à novembre 1949. Domenach déclara au sujet d'un ouvrage compilant des textes de Paul Vaillant-Couturier que :

« La pensée en est haute, la langue solide est belle : les exigences du combat quotidien ne l'avilissent jamais, mais on sent à chaque moment revenir

²⁶ M. Merleau-Ponty, « Note... », art. cité, p.591.

un puissant chant d'amour à l'humanité. Vaillant-Couturier est de ce parti, "né de la guerre et de la révolte des hommes contre la guerre et contre la haine". »²⁷

Malgré les secousses provoquées par le procès Mindszenty au sein de la rédaction, la revue n'a pas pratiqué une censure ou une dépréciation systématique de la littérature communiste. Au cours de l'année 1949, les ouvrages mis en évidence par *Esprit* évoluent. L'URSS et ses satellites étant jusque-là uniquement traités par des ouvrages communistes au sein de la revue personnaliste, un livre aux thèses trotskisantes fut mis en valeur : *Le Glacis soviétique*, de Nicolas Clarion.²⁸ Pour Clarion, les démocraties populaires ne se définissent plus par leurs transformations, mais par leur subordination totale à l'URSS. La revue approuve cette thèse en rédigeant une critique soutenant l'ouvrage. Par l'analyse de la démocratie populaire, le modèle soviétique fut remis en cause par Mounier et les siens. Ce constat devint une évidence après le procès Rajk. Les parutions communistes ne bénéficient plus d'une analyse particulière mais sont regroupées et étudiées de façon groupée.²⁹ A travers cette condensation de la critique littéraire, *Esprit* relève implicitement le monolithisme du discours du PCF. A quoi bon livrer une analyse détaillée d'un ouvrage de La Bibliothèque Française quand celui paru aux Editions du Pavillon fut son double ? La bienveillance d'*Esprit* à l'égard du communisme semble bel et bien rompue à la suite du procès Rajk et cela à tout point de vue, aussi bien politique que culturel.

Les collaborateurs de Mounier condamnent à partir de ce moment-là fermement la littérature soviétique, notamment ses fers de lance mis en avant par le congrès de Wroclaw en août 1948 : Nicolai Fadéev et Ilya Ehrenbourg. Leurs discours et leurs pensées politiques ayant été largement diffusés en France par l'intermédiaire des *Lettres Françaises*, leur talent littéraire en fut décrédibilisé par *Esprit*. Partisan d'une nécessité de l'uniformité culturelle soviétique dans les démocraties populaires lors du congrès de Wroclaw, Ehrenbourg fut rapidement victime d'une critique virulente de la part des revues intellectuelles françaises de gauche indépendante. *Les Temps Modernes* n'évoquent en aucun cas ses œuvres de 1948 à 1950 et *Esprit* les réduit à de la littérature de seconde zone :

« Il y a dans *La Tempête* un début "Chute de Paris" qui est particulièrement fâcheux. Certes Ehrenbourg apparaît comme un des connaisseurs les plus avertis de la vie française. Paris chante dans son livre une note précieuse, mélancolique, prenante. Mais tout ceci est gâté par une conception désagréable du roman. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un roman à thèse, mais plutôt de la vérification par le roman d'une hypothèse historique. Il s'ensuit que les personnages surgissent, souvent, sans épaisseur à

²⁷ Jean-Marie Domenach, « Critique littéraire : Paul Vaillant-Couturier. *Nous ferons se lever le jour* », *Esprit*, n° 152, janvier 1949, pp.153-154. L'ouvrage de Vaillant-Couturier est un recueil de textes écrits avant-guerre.

²⁸ Gennie Luccioni, « Critique littéraire : Nicolas Clarion. *Le Glacis soviétique*, *Esprit*, n°155, mai 1949, p.753.

²⁹ *Esprit* intitula une rubrique au sein des critiques littéraires « A propos du communisme » dans son numéro de novembre 1949 et regroupa les ouvrages de Manès Sperber, Victor Serge, Louis Aragon, Florimond Bonte, Maurice Thorez, André Stil et André Ribard. Domenach écrivit au sujet du livre d'Aragon intitulé *Les Communistes* : « Les Communistes de Sperber ou de Serge ne sont évidemment pas ceux d'Aragon. Aragon, qui a écrit des poèmes aussi beaux que du Victor Hugo, veut faire ses *Misérables* : douze volumes dont voici le premier, à la cadence, nous promet-on, d'un par trimestre, et dans une puissante orchestration de propagande. » dans Jean-Marie Domenach, « A propos du communisme », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, p.852.

l'appel du magicien. Que d'êtres sans aura et sans présence réelle ! On ne les sent plus exister, le dessin cursif est poussé jusqu'à la caricature la plus ingénieuse. Il en résulte une impression désolante. C'est un remarquable jeu dont les ficelles se devinent d'un peu loin. »³⁰

La littérature soviétique, au fil de l'avancée des répressions staliniennes dans des pays comme la Pologne, la Hongrie ou la Bulgarie, est donc écartée de la richesse culturelle contemporaine. Le privilège est accordé à la nouvelle génération d'écrivains, aussi bien issue des démocraties populaires que de France, ayant un regard davantage critique à l'égard du régime stalinien.

2. Un leitmotiv commun : la recherche de la vérité

2.1. *La vérité communiste, vérité de Moscou*

Des premiers soubresauts du schisme titiste aux lendemains du procès Kostov, le discours communiste n'a pas évolué et ne s'est pas modifié malgré un argumentaire conséquent fourni par ses détracteurs. Animés par une recherche commune de la vérité, les intellectuels de tous bords ont couru après cet idéal de véracité des faits, d'objectivité de la critique. Comment expliquer qu'au sein d'une recherche commune, intellectuels du Parti et clercs autonomes n'aient pas trouvé un terrain d'entente ? Dans cette recherche qui paraît être le seul combat commun à l'ensemble des élites culturelles françaises, n'y a-t-il pas une différence de degré entre la vérité communiste et la réalité des faits ?

2.1.1. Communisme et vérité : quête intellectuelle ou notion préexistante ?

Pour l'ensemble des intellectuels non communistes, la recherche de la vérité dans le déroulement des répressions soviétiques à l'Est fut l'objet d'une quête longue et périlleuse étant donné l'absence d'informations sur le sujet. Aucun organe de presse ne mit en avant sa détention de la vérité sur la rupture entre Tito et Staline étant donné que le bulletin d'annonce du Kominform, daté du 28 juin 1948, était la seule source disponible. Or, pour l'intelligentsia communiste, dès cette date, la vérité est disponible. Préexistant à la stalinisation des démocraties populaires, elle fut donc dictée par Moscou bien avant le déroulement des événements.

La logique de l'intelligentsia du PCF se met alors en place. La vérité fut exploitée et véhiculée grâce à la détention de sources officielles ayant l'exclusivité du Parti. En effet, *Les Lettres Françaises* basèrent leur légitimité sur la détention des sténogrammes complets des audiences des procès Rajk et Kostov³¹, ainsi que sur la connaissance, avant la traduction française, des livres édités par le PCH et le PCY sur les procès Mindszenty et Rajk et sur le schisme titiste. Pierre Daix déclara :

³⁰ Jean Foresta, « Critique littéraire : Ilya Ehrenbourg. *La Tempête* », *Esprit*, n° 162, décembre 1949, p.1011.

³¹ A. Wurmser, « Compte rendu... », art. cité.

« Le procès Rajk commença à Budapest comme je rentrais à Paris. (...) L'ambassade de Hongrie me fit tenir le sténogramme en français de la partie la plus explosive des aveux de Rajk. Je le publiai aussitôt. C'était de l'information. Courtade rentrait de Hongrie. Ses comptes rendus dans *L'Humanité* réfutaient avec intelligence tous les arguments de la presse bourgeoise contre la possibilité de semblables aveux. »³²

Les rôles des divers organes de presse semblent alors clairs. *La Nouvelle Critique* et *Les Lettres Françaises* fournissent la preuve de la vérité véhiculée par le PCF tandis qu'un quotidien comme *L'Humanité*, diffusé à un tirage suffisant pour toucher une partie conséquente de l'opinion française, se charge de contredire l'argumentation des adversaires du Parti. La légitimité de la presse communiste réside dans une parole venue de Moscou que l'on ne peut contredire. La vérité est donc écrite par avance et précède même l'événement. L'existence préalable de cette vérité justifie le non contrôle de l'information par le PCF étant donné que le discours est un discours communiste, qui plus est instauré par le cerveau de la pieuvre rouge.

La presse communiste française devient une réplique du système politique russe ainsi qu'un instrument de la diffusion de la vérité venue de Moscou, à savoir la vérité stalinienne. La nécessité d'imposer la vérité communiste évidente aux consciences collectives françaises, en ne bénéficiant que de preuves externes aux analyses françaises et issues du PCUS, devint une des mutations caractéristiques des procès staliniens à l'Est. Edgar Morin fait de cette accoutumance de l'intellectuel au discours moscovite l'une des évolutions majeures de l'élite culturelle du Parti :

« De 1941 à 1948, les intellectuels de la Vulgate se fondaient surtout sur des explications (c'étaient les conditions historiques qui poussaient le parti à d'étranges et d'inquiétantes extrémités) et des légitimations (il était nécessaire de mener une politique disciplinaire et militarisée). Après 1948, les étranges et inquiétantes extrémités que sont les procès et les purges imposent l'éthique délirante du Bien luttant contre le Mal. »³³

2.1.2. Quand la vérité se fait mensonge : les mille visages d'une Yougoslavie déchirée entre Est et Ouest

« Nous vous avons apporté la vérité et dans notre bouche elle avait l'air d'un mensonge ».³⁴ Ces réflexions de Roubachof, héros tragique du *Zéro et l'Infini* de Koestler, résument à elles seules les sensations de ce début de Guerre froide. L'intelligentsia du PCF a pratiqué toutes sortes de méthodes journalistiques et éditoriales depuis 1948 : l'information, la non information puis la désinformation. Autour de ces questions récurrentes du rôle de l'information dans un tel débat, se situe la frontière entre vérité et mensonge. Etant détenteurs

³² P. Daix, *J'ai cru...*, op. cit., pp.229-230.

³³ E. Morin, *Autocritique*, op. cit., p.95.

³⁴ Arthur Koestler, *Le Zéro et l'Infini*, Paris, Calmann-Lévy, 1945, p.67.

Ecrit de 1938 à 1940 en allemand, il fut d'abord publié en anglais en 1941 sous le titre *Darkness at noon*. Il ne fut traduit en français qu'en 1945.

de données supérieures à la majorité des autres milieux intellectuels, les clercs du PCF furent ceux qui élaborèrent le plus d'informations sur la situation économique des démocraties populaires. Chiffrer l'impact du stalinisme en Europe orientale, telle fut une des questions les plus délicates du débat intellectuel en France.

Le rejet viscéral du titisme par les clercs staliniens du PCF les conduisit à donner un visage erroné de la réalité yougoslave de 1948 à 1950. Deux discours contradictoires se succédèrent sur les données économiques de la Yougoslavie, se voulant être tous les deux l'exemple même de l'objectivité. Tout d'abord, après l'excommunication de Tito, la Yougoslavie a été présentée comme un pays résolument tourné vers l'Ouest, dont les dépenses militaires furent réglées par les Etats-Unis :

« Georges Allen, l'ambassadeur américain à Belgrade, a promis à Tito que "la doctrine Truman sera étendue dans le domaine militaire en Yougoslavie, COMME POUR LA GRECE ET LA TURQUIE", et que Tito reçoit sans cesse de Washington des millions de dollars. »³⁵

Or, la Yougoslavie est loin d'être à la fin des années quarante sous protection et sous alimentation financière américaine. Washington versa vingt millions de dollars à Belgrade en 1948, somme dérisoire face aux deux cent quatre-vingts millions de dollars versés pour le développement de l'Allemagne occidentale la même année. Cette aide ne fut pas incluse dans le budget militaire du régime titiste mais fut destinée à l'accélération du décollage économique yougoslave.³⁶ L'intelligentsia communiste, consciente d'apporter une vérité irréfutable contribua à alimenter le danger titiste, danger reposant sur un surdéveloppement militaire yougoslave menaçant l'équilibre européen. En maniant les statistiques économiques, le PCF a établi une véritable mythologie autour de la dangerosité de Tito et de son pays.

A côté de ce discours pessimiste sur l'alimentation financière de la puissance par les Etats-Unis, les clercs communistes font miroiter une argumentation contradictoire. La Yougoslavie de Tito ne serait qu'un vaste champ sous l'emprise d'une crise économique profonde.³⁷ Cette thèse fut également soutenue par les intellectuels d'inspiration trotskiste de la revue *Socialisme ou Barbarie*³⁸ et constitua une des bases de dénonciation des conséquences néfastes de la stalinisation. Que ce soit du côté communiste avec la mise en avant de la ruine économique apportée par la politique titiste ou du côté trotskiste avec la dénonciation d'une planification stalinienne inappropriée, la vérité ne semble pas faire partie de ces deux camps. En effet, les rapports statistiques de l'époque démontrent qu'en 1949 et 1950, la Yougoslavie se place devant la totalité des autres démocraties populaires en termes de puissance économique et de développement industriel.³⁹

³⁵ J. Kanapa, « Un nouveau communisme... », art. cité, p.4.

³⁶ Louis Dalmas, dans *Les Temps Modernes*, démontra le fait que, malgré les accords passés entre les Etats-Unis et la Yougoslavie à partir de 1948, aucun lien de dépendance entre les deux Etats ne fut visible. Cf. L. Dalmas, « *Réflexions...* », art. cité.

³⁷ Cf. V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité. Leduc reproche notamment à Bourdet de n'avoir pas rendu compte de la réalité économique déplorable de la Yougoslavie.

³⁸ Cf. H. Simon (R. Berthier), « La situation... », art. cité.

³⁹ En 1950, la Yougoslavie a plus que triplé (3,38) sa production industrielle depuis 1937. A titre comparatif, la Tchécoslovaquie a à peine doublé (1,46) l'augmentation effective de sa production. Cf. *Economic of Survey*, Londres, 1951, p.176. Voir Annexe IV- B, p.223.

Quel est le vrai visage économique de la Yougoslavie en 1950 ? Est-il celui retranscrit par les élites françaises ? Tantôt une véritable puissance militaro-industrielle, tantôt un pays au bord de la ruine, la place délicate du régime titiste au coeur des relations Est-Ouest a permis aux intellectuels communistes de véhiculer de nombreuses images fausses tenant lieu de vérité, réalité peu contrôlable à l'époque faute d'informations chiffrées sur le sujet.

2.2. Au-delà du sort des démocraties populaires : la vérité comme enjeu final du débat

En 1950, Rajk et Kostov ne sont plus. Le cardinal Mindszenty entame sa seconde année de détention. Bien que mobilisés, les intellectuels français n'ont en aucun cas influé sur les décisions de l'administration stalinienne. Ce combat qui pouvait paraître perdu d'avance face à la puissance de la bureaucratie stalinienne en cette fin d'année quarante eut cependant le mérite de reposer la recherche de la vérité comme un des fondements de l'identité intellectuelle française. En effet, influencer sur le sort des démocraties populaires était-il le réel enjeu de ce débat ? La puissance du PCF en France et du PCUS sur le glacis d'Europe orientale permet-elle aux intellectuels d'interférer dans la stalinisation à l'est du rideau de fer ? Les enjeux étaient ailleurs. Faire prendre conscience des réalités du stalinisme au peuple français en était un incontestable. Poser la vérité comme quête finale de l'intellectuel semble en avoir été un autre tout aussi important.

2.2.1. Le combat de Vercors : lutte individuelle ou symbole d'une motivation collective ?

Sur ces questions relatives à la stalinisation des pays de l'Est, Vercors fut le premier à regarder au-delà des enjeux diplomatiques et internationaux. Toute une réflexion est alors engagée sur les moyens établis par le totalitarisme stalinien pour arriver à ses fins. Le camouflage de la vérité, tel fut le déclencheur d'une prise de conscience chez Vercors. Pour la première fois depuis juin 1948, un intellectuel s'éloigne de ses positions initiales non pas à la suite des conséquences d'un événement (comme ce fut le cas pour Clara Malraux et Edith Thomas lors du schisme titiste ou pour Jean Cassou lors du procès Rajk) mais par non acceptation des méthodes ayant conduit à cet événement. Contrairement à Cassou convaincu de l'innocence de Rajk⁴⁰, Vercors se montre hésitant quant à la justice faite lors de la condamnation. Rajk, innocent ou coupable ? Peu importe, l'enjeu du procès n'est pas son principal accusé :

« Ce n'est donc pas Rajk coupable ou innocent qui m'intéresse. Ce qui m'oblige à élever la voix, c'est que tout ce procès est un mensonge. Coupables

⁴⁰ Il déclara sur ce sujet : « Les moyens employés pour obtenir les aveux de Rajk, le rôle réel de celui-ci, les traits de sa psychologie, tout cela peut demeurer chose inconnue, voire inconnaissable : il n'en reste pas moins que les incohérences, les inexactitudes et les fantasmagories des seuls aveux obligent à l'étonnement et que l'on en vient à soupçonner l'existence d'un système qui fait fi de la vérité et de la recherche de la vérité pour n'admettre que des vérités utiles et utilisables. » dans J. Cassou, « La révolution... », art. cité, p. 944.

ou innocents, Rajk, Palffy, Justus ont menti. Pourquoi ont-ils menti ? Je l'ignore. Je répète que je n'ai pas en main d'autres éléments que ceux publiés sur le procès lui-même. (...) Ce ne sont donc pas des innocents dont je refuse le jugement inique. C'est tout autre chose que je refuse : je refuse qu'on trompe le peuple. »⁴¹

Vercors ne « proteste pas contre un jugement mais contre un mensonge ».⁴² Tout d'abord isolé intellectuellement, le discours de Vercors fut rapidement rejoint par l'approbation de Jean-Marie Domenach à la suite de son voyage en Yougoslavie en 1950. Pour la première fois depuis le début des répressions soviétiques, des intellectuels non communistes reconnaissent que l'on ne peut s'insérer dans le débat en fustigeant uniquement l'URSS ou ses détracteurs. Dans des relations internationales aussi complexes que le furent celles des années 1948-1950, le mensonge fut aussi bien véhiculé en Europe orientale par le PCUS que par les opposants au régime stalinien.⁴³ Grâce au raisonnement de Vercors faisant de la vérité le véritable enjeu de la stalinisation, toute la réflexion sur le statut et le rôle à jouer des démocraties populaires est repensé. Ainsi, de retour de Belgrade, Domenach, Baboulène et Queffelec ne reviennent pas sur le discours d'inspiration pro-titiste établi par Bourdet quatre mois auparavant, loin de là, mais avouent que la vérité, si elle n'est pas l'apanage de Staline et de son PCUS, n'est pas non plus la propriété de Tito :

« L'URSS, inquiète de voir se former en Grèce un second "titisme" et jugeant le soulèvement grec inopportun ou dangereux, aurait donné l'ordre d'abandonner la résistance armée et de refuser l'aide yougoslave. »⁴⁴

Le conflit entre la Yougoslavie et la Grèce sur le statut de la Macédoine⁴⁵ aurait également été l'occasion pour Tito de s'entretenir avec des partisans grecs en leur masquant la réalité de ses desseins. Ainsi, pour Domenach et ses collaborateurs, la question en 1950 n'est plus de savoir si l'on est pour ou contre le régime titiste mais si l'on se laisse étouffer par le mensonge. Des réactions immédiates de Fejtö lors du procès Rajk ou de *La Revue des deux mondes* lors de l'affaire Mindszenty, on passe à un nouveau temps de réflexion. Au sort des accusés s'est substituée une réflexion sur le sens des événements survenus depuis juin 1948.⁴⁶ La prise de parole de Vercors en décembre marque un coup d'arrêt à la perception de la

⁴¹ Vercors, « Réponses », art. cité, p.950.

⁴² *Ibid.*, p.953.

⁴³ Ce fut également le combat livré par la revue *Socialisme ou Barbarie*. A l'occasion du voyage de Brigades de jeunes trotskistes en Yougoslavie, les socio-barbares déclarent : « 2500 jeunes venus de différents pays d'Europe occidentale, dont 1.500 de France, sont allés passer leurs vacances en Yougoslavie. Ils étaient invités par la Jeunesse Populaire Yougoslave (J.P.Y.) à venir travailler sur le chantier de construction de la cité universitaire de Zagreb. En outre, ils étaient invités à chercher la vérité sur le régime titiste en regard des accusations du Kominform, par un voyage dans les principales villes du pays. » dans R. Bourd, « Voyage... », art. cité, p.3.

⁴⁴ J.-M. Domenach, « Une révolution... », art. cité, p.197.

⁴⁵ Tito, souhaitant réduire le pouvoir de la Serbie au sein de la fédération yougoslave, attribua le statut particulier de république à la Macédoine. Or, la Grèce n'a pas reconnu la République de Macédoine, faisant de Skopje et de ses alentours un territoire hellénique à part entière.

⁴⁶ Cf. Jean Baboulène, « Le sens de l'édification socialiste », *Esprit*, n° 164, février 1950, pp.208-223. Sa réflexion sur le socialisme marque un tournant dans la perception des répressions soviétiques par les clercs français. Tito et Rajk sont perçus comme des acteurs historiques appartenant au passé et ne tenant plus les rôles principaux. Le temps est davantage à la réflexion sur le long terme qu'à la recherche de solutions immédiates.

stalinisation des démocraties populaires entretenue jusque-là par les intellectuels. A partir de ce moment là, dix-huit mois après la rupture titiste, un premier bilan s'offre aux intellectuels. Les procès Rajk et Kostov ont été l'apogée d'un système entamé depuis le « coup de Prague » et la résolution du 28 juin 1948 et ont éclairé les élites françaises sur les enjeux primordiaux d'un débat aux contours délicats.

2.2.2. Vérité et véracité des faits, une dialectique résolument de gauche ?

Les revues *Esprit* et *La Nouvelle Critique* se sont livrées au tournant des années 1949-1950 une bataille idéologique dépassant le simple cadre des démocraties populaires sur cette thématique de la vérité et de sa recherche. Serait-elle une démarche exclusive à l'intelligentsia de gauche ? Si la droite se fit plus discrète sur ce sujet, c'est qu'elle ne fut pas incluse dans le jeu des attaques personnelles inter-revues. Que ce soit la droite à tendance libérale incarnée par Raymond Aron ou la droite conservatrice menée par *La Revue des deux mondes*, toutes deux ont flirté avec cette idée d'une vérité cachée par un écran de fumée stalinien jeté sur l'Europe.

Malgré tout, pour Aron comme pour *La Revue des deux mondes*, la vérité est visible dès lors que l'on contourne la question stalinienne. A l'inverse de Mounier ou de Sartre, le rejet du communisme ne datant pas de l'exercice répressif soviétique dans les démocraties populaires, la recherche de la vérité doit être un préalable mais non pas une fin en soi. Si pour les intellectuels de gauche, encore sonnés par les révélations du procès Rajk, le temps est au bilan, l'année 1950, pour l'intelligentsia de droite, doit être le temps de l'action :

« Nous défendons une demi-vérité contre un mensonge total, écrivait récemment un romancier, anticommuniste et ex-communiste. Proposition vraie mais pourquoi éprouve-t-on le besoin de la répéter, avec un mélange de mauvaise conscience et de franchise ?

La société soviétique, il est vrai, par les hauts parleurs de ses propagandistes, prétend être en marche vers la perfection. On a toujours honte du réel quand on le mesure à l'idéal. Beaucoup d'intellectuels européens portent le deuil du mythe socialiste. »⁴⁷

Ce temps de l'action cher à Aron coïncide avec le lancement du Congrès pour la Liberté de la Culture à Berlin. Tandis que les intellectuels anticommunistes s'organisent, les penseurs de gauche non communiste débattent sur l'issue du socialisme international à la suite de la stalinisation de l'Europe. Bourdet fait paraître *Le schisme yougoslave*⁴⁸ qui, sans être une lecture événementielle du conflit entre Tito et Staline, pose les questions du devenir socialiste en Europe. Pendant que ceux-là font de la vérité la quête finale du débat, les intellectuels de droite, à défaut de la chercher, savent dores et déjà où elle ne se trouve pas, à savoir du côté communiste. Le succès du CLC de sa création jusqu'à la conférence de Milan en 1955 réside sans aucun doute dans cette faculté à mener un combat anticommuniste et antistalinien dès 1950.

⁴⁷ Raymond Aron, *Les guerres...*, *op. cit.*, p.494.

⁴⁸ Claude Bourdet, *Le schisme yougoslave*, Paris, Editions de Minuit, 1950, 124 p.

2.2.3. En marge de l'intelligentsia : l'action du Comité Renault

La revue *Socialisme ou Barbarie* souligna le fait que le voyage à l'Est et la quête de la vérité ne doivent pas être uniquement l'apanage des intellectuels pour ne pas galvauder le débat. Pour Raymond Bourd, collaborateur de la revue, le voyage de représentants politiques est aussi important que le voyage d'intellectuels.⁴⁹ Ainsi, son voyage en Yougoslavie en avril 1950 se fit dans le cadre d'un voyage politique et non pas intellectuel. Il accompagna une brigade du PCI formée au sein des usines Renault pour vérifier les dires des intellectuels communistes mais également des promoteurs du titisme, tout aussi dangereux pour la revue, tels que Bourdet. La création du Comité Renault reste une création des trotskistes et du PCI et remonte à une initiative de 1947.⁵⁰ Cette volonté de se rendre sur place répond à une recherche de la vérité qui n'est plus l'apanage des intellectuels mais bel et bien du peuple français. La mobilisation des ateliers des usines Renault dans le combat titiste est alors tout aussi importante que celle des intellectuels :

« En réponse de ce tract calomniateur⁵¹, dirigé contre la Yougoslavie, les jeunes de l'atelier 27-59 ont magnifiquement réagi. À l'unanimité, rendant les tracts à leurs distributeurs, ils ont crié : "Tous à Belgrade !" en signe de protestation contre ces méthodes d'intimidation qu'on tentait de leur imposer. Que contenait ce tract ? Un premier mensonge : La "condamnation à mort de trois jeunes Yougoslaves" : Perrin, Obljubec, Toros. Voilà plusieurs fois déjà que cette information a été démentie ; ils n'ont été condamnés qu'à des peines de réclusion et si peu mis à mort que deux d'entre eux, Perrin et Toros (deux Italiens d'ailleurs), se sont enfuis et réfugiés sous la protection de de Gasperi. Et si c'était vrai la seule façon de le savoir serait de nous renseigner nous-mêmes. C'est pour savoir la vérité que nous voulons aller en Yougoslavie ! »⁵²

Face à la création du Comité Renault, les intellectuels du PCF ne restèrent pas insensibles. Aussitôt, ils favorisèrent la création de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France de la Régie Renault. Cette organisation, pendant communiste du Comité, diffusa au sein des usines de Boulogne-Billancourt un tract intitulé *Lettre ouverte à l'ambassadeur titiste et à son officine de racolage pour la Yougoslavie fasciste*. L'embrasement du débat sur la Yougoslavie se diffusa au sein d'une partie du prolétariat, la partie politisée essentiellement (influence de la CGT notamment). Le combat entre intelligentsia communiste et trotskiste ne serait alors qu'un microcosme, reflet d'une société engagée, du moins au sein des usines Renault.

⁴⁹ R. Bourd, « Voyage... », art. cité.

⁵⁰ Daniel Renard, l'un des dirigeants du PCI, travailla au sein des usines Renault et fut l'un des principaux médiateurs entre le Comité Renault et le PCI.

⁵¹ Le Comité Renault fait ici référence à un tract intitulé « Les jeunes français n'iront pas dans un pays fasciste », signé du Comité de défense des démocrates emprisonnés et persécutés en Yougoslavie, dirigé par Roger Maria, et diffusé dans les usines Renault. Ce même comité rédigea un article dans *L'Humanité* en mai 1950. Cf. Comité de défense des démocrates emprisonnés et persécutés en Yougoslavie, « Les anciens des Brigades de travail en Yougoslavie s'adressent aux jeunes travailleurs de France », *L'Humanité*, 11/05/1950.

⁵² Comité Renault pour l'envoi d'une Brigade en Yougoslavie, « Le Comité Renault en lutte contre les mensonges et les calomnies », *La Brigade*, n° 1, 1^{er} mai 1950. (*La Brigade* est l'organe de presse du Comité national pour l'envoi de brigades de travail en Yougoslavie).

Durant l'année 1950, dix-huit brigades composées de 1981 personnes se créèrent en France sur le modèle de la Brigade du Comité Renault et se rendirent en Yougoslavie au nom de la vérité triomphante. L'exemple de la mobilisation du Comité Renault permet de mesurer la part d'investissement de l'opinion française dans le débat sur les répressions soviétiques en Yougoslavie. Les intellectuels n'ont ainsi pas été les seuls à se focaliser sur une vérité voilée par le rideau de fer.

3. Cinquante ans après : les spectres de l'Affaire Dreyfus

3.1. L'appropriation intellectuelle du mythe dreyfusard

Le combat entrepris dans le sauvetage de Rajk et Kostov rappelle sans nul doute, à des degrés moindres, l'engagement des intellectuels français dans l'Affaire Dreyfus à l'aube du XX^{ème} siècle. La mobilisation au nom des valeurs universelles que sont la liberté, la justice et le triomphe de la vérité⁵³, se retrouve lors des procès de Budapest et Sofia. Le transfert des enjeux d'une affaire française vers la Hongrie ou la Bulgarie prit vie, cinquante ans plus tard. L'utilisation fréquente du mythe dreyfusard dans la presse intellectuelle de la fin des années quarante jouit-elle d'une quelconque légitimité ? Calas le calviniste avait son Voltaire. Dreyfus le juif avait son Zola. Rajk le communiste a son Fejtö. La comparaison des modèles est-elle acceptable ?

3.1.1. L'affaire Rajk n'est pas une affaire Dreyfus internationale

A partir du procès Rajk, peu d'intellectuels ne firent pas référence à l'Affaire Dreyfus en évoquant les événements de Budapest. Si le titre musclé de l'article de Fejtö dans *Esprit*⁵⁴ rend compte à lui seul de la situation en Hongrie, le déroulement de l'affaire Rajk et les réactions de l'intelligentsia ne permettent cependant pas de le soutenir. Bien que la comparaison soit tentante, des différences fondamentales prédominent entre les deux.

Michel Winock déclara à juste titre que « l'Affaire Dreyfus est unique » et que, « dans sa complexité, elle n'est guère transposable à des époques ultérieures ». ⁵⁵ Lors de l'Affaire Dreyfus, un double système de valeurs entraînait en opposition. La lutte entre dreyfusards et antidreyfusards peut-elle être assimilable au conflit entre stalinien et antistalinien ? Ce qui fait la singularité de l'Affaire Dreyfus est cette réunion opérée autour de valeurs, universelles comme particularistes, aussi bien du côté des dreyfusards que des antidreyfusards :

⁵³ Antoine Prost insiste sur le fait que l'Affaire Dreyfus est avant tout « une affaire pour la recherche de la vérité ». Cf. Antoine Prost, « Changer le siècle », *XX^{ème} siècle*, n° 60, octobre-décembre 1998, pp.14-26.

⁵⁴ F. Fejtö, « L'affaire Rajk... », art. cité.

⁵⁵ Michel Winock, « Les Affaires Dreyfus », *XX^{ème} siècle*, n° 5, janvier-mars 1985, p.19.

Dreyfusisme	Antidreyfusisme
Vérité	Autorité
Justice	Ordre
Raison	Instinct
Universalisme	Nationalisme exclusif
Droits de l'Homme	Préservation sociale

Fig.9 : Système de valeurs défendues lors de l’Affaire Dreyfus⁵⁶

Cette opposition systématique des valeurs défendues ne se retrouve pas lors de l’affaire Rajk où la séparation entre intellectuels pro-Rajk et anti-Rajk est plus délicate que dreyfusards et antidreyfusards. L’absence d’influence des intellectuels français sur le verdict du procès Rajk impose également la réfutation d’une telle thèse. Même s’il est vrai que les intellectuels de gauche indépendante s’engagèrent à partir de novembre 1949 au nom des causes universelles et apparentèrent leur cause au dreyfusisme, les valeurs de la mobilisation intellectuelle communiste restent plus floues, voire quasi nulles. Une tentative de classification des valeurs défendues par les deux camps, à la manière de la typologie effectuée par Michel Winock pour l’Affaire Dreyfus, amènerait à la conclusion suivante :

Antistalinisme	Stalinisme
Vérité	Vérité
Justice	Loi du Talion
Raison	Mystification
Universalisme	Universalisme
Droits de l'Homme	Triomphe du communisme

Fig.10 : Système de valeurs défendues lors de l’affaire Rajk

Cette classification démontre la similitude du combat intellectuel malgré deux points de vue différents. L’engagement pour la vérité et l’universalisme furent ressentis aussi bien du côté de l’élite culturelle du PCF que du côté des Mounier, Sartre ou Pinon. Dans l’idéologie stalinienne, ce simulacre de justice se justifierait par la nécessité de neutraliser les agents supposés titistes. Toujours dans cette optique, à en croire les dires des intellectuels communistes français, les droits de l’Homme seraient assurés par la rééducation imposée par le goulag. Dans la pratique, le procès Rajk n’a pas permis d’apporter les preuves nécessaires aux intellectuels pour faire composer le stalinisme avec la justice, la raison ou les droits de l’Homme. Ce qui transparaît de l’affaire Rajk reste cette similitude du combat pour la vérité aussi bien du côté communiste que non communiste. Cette croyance communiste en la détention de la vérité unique poussa les intellectuels du PCF à s’approprier l’Affaire Dreyfus

⁵⁶ *Ibid.*, p.24.

depuis le schisme titiste et à en faire le combat du Parti et non pas celui de la gauche indépendante.⁵⁷

Le discours monolithique et confus du PCF sur le déroulement du procès Rajk ne peut être comparé à l'organisation des intellectuels antidreyfusards engagés autour de valeurs leur étant propres et non pas dictées par un pouvoir supérieur (en l'occurrence Moscou). Si aux yeux de Fejtö, Dreyfus et Rajk s'apparentent, l'intelligentsia communiste a, malgré elle, fait en sorte que l'affaire Rajk ne soit pas cette affaire Dreyfus internationale espérée.

3.1.2. Une utilisation abusive de l'Affaire

En ces temps de cinquantième anniversaire de l'Affaire et de la naissance de l'intellectuel, la récurrence des événements de 1898 prédomine. Si l'Affaire Dreyfus est à ce point exploitée, c'est qu'elle constitue une référence morale indéniable aux yeux des intellectuels français. Ces « revenants »⁵⁸ que sont Dreyfus et son Affaire ont-ils lieu d'être en 1949 ? Quand Fejtö fait de Rajk le nouveau Dreyfus, Benda s'empresse d'en faire le contre-exemple parfait.⁵⁹ Intellectuels communistes et anticommunistes usent et abusent d'une comparaison peu objective tant la complexité et les enjeux de l'Affaire Dreyfus furent différents du procès de Budapest. L'instrumentalisation du capitaine Dreyfus afin d'asseoir définitivement l'argumentaire intellectuel sur les enjeux du stalinisme prend forme. Le salut de l'individu, Dreyfus comme Rajk, permet-il l'usage d'une telle mise en parallèle ? Répond-il à une utilisation réfléchie ou instinctive ?

A en croire Fejtö, qui fut l'instigateur de la reprise du modèle en 1949, la comparaison reflète davantage la sincérité et la ferveur de l'engagement intellectuel dans le débat qu'une quelconque tentative de justification historique. *A posteriori*, il reconnaît le trouble dans lequel fut rédigé l'article « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » :

« Je demandai à Emmanuel Mounier, que j'avais trouvé très perturbé par le procès et ses effets sur les relations de la gauche avec le parti communiste, s'il était intéressé par une analyse détaillée de l'affaire Rajk que je pourrais faire pour *Esprit*. Il était "preneur", d'autant qu'il préparait un numéro spécial consacré à la crise des démocraties populaires. C'est dans un état d'exaltation que je rédigeai l'article auquel je donnai, avec quelque exagération, le titre « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale. »⁶⁰

⁵⁷ Dominique Desanti déclara : « L'affaire Tito fut, à tous les P.C. du monde, ce qu'avait été l'Affaire Dreyfus pour les Français de la Belle Epoque. » dans D. Desanti, *Les Staliniens...*, *op. cit.*, p.202.

⁵⁸ Charles Péguy, *Notre jeunesse*, Paris, 1910.

⁵⁹ Bien que dreyfusard à l'époque de l'Affaire, Benda s'engagea à corps perdu dans le procès Rajk et n'hésita pas à utiliser le mythe dans son argumentation : « Au temps de l'Affaire Dreyfus, comme Esterhazy avouait être l'auteur du bordereau qu'on attribuait au condamné, ceux qui voulaient le maintien de la sentence statuèrent que la déclaration du fameux commandant n'y changerait rien, vu que "l'aveu n'était pas une preuve". Aujourd'hui, les ennemis hongrois de la justice ont trouvé mieux, ils soutiennent que les aveux de Rajk et de ses complices prouvent qu'ils n'ont pas commis les actes dont on les charge, mais qu'ils sont victimes d'une sorte de psychose de l'aveu, dont nous pourrions dire que le petit moujik de *Crime et Châtiment* est un assez bon exemple. » dans Julien Benda, « Esterhazy, l'Affaire Rajk et la démocratie », *Les Lettres Françaises*, n° 282, 13/10/1949, p.1.

⁶⁰ F. Fejtö, *Mémoires*, *op. cit.*, p.214.

Au final, la reprise systématique du modèle n'a-t-elle pas desservi la cause de Rajk ? N'a-t-on pas enlevé au procès de Budapest son statut particulier, voire unique, en en faisant le double de 1898 ? Le collaborateur hongrois d'*Esprit* revient sur ce point en déclarant :

« Enfin, je me suis défoulé. Peut-être même un peu trop, car j'ai donné à ce procès, avec mon "J'accuse", une dimension quasi métaphysique. J'ai libéré mon âme, j'ai recouvré mon élan de polémiste des années trente, moi qui m'étais donné pour règle d'éviter la polémique. »⁶¹

Cette polémique, Fejtö l'alimenta, c'est indiscutable. Donner un tel titre à cet article eut deux effets contradictoires mais complémentaires : favoriser la prise de conscience des intellectuels sur la situation à l'Est en opérant un transfert d'une lutte française passée à un combat étranger contemporain mais également précipiter la polémique autour du procès en attaquant frontalement les communistes. L'intelligentsia du PCF entra de plain-pied dans la polémique en s'accommodant de la comparaison à en voir les reprises fréquentes dans les articles de *La Nouvelle Critique* et des *Lettres Françaises*. Cependant, si Fejtö a reconnu avoir employé à tort une telle comparaison, aucun intellectuel communiste ne s'est livré à un *mea culpa* semblable.

3.2. De Dreyfus à Rajk : raisons et justifications du réemploi d'un mythe

Il serait trop aisé de dire que si la comparaison entre les deux affaires eut un tel retentissement, c'est qu'elle s'imposait de fait aux intellectuels. Au demeurant, si l'apport moral de l'Affaire Dreyfus qu'a été la défense de l'individu contre la raison d'Etat, peut justifier une telle postérité, l'organisation et l'engagement des intellectuels autour du salut de Rajk ne peut accréditer la thèse d'un retour aux racines de 1898. Quelles furent les raisons qui poussèrent les clercs à faire de l'affaire Rajk le corollaire de l'Affaire Dreyfus ? L'assimilation de Dreyfus à Rajk fut-elle un cas unique dans le siècle ?

3.2.1. L'Affaire Dreyfus : un séduisant modèle comparatif de propagande

La comparaison étant partie de François Fejtö en novembre 1949, il serait logique de chercher en lui les explications d'un tel emploi. Juif à l'image de Dreyfus, Hongrois naturalisé comme Esterhazy, ces similitudes troublantes ne suffisent pas à éclairer les raisons d'un tel engouement pour l'Affaire Dreyfus, même si, incontestablement, elle marqua son esprit et fut un fil conducteur au cours de sa carrière journalistique. Dès lors, il appuya sa démonstration en mettant en avant les similitudes entre Rajk et Dreyfus, sans insister sur les différences de nature des deux procès. Lazlo Rajk, tout comme le capitaine français, était juif, d'origine germanique. De plus, Fejtö insista sur le fait que Rajk a été un soldat exemplaire durant la Guerre d'Espagne⁶² et non pas un mouchard des Brigades Internationales comme le prétendirent les communistes. De même, Dreyfus suivit une carrière militaire exemplaire

⁶¹ *Idem, Où va le temps...*, op. cit., p.162.

⁶² Rajk fut blessé à trois reprises durant le conflit.

jusqu'en 1894.⁶³ En se basant sur le parcours des deux hommes, Fejtö en tire la conclusion suivante :

« Ce que je sais, c'est que le crime de Budapest dépasse de loin celui qu'on a tenté de perpétrer, dans cette France de Zola et de Jaurès, contre un homme, mis au pilori, privé de sa liberté, torturé, condamné, emprisonné, déshonoré, mais qu'on n'a pu empêcher, qu'on n'a même pas pensé à empêcher d'user de son droit, de son devoir, de son ultime liberté de crier son innocence. »⁶⁴

Il est évident que le déroulement du procès Rajk dépasse en tout point l'autoritarisme du jugement de Dreyfus. Cependant une différence fondamentale subsiste. S'il reste difficile d'établir une classification de la terreur et des crimes propres à chaque régime, il ne faut pas perdre de vue que le procès Rajk eut lieu dans une perspective totalitaire et non pas républicaine comme put l'être l'épisode dreyfusard.

Les Temps Modernes, en février 1950, vont plus loin et surenchérisent à l'article d'*Esprit*. La référence au mythe dreyfusard passa cependant inaperçu au sein de l'intelligentsia française étant donné que la bombe de Fejtö fut lâchée quatre mois auparavant. Louis Dalmas, dans sa réflexion sur le régime titiste⁶⁵, insère l'ensemble des répressions soviétiques ayant eu lieu dans les démocraties populaires depuis 1948 dans la « nouvelle Affaire Dreyfus internationale ».

La comparaison effectuée par Fejtö, puis Dalmas, apporta de l'eau au moulin communiste. Recadrer le débat des répressions soviétiques sur le terrain du mythe dreyfusard s'avère rapidement être une aubaine. En effet, les communistes reconnaissent unanimement l'innocence de Dreyfus, innocence prouvée par le combat du capitaine lui-même lors de l'Affaire. Or, dans le cadre du procès Rajk, l'accusé n'a nullement tenu à se battre pour sa survie.⁶⁶ Telle est l'argumentation communiste, argumentation implacable et cohérente au regard du discours fourni par l'élite culturelle depuis le 28 juin 1948. L'utilisation de l'Affaire Dreyfus par Fejtö se retourna également contre lui. Si Mounier se vit reprocher de cautionner un tel article dans sa revue par Pierre Courtade, Fejtö entra également en opposition avec les communistes sur le choix du titre de l'article. On lui reprocha de « monter sa petite affaire

⁶³ Nommé capitaine en 1889, il entra à l'École de Guerre l'année suivante. Il en sortit en 1892 avec la mention « Très Bien ».

⁶⁴ *Idem*, « L'affaire Rajk... », art. cité, p.747.

⁶⁵ Il ouvrit son étude sur ces termes : « Dans un récent numéro de la revue *Esprit*, François Fejtö intitulait un article sur le procès de Budapest : "L'affaire Rajk est une nouvelle affaire Dreyfus internationale". En réalité, c'est l'affaire Tito dans son ensemble qui est la véritable version nouvelle, et internationale, de l'Affaire Dreyfus. » dans L. Dalmas, « Réflexions sur... », art. cité, p.1589.

⁶⁶ L'ensemble de la presse communiste relayait ce discours. Pierre Courtade déclara, dans *Action* (p.3), le 6 octobre 1949 : « Pourquoi Rajk ne se comporte-t-il pas comme Dimitrov ou Dreyfus ? Le fait est que Rajk a fait des aveux et c'est à ceux qui posent cette question d'y répondre ». Quelques jours auparavant, en prélude au discours de Benda dans *Les Lettres Françaises*, André Wurmser tint des propos similaires : « Si Dreyfus avait avoué, il n'y aurait pas eu d'Affaire Dreyfus. (...) Mais il est impossible de penser qu'innocent comme il l'était, Dreyfus aurait pu s'abaisser à parler comme un coupable, et d'ailleurs les faits sont là : il a crié son innocence. (...) La vérité est que beaucoup de ceux qui trouble l'affaire Rajk pensent : "Si l'on m'accusait, moi, de crimes que je n'ai pas commis, jamais je n'avouerais. Donc si Rajk...". Mais justement : pour que le procès Rajk soit incompréhensible, il faut imaginer Rajk innocent. » dans André Wurmser, « Pourquoi il n'a pas nié ? », *Les Lettres Françaises*, n° 279, 29/09/1949, p.1.

Dreyfus »⁶⁷. Il semblerait que les intellectuels de gauche aient été conscients que le modèle de l’Affaire Dreyfus n’était pas un modèle facilement exploitable mais les références morales et intellectuelles auxquelles elle renvoie eurent raison de leur objectivité. A droite, l’intelligentsia s’avéra plus distante à l’égard de son utilisation, comme put le souligner Raymond Aron en 1955 :

« L’Affaire Dreyfus servait à Julien Benda de modèle idéal. Les clercs qui défendaient l’innocent condamné par erreur obéissaient à la loi de leur Etat, même s’ils atteignaient le prestige de l’Etat-Major et la force de l’armée. Le clerc doit mettre le respect de la vérité au-dessus de la grandeur de la patrie, mais il ne doit pas s’étonner que le prince en juge autrement. Les causes célèbres ne se plient pas toutes au modèle de l’Affaire Dreyfus. »⁶⁸

3.2.2. L’Affaire Dreyfus, modèle récurrent à l’histoire des intellectuels ?

L’historiographie française s’est largement étendue sur l’Affaire Dreyfus en elle-même mais également sur sa postérité. Les études les plus récentes ont permis de réunir les analyses de grands noms de l’histoire intellectuelle tels que Michel Leymarie, Jean-François Sirinelli ou Antoine Prost.⁶⁹ Abordant chronologiquement la postérité de l’Affaire, ces diverses études passe d’une France ligueuse où l’antidreyfusisme serait une composante indissociable du débat intellectuels à un engagement des clercs dans la Guerre d’Algérie. N’y a-t-il pas lieu de s’attacher à la résurgence du débat dans les années 1948-1950 ?

En effet, il est vrai que l’Affaire Dreyfus n’a cessé d’être réemployé depuis son éclatement. Les comparaisons établies lors du procès Rajk à l’automne 1949 ne sont donc pas une création des intellectuels d’après-guerre mais bien une récupération d’un phénomène déjà observé auparavant. Fejtö n’a pas été le seul à se laisser emporter par sa passion et n’est pas l’initiateur d’une comparaison non fondée. On retrouve épisodiquement des traces d’une comparaison n’ayant généralement que peu de rapports avec le sujet initial. Ainsi, en juin 1935, pour dénoncer et condamner la progression du fascisme aux frontières françaises, Jean-Richard Bloch inaugure le Congrès International des Ecrivains à Paris de la sorte :

« Voici qu’une menace semblable à celle de l’Affaire Dreyfus, mais de dimensions beaucoup plus vastes et qui couvre la terre entière, suscite sous nos yeux, par contrecoup, une renaissance du front populaire. (...) »

⁶⁷ Propos cités dans F. Fejtö, « L’affaire Rajk... », art. cité, p.751.

⁶⁸ Raymond Aron, *L’opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, coll. Liberté de l’Esprit, 1955, p.310.

Malgré un tel discours tenu en 1955, Aron se laissa également séduire par la comparaison dreyfusarde en 1953 lors de l’affaire Hiss. Alger Hiss, ancien secrétaire de la délégation américaine à Yalta, fut condamné en 1950 pour avoir nié avoir appartenu au parti communiste. Aron déclara : « L’affaire Hiss fut une sorte d’affaire Dreyfus à rebours, une conjuration puissante pour protéger un coupable. » dans *Idem*, « L’Amérique républicaine : McCarthy et la "chasse aux sorcières" », *Le Figaro*, 13/03/1953.

⁶⁹ Cf. Michel Leymarie (dir.), *La postérité de l’Affaire Dreyfus*, Paris, Septentrion, coll. Histoire et Civilisations, 1998, 239 p.

Les solutions précaires qui ont suffi à la France menacée pendant l’Affaire Dreyfus ne suffisant plus à la société humaine menacée aujourd’hui par une barbarie de proportions planétaires. »⁷⁰

Fejtö, Dalmas et Benda, principaux utilisateurs de la comparaison dreyfusarde, ne seraient ainsi que les simples héritiers d’une tradition propre à la gauche française, tradition du réemploi mythique. Si l’Affaire Dreyfus fut réemployée à plusieurs reprises par l’intelligentsia française de gauche, elle ne fut cependant pas évoquée lors des Procès de Moscou.⁷¹ Est-ce pour réparer ce manque que Fejtö signa son article virulent dans *Esprit* ? Les démocraties populaires et le sort des victimes des répressions soviétiques n’ont-elles pas été délaissées au travers de la non utilisation de l’Affaire Dreyfus ?

En embrassant une vision plus large de la réutilisation de l’Affaire Dreyfus et à la lumière de l’engagement intellectuel dans le procès Rajk, il conviendrait d’en faire le révélateur des intérêts politiques des clercs. En effet, son réemploi successif s’est toujours soldé par un combat intellectuel virulent.⁷² Le procès Rajk ne dérogea pas à la règle.

Bien que garants d’un certain cadre moral, les intellectuels ont démontré, par le biais de la virulence de leurs propos, que la logique de persuasion nécessite parfois une abstraction volontaire de la véracité des faits. Attaques personnelles, appropriations historiques et recherches perpétuelles d’intérêts furent les maîtres mots de l’engagement intellectuel dans la campagne antititiste ou protitiste. Malgré tout, l’intelligentsia s’étant résolue à de telles pratiques n’en sortit pas grandie loin de là. Le PCF perdit Cassou et Vercors pendant qu’Esprit, entrée dans le jeu communiste, utilisa de manière abusive les récurrences au modèle dreyfusard. Loin de faire progresser le débat et d’opérer une quelconque action salutaire à l’Est, l’embrasement des relations entre intellectuels démontra cependant la passion de l’engagement, fondement même du clerc issu de l’Affaire Dreyfus.

⁷⁰ Jean-Richard Bloch, « Discours au Congrès des Ecrivains », *Europe*, n° 151, 15/07/1935, p.430.

⁷¹ Lire à ce sujet l’étude réalisée par Nicole Racine intitulée « Références dreyfusiennes dans la gauche française de l’entre-deux guerres » dans M. Leymarie, *La postérité...*, *op. cit.*, pp.115-123.

⁷² Lors du procès Caillaux, en 1920, la mise en parallèle avec Dreyfus enflamma le débat intellectuel. Dès lors, deux groupes se constituèrent, les pro-Caillaux retranchés derrière Ferdinand Buisson, et les anti-Caillaux incarnés par Georges Clemenceau.

CHAPITRE 8 : Un nouvel ordre intellectuel ?

Aussi pertinent soit-il, l'engagement des intellectuels dans le devenir des démocraties populaires n'a pas été le calque parfait des débats antérieurs relatifs aux questions européennes orientales, tels que les Procès de Moscou. Le visage de la France pensante s'est modifié, se façonnant à la lumière des répressions stalinienne. L'apparition au grand jour de nouvelles tendances politico-intellectuelles, comme la réorganisation du milieu trotskiste ou l'émergence du courant neutraliste, se doit d'être prise en compte et rapportée à sa juste valeur. Le débat n'est-il qu'un dialogue de sourds entre une intelligentsia communiste résolument tournée à l'Est et des clercs de gauche indépendante tiraillés entre un philocommunisme en voie d'essoufflement et un rejet stalinien grandissant ? Les bouleversements opérés au sein des différents milieux depuis la rupture entre Belgrade et Moscou ont réorganisé une intelligentsia ancrée dans ses positions des années 1944-1947.

Le personnalisme de Mounier, incarné dans les cercles de pensée d'*Esprit*, s'essoufle tandis que l'existentialisme sartrien s'impose de manière fulgurante. « L'existentialisme est un optimisme, une doctrine d'action »¹ déclarait Sartre en octobre 1945.² Si l'existentialisme est de circonstance en 1949, l'optimisme régnant aux *Temps Modernes* sur la situation en Europe orientale paraît plus contestable. La diversité des thématiques étudiées par les milieux intellectuels durant ces années 1948-1950 tend à relativiser l'importance accordée aux répressions soviétiques dans les démocraties populaires. Cependant, n'ont-elles pas permis de révéler les faiblesses de quelques groupes intellectuels paraissant dominer la vie intellectuelle française jusque-là ? Les événements yougoslaves et hongrois n'ont-ils pas été un premier coup d'arrêt notable à la machine éditoriale sartrienne mise en marche en 1945 ? Les procès Rajk et Kostov n'ont-ils pas favorisé l'émiettement de la citadelle communiste et facilité l'implosion des croyances en 1956 ?

Pour certains, « Sartre est partout »³. Partout, sauf à Budapest, Belgrade ou encore Sofia. Des zones d'ombre qui n'en ont pas été pour tout le monde. Là où les livres d'histoire n'ont retenu que la puissance philosophique sartrienne de la fin des années quarante⁴, il convient d'accorder une place de première importance à Mounier, Bourdet, Lefort ou Aron, qui, à défaut d'« être partout », ont été là où il fallait être.

L'image d'un ordre intellectuel orienté autour de trois pôles de pensée incarnés par les communistes, la gauche indépendante et la droite ne tient plus. Les divergences d'opinions et d'engagement sur la situation à l'Est ont imposé un nouvel ordre et renchéri les tendances politiques au sein de chaque milieu. Il n'y a plus une mais bien des gauches indépendantes, au même titre qu'il n'y a pas un anticommunisme mais des anticommunismes à partir de 1949.

¹ Jean-Paul Sartre, *L'existentialisme est un humanisme*, Paris, Editions Nagel, 1946, réed. Gallimard, coll. Folio Essais, n° 284, 1996.

² Bien que publiée en 1946, *L'existentialisme est un humanisme* est avant tout une conférence donnée par Sartre le 29 octobre 1945 à Paris, à l'initiative du club Maintenant, créé par Jacques Calmy et Marc Beigbeder.

³ Michel Leymarie, *Les intellectuels et la politique en France*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 2001, p.71.

⁴ Ses récits, nouvelles et romans abondèrent (*L'existentialisme est un humanisme*, 1946 ; *Réflexions sur la question juive*, 1946 ; *Baudelaire*, 1947 ; *L'engrenage*, 1948 ; *La mort dans l'âme*, 1949 ; *Situations*, entamées en 1947, terminées en 1976, *Les chemins de la liberté*, 1945-1949) ainsi que sa production théâtrale (*Huis clos*, 1945 ; *La Putain respectueuse*, 1946 ; *Les Mains sales*, 1948 ; *Le Diable et le Bon Dieu*, 1951).

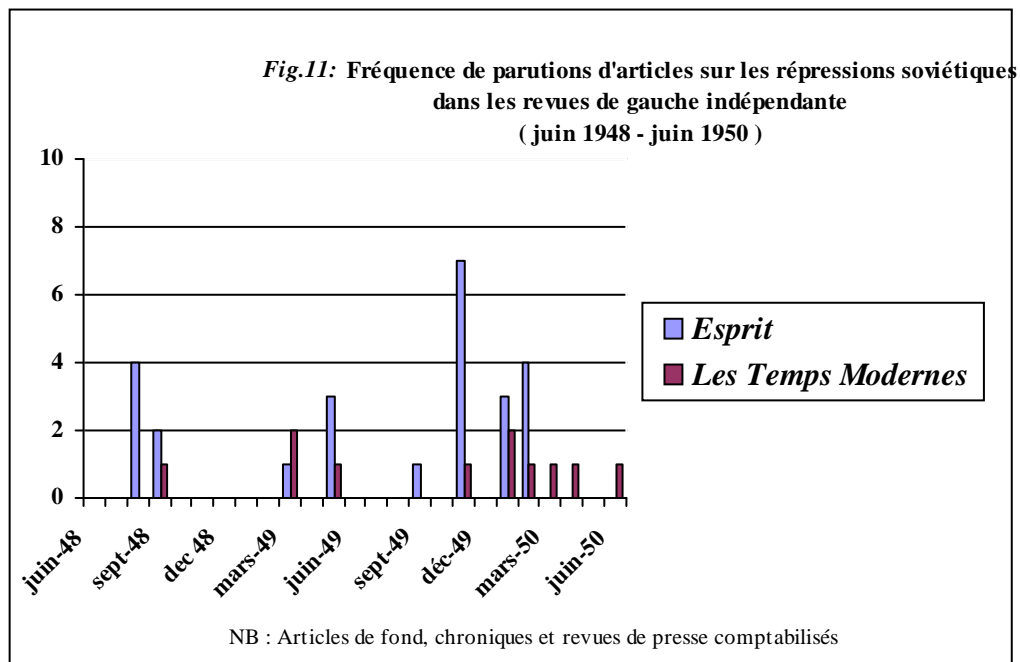
1. Une lutte dans la lutte : *Esprit* face aux *Temps Modernes*

1.1. L'hiver 1949-1950: la redistribution des rôles

Que ce soit Fejtö lors du procès Rajk en novembre 1949 ou Sartre et Merleau-Ponty en janvier 1950 avec la dénonciation des camps soviétiques, l'hiver 1949-1950 a scellé un premier bilan des engagements politiques des clercs depuis juin 1948. Même si dans le fond, le rejet du stalinisme fait partie intégrante des revues de Mounier et de Sartre à cette époque, des différences subsistent dans leur prise de position. Les dénonciations de Sartre et Merleau-Ponty n'ont-elles pas été facilitées par un terrain déjà déblayé par l'engagement d'une gauche indépendante incarnée par Mounier, Domenach et Fejtö ? La primauté de la prise de parole dans de tels débats ne constitue-t-elle pas l'expression même de l'engagement intellectuel par excellence ?

1.1.1. Genèse d'une éthique retrouvée : la prise du risque intellectuel chez *Esprit*

Pilier fondateur du *Manifeste de Font-Romeu* en 1932⁵, la lutte contre la dictature constitua un des moteurs d'*Esprit* à sa création. Perçue comme une forme d'aliénation au monde moderne, la revue la combat en choisissant le camp anticommuniste dès 1932 et l'antifascisme dès 1936. Cependant, le philocommuniste, exprimé depuis 1944 et durant le schisme yougoslave, a éloigné Mounier des valeurs défendues seize ans auparavant, laissant le champ libre à la jeune revue existentialiste de Sartre. Au regard des engagements pris dès le procès Mindszenty, *Esprit* semble avoir repris une vraie vitalité, devançant le cercle intellectuel des Sartre, Beauvoir et Merleau-Ponty.⁶



⁵ *Le Manifeste de Font-Romeu* déclare : « La bureaucratie naît de toute réalisation communiste. Les travailleurs de l'Union soviétique ont encore à faire la révolution. (...) Toute forme politique doit disparaître surtout si une mystique artificiellement exaltée vient en cacher le vide. » cité dans M. Winock, *Esprit...*, *op. cit.*, pp.411-413.

⁶ Si *Les Temps Modernes* devançant *Esprit* sur le nombre d'articles parus sur le sujet en avril 1949, il ne s'agit nullement d'articles de fond, à l'inverse de la revue de Mounier.

Esprit s'est systématiquement engagé avant *Les Temps Modernes* dans le débat sur les répressions staliniennes en Europe orientale. Chaque événement fut traité par *Esprit* avant d'être repris par la revue sartrienne. Ainsi, l'engagement de Roger Stéphane lors des procès Mindszenty ou Rajk n'est que l'écho des propos de Mounier, Domenach et Fejtő quelques semaines auparavant. Ainsi, si l'impact de l'article « Les jours de notre vie », publiés dans *Les Temps Modernes*, eut un retentissement important en France, cela s'explique par le fait qu'il ne traite qu'en demi-teinte des démocraties populaires, déjà évoquées par *Esprit* auparavant, en offrant un regard nouveau⁷ sur l'URSS vue de l'intérieur. L'article de Sartre et Merleau-Ponty est à l'URSS ce que la rédaction de Fejtő est aux démocraties populaires. Il y a donc complémentarité entre *Esprit* et *Les Temps Modernes*.

Malgré tout, si *Esprit* a pu résister face à l'hégémonie existentialiste, ce fut grâce à la prise de risque éditorial d'Emmanuel Mounier. En passant outre les pressions adverses (communistes notamment), la rapidité de l'engagement d'*Esprit* a prévalu face à une réflexion hésitante des *Temps Modernes*. L'opportunisme de Mounier a payé. En effet, il ne faut pas perdre de vue qu'au moment de l'arrivée de Fejtő au sein de la rédaction en octobre 1949, Mounier reste quelque peu de bienveillant à l'égard du communisme. Bien qu'ébranlé par le procès Mindszenty, la rupture n'est pas totalement consommée. Cette notion du risque intellectuel transparaît dans les écrits de Mounier de l'année 1949, notamment au sujet de Fejtő :

« Sa philosophie et sa politique ne sont sans doute point toujours les nôtres. Nous n'avons pas les moyens de vérifier toutes ses affirmations et toutes ses hypothèses et nous publierons volontiers toute contestation probante. »⁸

Mounier n'avance donc pas en terrain conquis mais a su prendre en compte l'ensemble des données perceptibles en 1949 pour prendre un risque qui apparaît au final comme parfaitement calculé. La multiplication des débats religieux entre Jean Cep et l'abbé Boulier, l'appui des réseaux intellectuels hongrois par le biais de Fejtő ainsi que la multiplication des voyages à l'Est sont autant d'éléments dont *Les Temps Modernes* n'ont que peu ou pas bénéficié. Malgré cela, l'historiographie française tend à faire de la revue sartrienne le modèle d'une sociabilité totalement engagée dans son siècle, y compris en 1948-1950.⁹

⁷ *Les Temps Modernes* n'ont pas été la seule revue intellectuelle à tenté de dresser un bilan de la situation intérieure soviétique. *La Revue des deux mondes* s'attacha dans le même temps à évoquer cette situation dans la rédaction, « La condition des travailleurs en URSS », *La Revue des deux mondes*, 15/01/1950, p.389.

⁸ E. Mounier, « De l'esprit... », art. cité, pp.658-659. Voir texte intégral en Annexe I - A, pp.203-205.

⁹ Jean-François Sirinelli n'établit pas de distinction entre l'engagement d'*Esprit* et des *Temps Modernes* en 1949 et parle d'« une » gauche non communiste : «Rendre des comptes (...). C'est là que l'on retrouve la force de frappe contre la droite. Contre celle-ci, en effet, ce fut souvent la gauche non communiste qui monta au créneau et qui accomplit un rôle de réfutation. Mais un tel rôle ne suffit probablement pas à expliquer la mauvaise réception des signaux venus de l'Est. » dans Jean-François Sirinelli, *Sartre et Aron, deux intellectuels dans le siècle*, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 1999, p.268.

Michel Winock fait de même en insistant sur le combat commun livré par les deux revues : « Ce que Sartre et *Les Temps Modernes* défendent alors, c'est, à l'instar de la revue *Esprit*, mais sur d'autres bases politiques, une "troisième voie" en politique : ni capitalisme ni politique. » dans Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Le Seuil, 1997, p.453.

1.1.2. L'hégémonie relative des *Temps Modernes* : hégémonie revuiste ou sartrienne ?

Le triomphe de la pensée existentialiste de Sartre en 1949 pose un préalable à l'étude de l'engagement de l'auteur des *Mains sales* dans le combat antistalinien. Les démocraties populaires n'ont-elles pas souffert de l'essor existentialiste français ? En pleine affaire Rajk, *Les Temps Modernes* ouvrent leur numéro de novembre 1949 sur un véritable hymne à la philosophie sartrienne¹⁰. Plus que jamais, Sartre règne en maître absolu sur la revue. Cependant, cette abondance existentialiste eut tendance à être réutilisée par le PCF contre *Les Temps Modernes* eux-mêmes :

« Au "national-socialisme" nouvelle manière, *Les Temps Modernes* s'efforcent de donner une explication "théorique" et "philosophique". Peut-on dire qu'elle est "existentialiste" ? Même plus ; depuis un certain temps, l'existentialisme a perdu jusqu'à son apparence de système, il n'est plus qu'une étiquette pour les critiques mondaines de *Samedi-Soir*. »¹¹

Consummée depuis novembre 1948¹², la rupture d'avec Raymond Aron lui permit alors d'élaborer avec Merleau-Ponty, la ligne politique de l'engagement de la revue.¹³ Comme le souligne très justement Jean-François Sirinelli¹⁴, cette rupture fait suite à un différent semblable s'étant produit avec Koestler à la suite de la parution du *Yogi et le commissaire*. Ode à l'antistalinisme, l'ouvrage de Koestler fut parodié et tourné en dérision par Merleau-Ponty dans son article « Le Yogi et le prolétaire » en 1946.¹⁵

Koestler puis Aron ; Sartre est, au début de l'année 1949, isolé intellectuellement face aux principaux artisans de l'organisation de l'anticommunisme en France et en Europe. Là où Mounier bénéficie de l'appui de François Fejtö et Pierre Emmanuel comme médiateurs potentiels à l'entrée du cercle d'*Esprit* dans le Congrès pour la Liberté de la Culture, Sartre s'enferme dans un certain isolement. Privilégiant la théorie selon laquelle l'individu « est ce qu'il se fait »¹⁶ à un humanisme qui pourrait être salvateur tel que le souhaiterait Koestler dans *Le Zéro et l'Infini*, il reste un intellectuel atypique dans le paysage français de ces années 1948-1950. Concerné par les répressions staliniennes en URSS mais détaché du sort des démocraties populaires, il prône une philosophie ne pouvant aller dans le sens du salut de Rajk face à la justice populaire hongroise. Sartre se pose ainsi en nouveau Janus de l'intelligentsia française, faisant planer son double visage sur la promotion de l'existentialisme d'un côté, sur l'étude du communisme stalinien de l'autre. *Les Temps*

¹⁰ Jean-Paul Sartre, « Drôle d'amitié », *Les Temps Modernes*, n° 49, novembre 1949, pp.769-806.

Ce texte est extrait des *Chemins de la liberté*, parus en 1949.

¹¹ J. Kanapa, « Un nouveau "communisme"... », art. cité, p.8.

¹² Cf. Raymond Aron, « Lettre de Raymond Aron », *Les Temps Modernes*, n° 38, novembre 1948, p.957.

¹³ A en croire Pierre Grémion et, avant lui, Anna Boschetti, Merleau-Ponty joua un rôle fondamental dans la ligne éditoriale politique des *Temps Modernes* dans les affaires Tito et Rajk : « Un point d'histoire des idées paraît aujourd'hui définitivement acquis : à l'origine c'est Merleau-Ponty qui joue le rôle moteur dans l'élaboration de la ligne politique de la revue et c'est lui qui exerce une vigilance sourcilleuse, y compris à l'égard de Sartre pour éviter que le concept de totalitarisme ne soit appliqué au système soviétique. » dans P. Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p.300.

¹⁴ J.-F. Sirinelli, *Sartre et Aron...*, op. cit., p.260.

¹⁵ Maurice Merleau-Ponty, « Le Yogi et le prolétaire », *Les Temps Modernes*, n° 5, février 1946, pp.253-287.

¹⁶ J.-P. Sartre, *L'existentialisme...*, op. cit., p.30.

Modernes n'ont pas le monopole de l'engagement de la gauche indépendante dans le combat antistalinien à l'Est. Ils sont donc davantage une tribune à la philosophie sartrienne qu'un lieu de réflexion sur le devenir de la Hongrie ou de la Bulgarie à la fin des années quarante.

L'exemple des démocraties populaires a su dévoiler une faille de la revue de Sartre en ce milieu de XX^{ème} siècle. La pression trop puissante de Sartre sur l'ensemble de ses collaborateurs l'a conduit à devenir plus influent que sa revue elle-même. Si à *Esprit*, Mounier, bien que directeur, reste un collaborateur de la revue au même titre que Domenach, Bourdet ou Emmanuel, Sartre est bien plus qu'un directeur. Il a marqué de son empreinte existentialiste la revue, empreinte bien plus forte que le personnalisme d'*Esprit*¹⁷, ne laissant que peu d'espaces à une nouvelle émulation intellectuelle incarnée par Dalmas et Stéphane, victimes des combats personnels sartriens envers Koestler et Aron, figures antistaliniennes sur lesquelles la nouvelle génération des *Temps Modernes* aurait pu appuyer une collaboration et nouer des réseaux nécessaires à l'organisation anticommuniste de la gauche indépendante.

1.2. Les choix thématiques rédactionnels : la révélation d'un désengagement à l'Est

S'intéresser à l'histoire des intellectuels, c'est s'intéresser à l'histoire de l'engagement de l'individu dans les combats de son siècle. De 1948 à 1950, si le combat antistalinien fut une des luttes essentielles de l'intelligentsia française, il ne fut pas l'unique terrain de rencontre des clercs. Quelle place a-t-il occupé dans des revues comme *Esprit* ou *Les Temps Modernes* ? Est-il le débat majeur de ces trois années ? S'y est-on investi de la même manière ? De la création du RDR à la menace de la guerre coréenne, les intellectuels de la gauche non communiste ont embrassé ce milieu de siècle avec passion. Cependant, quel impact eurent les débats annexes sur les questions du soutien aux démocraties populaires ?

1.2.1. L'échec du RDR : un camouflet propre aux *Temps Modernes*

La création du RDR en février 1948 par Sartre aux côtés de Rousset et Rosenthal se solda rapidement par un échec en disparaissant en mai 1949. L'engagement des *Temps Modernes* dans le RDR fut total à l'inverse d'*Esprit*. La revue de Mounier ne fut pas hostile au projet, loin de là, puisqu'elle y fut représentée par l'intermédiaire de Paul Fraisse. Cependant, elle a su ne pas s'impliquer totalement dans la réalisation de ce projet afin de ne pas s'éloigner de sa ligne de conduite se réclamant d'une non affiliation à un quelconque parti politique. Le RDR vit le jour dans les sillons du « coup de Prague ». De février à avril 1948, alors que les événements tchécoslovaques laissent présager un schisme titiste en germes,

¹⁷ En aucun cas, les deux courants de pensée ne sont rentrés en concurrence dans ces années d'après-guerre et n'ont interféré dans le débat en tant que lutte philosophique comme le souligne Jean-Marie Domenach : « Face à l'existentialisme qui fait irruption en 1945, Mounier suit la même méthode (*Note de l'auteur* : Domenach fait ici référence à la méthode entreprise avec les communistes consistant à pratiquer un dialogue ouvert) : non pas réduire et écraser, mais au contraire comprendre et restituer un *existentialisme complet*. (...) Derrière la mode tapageuse, Mounier salue le retour à la philosophie du sujet et souhaite en conclusion que l'existentialisme renouvelle le visage du rationalisme occidental. » dans Jean-Marie Domenach, *Emmanuel Mounier*, Paris, Le Seuil, coll. Ecrivains de toujours, n° 91, 1972, p.169.

Sartre et Rousset multiplient les conférences exposant le projet du RDR.¹⁸ L'heure n'est pas à l'organisation d'un combat antistalinien mais à celui d'une réorganisation du paysage politique français.

Ainsi, l'échec du RDR porta un coup d'arrêt au prestige sartrien. En fut-il décrédibilisé pour autant par la suite ? Certainement pas. Mais la position plus modérée de Mounier sur le sujet permit au philosophe personnaliste de ne pas avoir à porter le poids d'un échec ralentissant l'engagement dans un combat contemporain à un tel projet. La chute du RDR, survenue aux lendemains de l'affaire Mindszenty a-t-elle eu une conséquence directe sur l'engagement de Sartre face à la stalinisation du glacis soviétique ? A en croire la presse communiste, il semblerait qu'elle ait ralenti la pertinence de ses propos. Lors du point final des crises titistes que sont les procès Rajk et Kostov, la « hyène dactylographe »¹⁹ n'est pas l'adversaire principal du PCF. Mounier a endossé ce rôle en rompant définitivement avec le communisme. Malgré cela, le RDR fut utilisé par le PCF comme moyen de déstabilisation et de décrédibilisation des *Temps Modernes*. Le fait que Sartre n'ait pu mener son projet à terme fut réemployé lors de la critique communiste de l'analyse de Dalmas sur la Yougoslavie :

« *Les Temps Modernes* déclarent vouloir "lutter contre l'esprit pathétique et prophétique" et "la comédie de l'histoire, l'échange des rôles et la frivolité des acteurs" ; pour finir, ils jugent que "les questions d'aujourd'hui sont trop compliquées..." Parce qu'ils sont impuissants, ils déclarent le monde frivole et trop compliqué ! »²⁰

Le PCF s'appuie alors sur les échecs sartriens pour contrer toute tentative d'explication sur les démocraties populaires issue des *Temps Modernes*. Les communistes font de la revue un organe de presse se trompant systématiquement de combat, discours légitimé par l'échec du RDR. Victor Leduc utilisa cet argument pour décrédibiliser une Troisième Voie de Bourdet apparaissant plus dangereuse que le RDR sartrien :

« De la faillite de toutes les combinaisons du genre RDR, ni M. Jean-Paul Sartre, ni M. David Rousset, ne peuvent sérieusement prétendre à influencer une partie de la classe ouvrière française.

Et pourtant, Claude Bourdet et ses amis ne veulent pas accepter la réalité comme elle se présente à eux. »²¹

Bien qu'externe au débat initial sur les démocraties populaires, l'expérience du RDR a compté dans l'engagement intellectuel de Sartre jusqu'en 1950, le poussant dans un silence politique durant l'année 1949, année davantage consacrée à la promotion de l'existentialisme qu'à l'étude des enjeux internationaux. Les partisans d'une nouvelle voie politique et

¹⁸ Durant le mois de mars 1948, Sartre et Rousset organisèrent de nombreux meetings. Une conférence de presse fut organisée le 10 mars afin d'annoncer la création du RDR. De nombreuses conférences suivirent dont la plus importante fut dirigée le 19 mars par David Rousset à la salle Wagram à Paris.

¹⁹ Terme employé par Fadéev pour désigner Sartre lors du congrès de Wroclaw en août 1948.

²⁰ J. Kanapa, « Un nouveau "communisme"... », art. cité, p.8.

²¹ V. Leduc, « Claude Bourdet... », art. cité, p.81.

intellectuelle se sont éloignés des enjeux internationaux instaurés par le « coup de Prague » et n'ont pas su se réinsérer dans un débat embrasé par le schisme titiste.

1.2.2. *Les Temps Modernes* et la menace atomique : une question d'ordre mondial

Si *Esprit* multiplie les articles sur les démocraties populaires au cours de l'année 1949, *Les Temps Modernes* se tournent, quant à eux, davantage vers l'Asie et la menace d'une guerre en Corée dès l'automne 1949. En effet, *Esprit* se focalise dès 1948 sur l'évolution de la vie derrière le rideau de fer tandis que la revue sartrienne analyse l'évolution des enjeux nucléaires. Deux centres d'intérêts différents révélant la position de Sartre : la menace d'une guerre atomique en Corée dépasse le cadre européen et répond d'un intérêt d'ordre mondial, tandis que les procès à l'Est, bien qu'inscrits dans une logique des Blocs Est-Ouest, font appel à des enjeux strictement européens. De plus, l'énergie déployée par *Les Temps Modernes* dans le refus d'une guerre atomique s'explique par une nécessité qui n'a pu être remplie par la stalinisation des démocraties populaires : la recherche d'une neutralité politique. En avril 1949, on peut lire dans la revue de Sartre :

« Dans une récente chronique, Etiemble contestait ici même que la bombe rendit vaine toute protection, impossible une guerre longue, ou qu'elle bouleversait la stratégie. (...) Nous pensons qu'Etiemble a raison. (...) Par des voix différentes, la chronique d'Etiemble et celle que nous publions aujourd'hui aboutissent à la même conclusion : la neutralité. »²²

Cette neutralité politique chère à Sartre en 1949 ne put se réaliser dans l'engagement intellectuel à l'Est. Prendre position contre le stalinisme fut pour beaucoup l'interprétation d'un passage dans le camp occidental et d'un soutien américain, au même titre que l'a été la rupture titiste. La menace atomique, concernant aussi bien les Etats-Unis que l'URSS constitue donc un sujet idéal pour l'expression du neutralisme sartrien.

De plus, pour *Les Temps Modernes*, le débat sur les démocraties populaires ne peut être pleinement perçu et compris par le peuple, à l'inverse de la crise atomique. Louis Dalmas souligne le fait que le schisme titiste est « trop complexe pour être perçu par la base et par le monde ouvrier ».²³ *Esprit* et *Les Temps Modernes* pratiquent deux politiques éditoriales différentes : pour l'une, la revue de Mounier, l'urgence est dans le salut de Mindszenty, Rajk et Kostov, pour l'autre, la nécessité réside dans la prévention d'une guerre atomique.²⁴ S'il est vrai que Sartre a anticipé la guerre coréenne bien avant Mounier, il n'a pas su voir les dangers de l'autocritique des anciens dirigeants communistes hongrois et bulgares.

²² Paul Laurin, « La logique des fous », *Les Temps Modernes*, n° 42, avril 1949, p.720.

²³ L. Dalmas, « Réflexions... », art. cité, p.1841.

²⁴ Si l'urgence du débat sur la guerre atomique fut telle dans *Les Temps Modernes*, c'est que la potentialité d'un danger propre à la France fut évoquée : « Paris et toutes nos grandes villes anéanties, cela ne fait pas horreur. Cinq ou six millions de cadavres et autant d'innocents à l'agonie, cela ne fait pas horreur. Il restera un certain pourcentage de survivants valides, aptes à former les éléments de dispositifs variés, de groupements tactiques autonomes, prêts à être lancés, grâce à une infrastructure en étoile, sur un ennemi lui aussi "entamé". (...) Loin de nous la pensée d'assimiler les officiers français aux prussiens, aux nazis, car les premiers se défendent de préparer une agression. Mais, sur le plan professionnel, tous les militaires se sentent frères, ou se ressemblent ; d'autre part on ne peut nier que notre Etat-major se soit laissé lier à l'Etat-major américain au sein duquel existent de forts courants poussant à une guerre préventive. » dans P. Laurin, « La logique... », art. cité, p.724.

Au final, *Les Temps Modernes* des années 1948-1950 donnent l'image d'une revue essentiellement tournée vers la France, et non pas sur l'Europe ou le Monde. Bien que traitant de sujets d'ordre international comme la Guerre de Corée, Sartre renvoie toujours à la situation intérieure du pays. Les événements yougoslaves, hongrois et bulgares n'étant que des enjeux propres au communisme, Sartre prend des allures d'intellectuel franco-français tandis que Mounier diversifie son champ d'action et de recherche par le biais de son engagement à l'Est.²⁵

2. L'émergence de nouvelles forces

2.1. Socialisme ou Barbarie : « gagnante » des répressions soviétiques à l'Est ?

Les conflits d'opinions provoqués par l'affaire Kravchenko entre Sartre et Lefort amenèrent ce dernier à s'exprimer essentiellement dans sa revue *Socialisme ou Barbarie* sur les questions staliniennes. Aux côtés de Castoriadis, Lefort livra une vision très critique du système stalinien et titiste tout en s'écartant du modèle révolutionnaire trotskiste. Nouvelle force émergente, *Socialisme ou Barbarie* n'est-elle pas sortie grandie des événements yougoslaves et hongrois ? La gauche intellectuelle révolutionnaire constitue une réelle force émergente et il convient de se demander si le schisme titiste n'est pas à l'origine d'une telle puissance.

2.1.1. Un engagement sans concessions dans le salut des démocraties populaires

Dès sa création *Socialisme ou Barbarie* marqua son opposition nette et tranchée avec le PCF. Egalement émancipée du trotskisme, la revue apparaît comme une force à part entière, loin d'être esseulée malgré les liens rompus.²⁶ Son succès résida dans la vision pessimiste du monde qu'elle offrit au lecteur, monde décadent ne pouvant être sauvé ni par le stalinisme, ni par le titisme, ni par le trotskisme. Le salut ne peut venir que d'un groupe annexe, en l'occurrence celui des socio-barbares.²⁷

Le succès résida également dans le fait qu'aucune concession ne fut accordée dans le combat antistalinien. Claude Lefort, bien que collaborateur des *Temps Modernes*, livra une

²⁵ Cette étude des positions de Sartre et Mounier dans le débat sur la stalinisation de l'Europe tend à relativiser l'étude d'Anna Boschetti sur les luttes hégémoniques entre *Esprit* et *Les Temps Modernes*. Celle-ci déclarait : « *Esprit* trahit, dans le "sartrisme" enthousiaste de certains collaborateurs et dans les tentatives de contestations de quelques autres, une relation admirative de dominé. » dans A. Boschetti, *Les Temps Modernes...*, op. cit., p.193.

A aucun moment, les collaborateurs d'*Esprit* concernés par l'étude des démocraties populaires n'ont fait preuve d'un quelconque « sartrisme » dans leur prise de positions. Dans ce cas précis, il semble incontestable que le rapport de forces entre dominant et dominé se soit inversé.

²⁶ Philippe Gottraux note l'arrivée de nouveaux militants au sein du groupe *Socialisme ou Barbarie*, militants issus de la Fraction Française de la Gauche Communiste (F.F.G.C.) et déçus par le discours du PCF.

²⁷ Le pessimisme est récurrent dans de nombreux articles de la période 1949-1950. On peut lire, par exemple, dès le premier numéro de mars 1949 : « Que cette bourgeoisie n'existe plus, qu'elle ait été enterrée depuis longtemps, qu'on soit en train de liquider ses derniers survivants (Mindszenty, etc...) ceci ne change rien à l'affaire pour la majorité. Préservons nos schémas et que le monde périsse, voilà sa devise. » dans Rédaction, « Lettre ouverte... », art. cité, p.97.

vision manichéenne d'une gauche indépendante restant sous l'emprise du stalinisme et menant un combat inutile pour la survie des nations d'Europe orientale. Ainsi, Cassou, bien que n'étant plus compagnon de route du PCF est toujours décrit comme un intellectuel stalinien en mars-avril 1950 :

« Le cas des intellectuels staliniens genre Cassou et Compagnie ou des titistes du P.S.U. n'est guère intéressant. Après s'être, des années durant, empalés eux-mêmes sur les poutres du stalinisme, avoir pataugé dans la boue et avalé tous les crimes et toutes les trahisons, ils sont révoltés aujourd'hui pour la paille des accusations de "mauvaise foi" du Kominform contre Tito. Des militants révolutionnaires et des ouvriers assassinés depuis vingt ans aux quatre coins du monde par Staline²⁸, de l'exploitation et de la terreur que subit le prolétariat russe, ils s'en moquent ; mais Tito et sa clique les intéressent au plus haut point. C'est que dans son sort, ils défendent le leur ; ils demandent, tout au moins aussi longtemps qu'ils seront les plus faibles, que la dictature de la bureaucratie soit un peu une "démocratie" pour les bureaucrates eux-mêmes. »²⁹

A en croire les critiques de Lefort, l'intelligentsia française ne dispose que d'une légitimité contestable étant donnée la vision réductrice du combat antistalinien dans son ensemble. En effet, Lefort a le mérite de souligner un point essentiel du débat qui contribua au décollage intellectuel de la revue : le stalinisme n'est pas qu'une affaire soviétique ou yougoslave mais touche l'ensemble des pays dans lequel le PCUS est implanté et noue des réseaux. *Esprit* cible son étude sur les démocraties populaires en omettant le goulag soviétique tandis que *Les Temps Modernes* insistent sur l'univers concentrationnaire russe sans mettre en avant les procès hongrois et bulgares. Face à une gauche indépendante à deux vitesses, *Socialisme ou Barbarie* incarne cette nouvelle génération intellectuelle tentant de synthétiser le stalinisme comme un mal universel et non pas comme un virus à l'échelle locale. Grâce à un discours séduisant, la revue rallie les masses pour atteindre un apogée éditorial à la sortie des procès d'Europe de l'Est en 1950.³⁰ Aucune revue n'incarne mieux la neutralité que *Socialisme ou Barbarie* en 1950 étant donné son rejet de la bureaucratie stalinienne autant que du déclin impérialiste américain. Lefort a devancé Sartre en se posant en précurseur de la contestation stalinienne et a su développer un discours intellectuel lui étant propre, détaché des dénonciations classiques de la gauche intellectuelle non communiste.³¹

²⁸ On peut ici penser au cas mexicain lors de l'assassinat de Trotski par Mercader le 20 août 1940 ainsi qu'aux événements espagnols des années 1936-1939.

²⁹ C. Lefort, G. Dupont, « La bureaucratie... », art. cité, p.75.

³⁰ Par la suite, la parution de la revue s'essouffla. Un seul numéro parut en 1951 et de nombreuses crises intérieures au groupe ralentirent cet essor des années 1948-1950. Philippe Gottraux explique ce frein par le biais du contexte politique international : « Il faut dire que le contexte politique n'encourage en rien à l'optimisme. La guerre de Corée non seulement frigorifie la société dans son ensemble, mais elle est, de surcroît, perçue par les militants révolutionnaires comme la confirmation de leur approche théorique postulant l'inévitabilité d'un troisième conflit mondial. » dans P. Gottraux, *Socialisme ou Barbarie...*, op. cit., p.47.

³¹ Il quitta *Les Temps Modernes* en 1953 après avoir attaqué Sartre sur sa bienveillance à l'égard du communisme stalinien.

2.1.2. *Socialisme ou Barbarie*, unique revue révolutionnaire engagée dans le débat ?

La revue de Lefort et Castoriadis adopta une position critique à l'égard du communisme, à l'inverse de la revue *La Vérité*³², également d'inspiration trotskiste, antistalinienne mais profondément titiste. Ce bimensuel fut le promoteur du Comité Central du PCY en France et entra rapidement en opposition avec *Socialisme ou Barbarie*. S'il est juste de faire de la revue de Lefort et Castoriadis une nouvelle force du paysage français, il serait erroné d'en faire le seul organe rassembleur des militants trotskistes. Deux revues pour deux tendances au sein du trotskisme français, tel semble être l'organisation du mouvement de la gauche révolutionnaire dans le cadre du débat sur les démocraties populaires. En effet, *La Vérité* dispose d'un soutien protitiste. Elle publie régulièrement les communiqués du Comité Central du PCY et analyse l'ensemble des domaines critiqués par la presse communiste. En promouvant la Yougoslavie, la revue *La Vérité* se rapproche des tendances neutralistes souhaitées par la gauche indépendante incarnée par *Esprit* et *Les Temps Modernes*. On retrouve une certaine similarité du discours en 1950 au sein de ces trois revues :

« Depuis la rupture avec le Kominform, une évolution politique, économique et idéologique se fait en Yougoslavie dans le sens d'un retour aux principes fondamentaux du bolchevisme. Cette évolution s'est accélérée au cours des six derniers mois. Les progrès théoriques de la direction du Parti Communiste Yougoslave sont en liaison étroite avec les expériences accumulées par les masses yougoslaves dans leur lutte contre la pression conjuguée de Wall Street et du Kremlin, et pour l'édification d'une économie socialisée. »³³

La Vérité a soutenu le régime yougoslave dès le départ de la crise titiste.³⁴ L'équipe rédactionnelle de l'organe de presse du PCI voyait en la Yougoslavie titiste la digne héritière de la Russie léniniste. Cependant, en 1948, cette position n'est suivie que par une minorité de militants du PCI. La majorité dirigeante, incarnée par Pierre Lambert et Marcel Gibelin, se retranche derrière les positions de Lefort et Castoriadis selon lesquelles le conflit entre Tito et Staline ne serait que l'expression d'une lutte interbureaucratique et non pas un combat social. Mais rapidement, les positions trop tranchées des fondateurs de *Socialisme ou Barbarie* auront raison de la IV^{ème} Internationale et du PCI. En effet, selon Lefort, le directeur du PCI, Michel Pablo, utilisa les écrits de Trotski afin de livrer une interprétation faussée de la réalité yougoslave. Seul Lefort releva cet abus de la pensée trotskiste par le PCI et fut à l'origine de la scission entre le groupe *Socialisme ou Barbarie* et les dirigeants du mouvement trotskiste français. Au final, l'isolement intellectuel de *Socialisme ou Barbarie* n'apparaît pas comme un choix purement contestataire mais comme une réelle opposition au soutien yougoslave peu légitime apporté par le PCI et sa revue, *La Vérité*. La pensée de Lefort apparaît alors comme atypique et puissante dans l'intelligentsia française.

³² *La Vérité* est l'organe de presse officiel du PCI et de la IV^{ème} Internationale.

³³ Gérard Bloch, « La culture en URSS et en Yougoslavie », *La Vérité*, n° 253, 01/05/1950, p.21.

³⁴ Le numéro du 3 juillet 1948 de *La Vérité* titrait « Où va la Yougoslavie ? » et dressait déjà une critique des méthodes stalinienne appliquées au régime yougoslave.

2.2. La Troisième Voie, héritière directe de la stalinisation à l'Est ?

Le statut particulier de la Yougoslavie à partir de juin 1948 suscita de nouvelles réactions dans l'intelligentsia française sur la position à adopter dans un débat international Est-Ouest. Retranchés derrière Bourdet, les partisans d'une Troisième Voie, ne regardant ni vers Moscou, ni vers Washington, sont-ils les héritiers directs du schisme titiste ? Tito est-il devenu le meilleur parti pour lutter contre les deux géants soviétique et américain ? Les Etats-Unis d'Europe proposés par Bourdet en 1942³⁵ sont-ils toujours d'actualité en 1949 ? L'Europe non pas comme satellite des grands mais comme puissance à part entière, tel semble être le dessein d'une Troisième Voie naissante en 1948.

2.2.1. Bourdet et le non-alignement politique d'*Esprit* : le souffle yougoslave

Les premières émergences du neutralisme de Claude Bourdet semblent dater de la période vichyssoise d'Emmanuel Mounier. Le problème de la contamination de « l'esprit de Vichy »³⁶ pesa sur le tournant politique de Bourdet durant les années quarante. La tentation vichyssoise de Mounier joua un rôle fondamental dans le parcours de Bourdet.³⁷ Par la suite, *Esprit* développa une politique de non-alignement, inspirée notamment par les articles de Bourdet dans *Combat*. Comme le souligne Michel Winock, « à *Esprit*, on n'était pas neutre ».³⁸ Le combat pour la paix mené par la revue de Mounier ne passait pas par le neutralisme mais par le non-alignement. Le neutralisme implique une notion d'absence d'engagement politique. Or, chez Mounier comme chez Bourdet, l'engagement politique est total et a un nom : le combat contre la dictature stalinienne et le capitalisme américain. Le développement de la Troisième Voie souhaitée par Bourdet se concrétisa à la suite de son voyage en Yougoslavie en 1949. Son compte rendu dans *Esprit* de novembre 1949 peut être considéré comme le manifeste du non alignement politique des intellectuels français. On y retrouve l'ensemble des notions nécessaires à la survie politique d'une Troisième Voie énoncée dans *Combat* depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : neutralisme³⁹, progressisme⁴⁰ et anticolonialisme⁴¹. Son neutralisme s'affiche ainsi totalement après son voyage à Belgrade :

« Cette thèse⁴² n'a d'ailleurs aucune chance de se répandre. Elle déplaît au parti russe car elle consacre l'échec du stalinisme. Elle déplaît au parti américain car elle rend injustifiable la course aux armements, le Pacte

³⁵ Claude Bourdet avait exposé ce schéma dans un article paru dans *Combat* en 1942.

³⁶ C. Bourdet, *L'aventure...*, *op. cit.*, p.41.

³⁷ Il déclara à ce sujet : « Les premiers numéros d'*Esprit* sont gênants. Emmanuel Mounier se reprit très vite, et j'eus l'occasion de m'en expliquer avec lui dès le début de 1941. » dans *Ibid.*, p.42.

³⁸ M. Winock, *Esprit...*, *op. cit.*, p.295.

³⁹ L'autogestion titiste, commencée dès la fin 1949, apparaît rapidement comme un modèle de réussite aux yeux des partisans de la Troisième Voie.

⁴⁰ Le communisme yougoslave a su mener à bien les doctrines marxistes par le biais de réformes nécessaires à la survie du pays, à l'inverse de l'URSS.

⁴¹ La présence soviétique dans l'ensemble des démocraties populaires est perçue comme une colonisation.

⁴² Il s'agit ici de la thèse du recul stratégique général de l'URSS en 1949.

Atlantique, etc..., toutes les entreprises qui ont besoin d'entretenir la peur d'une "agression" russe. »⁴³

Ni pro-américain, ni pro-soviétique, Bourdet s'affiche ouvertement pro-yougoslave et organise à partir de là cette nouvelle voie politique décriée par le PCF.⁴⁴ La Yougoslavie titiste a donc été un point d'appui essentiel à la construction du neutralisme politique français. La création de l'hebdomadaire *L'Observateur* en avril 1950 est le révélateur parfait de cette cristallisation de la pensée de cette Troisième Voie autour du refus de la stalinisation des démocraties populaires. La similitude des positions de ses trois fondateurs durant les années 1948-1950 ne peut qu'aller en ce sens. Que ce soit Gilles Martinet à l'AFP, Roger Stéphane aux *Temps Modernes* ou Claude Bourdet dans *Combat* puis *Esprit*, tous trois ont défendu le régime titiste et, au-delà, Rajk et Kostov.

2.2.2. La Yougoslavie titiste comme garantie du succès de la Troisième Voie

Bourdet, Martinet et Stéphane n'ont pas été les seuls à vanter les mérites d'une Troisième Voie possible par le soutien aux démocraties populaires. Ce courant de pensée est l'expression d'une génération intellectuelle lassée des clivages classiques Est-Ouest exprimés depuis 1947. Aux *Temps Modernes*, on retrouve Dalmas, proche des idées de Stéphane tout au long des années 1948-1950, qui approuve ce concept de Troisième Voie mais en allant au-delà des conceptions politiques de Bourdet. Dalmas termine son enquête sur le communisme yougoslave en faisant de la « Troisième Force⁴⁵ un combat viable par la combinaison de l'URSS de Lénine, de la Chine de Mao, de la Yougoslavie de Tito et des ouvriers d'Angleterre et des Etats-Unis ». ⁴⁶ L'enquête de Dalmas, qui donna lieu à un livre paru en décembre 1950 intitulé *Le communisme yougoslave depuis la rupture avec Moscou*, a su apporter aux *Temps Modernes* un second souffle et, si Jean-Paul Sartre n'a pas soutenu personnellement et ouvertement le régime titiste et la Troisième Voie au sein de sa revue, la préface accordée à l'ouvrage de Dalmas apparaît plus ambiguë :

« Ni le libéralisme bourgeois, ni le stalinisme, ni le trotskisme, ne possèdent en eux-mêmes la clé de cette réalité ambiguë et mouvante qu'est la Yougoslavie : le très grand mérite de votre étude est précisément de conserver à cet événement toute son ambiguïté. Non pas seulement parce que vous ne sauriez disposer aujourd'hui de tous les éléments qui vous permettraient de

⁴³ C. Bourdet, « Voyage... », art. cité, p.756.

⁴⁴ Leduc déclara : « Que tous les espoirs de Claude Bourdet reposent aujourd'hui sur Tito, la conclusion de son enquête dans *Combat* nous le révèle. Pour lui, "la Yougoslavie de Tito occupe la position d'une troisième force". Il appelle Tito à "élargir ses positions au sein du mouvement ouvrier mondial", à "établir la théorie d'un véritable Front Populaire Démocratique ouvert et durable". Voilà qui est parfaitement clair. Claude Bourdet et ses amis sont tout à fait conscients de la faillite de la "Troisième Force" formule Léon Blum. » dans V. Leduc, « Claude Bourdet... », art.cité, p.81.

⁴⁵ Le terme de « Troisième Force » est semblable à celui de « Troisième Voie ». Bourdet et Mounier parlent de « Troisième Voie » tandis que Dalmas et le PCF préfèrent parler de « Troisième Force ».

⁴⁶ L. Dalmas, « Réflexions... », art. cité, p.2236.

l'apprécier, mais surtout parce que vous avez la conviction — si rare aujourd'hui chez les marxistes — que l'avenir n'est pas fait. »⁴⁷

Approbation de la réalité yougoslave et de la Troisième Voie chez Sartre ? Le message est flou mais toujours est-il que le régime titiste suscite la curiosité et éveille l'intérêt des intellectuels français. « La neutralité sert toujours l'opresseur, jamais l'oppressé », déclarait Elie Wiesel. Si le neutralisme des Bourdet, Dalmas, Mounier ou Sartre ne fait pas le jeu des démocraties populaires, il obtient malgré tout le soutien des consciences collectives françaises. En 1952, un sondage de l'IFOP démontre que 43 % des Français ne souhaitent pas que la France soit dans l'un des deux camps politiques.⁴⁸ Parti d'une minorité, le neutralisme politique édicté par Bourdet dès son retour de Yougoslavie a su conquérir un public non acquis par le RDR sartrien. Est-ce l'appui sur l'argumentaire yougoslave qui a organisé et assuré la puissance de la Troisième Voie ? Rien n'est moins sûr mais sa vision de la Yougoslavie n'a cependant pas choqué l'intelligentsia non communiste et s'est vue être complétée par l'analyse de Dalmas. La complémentarité d'*Esprit* et des *Temps Modernes* sur la Yougoslavie, puis sur la neutralité, a permis à la Troisième Voie d'exister, de vivre et de s'épanouir en tant que nouvelle force politique.

3. De l'émiettement de la citadelle communiste au renouveau de la droite intellectuelle

3.1. Le groupe de la rue St-Benoît face à la dissidence titiste

Duras, Mascolo, Antelme, Morin. Des noms prestigieux au regard de leur parcours personnel depuis les années quarante. Membres du groupe communiste dit de « la rue St-Benoît », ces intellectuels n'étaient, dans les années 1948-1950, que de simples militants rouges. La dissidence titiste de juin 1948 ne laissa cependant pas indifférente cette branche atypique du PCF, déchirée entre une adhésion viscérale à l'URSS et une objectivité intellectuelle dérivant incontestablement des méthodes stalinienne. Quelles furent leurs réactions de 1948 à 1950 ? Leur rejet progressif de la *praxis* stalinienne eut-elle une importance dans l'organisation de l'élite culturelle du PCF ?

⁴⁷ Jean-Paul Sartre, Préface de Louis Dalmas, *Le communisme yougoslave depuis la rupture avec Moscou*, Paris, Terre des Hommes, 1950, p.6.

Pour Sartre, l'ouvrage de Dalmas est la première étude sérieuse et fiable sur le régime titiste. Les apports de Goguel dans *Esprit* et la parution du *Schisme yougoslave* par Bourdet la même année sont totalement ignorés : « Ce qui donne à ce travail une exceptionnelle valeur, c'est qu'il est un premier essai d'interprétation en profondeur de la dissidence titiste. Au lieu de l'expliquer de force au nom d'un marxisme particulier, vous l'avez considéré comme une expérience réalisée par l'histoire, qui vérifié, complète sur certains points et modifie sur d'autres la méthode dialectique, dans la mesure même où cette méthode permet de l'interpréter. Cette tentative est assez neuve, qui laisse un événement se dérouler sous les yeux du lecteur, en pleine liberté, et qui se borne à nous montrer comment les faits engendrent leur propre dialectique. Elle pourrait servir d'exemple à beaucoup d'autres. » dans J.-P. Sartre, Préface de L. Dalmas, *Le communisme yougoslave...*, *op. cit.*, p.7.

⁴⁸ Cf. Michel Winock, « Les attitudes des Français face à la présence américaine (1951-1967) », dans Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense, *La France et l'OTAN. 1949-1996*, Bruxelles, Complexe, 1996, pp.323-330.

3.1.1. L'interprétation de la rupture titiste : entre désillusion et croyance marxiste

A la suite du départ de Clara Malraux et d'Edith Thomas, peu après la rupture entre Tito et Staline, l'intelligentsia communiste ne resta pas ce bloc monolithique non concerné par les événements à l'Est. L'influence d'Elio Vittorini sur Duras l'amena à prendre part à de véritables querelles internes au sein du Parti. Elle s'opposa aux articles de Kanapa et de D. Desanti sur les rapports entretenus entre l'élite culturelle et l'élite politique du Parti mais accepta, tout comme Mascolo et Antelme, le « coup de Prague ». En juin 1948, le groupe de la rue St-Benoît est « surpris » mais pas « choqué »⁴⁹ par la tournure des événements yougoslaves. Malgré tout, en septembre 1948, Casanova prend la décision d'isoler Duras, Antelme et Mascolo des décisions prises par l'intelligentsia du Parti. Dès lors, ils reçoivent l'appui d'Hélène Parmelin⁵⁰ et d'Edgar Morin. A partir de là, Mascolo parle de sa « démission intérieure » mais reste cependant fidèle au Parti. Sa démission date du 11 janvier 1950, soit près d'un an et demi après sa prise de conscience d'une réalité non conforme à la Vulgate marxiste. En mai 1949, Duras, Antelme, Mascolo, Eugène Mannoni, Monique Régnier, secrétaire d'ambassade, et Bernard Guillochon, principaux agitateurs du groupe de la rue St-Benoît sont définitivement mis à l'écart des cellules décisionnelles du PCF.⁵¹ L'exemple de Mascolo à travers le schisme titiste est révélateur de la situation à laquelle furent confrontés les intellectuels communistes, viscéralement liés au destin du Parti malgré ses dérives. Morin revient sur ces années de trouble lié à une mauvaise interprétation du schisme titiste :

« L'excommunication de Tito me désarçonna. Je ne pouvais évidemment prendre à la lettre les accusations du Bureau d'information, mais je pensais qu'il devait y avoir quelque chose de bien-fondé sous ces accusations. (...) »

Mais aussitôt, comme ces pneus tubulaires qui ne crèvent jamais, à chaque fois que le clou d'un fait brut entamait mes enveloppes théoriques, un mouvement de gomme idéologique venait colmater la brèche. »⁵²

Malgré le doute jeté par la Yougoslavie titiste, les intellectuels de la rue St-Benoît accordent leur fidélité au PCF durant le procès Mindszenty et les purges politiques de l'automne 1949. Faut-il y voir un acquiescement de la ligne politique du PCF de la part de Duras et des siens ? « Qui ne dit mot consent », pourrait aisément déclarer les détracteurs de Duras. La réalité est tout autre. La présence au sein du Parti du groupe de la rue St-Benoît durant l'année 1949 ne peut être comparée aux actions antititistes menées par Casanova,

⁴⁹ Laure Adler, *Marguerite Duras*, Paris, Gallimard, 1998, p.264.

⁵⁰ Né en 1915, Hélène Parmelin fut journaliste et critique d'art. Femme du peintre Edouard Pignon, elle adhéra au PCF en 1944, la même année que Marguerite Duras. Elle fit partie de la même génération intellectuelle que celle des Duras, Mascolo et Antelme.

⁵¹ Cette exclusion serait le fruit d'une dénonciation des dissidences du groupe perpétrée par Jorge Semprun à la suite de discussions s'étant tenues en mai 1949. Bien qu'il ait toujours nié cette dénonciation, les récentes études de Gérard Streiff tendent à montrer la culpabilité de Semprun dans cette affaire. Cf. Gérard Streiff, *Procès stalinien à Saint-Germain-des-Prés*, Paris, Syllepse, 2000, 140 p.

Laure Adler énonce les motifs de leur mise à l'écart en ces termes : « Ils viennent d'être dénoncés pour inconvenances envers certains membres du Parti et ironie trop appuyée. » dans L. Adler, *Marguerite..., op. cit.*, p.268.

⁵² E. Morin, *Autocritique, op. cit.*, pp.117-118.

Kanapa ou Leduc. La lenteur du départ et de la rupture s'explique par la difficulté de faire le deuil d'une croyance profonde héritée de l'engagement et de l'adhésion à la cause communiste.⁵³ Quitter le Parti revient à avouer s'être trompé de combat, combat d'autant plus fort pour cette génération engagée dans le communisme par rejet du fascisme et par fierté d'une Résistance française salvatrice.

L'éloignement de Cassou et de Vercors à la suite des procès Rajk et Kostov eurent cependant raison de Duras, Mascolo et Antelme, tous trois démissionnaires de leur cellule 722 du Parti siégeant à Saint-Germain-des-Prés en janvier 1950. Cette « peu glorieuse mécanique de l'exclusion »⁵⁴ perpétrée par l'élite culturelle du PCF a ainsi démontré la capacité du Parti à reproduire le schéma stalinien sur ses propres intellectuels en les poussant à la démission, sans pratiquer l'exclusion.

3.1.2. L'impact du départ du groupe de la rue St-Benoît sur l'ordre intellectuel communiste

Perdre Marguerite Duras d'un cercle d'intellectuels peut s'avérer comme un cuisant échec pour ses responsables. Or, au moment de sa démission, elle n'est qu'une simple militante du Parti, en train de rédiger un *Barrage contre le Pacifique* qui n'a pas encore rencontré son lectorat⁵⁵. Son départ du Parti, au même titre que celui de Mascolo, Guillochon, Duvignaud ou, dans une moindre mesure, Antelme (celui-ci bénéficia d'une certaine légitimité intellectuelle au sein du PCF du fait de sa déportation à Buchenwald puis Dachau en mai 1944 et de la publication de *L'Espèce humaine* en 1947), n'eut pas le même impact que celui de Vercors ou Cassou, véritables figures de l'intelligentsia communiste. Bien que constituant un groupe de pensée autonome au sein du PCF, le cercle de la rue St-Benoît ne doit en aucun cas être considéré comme un pôle majeur décisionnel du monde communiste de la fin des années quarante :

« Nous avons combattu pour modifier la politique culturelle tant nous avons cru qu'il dépendait de nous, intellectuels, de la modifier. Mais nous étions rendus à l'évidence, tout se décidait très haut et très loin de nous, même pas chez Casanova, même pas chez Thorez, mais là-bas, dans le grand Nord. La politique culturelle devenait donc elle aussi une fatalité qu'il fallait subir.

En 1948, les problèmes culturels se trouvèrent submergés par la question des démocraties populaires. Ils devenaient soudain frappés de futilité.»⁵⁶

N'ayant que peu d'emprise sur les problèmes de politique culturelle liés au Parti, il apparaît alors évident que la capacité du groupe à intervenir dans le débat sur les démocraties populaires n'en fut que des plus limités. La preuve en est l'absence totale de références à

⁵³ Michel Winock déclare à ce sujet : « L'exclusion du Parti les renverrait à la solitude et, pour beaucoup, à leur médiocrité. L'intellectuel communiste doit se mentir à lui-même. » dans M. Winock, *Le siècle...*, op. cit., p.452.

⁵⁴ François Mathieu, « Histoire de justice », *Regards*, n° 51, novembre 1999, p.97. *Regards* est un mensuel dirigé par Roger Martelli, membre du comité national du PCF.

⁵⁵ Rédigé courant 1949, il ne sortit qu'après sa démission du Parti, à la mi-1950.

⁵⁶ E. Morin, *Autocritique*, op. cit., pp.115-116.

Duras, Antelme et Mascolo dans l'étude de la situation en Europe orientale par le PCF. Si les départs de Cassou, Vercors, voire même Duvignaud (inscrit dans le sillage de Cassou) firent grand bruit, ceux de la rue St-Benoît passèrent inaperçus dans une intelligentsia communiste résolument tournée vers les dérives du compagnonnage de route.

Le départ de Duras n'a-t-il pas été vécu comme un soulagement par Casanova ? Dans un débat sur les démocraties populaires mouvementé et loin d'être gagné d'avance pour le Parti, les questionnements et les hésitations de Duras peuvent être légitimement considérés comme un frein à la mécanique rouge. Perçue comme une rébellion interne au Parti, la décision de Casanova d'isoler le groupe répond à la logique communiste d'une intelligentsia sous contrôle. Et c'est précisément sur ce point que réside un aspect fondamental du Parti mis au grand jour par le traitement des intellectuels dans les affaires d'Europe orientale. Bien que sous contrôle, les intellectuels se divisent en deux camps. Cassou et Vercors ont exercé le rôle de faire-valoir du Parti depuis 1945 tandis que le groupe de la rue St-Benoît n'a été qu'un instrument parfois nécessaire, souvent dérangeant, à la propagande communiste. Si le faire-valoir renvoie au prestige, l'instrument, bien qu'utile, ne remplit pas cette fonction de catharsis de la vérité communiste. En ce sens, l'impact du départ du groupe de la rue St-Benoît à la suite de l'expérience titiste dans l'organisation du milieu intellectuel communiste fut minime, voire inexistant.

3.2. Le Parti et ses intellectuels, triomphateur des répressions à l'Est ?

« Souvent, les intellectuels communistes constituent un véritable écran entre les non-communistes et la réalité vivante du Parti »⁵⁷, déclarait Jean-Marie Domenach. Cet « écran » véhiculé par l'élite culturelle du Parti a permis de voiler le débat sur les démocraties populaires et de ralentir la prise de conscience des intellectuels non communistes sur la situation à l'est du rideau de fer. Grâce à cela, les intellectuels communistes ne sont-ils pas sortis vainqueurs de leur campagne antititiste entreprise depuis juin 1948 ? Malgré quelques départs au sein de leurs rangs, n'ont-ils pas réussi à étouffer une affaire sur la longue durée ? L'ébullition intellectuelle autour du procès Rajk n'est-elle pas la preuve flagrante d'une intelligentsia non communiste restée jusque-là dans un sommeil latent ?

3.2.1. 1949-1950 : de la campagne antititiste à l'anniversaire de Staline

Hésitants et mal à l'aise face à l'excommunication de Tito (l'absence de justifications dans la presse du Parti en 1948 en témoigne), les intellectuels communistes ont vécu les années 1949-1950 de manière beaucoup plus sereine que l'année précédente, reflet d'une réalité n'ayant que peu d'impact sur la vie du Parti. En effet, dans bien des cas, le souci était de mener à bien la campagne antititiste tout en prêtant attention à ce qu'elle n'entache pas la glorification stalinienne et de l'URSS. Si Casanova, Wurmser ou Garaudy furent conscients des enjeux du débat sur les démocraties populaires⁵⁸, les générations benjamines vécurent ces

⁵⁷ J.-M. Domenach, « Le Parti Communiste Français... », art. cité, p.738.

⁵⁸ Les interventions fréquentes de Laurent Casanova dans *La Nouvelle Critique* à l'égard de « ses » intellectuels lors des procès Mindszenty et Rajk témoignent de l'importance des enjeux consacrés. Cf. L. Casanova, « Sur l'effort d'éclaircissement idéologique... », art. cité ; *Idem*, « La contribution des communistes... », art. cité.

années comme des années de répit entre un schisme titiste étouffé et une Guerre de Corée latente :

« Je garde de 1949 et de 1950, jusqu'à la maladie de Thorez, le souvenir d'années politiquement sereines, par opposition à 1947-48. (...)

Rien ne nous atteignait vraiment. Il suffit de penser que ces deux années ont vu le procès Rajk en Hongrie, le procès Kostov en Bulgarie, l'éclatement de la guerre de Corée, pour en mesurer les tragédies. »⁵⁹

Pour ces générations aveuglées, le procès Rajk ne peut être compris que comme un acte bénéfique à l'URSS, servant à démontrer la puissance de son système judiciaire, et non pas comme un danger potentiel susceptible de casser les rouages d'une mécanique huilée depuis les Procès de Moscou. Pour Le Roy-Ladurie, le tournant de l'année 1949-1950 resta « l'année de la célébration du soixante-dixième anniversaire de Staline ». ⁶⁰ Du procès Rajk à l'anniversaire du Petit père des peuples, il n'y a qu'un pas, le pas de l'aveuglement. Grâce à lui, l'intelligentsia communiste est sortie indemne de ces répressions soviétiques. La perte de repères d'une génération intellectuelle faisant des procès des démocraties populaires leur premier combat politique la conduisit à ne pas cerner réellement le fond de la question stalinienne. Les révélations de Le Roy-Ladurie sur ce sujet sont saisissantes :

« Les grands procès (Rajk, etc...) avaient meublé pour nous (notamment) la fin de 1949 et le début des années 50. Quelques années plus tard, c'était le tour du "complot des blouses blanches". Dès lors, nous découvrîmes, sans l'identifier, l'antisémitisme en URSS. »⁶¹

Au final, l'aveuglement de ces générations a permis au Parti de ne pas implorer intellectuellement. L'engagement dans le procès Rajk n'a donc pas été un engagement total de la part de tous les intellectuels du PCF mais a été quelquefois un engagement par défaut. Au même titre que le schisme titiste a pu être le détonateur qui servit à l'explosion des consciences survenue lors du procès Rajk chez Duras ou Mascolo, le procès Slansky en Tchécoslovaquie en 1952⁶² ou le complot des blouses blanches en 1953⁶³ fut pour Le Roy-Ladurie l'éveil objectif de la réalité survenue à Budapest en 1956. Les procès de 1949 ne sont donc pas perçus comme un fait majeur de ce début de Guerre froide par une partie de l'intelligentsia communiste et ne peut ainsi avoir eu une quelconque influence sur l'évolution du Parti.

⁵⁹ P. Daix, *J'ai cru...*, *op. cit.*, p.228.

⁶⁰ E. Le Roy-Ladurie, *Paris-Montpellier...*, *op. cit.*, p.50.

⁶¹ *Ibid.*, p.87.

⁶² Ouvert le 22 novembre 1952 à Prague, le tribunal accusa Slansky, dirigeant communiste tchécoslovaque « d'avoir placé à différents postes importants de l'appareil du parti et de l'Etat des éléments nationalistes-bourgeois et des sionistes. » (Cf. F. Fejtö, *Histoire...*, *op. cit.*, p.283.) Ce procès marque, avec celui d'Anna Pauker en Roumanie, le départ des procès antisémites staliniens.

⁶³ Neuf médecins, puis treize, furent accusés d'avoir assassiné Jdanov et d'avoir préparé la mort de Staline. Sept des médecins accusés étaient juifs et le responsable de ce « complot » témoigna lui-même contre Boukharine lors de la Grande Terreur. Hélène Carrère d'Encausse y voit là le « côté cocasse de la logique du système stalinien » dans Hélène Carrère d'Encausse, *L'URSS de la Révolution à la mort de Staline. 1917-1953*, Paris, Le Seuil, coll. Points Histoire, n° 179, 1993, p.348.

3.2.2. L'intelligentsia communiste aux lendemains du procès Kostov, un pôle dominant ?

Définir quantitativement la force intellectuelle du PCF en 1950 reste délicat, celui-ci se définissant lui-même volontiers comme « le parti de l'intelligentsia française ». Jetant volontairement le trouble sur ses effectifs, le Parti reste néanmoins un pôle intellectuel incontestable dans cette France entamant une nouvelle moitié de siècle. L'élite culturelle du PCF n'a donc pas été victime malgré elle des retombées morales du fait répressif à l'Est. Même si quelques départs eurent lieu à la suite du schisme yougoslave, si le procès Rajk ébranla quelques consciences, Casanova a finalement su préserver un aveuglement continu de juin 1948 à 1950. Si le Parti reste un pôle dominant de l'intelligentsia qui ne semble pas avoir souffert de la vague répressive dans les démocraties populaires, celle-ci a tout de même révélé les mécanismes et le fonctionnement de son élite culturelle au grand jour, ce qui poussa Jean-Marie Domenach à déclarer dès mai 1949 :

« Le Parti souffre certainement de ne pouvoir accorder une confiance totale à ses intellectuels et d'être obligés de les reprendre fréquemment. Il est évidemment regrettable que pour les communistes, comme pour les non-communistes, que le Parti ne dispose pas d'un ou deux intellectuels qui soient investis de pleine confiance du Parti et habilités à parler en son nom. »⁶⁴

La gestion autocratique de Casanova est largement décriée. Le débat sur les démocraties populaires, s'il n'a en rien entamé la citadelle rouge, eut le mérite de dévoiler le fonctionnement complexe du Parti et sa gestion du milieu intellectuel. Découvrir pour mieux comprendre, tel pourrait être le départ du processus d'ébranlement du milieu intellectuel communiste qui a abouti en novembre 1956. Pôle dominant donc, mais pôle désormais compris et cerné par l'adversaire. Fejtö a su démonter les mécanismes du stalinisme à l'Est⁶⁵, Domenach, Mounier, Bourdet, Lefort ou Aron ont su analyser à la lumière du procès Rajk les réalités intellectuelles du communisme français.

Le noyau dur de l'intelligentsia communiste articulée autour de Casanova, Kanapa et Aragon n'a, en somme, que peu évolué depuis le schisme titiste. Le débat sur les démocraties populaires a modifié le paysage culturel communiste dans sa capacité à attirer des compagnons de route et a bénéficié d'intellectuels philocommunistes en marge du Parti. Le prestige faisant de l'intelligentsia communiste un milieu unique dans les cercles intellectuels français du fait de la gravitation de clercs en marge du noyau du Parti, n'adhérant pas matériellement à l'organisation politique, s'est effrité considérablement depuis juin 1948. Le « trouble »⁶⁶ est palpable parmi cette branche atypique du communisme français. La stalinisation des démocraties populaires, si elle n'a pas fait perdre à l'intelligentsia

⁶⁴ J.-M. Domenach, « Le Parti Communiste Français... », art. cité, p.731.

⁶⁵ Peu après l'insurrection hongroise de novembre 1956, Jean Duvignaud, lors de la sortie d'un ouvrage de Fejtö intitulé *La tragédie hongroise*, déclara : « La seule analyse jusqu'ici publiée en France de la pénétration sociologique de l'idéologie et de la terreur stalinienne dans le mécanisme d'une communauté. » dans Jean Duvignaud, *Arguments*, n° 4, juin-septembre 1957, cité dans P. Grémion, *Intelligence...*, op. cit., p.259.

⁶⁶ Ariane Chebel d'Appolonia, *Histoire politique des intellectuels en France. Tome II : 1944-1954*, Bruxelles, Complexe, 1991, p.253.

communiste sa place dans l'ordre intellectuel français, a instauré la désagrégation de ses structures internes et a ôté le prestige de sa singularité. Elle n'est plus, au même titre que l'intelligentsia de gauche indépendante ou que celle de droite conservatrice, qu'un milieu intellectuel parmi tant d'autres. Le rapprochement de Sartre en 1952 ne changea pas réellement cette réalité d'un compagnonnage de route mis à mal par Budapest et Sofia.

3.3. 1950 : recomposition et affirmation d'une puissance intellectuelle de droite

Signe majeur d'un nouvel ordre intellectuel en cours d'instauration, l'évolution des tirages de la presse française en 1950 révèle une réalité implacable. L'essoufflement d'*Action*, qui disparut un an plus tard, tranche avec la parution de *Preuves*, symbole d'une droite intellectuelle en mouvement, en 1951. Sous l'impulsion de Raymond Aron et François Bondy, la droite s'organisa pendant que le PCF ne sut préserver le dynamisme de ses organes de presse. La réduction du tirage des *Lettres Françaises* depuis la prise en main par Pierre Daix ou encore le recul de revues spécialisées comme *Arts de France* sont le reflet d'une intelligentsia communiste essoufflée malgré un discours se voulant profondément optimiste. Face à ce déclin, quelle place tint l'intelligentsia de droite et d'extrême-droite dans le paysage intellectuel français ? A-t-elle bénéficié de cette perte d'influence du PCF ?

3.3.1. De Raymond Aron à la droite conservatrice

Visionnaire sur les questions totalitaires avec un ouvrage comme *Les guerres en chaîne* paru en 1951, Aron bénéficie depuis la création à Berlin en 1950 du Congrès pour la Liberté de la Culture d'un front uni autour de l'anticommunisme. Même s'il ne se révéla pleinement au sein du CLC qu'après la conférence internationale de Milan en 1955⁶⁷, ses relations privilégiées avec l'intelligentsia internationale (Sidney Hook, Melvin Lasky ou Denis de Rougemont) le placèrent au centre du nouvel ordre intellectuel français. Clerc influent à la pensée féconde⁶⁸ durant la période 1948-1950, Aron n'est plus, en 1950, cet intellectuel isolé comme il put l'être en juin 1948 en dénonçant toutes formes de communisme, qu'il soit stalinien ou titiste. 1950 marque le renouveau d'une droite intellectuelle ayant livré une vision juste de la situation en Europe de l'Est. Ce succès fut assuré par le décollage du dispositif du Congrès pour la Liberté de la Culture de 1952 à 1955 et par le prestige de ses intellectuels sur la scène internationale⁶⁹.

La droite conservatrice, incarnée par *La Revue des deux mondes*, ne sortit pas éprouvée de ce débat sur les questions d'Europe orientale. En effet, la revue ne fut pas mise en danger par sa lecture des procès Mindszenty et Rajk, bien au contraire. En gardant depuis le schisme titiste le même discours et la même ligne politique, à savoir l'antistalinisme (et même au-delà, l'anticommunisme), elle ne s'est à aucun moment décrédibilisée. La revue a su

⁶⁷ Bien que siégeant au Comité International, Raymond Aron ne fit pas partie de la délégation française présente lors de la première réunion fondatrice à Berlin. Les Français présents étaient Georges Altmann, Henri Brunschwig, Lionel Durand, Henri Frenay, Suzanne Labin, Claude Mauriac, André Philip, Jules Romains, Rémy Roure et David Rousset.

⁶⁸ Il rédigea quatre-vingt quinze articles dans les colonnes du *Figaro* de juin 1948 à juin 1950.

⁶⁹ François Mauriac reçut le Prix Nobel de littérature en 1952.

assurer son rayonnement international bâti depuis 1829 sans pour autant compromettre son lectorat national. Ces revers d'opinions constants de la gauche non communiste, la droite les montra du doigt et en fit un point d'appui à sa légitimité en tant que puissance intellectuelle :

« Nostalgique d'une vérité à la mesure de l'humanité entière, ils restent à l'affût des événements. Saint-Germain-des-Prés fut quelques temps titiste après l'excommunication de la Yougoslavie par Moscou. Le maréchal Tito, sans renier le communisme, conclut des alliances militaires, analogues à celles que les progressistes reprochaient aux Etats occidentaux : il perdit d'un coup son prestige. »⁷⁰

Tito décrédibilisé, c'est une partie de la gauche le soutenant qui en pâtit également. La droite intellectuelle aux lendemains du procès Kostov a donc toutes les cartes en main pour s'imposer comme une réelle force intellectuelle dans la sphère des élites françaises.⁷¹ Cette réalité d'une droite des clercs puissante n'est cependant pas communément admise par l'ensemble de l'élite culturelle du PCF, même *a posteriori*. Que ce soit chez Dominique Desanti ou Edgar Morin, aucune trace de l'émergence de la pensée aronienne ou de la création de *Preuves* ne vient illustrer les propos sur les suites de la campagne antititiste.

3.3.2. L'extrême-droite en 1950 : une nouvelle force intellectuelle ?

Jusqu'à-là tournés vers les campagnes pour l'amnistie du maréchal Pétain, les intellectuels d'extrême-droite deviennent dans le tournant des années 1950-1951 une force intellectuelle à part entière, renforcée depuis l'épuration de 1944-1945. Comme le souligna Jeannine Verdès-Leroux⁷², l'entêtement intellectuel eut raison d'un quelconque changement de discours. Relativement étrangers au débat sur la situation à l'Est, ils n'en subirent ainsi pas les effets dévastateurs. En se focalisant sur des problèmes internes à leur milieu ou en pratiquant la dénonciation gratuite et virulente, l'intelligentsia d'extrême-droite n'a pas eu à rentrer dans les problèmes de fond sur la situation comme a pu le faire *Esprit* ou *Socialisme ou Barbarie*, autre extrémité intellectuelle. La période 1948-1950 doit être perçue comme une période de reconstruction de l'intelligentsia d'extrême-droite plutôt que comme un temps de l'engagement. Le salut de l'extrême-droite ne se trouvant pas dans à l'Est et dans les procès staliniens, les intellectuels n'en méprisèrent que plus la question. Cette volonté de masquer la réalité au profit de sujets plus pertinents pour l'image du milieu continua en 1950. Laissée à l'écart par les autres milieux intellectuels, l'intelligentsia regroupée autour des *Ecrits de Paris*

⁷⁰ R. Aron, *L'opium...*, *op. cit.*, p.327.

⁷¹ Le succès de l'anticommunisme exprimé par Aron lors des événements de 1948-1950 se révéla au grand jour à partir de 1956 et le prestige de la revue *Preuves* au sein de l'intelligentsia française. Nicolas Baverez écrit : « De 1956 à 1966, *Preuves* s'affirma comme la première des revues intellectuelles françaises, son anticommunisme jouant progressivement en sa faveur, assurant sa légitimité et lui gagnant le concours de la "génération de Budapest". » dans N. Baverez, *Raymond...*, *op. cit.*, p.273.

⁷² Elle déclara : « Une extrême-droite qui, jusqu'à la Libération, avait mis sa foi après la Libération, en traversant l'épuration. Il n'y a pas le moindre réexamen ou la moindre interrogation, seulement un entêtement endurci. Des campagnes pour l'amnistie, pour la libération du Maréchal furent menées avec une outrance amère et réécrivirent complètement l'Histoire. » dans Jeannine Verdès-Leroux, *Refus et violences. Politique et littérature d'extrême-droite des années trente aux retombées de la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p.485.

a été l'une des principales bénéficiaires de cette lutte intestine entre les différents milieux intellectuels français. Elle a su discréditer le débat auquel se livraient les intellectuels pour dénoncer le problème d'une « Europe unie menacée »⁷³ par le contrôle de Moscou. Plus que les démocraties populaires, c'est la nation française dans son ensemble qui devait être protégée du communisme. Idée forte de l'extrême-droite française, le thème d'un communisme gangrenant les états européens fut repris par le front anticommuniste du Congrès pour la Liberté de la Culture.

La mise en place d'un nouvel ordre intellectuel français eut donc bien lieu à la suite des débats sur la stalinisation à l'est du rideau de fer. La citadelle communiste, bien que fissurée, sut rester debout mais n'assura plus la place dominante héritée de l'effet Stalingrad d'après 1945. Les nouvelles forces d'inspiration trotskiste et neutraliste ont considérablement modifié le paysage de la gauche intellectuelle française ne se limitant plus aux deux figures majeures que sont Sartre et Mounier. La droite, elle, a réimposé son intelligentsia par le biais d'une vision sans concessions de la situation depuis le schisme yougoslave. Le procès Rajk, quant à lui, long cheminement stratégique issu de la rupture titiste de juin 1948, a démontré les aspirations profondes de chaque milieu intellectuel et a ainsi réorganisé un ordre établi et issu de l'avant-guerre, quelque peu remodelé à la suite de la parution du premier numéro des Temps Modernes en 1945.

⁷³ J. Chastenet, « ...Et vous... », art. cité, p.62.

CONCLUSION

Du zéro.

L'homme comme zéro face à la collectivité. L'individu comme incarnation de l'échec. La morale de Koestler ne tient que si l'on ne lui impose pas son contraire. L'individu ne présente-t-il pas une force immuable et nécessaire dans la compréhension du monde ? Défiant les paradigmes classiques et préétablis de l'homme faible face à la collectivité forte, l'intellectuel a su démontrer dans l'analyse des répressions soviétiques au sein des démocraties populaires la puissance de son individualité.

Si le réseau a permis à l'intellectuel de se présenter comme une puissante force morale et politique dans les enjeux internationaux et diplomatiques de ce milieu de siècle, c'est inévitablement suite à une carence de son propre milieu. La triade sacrée de l'histoire intellectuelle s'orientant autour des lieux, des milieux et des revues mériterait d'être repensée et d'y intégrer la notion de « réseaux intellectuels ». La puissance de l'individualité, capable de s'organiser et de nouer de précieux contacts, a pris tout son sens dans ces débats relatifs aux répressions soviétiques à l'Est. L'émergence de nouveaux noms, la plupart du temps isolés et rompant avec les schémas classiques d'une intelligentsia refermée sur son propre milieu, eut lieu à partir de juin 1948. Fejtö, Stéphane, Bourdet, Dalmas, autant de noms synonymes d'un renouveau intellectuel français en marge des puissants cercles communistes ou sartriens.

« Aujourd'hui les intellectuels ne doutent pas assez »¹, déclarait Jean Duvignaud au regard de notre monde contemporain. Le doute serait donc nécessaire à l'accomplissement et à l'épanouissement de l'intellectuel. Le doute de Mounier face à la proposition de Fejtö à l'automne 1949, le doute de Sartre face aux violentes attaques antistaliniennes de Lefort dans sa propre revue ou encore le doute des Thomas, Duras, Mascolo ou Morin sur la réalité de la foi communiste face au schisme yougoslave et au procès Rajk, sont l'expression même d'une intelligentsia française en mouvement, concernée par son siècle. La dénonciation des répressions ne s'est pas faite par la génération intellectuelle classique des Mounier, Sartre ou Merleau-Ponty mais est apparue de l'extérieur, pas une génération davantage engagée dans le combat antistalinien. Les aînés ont fourni les moyens et les cadres d'actions nécessaires, par le biais des revues, à leurs benjamins, pour favoriser une prise de conscience nationale sur la situation en Europe orientale. Cependant, l'impact des enjeux en Europe orientale a également permis de cerner un travail de concert entre les générations intellectuelles. Comme le souligne Michel Winock, « l'unité générationnelle des origines a laissé place à des équipes multigénérationnelles »², notamment chez *Esprit*, avec l'arrivée de François Fejtö. Ainsi, ce

¹ Jean-Marc Blais, Michel Crépu, « Entretien avec Jean Duvignaud », *L'Express*, 11/02/1999.

² Michel Winock, « Les générations intellectuelles », *XX^{ème} siècle*, n° 22, *op. cit.*, p.38.

débat de milieu de siècle se devait d'être perçu à plusieurs échelles. Tout d'abord en tant que prise de décision et engagement intellectuel personnel, ensuite en tant qu'action collective dans la lutte antistalinienne. Cette étude des relations internationales a donc permis de saisir la complexité du milieu intellectuel et de comprendre les différents niveaux d'analyse de son fonctionnement, du zéro à l'infini.

De l'infini.

« Pas plus que l'individu n'est seul dans le groupe et que chaque société n'est seule parmi les autres, l'homme n'est seul dans l'univers »³ écrivit Lévi-Strauss en 1955. L'intellectuel, lui aussi, n'est pas seul. Il s'intègre dans des milieux, des lieux et des réseaux. Loin d'être figée comme le fut l'image véhiculée par l'historiographie française, la production de l'intelligentsia d'après-guerre et, plus particulièrement de ces années 1948-1950, fut féconde. L'émergence de la revue *Socialisme ou Barbarie* et du neutralisme de Bourdet en étant les aspects les plus visibles, il convient ici de ne pas oublier la parution de *La Nouvelle Critique*, signe d'une élite culturelle communiste loin d'être mise à mal par les conséquences du schisme titiste.

Il ne faut également pas perdre de vue que cette analyse des répressions soviétiques dans les démocraties populaires s'est faite au travers d'une approche par « le haut ». La répression soviétique fut perçue dans son exercice de mise en place progressive du pouvoir dans l'Europe orientale et c'est cet aspect qui fut privilégié dans l'appréhension du discours intellectuel des années 1948-1950. Cela dit, la puissance totalitaire ne se mesure-t-elle pas à la globalité de l'étendue de ses actions ? Faire des répressions politiques, religieuses et diplomatiques le symbole du totalitarisme soviétique a résulté d'un choix réfléchi sans oublier que dresser un tel tableau de la situation à l'Est n'a en aucun cas la prétention de livrer une vision d'ensemble du phénomène totalitaire stalinien dans les démocraties populaires. Le rôle des populations opprimées, exemple même de la répression stalinienne aurait également eu sa place dans cette étude. Son absence résulte-t-elle pour autant d'un désintérêt de l'intelligentsia de l'immédiat après-guerre ? Certainement pas. Conscients des réalités de la société à l'est du rideau de fer, les intellectuels français ne firent pas de choix thématiques dans leurs engagements personnels et collectifs. Cependant, il aurait été délicat de mettre sur le même plan les répressions portant atteintes au peuple et les répressions internes au monde communiste ou touchant aux institutions. Le sort des populations opprimées ne répondit pas des mêmes notions que celui des Tito, Mindszenty ou Rajk, à savoir des notions de réseaux et de stratégies.

Bien que le procès Kostov marque la fin de la campagne antititiste orchestrée par le PCUS et relayée en France par le PCF, les répressions soviétiques dans les démocraties populaires ne s'arrêtent pas pour autant. De Budapest et Sofia, le point central répressif se déplaça vers Prague et Bucarest à partir de 1951 avec l'ouverture de nouveaux procès, non pas d'ordre politique ou diplomatique mais raciaux. Les cas Slansky en Tchécoslovaquie et Pauker en Roumanie inaugurèrent la nouvelle politique stalinienne de répression du cosmopolitisme, avec pour fer de lance un antisémitisme développé. Le crédit apporté par les

³ Claude Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*, Paris, Plon, coll. Terre Humaine, n° 309, 1955, p.497.

événements de 1948-1950 à François Fejtö lui permit de rester cet intellectuel-référence des questions touchant à l'Europe de l'Est. Au sein de l'hebdomadaire *L'Observateur*, puis de la revue *Arguments*, il fut, tout comme il l'avait été lors du procès Rajk, l'un des principaux dénonciateurs de la situation.⁴ Survivants à la campagne antititiste, les procès staliniens, à défaut d'avoir été freinés par les prises de positions des intellectuels français ont été compris et analysés dès novembre 1949. Une telle analyse fut un préalable nécessaire aux dénonciations intellectuelles postérieures aux événements de 1948-1950. Le succès du récit du martyr de Rudolf Slansky établi par Arthur London en 1968 et publié sous le titre *L'Aveu*⁵ est alors légitimé. La France des clercs, grâce aux actions de ses intellectuels dès le schisme titiste et à la déstalinisation entreprise lors du XX^{ème} congrès du PCUS en 1956, fut prête à recevoir un tel ouvrage.⁶

Malgré tout, le débat embrasé par Fejtö en novembre 1949 s'essouffla progressivement durant le printemps 1950 avant de laisser place à un nouvel événement majeur de la Guerre froide : la Guerre de Corée. Dès juin 1950, les esprits se tournent vers le continent asiatique, terre d'enjeux et d'avenir à en croire les analyses livrées par les intellectuels depuis octobre 1949 et l'émergence de la Chine maoïste. La puissance du stalinisme de ce milieu de siècle poussa les clercs à ne pas se contenter d'une étude approfondie de l'appropriation de l'Europe de l'Est par Moscou mais à réfléchir sur le devenir de la Chine et sur le conflit coréen. La crainte d'une troisième guerre mondiale eut raison de l'intérêt français pour l'Europe orientale.

A défaut d'avoir influé sur le sort d'une Yougoslavie ou d'une Hongrie, ces questions relatives à l'Europe orientale ont démontré la puissance de la passion intellectuelle française pour l'engagement. « Rien de grand dans ce monde ne s'est accompli sans passion ».⁷ Hegel n'aurait rien eu à rajouter. Si la passion l'emporta parfois sur la raison dans l'analyse objective de la situation, elle a malgré tout prouvé la capacité de l'intelligentsia française à s'organiser en véritable force face à un communisme stalinien n'ayant jamais été aussi proche de dépasser le simple cadre des frontières des démocraties populaires.

⁴ L'action de Raymond Aron et de François Bondy au sein de la revue *Preuves* mérite également d'être soulignée.

⁵ Arthur London, *L'Aveu. Dans l'engrenage du procès de Prague*, Paris, Gallimard, coll. Témoins, 1968. Le succès du témoignage amènera les éditions Gallimard à faire paraître *Aux sources de l'Aveu* en 1997, recueil de feuillets écrits par Arthur London durant son emprisonnement en 1954. Cf. Arthur London, *Aux sources de l'Aveu*, Paris, Gallimard, 1997, 104 p.

⁶ *L'Aveu* reçut un succès important en France. Au-delà des émissions étant consacrées au témoignage d'Arthur London, Costa Gavras en fit l'adaptation cinématographique avec pour acteurs principaux Yves Montand et Simone Signoret.

⁷ Friedrich Hegel, *Leçons sur la philosophie de l'Histoire*, 1845.

ANNEXES

TABLE DES ANNEXES

<i>I- PRESSE NATIONALE</i>	201
<i>I- A</i> Emmanuel Mounier, « De l'esprit de vérité », <i>Esprit</i> , n° 161, novembre 1949, pp.657-660	201
<i>I- B</i> M. Merleau-Ponty, J.-P. Sartre, "Les jours de notre vie", <i>Les T.M.</i> , n° 51, 01/1950, pp.1153-1168	204
<i>I- C</i> C. Lefort, « Le Trotskisme au service du Titisme », <i>S. ou B.</i> , n° 4, 10-11/1949, pp.87-92	213
<i>II- ESSAIS</i>	217
<i>II- A</i> Raymond Aron, <i>Les guerres en chaîne</i> , Paris, Gallimard, NRF, 1951, pp.233-234	217
<i>III - ECRITS RETROSPECTIFS</i>	218
<i>III- A</i> Edgar Morin, <i>Autocritique</i> , Paris, Le Seuil, coll. Points Essais, n° 283, 1959, réed.1991.....	218
<i>III- B</i> François Fejtö, <i>Mémoires : de Budapest à Paris</i> , Paris, Calmann-Lévy, 1986, pp.208-210	219
<i>IV- DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES</i>	220
<i>IV- A</i> Cartographie des voyages des intellectuels français dans les démocraties populaires	220
<i>IV- B</i> Tableaux statistiques	221
<i>IV- C</i> Chronologie.....	223

N.B. : L'article de François Fejtö, « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », aurait eu toute sa place dans ces annexes. Cependant, sa longueur excessive (61 pages) eut raison de sa présence.

Nous ne laisserons pas conjondre avec elle l'esprit de vérité. L'opération figurait déjà dans Mein Kampf — qui ose soutenir l'esprit de vérité ne vise pas à la sérénité du témoin, mais sa rectitude. Il ne dose pas, il se laisse emporter. La vérité géante, la vérité triste, la vérité désespérante, reste pour la vérité, et commande. Il ne s'abrite pas sous l'impartialité, il combat. Il n'assume pas à l'arrière la chimie de tout repos qui teint la vérité en bleu, ou en noir, ou en gris. Il s'active par mains à la poursuite et risque sa vie à l'atteindre. Une passion le dévore, et comme il sait que seule la vérité libère, cette passion le garantit de ses passions.

Pour certains hommes, et aujourd'hui pour de larges collectivités, cet esprit de vérité n'est plus une valeur. On sait ce qui le remplace, ce n'est pas très neuf, et cela a fait ses preuves — la raison d'État, de parti ou de secte. Il faut une fois de plus faire barrage. Ne plus plus économie, justice sociale, paix, équilibre politique. Soixante fois d'accord avec vous, si vous organisez vos vérités sur le mensonge, le mensonge développera son cancer dans la chair de vos de vos vérités et les dévorera. « Nous qui avions suivi la résolution criminelle de l'Informbureau et qui avions trahi d'une manière éhontée l'édition du socialisme dans notre pays, et qui avons d'hui sommes libérés pour participer aux travaux de l'Institut de travail socialiste, nous reconnaissons votre génie et l'ardeur de vous mettez à défendre la vérité et la justice ainsi que l'honneur, l'indépendance et la liberté de notre patrie. » D'où vient cette éceurante palinodie ? De Moscou ? Non : des Kominformistes libérés (et « convertis ») de Belgrade. Nos néo-hitistes en rougissent-ils de ridicule ? Ainsi, dans ce Système, qui croit franchir le cancer a déjà absorbé le poison, et produit les mêmes suites dans un autre coin. C'est le Système qui il faut arrêter.

Le procès Rajk n'est pas substantiellement différent des procès de Moscou, de Bucarest, de Prague ou de Sofia. Mais à mesure que le Système approche de l'Occident, son mystère se dédouble sa répétition le précise. Il touche des hommes que l'on croit plus miens, et dont tel ou tel peut juger d'expérience l'inévitable accusation. Il heurte une sensibilité formée à des siècles de christianisme et d'humanisme, et y rencontre des résistances vigoureuses. (On sait le poste avancé de culture que représentait la Pologne en pleine mer slave : a-t-on réfléchi au fait qu'il n'y a pas eu de Procès de Varsovie ?) Nous avons l'occasion de donner la parole à un témoin direct, qui a connu les accusés. Il est cinq mois encore, il dirigait à Paris le Bureau de Presse de l'Ambassade de Hongrie. Sa philosophie et sa politique ne sont sans doute point toujours les nôtres. Nous n'avons pas

de vérifier toutes ses affirmations et toutes ses hypothèses dans nos bibliothèques volontiers toute contestation probante. Mais la conscience bouleversée qui parle, un homme qui a fait pour être fidèle jusqu'à l'étouffement. Il mérite d'être avec respect, et de provoquer la réflexion.

Jan Cep, nous entendons un autre témoin de valeur. Il est à tout milieu politique, J. Cep faisait à Prague, jusqu'à ces temps, son métier d'écrivain. Auteur de plusieurs romans populaires, traducteur de Bernanos et de Ramuz notamment, il fait de notre littérature. Audiatur et altera pars : le débat autour de Boulter permitra à nos lecteurs de défricher eux-mêmes le chemin de la vérité au lieu de le trouver tout tracé.

Claude Bourdet a bien voulu nous donner ses réflexions sur un récent voyage en Yougoslavie. L'incident ne mérite pas d'être fier devant les œuvres de ses auteurs. Tout ce qui lui retombe aujourd'hui sur le nez, et dont il ne se jette, c'est lui qui l'a lancé sur le monde. Mais ce n'est pas l'Occident qu'il s'agit, c'est de notre humanité même. La grande des Seigneurs de l'argent et la guerre chaude de nos jours, sont la même volonté de tout tenter, de tout souffrir, pour que possible un certain regard de l'homme sur l'homme.

La volonté ne peut point faire abstraction des situations et des lieux qui nous environnent et peuvent dévier nos actes de ce que nous sommes. Sans d'abord que ceux qui ont commencé à opposer dans le monde le mensonge et la violence qui ne présentera plus bientôt que des différences folkloriques, ceux-là n'ont pas fait l'indignation. Il faut rompre le Système non pas seulement au niveau du rideau de fer, mais sur ce rideau d'aveuglement qui traverse nos orgueilleuses libertés. Ce n'est pas le communisme contre le communisme qu'il faut amener. Il faut se constituer, tel qu'il se durcit et se pourrit chaque jour, et le communisme est aussi une force de mort, et, au surplus, une force de guerre. Il faut sortir enfin de ce débat sans issue, et aller chercher, partout où elles se trouvent, sans considération d'équipes, la vérité qui sauve, la liberté d'e. brit. L'intellectuel qui ne peut pas apporter sa part de la vérité, ce le poète qui ne peut pas apporter sa part de la haine qui guettent les malades. Il faut un apport à la haine qui guettent les malades. Il faut un apport à la lucidité et à la santé. Nous ne pouvons pas nous en passer pour des millions d'hommes, et parmi eux les plus sages. La foi communiste est encore la foi qui fait vivre, la

DE L'ESPRIT DE VÉRITÉ

parole qui écarte le désespoir. Avec ces hommes, dont certains nous entendent, nous ne voulons pas descendre au-dessous du niveau où leur cœur et leur espérance se donne. Ils croient que dénoncer les faiblesses ou les crimes du communisme, c'est affaiblir l'aspect socialiste. C'est là l'erreur dont il faut les délivrer. Par la politique d'orthodoxie policière, d'isolement intérieur et international de primauté russe qu'il a choisie, le communisme est en train de s'isoler et d'isoler le prolétariat européen, exactement comme l'a fait il y a vingt ans devant le fascisme. Il s'accule à la guerre qu'il ne veut pas, et même s'il devait y vaincre, il mènerait à une évolution catastrophique les communismes européens, dans des pays politiquement formés, où il eût pu établir le socialisme par de tout autres voies. Lui crier casse-cou est désormais le seul moyen de l'aider à sauver ce qu'il porte de message universel. Dans combien de consciences communistes ce cri d'alarme sonne-t-il pas déjà? Volontairement étrangers à toutes les politiques qui peuvent s'échafauder sur la crise présente, nous cherons jusqu'au bout à assurer ce seul et poignant service de la parole qui élucide et appelle, quand le libre monde des hommes étouffe sous ces occupants invisibles : le silence peureux, le mensonge cynique et l'illusion satisfaite.

E. M.

Maurice Merleau-Ponty ; Jean-Paul Sartre, « Les jours de notre vie », *Les Temps Modernes*, n° 51, janvier 1950, pp.1153-1158.

Les Temps Modernes

LES JOURS DE NOTRE VIE

Il est donc établi que des citoyens soviétiques peuvent être déportés en cours d'enquête, sans jugement et sans limite de temps. Le Code de travail correctif de la R.F.S.S.R. ¹ ne pose le principe de la décision administrative que pour le travail correctif sans suppression de la liberté ². Mais il la mentionne très clairement en ce qui concerne la privation de liberté et la déportation, à l'article 44 ³. Il est donc impossible de soutenir, comme le fait Pierre Daix ⁴, que la décision administrative n'est en vigueur que pour le cas béni du travail correctif sans privation de liberté.

Il est en outre établi que l'appareil répressif tend à constituer, en U.R.S.S., un pouvoir distinct. Une ordonnance du 27 octobre 1934 ⁵ transfère au N.K.V.D. la direction et l'administration du travail correctif qui relevait jusque-là du Commissariat du Peuple à la Justice. Le système a ses revenus propres, fournis par le travail des détenus, et qui servent en particulier à entretenir l'appareil administratif ⁶. La production est réglée par des plans industriels et financiers qui sont dressés par le Directoire des institutions de travail correctif, et seulement ratifiés par le Commissariat du Peuple à la Justice. Il est troisèmement établi que la bonne marche du travail correctif est assurée par une délégation de pou-

1. Voir les notes à la page suivante.

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur
JEAN-PAUL SARTRE

La Revue n'est pas responsable des manuscrits
qui lui sont adressés

La rédaction reçoit sur rendez-vous

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7^e - Tél. LITré 27-37

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 130 fr.

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française.....	700 fr.	1.400 fr.
Étranger	860 fr.	1.720 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire
mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6 999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

TOUS DROITS DE TRADUCTION ET REPRODUCTION RÉSERVÉS POUR TOUTS PAYS

système russe. Nous n'appliquons pas ici à l'U.R.S.S. le principe de Péguy, qui disait que toute cité qui recèle une seule misère individuelle est une cité maudite : à ce compte, elles le sont toutes et il n'y aurait pas de différence à faire entre elles. Ce que nous disons, c'est qu'il n'y a pas de socialisme quand un citoyen sur vingt est au camp. Rien ne sert de répondre ici que toute révolution a ses traîtres, ou que la lutte des classes n'est pas finie avec l'insurrection, ou que l'U.R.S.S. ne pouvait se défendre contre l'ennemi du dehors en ménageant l'ennemi du dedans, ou que la Russie ne pouvait se mettre à la grande industrie sans violence... Ces réponses ne sont pas valables s'il s'agit du vingtième de la population — du dixième de la population mâle, — après un tiers de siècle. S'il y a en U.R.S.S. un saboteur, un espion ou un paresseux pour vingt habitants, alors que plus d'une épurateur a déjà « assaini » le pays, s'il faut aujourd'hui « rééduquer » dix millions de citoyens soviétiques alors que les nourrissons d'octobre 17 ont passé trente-deux ans, c'est que le système recrée lui-même et sans cesse son opposition. S'il y a répression permanente, et si, loin de se résorber, l'appareil répressif s'autonomise au contraire, c'est que le régime s'installe dans le déséquilibre, c'est que des forces productives sont étouffées par les formes de production. Si les détenus de droit commun sont pour le régime des hommes plus sûrs que les détenus politiques, c'est qu'il s'accommode mieux du « prolétariat de la canaille » que des « prolétaires conscients ».

Si l'on est sérieux, on n'a plus alors qu'à regarder cette crise permanente du régime russe : tient-elle sa source même de la production collective, ou bien à l'impériété d'État et au type de planification pratiqué en Russie? Vient-elle de la structure politique de

voir aux détenus de droit commun⁷, — selon une méthode qui a fait ses preuves.

Enfin, puisque des publications officielles font état de 127.000 détenus libérés par décision du gouvernement après l'achèvement du canal de la Baltique à la Mer Blanche et du Canal de Moscou à la Volga, il est probable, compte tenu du volume de ces chantiers dans l'ensemble de l'appareil, que le nombre total des détenus se chiffre par millions : les uns disent 10 millions, d'autres 15.

A moins d'être illuminé, on admettra que ces faits remettent entièrement en question la signification du

1. *Recueil chronologique des lois et décrets du Présidium du Soviet suprême et Ordonnances du gouvernement de la R.F.S.S.R. au 1er mars 1940.* Vol. 9, O.G.I.Z. (Union des maisons d'édition d'État Gospolitizdat, 1941).
2. Section I du Code, article 8.
3. Article 44 de la Section II (*Privation de la liberté*). « Les personnes suivantes peuvent être envoyées dans les lieux de privation de liberté indiqués dans l'article 28 du présent code :
a) Personnes condamnées pour une période n'excédant pas trois ans ;
b) Personnes dont les cas sont à l'enquête ou en cours de procès par ordonnance des organismes compétents (souligné par nous) ;
c) Personnes condamnées pour des périodes de plus de trois ans (...). » Les lieux de privation de liberté mentionnés à l'article 28 sont en particulier : « a) les cellules de réclusion (...); b) les points de déportation ; c) les colonies de travail correctif, les colonies industrielles, les colonies agricoles de travail en masse, les colonies pénitentiaires » (article 28), auxquelles le même article ajoute des institutions sanitaires et des institutions pour mineurs privés de liberté.
Seules les personnes dont le cas est en cours d'enquête peuvent être maintenues dans les cellules de réclusion (art. 29). Mais elles n'y sont pas nécessairement maintenues. On les voit reparaitre à l'article 31, qui donne comme les points de déportation : « Les personnes privées de liberté, ou dont les cas sont en cours d'enquête, sont séparées des condamnés dans les points de déportation. » La réclusion en cellule n'est pas nécessairement suivie de comparution devant un tribunal : « Les personnes ne sont gardées dans des cellules de réclusion que jusqu'à l'entrée en vigueur de la sentence du tribunal ou du décret des autres organismes compétents » (souligné par nous) (article 29).
4. *Pourquoi D. Roussel a-t-il inventé les camps soviétiques?* — p. 6.
5. *Même Recueil*, additif à l'article 129 du Code de travail correctif.
6. *Même Recueil*, Code de travail correctif, article 139 a.
7. *Même Recueil*, art. 87 du Code : « Au commandement de surveillance sont nommés les détenus les plus sûrs — les travailleurs — les personnes condamnées en première instance pour délits ordinaires, »

l'U.R.S.S., et, dans cette hypothèse, ne concerne-t-elle que la phase stalinienne, ou bien était-elle préformée dans l'organisation bolchevique du Parti, et, si on le croit, quelle autre formation politique peut-on concevoir, quelles garanties inventer contre cette décadence? Ces questions et d'autres ne peuvent pas être évitées. L'un de nous écrit ici il y a deux ans que la société soviétique est ambiguë et qu'on y trouve des signes de progrès et des symptômes de régression. Si les concentrationnaires sont 10 millions, — pendant que, à l'autre extrémité de la hiérarchie soviétique, salaires et niveau de vie sont 15 à 20 fois plus élevés que ceux des travailleurs libres, — alors la quantité se change en qualité, c'est tout le système qui vire et change de sens, et, malgré la nationalisation des moyens de production, bien que l'exploitation privée de l'homme par l'homme et le chômage soient impossibles en U.R.S.S., on demande quelles raisons nous avons encore de parler de socialisme à propos d'elle.

Telles sont les questions auxquelles l'extrême-gauche française et européenne devrait se consacrer, — au lieu de donner son temps à des plaidoyers sans lendemain : André Wurmser disant, il y a quelques mois : il n'y a pas de camps en Russie; Pierre Daix, il y a quelques semaines, que les camps sont « un des plus beaux titres de gloire du régime soviétique ¹ ».

* *

Oui, la question est toujours plus impérieuse : comment Octobre 17 a-t-il pu aboutir à la société cruellement hiérarchisée dont les traits peu à peu se précisent sous no-

1. Pierre Daix. *Pourquoi David Rousset a-t-il inventé les camps soviétiques?* — p. 12.

yeux? Dans Lénine, dans Trotsky et à plus forte raison dans Marx, pas un mot qui ne soit sain, qui ne parle aujourd'hui encore aux hommes de tous les pays, qui ne nous serve à comprendre ce qui se passe chez nous. Et, après tant de lucidité, de sacrifice, d'intelligence, — les dix millions de déportés soviétiques, la bêtise de la censure, la panique des justifications...

Si nos communistes veulent ignorer la question, leurs adversaires n'entendent pas davantage la poser et rien dans ce qu'ils écrivent ne nous donne même un commencement de réponse. Ce n'est pas y répondre que de parler de névrose : à lire les témoignages d'anciens détenus, on ne trouve pas dans les camps soviétiques le sadisme, la religion de la mort, le nihilisme qui, — paradoxalement joints à des intérêts précis, et tantôt d'accord tantôt en lutte avec eux, — ont fini par produire les camps d'extermination nazis. Ce n'est pas non plus répondre à notre question que de mettre en cause la bureaucratie et ses intérêts propres : on ne voit guère d'hommes qui se laissent conduire par l'intérêt seul, ils se fournissent toujours de convictions. D'ailleurs, l'intérêt comme le sadisme se cachent mieux. On ne remarque pas assez que le Code de travail correctif, présenté par le délégué britannique à l'O. N. U. et par Rousset dans le Figaro Littéraire comme une révélation, pouvait dès 1936 s'acheter dans sa version anglaise, chez Smith et Maxwell, éditeurs, Chancery Lane, à Londres, moyennant 3 shillings 6 pence. La libération de 127.000 détenus a été annoncée officiellement à Moscou ¹. Il paraît probable que l'évolution qui conduisit d'Octobre 17 aux dix millions d'esclaves, et qui, peu à peu, sous la permanence des

1. Un Allemand antinazi, qui avait déserté l'armée allemande pour rejoindre les Russes et fut employé par eux à des travaux forcés, nous disait que l'existence des camps et les très lourdes pertes annuelles étaient connues de la population dans la région de Leningrad.

formes ou des mots, change le sens du système, s'est faite de proche en proche, sans vue délibérée, de crise en crise, d'expédient en expédient, et que, dans sa signification sociale, elle échappe à ses propres artisans. Dans l'alternative, chaque fois plus impérieuse, de l'aggraver ou de disparaître politiquement, ils continuent, sans voir que l'entreprise change sous leurs mains. Faute d'un fond sur lequel ils puissent la voir, les meilleurs s'étonnent sans doute de ces cris de haine qui leur viennent du monde capitaliste...

Regardons bien. Les formules du Code de travail correctif sont celles mêmes d'un socialisme éduqué : il ne s'agit plus de punir, il s'agit de rééduquer ; les criminels sont des aveugles, il n'est que de les éclairer ; dans une société d'où l'exploitation est bannie, la paresse et la révolte sont des malentendus ; il faut mettre l'asocial à l'abri de la vertueuse colère du peuple unanime, en même temps qu'on met le peuple à l'abri des entreprises de cet attardé ; le mieux est de le remettre au travail, en lui expliquant avec une haute indulgence la grandeur de la société nouvelle. Après quoi, apaisé et sauvé, il reprendra sa place dans l'œuvre commune... Pensées du XIX^e siècle, qui restent touchantes, et peut-être plus profondes qu'on ne croit, puisque après tout on n'a jamais réussi jusqu'ici à doter les hommes, au départ, de chances vraiment comparables, puisqu'on ne les a jamais tentés par le bien... Et voilà que ces idées de jeunesse se mettent à grimacer comme des vieillards, ces pensées innocentes deviennent le comble de la tartuferie et de la ruse quand un citoyen sur vingt est détenu en leur nom, quand elles décorent des camps où les hommes meurent de travail et de faim, quand elles couvrent la répression d'une société durement inégale, quand, sous couleur de rééduquer les égarés, il s'agit de briser les opposants, quand, sous prétexte d'auto-

critique, il s'agit de reniement. Alors et d'un seul coup leur vertu se change en poison. Mais cela n'est pas senti si clairement. A côté des cyniques et des pervers, qui se trouvent partout, sans doute bon nombre de jeunes héros soviétiques qui n'ont jamais vécu dans un pays sans camps prennent sans ombre de scrupule le parti de la bienséance. N'avons-nous jamais vu rien de pareil ? Beaucoup de fonctionnaires bien doués et bien partis, — comme devait l'être Kravchenko dans sa première période, — qui n'ont jamais connu, au sens de 1917, l'esprit critique et la discussion, continuent de penser que les détenus sont des exaltés, des associés, des hommes de mauvaise volonté, jusqu'au jour où le plaisir de vivre à New-York leur donne occasion de reconsidérer tout cela.

Quant aux survivants de 1917, ce ne sont pas les meilleures têtes de l'humanisme marxiste, ils ont toujours préféré l'empirisme à l'analyse des situations, ils ont toujours cru beaucoup plus à l'appareil qu'aux mouvements des masses, ils ont toujours mieux réussi comme organisateurs que comme orateurs populaires, ils se sont toujours fiés à la manœuvre dans le Parti plutôt qu'à la prise de conscience. Dans l'équation de Lénine, — les Soviets plus l'électrification, — ils se sont toujours intéressés de préférence au second terme. Alors, puisque l'U.R.S.S. électrifiée sans retomber au système du profit individuel, il doit leur sembler que l'essentiel de la Révolution d'Octobre est sauvé. Il ne faut pas leur demander de reprendre Marx, de remarquer que, chez Marx, l'infrastructure, ce sont les forces productives, en d'autres termes, non pas l'outillage seulement et les richesses produites, mais les hommes au travail, des hommes encore. Ils ne sont jamais entrés dans ces subtilités, et leur matérialisme a

toujours été bien dialectique... Et puis, tout cela est si loin ; voilà bien longtemps qu'il a fallu en rabattre sur la spontanéité des masses. Koestler, pensent-ils, a très bien expliqué cela : on ne fait pas sa part au sentiment, si on lui donne quelque chose, il prend tout ; il ne faut donc rien lui laisser. N'y pensons plus. Le canal de la Mer Blanche sera fait. Les bases de la production collective seront affermies.. Et les communistes du monde entier attendent que, par une sorte d'émanation magique, tant de canaux, d'usines et de richesses produisent un jour l'homme intégral, même s'il faut, pour les faire, réduire en esclavage 10 millions de Russes, réduire au désespoir leur famille, soit encore 20 ou 30 millions de Russes, former à l'art policier et à la dénonciation une autre partie de la population, à la servilité ou à l'égoïsme l'armée des fonctionnaires. Voilà sans doute comment les meilleurs des communistes sont sans oreilles pour dix millions de détenus.

* * *

En regardant vers l'origine du système concentrationnaire, nous mesurons l'illusion des communistes d'aujourd'hui. Mais c'est aussi cette illusion qui interdit de confondre le communisme et le fascisme. Si nos communistes acceptent les camps et l'oppression, c'est parce qu'ils en attendent la société sans classes par le miracle des infrastructures. Ils se trompent, mais c'est ce qu'ils pensent. Ils ont le tort de croire dans l'obscurité, mais c'est ce qu'ils croient. Les camps nazis portaient, eux aussi, les fameuses devises de rééducation par le travail, mais, à partir du moment où furent établies les chambres à gaz, personne ne pouvait croire qu'il s'agît, même en intention, de rééduquer. Avant les

chambres à gaz, les camps allemands ont été calqués sur les camps russes et leurs devises pénitenciaires sur l'idéologie socialiste exactement comme le Parti au sens fasciste a été calqué sur le parti au sens bolchevik, et comme le fascisme a emprunté au bolchevisme l'idée de la propagande. Le fascisme est une angoisse devant le bolchevisme, dont il reprend la forme extérieure pour en détruire plus sûrement le contenu : la *Stimmung* internationaliste et prolétarienne. Si l'on en conclut que le communisme est le fascisme, on comble après coup le vœu du fascisme, qui a toujours été de masquer la crise capitaliste et l'inspiration humaine du marxisme. Jamais nazi ne s'est encombré d'idées telles que : reconnaissance de l'homme par l'homme, internationalisme, société sans classes. Il est vrai que ces idées ne trouvent dans le communisme d'aujourd'hui qu'un porteur infidèle, et qu'elles lui servent de décor plutôt que de moteur. Toujours est-il qu'elles y restent. Voilà ce qu'on enseigne à un jeune communiste russe ou français. Au lieu de quoi, la propagande nazie enseignait à ses auditeurs l'orgueil du peuple allemand, l'orgueil des aryens et le Führerprinzip.

Cela signifie que nous n'avons rien de commun avec un nazi et que nous avons les mêmes valeurs qu'un communiste. Un communiste, dira-t-on, n'a pas de valeurs. Il n'a que des fidélités. Nous répondons qu'il fait bien ce qu'il peut pour y parvenir, mais que, grâce à Dieu, personne ne peut vivre sans respirer. Il a des valeurs malgré lui. Nous pouvons penser qu'il les compromet en les incarnant dans le communisme d'aujourd'hui. Encore est-il qu'elles sont nôtres, et qu'au contraire nous n'avons rien de commun avec bon nombre d'adversaires du communisme. Or ceci n'est pas affaire de sentiment. Nous voulons dire qu'à mesure que, géographiquement et politiquement, nous nous éloignons de l'U.R.S.S., nous

trouvent des communistes qui sont toujours davantage des hommes comme nous, et un mouvement communiste qui est sain. Si le sort nous faisait rencontrer l'un des futurs Kravchenko qui doivent abonder en Russie, il y aurait sans doute fort peu de fraternité : la dégradation des valeurs marxistes est inévitable en Russie même, les camps dissolvent l'illusion humaniste, les faits vécus chassent les valeurs imaginées comme la mauvaise monnaie chasse la bonne. Mais quand l'un de nous parle à un communiste martiniquais des affaires de la Martinique, il se trouve sans cesse d'accord avec lui. Un lecteur du Monde écrivait dernièrement à ce journal que toutes les déclarations sur les camps de travail soviétiques pouvaient bien être vraies, mais qu'enfin il était un ouvrier sans ressources et sans logis et qu'il trouvait toujours plus d'appui auprès des communistes que des autres. Et le Monde aussitôt d'ouvrir une souscription pour qu'il ne fût pas dit qu'il était insensible à la misère. Le malheur est qu'il ait fallu cette lettre pour appeler cette philanthropie. Passons au collectif, il est bien possible que le communisme chinois suive à longue échéance la ligne du communisme russe et réalise à la fin une société hiérarchisée avec un nouveau type d'exploitation : encore est-il que, dans l'immédiat, il parait seul capable de faire sortir la Chine du chaos et de la misère pittoresque où le capitalisme étranger l'a laissée. Quelle que soit la nature de la présente société soviétique, l'U.R.S.S. se trouve grosso modo située, dans l'équilibre des forces, du côté de celles qui luttent contre les formes d'exploitation de nous connues. La décadence du communisme russe ne fait pas que la lutte des classes soit un mythe, que la « libre entreprise » soit possible ou souhaitable, ni en général que la critique marxiste soit caduque. D'où nous ne concluons

pas qu'il faut montrer de l'indulgence au communisme, mais qu'on ne peut en aucun cas pactiser avec ses adversaires. La seule critique saine est donc celle qui vise, dans l'U.R.S.S. et hors de l'U.R.S.S., l'exploitation et l'oppression, et toute politique qui se définit contre la Russie et localise sur elle la critique est une absoluton donnée au monde capitaliste.

Voilà pourquoi nous avons toujours refusé ici de nous y associer. Que de fois des amis américains, après nous avoir demandé ce que nous pensions du communisme, poursuivaient : « Mais alors pourquoi n'êtes-vous pas avec nous ? » Il faudrait savoir pour qui ou pour quoi ils sont. Car ils ont jeté par-dessus bord, avec le stalinisme et le trotskysme, toute espèce de critique marxiste, toute espèce d'humeur radicale. Les faits d'exploitation à travers le monde ne posent pour eux que des problèmes dispersés, qu'il faut examiner et résoudre un à un. Ils n'ont plus d'idée politique. Quant aux États-Unis ils disent sans rire : « Nous n'avons pas ici de lutte des classes », oubliant cinquante ans et plus d'histoire américaine que Daniel Guérin va raconter ici même. « Participez à la prospérité américaine », tel fut enfin le mot de l'un d'eux. Assis, comme sur le sol du monde, sur la prospérité américaine, qui a connu bien des à-coups, et qui est en train d'en connaître d'autres, à en juger par le déclin de la politique Marshall et des plans de rééquilibre mondial, ils nous demandent d'en faire un absolu. Et quand nous leur expliquons qu'ils sont en train de sacrifier à ce fait incertain toute évaluation politique et qu'à tout prendre la reconnaissance de l'homme par l'homme et la société sans classes sont, comme principes d'une politique mondiale, moins vagues que la prospérité américaine, que la mission historique du prolétariat est une idée finalement plus précise que la

mission historique des États-Unis, on nous répond, comme Sydney Hook dans *Partisan Review*, qu'il serait urgent d'envoyer ici quelques maîtres à penser de son calibre. « Puisque vous êtes d'accord sur l'oppression en U.R.S.S. et sur le risque d'une expansion militaire du communisme, accepteriez-vous de dire, nous proposait un autre, que l'U.R.S.S. est l'ennemi n° 1? » — Non, bien sûr, nous n'acceptons pas, car cette formule a un corollaire : pour l'instant, pas d'ennemi hors de l'U.R.S.S.; elle veut donc dire qu'on renonce à discuter le monde non-soviétique.

Quand la question des camps soviétiques fut posée devant l'O. N. U., la délégation soviétique répondit en demandant qu'on enquêtât aussi sur le passif du capitalisme : sur le chômage, sur les conditions de travail dans les colonies, sur la condition des noirs américains. Le délégué du Royaume-Uni se plaignit de ce qu'il appelait une diversion. Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas de diversion. Une société est responsable de tout ce qu'elle produit, et Marx a bien fait de reprocher à la pensée libérale, comme une fraude comptable, les artifices par lesquels elle met hors bilan le chômage, le travail colonial, l'inégalité raciale, imputés à la nature ou au hasard. Entre citoyens et sur le terrain des droits strictement politiques, — déduction faite des coloniaux, des chômeurs et des salariés mal payés, nous sommes en pleine liberté... On a assez reproché aux communistes d'effacer de leur bilan les dix millions de concentrationnaires pour ne pas user du même procédé quand il s'agit de juger le capitalisme. Le délégué du Royaume-Uni s'est d'ailleurs coupé comme les sujets de Freud avouent au moment même où ils nient : parlant des camps de travail russes, il lui est échappé de dire : « C'est le système colonial de l'U.R.S.S. » Mais alors il faudrait convenir (avec les nuances néces-

saïres) que les colonies sont les camps de travail des démocraties.

A ce que nous disons là, il y a une réponse et une seule (il est curieux que personne ne nous l'ait faite) : la critique de toutes les oppressions affaiblit les démocraties, puisqu'elle porte ici et ne porte pas dans l'Oural. Si c'est là ce qu'on pense, il faut bien voir la conséquence : la critique sociale doit se taire jusqu'à la disparition du système soviétique, et quand enfin les camps s'ouvriront en Sibérie, nous aurons ici une génération sans formation politique, hallucinée par le patriotisme occidental et par des années de propagande anticomuniste. Quant à nous, nous faisons confiance aux gouvernements et aux états-majors pour cette tâche. Tout montre qu'ils ne manqueraient pas d'auxiliaires. Il est plus urgent de maintenir au moins quelques flots où l'on aime et pratique la liberté autrement que contre les communistes.

* *

Nous n'avons pas besoin, à présent, de nous expliquer longuement sur l'initiative de David Rousset, qui est l'occasion de cet éditorial. Il était nécessaire de publier le Code du travail forcé soviétique. Nous en sommes si convaincus que nous nous disposions à l'imprimer, au moment où Rousset, qui tenait le document d'autres sources, en a fait l'usage que l'on sait. Nous désapprouvons absolument cet usage, et nous pensons qu'à dater de cette campagne, Rousset quitte la ligne politique qui avait été la sienne et entame une propagande dans laquelle nous n'entendons en aucun cas être impliqués par le souvenir qu'on a pu garder de notre collaboration avec lui, aujourd'hui définitivement terminée.

« ...pour lutter avec quelque chance d'efficacité contre l'exploitation de l'homme, il faut concentrer les coups sur

le système qui la rend le plus imputoyable, porte ses atteintes le plus loin, ferme le plus rigoureusement tout avenir de libération. Nous ne parlons pas de l'injustice en général, mais de cette injustice précise qu'on nomme concentrationnaire¹ ». Rousset, en conséquence, décline toute enquête qui s'adresserait simultanément à la Russie, à l'Espagne et à la Grèce². A plus forte raison ne saurait-il impliquer dans sa protestation les formes d'esclavage diffuses ou masquées : travail forcé des colonies, guerres coloniales, condition des nègres américains. Mais alors, et s'il n'est pas question de soulever chaque peuple contre les oppressions dont il est témoin, en même temps que contre l'oppression en Russie, — si seuls sont en cause les oppresseurs de la Sibérie et de l'Oural (où le Figaro Littéraire, même sans rideau de fer, n'aurait, croyons-nous, qu'un faible rayonnement) ce procédé ne peut que déplacer, concentrer sur le système russe tout ce qu'il peut y avoir de révolte au monde et réaliser partout l'union des classes contre lui. Comment la lutte serait-elle « plus efficace » parce qu'on aura disjoint les injustices qui ne sont pas celles du système soviétique? Sans doute parce qu'elle ralliera une audience qui se déroberait si l'on mettait en cause les gouvernements espagnol ou grec, l'administration coloniale de l'Angleterre ou de la France. Quels sont donc ces auditeurs si délicats? Croira-t-on que ce sont les peuples, et en particulier le peuple français? Est-il si favorable aux guerres coloniales ou au régime de Franco? En somme, pour qui Rousset écrit-il? Est-ce, comme il le dit, pour les anciens déportés communistes? Mais en déclarant qu'il ne s'en prend qu'à l'U.R.S.S., il leur donne justement la seule excuse qu'ils puissent trouver pour se dérober. Il ne

1. Figaro littéraire, 12 novembre 1949.

2. Figaro littéraire, 19 novembre 1949.

peut donc s'agir que de rallier un public qui s'est pas tourmenté par les camps ou par les prisons tant que ce ne sont pas des camps ou des prisons soviétiques. L'union sacrée contre le système russe sollicite ici tous ceux qui le détestent pour les mauvaises raisons aussi bien que pour les bonnes, elle visera et atteindra à travers le système concentrationnaire toute inspiration socialiste. Rousset en somme se range au principe de « l'ennemi n° 1 » que nous avons tout à l'heure discuté : d'abord contre le système russe; ensuite, dans un régime qui ne ferme pas comme lui l'avenir, on verra. Mais ou bien l'ordre d'urgence ne veut rien dire, ou il veut dire que l'ennemi n° 2 n'est pas, pour le moment, un ennemi. Le choix d'un ordre d'urgence est choix d'un public, choix d'un allié, et finalement pacte avec tout ce qui n'est pas soviétique. Ce public, cet allié, ce ne sont plus les peuples. Rousset a-t-il donc cessé d'être marxiste, alors qu'il rend encore au marxisme, dans ses derniers articles, un hommage à vrai dire bien discret? Lénine disait justement que le vrai révolutionnaire se reconnaît à ceci qu'il dénonce l'exploitation et l'oppression dans son propre pays. Rousset a naguère expliqué que le marxisme était à revoir, et il avait raison. Encore faut-il savoir, quand on entreprend une révision du marxisme, ce qu'on en prend et ce qu'on en laisse. Autrement on aboutit, comme tant d'intellectuels américains, qui ont tout dépassé, au néant politique, et le néant est gouvernemental. Oui ou non, Rousset croit-il encore que la seule force politique dont on doive chercher l'appui est celle qui est par position indépendante des intérêts nationaux, financiers et économiques comme des spéculations d'état-major, — c'est-à-dire le peuple? Et croit-il encore que cette force-là perd conscience d'elle-même et se dissocie si on lui fait passer des compromis avec l'oppression coloniale et sociale? A considérer sa récente campagne,

*il faut répondre : non. Mais alors il doit le dire. Il doit formuler sa nouvelle position. Elle ne peut être qu'inadmissible. Elle cessera du moins d'être équivoque*¹.

Il est facile de répondre qu'on n'a pas besoin de tant de principes pour dénoncer une injustice et qu'il suffisait à Rousset de consulter sa conscience ou ses souvenirs de déporté pour savoir ce qu'il avait à faire. L'expérience concentrationnaire, absolu d'horreur, impose, dira-t-on, à celui qui l'a vécue de regarder d'abord au pays qui la prolonge. Mais ce n'est pas nous qui demandons qu'on oublie des déportés, c'est Rousset. En « concentrant ses coups » sur le système soviétique, il fait bon marché des détenus d'Espagne, des déportés de Grèce. Que l'expérience des camps, quand on l'a vécue, interdise à jamais d'adhérer au système qui maintient des camps, c'est bien. Elle n'interdit pas moins de pactiser avec ses adversaires, s'ils ont des camps. La vérité est que même l'expérience d'un absolu comme l'horreur concentrationnaire ne détermine pas une politique. Les jours de la vie ne sont pas les jours de la mort. Quand on rentre dans la vie, bien ou mal, on recommence de raisonner, on choisit ses fidélités, et, à l'égard de ceux que l'on quitte, on a l'air d'être froid, on a l'air d'oublier. On oublie toujours la mort quand on vit. Daix oublie les concentrationnaires russes. Rousset oublie les déportés grecs qui meurent en ce moment dans les îles, ravitaillés quand il plaît à la mer et au gouvernement². Qu'ils n'invoquent pas, pour justifier des politiques oublieuses, leur fidélité d'anciens déportés. Ils ne seraient fidèles à eux-mêmes qu'en cherchant une politique qui ne les oblige pas à choisir leurs déportés.

M. MERLEAU-PONTY et J.-P. SARTRE.

1. Rousset porte plainte devant la Justice contre les injures des *Lettres Françaises*. Il sait pourtant bien, par l'exemple du procès Kravchenko, que de tels débats ressoudent les deux blocs. Est-ce là ce qu'il veut?

2. Voir ci-dessous Louis de Villefosse, *Makronissos, laboratoire politique*.

Claude Lefort, « Le Trotskisme au service du Titisme », *Socialisme ou Barbarie*, n° 4, octobre-novembre 1949, pp.87-92.

LE TROTSKISME AU SERVICE DU TITISME

L'appel adressé par le Secrétariat de la IV^e Internationale aux partis communistes du monde entier pour la défense de la Yougoslavie contre l'U.R.S.S. (1) nous incite à examiner à nouveau le cas du Trotskisme et à faire le point de son évolution.

La position de la IV^e Internationale à l'égard du Titisme n'est pas nouvelle; celle-ci avait déjà pris parti pour la Yougoslavie au moment de l'attaque du Kominform dans une « Lettre ouverte au parti yougoslave », où le ridicule le disputait sans cesse à l'odieux. Non seulement le Secrétariat de la IV^e prodiguait ses conseils au Comité Central yougoslave pour le meilleur avenir socialiste possible, l'assurant par exemple que le P.C. yougoslave « n'avait rien à craindre » (*sic*) d'un grand développement révolutionnaire, mais encore il cherchait à gagner ses bonnes grâces en « l'informant » de la répression sans merci dont le Trotskisme avait été victime depuis vingt ans de la part de Staline et en tentant ainsi de créer une sorte de complicité dans la persécution. Il faisait ainsi semblant d'oublier que Tito et les membres du C.C. yougoslave avaient participé activement à la répression de tous les oppositionnels et étaient au même titre que ceux du C.C. russe des fusilleurs de l'avant-garde ouvrière. Notre propos n'est pourtant pas de méditer sur la voie qui mène de l'opportunisme à l'avilissement volontaire, mais d'essayer de caractériser l'évolution du Trotskisme à cette occasion.

Le Titisme se trouve être maintenant le point de ralliement de tous les staliniens ou stalinisants qui, soutenant, hier, aujourd'hui et demain, la politique contre-révolutionnaire du stalinisme et les régimes d'exploitation qu'il incarne, se trouvent cependant gênés par la domination absolue du parti russe. L'apparition des trotskistes dans ce concert de petits dissidents éclaire leur véritable nature. En soutenant le Titisme, les épigones de Trotski sont incapables de montrer en quoi celui-ci est

(1) Publié par *La Vérité*, n° du 15 septembre 1949.

progressif par rapport au régime russe; ils se contentent de s'accrocher à ce mouvement de rébellion sans aucune tentative d'analyse marxiste; ils se glissent au sein même de l'idéologie stalinienne, prenant parti pour une fraction de la bureaucratie contre une autre, dans un débat qui demeure intérieur à un système d'exploitation.

Quelle est en effet la signification véritable du conflit Staline-Tito ? Pour répondre à la question il convient de s'interroger sur la nature des deux régimes aujourd'hui antagonistes, de se demander quelles réalités économiques et politiques s'affrontent dans leur lutte.

Sans anticiper sur l'étude que nous consacrerons prochainement au Titisme et à la Yougoslavie, nous pouvons dire que cette dernière a une structure extrêmement proche de celle de l'U.R.S.S., et que les différences entre les deux régimes ne relèvent que d'une inégalité de développement. Nationalisation de l'industrie, « collectivisation » avancée de l'agriculture, planification monopolistique du commerce extérieur; en même temps, exclusion totale du prolétariat de toute gestion ou même de tout contrôle économique et politique, développement foudroyant d'une nouvelle couche sociale non productive qui assume toutes les tâches de direction, oppression policière et prédominance absolue du parti communiste qui détient au sein de la classe dominante tous les leviers de commande; ces différents caractères se retrouvent identiquement en Yougoslavie comme en U.R.S.S. et dans tous les pays du glacis. Pour comprendre l'antagonisme Tito-Staline il faut d'abord comprendre que les deux pays appartiennent à un même type de système d'exploitation et qu'il s'agit d'un conflit typiquement interbureaucratique.

La tendance du Stalinsisme vers la domination absolue des pays de sa zone ne se limite pas sur le plan politique; elle a aussi des buts et des causes profondément économiques, et, en premier lieu, elle est déterminée par l'objectif de l'exploitation de ces pays dans leur ensemble au profit de la bureaucratie russe. Une partie de la plus-value extraite sur place doit être transférée vers la Russie. La bureaucratie locale ne se trouve pas simplement domestiquée complètement sur le plan politique par Moscou; elle est aussi frustrée d'une partie de « sa » plus-value, d'une part du produit de l'exploitation de « ses » ouvriers et paysans. Dans ce sens, rien de plus normal si une fraction du P.C. locaux (Bulgarie: Kostov; Pologne: Gomulka; Hongrie: Rajk) ou l'ensemble de la bureaucratie (Yougoslavie) s'insurgent contre le pouvoir central et veulent garder pour elles seules l'ensemble du gâteau national.

Nous avons là un moment nécessaire et habituel du processus de concentration, qui ne s'est jamais réalisé sans lutte et sans renversements conjoncturels et passagers de la tendance. Mais ce qui importe n'est pas l'existence de pareils conflits interbureaucratiques qui ont existé par le passé et se répètent infailliblement dans l'avenir, mais la tendance fondamentale de l'économie mondiale, qui tôt ou tard brise les courants centrifuges et confirme sur un niveau toujours plus élevé la victoire de l'instance centrale. En ce sens on peut dire que la lutte du parti yougoslave et du parti russe n'est pas fondamentalement différente de celles qui se sont souvent, au cours de ces dernières vingt années, développées au sein même du régime russe et qui se sont régulièrement terminées par l'écrasement des tendances centrifuges. Ce qui est différent, c'est qu'avec l'extension internationale de la bureaucratie sur-

venue après cette guerre, les dissidences n'expriment plus seulement la lutte des fractions au sein d'une même bureaucratie nationale, mais l'opposition entre bureaucraties à base géographique différente, bureaucraties dont d'ailleurs les intérêts derniers sont identiques.

L'IV^e Internationale était dans l'impossibilité d'apprécier la lutte Tito-Staline dans la mesure où elle s'était révélée auparavant radicalement incapable d'analyser le phénomène bureaucratique à l'échelle internationale. Avec son appréciation du Titisme la IV^e n'opère pas réellement un tournant, mais elle révèle, pour la première fois d'une manière aussi brutale, les incidences pratiques les plus profondes de ses analyses théoriques. Nous ne pensions pas que cette révélation se ferait avant la prochaine guerre mondiale qui mettrait nécessairement les trotskistes dans les rangs stalinien. Mais l'affaire Tito a donné avant terme une occasion au Trotskisme actuel de se démasquer jusqu'à présent, malgré son incapacité théorique à qualifier le Stalinsisme comme l'expression d'une nouvelle classe sociale en gestation à l'échelle mondiale, la IV^e avait toujours mis au premier plan sa lutte contre celui-ci, certes cette lutte, qui n'avait pas de fondements théoriques, était confuse et se dégradait à tous moments dans l'opportunisme comme l'illustraient les mots d'ordre de « défense de l'U.R.S.S. » et de prise du pouvoir par les stalinien. Mais aujourd'hui les trotskistes abandonnent largement leur anti-stalinsisme démagogique et leur vocabulaire révolutionnaire pour tenter de se glisser au sein même de la bureaucratie.

On ne pouvait trouver déjà dans la « Lettre ouverte » de 1949 une seule critique sérieuse du P.C. yougoslave. Bien davantage, le Secrétariat de la IV^e qui avait jusqu'alors dénoncé les méthodes stalinien face aux minorités ethniques n'hésitait pas pour les besoins de la cause à écrire à Tito: « Vous avez résolu avec un certain succès la question nationale » (p. 6) et à employer des formules aussi serviles que celle-ci: « L'une de vos réalisations les plus remarquables... » Concluant en se contentant de noter que d'importantes divergences séparent « encore » trotskistes et titistes (la théorie et la pratique de la démocratie populaire, l'utilisation des « mœurs bourgeoises »), le S.I. minimisait aussitôt cette déclaration de divergences (1) en évoquant les expériences différentes (ô, combien) par lesquelles étaient passés trotskistes et titistes depuis des années et il écrivait finalement: « Il faut chercher à nous communiquer nos expériences mutuelles de luttes révolutionnaires et à aplanner nos divergences dans un esprit de fraternité communiste et prolétarienne véritable. » Véritable, épithète savoureuse, dont cette lettre fait un large usage et qui donne la mesure de l'opportunisme de la direction trotskiste. Il y a, paraît-il, une politique communiste et prolétarienne véritable qui diffère de la simple politique communiste. Il y a, paraît-il également, des conseils ouvriers « véritablement élus » (p. 8) et un « véritable contrôle ouvrier » (p. 9) que la IV^e conseille à Tito de susciter et qui

(1) Il est pénible de rappeler que le point de départ et la pierre angulaire des divergences entre l'opposition de gauche et la bureaucratie stalinienne fut la théorie du « socialisme dans un seul pays », mise en avant par cette dernière, et que des milliers d'oppositionalistes russes ont payé de la déportation et de leur vie leur lutte contre cette théorie, théorie reprise aujourd'hui par Tito contre Staline. Ce qui a provoqué les plus après batailles dans le P.C. russe et la III^e Internationale entre 1923 et 1930 n'est même pas jugé digne de mention aujourd'hui par les épigones de Trotsky!

différent du simple contrôle ouvrier et des conseils trop simplement élus dont Tito a le tort de vouloir se contenter. Il s'agit bien d'ajouter véritablement pour rendre le Titisme révolutionnaire, il s'agit bien de conseiller à Tito d'encourager la démocratie prolétarienne et de susciter le mouvement des masses, quand Tito n'a pu assurer son pouvoir que par l'asservissement du prolétariat et l'étouffement de la démocratie révolutionnaire. Le Secrétariat de la IV^e Internationale perd en vérité toute retenue, surexcité à l'idée (très puérile du reste) de pouvoir se glisser au sein de la bureaucratie.

Mais plus savoureux encore est l'appel lancé récemment par la IV^e Internationale sous le titre : « Pourquoi Staline veut écraser Tito. Les révolutionnaires doivent défendre la Yougoslavie ». Il ne laisse plus aucune part, si minime soit-elle, à la critique du régime yougoslave. On y parle tout au long de la défense de la Yougoslavie contre la Russie et tout se passe comme si les trotskistes identifiaient maintenant le Titisme et la révolution. Pour la première fois la théorie de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. (le motif de leur politique) se trouve inapplicable et le soutien qu'ils accordent à la Yougoslavie est celui qu'ils accordaient à un pays révolutionnaire.

Mais comment défendre la Yougoslavie contre l'U.R.S.S. quand depuis vingt ans on clame que les « bases économiques et sociales de la révolution d'octobre » n'ont pas été atteintes en U.R.S.S. et que la première tâche des révolutionnaires est de les défendre, quand d'autre part on déclare depuis cinq ans que le régime de la Yougoslavie doit être qualifié de capitaliste ?

Les résolutions adoptées récemment (r) par le C.E.I. (Comité exécutif international) de la IV^e ont pour mission de donner un fondement théorique à la ruée pro-titiste. De fait, jamais pareil galimatias n'a été employé avec tant de bonheur (le bonheur du lecteur). Les trotskistes qui font profession d'un marxisme littéral intransigeant se révèlent tout à coup d'une étonnante souplesse d'esprit et d'une largeur de vues qu'on ne leur connaissait pas. Après avoir affirmé qu'il n'existait aucune autre forme sociale que le capitalisme et le socialisme (entendons le socialisme authentique et le socialisme dégénéré) et que toute autre forme dite bureaucratique ou capitaliste d'Etat est un non-sens puisque ne correspondant à aucune définition posée par Marx, les trotskistes découvrent aujourd'hui pour le besoin de leur cause toute une série de formes hybrides, transitoires, etc... Que sont en effet les pays du glacis pour les Résolutions du C.E.I. ? « ... ils constituent aujourd'hui le type même d'une société hybride et transitoire, en pleine transformation, aux contours encore flous et imprécis dont il est extrêmement difficile de résu-mer la nature fondamentale dans une formule précise ! Veut-on cependant une définition ? La voici : « La définition la plus exacte qu'on puisse donner de la nature sociale de ces pays est une définition opérant par description ». Insistera-t-on en demandant quels sont les rapports de classe en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie ou en Hongrie ? La réponse sera plus précise : « L'état est... une expression de rapports de forces internationaux qui se superposent à des relations de classe données en

faisant violence à leur expression normale » (sic). Il n'y a donc plus d'analyse non point marxiste, mais simplement sociologique possible, puisque les rapports internationaux, eux-mêmes non définis, « font violence à l'expression normale » de rapports de classe par ailleurs inconnus. Il devient inutile de demander comment se constituent les rapports de production dans le glacis ; on ne peut même plus parler de bourgeoisie ou de prolétariat ; ces notions ont « sans doute » perdu leur valeur propre. Les épigones de Trotsky font mieux en ce sens que les sociaux-démocrates de tous les temps.

La vérité est que les pays du glacis présentent une expérience inassimilable dans le cadre étroit des théories trotskistes. Tant que le Trotskisme a analysé le problème russe il a pu prétendre que la nouvelle structure économique de l'U.R.S.S. était indissolublement liée à une révolution prolétarienne, que la bureaucratie n'était qu'une excoissance temporaire du mouvement ouvrier. Mais l'expérience du glacis rend inutile toute discussion ; il suffit de voir : sans révolution prolétarienne la bourgeoisie a été exterminée et remplacée par une nouvelle couche sociale ; la plupart des grandes mesures économiques soi-disant constitutives d'un état prolétarien ont été réalisées par la nouvelle classe dominante ; le prolétariat a vu son exploitation renforcée. Plutôt que de se rendre à l'évidence les trotskistes ont préféré d'abord ne pas voir. Ils ont au début refusé d'admettre l'extermination de la bourgeoisie ; ils l'accordent aujourd'hui (Résolutions du C.E.I., pp. 27, 28) ; ils ont soutenu que les pays du glacis étaient demeurés des pays de type capitaliste classique ; ils parlent maintenant de types hybrides et transitoires, de « pays capitalistes en voie d'assimilation structurelle à l'U.R.S.S. » (id., p. 31). Ils ont affirmé que jamais les régimes du glacis ne pourraient s'identifier à celui de l'U.R.S.S. ; ils avouent maintenant avec mille réticences pour ne pas perdre la face, mais explicitement que cette identification est possible (id., p. 32). Bien plus : ils déclarent que si l'U.R.S.S. réalise l'unification structurelle de sa zone elle commettra « un acte progressif d'une grande importance historique ». Loin donc de voir dans l'assimilation de l'U.R.S.S. et du glacis en dehors de toute révolution prolétarienne une preuve du caractère non prolétarien de l'U.R.S.S. ils préféreraient faire des pays du glacis des Etats ouvriers dégénérés. Mais plutôt que d'accepter maintenant une telle conclusion ils ont recours à un galimatias libérateur. « Les différences sociales entre l'U.R.S.S. et le glacis », nous disent-ils, « sont de nature qualitative, bien que du point de vue quantitatif la société des pays du glacis se rapproche plus de la société soviétique (sic) que de celle des pays capitalistes normaux (resic), de même que l'U.R.S.S. elle-même se trouve quantitativement bien plus près du capitalisme que du socialisme ». Mais cette position d'attente, valse lente de la quantité et de la qualité, devient gênante dans le cas de la Yougoslavie. Comment défendre la Yougoslavie contre l'U.R.S.S. si elle est un état capitaliste ? Mais, il est vrai, à l'inverse comment dire que la Yougoslavie est un Etat ouvrier dégénéré, car pour dégénérer il faut bien avoir été.

Le C.E.I. oscille ; il dit (id., p. 33) que l'économie de la Yougoslavie est qualitativement différente de l'économie russe, autrement dit qu'elle est capitaliste ; mais il dit aussi par la voix d'un des dirigeants de

l'Exécutif « l'analyse donnée devait logiquement aboutir à la conclusion que la Yougoslavie a cessé d'être un pays capitaliste » et par la voie des délégués de l'Inde et de Cevlan, que « la Yougoslavie est un État ouvrier dégénéré ».

La vérité est que le Trotskisme s'est débarrassé, de la théorie révolutionnaire. La IV^e Internationale n'a plus de repères marxistes; elle se jette dans les bras du Titisme pour cette seule raison qu'il est opposé au parti russe. Comme c'est l'habitude on voit l'opportunisme coïncider avec une véritable débâcle idéologique. Mais il est à peine possible de parler encore d'opportunisme à ce stade. La IV^e Internationale en prenant parti comme elle le fait pour le Titisme met en cause le principe même de son existence. Elle a été fondée en 1934 sur la constatation que les partis communistes étaient irrévocablement contre-révolutionnaires et irredressables. En abandonnant cette idée aujourd'hui, elle supprime idéologiquement la place qu'elle s'était donnée la mission d'occuper dans le mouvement ouvrier. Nous prenons acte de sa démission irrémédiable.

C. MONTAL.

II- ESSAIS

II- A

Raymond Aron, *Les guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, NRF, 1951, pp.233-234.

Contenir ou refouler ?

« Par un paradoxe apparent, au fond logique, la diplomatie américaine accepta volontiers le "stalinisme contre Staline", que les Staliniens dénoncent avec une indignation de commande. Tito ferait, en un sens, moins de tort à l'Union Soviétique si le régime, après la rupture avec Moscou, évoluait vers des formes capitalistes et libérales (sans compter que la "démocratie occidentale" offrirait aux infiltrations du Kremlin autrement de facilités qu'un Etat policier). Les partisans du Kominform, auraient beau jeu à revendiquer le monopole de l'orthodoxie marxiste-léniniste. En maintenant les institutions soviétiques, en dépit de l'excommunication venue de Moscou, en dépit du secours qu'il reçoit des Etats-Unis, Tito s'efforce de démontrer que l'orthodoxie doctrinale n'est pas inséparable de l'obéissance au prophète. La reconnaissance de la supériorité du parti bolchevik russe, principe indispensable à l'entreprise de conquête mondiale, passe pour intégrante du dogme stalinien. Les schismatiques répondent par l'affirmation de "l'égalité de droit" des Etats socialistes, plus conforme aux textes sacrés mais incompatible avec le stalinisme actuel.

La diplomatie occidentale espérait, en même temps, que le cas yougoslave prendrait, aux yeux des dirigeants des démocraties populaires, une valeur exemplaire. Les princes-esclaves, satellites de Hitler ou de Staline, sont acculés d'ordinaire à la fidélité, par souci de conservation personnelle autant que par conviction. Les "résistants" leur annoncent qu'un châtement impitoyable les attend, le jour où la fortune changera de camp. Dès lors, ils n'aperçoivent d'autres choix qu'entre la possession de l'Etat et la mort. Le sort de Tito et de ses compagnons ne leur ouvrirait-il pas une autre perspective : changer de camp sans trahir leur idéologie, ni perdre les bénéfices du pouvoir. Le titisme risquait de trouver des disciples, ailleurs que parmi les clients du Café de Flore (immédiatement conquis, bien entendu).

Les contre-mesures de Moscou ont étouffé ces velléités, réelles ou supposées. Il est difficile de saisir le détail des conflits entre les diverses tendances, à l'intérieur de chaque parti ou du Kominform. La liste des épurés prouve qu'indifférent à la distinction des "mous" (Kostov) ou des "durs" (Rajk), le Kominform a liquidé les principaux communistes, qui, ayant combattu à l'ouest et dans la clandestinité, auraient pu devenir les centres de ralliement d'une révolte nationaliste contre la toute-puissance de Moscou. En Bulgarie, l'épuration a été plus loin encore et a frappé les amis de Dimitrov tout autant que ceux de Kostov. Comme si le Kremlin, désormais, n'avait plus confiance même dans les communistes étrangers dont la carrière s'est déroulée au Komintern, on a donné aux armées et aux polices, en Bulgarie et en Pologne, des commandants russes. La nomination de Rokossovski symbolise une nouvelle étape de la soviétisation du glacie, peut-être la dernière avant l'intégration officielle des Républiques populaires à l'Union Soviétique. Les représentants de Moscou règnent à Varsovie. Le temps du vice-roi de Pologne est revenu.

Les querelles de faction ou de théories (quelle sera l'allure de la construction socialiste ? Combien de temps durera la phase de la démocratie populaire ? Y aura-t-il adaptation du modèle soviétique aux conditions locales ?) perdent toute signification. La soumission totale à Moscou entraîne, en fait, l'acceptation pure et simple des institutions soviétiques, en idée la reconnaissance du caractère universellement valable du modèle russe, même si, pour des raisons d'opportunité, la collectivisation de l'agriculture n'est entreprise qu'au ralenti. »

III- ECRITS RETROSPECTIFS

III- A

Edgar Morin, *Autocritique*, Paris, Le Seuil, coll. Points, 1959, réed.1991, pp.123-124.

Le combat spirituel

« Le procès Rajk s'ouvrit en septembre. J'étais prêt à admettre, comme rétrospectivement je l'avais admis pour les procès de Moscou, que Rajk représentait une tendance politique dangereuse pour l'unité du mouvement révolutionnaire international. (Oh ! ce rationalisme qui n'arrive pas à reconnaître la part gigantesque du délire dans le monde !) Mais le procès Rajk ne fut pas seulement un recommencement des procès de Moscou, dont j'avais classé le dossier depuis longtemps. Il fut une caricature de sorcellerie. Mais surtout, je l'ai vécu.

Il était impossible de croire que Tito était l'agent central de l'espionnage américain dans les Balkans, que Rajk ait été mouchard tour à tour de la police hortyste, du Deuxième Bureau français, de l'Intelligence Service, de la Gestapo et des services secrets américains. Il y en avait trop.

Bientôt du reste, l'admirable article de Fejtö, dans *Esprit*, invalidait irréfutablement les aveux de Rajk sur des points de fait précis. Les dénégations de Kostov à Sofia, un mois plus tard levaient les derniers doutes possibles. Si Kostov niait ce qu'il avait avoué, c'est que ce qu'il avait avoué, c'est que ce qu'il avait avoué lui avait été de quelque manière imposé. Ces hommes étaient innocents des crimes dont on les accusait et dont ils s'accusaient. Il y avait là une machination extravagante. Mais laquelle ? Mais pourquoi ?

Si je reste à jamais marqué par le procès Rajk, ce n'est pas seulement parce qu'il fut le premier de la nouvelle série et qu'il fut éclairé par le témoignage de Fejtö, mais parce que je découvris quelque chose de monstrueusement obtus et rusé au noyau même de ce qui était pour moi la vérité du parti.

Dans mes discussions, avec des camarades, avec Courtade, je me heurtais à l'esprit stalinien, à la fois Yago et Othello, trompeur et trompé. Et ceux que je voyais, obtus et rusés, je ne pouvais les justifier, je voyais bien qu'ils n'avaient aucune raison secrète, historique, supérieure, politique pour condamner Rajk. Ils le condamnaient parce que la part rusée de leur esprit avait convaincu la part obtuse, parce que cette part obtuse avait déjà elle-même convaincu la part rusée, selon une dialectique circulaire de la conscience et de l'inconscience. Il est trop schématique encore de dire sincérité obtuse et mensonge rusé, puis d'accoupler ces termes. De même que le rayon lumineux est à la fois potentiellement et réellement onde et corpuscule, les rayons mentaux du stalinisme étaient à la fois potentiellement et réellement mensonge et sincérité, ruse et bêtise. Et quand je dis ruse ce n'est pas tant par polémique, c'est dans le sens où dans toute névrose, tout délire, tout mythe, toute religion, toute croyance il y a à la fois dualité et unité de la personnalité, auto-tromperie sincère, sincérité rouée. La sincérité pure et l'hypocrisie pure sont les deux pôles opposés avec lesquels l'esprit humain opère ses électrolyses, qu'on appelle croyances. Comme s'il y avait un principe d'indétermination de Heisenberg pour l'esprit, nous ne pouvons pas saisir la sincérité d'une croyance qu'en laissant échapper la ruse, la ruse qu'en laissant échapper la sincérité.

La mystification mystifiée m'apparaissait cette fois, du moins par échappées, comme l'âme même du stalinisme. Ces camarades, ces amis, ces presque frères étaient en état de possession. Le stalinisme m'était jusque-là apparu comme une sorte de phénomène naturel, quelque chose comme le fleuve inexorable de l'Histoire. »

III- B

François Fejtő, *Mémoires : de Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, pp.208-210.

Le procès Rajk

« Vers la fin du mois de mars 1949, Karolyi apprit que quelque chose se tramait autour de Rajk. "Je vais voir ce qui se passe", me dit-il. A Budapest, il s'aperçut vite que les Affaires étrangères n'étaient plus dirigées par le ministre, mais par son adjoint, Andor Berei, connu depuis toujours comme un agent soviétique. Puis il apprit que Rajk avait été arrêté, quelques heures après qu'il l'eut rencontré au ministère, le 30 mai, rencontre au cours de laquelle Rajk lui avait paru mal à l'aise et distrait. Le 2 juin, ulcéré par l'attitude des dirigeants qui n'avaient pas cru nécessaire de l'informer, Karolyi présenta sa démission. Après de longs conciliabules, il se laissa persuader de rester à son poste jusqu'à la nomination de son successeur.

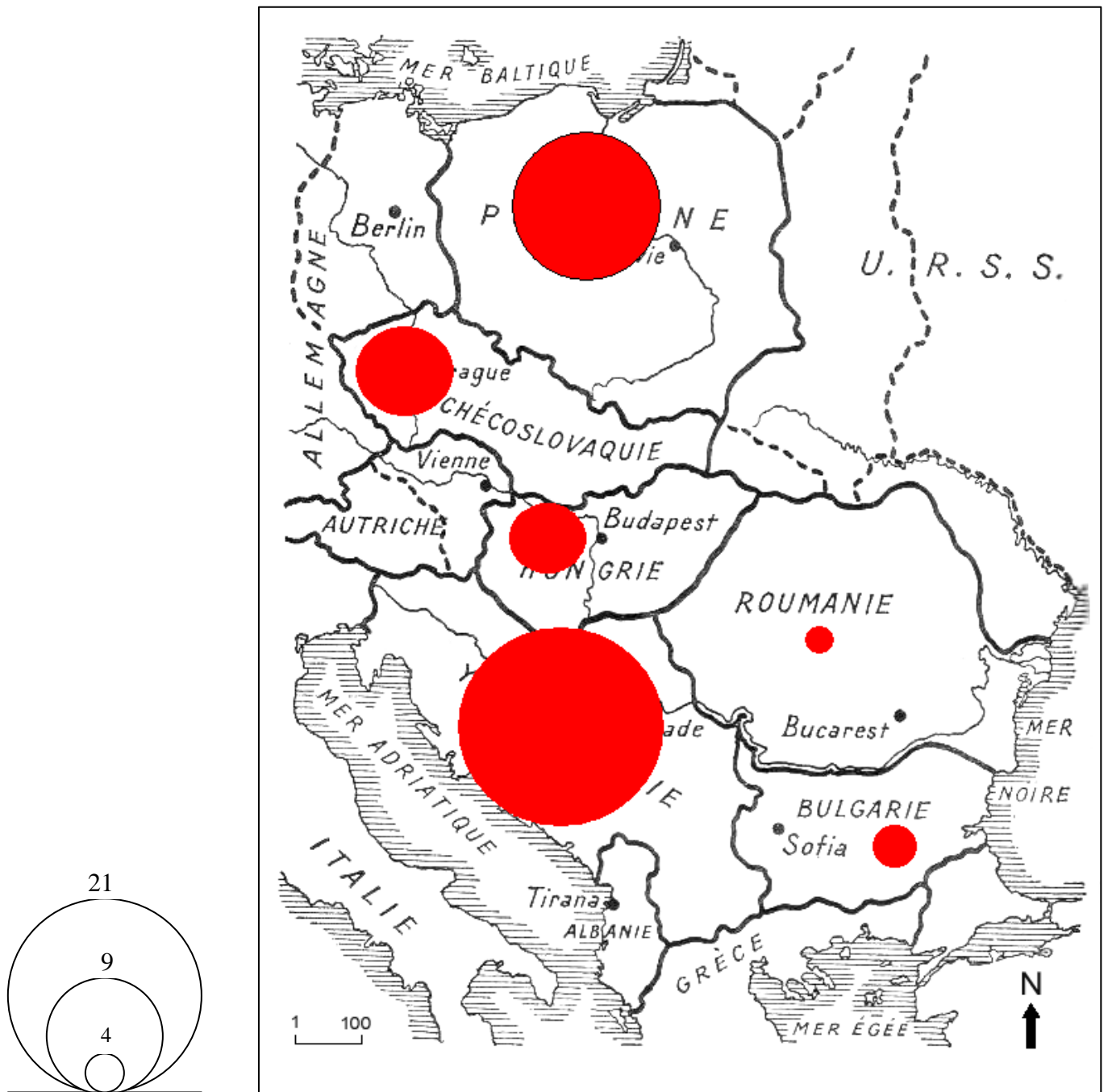
"Je n'ai plus qu'à creuser ma tombe et à m'y coucher", me dit-il de retour à Paris. L'atmosphère de Budapest lui rappelait Moscou dans les années trente. Voir importer les procédés de Staline en Hongrie, c'était trop.

Je convoquai à mon bureau de la rue Saint-Jacques mon adjoint et bientôt successeur au Bureau de presse, le journaliste communiste Endre Bajomi Lazar pour l'informer de l'arrestation de Rajk. "C'est certainement un bobard lancé par les impérialistes", me dit-il irrité. "Je ne le crois pas ; Karolyi a rapporté la nouvelle de Budapest." Lazar, qui avait bien connu Rajk, réfléchit un peu, puis s'écria : "S'il est vrai qu'il a été arrêté, alors il est sûrement coupable."

Au lendemain du retour de Karolyi, j'avais rencontré à la légation Zoltan Szanto, un des vétérans communistes les plus expérimentés, ancien ambassadeur à Belgrade, dont on chuchotait déjà qu'il serait nommé à Paris. Je lui demandai s'il pouvait me dire pourquoi Rajk avait été arrêté. Était-ce son prétendu "titisme ?" "Pas du tout, me dit-il, il ne sympathisait guère avec Tito..." L'accusait-on de malversations ? "Non, son honneur n'est vraiment pas en cause..." "Pour des raisons esthétiques ?" Szanto avait haussé les épaules. Lui-même n'était probablement pas satisfait de la tournure des événements.

Durant l'été 1949, Karolyi ne désespéra pas d'agir sur les dirigeants communistes afin d'éviter ce qui, à ses yeux, allait devenir, bien plus que le procès Mindszenty vite oublié, un désastre politique et moral pour la Hongrie. En août, j'allai passer quelques semaines avec ma famille à Hendaye. J'y reçus un télégramme de Karolyi me demandant de le rejoindre d'urgence à Châtelguyon, où il faisait une cure. Je le trouvai dans un profond désarroi : devait-il redevenir l'émigré déraciné, tributaire d'un Occident auquel il gardait rancune (il croyait à l'agressivité, au bellicisme des Etats-Unis comme la plupart des compagnons de route manipulés par les communistes) ou retourner finir ses jours en Hongrie, ce qui serait interprété comme un signe de solidarité avec les "gangsters" (c'est lui qui employa ce terme) qui organisaient le procès. Je lui dis qu'il était évident que Rakosi apprécierait – comme au moment du procès Mindszenty – d'utiliser son prestige pour rendre crédible une comédie judiciaire inspirée par Moscou. Un long silence me répondit. »

IV – DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES



IV- A Les voyages des intellectuels français dans les démocraties populaires (1947-1950)

(d'après présente étude)

IV- B Tableaux statistiques

Revenu *per capita* en 1939

	<i>Dollars</i>		<i>Dollars</i>		<i>Dollars</i>
	—		—		—
U.S.A.	554	Finlande	184	<i>Yougoslavie</i>	96
Allemagne	520	Chili	174	<i>Pologne</i>	95
Royaume-Uni	468	Autriche	166	Japon	93
Suisse	445	U.R.S.S.	158	Égypte	85
Suède	436	Italie	140	Ceylan	63
Australie	403	Grèce	136	Inde	34
Nouvelle-Zélande	396	<i>Tchécoslovaquie</i>	134	Philippines	32
Canada	389	<i>Hongrie</i>	125	Chine	29
Hollande	338	<i>Bulgarie</i>	109	Indonésie	22
Danemark	338				
France	283				
Norvège	279				
Belgique	261				
Eire	248				
Argentine	218				

(d'après *Per capita national income*, A report to the Senate Committee on Finance, by the National Advisory Council on International Monetary and Financial Problems, 18/12/1947, cité dans F. Fejtö, *Histoire...*, *op. cit.*, p.368.)

AUGMENTATION EFFECTIVE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	1938 = 100			1948 = 100						
	1948	1949	1950	1950				1951		
				1 ^{er} trim.	2 ^o trim.	3 ^o trim.	4 ^o trim.	1 ^o trim.	2 ^o trim.	3 ^o trim.
Tchécoslovaquie	108 b	126 b	146 b	131	136	124	146	148	152	138
Hongrie	107	153	206	174	178	198	223	231	240	248
Pologne	143 c	174 c	228 c	148	155	163	177	187	188	197
Roumanie	83	117	160							
Yougoslavie	273	319	338	116	124	121	135	130	126	127

b : 1937 = 100;

c : comparé avec la production du même territoire en 1938.

(d'après *Economic Survey of Europe*, 1951, p.176., cité dans *Ibid.*, p.372.)

SITUATION DE LA PRESSE PARISIENNE EN 1948-1949

Titres	Tirage moyen journalier		Vente moyenne journalière	
	Février 1948	Février 1949	Février 1948	Février 1949
<i>L'aube</i>	82.000	55.814	54.000	33.500
<i>L'Aurore</i> ¹ ...	241.500		192.000	
<i>France-Libre</i> ¹ ...	363.500	314.500	273.000	240.000
	122.000		81.000	
<i>Combat</i>	113.000	97.500	69.500	63.000
<i>L'Époque</i>	93.500	94.500	61.000	50.000
<i>Le Figaro</i>	369.000	389.000	306.500	290.000
<i>Franc-Tireur</i> ...	311.500	265.000	265.000	220.000
<i>L'Humanité</i>	357.500	265.000	288.000	213.000
<i>Libération</i>	169.000	147.000	135.000	112.000
<i>Ce Matin</i> ² ...	158.000		124.000	
<i>Le Pays</i> ²	257.000	207.000	197.000	165.500
	99.500		78.000	
<i>Parisien Libéré</i> ..	354.500	388.000	297.500	307.000
<i>Le Populaire</i>	119.500	61.000	82.000	40.500
			2.028.500	1.734.500

1. Ces deux quotidiens ont fusionné le 6 juillet 1947.
2. Ces deux quotidiens ont fusionné le 1^{er} avril 1948.

Titres	Tirage moyen journalier		Vente moyenne journalière	
	Février 1948	Février 1949	Février 1948	Février 1949
<i>France-Soir</i>	574.000	560.000	481.000	460.500
<i>Paris-Presse</i> ¹ ..	432.500		327.000	
<i>L'Intransigeant</i> ¹ ...	570.000	417.000	423.000	324.500
	139.500		92.000	
<i>Ce Soir</i>	383.500	269.000	293.500	220.000
<i>Le Monde</i>	170.000	163.500	144.500	132.500
<i>La Croix</i>	153.000	180.000	150.000	166.000
			1.492.000	1.313.500

1. Ces deux quotidiens ont fusionné le 1^{er} juillet 1948.

(d'après Roger Stéphane, « Situation de la presse parisienne », *Les Temps Modernes*, n° 44, juin 1949, pp.1141-1144)

IV- C CHRONOLOGIE

<u>Répressions dans les démocraties populaires :</u>	<u>Réactions des milieux intellectuels :</u>
<p>1948</p> <p>Février : Emprisonnement de Patrascanu, homme fort du P.C.R. à Bucarest. « Coup de Prague » : Gottwald s’empare du pouvoir en Tchécoslovaquie. Juin : Blocus de Berlin 28 juin : Condamnation de la Yougoslavie de Tito par le Kominform.</p> <p>26 novembre : Procès de la Maort, (filiale américaine de la Standart Oil) à Budapest. 26 décembre : Arrestation du primat de Hongrie, Mgr. Mindszenty.</p> <p>1949</p> <p>Janvier : Révocation de Gomulka, communiste polonais. 9 février : Condamnation à la prison à perpétuité de Mgr Mindszenty par le tribunal de Budapest. Mars : Arrestation de Koci Dzodze, dirigeant communiste albanais.</p> <p>11 juin : Exécution de Koci Dzodze. 18 juin : Arrestation de Lazlo Rajk, ministre des affaires étrangères hongrois. 24 juin : Arrestation de Traïcho Kostov, communiste bulgare, à Sofia. Septembre : Procès Rajk à Budapest.</p> <p>15 octobre : Exécution de Rajk.</p> <p>Décembre : Procès Kostov à Sofia. 16 décembre : Exécution de Kostov.</p> <p>1950</p>	<p>Septembre : Dénonciation des camps de travail soviétiques par David Rousset.</p> <p>Décembre : Lancement de la revue communiste <i>La Nouvelle Critique</i>.</p> <p>Mars : Rupture philocommuniste d’<i>Esprit</i> suite à la condamnation de Mgr Mindszenty en Hongrie. Lancement de la revue créée par Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, <i>Socialisme ou Barbarie</i>.</p> <p>Octobre : Raffermissement des querelles entre intellectuels communistes et de gauche indépendante. Novembre : F. Fejtö signe l’article « L’affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », dans <i>Esprit</i>. 10 décembre : Parution de <i>Masques et visages de Tito et les siens</i> de D. Desanti.</p> <p>Janvier : Premières réflexions publiées de Sartre sur le totalitarisme soviétique dans <i>Les Temps Modernes</i> (« Les jours de notre vie »). Février : Parution d’un dossier sur la Yougoslavie dans <i>Esprit</i>. 22 mars : Mort d’Emmanuel Mounier.</p>

(d’après présente étude)

SOURCES

1. PRESSE NATIONALE :

1.1 : Mensuels et bimensuels :

Dépouillement complet d'avril 1948 à juin 1950.

LES ECRITS DE PARIS

- CHASTENET Jacques, « ...Et vous délibérez ! », *Les Ecrits de Paris*, n° 61, novembre 1949, pp.58-64.
- GEORGE Albert, « Réflexions sur l'univers concentrationnaire soviétique », *Les Ecrits de Paris*, n° 57, juillet 1949, pp.108-113.
- MARINO Silvio, « L'expropriation de la nation roumaine », *Les Ecrits de Paris*, n° 70, août 1950, pp.47-50.
- SZASVAROSY Stefan, « La "Trahison d'un cardinal" », *Les Ecrits de Paris*, n° 51, janvier 1949, pp.36-38.
- WIRIATH Marcel, « Silhouettes », *Les Ecrits de Paris*, n° 53, mars 1949, pp.24-29.

ESPRIT

- BABOULENE Jean, « Le sens de l'édification socialiste », *Esprit*, n° 164, février 1950, pp.208-223.
- BASIN André, « La bonne affaire Kravchenko », *Esprit*, n° 155, mai 1949, pp.699-700.
- BOULIER Jean, « Il faut traiter », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.684-689.
- BOURDET Claude, « Voyage à la deuxième URSS », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.752-765.
- CASSOU Jean, « La révolution et la vérité », *Esprit*, n° 161, décembre 1949, pp.943-948.
- CEP Jean, « La lutte religieuse en Tchécoslovaquie », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.661-683.
- DOMENACH Jean-Marie, « Les intellectuels à l'action », *Esprit*, n° 144, avril 1948.
- DOMENACH Jean-Marie, « Le Parti Communiste Français et les intellectuels », *Esprit*, n° 155, mai 1949, pp.729-739.
- DOMENACH Jean-Marie, « Une révolution rencontre le mensonge », *Esprit*, n° 164, février 1950, pp.194-207.
- DOMENACH Jean-Marie, MOUNIER Emmanuel, « Le procès du cardinal Mindszenty », *Esprit*, n°154, mars-avril 1949, pp.559-566.
- FEJTO François, « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.690-751.
- FEJTO François, « De l'affaire Rajk à l'affaire Kostov », *Esprit*, n° 163, janvier 1950, pp.143-150.
- GOGUEL François, « Tito ou les surprises de l'Histoire », *Esprit*, n° 147, août 1948, pp.241-249.

- KORUZA François, « Premières clartés sur la Titoslavie », *Esprit*, n° 148, septembre 1948.
- KORUZA François, « Dialogue autour de Tito », *Esprit*, n° 148, septembre 1948.
- MARABINI Jean, « Budapest : le mois de culture soviétique », *Esprit*, n° 155, mai 1949, pp.725-728.
- MARKER Chris, « L'affaire Tito vue de Yougoslavie », *Esprit*, n° 147, août 1948, pp.207-209.
- MARKER Chris, « Lumière pour tous », *Esprit*, n° 147, août 1948, p.209.
- MARKER Chris, « Le Tito entre les dents », *Esprit*, n° 147, août 1948, pp.210-212.
- MOUNIER Emmanuel, « Le décret du Saint-Office », *Esprit*, n° 158, août 1949, pp.305-314.
- MOUNIER Emmanuel, « De l'esprit de vérité », *Esprit*, n° 161, novembre 1949, pp.657-660.
- MOUNIER Emmanuel, « On demande un psychiatre », *Esprit*, n° 163, janvier 1950, pp.125-130.
- MOUNIER Emmanuel, « Réponse à *L'Humanité* », *Esprit*, n° 163, janvier 1950, pp.130-134.
- MOUNIER Emmanuel, « Fidélité », *Esprit*, n° 164, février 1950, pp.177-182.
- PEZERIL Daniel, « Le carrefour de Prague », *Esprit*, n° 158, août 1949, pp.289-293.
- QUEFFELEC Henri, « Critique littéraire : *J'ai choisi la liberté* », *Esprit*, n° 143, mars 1948.
- QUEFFELEC Henri, « Perspectives », *Esprit*, n° 164, février 1950, pp.224-236.
- Rédaction, « Le communisme et l'Eglise vus d'Europe orientale », *Esprit*, n° 159, septembre 1949, pp.400-414.
- VERCORS, « Réponses », *Esprit*, n° 161, décembre 1949, pp.949-953.

EUROPE

- ALLAIN Yves, « Le mouvement des collèges populaires en Hongrie », *Europe*, n° 40, avril 1949, pp.142-144.
- ARAGON Louis, « Et moi aussi, je suis libre d'écrire ce que je veux », *Europe*, n° 49, janvier 1950, pp.140-144.
- ARAGON Louis, « Et moi aussi, je suis libre d'écrire ce que je veux », *Europe*, n° 51, mars 1950, pp.140-144.
- BAUMIER Jean, « Critique littéraire : *Masques et visages de Tito et les siens* », *Europe*, n° 50, février 1950, p.120.
- BOULIER Jean, « La lutte religieuse en Tchécoslovaquie », *Europe*, n° 48, décembre 1949, pp.60-82.
- ROUBAKINE Suzanne, « Tchécoslovaquie d'aujourd'hui », *Europe*, n° 30, juin 1948, pp.135-140.

LA NOUVELLE CRITIQUE

- CASANOVA Laurent, « Sur l'effort d'éclaircissement idéologique du parti communiste auprès des intellectuels », *La Nouvelle Critique*, n° 2, janvier 1949, pp.29-32.
- CASANOVA Laurent, « La contribution des communistes à la campagne de paix », *La Nouvelle Critique*, n° 9, octobre 1949, pp.1-9.
- DAIX Pierre, « Le procès Rajk, les partis communistes et la paix », *La Nouvelle Critique*, n° 10, novembre 1949, pp.25-37.

- DESANTI Jean, « Scrupules et ruses d'Emmanuel Mounier », *La Nouvelle Critique*, n° 9, octobre 1949, pp.56-70.
- GARAUDY Roger, « *Esprit* jette le masque », *La Nouvelle Critique*, n° 15, avril 1950, pp.18-30.
- KANAPA Jean, « La Liberté de l'esprit, les intellectuels et le parti communiste », *La Nouvelle Critique*, n° 9, octobre 1949, pp.10-55.
- KANAPA Jean, « Editorial », *La Nouvelle Critique*, n° 13, février 1950, pp.1-6.
- KANAPA Jean, « Comme on se retrouve... », *La Nouvelle Critique*, n° 14, mars 1950, pp.1-7.
- KANAPA Jean, « Un nouveau "communisme"...sans les communistes », *La Nouvelle Critique*, n° 18, juillet-août 1950, pp.3-13.
- KRIEGEL-VALRIMONT Maurice, « Le front de la paix », *La Nouvelle Critique*, n° 10, novembre 1949, pp.1-8.
- LEDUC Victor, « Les sophismes de la liberté bourgeoise », *La Nouvelle Critique*, n° 8, juillet-août 1949, pp.24-31.
- LEDUC Victor, « Claude Bourdet chez Tito », *La Nouvelle Critique*, n° 11, décembre 1949, pp.72-82.
- MOUILLAUD Maurice, « Ceux que l'Histoire veut perdre veut perdre ou de Bourdet à Mounier, en passant par Cassou », *La Nouvelle Critique*, n° 14, mars 1950, pp.44-58.
- NOIROT Paul, « Sur une certaine conception de la "liberté d'information" : à propos de l'affaire Mindszenty », *La Nouvelle Critique*, n° 6, mai 1949, pp. 47-57.
- WURMSER André, « La liberté du choix », *La Nouvelle Critique*, n° 10, novembre 1949, pp.38-49.
- WURMSER André, « Réponse à Jean Cassou », *La Nouvelle Critique*, n°14, mars 1950, pp.29-31.

LA REVUE DES DEUX MONDES

- FONTAINE Jacques, « La situation de l'Eglise polonaise », *La Revue des deux mondes*, 01/09/1949, pp.29-48.
- PINON René, « Le drame yougoslave », *La Revue des deux mondes*, 01/10/1948, pp.588-607.
- PINON René, « La volonté de puissance russe en Europe et en Asie », *La Revue des deux mondes*, 15/06/1950, pp.577-598.
- Rédaction, « L'Eglise et le gouvernement hongrois », *La Revue des deux mondes*, 15/01/1949, pp.371-372.
- Rédaction, « Les prétendus aveux du primat de Hongrie », *La Revue des deux mondes*, 01/02/1949, pp.564-566.
- Rédaction, « La condamnation du primat de Hongrie », *La Revue des deux mondes*, 15/02/1949, pp.753-755.
- Rédaction, « L'affaire du cardinal Mindszenty », *La Revue des deux mondes*, 01/03/1949, pp.183-185.
- Rédaction, « La vie à travers le rideau de fer », *La Revue des deux mondes*, 01/05/1949, pp.181-183.
- Rédaction, « Le conflit de l'Eglise et de l'Etat en Tchécoslovaquie », *La Revue des deux mondes*, 01/07/1949, pp.177-179.
- Rédaction, « Le Kominform contre le Vatican », *La Revue des deux mondes*, 15/07/1949, p.373.
- Rédaction, « Tito et Moscou », *La Revue des deux mondes*, 15/09/1949, p.378.

- Rédaction, « La condition des travailleurs en URSS », *La Revue des deux mondes*, 15/01/1950, p.389.
- Rédaction, « Du côté de chez Tito », *La Revue des deux mondes*, 15/02/1950, pp.760-761.

SOCIALISME OU BARBARIE

- BOURT Raymond, « Voyage en Yougoslavie », *Socialisme ou Barbarie*, n° 8, janvier-février 1951, pp.3-30.
- CASTORIADIS Cornélius (CHAULIEU Pierre)*, DUPONT Georges, « La bureaucratie yougoslave », *Socialisme ou Barbarie*, n° 5-6, mars-avril 1950, pp.1-76.
- LAPLANCHE Jean (FOUCAULT Marc)*, « 1948 », *Socialisme ou Barbarie*, n° 1, mars-avril 1949, pp.47-61.
- LEFORT Claude (MONTAL Claude)*, « Le Trotskisme au service du Titisme », *Socialisme ou Barbarie*, n° 4, octobre-novembre 1949, pp.87-92.
- LEGER Jean, « Le procès Kalandra », *Socialisme ou Barbarie*, n° 7, août-septembre 1950, pp.110-111.
- Rédaction, « Lettre ouverte aux militants du P.C.I. et de la IV^{ème} internationale », *Socialisme ou Barbarie*, n° 1, mars-avril 1949, pp.47-61.
- Rédaction, « Stakhanovisme et marchandage dans les usines tchécoslovaques », *Socialisme ou Barbarie*, n° 3, juillet-août 1949, pp.82-87.
- SEUREL Jean, « Le procès Kravchenko », *Socialisme ou Barbarie*, n° 2, mai-juin 1949, pp.116-121.
- SIMON Henri (BERTHIER Roger)*, « La situation internationale », *Socialisme ou Barbarie*, n°2, mai-juin 1949, pp.109-112.
- STERNBERG Benno (BELL Hugo)*, « Le stalinisme en Allemagne orientale (1) », *Socialisme ou Barbarie*, n° 7, août-septembre 1950, pp.1-45.
- STERNBERG Benno (BELL Hugo)*, « Le stalinisme en Allemagne orientale (2) », *Socialisme ou Barbarie*, n° 8, janvier-février 1951, pp.31-49.

* Le nom entre parenthèses correspond au pseudonyme employé par l'auteur lors de la signature de son article.

LES TEMPS MODERNES

- DALMAS Louis, « Réflexions sur le communisme yougoslave (1) », *Les Temps Modernes*, n°52, février 1950, pp.1589-1634.
- DALMAS Louis, « Réflexions sur le communisme yougoslave (2) », *Les Temps Modernes*, n° 53, mars 1950, pp.1820-1858.
- DALMAS Louis, « Réflexions sur le communisme yougoslave (3) », *Les Temps Modernes*, n° 54, avril 1950, pp.1956-1978.
- DALMAS Louis, « Bilan provisoire », *Les Temps Modernes*, n° 55, mai 1950, pp.2229-2238.
- ETIEMBLE René, « De Claude Roy, du Tao et de Jean Grenier », *Les Temps Modernes*, n° 41, mars 1949, pp.525-537.
- LEFORT Claude, « Kravchenko et le problème de l'URSS », *Les Temps Modernes*, n° 29, février 1948, pp.1490-1516.
- MERLEAU-PONTY Maurice, « Note sur Machiavel », *Les Temps Modernes*, n° 48, octobre 1949, pp.577-593.

- MERLEAU-PONTY Maurice, SARTRE Jean-Paul, « Les jours de notre vie », *Les Temps Modernes*, n° 51, janvier 1950, pp.1153-1168.
- POUILLON Jean, « Le procès Kravchenko », *Les Temps Modernes*, n° 43, mai 1949, pp.954-956.
- STEPHANE Roger, « Revue de presse », *Les Temps Modernes*, n° 41, mars 1949, pp.574-576.
- STEPHANE Roger, « Le cours des choses », *Les Temps Modernes*, n° 49, novembre 1949, pp.957-958.
- STEPHANE Roger, « La question du travail forcé à l'ONU : discours des délégués britannique, soviétique, polonais et français », *Les Temps Modernes*, n° 51, janvier 1950.

1.2. Hebdomadaire :

*Dépouillement complet de juin 1948 à décembre 1949 (n° 218 au n° 292).
Echantillonnage des articles majeurs et des Unes.*

LES LETTRES FRANÇAISES

- BENDA Julien, « Eszterhazy, l'affaire Rajk et la démocratie », *Les Lettres Françaises*, n° 282, 13/10/1949, p.1.
- BENDA Julien, « Mise au point sur l'affaire Rajk », *Les Lettres Françaises*, n° 286, 17/11/1949, p.1.
- DE JOUVENEL Renaud, « Avec Kostov, c'est la trahison et c'est la guerre que rejette le peuple bulgare », *Les Lettres Françaises*, n° 290, 15/12/1949, p.1.
- DE JOUVENEL Renaud, « Les maîtres de Kostov ont perdu leur temps », *Les Lettres Françaises*, n° 291, 22/12/1949, p.2.
- MORGAN Claude, « C'est la Raison qu'on fusille au pays de Platon ! », *Les Lettres Françaises*, n° 225, 16/09/1948, p.1.
- Rédaction, « Ecrivains grecs victimes de la répression », *Les Lettres Françaises*, n° 248, 24/02/1949, p.2.
- WURMSER André, « Vercors ou "c'est plus fort que moi" », *Les Lettres Françaises*, n° 238, 16/12/1948, p.3.
- WURMSER André, « Compte rendu sténographique du procès Rajk », *Les Lettres Françaises*, n° 278, 22/09/1949, p.1.
- WURMSER André, « Pourquoi il n'a pas nié ? », *Les Lettres Françaises*, n° 279, 29/09/1949, p.1.

1.3. Quotidiens :

Dépouillement partiel de certains numéros de juin-juillet 1948, mai 1949, octobre-novembre-décembre 1949.

LE FIGARO

(L'ensemble des articles de Raymond Aron extraits du *Figaro* est tiré du recueil intitulé Raymond Aron, *Les articles du Figaro. Tome I. La Guerre froide (1947-1955)*, Paris, Editions de Fallois, 1990, 1418 p.)

L'HUMANITE

2.ESSAIS :

- ARON Raymond, *Les guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, NRF, 1951, 497 p.
- DESANTI Dominique, *Masques et visages de Tito et les siens*, Paris, Le Pavillon, 1949, 125 p.
- JOUVENEL Renaud de, *Tito, maréchal des traîtres*, Paris, La Bibliothèque française (E.F.R.), 1948, 120 p.

3. ECRITS RETROSPECTIFS :

3.1. Mémoires :

- BOURDET Claude, *L'aventure incertaine*, Paris, Stock, 1975.
- DAIX Pierre, *J'ai Cru au Matin*, Paris, Robert Laffont, coll. Vécu, 1976, 470 p.
- DESANTI Dominique, *Les Staliniens. Une expérience politique : 1944-1956*, Paris, Marabout, coll. Grand Document, 1975, 542 p.
- DESANTI Dominique, *Ce que le Siècle m'a Dit*, Paris, Plon, 1997.
- FEJTO François, *Mémoires : De Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, 323 p.
- KRIEGEL Annie, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, coll. Notre Epoque, 1991, 839 p.
- LE ROY-LADURIE Emmanuel, *Paris-Montpellier : PC – PSU (1945-1963)*, Paris, Gallimard, coll. Témoins, 1982, 262 p.
- MORIN Edgar, *Autocritique*, Paris, Le Seuil, coll. Points Essais, n° 283, 1959, rééd. 1991, 255 p.

3.2. Entretiens :

- CHERRUAULT-SERPER Jacqueline, *Où va le temps qui passe ?, Entretiens avec François Fejtö*, Paris, Balland, 1991, 244 p.
- DOUBRE Olivier, « Quels droits donnés à quels hommes ? Entretien avec Dominique Desanti », *Politis*, n° 818, septembre 2004.

3.3. Article :

- FEJTO François, « L'affaire Rajk quarante ans plus tard », *XX^{ème} siècle*, n° 25, janvier-mars 1990, pp.75-83.

BIBLIOGRAPHIE

Instruments de travaux :

- JULLIARD Jacques, WINOCK Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Le Seuil, 1996, 1259 p.
- POIRRIER Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, coll. Points Histoire, 2004, 440 p.

Histoire générale de la France au XX^{ème} siècle :

Ouvrages :

- AGULHON Maurice, NOUSCHI André, SCHOR Ralph, *La France de 1940 à nos jours*, Paris, Nathan Université, coll. Fac, 1995, réed.2001, 574 p.
- RIOUX Jean-Pierre, *Nouvelle histoire de la France contemporaine : Tome XV, La France de la IV^{ème} république, L'ardeur et la nécessité : 1944-1952*, Paris, Le Seuil, coll. Points, 1980, 314 p.

Article :

- DUHAMEL Alain, « Le communisme, cette étrange passion française », *Le Point*, n° 1573, 08/11/2002, p.52.

Histoire de l'URSS, des démocraties populaires et des répressions soviétiques :

Ouvrages généraux :

- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Histoire de l'URSS de la révolution à la mort de Staline*, Paris, Le Seuil, coll. Points Histoire, n° 179, 375 p.
- COURTOIS Stéphane, WERTH Nicolas (dir.), *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, 810 p.
- FEJTO François, *Histoire des démocraties populaires : Tome 1 : L'ère de Staline*, Paris, Le Seuil, coll. Points Politique, n° 49, 1969, réed. 1972, 380 p.

Ouvrages particuliers :

- BETHELL Nicholas, *Le communisme polonais : Gomulka et sa succession*, Paris, Le Seuil, coll. L'Histoire immédiate, 1971, 346 p.
- DEDIJER Vladimir, *Le défi de Tito : Staline et la Yougoslavie*, Paris, Gallimard, coll. Témoins, 1970, 340 p.
- FEJTO François, *La tragédie hongroise*, Paris, Horay, 1986, 320 p.
- JAUDEL Etienne, *L'aveuglement : l'affaire Kravchenko*, Paris, Houdiard, 2004, 332 p.
- KRIEGEL Annie, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1972, 189 p.

- STEPHANE Roger, *Rue Lazlo Rajk : une tragédie hongroise*, Paris, O. Jacob, 1991, 175 p.

Histoire des relations entre la France et les démocraties populaires :

- SOUTOU Georges-Henri, « La politique française envers la Yougoslavie, 1945-1956 », *Relations internationales*, n° 104, hiver 2000, pp. 433-454.

Histoire des intellectuels français :

Ouvrages généraux :

- CHEBEL D'APOLLONIA Ariane, *Histoire politique des intellectuels en France : Tome II : 1944-1954*, Bruxelles, Complexe, 1991, 342 p.
- LEYMARIE Michel, *Les intellectuels et la politique en France*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 2001, 124 p.
- ORY Pascal, SIRINELLI Jean-François, *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, coll. U, 1986, 264 p.
- SIRINELLI Jean-François, *Intellectuels et passions françaises : manifestes et pétitions au XX^{ème} siècle*, Paris, Fayard, 1990, 365 p.
- SIRINELLI Jean-François, *Aron et Sartre, deux intellectuels dans le siècle*, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 1995, 395 p.
- VERDES-LEROUX Jeannine, *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard, coll. Minuit, 1983, 585 p.
- WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Le Seuil, 1997, 696 p.

Ouvrages particuliers :

- BOSCHETTI Anna, *Sartre et Les Temps Modernes : une entreprise intellectuelle*, Paris, Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 1985, 326 p.
- CAUTE David, *Les compagnons de route : 1917-1968*, Paris, Robert Laffont, coll. Les Hommes et l'Histoire, 1979, 487 p.
- GOTTRAUX Philippe, *Socialisme ou Barbarie : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997, 427 p.
- GREMION Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture : 1950-1975*, Paris, Fayard, coll. Pour une Histoire du XX^{ème} siècle, 1995, 645p.
- TOUPIN-GUYOT Claire, *Les intellectuels catholiques dans la société française*, Rennes, PUR, coll. Histoire, 2002, 369 p.
- WINOCK Michel, *Esprit : des intellectuels dans la cité (1930-1950)*, Paris, Le Seuil, coll. Points Histoire, 1975, rééd. 1996, 499 p.

Biographies :

- ADLER Laure, *Marguerite Duras*, Paris, Gallimard, 1998, 630 p.
- BAVEREZ Nicolas, *Raymond Aron*, Paris, Flammarion, 1993, 541 p.

Articles :

- ADERETH Michael, « Sartre and Communism », *Journal of European Studies*, n° 17, 1987, pp.1-48.
- AZEMA Jean-Pierre, « La clef générationnelle », *XX^{ème} siècle*, n° 22, avril-juin 1989, pp.3-10.
- FERENCZI Thomas, « Une fascination éprouvée par les intellectuels bien au-delà des seuls communistes », *Le Monde*, 22 février 2003.
- MONGIN Olivier, « Emmanuel Mounier et l'aventure d'Esprit », *Ethische perspectieven*, n° 10, avril 2000, pp.231-234.
- PROST Antoine, « Changer le siècle », *XX^{ème} siècle*, n° 60, octobre-décembre 1998, pp.14-26.
- SIRINELLI Jean-François, « Les Normaliens de la rue d'Ulm après 1945 : une génération communiste ? », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 4, octobre-décembre 1986, pp.569-588.
- SIRINELLI Jean-François, « Les quatre saisons des clercs », *XX^{ème} siècle*, octobre-décembre 1998, pp.43-57.
- WINOCK Michel, « Les intellectuels dans le siècle », *XX^{ème} siècle*, n° 2, avril 1984, pp.3-14.
- WINOCK Michel, « Les Affaires Dreyfus », *XX^{ème} siècle*, n° 5, janvier-mars 1985, pp.19-37.
- WINOCK Michel, « Les générations intellectuelles », *XX^{ème} siècle*, n° 22, avril-juin 1989, pp.17-38.

Mémoire :

- ASTEGIANO Laurent, *Les intellectuels face au paradigme yougoslave : éthique de conviction et incertitudes internationales (1989-1994)*, IEP Grenoble, 1994.

Histoire des relations entre les intellectuels français et les répressions soviétiques à l'Est :

- ARGAND Catherine, « Faut-il sortir Aragon du purgatoire ? : Entretien avec Pierre Daix », *Lire*, Mai 1997.

INDEX

A

Abraham, Pierre, 82, 105
Adler, Laure, 191
Aimard, Frédéric, 26
Alain (Emile Chartier), 11, 155, 232
Allain, Yves, 43, 44, 51
Allen, Georges, 166
Alphandéry, Claude, 22
Altmann, Georges, 66, 67, 196
Antelme, Robert, 30, 80, 134, 190, 191, 192, 193
Antonescu, Ion, 71
Aragon, Louis, 7, 35, 91, 105, 134, 106, 126, 152, 163, 195, 234
Arcos, René, 84
Arendt, Hannah, 10, 25, 109, 130, 136
Argand, Catherine, 91
Aron, Raymond, 8, 18, 19, 36, 57, 63, 77, 89, 93, 97, 101, 109, 111, 114, 115, 121, 122, 130, 169, 176, 178, 180, 181, 182, 195, 196, 197, 201, 202, 219, 230, 233, 245
Artaud, Antonin, 161
Astorg, Bertrand d', 118
Aveline, Claude, 84, 134
Azéma, Jean-Pierre, 94

B

Baboulène, Jean, 134, 139, 148, 158, 168
Baby, Jean, 73, 134
Balzac, Honoré de, 155
Barbusse, Henri, 155
Bartosek, Karel, 6
Bastia, Giuseppe, 55
Baudelaire, Charles, 178
Baumier, Jean, 152
Baverez, Nicolas, 63, 197
Bazin, André, 32
Beauvoir, Simone de, 95, 179
Bedouelle, Guy, 50
Béguin, Albert, 54
Beigbeder, Marc, 178
Bénazet, Henri, 40
Benda, Julien, 9, 126, 134, 142, 143, 158, 160, 173, 175, 176, 177
Beran, Josef, 39, 43, 44, 46, 48, 51
Berei, Andor, 220, 221
Bernanos, Georges, 46
Berstein, Serge, 100
Bierut, Boleslaw, 59
Billoux, François, 152
Blais, Jean-Marc, 199
Bloch, Gérard, 187
Bloch, Jean-Richard, 137, 176, 177
Blum, Léon, 189
Bogart, Humphrey, 16
Bondy, François, 121, 196, 201
Bonte, Florimond, 163
Borkenau, Frank, 109
Borne, Etienne, 54

Boschetti, Anna, 20, 181, 185
Bouissounouse, Janine, 118
Bouju, Marie-Cécile, 84
Boujut, Pierre, 161
Boukharine, Nikolaï, 22, 77, 78, 82, 194
Boulier, Jean, 36, 46, 47, 48, 51, 96, 105, 134, 144, 154, 158, 180
Bourdet, Claude, 16, 24, 27, 33, 66, 67, 74, 83, 99, 100, 101, 120, 123, 134, 136, 137, 138, 139, 140, 143, 147, 154, 158, 166, 168, 169, 170, 178, 182, 183, 188, 189, 190, 195, 199, 200, 228
Bourt, Raymond, 134
Brecht, Berthold, 26
Breton, André, 77
Bruhat, Jean, 134
Bruneteau, Bernard, 123
Brunschwig, Henri, 196
Buisson, Ferdinand, 177
Buisson, Jean-Christophe, 14

C

Caillaux, Joseph, 177
Calas, Jean, 171
Caldwell, Erskine, 28
Calmy, Jacques, 178
Carrère d'Encausse, Hélène, 194
Casanova, Laurent, 7, 10, 15, 22, 29, 30, 36, 80, 82, 83, 84, 88, 89, 91, 92, 93, 103, 104, 105, 119, 126, 140, 160, 191, 192, 193, 195
Cassou, Jean, 24, 63, 77, 82, 83, 84, 103, 104, 105, 106, 113, 114, 116, 123, 134, 137, 139, 140, 142, 145, 147, 150, 151, 167, 177, 186, 192, 193, 228
Castoriadis, Cornélius, 7, 20, 97, 98, 108, 116, 127, 128, 185, 187, 225
Cep, Jean, 46, 47, 48, 49, 51, 96, 134, 154, 180
Certeau, Michel de, 53
Césaire, Aimé, 134
Chamson, André, 84
Chastenet, Jacques, 62, 198
Chebel d'Appolonia, Ariane, 195
Cherruault-Serper, Jacqueline, 69, 122
Chevance, Maurice, 158
Chostakovitch, Dimitri, 85
Churchill, Winston, 22
Clarion, Nicolas, 163
Clemenceau, Georges, 177
Clémentis, Vladimir, 112
Coeuré, Sophie, 81
Cogniot, Georges, 153
Colette (Sidonie Gabrielle Colette), 155
Colin, Jean, 54
Conquest, Robert, 23
Courtade, Pierre, 26, 61, 68, 73, 74, 89, 90, 93, 94, 107, 119, 134, 143, 165, 175, 220
Courtois, Stéphane, 5, 121
Craipeau, Yvan, 127
Crépu, Michel, 199

D

Dabit, Eugène, 102
Daix, Pierre, 22, 29, 30, 32, 35, 36, 61, 79, 80, 81, 82, 89,
90, 91, 92, 93, 94, 104, 106, 107, 113, 123, 126, 134,
146, 159, 160, 164, 165, 194, 196, 234, 242, 243
Dalmas, Louis, 9, 19, 20, 69, 70, 73, 94, 96, 97, 105, 106,
111, 134, 136, 138, 139, 140, 143, 147, 153, 159, 166,
175, 177, 182, 183, 184, 189, 190, 199
Decour, Jacques (Daniel Decourdemanche), 95
Dedijer, Vladimir, 75
Déléage, André, 41
Desanti, Dominique, 22, 23, 27, 50, 64, 71, 73, 76, 79,
80, 86, 89, 90, 93, 94, 102, 103, 110, 134, 136, 137,
138, 140, 141, 143, 151, 152, 153, 158, 159, 173, 191,
197, 225, 231
Desanti, Jean, 102
Devriese, Marc, 31
Dimitrov, Georgi, 219
Djilas, Milovan, 24
Dobi, Istvan, 150
Domenach, Jean-Marie, 8, 26, 41, 42, 50, 51, 52, 54, 57,
84, 92, 95, 96, 122, 134, 139, 140, 148, 153, 156, 158,
162, 163, 168, 179, 180, 182, 193, 195
Dorgelès, Roland, 137
Doriot, Jacques, 107
Doubre, Olivier, 159
Dreyfus, Alfred, 6, 9, 60, 61, 65, 68, 70, 75, 78, 120, 121,
147, 148, 149, 160, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177,
202, 225, 226, 233, 234, 241
Drieu la Rochelle, Pierre, 137
Duclos, Jacques, 16, 36, 107, 140, 142
Duhamel, Jean-Marie, 150
Dulcanski, Ferdinand, 49
Dupont, Georges, 20, 98, 116, 127, 186
Durand, Lionel, 196
Duras, Marguerite, 11, 28, 30, 31, 80, 90, 190, 191, 192,
193, 194, 199, 233
Duvignaud, Jean, 22, 103, 104, 134, 147, 150, 192, 193,
195, 199
Dzodze, Koci, 60, 69, 100, 225

E

Ehrenbourg, Ilya, 163
Eluard, Paul, 118, 134, 158
Emmanuel, Pierre, 161
Esterhazy, Ferdinand, 173, 174
Etiemble, René, 79, 184

F

Fabre, Henri, 150
Fadéev, Nicolaï, 158, 161, 163, 183
Farge, Yves, 36, 118, 134, 158
Farkas, Gabriel, 66, 67
Faulkner, William, 28
Fedotov, Georges, 77
Fejtö, François, 26, 39, 42, 45, 53, 60, 61, 62, 63, 64, 65,
66, 67, 68, 69, 70, 73, 74, 75, 78, 79, 87, 90, 97, 102,
109, 110, 113, 120, 121, 122, 123, 130, 134, 138, 141,
143, 145, 146, 147, 149, 150, 151, 154, 155, 160, 168,
171, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 194, 195,
199, 201, 202, 203, 206, 215, 220, 221, 223, 225, 231,
241
Fontaine, Jacques, 44
Foresta, Jean, 164

Foucault, Michel, 94
Fougeron, André, 161
Fraisie, Paul, 182
France, Anatole, 155
Frank, Pierre, 127
Frenay, Henri, 26, 196
Friedmann, Georges, 137
Furubotten, Peder, 70

G

Galey, Louis-Emile, 41
Garaudy, Roger, 53, 89, 90, 91, 142, 143, 156, 157, 158,
193
Gasperi, Alcide de, 170
Gau, Albert, 41
Gaulle, Charles de, 14
Gavras, Costa, 201
George, Albert, 116
Gerlier, Pierre-Marie, 150
Gibelin, Marcel, 187
Gide, André, 77, 102, 148, 160
Goebbels, Joseph, 24
Goethe, Johann Wolfgang von, 155
Goff, Jacques Le, 93, 134
Goguel, François, 15, 16, 17, 31, 42, 54, 93, 96, 111, 113,
157, 190
Gomulka, Wladislaw, 59, 69, 112, 141, 225, 232
Gottraux, Philippe, 126, 127, 128, 185, 186
Gottwald, Klement, 6, 46, 49, 112, 225
Grémion, Pierre, 68, 121, 181, 195
Grenier, Jean, 79
Guéhenno, Jean, 82
Guérin, Jean-Yves, 77
Guillochon, Bernard, 191
Guilloux, Louis, 102
Gunsbourg, Serge de, 134

H

Habsbourg, Otto de, 38
Havas, Endre, 84
Hegel, Friedrich, 131, 201
Heisenberg, Werner, 220
Herbart, Pierre, 102
Hermann, Jean-Marie, 118
Hervé, Pierre, 22, 73, 80, 134
Hiss, Alger, 176
Hitler, Adolf, 21, 24, 30, 71, 77, 82, 124, 125, 219
Hland, Josef, 44
Holman, Bob, 71
Hook, Sidney, 121, 196
Horvath, Joseph, 64
Hourmant, François, 136
Hugo, Victor, 163
Humbert, Agnès, 84, 134
Huta, Nuri, 69

I

Iejov, Nicolaï, 23
Innocent XI, 53
Iwaskiewicz, Jaroslaw, 161
Izard, Georges, 41

J

Jaurès, Jean, 175
Jdanov, Andrei, 5, 16, 194
Jean-Paul II (Karol Wojtyła), 37
Joliot-Curie, Frédéric, 83, 102, 134, 158
Joseph II, 46
Jouvenel, Renaud de, 73, 74, 76, 80, 134, 136, 152, 153
Jozsef, Attila, 67
Justus, Paul, 76

K

Kalandra, Zavis, 128, 229
Kamenev, Lev, 77
Kanapa, Jean, 7, 23, 24, 29, 81, 119, 120, 125, 126, 132, 134, 142, 152, 158, 159, 160, 166, 181, 183, 191, 192, 195
Kardelj, Edouard, 24, 120
Karlovič, Michel, 41, 67, 149, 150, 221
Karsky, Serge, 134, 138
Kast, Pierre, 92
Kautsky, Karl, 109
Khrouchtchev, Nikita, 9, 120
Kidritch, Boris, 120
Koestler, Arthur, 6, 67, 78, 79, 81, 165, 181, 182, 199
Koleci, Vasco, 69
Koruza, François, 17, 157
Kostov, Traïcho, 1, 13, 59, 60, 61, 64, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 84, 89, 91, 92, 93, 94, 101, 103, 105, 107, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 122, 125, 128, 136, 140, 142, 148, 151, 152, 154, 160, 164, 167, 169, 171, 178, 183, 184, 189, 192, 194, 195, 200, 219, 220, 225, 226, 230
Kravchenko, Victor, 7, 19, 26, 27, 64, 77, 88, 96, 121, 125, 129, 145, 161, 185, 226, 229, 230, 232
Kriegel, Annie, 21, 29, 76, 81, 90, 91, 119
Kriegel-Valrimont, Maurice, 29
Kristo, Pandi, 69
Kupferman, Fred, 137

L

Labin, Suzanne, 196
Lambert, Pierre, 187
Laplanche, Jean, 73, 97
Largos, Dimitri, 117
Lasky, Melvin, 121, 196
Laurin, Paul, 184
Lazar, Branko, 75, 76
Lazar, Endre Bajomi, 221
Lazar, Marc, 5
Lazareff, Pierre, 66
Lebelley, Frédérique, 90
Leduc, Victor, 24, 27, 29, 33, 91, 99, 101, 120, 158, 166, 183, 189, 192
Lefort, Claude, 7, 19, 20, 26, 96, 97, 98, 108, 111, 115, 127, 128, 132, 178, 185, 186, 187, 195, 199, 202, 225
Léger, Jean, 128
Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov), 23, 37, 61, 114, 189
Léopold III, 55
Lévi-Strauss, Claude, 200
Leymarie, Michel, 176, 177, 178
Liénard, Achille, 150
Lipsis, Carmine de, 138
Lisowski, Georges, 161
London, Arthur, 201

Luccioni, Gennie, 163

M

Machiavel, Nicolas, 62, 162, 229
Madaule, Jacques, 54, 61
Malaparte, Curzio, 109
Malliavin, Paul, 8, 71, 128, 160
Malraux, André, 137
Malraux, Clara, 28, 84, 88, 134, 167, 191
Mandouze, André, 134
Mannoni, Eugène, 191
Marabini, Jean, 45
Maria, Roger, 170
Marino, Silvio, 70, 72
Maritain, Jacques, 41, 109
Marker, Chris, 16, 17, 23, 96, 157, 161
Markos (Markos Vafiadhis), 70, 118
Martelli, Roger, 192
Martin-Chauffier, Louis, 41
Martinet, Gilles, 66, 67, 189
Marx, Karl, 114, 162
Mascolo, Dionys, 30, 31, 190, 191, 192, 193, 194, 199
Mathieu, François, 192
Mauriac, Claude, 196
Mauriac, François, 41, 53
Mauroy, Prosper, 8
Maurras, Charles, 7
McCarthy, Joseph, 176
Mendès France, Pierre, 94
Mercader, Ramon, 186
Merleau-Ponty, Maurice, 19, 42, 53, 62, 68, 78, 87, 95, 96, 97, 106, 114, 115, 162, 179, 180, 181, 199, 202, 206
Miatlev, Adrian, 161
Mihailovic, Draza, 14
Mindszenty, Jozsef, 13, 25, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 62, 64, 66, 67, 69, 73, 75, 84, 90, 95, 97, 102, 113, 115, 117, 125, 129, 143, 144, 146, 149, 151, 154, 158, 160, 163, 164, 167, 168, 179, 180, 183, 184, 185, 191, 193, 196, 200, 221, 225, 226, 228, 242
Mirbeau, Octave, 160
Mitroorgji, Vango, 69
Mongin, Olivier, 41, 42
Montand, Yves, 201
Morgan, Claude, 41
Morin, Edgar, 10, 28, 43, 63, 65, 74, 92, 116, 140, 165, 190, 191, 192, 197, 199, 202, 220
Mouillaud, Maurice, 83, 99, 103, 157
Mounier, Emmanuel, 3, 8, 15, 16, 17, 26, 33, 36, 41, 42, 44, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 57, 58, 60, 61, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 83, 87, 90, 93, 95, 96, 97, 100, 102, 103, 108, 117, 121, 122, 123, 129, 132, 139, 140, 141, 144, 145, 146, 148, 149, 153, 154, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 163, 169, 172, 173, 175, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 188, 189, 190, 195, 198, 199, 202, 225, 228, 234, 242

N

Nadeau, Maurice, 104
Naville, Pierre, 66
Nejedly, Zdenek, 39
Néron, 124
Nicolas, Claire, 134
Nicolet, Claude, 94

Nizan, Paul, 102, 148
Noirot, Paul, 25, 41, 144, 146

P

Pablo, Michel, 187
Paczkowski, Andrzej, 59
Palfy-Oesterreicher, Josef, 75
Palle, Albert, 18
Parmelin, Hélène, 191
Pascal, Blaise, 116
Patrascanu, Lucretiu, 6, 60, 69, 225
Pauker, Anna, 194, 200
Pavazan, Michel, 32
Péguy, Charles, 95, 160, 173
P eta in, Philippe, 18, 129, 150, 157, 197
Petkov, Nicolai, 89
Peto, Andrea, 147
Pézeril, Daniel, 43
Philip, André, 196
Picasso, Pablo, 32, 134
Pie XII (Eugenio Pacelli), 53
Pignon, Edouard, 191
Pijade, Mosha, 18, 24, 120
Pinon, René, 17, 18, 39, 76, 112, 124, 159, 172
Polevoi, Boris, 161
Potel, Jean-Yves, 5
Pouillon, Jean, 19
Poulaille, Henri, 77
Prager, Rodolphe, 127
Prenant, Marcel, 134
Prokofiev, Serge, 114
Pronteau, Jean, 22
Prost, Antoine, 171

Q

Queffelec, Henri, 134, 139, 158, 168

R

Racine, Nicole, 177
Rajk, Julia, 147
Rajk, Lazlo, 13, 24, 26, 32, 36, 41, 45, 47, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 91, 93, 94, 101, 103, 105, 106, 107, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 125, 126, 128, 136, 140, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 149, 151, 152, 154, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 167, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 183, 184, 189, 192, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 219, 220, 221, 225, 226, 227, 230, 231, 233, 241, 242, 243, 244
Rakosi, Matyas, 40, 221
Ramadier, Paul, 5
Ramuz, Charles-Ferdinand, 46
Rankovitch, Alexander, 146
Régnier, Monique, 191
Rémond, René, 53, 54
Renard, Daniel, 170
Renouvin, Pierre, 98
Resnais, Alain, 11
Reynaud, Paul, 156
Ribard, André, 163
Riquet, Jean, 113
Risti c, Marko, 67
Rivet, Paul, 147

Rokossovski, Konstantin, 141
Rolland, Jacques-Françis, 30
Rolland, Romain, 8, 137
Romains, Jules, 196
Ronsac, Charles, 66, 67
Roques, Clément, 150
Rosenthal, Gérard, 182
Rossellini, Roberto, 140
Roubakine, Suzanne, 51, 134
Rougemont, Denis de, 196
Roure, Rémy, 196
Roussel, Claude, 66
Rousset, David, 7, 19, 27, 113, 114, 116, 118, 125, 126, 129, 145, 148, 182, 183, 196, 225
Roy, Claude, 30, 79, 229
Roy-Ladurie, Emmanuel Le, 91, 93, 94, 194
Roz, Firmin, 8

S

Saliège, Jules-Géraud, 48, 55, 124, 125, 150
Sartre, Jean-Paul, 6, 8, 9, 19, 20, 23, 26, 31, 36, 38, 53, 62, 63, 66, 87, 95, 96, 97, 98, 106, 114, 115, 118, 122, 129, 140, 144, 148, 149, 160, 161, 169, 172, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 189, 190, 196, 198, 199, 202, 225, 233, 234
Schwarz, Laurent, 104
Ségur-Dupeyron, Pierre, 8
Semprun, Jorge, 191
Serge, Victor, 67
Servan-Schreiber, Jean-Jacques, 134, 135
Sidor, Carol, 49
Signoret, Simone, 201
Simon, André, 134
Simon, Henri, 45, 166
Sirinelli, Jean-François, 9, 29, 93, 148, 176, 180, 181
Slansky, Rudolf, 194, 200, 201
Socrate, 133
Sofoulis, Th emistoclis, 117
Sorel, Georges, 160
Sperber, Manès, 67
Staline, Joseph, 5, 6, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 28, 31, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 46, 51, 59, 61, 62, 75, 77, 88, 89, 90, 93, 101, 109, 110, 111, 112, 114, 120, 122, 123, 125, 126, 127, 128, 129, 137, 141, 146, 164, 168, 169, 186, 187, 191, 193, 194, 219, 221, 232, 243, 245
Stéphane, Roger, 19, 20, 26, 38, 40, 62, 66, 67, 76, 78, 82, 94, 96, 97, 113, 114, 121, 180, 182, 189, 199, 224, 232
Stephanov, Ivan, 152
Stepinac, Alojzije, 37
Sternberg, Benno, 97, 98, 153
Stil, André, 163
Streiff, G erard, 191
Suar es, Andr e, 160
Suhard, Emmanuel, 150
Sylvain, Jules, 143
Szalai, Andras, 76
Szanto, Zoltan, 221
Szasvarozoy, Stefan, 40
Szonyi, Tibor, 75

T

Thomas, Edith, 28, 38, 83, 84, 88, 147, 150, 167, 191, 199, 234

Thorez, Maurice, 5, 36, 107, 163, 192, 194
Tillon, Charles, 84, 134
Tim (Lejzor Mittelberg), 64
Tiso, Jozsef, 49

Tito (Josip Broz), 6, 7, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21,
22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35,
36, 37, 38, 58, 59, 61, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 82,
86, 88, 93, 94, 99, 100, 101, 104, 110, 111, 112, 113,
115, 117, 119, 120, 128, 137, 138, 144, 146, 149, 152,
153, 156, 157, 158, 164, 166, 168, 169, 173, 175, 181,
186, 187, 188, 189, 191, 193, 197, 200, 219, 220, 221,
225, 226, 227, 228, 229, 231, 232, 242, 243

Toupin-Guyot, Claire, 53, 54

Triolet, Elsa, 134

Trotsky, Léon (Léon Bronstein), 21, 22, 23, 114, 127,
186, 187, 242

Truman, Harry, 5, 16, 22, 34, 35, 156, 166

Tsaldaris, Panayiotis, 22

V

Vailland, Roger, 134

Vaillant-Couturier, Paul, 158

Vercors (Jean Bruller), 2, 26, 63, 82, 83, 84, 102, 103,
104, 105, 106, 107, 123, 134, 142, 145, 148, 151, 158,
167, 168, 177, 192, 193, 230, 243, 244

Verdès-Leroux, Jeannine, 9, 90, 197

Verdier, Robert, 66, 67

Villefosse, Louis de, 118

Vittorini, Elio, 28, 191

Voldman, Danièle, 133

Voltaire (François Marie Arouet), 171

Vychinski, Andreï, 78

W

Wallon, Henri, 134

Wazyk, Adam, 161

Weil, Simone, 77

Wiesel, Elie, 190

Willard, Marcel, 93, 134

Winock, Michel, 9, 88, 90, 145, 157, 171, 172, 179, 180,
188, 190, 192, 199, 241

Wiriath, Marcel, 160

Wurmser, André, 29, 32, 64, 73, 89, 90, 91, 102, 107,
121, 134, 142, 143, 152, 164, 175, 193

X

Xénophon, 133

Z

Zanchini, Nicola, 55

Zedong, Mao, 72

Zinoviev, Grigori, 22

Zola, Emile, 171

TABLE DES ABREVIATIONS

A.F.P.	Agence France-Presse
B.B.C.	<i>British Broadcasting Corporation</i>
C.A.D.	Comité d'Action contre la Déportation
C.C.I.	Comité Communiste Internationaliste
C.C.I.F.	Centre Catholique des Intellectuels Français
C.G.T.	Confédération Générale du Travail
C.L.C.	Congrès pour la Liberté de la Culture
C.N.C.L.P.	Comité National Communiste pour la Lutte pour la Paix
E.F.R.	Editeurs Français Réunis
E.N.S.	Ecole Normale Supérieure
F.F.G.C.	Fraction Française de la Gauche Communiste
I.F.O.P.	Institut Français d'Opinion Publique
I.N.S.	<i>Institut für Niederdeutsche Sprache</i>
J.P.Y.	Jeunesse Populaire Yougoslave
M.L.N.	Mouvement de la Libération Nationale
O.A.S.	Organisation de l'Armée Secrète
O.F.I.	Office Français d'Information
O.N.U.	Organisation des Nations Unies
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
P.C.	Parti Communiste
P.C.F.	Parti Communiste Français
P.C.I.	Parti Communiste Internationaliste
P.C.N.	Parti Communiste Norvégien
P.C.R.	Parti Communiste Roumain
P.C.T.	Parti Communiste Tchécoslovaque
P.C.U.S.	Parti Communiste d'Union Soviétique
P.C.Y.	Parti Communiste Yougoslave
P.O.I.	Parti Ouvrier Internationaliste
P.O.U.M.	Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
P.P.F.	Parti Populaire Français
P.S.U.	Parti Socialiste Unifié
P.P.D.	<i>Pour une Paix Durable</i>
R.D.A.	République Démocratique Allemande
R.D.R.	Rassemblement Démocratique Révolutionnaire
S. ou B.	<i>Socialisme ou Barbarie</i>
S.T.O.	Service du Travail Obligatoire
T.A.S.S.	<i>Telegraph Agency of the Soviet Union</i>
T.M.	<i>Les Temps Modernes</i>
U.I.I.	Union des Intellectuels Indépendants
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

TABLE DES FIGURES

<i>Fig.1</i> : Thèmes des Unes des <i>Lettres Françaises</i> (06/1948-12/1948).....	35
<i>Fig.2</i> : Thèmes d'analyse de la répression soviétique dans <i>La Revue des deux mondes</i> (1948-1950)	56
<i>Fig.3</i> : Structure du « Réseau Fejtö ».....	67
<i>Fig.4</i> : Place accordée aux régimes communistes dans le numéro spécial d' <i>Esprit</i> (novembre 1949).....	72
<i>Fig.5</i> : Termes associés à l'URSS par les intellectuels non communistes	115
<i>Fig.6</i> : Démocraties populaires visitées par les intellectuels français (1947-1950).....	134
<i>Fig.7</i> : Voyages des intellectuels français dans les démocraties populaires (1947-1950).....	135
<i>Fig.8</i> : Encart publicitaire de <i>La Nouvelle Critique</i> (mars 1950).....	157
<i>Fig.9</i> : Système de valeurs défendues lors de l'Affaire Dreyfus (d'après Michel Winock).....	172
<i>Fig.10</i> : Système de valeurs défendues lors de l'affaire Rajk.....	172
<i>Fig.11</i> : Fréquence des articles sur les répressions soviétiques dans les revues de gauche indépendante	179

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	4
INTRODUCTION.....	5
RÉACTIONS IMMÉDIATES ET MOBILISATION INTELLECTUELLE	12
CHAPITRE 1 : LA RUPTURE YOUGOSLAVE : MOTEUR DES SENSIBILITÉS POLITIQUES.....	14
1. Tito, nouveau combat des intellectuels français.....	14
1.1. <i>L'acharnement général.....</i>	<i>14</i>
1.1.1. <i>Esprit</i> , à l'apogée de la dérive philocommuniste.....	<i>15</i>
1.1.2. L'absence de soutiens.....	<i>17</i>
1.1.3. Marxisme et intelligentsia :	<i>20</i>
1.2. <i>Tito, Hitler, Trotski et les autres.....</i>	<i>21</i>
1.2.1. La figure du traître.....	<i>21</i>
1.2.2. L'utilisation du nazisme : le titisme, « national-socialisme nouvelle manière ».....	<i>23</i>
2. L'effet Stalingrad sur les clercs français.....	25
2.1. <i>L'attitude soviétique, pardonnable grâce à Stalingrad ?</i>	<i>25</i>
2.1.1. La Résistance : l'héritage d'un combat intellectuel commun	<i>26</i>
2.1.2. L'URSS, excusable jusqu'à quel point ?	<i>27</i>
2.2. <i>De Stalingrad à Belgrade : un chemin aux allures désertiques</i>	<i>29</i>
2.2.1. Les forces intellectuelles communistes en présence face au schisme	<i>29</i>
2.2.2. Le schisme titiste, ou la naissance de Pierre Daix	<i>30</i>
3. L'étouffement communiste de l'affaire yougoslave	31
3.1. <i>L'attentisme communiste.....</i>	<i>31</i>
3.1.1. L'absence d'interventions des intellectuels communistes en 1948.....	<i>31</i>
3.1.2. L'évocation du schisme, rempart contre les agressions externes.....	<i>32</i>
3.2. <i>La mise en valeur de nouveaux centres d'intérêts</i>	<i>34</i>
3.2.1. L'été 1948 : sommet du rejet de l'impérialisme américain.....	<i>34</i>
3.2.2. Les succès communistes, refuge de l'intelligentsia	<i>35</i>
CHAPITRE 2 : RELIGION ET RÉPRESSIONS : LES PRÉMICES DU RÉVEIL INTELLECTUEL	37
1. La concentration des attentions autour du procès Mindszenty.....	38
1.1. <i>Une mobilisation unanime des élites françaises</i>	<i>38</i>
1.1.1. Le procès Mindszenty : affirmation ou rupture des croyances intellectuelles françaises ?	<i>38</i>
1.1.2. Le cas d' <i>Esprit</i> : une revue d'intellectuels catholiques face à un procès d'Eglise.....	<i>41</i>
1.2. <i>Le procès religieux, détonateur d'une prise de conscience intellectuelle ?</i>	<i>43</i>
1.2.1. La médiatisation judiciaire du cas hongrois, face visible de la répression religieuse	<i>43</i>
1.2.2. L'éveil avant le procès Rajk.....	<i>45</i>
2. L'asphyxie tchécoslovaque.....	46
2.1. <i>La Tchécoslovaquie : sujet de discorde entre les intellectuels catholiques</i>	<i>46</i>
2.1.1. L'abbé Boulrier face à Jean Cep.....	<i>46</i>
2.1.2. La montée au créneau des autorités de l'Eglise française.....	<i>48</i>
2.2. <i>Les enjeux religieux et culturels de la répression tchécoslovaque</i>	<i>48</i>
2.2.1. La religion, ciment universel des intellectuels ?	<i>49</i>
2.2.2. Une Tchécoslovaquie idéalisée par l'intelligentsia communiste	<i>50</i>
3. L'influence du catholicisme sur l'intelligentsia française.....	52
3.1. <i>L'élite intellectuelle française en 1949 : élite catholique ?</i>	<i>52</i>
3.1.1. Mounier et les répressions soviétiques à l'Est : une vision catholique de la situation	<i>52</i>
3.1.2. Le rôle du Centre Catholique des Intellectuels Français (C.C.I.F.)	<i>53</i>
3.2. <i>Intelligentsia de droite et catholicisme</i>	<i>54</i>
3.2.1. <i>La Revue des deux mondes</i> : caisse de résonance de l'anticommunisme de l'Eglise ?	<i>55</i>
3.2.2. La répression religieuse : un enjeu dépassant les frontières des démocraties populaires.....	<i>56</i>
CHAPITRE 3 : LA VALSE DES PROCÈS : ENTRE RÉVÉLATIONS ET DÉSINFORMATIONS	59
1. Le procès Rajk, ou l'affirmation définitive des passions intellectuelles	60
1.1. <i>François Fejtö, pont intellectuel entre Budapest et la rive gauche parisienne</i>	<i>60</i>

1.1.1. L'impact de « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale » sur l'intelligentsia française	60
1.1.2. Fejtő, médiateur idéal entre les intellectuels communistes et le reste des élites françaises ?	63
1.2. <i>Au-delà du procès Rajk : la mise en place d'une guerre intellectuelle</i>	65
1.2.1. Le temps de l'engagement : temps du réseau intellectuel	65
1.2.2. Hésitations et crispations de la gauche intellectuelle	68
2. L'utilisation stratégique du procès politique par l'intelligentsia française	69
2.1. <i>Les silences sur le procès albanais et la stalinisation de la Roumanie</i>	69
2.1.1. Les évocations albanaises et roumaines : entre retard d'analyse et appropriation intellectuelle	69
2.1.2. De la non information à la désinformation : la mise en place d'une stratégie intellectuelle	71
2.2. <i>La médiatisation des procès Rajk et Kostov</i>	73
2.2.1. Des intellectuels dans le procès	73
2.2.2. La dénonciation titiste au travers de Rajk et Kostov	75
3. La résurgence des Procès de Moscou	77
3.1. <i>Comparaisons et utilisations des Grands Procès à la fin des années quarante</i>	77
3.1.1. Budapest, la nouvelle Moscou pour l'intelligentsia de gauche non communiste	77
3.1.2. Sofia, la rupture de « l'esthétique du procès »	79
3.2. <i>Automne 1949 : l'intelligentsia communiste face aux Procès de Moscou</i>	80
3.2.1. Le mythe du complot ou la légitimation de la Grande Terreur	81
3.2.2. La rupture de Jean Cassou et de Vercors	82
MASQUES ET VISAGES DU STALINISME	85
CHAPITRE 4 : LE MALAISE DE L'HÉTÉROGÉNÉITÉ INTELLECTUELLE	87
1. <i>Aveuglé ou clairvoyant : l'heure du choix intellectuel</i>	88
1.1. <i>L'isolement de la citadelle rouge : les intellectuels du PCF face au reste du monde ?</i>	88
1.1.1. Visages du fanatisme stalinien : de l'aveuglement subi à l'aveuglement réfléchi	88
1.1.2. Derrière le masque : conscience de l'aveuglement et fierté communiste	90
1.2. <i>La répression à l'Est : point de rupture éventuelle de la logique communiste ?</i>	91
1.2.1. La toute-puissance de Casanova	92
1.2.2. La génération 1949 : génération sacrifiée ou nouveau intellectuel ?	93
2. <i>Le principe de condamnation</i>	95
2.1. <i>De la conviction personnelle à l'acquiescement du cercle intellectuel</i>	95
2.1.1. D'Esprit aux Temps Modernes : le poids du noyau fondateur	95
2.1.2. L'effacement du noyau rédactionnel : le cas <i>Socialisme ou Barbarie</i>	97
2.2. <i>Systèmes de valeurs et représentations culturelles</i>	98
2.2.1. Une vision préconçue des terres yougoslaves	98
2.2.2. L'amalgame entre communisme et stalinisme	100
3. <i>L'apogée de la méfiance au sein d'un même milieu</i>	101
3.1. <i>Le milieu revuiste : entre mise en garde et pôle d'influence</i>	101
3.1.1. Contrôle et méfiance face à un homme dangereux : l'intellectuel	102
3.1.2. La naissance de nouveaux pôles d'influence : un monde intellectuel possible sans Casanova ?	103
3.2. <i>La censure, lecture implicite du malaise intellectuel</i>	104
3.2.1. D'Aragon à Europe à Dalmas aux Temps Modernes : une utilisation stratégique de la censure	105
3.2.2. Les revers de la censure : Pierre Daix face à Vercors	106
CHAPITRE 5 : VERS UNE DÉNONCIATION DU TOTALITARISME STALINIEN ?	109
1. <i>La répression à l'Est, miroir de la répression soviétique</i>	110
1.1. <i>Tito face à Staline, ou quand le régime autoritaire prend vie dans les Balkans</i>	110
1.1.1. Les intellectuels français face au titisme : réflexions sur un nouveau régime	110
1.1.2. Limites et dangers de la prédominance des répressions soviétiques dans le débat intellectuel	111
1.2. <i>1949, la redéfinition du modèle soviétique</i>	113
1.2.1. Deux thèmes pour un même combat : quand le glaciaire réprimé s'élargit des Balkans à la Sibérie	113
1.2.2. La chute du masque : visage du stalinisme en URSS	115
2. <i>Des dénonciations du Parti à l'alternative anticommuniste</i>	117
2.1. <i>Le combat du PCF : le totalitarisme, gangrène des Etats grec et yougoslave</i>	117
2.1.1. La Grèce de Tsaldaris, championne de l'oppression ?	117
2.1.2. Les relations gréco-yougoslaves : sommet de la déchéance titiste pour l'élite du PCF ?	119
2.2. <i>Le procès Rajk : source de l'organisation de l'anticommunisme français</i>	120
2.2.1. La constitution d'un bloc intellectuel antistalinien autour de Fejtő	120
2.2.2. <i>Esprit</i> , les démocraties populaires et la dénonciation totalitaire	122
3. <i>S'affranchir du stalinisme : condition d'un nouvel équilibre intellectuel</i>	123
3.1. <i>L'ombre de Staline sur l'Europe de l'Est : une remise en question possible ?</i>	123
3.1.1. Autour de la droite conservatrice : nazisme et stalinisme à la lumière de la campagne antititiste	124
3.1.2. Parades et ripostes communistes	125
3.2. <i>L'utilisation stratégique de la stalinisation des démocraties populaires</i>	126
3.2.1. En marge du trotskisme et du stalinisme : les socio-barbares	126

3.2.2. L'extrême-droite : le stalinisme comme justification du passé.....	128
EVOLUTIONS ET MUTATIONS DE LA FIGURE DE L'INTELLECTUEL FRANÇAIS.....	131
CHAPITRE 6 : L'INTELLECTUEL, TÉMOIN OU ACTEUR DES RÉPRESSIONS SOVIÉTIQUES ?	133
1. <i>Le voyage à l'Est des intellectuels français</i>	<i>134</i>
1.1. <i>La nécessité de la vérification : du besoin personnel à l'acquiescement collectif</i>	<i>134</i>
1.1.1. Le voyage, apanage des intellectuels français ?.....	134
1.1.2. Voyager durant la Guerre froide : difficultés et contraintes	137
1.2. <i>Le voyage, point d'appui à la légitimité du discours intellectuel.....</i>	<i>139</i>
1.2.1. Les vertus intellectuelles du voyage en Europe de l'Est.....	139
1.2.2. Voyage et réalité communiste : deux termes antithétiques ?	140
2. <i>Informier et éduquer : l'intellectuel, médiateur entre l'Est et l'Ouest</i>	<i>141</i>
2.1. <i>L'intellectuel, seul éclairer possible de l'opinion française ?</i>	<i>141</i>
2.1.1. Eduquer le peuple : fonction première de l'intellectuel ?	142
2.1.2. L'information, frontière entre l'intellectuel du Parti et le clerc non communiste.....	143
2.2. <i>L'impact du débat intellectuel sur la société française</i>	<i>144</i>
2.2.1. Du peuple à l'intellectuel : la demande d'information	145
2.2.2. Les démocraties populaires : une vision commune au peuple et aux intellectuels français ?	146
3. <i>Les moyens d'action de l'intellectuel.....</i>	<i>148</i>
3.1. <i>Les carences d'une mécanique rodée.....</i>	<i>148</i>
3.1.1. L'absence de manifestes et de pétitions : reflet d'une inactivité intellectuelle ?	148
3.1.2. Le rôle du « télégramme des Quatorze » et des lettres ecclésiastiques.....	149
3.2. <i>La diffusion de pamphlets, brochures et numéros spéciaux</i>	<i>151</i>
3.2.1. Décembre 1949 : l'offensive communiste	151
3.2.2. La revue : de la dénonciation classique au numéro spécial	153
CHAPITRE 7 : PLUMES D'ACIER ET CANONS DE VELOURS.....	155
1. <i>De l'attaque frontale à l'assaut camouflé : les stratégies intellectuelles</i>	<i>156</i>
1.1. <i>De La Nouvelle Critique aux Ecrits de Paris : l'attaque aux personnes</i>	<i>156</i>
1.1.1. Vers une surenchère de l'injure	156
1.1.2. Les portraits d'intellectuels à la lumière des répressions soviétiques.....	159
1.2. <i>Le développement littéraire de 1948 à 1950 : reflet implicite d'un combat antistalinien</i>	<i>160</i>
1.2.1. Dis-moi qui tu lis, je te dirai qui tu es.....	161
1.2.2. <i>Esprit</i> et les critiques littéraires : reflet des intérêts de la revue ?.....	162
2. <i>Un leitmotiv commun : la recherche de la vérité.....</i>	<i>164</i>
2.1. <i>La vérité communiste, vérité de Moscou</i>	<i>164</i>
2.1.1. Communisme et vérité : quête intellectuelle ou notion préexistante ?.....	164
2.1.2. Quand la vérité se fait mensonge : les mille visages d'une Yougoslavie déchirée entre Est et Ouest	165
2.2. <i>Au-delà du sort des démocraties populaires : la vérité comme enjeu final du débat</i>	<i>167</i>
2.2.1. Le combat de Vercors : lutte individuelle ou symbole d'une motivation collective ?	167
2.2.2. Vérité et véracité des faits, une dialectique résolument de gauche ?	169
2.2.3. En marge de l'intelligentsia : l'action du Comité Renault.....	170
3. <i>Cinquante ans après : les spectres de l'Affaire Dreyfus</i>	<i>171</i>
3.1. <i>L'appropriation intellectuelle du mythe dreyfusard</i>	<i>171</i>
3.1.1. L'affaire Rajk n'est pas une affaire Dreyfus internationale.....	171
3.1.2. Une utilisation abusive de l'Affaire.....	173
3.2. <i>De Dreyfus à Rajk : raisons et justifications du réemploi d'un mythe.....</i>	<i>174</i>
3.2.1. L'Affaire Dreyfus : un séduisant modèle comparatif de propagande	174
3.2.2. L'Affaire Dreyfus, modèle récurrent à l'histoire des intellectuels ?.....	176
CHAPITRE 8 : UN NOUVEL ORDRE INTELLECTUEL ?	178
1. <i>Une lutte dans la lutte : Esprit face aux Temps Modernes</i>	<i>179</i>
1.1. <i>L'hiver 1949-1950: la redistribution des rôles</i>	<i>179</i>
1.1.1. Genèse d'une éthique retrouvée : la prise du risque intellectuel chez <i>Esprit</i>	179
1.1.2. L'hégémonie relative des <i>Temps Modernes</i> : hégémonie revuiste ou sartrienne ?	181
1.2. <i>Les choix thématiques rédactionnels : la révélation d'un désengagement à l'Est.....</i>	<i>182</i>
1.2.1. L'échec du RDR : un camouflet propre aux <i>Temps Modernes</i>	182
1.2.2. <i>Les Temps Modernes</i> et la menace atomique : une question d'ordre mondial.....	184
2. <i>L'émergence de nouvelles forces</i>	<i>185</i>
2.1. <i>Socialisme ou Barbarie : « gagnante » des répressions soviétiques à l'Est ?.....</i>	<i>185</i>
2.1.1. Un engagement sans concessions dans le salut des démocraties populaires.....	185
2.1.2. <i>Socialisme ou Barbarie</i> , unique revue révolutionnaire engagée dans le débat ?	187
2.2. <i>La Troisième Voie, héritière directe de la stalinisation à l'Est ?.....</i>	<i>188</i>
2.2.1. Bourdet et le non-alignement politique d' <i>Esprit</i> : le souffle yougoslave.....	188
2.2.2. La Yougoslavie titiste comme garantie du succès de la Troisième Voie.....	189

3. De l'émiettement de la citadelle communiste au renouveau de la droite intellectuelle.....	190
3.1. Le groupe de la rue St-Benoît face à la dissidence titiste	190
3.1.1. L'interprétation de la rupture titiste : entre désillusion et croyance marxiste	191
3.1.2. L'impact du départ du groupe de la rue St-Benoît sur l'ordre intellectuel communiste	192
3.2. Le Parti et ses intellectuels, triomphateur des répressions à l'Est ?	193
3.2.1. 1949-1950 : de la campagne antititiste à l'anniversaire de Staline	193
3.2.2. L'intelligentsia communiste aux lendemains du procès Kostov, un pôle dominant ?.....	195
3.3. 1950 : recomposition et affirmation d'une puissance intellectuelle de droite	196
3.3.1. De Raymond Aron à la droite conservatrice.....	196
3.3.2. L'extrême-droite en 1950 : une nouvelle force intellectuelle ?	197
CONCLUSION.....	199
<i>Du zéro.</i>	199
<i>De l'infini.</i>	200
ANNEXES	202
SOURCES.....	226
BIBLIOGRAPHIE.....	232
INDEX.....	235
TABLE DES ABREVIATIONS.....	240
TABLE DES FIGURES.....	241
TABLE DES MATIERES	242

RÉSUMÉ

Opprimées pour certains, inquiétantes pour d'autres, les démocraties populaires, nées de la Guerre froide, restent emprises d'une marque de fabrique stalinienne en cette fin d'années quarante. Délaissant les paradigmes classiques d'un clivage politique français articulé entre droite et gauche, les intellectuels se sont appropriés le débat sur la stalinisation de l'Europe de l'Est à la suite du schisme yougoslave de juin 1948, jusqu'aux lendemains du procès Kostov en 1950. Signe d'une passion propre au clerc, leur engagement fut total. Pas un milieu, pas une force intellectuelle ne resta en marge d'un débat tantôt tourné vers Belgrade, tantôt centré sur Budapest. De Lefort à Mounier, en passant par deux figures centrales du paysage intellectuel français que furent Aron et Sartre, les penseurs et journalistes ne restèrent pas indifférents à un monde étrange, troublé par un rideau de fer ne laissant poindre que peu de lumière entre ses mailles.

L'arrivée de François Fejtö, nouvel intellectuel de référence sur les questions relatives à l'Europe de l'Est, à l'automne 1949, remodela et réorganisa l'intelligentsia française. Le PCF, force majeure bénéficiaire d'un effet Stalingrad omniprésent, bien que véhiculant une image des plus pacifistes, ne peut plus rester muet aux événements hongrois ou bulgares. C'est dans cet enchevêtrement de pensées intellectuelles que les notions de réseau et de génération prirent tous leur sens, permettant de cerner une France pensante en constante évolution depuis l'événement fondateur que fut pour elle l'Affaire Dreyfus.